



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 25 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

p. Q491

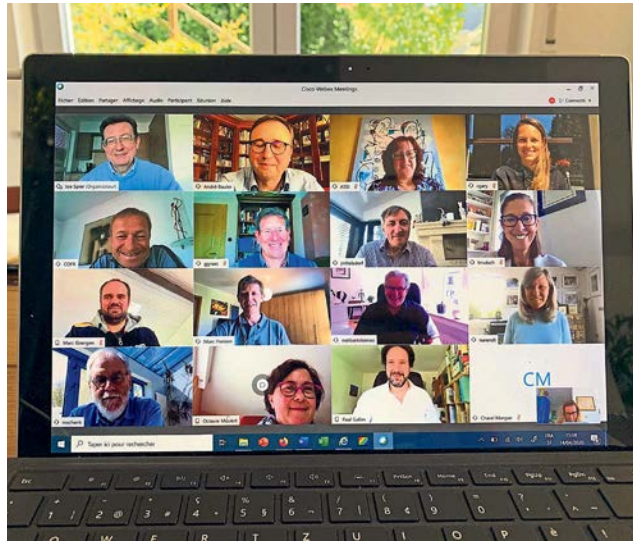
Questions parlementaires

p. Q493-551

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



D'Chamber an der Coronakris: e Fotosréckbléck



E méi séiere legislativen Outil gëtt an der Kris gebraucht: Den État de crise gëtt de 17. Mäerz 2020 ausgeruff.

D'Chamber am Teletravailmodus: D'Deputéiert an déi ganz Chambersverwaltung schaffe vun doheem aus.

D'Chamber bleibt operationell: Fir d'Distanz ze garantéieren, sinn d'Deputéiert an dräi Säill opgedeelt a kënnen vun do aus diskutéieren an ofstëmmen.



D'Chamber plënnert am Abrëll 2020 an de Cercel op d'Plëss.

Zanter dem Ufank vun der sanitärer Kris informéiert d'Regierung regelméisseg déi héchst Instance vun der Chamber (Bureau a Presidentekferenz).

D'Chamber an der Coronakris: e Fotosréckbléck (suite)



Den État de crise kënnst de 24. Juni 2020 op en Enn: Déi éischt zwee Covidgesetzter ginn an der Chamber deponéiert a gestëmmt.

D'Gestioun vun der Coronakris ass dacks am Fokus vun den Debatte vun den Deputéierten.

Zënter dem 17. März 2020 sinn d'Deputéiert 79-mol fir eng éffentlech Sëtzung zesammekomm, meeschtens fir iwwert déi sanitär, ekonomesch a sozial Situatioun ze diskutéieren.

Session d'hiver 2021 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE en format virtuel

Relance du multilatéralisme et résolution des conflits

Quelque 270 parlementaires se sont réunis en ligne du 24 au 26 février 2021 pour la 20^e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE - la toute première réunion statutaire virtuelle de l'Assemblée - pour discuter de questions telles que les conflits prolongés, la crise en Ukraine et autour de l'Ukraine, le renforcement de la sécurité économique et environnementale ainsi que l'impact de la Covid-19 sur la sécurité et la démocratie.

À la séance d'ouverture conjointe, les membres de l'APOSCE ont entendu les discours liminaires du Président du Conseil national autrichien, M. Wolfgang Sobotka, du Président de l'APOSCE, M. Peter Lord Bowness, de la Présidente en exercice de l'OSCE et Ministre des Affaires étrangères de la Suède, Mme Ann Linde, ainsi que de la Secrétaire générale de l'OSCE, Mme Helga Schmid, suivis d'une session de questions et réponses.

M. Wolfgang Sobotka a souligné un engagement fort en faveur du multilatéralisme et de la diplomatie interparlementaire, en particulier dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Il a rappelé l'importance de la sécurité au sein des parlements en ces temps difficiles et la nécessité d'une plus grande cohésion. M. le Président Peter Lord Bowness a noté que l'OSCE doit défendre le dialogue basé sur des principes fondamentaux en tant que noyau de la sécurité globale.

Au cours du débat général, animé par le Secrétaire général de l'APOSCE, M. Roberto Montella, les membres se sont exprimés contre la création de nouvelles lignes de division dans l'espace de l'OSCE et ont soulevé des problématiques telles que la liberté des médias, la migration, les conflits prolongés et la détérioration des normes des droits de l'homme. Les parlementaires se sont également prononcés en faveur du multilatéralisme, en particulier à la lumière du prochain 50^e anniversaire

de l'Acte final d'Helsinki de 1975. Le conflit du Haut-Karabakh à l'automne dernier représente un exemple tragique de ce qui se produit lorsque des conflits prolongés ne sont pas résolus.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas (DP), M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), M. Dan Biancalana (LSAP), M. Claude Haagen (LSAP), Mme Josée Lorsché (déi gréng), M. Gilles Baum (DP) et M. Charles Margue (déi gréng).



Les participants de la séance plénière autour du Président sortant, M. Stephan Toscani, et de la nouvelle Présidente du CPI, Mme Nicole Muller-Becker.

65^e séance plénière du CPI en visioconférence

Une gestion commune de la crise sanitaire est indispensable

La 65^e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI) s'est déroulée en visioconférence le 5 février 2021. Cette date marque également le passage de la présidence sarroise du CPI à celle du Grand Est. Mme Nicole Muller-Becker a été élue Présidente du CPI jusqu'à la fin de l'année 2022.

En complément à une résolution sur la gestion de la crise de Covid-19 votée en juin 2020, les députés de la Sarre, de Rhénanie-Palatinat, de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Communauté germanophone de Belgique, du Grand Est et du Luxembourg ont adopté une résolution soulignant l'importance de la gestion commune de la crise sanitaire.

Ils recommandent notamment d'éviter les fermetures de frontières au détriment des quelque 250.000 travailleurs frontaliers, d'articuler plus étroitement les systèmes de santé et d'intensifier la coopération entre les hôpitaux. Ils insistent pour que les accords de coopéra-

tion existant entre les hôpitaux soient étendus et que les soins de santé soient organisés davantage sur une base transfrontalière. Les cinq autres recommandations adoptées lors de la 65^e séance plénière couvrent un vaste champ thématique. Elles traitent des aéroports de la Grande Région, de la ligne de tram-train transfrontalière entre la Sarre et le Grand Est, de la poursuite du développement des travaux commémoratifs communs, des prés-vergers et de la mobilité des travailleurs frontaliers dans la Grande Région.

La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Fernand Etgen, la Présidente de la Commission « Environnement et Agriculture » du CPI, Mme Carole Hartmann, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Diane Adehm, M. Marc Baum, M. Yves Cruchten, M. Claude Lamberty et M. Charles Margue.

La résolution et les recommandations peuvent être consultées sur le site Internet du CPI (www.cpi-ipr.eu).

Eng Bretzel fir de President

Wéi d'Traditioun et wëllt, krut de Chamberspräsident Fernand Etgen den 8. März 2021 vu Pâtissieren a Bäckere vun der Confederatioun Liewensmëttelhandwerk ASBL eng Bretzel iwwerreicht. Wéinst der sanitärer Kris war dese Rendez-vous dëst Joer am klengen Krees.



Covid-19 et respect des droits fondamentaux

La crise de la Covid-19 accentue les difficultés en ce qui concerne le respect des droits fondamentaux.

C'est ce qui est ressorti de l'échange entre le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux, M. Michael O'Flaherty, et les députés membres des Commissions parlementaires des Affaires étrangères et de la Justice de même que de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

M. Michael O'Flaherty, qui a été reçu le 24 février 2021 au Cercle municipal, a identifié cinq enjeux majeurs dans ce contexte :

- l'accès aux vaccins ;
- un « effet 11 septembre », avec le risque d'un assaut disproportionné des gouvernements sur la sphère privée, par analogie à la réponse anti-terroriste disproportionnée suite aux attentats de 2001 ;
- l'aggravation des problématiques liées à la pauvreté et à l'exclusion, avec comme enjeu de rendre les sociétés plus résilientes ;
- la situation des jeunes, qui sont les « vraies victimes » à long terme de la crise, notamment à cause de l'interruption de leur parcours éducatif et du bouleversement de leur développement ;

- la digitalisation de nos vies, qui a des avantages mais qui a montré ses limites et comporte des risques.

Lors du débat avec les députés, le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux a constaté que les mesures de limitation des droits fondamentaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie pouvaient être légitimes, mais que ces pratiques avaient été détournées dans certains cas. Les députés ont souligné dans ce contexte qu'il existait un risque que les gouvernements s'habituent à une limitation des droits fondamentaux et, en outre, que toute phase de « retour à la normale » devrait être entreprise avec vigilance.

La crise accentue les inégalités

Pour M. Michael O'Flaherty, la crise ne crée pas tant d'inégalités qu'elle n'en accentue. Plusieurs exemples ont été abordés lors de l'échange avec les députés. Le directeur de l'Agence a cité celui de la population Rom qui compte plusieurs millions de membres en Europe et qui sont à son avis particulièrement vulnérables dans le contexte actuel, leurs conditions de vie rendant la distanciation sociale difficile, le manque d'accès à l'eau courante empêchant le respect des mesures sanitaires et l'accès limité à Internet les privant



Le directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux, M. Michael O'Flaherty (au milieu), lors de l'échange de vues avec les députés au Cercle municipal.

d'une source d'information importante.

Selon M. Michael O'Flaherty, plus globalement, beaucoup de minorités sont actuellement victimes de suspicions et de haine car elles sont prises pour cible comme si elles étaient coupables de la propagation de l'épidémie. « D'autres catégories de personnes, comme celles présentant un handicap, les sans-abri ou encore les

prisonniers, sont également particulièrement fragilisées », a-t-il ajouté.

La situation des réfugiés

Les députés ont encore voulu savoir quelle était la situation en ce qui concerne les camps de réfugiés aux frontières de l'Europe. M. Michael O'Flaherty a affirmé que, suite à ses visites récentes à Lesbos (Grèce) et en Croatie, il fallait se résigner au

constat que la situation demeurait inquiétante. « Les interventions de l'Agence européenne des droits fondamentaux ont cependant eu un certain impact, avec par exemple comme résultat que les enfants non accompagnés ne sont plus laissés seuls dans les camps », a-t-il conclu. Il restera néanmoins du travail à faire pour améliorer les standards de respect des droits fondamentaux aux portes de l'Europe.

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne

Semaine parlementaire européenne 2021



La Semaine parlementaire européenne rassemble des députés de l'Union européenne et des pays candidats de même que des observateurs pour aborder des questions économiques, budgétaires, environnementales et sociales. L'édition de cette année a été dominée par l'impact de la Covid-19 sur les économies de l'UE. Les parlementaires ont débattu de la préparation des plans nationaux de relance et de résilience ainsi que des investissements prioritaires en matière sociale, économique et environnementale.

La Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance dans l'Union européenne (conformément à l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire) fournit un cadre de débat et d'échange d'informations et de bonnes pratiques dans la mise en œuvre des dispositions du traité et vise à renforcer la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen. La conférence contribue également à garantir la responsabilité démocratique dans le domaine de la gouvernance économique et de la politique budgétaire dans l'UE, en particulier dans l'Union monétaire européenne, en tenant compte de la dimension sociale et sans préjudice des compétences des parlements nationaux et du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Carole Hartmann (DP), M. Sven Clement (Piraten), M. Charles Margue (déi gréng), M. Laurent Mosar (CSV) et Mme Lydia Mutsch (LSAP).

Pour la première fois depuis la création en 2012 de cette rencontre interparlementaire, le Parlement euro-

Les priorités de la future présidence slovène

La Slovénie reprendra la présidence du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2021. Dans ce contexte, le Ministre des Affaires étrangères slovène, M. Anže Logar, a eu une entrevue, le 24 février 2021, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile pour présenter entre autres les priorités de la Slovénie pendant la future présidence.

M. Anže Logar a expliqué que la Slovénie aimerait se concentrer principalement sur les défis qui se posent dans le secteur de la santé. L'Union européenne a manqué d'une gestion de crise efficace pendant la pandémie de la Covid-19, selon le Ministre, qui a notamment critiqué le fait que l'échange de données entre les pays membres de l'UE n'ait pas fonctionné correctement. En outre, l'Union européenne dépendrait trop de pays tiers, par exemple en ce qui concerne la production de masques ou de vaccins.

« La crise sanitaire n'est pas l'unique crise ayant touché l'UE ces

dernières années », a rappelé le Ministre slovène en pointant du doigt les crises financière et migratoire. Pour pouvoir répondre de manière efficace et rapide à de telles situations, l'Union européenne devrait au préalable revoir ses mesures d'action et le cas échéant les adapter. Les députés ont salué l'engagement de la Slovénie, tout en notant que le pays prendra la relève à un moment difficile.

D'autres priorités de la présidence slovène seront la digitalisation, la lutte contre la cybercriminalité et l'accord sur les procédures d'asile. Selon M. Anže Logar, au niveau européen, un accord fait défaut. Dans ce contexte lui fut posée la question comment la Slovénie aurait agi pendant la vague migratoire si elle avait pu prendre des décisions unilatérales. M. Anže Logar a souligné qu'il fallait faire une différence entre des réfugiés et des migrants qui quittent leur pays pour des raisons économiques. Plutôt que d'attirer de plus en plus de migrants vers l'Europe, des investissements devraient être réalisés dans les pays d'origine des migrants économiques pour que ces pays ne perdent pas cette main-d'œuvre potentielle.



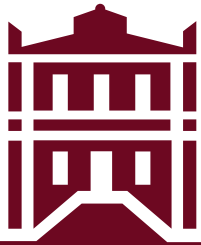
Le Ministre des Affaires étrangères slovène, M. Anže Logar, reçu par le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten (à droite).

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun oder ënnerstëtzt aner Petitiounen mat Ärer Ënnerschrëft op www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires**.





QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 25 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

| Question n° | Auteur | Objet | | | |
|-------------|---|---|----------|-------------------------------------|---|
| 2235 | Aly Kaes | Aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées | 2468 | Marc Lies | Législation sur la colocation |
| 2333 | Marc Goergen | Campagne « Net ouni meng Mask » | 2469 | Marc Goergen | Bon d'hébergement de 50 euros |
| 2387 | Stéphanie Empain, François Benoy | Masques protecteurs | 2471 | Mars Di Bartolomeo | Droits de scolarité au Royaume-Uni |
| 2399 | Max Hahn | Les modes de logement alternatifs | 2472 | Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf | PET Scan |
| 2400 | Carole Hartmann, Gusty Graas | Pollution de la Sûre à hauteur de la zone industrielle d'Echternach | 2474 | Jeff Engelen | Fréquence des tests de dépistage de la Covid-19 |
| 2401 | Marc Baum | Diffusion de matériel à caractère pédophile par une société luxembourgeoise | 2475 | François Benoy | Guêpes |
| 2409 | Dan Biancalana | Traitement des affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants | 2476 | Serge Wilmes | Avantages en nature chez Luxair Group |
| 2410 | Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten | Réglementation de la cohabitation | 2478 | Jeff Engelen | Test de dépistage de la Covid-19 post mortem |
| 2411 | Françoise Hetto-Gaasch | Chèque-service accueil | 2479 | Mars Di Bartolomeo | Premier bilan de l'application du RGPD |
| 2413 | Jeff Engelen | Invasion de bostryches | 2481 | Marc Baum | Mise en vigueur de dispositions d'un PAG contraires à la loi |
| 2414 | Jeff Engelen | Constatation des infractions dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés | 2482 | Sven Clement | Participation citoyenne dans les communes |
| 2415 | Stéphanie Empain | Autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de défense | 2483 | Stéphanie Empain, Djuna Bernard | Refoulement de personnes par les autorités grecques et maltaises |
| 2416 | Jeff Engelen | Séjour dans une maison mobile ou un hôtel pendant la pandémie de la Covid-19 | 2484 | Stéphanie Empain | Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024 |
| 2417 | Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen | Compétitivité du Luxembourg | 2485 | Mars Di Bartolomeo | Prêts à taux négatifs de la Banque centrale européenne |
| 2419 | Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Martine Hansen | Création d'un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg | 2487 | Nancy Arendt épouse Kemp | Violence à l'égard des enfants |
| 2421 | Marc Baum, David Wagner | Modifications d'urgence de certains dispositifs d'aide et de prestations sociales dans le contexte de la pandémie Covid-19 | 2488 | Sven Clement | Visibilité du code de diagnostic sur les certificats d'incapacité de travail |
| 2422 | Stéphanie Empain | Tensions récentes entre la Grèce et la Turquie | 2489 | Carole Hartmann | Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » |
| 2423 | Martine Hansen, Marc Spautz | Droit de visite dans les établissements pour personnes âgées ou en situation de handicap | 2490 | Gusty Graas, Carole Hartmann | Services d'urgence d'ophtalmologie |
| 2425 | Jeff Engelen | Campagne de dépistage de la Covid-19 | cf. 2607 | | |
| 2426 | Jeff Engelen | Chantier sur la N10 entre Marnach et Dasburg | 2491 | Max Hahn | Pratique du « lane splitting » |
| 2428 | Martine Hansen | Aide financière pour vélos et pédélec | 2492 | Viviane Reding, Laurent Mosar | Déploiement du réseau 5G |
| 2429 | Gusty Graas | Pollutions environnementales | 2493 | Sven Clement | Système électoral |
| 2430 | Diane Adehm | Plan « Restart Sports » | 2494 | Marc Goergen | QR Code |
| 2431 | Jeff Engelen | Remboursements par la CNS | 2495 | Georges Mischo | Stage dans la fonction publique |
| 2434 | Jeff Engelen | Traces de Covid-19 détectées dans des stations d'épuration | 2496 | François Benoy | Zone franche au Luxembourg |
| 2436 | Claude Lamberty, Carole Hartmann | Activités des centres médico-sportifs dans le cadre de la pandémie du coronavirus | 2497 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Conclusions de l'avocate générale de la CJUE dans une affaire « Berlioz bis » |
| 2437 | Max Hahn, Gusty Graas | Mesures de précaution pour l'utilisation de l'eau | 2498 | Carole Hartmann | Facturation électronique |
| 2438 | Marc Goergen | Transports d'animaux durant la canicule | 2499 | Max Hahn, Claude Lamberty | Animaux perdus |
| 2439 | Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf | Les problèmes de livraison de différents vaccins | 2500 | Yves Cruchten | Subvention loyer |
| 2442 | Roy Reding, Fernand Kartheiser | Recrutement dans la magistrature | 2501 | Marc Spautz | Cybersécurité des entreprises |
| 2443 | Roy Reding | Autorisation à bâtir dans une zone verte | 2502 | Marc Lies | Finances communales |
| 2445 | Gusty Graas | Première classe dans les trains des CFL | 2503 | Martine Hansen, Marc Spautz | Inscription en ligne à l'ADEM en vue d'un apprentissage |
| 2447 | Claude Lamberty, Max Hahn | Plainte de trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale contre leurs instructeurs en référence | 2504 | Marc Spautz | Outils sur lesquels s'appuie le télétravail |
| 2448 | Sven Clement | Réaffectation des agences de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État | 2505 | Gilles Roth, Laurent Mosar | Traitement des données dans le contexte du large scale testing |
| 2449 | Marc Lies | Réaménagement de la voirie étatique à Roost | 2506 | Max Hahn, Gusty Graas | Obsolescence programmée |
| 2451 | Stéphanie Empain, Charles Margue | Reconnaissance d'un État palestinien | 2507 | Cécile Hemmen | Païement des pensions alimentaires |
| 2452 | Félix Eischen, Marc Spautz | Travail intérimaire | 2508 | Françoise Hetto-Gaasch | Fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19 |
| 2453 | Marc Spautz | Enlèvement de cadavres d'animaux | 2509 | Roy Reding | Limitation des jours de chasse |
| 2454 | Marc Baum | Mesures de précaution mises en place par les gestionnaires de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes dans le contexte de la pandémie Covid-19 | 2510 | Roy Reding | Délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive |
| 2455 | Stéphanie Empain | Procédure de la « carrière ouverte » dans la fonction publique | 2511 | Jeff Engelen | Sécurité en relation avec les radars mobiles |
| 2456 | Marc Baum | Formations pour entraîneurs à l'ENEPS | 2515 | Marc Baum | Placement de force d'un mineur en psychiatrie |
| 2457 | Françoise Hetto-Gaasch | Situation actuelle dans les structures pour personnes en situation de handicap | 2517 | Marc Goergen | Extension des activités de « LetzShop » |
| 2458 | Dan Biancalana | Modèle du « Barnahus » | 2519 | Marc Lies | Prix immobiliers |
| 2459 | Sven Clement | Conférence de presse | 2521 | François Benoy | Phasage de l'extension du réseau de tramway ainsi que l'ouverture de certaines infrastructures pour vélos |
| 2460 | Michel Wolter | Organisation du Ministère des Sports | 2522 | Léon Gloden | Infections de la Covid-19 dans des maisons de soins |
| 2461 | Stéphanie Empain | Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile | 2524 | Roy Reding | Déclin de la biodiversité |
| 2463 | Marc Spautz | Délais de fixation des affaires devant le tribunal administratif pour plaidoiries | 2525 | André Bauler | État du tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach |
| 2464 | Tess Burton | Redressement du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf | 2526 | André Bauler | Trafic de poids lourds sur la N27A |
| | | | 2527 | Mars Di Bartolomeo | Prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo |
| | | | 2528 | Mars Di Bartolomeo | Demandes pour un logement social |
| | | | 2529 | Mars Di Bartolomeo | Dossier de soins partagé |
| | | | 2530 | Mars Di Bartolomeo | Contrôle technique des véhicules |
| | | | 2532 | Françoise Hetto-Gaasch | Report de traitements contre le cancer suite à la pandémie de la Covid-19 |
| | | | 2533 | Martine Hansen, Paul Galles | Pollution d'air |
| | | | 2534 | Marc Spautz | Digitalisation du domaine de la santé |
| | | | 2535 | François Benoy, Stéphanie Empain | Utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg |
| | | | 2536 | Gusty Graas | Propagation de l'ouette d'Égypte |
| | | | 2537 | Gusty Graas | Population des cormorans |
| | | | 2541 | André Bauler | Bon-cadeau pour une plateforme digitale internationale offert aux participants d'une enquête |



| | | | | | |
|----------|---|--|------------------------------------|--|--|
| 2542 | André Bauler, Gusty Graas | Phénomène du « animal hoarding » | 2618 | Gusty Graas, Claude Lamberty | Chiens renifleurs formés à détecter la Covid-19 |
| 2543 | Max Hahn | Installation de « raildampers » | 2620 | Marc Goergen | Service de blanchisserie dans les maisons de soins |
| 2547 | Marc Spautz | Pratique de l'interfile | 2624 | Fernand Kartheiser | Fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich |
| 2548 | Marc Goergen | Campagne « Net oui meng Mask » | 2627 | Jeff Engelen | Tests de dépistage Covid-19 en pool |
| 2549 | Claude Lamberty, Max Hahn | Wi-fi dans les transports publics | 2628 | Jeff Engelen | Système de traçage analogue |
| 2550 | Claude Wiseler | Masques de protection de qualité douteuse et fraudée | 2633 | Jeff Engelen | Organisation de l'Inspection du travail et des mines (ITM) |
| 2551 | Martine Hansen | Baisse du prix de la viande de porc | 2636 | Sven Clement | Formulaire en ligne « Formstack » |
| 2552 | Max Hahn, Carole Hartmann | Réforme du service Adapto | 2640 | Viviane Reding | Classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse |
| 2553 | Marc Goergen, Sven Clement | Traite des êtres humains | 2642 | Marc Spautz | Nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier |
| 2554 | Laurent Mosar | Avantages fiscaux sélectifs accordés par divers pays à des multinationales | 2643 | Fernand Kartheiser | Rapatriement des ressortissants luxembourgeois se trouvant actuellement à l'étranger dans le cadre de la pandémie du coronavirus |
| 2555 | Françoise Hetto-Gaasch, Martine Hansen | Transport scolaire | 2644 | Claude Lamberty, Gusty Graas | Refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands |
| 2558 | Laurent Mosar | Transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée | 2645 | Marc Goergen | Réserves en eau potable |
| 2560 | Guy Arendt, Gusty Graas | Location d'un lot de chasse par le Lycée technique agricole | 2648 | Jeff Engelen | Plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire de Cattenom |
| 2561 | Sven Clement, Marc Goergen | Piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg | 2649 | Serge Wilmes | Retards dans la prolongation des permis de conduire |
| 2562 | Marc Baum | Conseil national pour étrangers | 2650 | Jeff Engelen | Nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier |
| 2564 | Jeff Engelen | Nombre de tests de dépistage de la Covid-19 positifs dans le canton d'Esch-sur-Alzette | 2651 | Sven Clement, Marc Goergen | Critiques du Collectif réfugiés Luxembourg |
| 2567 | Max Hahn, Claude Lamberty | Lac de barrage d'Esch-sur-Sûre | 2652 | Françoise Hetto-Gaasch, Léon Gloden | Fête non autorisée au Bambësch |
| 2569 | Guy Arendt, Gusty Graas | Assemblées générales des syndicats de chasse | 2654 | Sven Clement | Sort des réfugiés dans le cas d'un refus de la demande de protection |
| 2570 | David Wagner, Marc Baum | Fixation du loyer maximal | 2655 | Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf | Cannabis médical |
| 2571 | Marc Baum | Protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns » | 2661 | Marc Goergen | Résidence de la famille grand-ducale à Cabasson |
| 2572 | Martine Hansen, Aly Kaes | Loque américaine des abeilles | 2662 | Marc Goergen | Séjour de la famille grand-ducale à Cabasson |
| 2573 | Marc Goergen | Séjour du Grand-Duc | Session ordinaire 2020-2021 | | |
| 2574 | Laurent Mosar | Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-311/18 « Data Protection Commissionner/Maximilian Schrems et Facebook Ireland » | 3585 | Diane Adehm | Fermeture de crèches pour cause de Covid-19 |
| 2576 | Laurent Mosar | Lux Future Lab | 3692 | Marc Lies | Transport vers les centres de vaccination |
| cf. 2594 | | | 3695 | Martine Hansen, Jean-Paul Schaaf | Port du masque dans les écoles |
| 2579 | Cécile Hemmen, Simone Asselborn-Bintz | État physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées | 3713 | Jeff Engelen | Vaccination des personnes alitées |
| 2581 | Mars Di Bartolomeo | Vente de tabac | 3726 | Jeff Engelen | Vaccination des personnes vivant dans un logement encadré |
| 2582 | André Bauler, Gusty Graas | Utilisation de cages de gestation dans l'élevage porcin | 3732 | Marc Goergen | Vente aux enchères d'appartements situés dans le « Gravity Tower » à Differdange |
| 2583 | Laurent Mosar | Conclusions du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020 à Bruxelles | 3744 | Georges Mischo, Nancy Arendt épouse Kemp | Cross-Country Championnat |
| 2584 | Dan Biancalana | Lutte contre la pédopornographie | 3749 | Paul Galles | Vaccination des sans-abri |
| 2587 | Gusty Graas, Carole Hartmann | Prévention de la démence | 3763 | Nancy Arendt épouse Kemp | Vaccination du personnel des entreprises de pompes funèbres |
| 2591 | Marc Spautz, Aly Kaes | Manque de personnel auprès de l'ADEM | 3776 | Jeff Engelen | Rendez-vous pour l'administration de la 2 ^e dose du vaccin contre la Covid-19 |
| 2592 | Nancy Arendt épouse Kemp | Système électronique de saisie des abords du véhicule | 3802 | Claude Wiseler, Laurent Mosar | Plan national pour la reprise et la résilience |
| 2593 | Françoise Hetto-Gaasch | Transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 | 3814 | Sven Clement | Vaccins inutilisés |
| 2594 | Francine Closener | Lux Future Lab | 3822 | Nancy Arendt épouse Kemp | Vaccination des participants aux Jeux olympiques |
| cf. 2576 | | | 3829 | Josée Lorsché, Marc Hansen | Commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois |
| 2595 | Claude Lamberty, Carole Hartmann | Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS) | 3831 | Martine Hansen | Retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination |
| 2596 | Josée Lorsché, Marc Hansen | Naissances prématurées et/ou à faible poids dans le cadre de la crise de la Covid-19 | 3831 | Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen, Francine Closener | Commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois |
| 2597 | Marc Baum | Situation des femmes détenues au Luxembourg | 3832 | Josée Lorsché, Marc Hansen | Algorithme utilisé pour les invitations pour la vaccination contre la Covid-19 |
| 2598 | Gilles Baum, Carole Hartmann | Fermeture de centres de dépistage | 3849 | Fred Keup | Vaccination des agents de la Police grand-ducale |
| 2599 | Stéphanie Empain, Djuna Bernard, François Benoy | Accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne | 3852 | Fernand Kartheiser | Répartition des vaccins contre la Covid-19 dans l'Union européenne |
| 2600 | Marc Baum | Situation actuelle en termes de personnel dans les structures d'hébergement pour personnes âgées | 3860 | Martine Hansen, Claude Wiseler | Retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination |
| 2601 | Léon Gloden | CR134 entre Manternach et Mertert | 3864 | Josée Lorsché | Vaccination et invitation pour le large scale testing |
| 2603 | Mars Di Bartolomeo | Cours de l'or | 3868 | Marc Hansen | Démarche des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) en vue d'une commande de vaccins contre la Covid-19 |
| 2606 | Max Hahn, Carole Hartmann | Utilisation de la technologie 5G dans la télé-médecine | 3869 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Intérêt de la CMCM pour la commande de vaccins contre la Covid-19 |
| 2607 | Marc Spautz | Service d'urgence oculaire | 3874 | Fred Keup | Formulaire relatif aux tests de dépistage de la Covid-19 effectués dans les écoles |
| cf. 2490 | | | | | |
| 2608 | Marc Spautz | Test sérologique Covid-19 | | | |
| 2610 | Stéphanie Empain | Développement du tourisme | | | |
| 2611 | Laurent Mosar, Gilles Roth | Introduction d'une nouvelle taxe sur déchets plastiques non recyclés | | | |
| 2612 | Mars Di Bartolomeo | Surmortalité liée à la pandémie de la Covid-19 | | | |
| 2613 | David Wagner | Dépôt d'une demande de protection internationale | | | |
| 2615 | Fernand Kartheiser | Ajustement des pensions | | | |
| 2616 | François Benoy, Marc Hansen | Enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée à la Covid-19 | | | |



Question 2235 (18.05.2020) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant les **aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux usées** :

Déjà avant l'état de crise, les communes se trouvaient confrontées à un énorme programme financier dans le domaine de l'assainissement des eaux usées avec le risque cependant de ne pas atteindre le bon état des cours d'eau dans les délais impartis, ceci en raison de la flambée des prix sur le marché de la construction due à des délais trop restreints et le nombre réduit d'entreprises de constructions spécialisées.

En juillet 2018, de nombreuses communes ont de ce fait sollicité le Gouvernement, par délibération concordante, de revoir entre autres les aides étatiques dans le domaine des eaux usées qui ont diminué depuis 2008.

Madame la Ministre a également fait savoir à plusieurs reprises qu'un nouveau modèle d'aides financières soutenant les petits ouvrages désavantagés par le modèle actuel ainsi qu'une prise en charge des hausses survenues sur le marché verraient le jour en 2019.

Selon mes informations, les entreprises ont encore annoncé des hausses considérables de leurs prix allant jusqu'à 6 % pour compenser en partie les pertes d'activités liées aux mesures d'endiguement de la crise sanitaire due au coronavirus. Le tout à charge du maître de l'ouvrage.

À noter encore que par circulaire n° 3834 du 8 mai 2020, Madame la Ministre de l'Intérieur a encouragé les communes à maintenir les investissements publics à un haut niveau tout en annonçant toutefois une diminution très probable des diverses dotations à destination des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Est-ce que de nouvelles dispositions en matière d'aides étatiques dans le domaine de l'assainissement des eaux seront appliquées et, le cas échéant, comment se présentent-elles ?

- Qu'en est-il des délais de mise en œuvre des différentes mesures ancrées au niveau de la loi du 20 juillet 2017 modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau respectivement des divers engagements étatiques au regard des retards engendrés par la pandémie ?

- Est-ce que le Gouvernement prévoit de compenser les dépenses supplémentaires engendrées par le Covid-19 via la réduction des divers fonds d'investissement, dont le Fonds pour la gestion de l'eau, et ce au détriment des communes ?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre afin de faire face aux demandes de compensation des pertes voire même de la diminution du chiffre d'affaires des entreprises suite au Covid-19 ?

Réponse commune (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

- Une adaptation a été faite au niveau des forfaits utilisés pour déterminer les montants éligibles et par conséquent le calcul des subsides relatifs aux projets de construction et de modernisation des stations d'épuration, les modalités y relatives seront communiquées sous peu moyennant une circulaire ministérielle qui a pour objet l'actualisation de la circulaire n° 3179 du 20 octobre 2014 concernant les procédures relatives au Fonds pour la gestion de l'eau.

- Pendant l'état de crise, le paragraphe 1 de l'article 2 du règlement grand-ducal du 1^{er} avril 2020 portant suspension de certains délais et de certaines obligations en matière d'environnement a énoncé les dérogations apportées à certains délais imposés par la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, à savoir :

1^{er} les délais visés à l'article 23, paragraphe 3, lettres a) et b) ;

2^{es} les délais visés à l'article 24, paragraphes 1^{er} et 2, et

3^{le} le délai visé à l'article 66, paragraphe 6.

Depuis la fin de l'état de crise, les délais inscrits dans la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont de nouveau en vigueur.

- Jusqu'à présent, il n'est pas prévu de procéder à une réduction des prises en charge du Fonds pour la gestion de l'eau.

- Il y a lieu de noter que les dispositions en matière de marchés publics en relation avec la crise sanitaire liée au Covid-19 sont communiquées aux maîtres d'ouvrage moyennant le portail des marchés publics. La circulaire

n° 3844 du 20 mai 2020 concernant la prolongation des délais de réalisation des travaux publics a par ailleurs demandé aux maîtres d'ouvrage que les demandes d'indemnisation en lien avec la période de suspension des travaux seraient à évaluer au cas par cas et sur base de frais réellement encourus et justifiables sur pièces, en prenant en considération les clauses contractuelles et le cadre réglementaire applicable aux marchés publics.

Question 2333 (04.06.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **campagne « Net oui meng Mask »** :

Net oui meng Mask. Dëst ass de Message vun enger aktueller Sensibilisierungscampagne, déi vum Gesundheitsministère bal iwwerall am Land ze gesinn ass. Pechbiller a Restaurante souwéi digital Werbeanoncé sollen d'Leit donner erënneren, dass si mam Droe vun enger Mask hir Matmënschen a sech selwer virun enger mëglicher Infektioun mam Coronavirus schützen kënnen.

Wann een d'Metadate vun de Grafiken analyséiert, déi d'Santé zur Verfügung stellt, sou entdeckt een, dass d'Date de création vun der Grafik de 17. März 2020 war. Zu deem Datum hat d'Regierung knapps de Confinement decidéiert. Gläichzäitig war d'Regierung zu deem Zeitpunkt skeptesch géigeniwwer der Schutzwirkung vu Masken, well des net medezinesch noweisbar war.

An deem Zusammenhang weilt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Gesondheet des Froe stellen:

1. Wéini gouf d'Werbecampagne an och d'Grafik #NetOuniMengMask, déi haut iwwerall ze gesinn ass, vun der Regierung an Opdrag ginn?

2. Gouf et eng öffentlech Ausschreiwung fir des Werbecampagne?

3. Kann d'Ministesch confirméieren, dass d'Date de création vun der Grafik de 17. März ass? Falls jo,

- firwat gouf d'Droe vun der Mask zu deem Zeitpunkt net schonns als Recommendation ausgeschwat?

- hat d'Regierung hei bewusst net d'Wourecht gesot, well een eng Panik innerhalb vun der Bevölkerung vermeide wollt, wëssend, dass et zu deem Zeitpunkt schweier war, Masken um fräie Marché ze kréien?

4. Wéi vill huet d'Konzeption vun der Werbecampagne kascht?

5. Wéi vill bezilt d'Regierung fir d'Diffusion an d'Publicitéit vun der Campagne?

6. Wéi eng Organisation huet d'Werbecampagne konzipéiert an designed?

Réponse commune (07.07.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Regierung hat den 18. Abrëll 2020 déi éischt Echange mam Prestataire iwwer des Campagne.

ad 2. Wéinst der grenziwwerschreidender Ausbreedung vum neiaartege Coronavirus an der Deklaratioun vun der Weltgesundheitsorganisation, dass de Covid-19 eng Pandemie duerstellt, huet d'Regierung séier missen eng Krisenkommunikatioun opstellen, fir d'Ausbreedung vum Covid-19 zu Lëtzebuerg ze bremsen, an huet dofir op d'Prozedur vun der Urgence aus dem Marché-publics-Gesetz zrëckgegraff.

ad 3. D'Aarbechten un der Campagne „Net oui meng Mask“ hunn den 18. Abrëll ugefaangen. Allerdéngs baséieren d'Grafiken op Elementer, notament d'Gesichter, déi säit Mëtt März bestinn a fir d'Campagne „Bleift doheim“ benotzt goufen. Fir d'Campagne „Net oui meng Mask“ goufe Masken op déi existéierend Grafike bäigefüügt.

D'Recommandatioun vum Droe vun der Mask si reegelméisseg a vun Ufank un de Guidelines vun dem ECDC an der Weltgesundheitsorganisation ugepasst ginn.

ad 4. + 5. D'Konzeption, d'Diffusion an d'Publicitéit vun der Campagne, fir d'Bierger ze informéieren an ze sensibiliséieren, hu bis elo 1.132.263,38 € kascht.

ad 6. Dës Informatiounscampagne ass (ewéi och de Rescht vun der Kommunikatioun am Kader vun der Covid-19-Pandemie) vun Depixit SARL (bekannt ënnert dem Numm Neon Marketing Technology) realiséiert ginn.

Question 2387 (12.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant les **masques protecteurs** :

Au cours du mois de mai, chaque résident-e du Luxembourg âgé-e de 16 ans au moins a reçu une invitation pour le retrait de 50 masques protecteurs auprès de sa commune de résidence. Les frontaliers ont eux aussi reçu une invitation pour le retrait de 50 masques dans un des douze centres de retrait établis à cette fin. La mise à disposition de 36 millions de masques protecteurs à usage unique a été rendue possible grâce aux efforts considérables entrepris au fil des derniers mois pour augmenter les stocks luxembourgeois en matériel de santé.

Étant donné que la pandémie du Covid-19 est un problème mondial et que beaucoup de régions du monde font face à un manque d'approvisionnement en matériel médical et de protection pour affronter la pandémie, une des idées qui circulent est de distribuer les masques protecteurs non retirés par les résident-es luxembourgeois-es et frontaliers aux pays partenaires de la coopération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Considérant que 50 masques par personne ont été mis à la disposition tant des résidents que des frontaliers, le Gouvernement a-t-il déjà dressé ou prévoit-il de dresser un bilan quant au nombre de masques effectivement distribués ou récupérés par les citoyens dans les différentes communes ? La ventilation par résident-e-s et frontaliers en fait-elle partie ?

2) Suite aux efforts d'approvisionnement de matériel de santé de la part du Luxembourg, de combien de masques non encore utilisés le secteur public luxembourgeois dispose-t-il à l'heure actuelle ? Quelle est la durée maximale de conservation de ces masques ?

3) Partant des expériences acquises au fil des derniers mois, quelle est la quantité de masques que le Gouvernement considère comme stock suffisant pour la réserve nationale ?

4) Quels sont les types et quantités de masques qui sont employés dans les plans d'urgence gouvernementaux ?

5) Au vu de la nécessité d'une solidarité mondiale face à la pandémie du Covid-19, le Gouvernement envisage-t-il la redistribution des masques non retirés par les résident-es luxembourgeois-es et frontaliers, voire les masques « en surplus » du stock national aux pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise ?

Réponse commune (14.07.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire* :

ad 1) De prime abord, il y a lieu de préciser que la distribution des masques aux résident-es et celle aux frontaliers a été organisée de manière différente, en recourant à des voies logistiques différentes.

En ce qui concerne les résident-es, la distribution de 27 millions de masques chirurgicaux a été organisée sur base du registre national des personnes physiques (RNPP) par le Ministère de l'Intérieur, qui a fait appel au Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), chargé de fournir les masques aux communes. Pour la distribution directe aux résident-es, les communes se sont organisées de manière autonome et ont remis les masques sur présentation du bon de retrait, qui a été envoyé au préalable par le Gouvernement. Les quelques masques qui n'ont pas été retirés par les résident-es sont gérés par les communes concernées.

Quant aux frontaliers, sur un total de 205.000 frontaliers enregistrés au Luxembourg, quelque 153.920 personnes ont honoré l'offre du Gouvernement et sont venues retirer leurs 50 masques sur un des douze sites de distribution durant une période initiale de deux semaines. Pour donner la chance aux frontaliers, dont l'adresse n'aurait plus été correcte, le Gouvernement avait décidé de prolonger la distribution d'une semaine pour offrir la possibilité aux frontaliers non contactés pour quelque raison que ce soit de venir récupérer leurs masques.

ad 2) Le Luxembourg dispose à ce jour d'une réserve d'environ 30 millions de masques chirurgicaux. Leur durée maximale de conservation est de une à trois années.

ad 3) Le Gouvernement a décidé de garder du matériel en stock pour les besoins équivalents à

une période de quatre mois, basés sur les consommations enregistrées lors de la première vague Covid-19.

ad 4) Les plans d'urgence gouvernementaux ne définissent pas les détails spécifiques des types et quantités de masques. Le Gouvernement dispose de masques chirurgicaux et de masques FFP2.

ad 5) Au vu de l'évolution constante de la situation sanitaire, une possible redistribution de masques du stock national n'est à ce stade pas encore prévue. En même temps, la Coopération luxembourgeoise soutient activement ses pays partenaires dans la lutte contre les conséquences de la pandémie du Covid-19. Pour ce qui est de ces efforts, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 2018 du 22 avril 2020.

Question 2399 (16.06.2020) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant les **modes de logement alternatifs** :

Zu Lëtzebuerg, grad wéi iwwerall an der Welt, entscheede sech ëmmer méi Leit, nei Weeër am Logement ze goen an no Alternativen zu de klassesche Wunnforme wéi Haus oder Appartement ze sichen. Grad déi sougenannten „tiny houses“, ob mat oder ouni Rieder, ginn ëmmer méi beléift.

Leider ass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer schwierig, wann ee sech fir sou eng Wunnform entscheede wëllt. An der Praxis gëtt et dack eng Rei Hindernisser, wéi zum Beispill minimal Ufuerderunge par rapport zur Gréisst fir eng Wunneng a ville Gemengen asw.

An deem Kader wollt ech der Madamm Innenministesche an dem Här Wunnengsbauminister folgend Froe stellen:

- Huet d'Regierung wëlles, Recommendationen fir d'Gemengen auszeschaffen, wéi si d'Implantatioun vun „tiny houses“ méi einfach maache kënnen, fir deene Bierger, déi u sou eng Wunnform interesséiert sinn, entgéintzekommen?

- Gesäit d'Regierung vir, op nationalem Niveau ze legiferéieren, fir sou alternativ Wunnformen engersäits ze erméiglechen an anerersäits en adequate Kader ze schafen, deen och hëlleft ze evitéieren, dass méi kleng Wunnunitéiten zur Verbreedung vu prekäre Liewensverhältnissen bäidroen?

- Plangt d'Regierung, eventuell zesumme mat de staatleche Bauträger, e Projet, fir eng Siidlung vun „tiny houses“ auszeschaffen?

- Op wéi eng aner Manéiere gedenkt d'Regierung, des an och aner alternativ Wunnformen ze ënnerstëtzen?

Réponse commune (03.08.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Virop ass ze preziséieren, dass déi sougenannten „tiny houses“ aus juristescher Siicht als vollwäerteg Konstruktiounen ze gesi sinn. Effektiv betruuecht déi administrativ Jurisprudenz Konstruktiounen, déi geduecht sinn, iwwer länger Zäit bestoen ze bleiwen, als geneemegungsflichteg. Dëst och, wa se ouni Bëtongfondatiounen oder änlech net onbedéngt fest am Aerdbuedem verankert sinn. Dee Moment mussen d'„tiny houses“, laut dem Artikel 37 vum modifizéierte Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwer den Aménagement communal an den Développement urbain souwuel geneemegt ginn, wéi och konform zu de Bestëmmunge vum PAG (Plan d'aménagement général), PAP (Plan d'aménagement particulier) an dem Baureglement vun der jeweiliger Gemeng sinn.

Hei kann et duerch virkommen, dass sougenannt „tiny houses“ oder änlech Konstruktiounen opgrond vun den dräi genannte kommunale Reglementer net kënnen geneemegt ginn.

Effektiv, sou wéi den Här Deputéierten et schonn a senger parlamentarescher Fro preziséiert, kënnen eenzel Dispositiounen dem Opriichte vun „tiny houses“ am Wee stoen, well zum Beispill d'Wunnengen eng gewësse Gréisst mussen hunn, d'Gebaier eng minimal Breet net duerfen ënnerschreiden, oder och nach eng gewëssen Unzuel vun Niveauen mussen opweisen.

An deem Kontext ass et wichteg ze preziséieren, dass een elementaart Zil vum PAG an nach méi vum PAP dora besteet, d'Realisatioun vun neie Gebaier sou ze reglementéieren, dass eng mëglecht harmonesch Entwécklung vun de

Stied an Dierfer wéi och eng gutt Liewensqualitéit vun de Biergerinnen a Bierger garantéiert gëtt. De PAP gëtt generell sou opgestallt, datt all nei Konstruktoune, duerch eng op déi gebaute Situatioun ugepasste Bauweis, den effentleche Raum sou matgestalt, datt dësen attraktiv wierkt an domat och fir eng gutt Opendhaltsqualitéit suergt.

D'Opriichte vun „tiny houses“ kann, jee no gebauelem Ëmfeld, dësen Ufuerderunge sécherlech net ëmmer gerecht ginn, well dës Konstruktoune oft am Kontrast sti mat de Bautypologien op den Nopeschterrainen, bedéngt duerch déi isoléiert Bauweis an déi reduzéiert Héicht vun der Konstruktoune.

An deem Sënn stellt sech d'Fro, ob dat sougenannt „tiny house“, iwwert den Eenzelfall raus, eng adequat Antwort op d'Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg ka sinn. Allerdéngs ass et onëmstridden, datt Alternativen zu de klasse-sche Wunnform gebraucht ginn an datt de PAP an de PAG déi net systematesch ausgeschléisse sollten. Et ass effektiv wichteg, Wunnformen ze férdere, déi mat méiglechst wéineg Flächeverbrauch de Leit méiglechst vill Liewensqualitéit kënnen bidden, an dat zu engem erschwéngleche Präis.

An deem Kontext gi reegelméisseg, am Kader vun der Berodung säitens dem Inneministère a vun den Aise vu den zoustännege Kommissiounen zu de PAGen a PAPP Recommandatiounen raus, fir nei Wunnengstypologien ze erlaben. An deem Kontext sief zum Beispill ervirgehuewen, datt d'Cellule d'évaluation de Gemenge reegelméisseg réit, fir bei Reienhaiser keng oder nëmmen eng méiglechst geréng Mindestbreet virzeschreiw. Sou kënnen zum Beispill fénnef Meter breet Reienhaiser mat klengem Gaart entsto, wat dann eng attraktiv Alternativ zum Appartement ka sinn, an dëst op engem verhältnisméisseg klengen Terrain.

Eng aner Wunnform, déi och reegelméisseg promovéiert gëtt, ass, am Fall vun enger méi dichter Bebauung, d'Kombinatioun vu sougenannte „Maisonetté“ mat eegenem Gaart an eegener Entrée iwwer zwee oder dräi Niveaue mat Appartementer um Niveau driwwer, déi dann hirersäits vu gréisseren Terrasse profitieren.

Bei de genannte Beispiller gëtt generell d'Zil verfollegt, op méiglechst wéineg Grondfläch méiglechst vill Wunnfläch an och Wunnqualitéit ze schafen, an dat mat Bautypologien, déi sech duerch aus eis bestoend Quartieren integrieren loosse.

Zu der Fro, ob d'Regierung wëllt legiferieren, fir alternativ Wunnengstypologien ze erméiglechen, muss ee preziséieren, datt d'Bestimmung betreffend d'Gemengentwécklung grondsätzlech der Gemengenautonomie ënnerleien an aus deem Grond och an urbanistesche Gemengereglementer (PAG a PAP) verankert ginn, soudatt d'Kompetenz vun der Regierung sech an deem Kontext an eischter Linn op Berodung a Sensibilisierung beschränkt. Et muss een hei nach preziséieren, datt d'Inneministesch des Reglementer am Kader vun hirer Approbatioun op d'Legalitéit préift. Dës Approbatioun kann allerdéngs net vun der politescher Opportunitéit ofhängeg gemaach ginn.

Et sinn eis zu deem Zäitpunkt keng Iwwerleeunge bekannt, fir eng Siidlung vun „tiny houses“ ze realisieren. Bei esou engem Projet misst séchergestallt ginn, datt sou eng Siidlung trotz klenger Wunnfläche kee verhältnisméisseg grouse Flächeverbrauch mat sech bréngt, sech an dat bebaut Ëmfeld integreiert an de Leit schlussendlech eng gutt Liewensqualitéit offéiert.

Question 2400 (16.06.2020) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **pollution de la Sûre à hauteur de la zone industrielle d'Echternach** :

Il nous revient qu'une fois de plus la Sûre a été polluée à la hauteur de la zone industrielle d'Echternach. Plus précisément, de l'eau polluée aurait été déversée dans ce fleuve par un canal reliant celui-ci et la zone industrielle.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Quelle est la nature de cette nouvelle pollution ?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur la provenance exacte de la pollution ?

- Pour quelles raisons existe-t-il toujours un canal à cet endroit qui permet de déverser directement de l'eau non-épurée dans la Sûre ?

- Quelles suites seront données à cette pollution en termes d'adaptation des infrastructures sur place pour garantir qu'un tel incident ne puisse plus se reproduire à l'avenir ?

- Le bassin de rétention des eaux pluviales dans la zone industrielle a-t-il pu être finalisé entre-temps ?

Réponse commune (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

- En date du 15 juin 2020 à 20.01 heures, l'équipe d'intervention en cas de pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été avertie par CGDIS de la présence d'une mousse dans la Sûre au niveau d'Echternach. Suite à des investigations menées par les agents de l'AGE, une société localisée dans la zone industrielle d'Echternach a finalement admis au courant de la journée du 16 juin être à l'origine des déversements de cette mousse à l'origine de cette pollution du cours d'eau en question.

- La mousse provenait d'un mélange de crèmes de bain qui ont été déversées accidentellement dans la canalisation à eaux pluviales.

- L'origine de la pollution se trouve sur le site d'une usine de production de produits cosmétiques. D'après le rapport émis par la société à l'origine du rejet, différentes crèmes de bain ont été lessivées pendant une épisode de pluie à partir d'un conteneur de déchets situé à l'extérieur de l'usine vers la canalisation d'eau pluviale. Le conteneur en question n'était ni proprement couvert ni étanche.

- La pollution a été provoquée par le rejet, à travers le canal d'eau pluviale de la zone d'activités économiques nationale d'Echternach, de restes de production d'une crème de bain par l'une des entreprises implantées dans ladite zone en raison d'une fuite d'un conteneur pour déchets.

Le système de canalisation d'eaux pluviales, qui ne doit en principe contenir que des eaux pluviales, est destiné à éviter une surcharge des canalisations mixtes (eaux usées et eaux pluviales) ainsi que de la station d'épuration. Il est actuellement directement relié au cours d'eau de la Sûre, sans passage par un bassin de rétention qui aurait pu faire fonction d'ultime tampon avant le rejet dans le cours d'eau.

Le nouveau bassin de rétention, qui était en cours de construction lors de l'incendie survenu en automne 2019 auprès d'une entreprise implantée dans la zone d'activités économiques nationale, n'a pas pu être finalisé jusqu'à aujourd'hui. Effectivement, il avait été décidé comme mesure d'urgence lors de l'incendie, d'utiliser le bassin de rétention en cours de construction comme bassin accueillant les eaux de l'incendie, afin d'éviter un déversement de ces dernières dans le cours d'eau de la Sûre.

Ceci a comme conséquence que les eaux contaminées ont d'abord dû être évacuées vers un site spécialisé et les eaux restantes sont actuellement filtrées sur site pour ensuite être évacuées vers la Sûre avec les seuils de charge acceptables. Les boues contaminées se trouvant encore dans le bassin attendent la validation du plan de travail pour leur évacuation vers un site spécialisé à l'étranger, de manière à ce que le bassin de rétention n'a pas pu être finalisé et mis en fonction.

Les eaux de pluies collectées au niveau de la zone d'activités sont donc actuellement toujours évacuées vers la Sûre, ce qui ne pose en principe pas de problème. Dans le cas présent, la pollution constatée a pu s'évacuer vers la Sûre pour les raisons évoquées ci-dessus.

L'entreprise concernée par le récent incendie devra fournir un rapport circonstancié de l'incendie et mettre en place dans les plus brefs délais des mesures correctrices appropriées afin qu'un tel type d'incendie ne puisse se reproduire.

- D'après les informations fournies par la société concernée par le récent incendie, il est envisagé de construire un bassin d'incendie sur site afin de pouvoir capter, en cas d'incendie, les eaux polluées in situ, de manière à éviter dans le futur un déversement hors site. L'entreprise, d'ailleurs comme toute entreprise implantée dans l'enceinte d'une zone d'activités économiques, est responsable de son processus de production et doit prendre les mesures nécessaires in situ afin d'éviter d'éventuelles pollutions hors site causées par ses activités propres.

D'autre part, après la mise en exploitation d'un bassin de rétention des eaux pluviales au niveau de la zone industrielle, un déversement accidentel des eaux pluviales en direction de la Sûre pourra être contenu.

- Le bassin de rétention de la zone d'activités économiques nationale n'a pas pu être finalisé et mis en service pour les raisons évoquées dans la réponse à la question n° 3. Les modalités de l'évacuation en bonne et due forme des boues contaminées, faisant l'objet d'un plan de travail, sont en train d'être clarifiées avec les autorités compétentes et ont dû attendre le traitement et l'évacuation de l'eau retenue dans le bassin de rétention afin de pouvoir prendre les échantillons nécessaires sur les boues en question.

Dès que les boues contaminées auront pu être évacuées du bassin de rétention, des travaux d'inspection du bassin de rétention pourront être effectués, afin de constater l'état des installations après l'incendie survenu à l'automne 2019 et les vannes pourront être installées sur le bassin avant sa mise en service en bonne et due forme.

Question 2401 (16.06.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **diffusion de matériel à caractère pédophile par une société luxembourgeoise** :

Selon diverses sources médiatiques, une grande entreprise du monde digital dont le siège est localisé à Luxembourg-ville et qui est spécialisée sur la gestion et la mise à disposition de sites pornographiques, fait l'objet de graves accusations. Selon toute vraisemblance, cette société diffuserait sur son site Internet pornhub.com des images et vidéos à caractère pédophile, ainsi que des images et des vidéos montrant des scènes d'abus sexuel et même de viol. Un cas particulièrement choquant concerne une fille de 15 ans qui a été victime d'un viol et dont les images ont apparemment été diffusées sur ledit site. Des cas semblables ont été recherchés par des médias comme la BBC.

Le site Internet en question permet à des utilisateurs du monde entier de charger des vidéos à caractère sexuel et ainsi de les diffuser. Si la société affirme avoir mis en place un système de surveillance pour empêcher le chargement d'images ou de vidéos figurant des mineurs d'âge ou des scènes d'abus sexuel, il apparaît selon toute vraisemblance que ce système est défaillant ou n'est pas mis en œuvre avec la rigueur nécessaire.

Le Code pénal luxembourgeois prévoit en son article 383ter des sanctions assez sévères pour l'utilisation d'un réseau de communications électroniques pour la diffusion de matériel pédophile. Je me réfère dans ce contexte également à la réponse à la question parlementaire n° 3097 du 26 juin 2017, où Monsieur le Ministre de la Justice de l'époque affirmait que les autorités judiciaires luxembourgeoises disposent d'une large compétence « pour poursuivre des infractions en matière sexuelle commises à l'égard de mineurs et ce même en l'absence de dénonciation officielle par une autorité étrangère compétente ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre estime-t-elle que les accusations portées à l'encontre de ladite société luxembourgeoise peuvent faire l'objet de poursuites par la justice luxembourgeoise ?

2) Dans l'affirmative, la justice luxembourgeoise est-elle en train ou entend-elle enquêter sur l'affaire ?

3) Étant donné que de nombreuses sociétés électroniques de l'industrie pornographique sont installées au Luxembourg, quels sont les outils dont dispose le Gouvernement pour éviter que de tels faits puissent se produire ?

Réponse commune (23.07.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de préciser qu'il n'appartient pas aux ministres de se prononcer sur les accusations portées à l'encontre d'une personne morale de droit luxembourgeois alors que l'opportunité des poursuites tombe exclusivement dans le champ des autorités judiciaires.

ad 2) Toujours conformément au principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, la Ministre de la Justice, qui fait partie de l'organe exécutif de l'État, ne peut pas intervenir dans une procédure judiciaire, de sorte qu'elle ne peut pas se prononcer sur une éventuelle enquête voire instruction en cours qui, pour le surplus, serait couverte par le secret d'instruction.

ad 3) Concernant la pédopornographie, les autorités judiciaires et les services spécialisés de la Police grand-ducale luttent depuis longue date contre ce phénomène et poursuivent de manière conséquente toute personne qui se rend coupable d'infractions en ce domaine. Ce genre de criminalité est poursuivi de manière systématique et des peines sévères sont prononcées par les juridictions (peines d'emprisonnement et d'amende, interdictions de droits de l'article 11 Code pénal, interdictions d'activités professionnelles, bénévoles ou sociales impliquant un contact habituel avec des mineurs).

Chaque année, des dizaines d'affaires en matière de pédopornographie sont ainsi jugées devant les tribunaux luxembourgeois. Sont en cause tant la détention de matériel pédopornographique (article 384 Code pénal) que sa diffusion (articles 383 bis et 383ter Code pénal), notamment par le biais de plateformes d'échange sur Internet.

Récemment, une opération d'envergure a permis d'identifier et d'interpeller 46 personnes au Luxembourg qui sont soupçonnées de la commission d'infractions en matière de pédopornographie.

Le Luxembourg a d'ailleurs ratifié la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (dite Convention de Budapest¹) qui gouverne la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité dans le domaine numérique, de même que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.²

Concernant l'accès même aux données susceptibles de constituer des éléments de preuve, les autorités doivent passer à travers les instruments d'entraide judiciaire, mais il est vrai que les autorités peinent à collecter les preuves numériques qui disparaissent rapidement de la « toile ».

La raison se trouve dans la grande variété des systèmes et traditions juridiques et dans les nouvelles technologies, beaucoup trop avancées par rapport aux instruments existants.

De ce fait, il est incontestable qu'il faudra davantage outiller les autorités afin de pouvoir agir vite et efficacement.

C'est pourquoi des réflexions ont été menées pour améliorer les outils de coopération. Cet exercice a été lancé sous les présidences luxembourgeoise et néerlandaise du Conseil de l'Union fin 2015/début 2016 et a abouti dans la proposition de textes complémentaires, dénommé « package e-evidence » qui comprend deux propositions législatives, une directive et un règlement, préconisant un rapprochement des règles procédurales et un renforcement de la coopération judiciaire en matière pénale en vue d'assurer l'efficacité des enquêtes et poursuites pénales.

Une fois la position du Parlement européen arrêtée, les négociations devraient se poursuivre sous présidence allemande.

Il est incontestable que l'internet joue un rôle primordial dans tous types de criminalité organisée et de ce fait il y a lieu de songer à adapter et, le cas échéant, étendre les textes législatifs nationaux, notamment en matière d'instruction, à ces phénomènes criminels majeurs pour permettre aux enquêteurs de travailler d'une manière plus efficace.

Question 2409 (17.06.2020) de **M. Dan Biancalana** (*LSAP*) concernant le **traitement des affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants** :

Avant la réforme de police en 2018, les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants ont été soit traitées par un policier d'un Service de recherche et d'enquête criminelle (SREC), dont certains policiers sont spécialisés en matière de protection de la jeunesse, soit par la section Protection de la jeunesse du Service de la police judiciaire (SPJ). Ladite réforme a intégré le SREC au sein du SPJ.

¹ Loi du 18 juillet 2014 portant 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001, 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003, 3) modification du Code pénal, 4) modification du Code d'instruction criminelle, 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques, Mémorial A n°133 du 25 juillet 2014

² Loi du 18 décembre 2007 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000, Mémorial A n°242 du 28 décembre 2007



De ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- 1) Combien de policiers au sein de la police judiciaire sont spécialisés en matière de protection de la jeunesse ?
- 2) Comment Monsieur le Ministre assure-t-il que les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants sont traitées par un policier avec une telle formation spécifique ?
- 3) L'intégration du SREC au sein de la police judiciaire a-t-elle eu une répercussion sur le travail des agents spécialisés de l'ancien SREC ?
- 4) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les affaires de violence sexuelle à l'égard des enfants sont maintenant mieux traitées qu'avant ladite restructuration ?

Réponse (23.07.2020) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) Actuellement, 13 enquêteurs de la section Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel du Service de la police judiciaire sont en charge des infractions à connotation sexuelle commises sur des enfants.

En outre, 18 agents sont en charge du domaine « maltraitance contre mineurs et délinquance juvénile ». Ladite section compte donc un total de 31 enquêteurs, y compris les services décentralisés.

ad 2) Étant donné qu'il s'agit d'une matière spécifique, il est primordial que les enquêteurs en charge des affaires de violence sexuelle bénéficient d'une formation adéquate. Ces policiers suivent des formations au niveau national et au niveau international afin de maîtriser au mieux les dernières techniques d'investigation et d'audition.

ad 3) Non.

ad 4) Les différents domaines de la section Protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, à savoir le domaine de compétence « maltraitance contre mineurs et délinquance juvénile » respectivement le domaine de compétence « abus sexuels et infractions graves contre mineurs » sont traités par différents services au sein d'une seule et même section spécialisée. Le service en charge des enquêtes de violence sexuelle n'a pas fait l'objet de changements lors de la restructuration, les affaires sont donc traitées de la même façon professionnelle qu'auparavant.

Question 2410 (17.06.2020) de MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten (LSAP) concernant la réglementation de la cohabitation :

Dans un courriel adressé par un agent administratif de la Ville d'Esch-sur-Alzette et publié dans les réseaux sociaux, on peut lire : « le nouveau PAG dans la commune d'Esch ne permet plus aux locataires ou propriétaires de déclarer des non-apparentés chez eux ». Dans la réaction de la Ville d'Esch-sur-Alzette on peut lire : « Avec son nouveau PAG, la Ville d'Esch entérinerait un certain nombre de mesures afin de remédier à des abus au niveau du logement. En effet, ces dernières années, la Ville d'Esch a dû lutter notamment contre la prolifération de chambres meublées non conformes et insalubres [...]. Le nouveau PAG prévoit donc une réglementation de la cohabitation. »

De ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

- 1) Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que l'instrument du PAG permet de réglementer la cohabitation ?
- 2) Madame la Ministre pourrait-elle nous éclaircir sur le cadre légal qui permettrait à une commune soit d'accepter, soit de refuser une déclaration de cohabitation ?
- 3) Monsieur le Ministre est-il d'avis que les communes devraient prendre des mesures supplémentaires, dépassant celles prévues par la loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation et de son règlement d'exécution ?
- 4) L'accord de coalition prévoit des modifications législatives qui visent une simplification de la sous-location et de la colocation. Monsieur le Ministre juge-t-il que des dispositions comme celles prévues à Esch vont à l'encontre de cette volonté ?
- 5) Dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent-ils d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch ?

Réponse commune (30.06.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

ad 1) + 2) À cet égard, la Ministre de l'Intérieur donne à considérer que le PAG n'a pas, en soi, vocation à réglementer le phénomène de la cohabitation à proprement parler.

En effet, il s'agit d'un phénomène sociétal complexe qui requiert une approche nuancée.

Généralement, l'on observe l'émergence de telles formes d'habitation alternatives et collectives, en réponse à la fois à la crise du logement et à l'actuelle poussée démographique extrêmement forte que connaît le Grand-Duché de Luxembourg. Le changement des modes de vie contemporains a ainsi pour conséquence l'occupation de logements collectifs ou qualifiés d'unifamiliaux par des personnes qui ne présentent pas de liens de famille, mais qui partagent le même logement, qu'il s'agisse d'un logement de type collectif ou encore d'une maison qualifiée d'unifamiliale. Les phénomènes de colocation ou de sous-location peuvent aussi résulter du choix d'un résident de mettre à disposition d'une ou de plusieurs personnes une partie de l'immeuble qu'il occupe, ou encore du choix personnel de vivre ensemble avec d'autres personnes, dans une maison d'habitation ou encore un appartement.

Le PAG, quant à lui, se contente simplement de diviser en diverses zones le territoire communal concerné pour lesquelles il arrête le mode et le degré d'utilisation du sol (« Bauliche Nutzung »). Son objectif se limite ainsi à la répartition et l'implantation judicieuse des activités humaines dans les diverses zones qu'il arrête.

Juridiquement, le PAG est un règlement communal dont l'objet est déterminé par la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Ainsi, il constitue la norme de base pour les plans d'aménagement particulier (désigné ci-après par le « PAP »), qui précisent et exécutent le PAG et qui servent d'une part à garantir l'intégration des constructions et aménagements dans les zones urbanisées par l'adoption d'un PAP « quartier existant » et d'autre part le PAP « nouveau quartier », qui est orienté par le schéma directeur et qui se contente de fixer essentiellement les règles d'urbanisme et de lotissement de terrains.

Partant, les contenus tant du PAG que du PAP doivent se limiter à des prescriptions qui ont trait au dimensionnement des constructions et des aménagements ainsi qu'à leur affectation. Les modalités d'occupation d'un immeuble d'habitation ne sont ainsi pas du ressort de ces instruments juridiques. Admettre le contraire reviendrait dès lors à purement et simplement dénaturer les PAG et PAP.

Le tribunal administratif (TA n° 38557) a pu préciser que la colocation est compatible avec le statut de maison unifamiliale sans que ce mode d'habitation ne change la nature de l'immeuble. En effet, le terme « maison unifamiliale » décrit en matière d'aménagement communal et de développement urbain une typologie de construction, mais ne se réfère ni à l'utilisation qu'en fait le propriétaire ou un locataire, colocataire ou sous-colocataire, ni aux liens qui existent ou non entre les occupants.

Le tribunal a également pris soin de préciser que la circonstance que les différents colocataires disposent chacun d'un contrat de location séparé n'est pas de nature à changer cette analyse.

Un de nos pays voisins, la Belgique, a adopté une position similaire en la matière. Ainsi, par un arrêt du 20 avril 2017 du Conseil d'État³, celui-ci a considéré qu'une demande de permis d'urbanisme visant à transformer une habitation unifamiliale en logement collectif (colocation) ne constituait ni un changement d'affectation, ni la création d'un nouveau logement, et ne nécessitait donc pas de permis d'urbanisme préalable pour procéder à cette transformation.

Dès lors la Ministre de l'Intérieur estime, sur base de ce qui précède, que les communes n'ont pas vocation à réglementer la colocation ou la sous-location en exécution de la législation concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Il est encore à considérer que plus généralement, aucun texte de loi dans le domaine du logement ne circonscrit la famille au noyau conjugal ou affectif.

Dès lors la question se pose s'il n'est pas discriminatoire et intrusif d'écarter certains groupes de personnes (les colocataires) au seul motif qu'ils ne sont pas unis par un lien de parenté ou d'alliance.

ad 3) Le Ministre du Logement est d'avis que la loi précitée du 20 décembre 2019 et le règle-

³ (C.E., n° 2367.973, Ville d'Ottignies-LLN/Région wallonne)

ment grand-ducal pris en son exécution règlent, à l'heure actuelle, à suffisance les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location. En effet, ce dispositif a été élaboré en étroite collaboration avec les communes les plus concernées par le phénomène des « chambres meublées » et prévoit une période de transition de deux ans pour la mise en conformité des logements et chambres donnés en location. Une évaluation des effets de cette loi ne sera possible qu'une fois ce délai révolu et quand la loi aura pu faire ses preuves.

En effet, la loi précitée introduit une obligation pour tout propriétaire ou exploitant qui donne en location ou met à disposition une ou plusieurs chambres de les déclarer préalablement au bourgmestre de la commune en indiquant le nombre maximum de personnes pouvant y être logées et en joignant à la déclaration un plan des locaux. Par ce biais et par la possibilité d'une visite des lieux, le bourgmestre est à même de contrôler lesdits logements et chambres pour vérifier le respect des critères prévus par la loi.

Suite à ce contrôle, le bourgmestre peut même soit ordonner au propriétaire de se conformer aux prescriptions de la loi dans un délai qu'il détermine, soit ordonner la fermeture d'un logement ou d'une chambre ne correspondant pas aux critères fixés en vertu de la loi.

En cas de décision de fermeture, il appartient respectivement au propriétaire ou à l'exploitant de pourvoir au relogement des occupants. À défaut, le bourgmestre y pourvoit pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

Le Ministre du Logement est dès lors de l'avis que les communes et leurs responsables disposent de suffisamment d'outils pour mettre un terme au phénomène des chambres meublées insalubres et inhabitables.

ad 4) Les questions relatives à la sous-location, voire la cession d'un bail, relèvent de façon générale du Code civil et plus particulièrement de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation pour les dispositions spécifiques des baux concernant les locaux d'habitation. Ainsi, l'article 1717 du Code civil prévoit que le « preneur [le locataire d'un bail] a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite » alors que la loi modifiée du 21 septembre 2006 précise encore à l'article 2 que « toute cession de bail portant sur des baux à usage d'habitation n'est interdite qu'en cas de stipulation contractuelle expresse dans le contrat de bail ». Il serait dès lors difficile de concevoir une interdiction générale de la sous-location pour des logements se situant dans certaines zones définies au PAG.

Pour ce qui est de la colocation, le Ministère du Logement est en train de préparer un projet de loi introduisant ce concept dans la législation luxembourgeoise sur le bail à louer.

Il est dans ce contexte important de distinguer le concept de colocation de celui - à portée plus générale - de la cohabitation. En effet, par cohabitation, on peut entendre le simple fait d'habiter ensemble un logement, c'est-à-dire un immeuble ou une partie d'un immeuble destiné à l'habitation, comprenant au moins une pièce de séjour, une niche de cuisine et une salle de bain avec toilettes, indépendamment du lien légal ou relationnel entre les personnes vivant en cohabitation et indépendamment du statut d'occupation du logement cohabité. La notion « cohabitation » n'apparaît d'ailleurs pas dans la législation sur le bail à louer ou sur la salubrité des logements.

La colocation, qu'il ne faut pas confondre avec la sous-location, est conçue comme la location par plusieurs locataires d'un même logement par le biais d'un contrat de bail unique dans lequel les locataires sont solidairement tenus au regard de leurs obligations vis-à-vis du bailleur. Il y a également lieu de distinguer la colocation des cas de location à baux multiples d'un immeuble ou partie d'immeubles comprenant deux ou plusieurs logements ou chambres loués par un bailleur individuellement à des locataires non liés par un contrat de bail unique.

Le fait de vivre à plusieurs personnes dans un même logement sous forme de colocation a plusieurs avantages, aussi bien pour les colocataires que pour le bailleur :

1. pour les colocataires :
 - minimiser les coûts du loyer en divisant celui-ci entre les colocataires (donc un loyer plus abordable) ;
 - disposer d'un espace de vie plus grand (p. ex. maison partagée entre plusieurs jeunes) ;
 - la vie en communauté (entre personnes ayant le plus souvent aucun lien familial) ;
2. pour le bailleur :
 - bénéficiant du cumul des revenus de ses colocataires, et donc de plusieurs sources lui per-

mettant de s'assurer du paiement du loyer et des charges ;

- en raison de la solidarité entre les colocataires, il bénéficie d'une protection supplémentaire, car la répartition des risques de défaut de paiement du loyer est ainsi mieux répartie : en cas de problème, le bailleur peut s'adresser à celui qui est le plus solvable, à charge pour celui-ci de s'arranger avec les autres par la suite.

Il y a lieu de préciser que le concept de colocation - tel qu'il est prévu de l'introduire dans la législation sur le bail à louer - reste totalement neutre par rapport à l'idée de ménage ou de communauté domestique. Le fait de vivre en colocation ne fait pas que les personnes concernées constituent automatiquement une communauté domestique ou un ménage. Leur lien de solidarité, tel que prévu dans le projet de loi, reste limité à leur relation de colocataire par rapport à un bailleur. Étant donné que la colocation ainsi définie est à distinguer d'une location à baux multiples des chambres d'un même logement, il n'est pas prévu d'étendre l'obligation de la déclaration préalable au bourgmestre d'une mise en location de chambres aux logements loués sous le futur régime légal de la colocation.

Par ailleurs, il est également prévu de préciser le plafond du loyer qu'il sera possible de demander pour des logements ou chambres meublés. En effet, à l'heure actuelle, la loi de 2006 prévoit que : « Le loyer des logements meublés [...] ne peut en aucun cas dépasser le double du loyer fixé conformément à l'article 3. Il est tenu compte, dans la fixation du loyer, de la valeur du mobilier. » Souvent cette disposition est interprétée de façon à dire que le loyer d'un logement ou chambre meublé peut représenter 10 % du capital investi. Or, pour les logements ou chambres meublés, il y a plutôt lieu de calculer le plafond du loyer du logement non meublé conformément à l'article 3 de ladite loi et d'augmenter celui-ci d'un montant tenant compte de la valeur des meubles sans que ce montant ne puisse doubler le loyer du logement non meublé. Il est donc prévu de préciser la façon de prendre en compte le calcul du montant du loyer des meubles afin de mieux cadrer le loyer des logements et chambres meublés.

Dans ce même ordre d'idées, il est utile de rappeler que pour un ensemble de chambres meublées au sein d'un même logement, le loyer annuel demandé pour l'ensemble des chambres ne peut pas dépasser un montant de 5 % du capital investi dans ce logement.

ad 5) Finalement, en ce qui concerne l'interrogation des Députés dans quelle mesure Madame la Ministre respectivement Monsieur le Ministre envisagent d'intervenir au regard de la communication de la Ville d'Esch, il y a d'abord lieu de souligner que le projet de refonte globale du PAG de la ville d'Esch se trouve actuellement encore en début de la procédure d'adoption. En effet, le projet a fait l'objet de la saisine du conseil communal en date du 8 mars 2019 et le projet, dont notamment les dispositions relatives à la colocation, a été avisé par la commission d'aménagement en date du 7 octobre 2019.

Il appartient dès lors au conseil communal de procéder au vote définitif du projet, lors duquel il peut notamment apporter des modifications, qui sont proposées par la commission d'aménagement ou encore par des personnes intéressées qui ont introduit des observations et objections à l'encontre du projet, dont les dispositions susmentionnées.

S'il est vrai que les dispositions litigieuses initialement proposées et communiquées risquent de se heurter aux textes légaux en matière d'aménagement communal, la Ministre de l'Intérieur tient à souligner qu'elle ne saurait statuer sur la légalité des dispositions du PAG qu'après avoir été saisie du projet définitif, le cas échéant, remanié.

Question 2411 (17.06.2020) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le chèque-service accueil :

L'accord de coalition envisage une analyse du mode de financement de l'accueil des enfants, actuellement réglé par le système des chèques-service accueil (CSA). L'accord de coalition prévoit plus particulièrement la mise en place d'« une nouvelle formule déterminant la participation financière des parents au coût de l'accueil de leur enfant, en fonction de leurs revenus (...) ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre, l'analyse prévue du CSA est-elle achevée ?

2) Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions ?

3) Quand le Ministre envisage-t-il d'entamer la réforme du CSA ?

4) Dans le cadre de l'actuelle crise du Covid-19, la participation financière des parents pour l'accueil des enfants est supprimée jusqu'au 15 juillet. Monsieur le Ministre entend-il revenir au système ordinaire du système des CSA à partir du 16 juillet ? Dans l'affirmative, le Ministère envisage-t-il une aide financière pour les familles où un des parents se retrouve à partir du 16 juillet toujours en chômage partiel ?

Réponse (14.07.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) + 2) L'accord de coalition 2018-2023 prévoit en effet :

- l'analyse du mode de financement de l'accueil des enfants, actuellement réglé par le système des chèques-services accueil (CSA) et

- la gratuité de l'accueil et de l'encadrement des élèves du fondamental dans les maisons relais pendant les semaines scolaires.

Le projet de révision du CSA, qui allait de pair avec la mise en place de la gratuité de l'accueil des enfants scolarisés, était en phase de finalisation lorsque la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19 a fait son apparition.

ad 3) Le travail conceptuel concernant ladite réforme sera repris à la rentrée 2020/2021.

ad 4) La loi du 20 juin 2020 portant dérogation à certaines des dispositions de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse (relatives aux articles 22, 25, 26 et 28bis) s'applique du 25 mai 2020 au 15 juillet 2020 ; ce sont donc les dispositions auxquelles il a été dérogé au cours de cette période qui s'appliqueront à nouveau au-delà de cette date.

Selon l'article 26 de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, le montant qui est à la charge des parents au titre de l'accueil de leur enfant, est défini dans le barème du chèque-service accueil ; ce dernier tient compte notamment de la situation de revenu des parents, déterminée en application des règles de l'article 23 de la loi, et subventionne ainsi d'autant plus fortement les familles que leurs revenus sont faibles. Les tarifs horaires dont s'acquittent les parents sont en règle générale fixés pour une année ; il est toutefois prévu qu'un ajustement puisse être fait lorsque la situation financière des parents varie au cours de l'année. C'est notamment le cas en cas de perte d'emploi ou de réduction du temps de travail.

En vertu de l'application des articles 3(3) et 4 du règlement grand-ducal du 27 juin 2016 portant exécution des dispositions relatives au chèque-service accueil de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, il est prévu qu'en cas de changement de la situation du requérant, ce dernier produise auprès des services de sa commune de résidence le certificat de chômage déterminant sa nouvelle situation de revenu. Ainsi, le tarif dont il devra ensuite s'acquitter au titre de l'accueil de son enfant peut être revu à la baisse suite à une diminution du revenu perçu, et notamment en cas de chômage partiel.

Question 2413 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'invasion de bostryches :

De Borkenkäfer (Buchdruckerbefall) konnt sech déi lescht Joren hei am Land ewéi och am Ausland immens ausbreeden. Dëst ass eng Gefor fir eise ganze Bëschbestand, speziell awer fir eisen Nolebësch. Et ginn zwar zu Lëtzebuerg keng offiziell Statistiken, wéi vill Hektar Bësch heivu betraff sinn, well déi meeschte Bëscher a privater Hand sinn. Mee fir d'Zukunft kéint et awer - bedéngt duerch de Borkenkäfer - zu engem Manktem u Bauholz kommen.

An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch stellen :

1. Besteet iwwert dës Problematik eng Etüd?

2. Wann nee, wär d'Madamm Ministesch bereet, esou eng Etüd an Opdrag ze ginn?

3. Wa jo, wéi gesäit dës aus?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Konkreet ass zu Lëtzebuerg nach keng spezifesch Etüd gemaach ginn, wat fir eng Repercussionen dëse massiven Ausfall vun eise Fichtebestänn op d'Versuergung vum Bausecteur mat Konstruktionsholz huet. Et mécht och wéineg Sënn, fir esou eng spezifesch Etüd op eisen Territoire ze beschränken, well de Bauholzmarkt een iwwerregionale Marché ass. De lëtzebuergesche Bausecteur an déi virgelagert Chaîne d'approvisionnement bezéien hiert Holz nëmmen zu engem klengen Deel aus Lëtzebuerg. Dee gréissten Deel vun dem Nolenholz, wat zu Lëtzebuerg produziéiert gëtt, gëtt an d'Ausland exportéiert an dann als Fäerdegprodukt a Form vu Bauholz erëm importéiert. Well eis Nopeschlänner awer och grouss Schied an hiren Nolenholzbestänn hunn, zeechent sech of, dass et iwwer mëttel oder laang zu enger Verknappung vum Fichten-Konstruktionsholz an engem Klamme vum Bauholzpräis kënn.

Déi quantitativ Aspekter vun dëser Thematik goufen awer schonns an engem méi genereller a rezenter Etüd iwwert d'Potenzial Holz zu Lëtzebuerg ugeschwat a kuerz analyséiert. Dës Etüd soll am Hierscht publizéiert ginn.

ad 2. + 3. Eng Etüd iwwert de Manktem u Bauholz zu Lëtzebuerg maachen ze loosse mécht wéineg Sënn. Et muss awer weider driwwer ngeduecht ginn, wéi an Zukunft dee risige Bedarf u Bauholz an Europa soll gedeckt ginn.

Schonns virun der grousser Borkenkäferpandemie vun de Joren 2018 an 2019 si bei eis am Kader vum Holzcluster follgend Iwwerleeungen an Initiativen ënnerholl ginn, fir engem zukünftigen Holzmarkt am Bausecteur entgéintzewierken:

- Éischt Schrëtt an der Fuerschung goufe schonns an Europa gemaach fir d'Nolenholz duerch Laffholz an der Konstruktioun ze ersetzen, an éischt grouss Produktionsunitéite funktionéieren haut schonn (z. B. Bauholz-Buche an Däitschland).

- D'Promotioun vun Technologien, déi et erlaben, Laffholz als Konstruktionsholz am Bau anzusetzen, solle weider geférdert ginn.

- D'Fuerschung am Beräich vun enger méi héichwärtiger Verwärtung vu Laffholz muss weider ënnerstëtzt ginn.

- Och am Bausecteur muss d'Ressource Holz an Zukunft méi spuersam agesat ginn. Holzprodukt solle wann nëmmen méiglech no de Prinzippe vun der Kreeslafwirtschaft agesat ginn. Et muss verstärkt driwwer ngeduecht ginn, wéi Holz am Bau ka recycéléiert oder duerch een optimiséierten Asaz agespuert ginn.

Question 2414 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la constatation des infractions dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés :

Am Artikel 22 vun der „loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés“ ass genee définiert, wien am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur autoriséiert ass, méiglech Infractions ze konstatéieren. Déi betreffend Persounen mussen dann och en Eed ofleeën, deen och am Artikel 22 définéiert ass.

An deem Zesammenhang hätt ech follgend Froen un den Här Minister vun der öffentlecher Funktioun:

1. Wéi vill Persounen hunn an deene leschten zéng Joer deen am Artikel 22 définéierten Eed geleescht?

2. Ass zu all Moment séchergestallt, datt och wierklech just Persounen Infractions konstatéieren, déi den Eed geleescht hunn?

3. Kann den Här Minister an deem Zesammenhang confirméieren, datt keng eenzeg Persoun mat där genannter Aufgab konfrontéiert ass, déi den Eed net geleescht huet?

4. Kann den Här Minister eng Oplëschtung vun den eenzelne Servicier ginn, an deenen déi genannte Persounen beschäftegt sinn?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

An de leschten zéng Joer hunn 13 Beamte vun der Ëmweltverwaltung den Eed aus dem Artikel 22 vum Gesetz vum 10. Juni 1999 geleescht.

Kee Beamte vun der ITM huet deen am Artikel 22 définéierten Eed geleescht. D'Kontrollen am Kommodo-Inkommodo gi vun den Aarbechtsinspekteren am Kader vun hire Kompetenzen am Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a -gesondheet laut ITM-Gesetz gemaach.

Dem Officier de police judiciaire seng Missioun ass reng repressiv an den Aarbechtsinspekter huet als Haaptmissioun, ze beroden an ze ënnerstëtzen. Et ass eréischt, wann de Patron d'Infractions net wëllt regulariséieren, datt den Aarbechtsinspekter administrativ Geldstrofen asetze kann oder ee Procès-verbal opstelle kann, fir dass stroferechtlech Pursuite via de Parquet kënnen entaméiert ginn.

Contrairement zum Officier de police judiciaire, dee beim Constat vu stroferechtlechen Infractions gezwongen ass, säi Procès-verbal op de Parquet ze schécken, huet den Aarbechtsinspekter d'Prérogative d'appréciation de l'opportunité des poursuites, déi et dem Aarbechtsinspekter erméiglecht, am Fall, wou stroferechtlech Infractions konstatéiert goufen an den Employeur sech regulariséiert huet, de Procès-verbal net mussen op de Parquet ze schécken.

Fir dës „insécurité juridique“ am Artikel 22 vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz ze behiewen, ass virgesinn, dësen Artikel esou ze änneren, dass d'Aarbechtsinspekteren net brauchen Officier de police judiciaire ze sinn, mee datt si am Kader vun hire Kompetenzen als Aarbechtsinspekter dës Kontrolle kënnen maachen.

Wat d'Ëmweltverwaltung betrëfft, gi stroferechtlech Enquêtes ëmmer vun engem vereedegte Beamten, dat heescht, enger Persoun, déi d'„qualité d'officier de police judiciaire“ huet, duerchgefouert.

Déi verschide Persounen, déi een Eed ofgueluecht hunn, sinn iwwert déi jeeeweileg Servicier vun der Ëmweltverwaltung verdeelt. Allerdéngs ass am Kader vun der Reorganisatioun vun der Ëmweltverwaltung, déi 2016 stattfonnt huet, eng Unitéit „Contrôles et inspections“ opgestallt ginn, déi dëse Volet prioritär ofdeckt.

Question 2415 (18.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) concernant l'autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de défense :

Les relations entre la Grèce et la Turquie, toutes les deux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), sont caractérisées par des tensions récurrentes. Ainsi, la question de l'accès à des ressources naturelles en Méditerranée orientale a donné lieu à une montée des tensions entre les deux États. La presse internationale a reporté que plusieurs incidents entre forces turques et grecques ont eu lieu dans la mer Égée entre gardes côtières et dans l'air entre avions de chasse.

Face à cette situation, l'Union européenne (UE) a rappelé de respecter le droit international et en particulier le droit maritime, une position que la France a fermement soulignée lors de la visite de Nikos Dendias, Ministre grec des Affaires étrangères, à Paris le 15 juin 2020. En effet, la France a tenu à rappeler sa position sur la souveraineté, dans tous ses éléments, de la Grèce, et a condamné toute politique du fait accompli, ainsi que les initiatives unilatérales susceptibles d'y conduire. Il s'agit effectivement d'une situation inédite qu'un pays partenaire au niveau de l'OTAN met potentiellement en cause l'intégrité territoriale d'un État membre de l'UE.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) La situation dans la Méditerranée orientale a-t-elle été discutée lors de la réunion des ministres de la Défense des pays de l'OTAN des 17 et 18 juin ? Dans l'affirmative, quelles conclusions Monsieur le Ministre peut-il en tirer ?

2) Est-ce que l'OTAN peut contribuer de manière efficace à la médiation et la désescalade dans ce conflit impliquant deux pays membre ?

3) Quelles sont selon Monsieur le Ministre les implications de ces tensions entre deux États membres de l'OTAN sur les discussions autour de la notion d'autonomie stratégique de l'Union européenne ? Est-ce que d'autres États membres de l'UE ont déjà annoncé de mettre des capacités à disposition de la Grèce ?

Réponse (17.07.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) + 2) La situation en Méditerranée orientale a fait l'objet d'une discussion entre les ministres de la Défense des pays de l'OTAN lors de la réunion des 17 et 18 juin. À cette occasion, l'incident entre un navire militaire français et un navire militaire turc a été soulevé. Le Secrétaire général de l'OTAN a donné instruction aux autorités militaires compétentes d'examiner le dossier, afin d'établir les faits et de soumettre un rapport aux instances concernées. Ce rapport classifié est actuellement à l'étude. Une enquête a donc bien été lancée, et le dia-

logue se poursuit à l'OTAN, tant au niveau politique que technique. Les membres de l'OTAN souhaitent que les divergences actuelles puissent se résoudre par le dialogue, pour en tirer tous les enseignements et pour éviter que de tels incidents se reproduisent à l'avenir.

ad 3) Les discussions au sein de l'Union européenne sur les récentes tensions avec la Turquie se concentrent à ce stade essentiellement sur les aspects de politique étrangère, de l'action extérieure de la Turquie et de l'impact de la crise du Covid-19.

Si l'impact des tensions actuelles sur l'autonomie stratégique de l'UE n'a pas encore été discuté entre les ministres, l'impact sur l'efficacité de l'opération militaire en Méditerranée EUNAVFOR Irini, qui surveille le respect de l'embargo sur les armes imposé à la Libye, ainsi que les relations entre la Turquie et l'OTAN, a bien été relevé. Le concept de l'autonomie stratégique, bien qu'utilisé fréquemment dans les discussions et discours de l'UE, fait encore l'objet de nombreuses discussions entre les États membres.

Les relations avec la Turquie demeurent une priorité pour l'UE. Le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne, Josep Borrell, s'est rendu le 6 juillet à Ankara pour des échanges avec ses homologues turcs, afin de discuter de toutes les questions bilatérales, y compris les tensions récentes avec certains États membres de l'UE, et en particulier au sujet des forages exploratoires dans la zone économique exclusive de Chypre et le respect de la souveraineté de la Grèce et de Chypre.

À l'occasion du Conseil affaires étrangères (CAE) du 13 juillet, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont à nouveau exprimé leur entière solidarité avec la Grèce et Chypre, en rappelant l'importance du respect de la souveraineté nationale et territoriale des États membres de l'UE, et demandent à la Turquie de contribuer activement au rétablissement d'un climat de confiance propice au rétablissement de relations de bon voisinage.

Question 2416 (18.06.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le séjour dans une maison mobile ou un hôtel pendant la pandémie de la Covid-19 :

Mir ass zougedroe ginn, datt Persounen, déi Mobilhomer respektiv Campinggefiere verlouen, an enger verzweifelter Situatioun sinn, well si am Kader vun der Covid-19-Pandemie net wëssen, wien autoriséiert ass, an deenen uewe genannte Gefieler Zäit mateneen ze verbréngen.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Tourismusminister gären dës Froe stellen:

- Wien ass alles autoriséiert, zesummen an engem Hotel respektiv Mobilhome oder Campinggefiere Zäit mateneen ze verbréngen? Fale dorënner just Persounen, déi zesummen an engem Stot wunne respektiv op där selwechter Adress wunnen oder kann een an deem genannte Kader och mat Frënn a Bekannten Zäit verbréngen?

Réponse (10.07.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

Weeder d'Gesetz vum 24. Juni 2020 nach de Gesetzprojet Nr. 7622, deen dëst Gesetz soll abrogéieren, gesäit Restriktionen vir, wie ka mateneen an engem Hotelszëmmer, Mobilhome oder Campinggefiere Zäit verbréngen. Allgemeng géllt awer den Appell un d'Ëegeverantwortung vu jiddwerengem, fir déi noutwendeg Gestes barrières ofhängeg vun der Situatioun, an där ee sech befënn, unzewennen, fir d'Verbredung vum Virus ze minimiséieren. Et ass awer och nach ze soen, dass, wa méi wéi 20 Léit op enger Plaz zesummekommen, speziellesch Reegelen anzehale sinn.

Question 2417 (19.06.2020) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** (LSAP) concernant la compétitivité du Luxembourg :

L'institut académique suisse Institut for Management Development (IMD) vient de publier l'édition 2020 du « IMD World Competitiveness Yearbook », passant au crible 63 pays pour obtenir un classement de leur niveau de compétitivité respectif. Les critères retenus pour appréhender le niveau de compétitivité générale des économies respectives sont variés et incluent notamment la qualité des infrastructures technologiques et la performance du système d'éducation.



Par rapport à l'année précédente, le Grand-Duché fait l'objet d'un classement moins favorable, cédant sa 12^e place pour se classer en 15^e position parmi les 63 pays étudiés. Ainsi, il en découle que le Luxembourg est sensiblement devancé par la Suisse et les Pays-Bas, pays qui réussissent à se glisser dans le palmarès (3^e respectivement 4^e place). Les facteurs susceptibles d'expliquer la performance moyenne du Luxembourg dans le classement concernent la qualité des infrastructures technologiques (41^e place), la politique fiscale (43^e place) ou encore les pratiques du management (28^e place).

En même temps, le classement semble être soumis à des fluctuations importantes. En 2007, le Luxembourg figurait à la 4^e place alors qu'il n'arrivait qu'à la 13^e place en 2013.

Ceci nous amène à vouloir adresser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de l'évolution du classement du Grand-Duché par rapport à l'année précédente ?

- Est-ce que le Gouvernement estime que des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière de qualité des infrastructures technologiques malgré les efforts substantiels menés ces dernières années pour promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) ?

- Comment est-ce que Monsieur le Ministre s'explique les fluctuations parfois importantes dans le classement du Luxembourg au fil des années ? Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que la sélection des critères retenus par l'institut est assez objective et exhaustive pour assurer la crédibilité du classement ? Est-ce qu'il existe d'autres classements de compétitivité qui focalisent davantage l'attention sur des aspects ayant trait à la cohésion sociale ?

Réponse (14.07.2020) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

Le débat sur la compétitivité territoriale au Luxembourg est régulièrement relancé lors de la publication de benchmarks et de classements internationaux. Le rapport IMD, dont la 32^e édition vient d'être publiée, figure parmi les plus connus. Ce dernier analyse 63 pays à travers des critères tant de nature quantitative (indicateurs statistiques) que qualitative (enquête d'opinion). Il s'avère utile de préciser que ce rapport dresse un état d'avant la crise Covid-19.

Dans ce type de rapport, le classement général constitue l'élément le plus médiatisé. Cependant, il décrit une situation plus complexe que ne le laisse présager la simplicité apparente du classement et il faut éviter de se focaliser uniquement sur le classement pour le classement. En effet, il s'agit de ne pas perdre de vue la relativité de ces classements.

En effet, sans même parler des changements de méthodologie pouvant affecter les classements, une hausse ou baisse du Luxembourg dans le classement ne veut pas forcément dire que les performances du pays se soient forcément améliorées ou détériorées. Une telle évolution peut aussi provenir du fait que, par exemple, d'autres pays ont subi plus ou moins sévèrement un choc et ont mieux ou moins bien performé. De plus, il existe souvent, au sein des classements, des groupes de pays pour lesquels les indices composites (scores) servant de base sont proches. Un faible changement du score d'un pays peut donc avoir un impact important sur le classement, même si en matière de changement structurel de compétitivité cela n'a guère de signification. Suivre simplement le classement, d'une année à l'autre, ne s'avère donc pas suffisant.

Pour le classement IMD (2020), il est donc important de ne pas seulement regarder le classement général du Luxembourg (15^e au niveau mondial). La variation dans le temps et l'évolution annuelle du classement est à prendre avec un certain recul et il n'est pas nécessairement possible de faire un lien direct avec un gain ou une perte de compétitivité. Par exemple, le Luxembourg est passé de la 11^e position mondiale en 2016 à la 8^e position mondiale en 2017 (gain de 3 rangs), de nouveau à la 11^e position en 2018 (perte de 3 rangs), à la 12^e position en 2019 (-1) et maintenant à la 15^e position en 2020 (-3). Ces évolutions annuelles ne sont souvent pas très significatives et il faut plutôt analyser plus en détail les différents déterminants sous-jacents.

Plutôt que de faire référence au classement mondial, il s'avère plus utile de considérer les pays de l'UE pour comparer ce qui est davantage comparable. Ainsi, dans le classement IMD en 2020, le Luxembourg est classé 6^e dans l'UE. Il figure donc parmi les pays les plus performants et se classe aussi devant ses trois pays voisins. L'Observatoire de la compétitivité (ODC) du Ministère de l'Économie analyse une

multitude de benchmarks et classements dans lesquels figure le Luxembourg et dresse aussi un inventaire de leurs limites⁴. Le rang du Luxembourg dans l'UE dans le classement IMD est d'ailleurs comparable avec les résultats trouvés par l'ODC dans sa plus récente analyse annuelle des principaux classements : le pays se classe dans un intervalle allant de la 5^e à la 8^e position dans l'UE⁵.

Depuis l'édition précédente (2019), le Luxembourg a perdu trois positions dans le classement mondial IMD. Deux pays qui ont dépassé le Luxembourg dans le classement mondial en 2020 par rapport à 2019 sont le Canada et Taiwan, des pays tiers disposant d'un modèle socio-économique différent et pas forcément comparable à la situation luxembourgeoise. Au sein de l'UE en 2019, le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et l'Irlande ont devancé le Luxembourg (5^e) et, en 2020, la Finlande dépasse également le Luxembourg, ce qui a fait perdre un rang (6^e).

En ce qui concerne les quatre piliers du classement IMD, le Luxembourg se classe en 24^e position pour celui des « Infrastructures ». Ceci constitue le classement le moins favorable du pays en 2020. Au sein de ce pilier, les performances du pays sont plutôt élevées pour les infrastructures de base (15^e) et l'éducation (16^e), moyennes pour les sous-piliers santé et environnement (22^e) et infrastructures scientifiques (28^e) et moins bonnes pour les infrastructures technologiques (41^e). Dans ce dernier sous-pilier, le Luxembourg souffre notamment de sa faible taille pour certains indicateurs qui sont mesurés en niveau absolu (ne prenant donc pas en compte la taille du pays).

Le Luxembourg a publié fin avril 2020, dans le cadre du semestre européen, l'édition la plus récente de son Programme national de réforme (PNR). Sans entrer en détail dans la multitude de mesures comprises dans ce PNR, il est utile de mentionner que les crédits budgétaires publics en faveur de la R&D et de l'innovation sont passés d'environ 24 millions d'euros (2000) à environ 370 millions (2018), aidant à développer une vraie économie de la connaissance au Luxembourg. De plus, dans le cadre de la stratégie de « troisième révolution industrielle » lancée en 2016 suite au rapport de troisième révolution industrielle dit « Rifkin », le Luxembourg s'est engagé dans le développement de réseaux intelligents digitalisés et le recours massif aux énergies renouvelables. Depuis, le Gouvernement a entrepris une série d'initiatives : vision stratégique en matière d'intelligence artificielle et stratégie sur l'économie des données, mise en place d'un superordinateur HPC (« Meluxina »), etc. Toutes ces mesures prises au fil des dernières années devront contribuer, à moyen terme, à doter le Luxembourg davantage d'infrastructures technologiques de pointe. Il faut cependant aussi garder à l'esprit que le Luxembourg, avec sa taille réduite, n'atteint souvent pas un seuil critique dans certains domaines d'activité et que les coopérations que le pays noue au sein de la Grande Région et de l'UE sont donc primordiales pour assurer son développement technologique.

De plus, le classement décevant du Luxembourg dans le sous-pilier des infrastructures technologiques du rapport IMD ne se retrouve pas dans tous les classements internationaux. À titre d'exemple, dans le « Digital Economy and Society Index 2020 », publié récemment par la Commission européenne, le Luxembourg se classe 3^e (sur 28 États membres de l'UE) en matière de connectivité⁶. Dans le « Digital Readiness Index 2019 » publié par Cisco, géant mondial du domaine des TIC, le Luxembourg est même 2^e du classement général (sur 141 pays considérés) et dans la catégorie « infrastructure technologique » de ce même benchmark, le Luxembourg se classe 13^e au niveau mondial⁷.

Les différents benchmarks internationaux notent donc généralement une bonne performance du Luxembourg en matière de qualité des infrastructures TIC et estiment que les principaux défis dans le domaine digital concernent plutôt les compétences numériques ainsi que l'adoption et l'intégration des technologies numériques par les entreprises et les services publics.

Le type de benchmarking que réalise IMD permet une comparaison des meilleures pratiques. Il constitue une aide pour mieux comprendre les facteurs-clés déterminant la croissance éco-

nomique et pour expliquer pourquoi certains pays s'en sortent mieux que d'autres. Mais ce type de rapport fournit souvent seulement une approximation, une image globale, de la compétitivité puisqu'il utilise la même méthodologie pour tous les pays. Par exemple, le Luxembourg est une petite économie très ouverte et fortement intégrée dans la Grande Région (flux de travailleurs frontaliers) et dans l'UE (marché intérieur). Ces spécificités nationales ne sont souvent pas suffisamment prises en compte. Pour contrer ces déficits méthodologiques, le Comité de coordination tripartite au Luxembourg avait déjà reconnu en 2003 la nécessité d'un tableau d'indicateurs national afin de pouvoir mieux appréhender la compétitivité du pays, et avait confié à l'époque au professeur Fontagné le soin d'élaborer des propositions. L'ODC a ensuite mis à jour ce tableau de bord national jusqu'en 2016. Une révision a été préparée au sein du Conseil économique et social (CES) qui a adopté, en 2016, son avis sur le système d'indicateurs national constituant maintenant le nouveau tableau de bord avec un aspect économie, un aspect social et un aspect environnement⁸. L'ODC prévoit une 3^e mise à jour de celui-ci en automne 2020.

Pour conclure, même si ces benchmarks internationaux suscitent maintes réserves, ils méritent d'être suivis. En effet, à cause de leur écho médiatique, ils ont un impact non négligeable sur l'image de marque de notre pays et peuvent influencer la perception des investisseurs.

L'ODC n'a en outre pas connaissance d'un benchmark international qui se focalise sur des aspects ayant trait à la cohésion sociale et par conséquent ne suit pas actuellement un tel benchmark. Il est néanmoins utile de faire référence à deux initiatives au niveau national dans ce contexte :

- Premièrement, le tableau de bord national de la compétitivité, déjà mentionné ci-dessus, couvre également l'aspect social. Dans l'édition actuelle, publiée dans le Bilan Compétitivité 2019⁹, le Luxembourg affiche de bons résultats dans la majorité des indicateurs de l'aspect social et occupe la 3^e position dans le classement des pays UE-28 dans ce domaine.

- Deuxièmement, le projet du PIBien-être sur lequel le Statec travaille en continu. Ce projet est complémentaire aux indicateurs traditionnels de développement et de prospérité économiques. L'indice composite correspondant, le « Luxembourg Index of Well-being » comporte toute une série d'indicateurs du domaine social. Le rapport PIBien-être de 2018¹⁰ indique que la qualité de vie au Luxembourg est restée sensiblement constante pendant la période analysée.

Question 2419 (19.06.2020) de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen (CSV) concernant la création d'un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg :

Alors que la dépendance et la vulnérabilité nationales en ce qui concerne le contingent en effectifs infirmiers sur le territoire du Grand-Duché ont été mises en exergue lors de la crise Covid-19, il est à noter que les professions de santé en général manquent d'attractivité depuis plusieurs années. Dans un communiqué du Gouvernement du 24 janvier 2020, celui-ci déclare la mise en place d'un comité interministériel chargé de proposer des mesures permettant de garantir que les formations des professionnels de santé soient adaptées au progrès scientifique et technique et permettent d'appréhender les futurs défis de santé publique auxquels le Luxembourg devra faire face, de définir les modalités requises pour assurer la mise en place d'un diplôme de niveau « bachelior ».

En date du 1^{er} mai 2020, lors d'une visite au Centre Hospitalier Emile Mayrisch, le Premier Ministre a déclaré que des pourparlers ont lieu avec des administrations françaises pour créer un lycée transfrontalier pour professions de santé au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et à Madame la Ministre de la Santé :

- Quelles seraient les professions de santé qui seraient formées dans un tel lycée transfrontalier, tout en sachant que la formation de l'infirmier se fait à un niveau universitaire en France

et que des discussions sont seulement en cours au Grand-Duché afin d'adapter le niveau de diplôme de l'infirmier, actuellement BTS, au niveau « bachelior » ?

- Le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) est-il activement impliqué dans ce processus important de modernisation de ses formations BTS vers le bachelior, voire cette ouverture transfrontalière ?

- Tout en sachant que des classes francophones existent depuis longtemps au LTPS, quelle est la justification pour la constitution d'un nouveau lycée pour professions de santé ?

- Selon nos informations, le nombre d'élèves et d'étudiants du Lycée technique pour professions de santé au Luxembourg diminue depuis quelques années. Quelle est la stratégie engagée par Monsieur le Ministre pour remédier à cette situation ?

- Toujours selon nos informations, le LTPS rencontre depuis des années des difficultés importantes pour organiser suffisamment de places de stages pratiques, et ceci aussi bien dans les institutions hospitalières qu'extrahospitalières, comment Monsieur le Ministre entend-il gérer ce problème avec un lycée supplémentaire ?

- Qu'en est-il de l'importance de la langue luxembourgeoise pour une communication aisée dans le milieu de la santé et comment Monsieur le Ministre prévoit-il de promouvoir la langue luxembourgeoise dans un nouveau lycée transfrontalier ?

Dans le cadre des négociations menées au sein du ministère, est-ce qu'il a été aussi analysé la voie d'augmenter les moyens qu'il faut à l'actuel LTPS pour mener à bien un renforcement transfrontalier avec un diplôme compétitif de niveau bachelior ?

Réponse commune (23.07.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

À titre de remarque liminaire, il y a lieu de signaler que le Gouvernement réuni en conseil a décidé en date du 24 janvier 2020 de mettre en place un comité interministériel ayant pour mission de lui soumettre, pour validation, dans un délai de six mois, un concept de formation pour certaines catégories d'infirmiers, avant qu'il soit soumis aux acteurs concernés.

Ce comité se compose de représentants des ministères suivants : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministère de la Santé, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Ministère de la Sécurité sociale.

Ce comité interministériel a comme mandat :

- d'examiner les résultats de l'étude « État des lieux des professions médicales et des professions de santé au Luxembourg » de 2019 et les pistes suggérées dans cette même étude tant par rapport à leur bien-fondé que par rapport à leur praticabilité sur le terrain ;

- d'en évaluer les conséquences financières, légales et réglementaires ;

- de proposer des mesures permettant de garantir que les formations des professionnels de santé soient adaptées au progrès scientifique et technique et permettent d'appréhender les futurs défis de santé publique auxquels le Luxembourg devra faire face ;

- de définir les modalités requises pour assurer la mise en place d'un diplôme de niveau bachelior pour certaines catégories d'infirmiers. À cet effet sera développé un concept de formation basé sur le modèle général de transition « BTS-Bachelor » tel qu'il sera retenu dans le cadre de la révision de la loi portant organisation de l'enseignement supérieur et qui permettra aux étudiants ayant réussi une formation menant au brevet de technicien supérieur (BTS) au Lycée technique pour professions de santé (LTPS) de poursuivre des études de bachelior à l'Université du Luxembourg.

En raison de la crise du Covid-19, les travaux de ce comité ont pris un certain retard, et un rapport ne pourra pas être remis avant la fin d'année.

Considérant que les résultats de ce rapport ont une incidence directe sur la création éventuelle d'un lycée transfrontalier pour professions de santé, il n'est à ce stade pas possible de donner davantage d'informations par rapport à un tel projet, ni en particulier par rapport aux formations offertes ainsi que leur régime linguistique.

⁴ <https://odc.gouvernement.lu/fr.html>

⁵ <https://odc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-035/perspectives-politique-economique-N35-1-FR.pdf>

⁶ <https://odc.gouvernement.lu/fr/actualites/mes-actualites/2020/eu-com-desi.html>

⁷ <https://odc.gouvernement.lu/fr/actualites/mes-actualites/2020/cisco-dri.html>

⁸ <https://ces.public.lu/dam-assets/fr/avis/politique-generale/2016-indicateurs.pdf>

⁹ <https://odc.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/perspectives-politique-economique/perspectives-politique-economique-35.html>

¹⁰ <https://statistiques.public.lu/fr/publications/thematique/conditions-sociales/pibien-etre/index.html>



À toutes fins utiles, il y a néanmoins lieu de signaler que ni la loi modifiée du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur, ni la loi du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ne permettent actuellement l'organisation d'un programme d'études de bachelier en soins infirmiers généraux ou spécialisés dans un lycée. En effet, des programmes d'études de niveau bachelier doivent impérativement être organisés dans un établissement d'enseignement supérieur spécialisé ou une université.

Concernant finalement la question du nombre de places pour stages pratiques pour les étudiants en soins infirmiers, la récente mise en place au niveau de l'enseignement secondaire général de la section sciences de la santé au LTPS contribuera à limiter la demande y relative.

Question 2421 (19.06.2020) de **MM. Marc Baum et David Wagner** concernant les **modifications d'urgence de certains dispositifs d'aide et de prestations sociales dans le contexte de la pandémie Covid-19** :

La réponse de Madame la Ministre de la Famille à la question parlementaire de délégué Lénk du 9 décembre 2019 relative aux sanctions appliquées dans le cadre d'un non-respect des obligations inhérentes au plan d'activation relatif au dispositif du revenu d'inclusion sociale (REVIS), a pu nous fournir quelques informations sur l'évolution du nombre de demandeurs et bénéficiaires du REVIS entre 2018 et 2019. Néanmoins, à toute demande d'informations concernant l'efficacité du nouveau revenu d'inclusion sociale comme garant contre la pauvreté et moyen d'accès à un emploi durable, Madame la Ministre a répondu en renvoyant à la motion votée au Parlement, le 12 juillet 2018, obligeant le Gouvernement à procéder à une évaluation du système REVIS trois ans après son application par la loi du 28 juillet 2018.

Or, d'ici là, il nous importe de connaître l'évolution des demandes du REVIS surtout dans le contexte d'une crise majeure d'ordre sanitaire, la pandémie liée au Covid-19, dont nous aimerions saisir plus largement l'impact sur les situations économique et sociale des ménages.

D'ailleurs, d'après les derniers chiffres de l'Agence pour le développement de l'emploi, au 30 avril 2020, le chômage est en hausse de 31,1 % par rapport à l'année dernière. Dans sa communication officielle, l'ADEM explique cette hausse notamment par une baisse des sorties vers l'emploi et une diminution des opportunités de mesures d'emploi causées par le ralentissement de l'économie en pleine crise sanitaire. Les employeurs auraient déclaré 1.895 postes vacants à l'ADEM, ce qui correspond à une baisse de 43,2 % par rapport à avril 2019. Le règlement grand-ducal du 3 avril 2020 a mis en œuvre via son article premier une suspension des délais et une prolongation des droits au chômage correspondant à la durée de l'état de crise. Or, en sortie de crise, le problème d'accès à l'emploi risque de perdurer et le REVIS pourra devenir pour certains la seule issue pour percevoir un revenu. Étant donnée la baisse des opportunités d'emploi constatée par l'ADEM notamment dans le secteur privé, un certain nombre de questions se posent quant aux risques d'une éventuelle répercussion de la crise sanitaire en termes d'emploi sur le secteur public et conventionné, notamment en vue des mesures d'activation obligatoires dans le cadre du REVIS. En effet, selon l'article art. 24 de la loi du 28 juillet 2018 relative au REVIS, certains comportements et notamment la non-participation aux mesures d'activation sont passibles de sanctions pendant la durée du plan d'activation. De même, pendant le confinement, les demandeurs de REVIS n'auraient guère pu suivre leur obligation de se rendre physiquement à un premier rendez-vous avec un(e) agent(e) de l'ARIS (Agents régionaux de l'inclusion sociale) afin de déterminer un plan d'activation. Nous n'avons pas connaissance d'éventuels adaptations et/ou modifications d'urgence de la loi relative au REVIS. Or, faute de mesures d'urgence relatives aux modalités d'obtention et de conservation du REVIS dans le contexte de l'état de crise, de nombreuses sanctions et obstacles auraient pu s'imposer aux demandeurs et bénéficiaires des allocations du REVIS.

Au vu de ces considérations, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Des mesures d'activation propres au plan d'activation dans le cadre du REVIS ont-elles pu être exécutées dans le contexte de la crise sanitaire et du confinement ?

2) L'obligation de se rendre physiquement à un rendez-vous avec les ARIS pour les demandeurs du REVIS a-t-elle été suspendue pour la durée de l'état de crise ?

3) Dans la négative aux deux premières questions, les pratiques de sanction à l'encontre des demandeurs du REVIS n'ayant pas pu remplir leurs obligations ont-elles été suspendues ?

4) Madame la Ministre peut-elle me dire si les droits aux allocations de REVIS ont été suspendus pour certaines personnes pendant l'état de crise ?

5) Les bénéficiaires du REVIS dont les droits ont été suspendus durant quatre mois peu avant ou en début de l'état de crise ont-ils pu être réhabilités pendant l'état de crise et jusqu'à la fin de l'état de crise au moins ? Les délais de sanction ont-ils été suspendus pour l'ensemble de la durée de l'état de crise ?

Depuis le début de l'état de crise, pour remédier aux pertes de revenu des ménages modestes, un ensemble de mesures exceptionnelles en matière d'aide sociale ont été mises en place par le Gouvernement. En l'occurrence, en date du 20 mai 2020, le Gouvernement a adopté une modification du règlement relatif à l'octroi de l'allocation de vie chère (AVC) afin d'accorder aux bénéficiaires, pour l'année 2020, le double des montants prévus. Or, il est probable que cette hausse de l'AVC qui est comptabilisée dans le calcul des revenus disponibles des ménages, risque pour certains de générer des effets d'aubaine en ce qui concerne les droits et accès à d'autres aides et prestations sociales - notamment associées au logement - pour l'année suivante. En effet, conformément au règlement du Gouvernement en conseil du 8 novembre 2019 relatif à l'octroi d'une allocation de vie chère au titre de l'année 2020, pour bénéficier de l'allocation de vie chère, le revenu annuel global du ménage, qui est estimé sur une période de référence de 12 mois qui précède le mois de l'introduction de la demande. Cependant, conformément à l'article 14 paragraphe 2 du chapitre 2 quinquies de la loi du 9 décembre 2015 portant introduction d'une subvention de loyer, la subvention loyer est calculée en prenant pour base la moyenne du revenu net annuel du ménage de l'année d'imposition qui précède la date d'octroi de l'aide. Il en est de même pour la garantie locative, selon l'article 14quater-2 paragraphe 1 de la loi du 20 décembre 2019 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Ainsi, certains ménages qui bénéficiaient en 2020 d'une allocation de vie chère dédoublée risqueraient en 2021 de dépasser le seuil de revenu éligible pour obtenir la subvention loyer et/ou la garantie locative. De même, les loyers sociaux dans le logement subventionné - conformément à l'article 28 de la loi concernant l'aide au logement du 25 février 1979 et spécifié par le règlement grand-ducal du 25 novembre 1998 - sont calculés sur base d'une formule qui prend entre autres en considération les revenus nets disponibles du ménage. Par conséquent, il se peut qu'une augmentation du revenu d'un ménage via l'obtention de l'AVC dédoublée augmente par le même effet leur loyer social. Dans la mesure où le Gouvernement a mis en place des aides spécifiques dans le contexte de la pandémie afin de remédier à une perte de revenu des ménages modestes, il est souhaitable que ces mesures ne déclenchent pas à terme un effet inverse.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre a-t-elle pris en considération la possibilité d'un effet d'aubaine suite au dédoublement de l'allocation de vie chère, excluant les ménages modestes d'une partie d'autres aides et prestations ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'une immunisation de la part du revenu constituant le nouveau montant supplémentaire de l'allocation de la vie chère s'impose pour éviter cet effet d'aubaine ?

3) Madame la Ministre a-t-elle prévu de prendre d'autres initiatives afin de prévenir des contradictions dans le système d'aides et de prestations suite aux mesures d'urgence apportant des modifications temporaires à effet différé ?

Considérant la possibilité éventuelle d'une augmentation des revenus des ménages par le dédoublement de l'allocation de vie chère et son impact probable sur le calcul des loyers sociaux de l'année d'imposition suivant la perception de l'allocation de vie chère dédoublée, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre du Logement peut-il nous confirmer si cette perception unique d'une allocation de vie chère dédoublée dans le contexte de la pandémie pourra conduire l'année d'imposition suivante à une augmentation des loyers sociaux et une exclusion des ménages modestes des dispositifs d'aide de la subvention loyer et de la garantie locative en cas de dépassement du seuil de revenu éligible ?

2) Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre veut-il remédier à ces effets, sachant que les ménages concernés ne disposeront que momentanément d'un supplément de revenu via l'allocation de vie chère dédoublée ?

La présidente de Caritas a évoqué le 18 juin 2020 lors d'un entretien à la radio que son association est confrontée depuis le début de la crise de la pandémie Covid-19 à un nombre croissant de demandeurs d'une aide sociale. La majorité des personnes concernées seraient des primo-demandeurs d'une aide sociale âgées de moins de 40 ans et employées dans les secteurs du nettoyage, de l'Horeca ou de l'artisanat concernées soit par une perte de leur emploi soit par une baisse de leurs revenus suite à leur mise en chômage partiel. La présidente de Caritas demande dans ce contexte une augmentation substantielle du revenu d'inclusion sociale et des aides sociales afin de protéger au mieux les personnes contre la pauvreté.

Étant donné que l'association Caritas n'est qu'une seule organisation parmi d'autres qui fournit des aides directes à des personnes en difficultés et que les offices sociaux communaux ou intercommunaux assurent les services d'aide sociale aux personnes et à leurs familles, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous fournir le nombre de ménages ayant demandé une aide sociale auprès des offices sociaux depuis le début du mois de mars 2020 ? Les offices sociaux ont-ils pu observer une hausse du nombre de demandeurs d'une aide sociale depuis le début de crise de la pandémie Covid-19 ?

2) Quelle est la part des personnes ayant fait leur première demande pour une aide sociale parmi le total des demandeurs depuis le début de la crise de la pandémie Covid-19 en mars ?

3) Madame la Ministre partage-t-elle l'avis de la présidente de la Caritas sur la nécessité d'une augmentation des montants du revenu d'inclusion sociale pour lutter contre la pauvreté ?

Réponse commune (20.07.2020) de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **M. Henri Kox, Ministre du Logement** :

Première série de questions

ad 1) Pendant la période de l'état de crise, les mesures d'activation ont été maintenues dans la mesure du possible, même si la grande majorité de l'offre de mesures de stabilisation ou de préparation a été mise en suspens au début de l'état de crise pour reprendre toutefois progressivement dans le cadre du déconfinement. De même, en ce qui concerne les mesures de type « travaux d'utilité collective », les personnes y affectées ont pu bénéficier du congé pour raisons familiales extraordinaire lié à la pandémie Covid-19 et de dispenses de service (partielles), ce qui leur a permis de reprendre au fur et à mesure l'activité dans le cadre du déconfinement. Il importe de relever que les mesures précitées ont été renouvelées même en l'absence des bénéficiaires afin de permettre le maintien des prestations y liées et le retour rapide dans le cadre du déconfinement.

ad 2) Les ARIS ayant essentiellement pu maintenir leur activité sous forme de télétravail, les échanges avec les bénéficiaires ont pu se faire par la voie écrite ou par téléphone. Les rendez-vous fixés au préalable auprès des ARIS au bureau, qui n'ont pas pu avoir lieu à cause de la crise, ont été annulés. Dans le cadre du déconfinement progressif, pendant la durée de l'état de crise, avec la reprise des possibilités de rendez-vous auprès des offices sociaux, l'obligation de se présenter physiquement chez les ARIS a été rétablie, en respectant les consignes sanitaires et recommandations de sécurité émises par les autorités.

ad 3) Une suspension générale des sanctions prévues par la loi REVIS n'a pas été appliquée. Cependant, en application du principe suivant lequel à l'impossible nul n'est tenu, aucune sanction dans le cadre de l'article 24 de la loi REVIS n'a été appliquée suite à des manquements à des obligations non réalisables, en particulier en ce qui concerne les démarches prévues aux plans d'activation des bénéficiaires.

ad 4) En ce qui concerne l'ONIS, la suspension du droit aux prestations REVIS est prévue aux articles 24 (3) et 24 (4) de la loi précitée qui ont trait au non-respect des obligations des requérants envers l'ONIS. Des suspensions déci-

dées avant la période de l'état de crise ont été maintenues. L'ONIS a par ailleurs émis un avis favorable pour l'application d'une sanction dans le cadre de ces textes à six reprises pendant l'état de crise.

En ce qui concerne le FNS et les conditions qui sont à vérifier par celui-ci dans le cadre de l'allocation du REVIS, le FNS a procédé, comme d'habitude, à l'arrêt du paiement du REVIS lorsque les conditions relatives à l'octroi du REVIS n'étaient plus remplies. Toutefois, le FNS a fait preuve d'une certaine indulgence au niveau de l'application des sanctions qui ont été réservées à des cas de non-respect flagrant de la législation. En fait, le recours aux sanctions a de toute façon été limité alors que le FNS n'a pas pu opérer les contrôles usuels afin de vérifier si les requérants ne contrevenaient pas à la législation (contrôle médical, contrôle par voie d'enquêtes par exemple).

ad 5) Comme il l'a été relevé ci-dessus, il n'a pas été pris de décision de principe quant à la suspension des sanctions pendant l'état de crise. Il en résulte également que les sanctions prononcées antérieurement ont été maintenues. Il convient toutefois de relever que les dossiers des personnes qui ont fait une nouvelle demande à la suite d'une sanction prononcée ont été examinés en considération de la situation particulière tenant à l'état de crise et ceci dans l'intérêt d'un rétablissement des droits du requérant.

Deuxième série de questions

Il convient tout d'abord de relever que la mesure a été prise afin de fournir une aide rapide aux ménages à revenu modeste souvent le plus durement touchés par la crise du Covid-19. Il n'en reste pas moins que la mesure doit être efficace. À cette fin, le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région a veillé à ce que cette augmentation n'influe pas sur les autres prestations sociales qu'il a dans ses compétences et qui sont notamment le REVIS et le revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH). L'augmentation de l'AVC reste encore sans effet sur d'autres prestations comme par exemple les avances sur pensions alimentaires pour l'obtention desquelles une situation économique difficile est prise en compte sans qu'une assiette déterminée ne soit définie.

Troisième série de questions

Autant dans le cas de la subvention de loyer que dans le cas de la garantie locative, nous nous permettons de renvoyer les honorables Députés aux textes en vigueur selon lesquels l'allocation de vie chère n'est pas prise en compte pour la détermination du revenu net annuel.

Ainsi, l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 9 décembre 2015 fixant les conditions et modalités d'octroi de la subvention de loyer précise depuis décembre 2017 que le revenu du ménage est la somme

1. des revenus nets visés à l'article 10 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, déduction faite des cotisations sociales et des impôts effectivement retenus ;
2. de l'indemnité pour congé parental ;
3. des rentes alimentaires perçues ;
4. des rentes accident ;
5. des rémunérations brutes allouées pour les heures de travail supplémentaires visées par l'article 4, paragraphe 1^{er}, du règlement grand-ducal du 21 décembre 2007 portant exécution de l'article 115, numéro 11 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Dans le cas de la garantie locative, ces mêmes conditions sont arrêtées à l'article 14quater-2 de la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Un doublement de l'allocation de vie chère n'aura donc aucun impact, ni sur le nombre des bénéficiaires potentiels, ni sur les avantages perçus des bénéficiaires effectifs.

Pour ce qui est de l'impact du dédoublement de l'allocation de vie chère sur les revenus du ménage et par conséquent sur le calcul des loyers des logements loués conformément au règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, nous pouvons en effet confirmer que l'allocation de vie chère dédoublée est en principe à prendre en considération pour la détermination du niveau des loyers et pourrait conduire conformément au règlement grand-ducal précité à une augmentation des loyers si et uniquement si le montant total des revenus annuels aug-



mente également. Ainsi, dans le seul cas du Fonds du logement, sur les 1.500 ménages locataires, 950 perçoivent une allocation de vie chère.

À cela s'ajoute que dans le cadre de l'actualisation actuelle des situations des candidats locataires, les personnes ayant bénéficié d'un dédoublement de l'allocation de vie chère recevraient moins de points et donc perdraient leurs priorités de logements dans la « liste d'attente ».

Étant donné que le dédoublement de l'AVC est une mesure momentanée et limitée à une seule année pour venir en aide aux personnes à faible revenu, le Ministre du Logement a décidé de soumettre au Gouvernement un avant-projet de règlement grand-ducal visant à neutraliser l'effet de la mesure dans le calcul du loyer social.

Quatrième série de questions

ad 1) Entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2020, 7.490 personnes ou ménages se sont adressés aux offices sociaux en déposant 20.689 demandes spécifiques. Durant la même période en 2019, 8.145 personnes ou ménages ont soumis 35.331 requêtes. Durant la période de confinement, on peut donc constater une baisse de 8,745 % de personnes ou ménages ayant fait une demande auprès d'un office social. Il est cependant trop tôt pour en tirer des conclusions ; en effet, les conséquences de la crise ne se manifestent qu'avec un certain décalage.

ad 2) Les statistiques collectées dans le système de gestion des offices sociaux indiquent que 1.584 nouveaux demandeurs se sont adressés aux offices sociaux durant la première moitié de l'année 2020. Par nouveaux demandeurs, il faut entendre des personnes ou ménages qui ne se sont plus manifestés depuis trois ans à l'office social. Pendant la même période en 2019, 2.378 demandeurs nouveaux se sont présentés aux offices sociaux.

ad 3) Le Gouvernement a décidé le doublement du montant de l'allocation de vie chère pour cette année 2020 afin d'accorder un soutien spécifique aux personnes à faible revenu qui ont été frappées d'une façon particulièrement grave par la crise du Covid-19.

Pour ce qui est des montants du revenu d'inclusion sociale, il est utile de rappeler la publication Statnews n° 31 du 15 octobre 2019 du Statec qui indique que, pour les couples actifs à 100 %, avec ou sans enfants, les montants du REVIS se situent au-dessus du seuil de pauvreté et du budget de référence calculé pour ces types de ménage. Cette analyse vient d'être affinée avec l'accent mis sur les familles avec des enfants en bas âge ; les conclusions de cette étude seront publiées par le Statec dans les prochaines semaines.

Enfin, le Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région est en train de préparer l'évaluation du dispositif du REVIS après une période de trois ans, tel que cela a été demandé par une motion votée par les députés le 10 juillet 2018.

Question 2422 (19.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) concernant les tensions récentes entre la Grèce et la Turquie :

Les relations gréco-turques sont historiquement très tendues, avec notamment le conflit concernant l'île de Chypre dans les années 1970 qui perdure toujours aujourd'hui. Plus récemment, les divergences concernant la zone économique exclusive en Méditerranée sont devenues une autre cause de tensions.

Malgré leur alliance au sein de l'OTAN, les tensions militaires entre la Grèce et la Turquie ne cessent d'accroître. Selon des reports dans la presse internationale, plusieurs incidents ont récemment eu lieu entre les forces armées des deux États à leur frontière, avec notamment des provocations de la part de la Turquie.

Face à cette potentielle mise en cause de l'intégrité d'un État membre de l'UE, l'Union européenne, et la France particulièrement, ont réitéré leur position que le droit international et le droit maritime doivent à tout moment être respectés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Quelle position Monsieur le Ministre défend-il à ce sujet au niveau européen ?
- 2) Quels sont les scénarios évoqués lors des discussions au niveau européen concernant l'évolution des tensions entre la Grèce et la Turquie ? Sur la base de ces discussions, Mon-

sieur le Ministre estime-t-il qu'un conflit armé soit désormais considéré ?

3) Monsieur le Ministre est-il en contact avec l'ambassadrice de la Turquie au Luxembourg à ce sujet ?

4) Y a-t-il des discussions au niveau de l'UE sur lesquelles pourraient être les conséquences potentielles d'un conflit gréco-turque sur l'accord migratoire conclu en 2016 entre l'UE et la Turquie ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions en quoi ces discussions consistent ?

5) Dans ce contexte, peut-il aussi préciser dans quelle mesure le destin des réfugiés présents sur le territoire de la Turquie est pris en compte dans ces discussions ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) + 2) Les tensions récentes entre la Turquie et la Grèce suscitent des inquiétudes quant au respect du droit international et du droit maritime. Le sujet est régulièrement soulevé au niveau du Conseil de l'Union européenne. Le Luxembourg, ensemble avec tous les États membres de l'Union européenne, exprime sa pleine solidarité avec la Grèce, ainsi qu'avec Chypre, concernant le respect de leur souveraineté. Au même temps, la Turquie est appelée à respecter le droit international et de renoncer à toute sorte d'action ou de déclaration qui pourraient envenimer la situation et d'agir dans un esprit de bon voisinage.

Le Luxembourg s'engage pour que le dialogue soit maintenu entre les différentes parties en vue d'arriver à une solution diplomatique visant à mettre fin aux tensions actuelles.

ad 3) Ce sujet est évoqué dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques et ce à différents niveaux.

ad 4) + 5) À ce stade, les discussions dans les enceintes européennes compétentes se concentrent avant tout sur les efforts visant à prévenir une montée des tensions et écarter tout risque d'un conflit entre la Grèce et la Turquie, plutôt que de discuter des conséquences potentielles qu'engendrerait un conflit. En même temps, l'Union européenne continue de veiller au respect de la déclaration UE-Turquie de 2016, le Conseil ayant chargé le Haut Représentant/Vice-Président Josep Borrell de mener les efforts pour assurer sa mise en œuvre.

Le Luxembourg continue de s'engager en faveur du respect des engagements qui découlent de la déclaration UE-Turquie de mars 2016 dont particulièrement la mise en œuvre de projets financés par la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de l'alimentation.

Question 2423 (19.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **droit de visite dans les établissements pour personnes âgées ou en situation de handicap** :

Selon les recommandations du Ministère de la Santé, les visites sont réglées comme suit : « Si aucun lieu dédié aux visites (en structures pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap) ne peut être désigné ou libéré, ou si le résident ne peut être déplacé jusqu'à ce lieu, les visites peuvent se faire dans la chambre/le logement du résident sous le respect le plus strict des mesures d'hygiène. »

Dans la mesure où la quatrième phase de déconfinement a apporté un nouvel allègement des règles sanitaires au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre de la Santé :

- Quand les structures pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap peuvent-elles de nouveau autoriser et organiser des visites dans la chambre individuelle, et ceci pour tous les résidents ?

- Les ministres peuvent-elles nous fournir des chiffres sur le nombre de structures ayant organisé des visites a) dans un local mis à disposition et/ou b) à l'extérieur de l'enceinte ?

Réponse commune (17.07.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

- Selon la ligne de conduite émise le 25 juin 2020 par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, les visites des familles, l'accès des professionnels de santé et des professionnels prestant des soins à la personne ainsi que les sorties des résidents

des structures d'hébergement pour personnes âgées ne sont plus soumises à des restrictions, sous réserve du respect des « recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé à l'attention des personnes physiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 ».

Les gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées sont responsables d'assurer la sécurité dans leurs établissements et veillent, dans ce contexte, à ce que les recommandations sanitaires émises par la Direction de la santé soient respectées.

Dans la plupart des structures d'hébergement pour personnes en situation de handicap, les résidents vivent dans des petits groupes de vie de 6 à 8 personnes et dans un environnement familial. Par lettres du 19 mai et du 15 juin 2020, tous les gestionnaires du secteur du handicap ont été invités par le Ministre de la Famille et de l'Intégration à élaborer des stratégies de reprise contenant entre autres les procédures à respecter par le personnel et les usagers en matière d'hygiène et de sécurité, tout en s'alignant autant que possible aux recommandations émises pour la population générale.

Ces stratégies ont été visées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et par la Direction de la santé. Les gestionnaires sont responsables d'assurer la sécurité et de veiller à ce que les recommandations sanitaires émises par la Direction de la santé soient respectées.

- Chacune des 52 structures d'hébergement pour personnes âgées a pu mettre un local, interne ou externe, à disposition pour organiser des visites.

43 structures d'hébergement pour personnes âgées ont organisé des visites à l'extérieur de l'enceinte, alors que dans 30 structures les visites dans les logements individuels des résidents ont été permises. Des visites ont été aussi organisées à d'autres endroits, tels que la cafétéria, la brasserie/restaurant, un chalet, un « box visiteurs » ou une tente « Poterzelt ».

Dans le secteur du handicap, 28 structures d'hébergement ont organisé des visites dans un local mis à disposition des visiteurs, alors que 43 structures d'hébergement ont organisé des visites à l'extérieur de l'enceinte (dans le jardin, sur la terrasse, dans des tentes ou des bus spécialement aménagés).

Question 2425 (22.06.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **campagne de dépistage de la Covid-19** :

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch:

1. Déi Bréiwer, mat deenen d'Leit invitéiert ginn, sinn a véier Sproochen, firwat net och op Lëtzebuergesch?

2. Déi Leit, déi keen Internetzougang hunn, kréien déi ee Rendez-vous iwwert d'Nummer vun der Hotline?

3. Wat geschitt mam Testmaterial (Stäbercher, Bluttprouwen etc.) no den Tester? Ass sécher gestallt, datt d'ëst direkt zerstéiert gëtt?

4. Ass garantéiert, datt keng aner Tester mat dëse Prelevementer gemaach ginn, zum Beispill DNA-Tester oder Tester op aner Krankheeten asw.?

5. Wéi ginn déi Resultater stockéiert (archivéiert) an dateschutztechnesch behandelt, wien huet an deem Kontext zum Beispill Zougrieff op d'Daten a wien ass autoriséiert, dës och erëm ze zerstéieren?

Réponse commune (22.07.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

D'Invitationsbréiwer fir déi flächendeckend Covid-19-Tester si méttlerweil gekierzt ginn, a si ginn elo a fënnef Sproche verschéckt, dat heescht och op Lëtzebuergesch.

D'Leit oui Internetzougang kënnen effektiv hire Rendez-vous iwwert d'Nummer vun der Large-Scale-Testing-Hotline huelen.

D'Testmaterial gëtt bannent enger Woch zerstéiert, an et ass net virgesinn, fir weider Tester domat ze maache wéi déi, déi fir de PCR-Test erfuerderlech sinn.

D'Resultater ginn, wéi bei der normaler Diagnostik, un d'Inspection sanitaire iwwermëttelt a ginn dateschutzrechtlech geneesou behandelt wéi déi aner diagnostesch Tester.

Question 2426 (22.06.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **chantier sur la N10 entre Marnach et Dasburg** :

D'Aarbechten op der N10 tëscht Maarnach an Doosbuerg lafen elo scho säit enger gudder Zäit. Mir ass an deem Kontext zougedroe ginn, datt et am Kader vun dëser Stroosseenerieuerung zu onglécklechen Emstänn komm ass, déi d'Finaliséiere vun dëser Strooss op eng net akzeptabel Manéier verlängeren. Et wier deemno esou, datt d'Lëtzebuenger Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts) dogéint wier, datt eng Rei Beem missten emgemaach ginn, fir esou kënnen op där Plaz Leitplancken ze installéieren. D'Stroossebauverwaltung (Administration des ponts et chaussées) géif sech aver weigieren, d'N10 fir den Trafick erëm opzemaachen, soulaang op där genannter Plaz keng Leitplancke géife stoen.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir effentlech Aarbechten:

1. Kann den Här Minister déi uewe genannten Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, ass den Här Minister net der Meinung, datt dës fir d'Benutzer vun der N10 inakzeptabel Situatioun elo sou séier wéi méiglech gereegelt misst ginn? Wéi gedenkt den Här Minister elo konkret virzegoen, fir dës Situatioun ze reegelen, an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Reouverture vun der N10 gerechent ginn?

Réponse (13.07.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Am Kader vun der Erneuerung vun der N10 tëschent Maarnach an Doosber sinn zwee Sécherheitsaudite gemaach ginn, an deenen déi absolutt Noutwendegkeet vu Leitplancken op där Streck festgehale ginn ass, fir d'Strooss op där Plaz kënnen esou sécher ewéi méiglech ze maachen. Generell a virun allem am Kader vun der nationaler Strategie „Vision Zéro“ gëtt ëmmer probéiert, déi méiglechste Beschleunigungen ze fannen, fir d'Sécherheet ze garantéieren, soudass de Risiko fir schweier oder souguer déidlech Accidenter ka reduzéiert ginn.

Et gëtt sech ausserdeem un déi däitsch Richtlinie fir d'Ubränge vu Leitplancke (RPS 2012 - Richtlinien für passiven Schutz an Straßen) gehalten. Déi néideg Leitplancke konnte bis elo allerdéngs net konform zu deene Richtlinnen amenagéiert ginn, ouni dass dofir e gréisseren Agréff an d'Ëmwelt erfuerdert gewiescht wär.

D'Situatioun vun 30 Beem, déi nach ewechzemaache gewiescht wären, ass rezent analyséiert ginn an dobäi konnt eng zefriddestellend Lösung fonnt ginn, fir déi schlussendlech just 7 Beem müssen op där Streck ewechkommen, soudass dem Installéiere vun den néidege Leitplancken op där Plaz elo nëischt méi am Wee steet.

No dëse leschten Aarbechte sollt et dann dësen Oktober méiglech sinn, d'N10 fir de Verkéier opzemaachen.

Question 2428 (22.06.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**aide financière pour vélos et pédélec** :

Dans le cadre de son programme de relance économique national « Neistart Lëtzebuerg », le Gouvernement a décidé d'augmenter l'aide financière pour vélos et pédélec de 100 % avec un plafond fixé à 600 euros. Selon mes informations, les personnes morales de droit privé ne peuvent pas profiter de cette aide, elle serait réservée aux seules personnes physiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?

- Pour quelles raisons les sociétés ne sont-elles pas éligibles pour cette aide ?

- Le Gouvernement envisage-t-il d'adapter le régime d'aides en question ?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le régime d'aides financières pour vélos et pédélec, introduit par le règlement grand-ducal du 7 mars 2019 portant introduction d'une

aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂, était dès le départ réservé aux personnes physiques résidant au Grand-Duché, chaque personne physique pouvant demander une seule aide financière en l'espace de cinq ans. Alors que le succès du régime d'aides est incontesté comme en témoignent les quelque 12.000 dossiers de demande introduits depuis mars 2019, les limitations précitées étaient motivées par le souci de prévenir un éventuel risque d'abus des subventions étatiques, sachant que les vélos et pedelecs²⁵ sont des véhicules non soumis à immatriculation dont la revente échappe à tout contrôle.

Dans le cadre du programme de relance « Neistart Lëtzebuerg », les aides précitées ont été doublées pour les vélos et pedelecs²⁵ achetés entre le 11 mai 2020 et le 31 mars 2021, les autres modalités du régime d'aides restant inchangées.

Question 2429 (22.06.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant les pollutions environnementales :

Selon une prise de position récente dans la presse de la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs ASBL, seulement très peu d'auteurs de pollutions environnementales, en l'occurrence de pollutions de cours d'eaux, seraient poursuivis en justice, même dans les cas où les auteurs ont pu être identifiés.

Il va sans dire que l'effet dissuasif des sanctions prévues par la loi est fondamentalement remis en cause si celles-ci ne sont pas appliquées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de la Justice :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ?

- De quelle manière la lutte contre les pollutions des milieux aquatiques et la poursuite des auteurs de celles-ci pourraient-elles être renforcées ?

- Madame la Ministre de l'Environnement est-elle d'avis qu'une augmentation des effectifs de l'Administration de la gestion de l'eau serait de mise et qu'il serait opportun de renforcer les compétences des agents de l'AGE sur le terrain ?

Réponse commune (22.07.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

- Il est vrai que les auteurs des pollutions, même s'ils ont été identifiés, ne sont pour l'instant que rarement poursuivis en justice.

Toutes les affaires relatives aux pollutions d'eau sont traitées par le Parquet de Diekirch et donnent lieu, dans tous les cas, à une réponse judiciaire adéquate.

À l'heure actuelle, des dossiers ayant trait à la pollution des eaux sont pendantes devant les juridictions. Deux dossiers sont actuellement en cours d'instruction et nécessitent des expertises judiciaires. Une autre affaire de pollution des cours d'eau est en voie de citation.

Parmi les dossiers traités par le Ministère public, il existe également des affaires où soit aucun auteur n'a pu être identifié, soit les affaires sont classées par le substitut pour des raisons différentes :

aucune infraction n'a eu lieu ;

le dommage et les intérêts civils sont réglés.

- Tout d'abord, le fait qu'il n'y ait que rarement des poursuites judiciaires n'est pas synonyme - et il est important de le souligner - que l'Administration de la gestion de l'eau ne mette sur le plan administratif et technique tous les efforts possibles en œuvre afin de limiter au maximum les risques pour l'environnement en cas de pollution. Ainsi, en ce qui concerne les pollutions connues (signalées et/ou constatées), des mesures administratives verbales et/ou écrites sont systématiquement prises en fonction et en tenant compte de l'envergure de celles-ci.

Dans le domaine de la gestion de l'eau, ces mesures reposent notamment sur les articles 22, 23 (§ 1^{er} et 5) et 60 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et des articles 7 et 8 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en

ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux.

Ces mesures visent à remédier rapidement à la situation et engendrent souvent des coûts importants pour le pollueur. Ces montants élevés trouvent leurs origines d'un côté dans l'élimination des effets de la pollution et d'un autre côté, dans bon nombre de dossiers, pour se mettre en conformité avec la législation en matière d'eau qui malheureusement fait bien souvent défaut.

Par contre, les poursuites en justice en matière de non-respect de la législation environnementale sont en effet peu fréquentes, même en face d'un nombre sans cesse croissant de pollutions, où pour certaines il ne peut pas être d'office exclu qu'elles aient été causées par des négligences, voire même qu'il y ait eu de la mauvaise foi de la part du pollueur.

Une des raisons en est certainement que l'administration est tenue d'apporter une preuve sans faille et que cette dernière est très compliquée, voire quasiment impossible à produire en matière de pollution, selon les exigences des tribunaux en droit environnemental. L'article 61 paragraphe 1, lettre a) de la loi du 19 décembre 2008 précitée dispose (depuis la modification législative du 20 juillet 2017) :

« Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 euros à 750.000 euros ou d'une de ces peines seulement quiconque, par infraction à l'article 22, altère les conditions physiques, chimiques ou biologiques des eaux de surface et souterraines. »

Or, s'il est plutôt aisé de démontrer qu'il y a eu une construction illicite, il en va différemment en matière d'établissement de preuve d'une altération des masses d'eau.

Il est dans ce contexte primordial que des preuves soient prises en temps utile, de manière recevable, aux bons endroits et en nombre suffisant, pour mettre clairement et indéniablement en évidence qu'il y a eu une altération des eaux et surtout quelle en est l'origine à la base ayant ainsi un impact sur la faune et la flore.

Ces démarches présupposent bien entendu, en tout état de cause, que les pollutions soient signalées sans retard par le pollueur, ce qui n'est malheureusement pas souvent le cas.

Les pollutions nécessitent toujours un suivi adéquat, conséquent et structuré par des experts en la matière pour permettre de les endiguer et faire en sorte que le parquet dispose d'un dossier le mettant en mesure de poursuivre s'il le juge opportun.

À noter à cet égard que jusqu'en 2018, les agents de la Police grand-ducale rédigeaient les rapports initiaux à l'attention du parquet, du fait qu'aucun fonctionnaire de l'Administration de la gestion de l'eau n'était assermenté en tant qu'officier de police judiciaire. Or, face à la complexité et à la technicité inhérente de la plupart des affaires de pollution, il est devenu clair au fil du temps que leur traitement doit être directement assuré par des experts en la matière, ayant des formations scientifiques spécifiques leur permettant d'assurer les investigations et autres démarches requises pour contrôler la situation.

En 2018, les premières démarches ont donc été initiées pour assurer une prise en charge plus adéquate des pollutions par des agents mieux outillés pour rédiger les rapports au parquet. Dix fonctionnaires de l'Administration de la gestion de l'eau ont été assermentés en qualité d'officiers de police judiciaire chargés de la recherche et constatation des infractions conformément à l'article 58 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, qui depuis la modification législative en 2017 prévoit un cercle augmenté de fonctionnaires susceptibles de revêtir des fonctions de police judiciaire.

Ceci permet donc que des experts soient dorénavant en charge de la transmission des dossiers au parquet et du suivi de ceux-ci.

- Les procès-verbaux sont dressés soit par les agents de police des commissariats locaux, soit par le Service régional de polices spéciales (SRPS). Afin de garantir au mieux la lutte contre la pollution des cours d'eau, le SRPS nécessiterait un renforcement de son effectif.

En outre, parmi les membres de l'Administration de la gestion de l'eau, qui dressent des rapports techniques et fournissent également une expertise dans les dossiers traités par le SRPS, très peu ont la qualité d'OPI (officier de police judiciaire), ceci en raison des limitations découlant de l'article 58 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, et sont dès lors autorisés à procéder à des enquêtes et dresser des procès-verbaux sur les constatations effectuées.

Actuellement, le Gouvernement est en train d'analyser des pistes envisageables, susceptibles d'améliorer la lutte contre les pollutions.

- Une augmentation des postes à disposition de l'Administration de la gestion de l'eau, permettant de remplacer, voire de recruter des agents spécifiquement formés à assurer les contrôles sur le terrain aiderait certainement à ce que les poursuites pénales soient facilitées là où elles s'imposeraient.

Question 2430 (22.06.2020) de Mme Diane Aehm (CSV) concernant le plan « Restart Sports » :

Ufank Juni huet de Sportsministère de Plang „Restart Sports“ virgestallt, fir d'Sportsfederatiounen an d'Veräiner no der Covid-19-Kris ze ënnerstëtzen. D'Sportsveräiner, déi bei enger Federatioun affiliéiert sinn, kënnen eng Demande maache fir eng Ennerstëtzung fir Manifestatiounen, déi ausfallen am Kader vun der Pandemie a wouduerch se evidenterweis maner Recetten hunn. Fir dës Ennerstëtzung vu maximal 3.000 € ze kréien, mussen d'Veräiner ënner anerem hir Bilane vun de leschte fënnf Joer areechen.

An deem Kontext wëilt ech folgend Froen un den Här Sportsminister stellen:

1. Wat geschitt mat den Donnéeën, déi d'Veräiner areechen, nodeems si eng Ennerstëtzung accordéiert oder refuséiert kréien?

2. Sinn d'Donnéeën fir den exklusive Gebrauch vum Sportsministère oder besteet en Austausch mat aneren Administratiounen? Wa jo, wéi engen an zu wéi engen Zwecker?

3. Wëssend, datt ganz vill Veräiner momentan finanziell struewelen, wéini gedenkt de Ministère all dës Hëllef auszebezuelen? Direkt, wann d'Demande accordéiert gëtt oder réischt nom Oflaf vun der Deadline, fir eng Hëllef unzefroen, den 31. Dezember 2020?

Réponse (23.07.2020) de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

Op d'Froe vun der honorabeler Deputéierter Diane Aehm zu de finanziellen Hëllef fir d'Sportsveräiner am Kontext vum Plang „Restart Sports“ ass ze bemierken, datt dës Hëllef direkt ausbezuelen ginn, wann eng Demande iwwerpréift an dann accordéiert ginn ass. Dëst ass also och virum 31. Dezember 2020 de Fall.

D'Donnéeën, déi d'Sportsveräiner areechen, en vue vun enger eventueller finanzieller Hëllef am Kader vun dësem Plang, am Kontext vun der Ennerstëtzung fir international Manifestatiounen, déi ausgefall sinn an déi si zanter fënnf Joer organiséiert hunn, sinn exklusiv fir de Gebrauch vum Sportsministère.

Et bleift ze bemierken, datt do och just de Bilan vun dësen Evenementer gefrot gëtt. Gemäass der üblicher Praxis am Beräich vun der Kontabilität ginn dës Dokumenter, souwéi och iwwerregens aner Dokumenter an deem Kontext, zéng Joer gehalen.

Question 2431 (22.06.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les remboursements par la CNS :

Sëllegen Assuréeën am Land bekloe sech aktuell doriwwer, datt si Problemer hunn, fir Dokteschrechnungen an den normalen Delaie vun der Gesondheetskeess rembourséiert ze kréien. Bis virum der Covid-19-Kris war et och esou, datt Leit, speziell wann et sech ëm méi deck Rechnungen gehandelt huet, direkt an e Guichet vun enger vun den CNS-Filialen am Land konnte goen, fir hir Sue quasi direkt erëmzekeréien. De Moment fonctionnéiert dëse System awer net méi. Zum Beispill sinn d'Guichete vun der lokaler Diddelenger Gesondheetskeess nach ëmmer zou. Betroffener, déi doropshin zu Esch/Uelzecht bei der CNS nogefrot hunn a mat hirem Rechnungsbeleg hir Suen zrëckgefrot hunn, si vum Personal opgefuerdert ginn, fir hir Rechnungen un d'CNS ze schécken, fir normal rembourséiert ze ginn. Mir ass awer zougedroe ginn, datt d'Remboursementer vill méi laang op sech waarde loosse wéi soss, wat fir eng ganz Partie Leit e gréissere Problem duerstelt, zemoos och fir eeler Leit a jonk Familjen.

An deem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

1. Wéi vill méi laang dauert et de Moment, bis een Assuré vun der CNS seng Suen iwwerwise kritt, nodeems en d'Rechnung bei der Gesondheetskeess ageschéckt huet?

2. Wat sinn d'Ursachen, datt et de Moment méi laang dauert, bis d'Assurée vun der CNS rembourséiert ginn?

3. Wéini maachen alleguerten d'CNS-Filialen uechtert d'Land nees normal op, datt d'Leit hir Operatiounen am Guichet kënnen maachen?

Réponse (21.07.2020) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

D'Dauer fir déi international Remboursementer louch am Mount Mäerz bei dräi Méint a gouf am Mount Juli op zwee bis dräi Deeg reduzéiert.

Fir déi national Remboursementer louch den Traitement vun de Rechnunge bei der Gesondheetskeess (CNS) bei 7,3 Deeg. Zu deem Zäitpunkt goufen awer ongeféier 90.000 Rechnungen traitéiert. No enger interner Reorganisatioun an duerch nei organisatoresch Mesuren, bedéngt duerch d'Pandemie Covid-19, gouf den Delai op 0 Deeg reduzéiert. Dëst goung virun allem och duerch d'Hëllef vun den Agencen, déi eng Rei vun hire Gestioniären zur Verfügung gestallt hunn, fir déi Delaieen ze reduzéieren.

Zënter dem 8. Juni 2020 constatéiert d'CNS eng licht Augmentatioun vun den Delaieen. Hei ass den Detail dozou:

- 8 Juni 2020: 1,5 Deeg

- 15. Juni 2020: 2,1 Deeg

- 22. Juni 2020: 2,4 Deeg

- 29. Juni 2020: 3,4 Deeg.

Zu dësen Delaie muss een ëmmer nach maximum dräi Deeg derbärechnen vun deem Moment un, wou den Assuré d'Rechnung mat der Post fortschéckt a bis se am kompetente Service op der CNS ukënnt. Da kommen och nach eng Kéier maximum dräi Deeg derbäi vun deem Moment un, wou d'CNS de Montant liquidiéiert a bis de Montant um Kont vum Assuré ukënnt.

Unhand vun dësen Informatiounen kann een also keng exzessiv Retarde feststellen, wat déi eenzel national an international Remboursementer ueget, et sief dann eenzel Fäll, wou den Traitement méi laang dauert, well den Dossier net komplett ass oder en anere Problem besteet. Et sief och nach ze bemierken, datt de Montant vun enger Rechnung keen Impakt huet op d'Dauer vum Traitement vun enger Rechnung.

D'Keesse vum Secteur public hu guer kee Retard aktuell.

Zënter Ufank Juni hunn d'Dokteren an déi aner Prestataire aus dem Gesondheetssektor hir normal Aktivitéit erëm opgeholl. D'Remboursementer vun de Shecke si just méiglech gewiescht fir déi Leit, déi e Rendez-vous an enger Agence geholl hunn. Déi aner Demandé goufen alleguer vum Departement „Prestatiounen en nature“ vun der CNS traitéiert oui eng Erhéijung vum Personal.

Déi Haaptagencë vun der CNS ware während dem Confinement op Rendez-vous op. Zënter dem 29. Juni 2020 sinn d'Agencen zu Lëtzebuerg-Hollerech, Lëtzebuerg-Staat, Diddeleng, Miersch, Déifferdeng an Ettelbréck erëm op op Rendez-vous zu den normalen Öffnungszäiten.

Zënter dem 6. Juli 2020 gëllt dëst och fir déi nei Agence zu Esch/Uelzecht an zënter dem 13. Juli 2020 fir d'Agence zu Wolz. Déi nei Agence zu Mondorf-les-Bains funktionéiert och zënter dem 20. Juli 2020 op Rendez-vous.

D'Agencen zu Gréivemaacher, Rémeleng, Dikrech, Réiden, Maarnesch, Beetebuerg an lechternach sinn ab September erëm accessibel fir de Public op Rendez-vous.

Question 2434 (24.06.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les traces de Covid-19 détectées dans des stations d'épuration :

Laut däitsche Medien ass de Coronavirus an Italien schonns méi laang aktiv, ewéi bis elo ugeholl gouf. Am Dezember 2019 goufen zu Mailand an zu Turin geneetesche Spuere vun Erreeger Covid-19 am Agank vun de Kläranlagen am Waasser nogewisen, dëst vum italienesche Gesondheetsinstitut ISS. Spéider konnten och aner Géigenden, ewéi Bologna, den Erreeger am Agank vun de Kläranlagen nowiesen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltministesch:

1. Ginn zu Lëtzebuerg och - am Agank ewéi och am Ausgang vun de Kläranlagen - Waasserprouwe geholl am Hibleck op méiglech Krankheetserreger?

2. Wa jo, ginn et festgeluechte Krittären am Hibleck op d'Heefegkeet an op d'Aart a Weis, wéi dës Prouwen ze huele sinn? Wa jo, wéi gesinn dës Krittären aus a wat fir eng Resultater weise si op?

3. Gëtt et eng Oplëschtung, wat fir eng Erreeger, egal vu wéi enger Aart, virum Klärprozess am Waasser vun de jeeweilege Kläranlagen nogewise kënnen ginn a wéi eng Aart Erreeger nom Klärprozess kënnen nogewise ginn? Kann een dorausser [ok LOD] Konklusiounen zéien a wéi gesinn dës aus?

4. Goufen och scho virum Feststelle vum Coronavirus Prouwen aus dem Ofwaasser vun eenzele Kläranlage geholl am Bezuch op den Erreeger Sars-CoV-2? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech dorausser erginn?

5. Goufen duerno - d. h. ab Mäerz 2020 - och nach Prouwen aus de Kläranlage geholl am Bezuch op den Erreeger Sars-CoV-2? Wa jo, wéi eng Erkenntnisser hu sech dorausser erginn?

An Italien goufen dës geneetesche Spueren am Agank vun de Kläranlage festgestallt, duerfir dës zousätzlech Froen:

6. Am Fall, wou esou Spuere vun deem Erreeger Sars-CoV-2 am Agank bei de Kläranlage festgestallt ginn: Wéi ka séchergestallt ginn, datt dësen Erreeger nom Klärprozess eliminiert ass?

7. Ginn et Etüden oder Erkenntnisser, awéiwäit de Sars-CoV-2-Erreeger och nom Klärprozess nach kéint eis Gesondheet beaflossen?

Réponse commune (31.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Et gëtt aktuell keng lëtzebuergesch oder europäesch Reglementatioun en vigueur, déi ee Suivi vu Viren oder aneren infektiöse Mikroorganismen am Ofwaasser virgesäit. Déi europäesch Direktiv 91/271/CEE („relative aux eaux urbaines résiduaires“; transposition nationale : Règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, Mémorial A n° 48 de 1994) verlaangt kee Suivi vu Mikroorganismen oder Viren an den Ausleef vun de Kläranlagen. Déi Europäesch Kommissioun ass aktuell amgaangen ze investigéieren, ob et Méiglechkeete kéinte ginn, fir eng Weiderbenotzung vu behandeltm Ofwaasser fir d'Irrigatioun oder d'Recharge vun de Grondgewässer ze envisagéieren. Et gëtt en EU-Reglement (règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 2020 relatif aux exigences minimales applicables à la réutilisation de l'eau) dat virschléit, fir ee viralen Indikator mat an d'Reglementatioun anzubringen, wa gekläerten Ofwaasser fir d'Agrikultur oder d'Grondwaasserreserven-Opstockung benotzt géif ginn. Kuerzfristeg ass awer keng esou Applikatioun zu Lëtzebuerg geplangt.

ad 2. Wéi an der Äntwert op déi éischt Fro prezisiéiert, gëtt et keng Obligatioun fir ee Suivi vu pathogene Viren an de gekläerten Ofwässer ze maachen, oder op de Kläranlage selwer. Wann awer gekläerten Ofwaasser géif erëm benotzt ginn, z. B. an der Agrikultur oder fir d'Grondwaasserreserven, da wier eng konkret Reglementatioun vum Suivi fir Bakterien- a Virenindikatoren ganz pertinent (z. B. Bakteriophagen als Fekal-Pollution-Indikator, déi de Mënsch net kënnen infizéieren, nëmme spezifesch Bakterien). Wat d'Frequenz, d'Analyseprozeduren oder d'Surveillance vun deene verschiddene mikrobiologeschen Indikatoren betrëfft, do ginn et nach keng konkret Propose säitens dem Europäesche Parlament an dem Europäesche Conseil.

ad 3. Obschonns et aktuell keng offiziell Reglementatioun gi wat d'Ofwaasserqualitéit hiisichtlech enger bakterieller oder viraler Kontaminatioun uegt, sinn awer fir Fuerschungszwecker, z. B. beim Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), reegelméisseg d'Presenz a Prevalenz vu pathogenen Bakterien a Viren an de Kläranlagen zu Lëtzebuerg determinéiert ginn. An den Aleef an Ausleef vun de geteste Kläranlage sinn och Krankheetserreeger aus dem Mo- an Daarmtrakt (z. B. Norovirus). Op Fuerschungsbasis ass zudeems och de Campylobacter (Haapterreeger vu Gastro-Enteriten duerch Bakterien) am Zoulaaf an Auslaaf vun de Kläranlage reegelméisseg fonnt ginn.

D'Traitement an de Kläranlage vu Lëtzebuerg erlaben et, dass grondsätzlech ee groussen Deel vun dese Mikroorganismen kënnen ofgebaut ginn. Allerdéngs ass de Prozess net ëmmer ganz effikass, esou dass verschidde Krankheetserreeger weiderhi kënnen an de Baachen a Flëss fonnt ginn.

Et ass wichteg ze notéieren, dass d'Viren, déi nom Klärprozess detektéiert ginn, déi sinn, déi am meeschte resistent sinn („virus non enveloppés“), dat heescht resistent géint generell Ëmweltbeaflossung wéi zum Beispill déi natierlech UV-Strahlung vun der Sonn, d'Temperatur oder aner biologesch-physikalesch-chemesch Prozesser an der Kläranlag an och an de Baachen a Flëss (Uewerflächegewässer). De Sars-CoV-2 ass allerdéngs en enveloppiéierte Virus,

an ass doduerch et vill méi sensibel fir Desinfektions- oder Ofwaasserrengungsprozesser. De Sars-CoV-2 gëtt och doduerch relativ séier am Ofwaasser oder Uewerflächegewässer inaktivéiert, esou wéi dat och an deenen nächste Froe prezisiéiert gëtt.

ad 4. Ofwässer vun de Kläranlagen vu Schëffleng a Péiteng si reegelméisseg tëschent Abrëll 2019 a Mäerz 2020 analyséiert ginn, am Kader vun engem Fuerschungsprojet beim LIST fir d'Detektioun op enteresch Viren. Eng Partie vun dësen Echantillone goufe benotzt, fir de Sars-CoV-2 retrospektiv vun Oktober 2019 bis Mäerz 2020 zréckzeverfolgen. D'Presenz vum Sars-CoV-2-RNA gouf dann och ab dem 24. Februar 2020 am Ofwaasser op de Kläranlage konfirméiert. All d'Prouwe virun deem Datum waren negativ. D'Detektiounsmethod verleeft iwwert de Genom (-RNA) vum Virus. Am Prinzip ass de Sars-CoV-2 relativ séier net méi aktiv an infektiös am Ofwaasser an och duerno an den Uewerflächegewässer.

ad 5. Vum Mount Mäerz bis uganks Mee waren all d'Prouwen, vu bis dohi maximal fënnf Kläranlagen, déi getest groufen, positiv. Déi gréisst Konzentratione si vun Enn Mäerz bis Ufank Abrëll gemooss ginn, do wou och an der Populatioun vu Lëtzebuerg de „pic endémique“ am héchste war. Vu Mëtt Mee bis Mëtt Juni waren d'Spuere vum Virus komplett oder quasi net méi detektabel op de Kläranlagen. Ab der leschter Juniwoch sinn awer erëm Sars-CoV-2-Signaler an d'Presenz als positiv observéiert ginn. Et ginn elo och a bis zu eelef Kläranlagen all Woch Prouwe geholl an analyséiert.

ad 6. Eng Analys vun de gekläerten Ofwässer, spréich dem Auslaaf aus deene verschiddene Statiounen ass op zirka 15 Echantillone gemaach ginn. All dës Prouwe waren negativ op de Sars-CoV-2-RNA, wou déi selwecht Methode wéi fir den Alaf vun de Kläranlage benotzt goufen. D'Observatiounen an d'Resultater konfirméieren deementspreechend dann och eng effizient Eliminatioun an Degradatioun vum Virus spéitstens duerch de Klärprozess.

ad 7. Et gëtt aktuell keng Etüd déi konfirméiert, dass de Sars-CoV-2 iwwert de Waasserzyklus verbreet kéint ginn. An der wëssenschaftlecher Kommunikatioun ass d'Waasser generell (Ofwaasser, Drénkwaasser, Uewerflächegewässer, Miereswaasser etc.) net als Sars-CoV-2-Iwwerdroer an Transmissiounsfaktor consideréiert. Et gëtt kee bekannte Fall vun enger Infektioun no Kontakt mat kontaminéiertem Waasser. D'Transmissioun vum Sars-CoV-2 an d'Infektioun mam Virus geschéie ganz gréisstendeels iwwert d'Tröpfcheninfektioun.

Question 2436 (25.06.2020) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant les **activités des centres médico-sportifs dans le cadre de la pandémie du coronavirus** :

En date du 23 mars 2020, les activités des centres médico-sportifs furent suspendues suite aux mesures prises par le Conseil de Gouvernement pour faire face à la propagation du coronavirus et dans un souci de protection de la santé publique.

Il nous revient maintenant que quatre centres médico-sportifs vont ouvrir pendant les mois d'été, afin de permettre aux sportifs de passer des examens, surtout aux premiers licenciés. Il s'agit des centres médico-sportifs INS, Esch, Grevenmacher et Mersch.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- Monsieur le Ministre, dispose-t-il d'un calendrier de réouverture des autres centres médico-sportifs du pays? Dans l'affirmative, quelles sont les dates de réouverture ?

- Monsieur le Ministre, quel avenir voit-il pour les centres médico-sportifs au Luxembourg? Existe-t-il l'intention de les réformer? Dans l'affirmative, quelles réformes sont en préparation ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Comme énoncé dans ma réponse à la question parlementaire n° 2404, je peux confirmer aux honorables Députés que les activités des centres médico-sportifs ont repris depuis le 13 juillet 2020 et ce de façon regroupée dans quatre centres régionaux et deux cabinets médicaux.

Mes services sont actuellement en train d'analyser la réouverture d'autres centres médico-sportifs avec effet au 14 septembre 2020 en concertation étroite avec les propriétaires des lieux, et en fonction de la disponibilité du per-

sonnel des centres médico-sportifs qui se compose de médecins indépendants agréés, d'assistants et de secrétaires, voire de personnes chargées de la surveillance et de l'entretien des locaux, et ce dans le respect des conditions sanitaires et sécuritaires imposées par les circonstances actuelles.

Conformément au programme gouvernemental, l'effectif, les moyens et le fonctionnement du contrôle médico-sportif sont actuellement évalués en étroite concertation avec la Société luxembourgeoise de médecine du sport pour garantir un fonctionnement viable et efficace des centres médico-sportifs. Une première piste sera certainement la refonte de l'application informatique du médico-sportif, en collaboration avec le CTIE, dont les travaux sont en cours.

Question 2437 (25.06.2020) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** (DP) concernant les **mesures de précaution pour l'utilisation de l'eau** :

Als Konsequenz vum Klimawandel erliewe mer och zu Lëtzebuerg, dass et ëmmer méi dacks zu laangen Drécheperiode kënn an d'Waasserreserven ëmmer méi enner Drock geroden. Sou huet den Ëmweltministère dës Joer op en Neits d'Bevëlkerung opgeruff, spuersam mam Drénkwaasser ëmzegen.

Zënter 2003 gëtt et eng Ënnerstützung fir Privatleit, déi eng Anlag, fir Reewaasser opzefänken, bei sech doheim installéieren a sou Drénkwaasser spueren.

Den Aktiounsplang zur Upassung un de Klimawandel recomandéiert iwwerdeems, och effentlech Campagne fir d'Bierger a puncto Waasserspueren ze sensibiliséieren.

An deem Kader wéilt mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung folgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, eng flächendeckend Installatioun aus dem Joer 2003 ze iwwerschaffen an och d'Effentlechkeet iwwert dës Hëllef geziilt ze informéieren?

2. Wa jo, gesäit d'Madamm Ministesch vir, déi genannte Subventioun aus dem Joer 2003 ze iwwerschaffen an och d'Effentlechkeet iwwert dës Hëllef geziilt ze informéieren?

3. Wéi vill Demandé goufen an de leschte fënnf Joer fir dës Aide eragereecht? Wéi vill goufen der accordéiert?

4. Vu dass d'Waasserwirtschaftsamt dervun ausgeet, dass et 2020 zu Enkpäss kéint kommen, well vill Leit warscheinlech Vakanz heeheim maachen, ass eng Sensibiliséierungscampagne a Saache Waasserspueren fir dës Joer geplangt?

5. Wann net, fir wéini ass déi éischt Sensibiliséierungscampagne an deem Sënn virgesinn?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'Notze vu Reewaasser fir bestëmmten Zwecker am Haushalt, wéi zum Beispill d'Benotzung vun Toiletten, d'Nätze vum Gaart oder d'Botzen, kann derzou bäidroen, fir de Verbrauch vum Krunnewaasser ze reduzéieren. Reewaasser soll awer net fir ze drénken, ze kachen oder fir Soins corporels benotzt ginn, well hei gesondheetlech Risike bestinn.

D'Notze vu Reewaasser ass ee Bestanddeel fir d'Preventioun vun zukünftege Penurië vun den nationale Waasserressourcen. D'Regierung ass amgaang, eng Spuerstrategie op nationalem Niveau auszeschaffen, mat enger ganzer Rei vun anere Spuerméiglechkeeten, déi et um Niveau vum Haushalt, mee och um Niveau vum Betriber, der landwirtschaftlecher Notzung oder och vun den Drénkwaasserversuerger gëtt.

D'Ofsicherung vun der Versuergungssecherheet vum Drénkwaasser hänkt awer och vum Schutz vun de besteende Ressourcen duerch Schutzzonen an och vun der Disponibilitéit vun neie Ressourcen of.

ad 2. En Iwwerschaffe vun de Subventiounen mécht nëmmen am Kader vun der Ausschaffung vun der nationaler Spuerstrategie Sënn. Soubal dës Strategie mat de méigleche Spuermoosname finaliséiert ass, gëtt och de Reimm vun de Subventiounen iwwerschafft.

ad 3. Den Tableau ënnert deemem Text resuméiert d'Demanden, an accordéiert d'Demande konform zum Règlement grand-ducal du 14 mai 2003 concernant l'allocation d'une aide budgétaire aux particuliers pour la mise en place d'une installation de collecte des eaux de pluie.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Demandé sinn un d'Waasserverwaltung ze stellen. Am Kader vun deem groussherzogleche Règlement, kënnen bis zu 25 % vun den Investitionskäschte mat engem maximale Plaffong vun 1.000 EUR fir eng Anlag, déi Reewaasser sammelt an e Logement speist, finanzéiert ginn.

ad 4. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an d'Waasserverwaltung hunn de 15. Juni 2020 kommunizéiert, fir d'Populatioun ze sensibiliséieren, spuersam mat dem Verbrauch vum Krunnewaasser ëmzegen. Dës Sensibilisatioun ass en Deel vun enger Informationsstrategie. Opgrond vun der Entwécklung vun de Verbraucherzuele gëtt gemeinsam mat den Drénkwaasserversuerger decidéiert, fir eng Phase de vigilance auszerufen, respektiv obligatoresch Moosnamen iwwert de Wee vu Gemengereglementer ze huelen (Phase orange, Phase rouge). Dës ass awer am Moment opgrond vun den aktuellen Zuelen net noutwendeg.

ad 5. /

Question 2438 (25.06.2020) de **M. Marc Goergen** (Pirates) concernant les **transports d'animaux durant la canicule** :

A menger parlamentarescher Fro N° 0841 hat ech de Landwirtschaftsminister gefrot, wat während der Hëtztwell de leschte Summer am Beräich vun den Déierentransporter ënnerholl gouf. D'EU-Reglement 1/2005 gesäit jo verschidde Konditiounen fir Déierentransporter vir an och, wéi dës organiséiert musse sinn, fir d'Wuel vun den Déieren ze garantéieren.

A senger Äntwert hat de Minister geschriwwen:

„Wat elo déi auslännesch Transporter betrëfft, déi am Transit duerch eist Land fueren, ginn dës Kontrolle vun der Douane respektiv der Police duerchgefouert. Et handelt sech hei ëm Routineskontrollen, déi bei Camionen duerchgefouert ginn, oder spezifesch Kontrollen, déi sech op Déierentransporter konzentréieren.“

Wat elo déi lescht Woch mat héijen Temperature betrëfft, si keng spezifesch Kontrollen duerchgefouert ginn an et si bei den normale Kontrolle keng schwéierwiegend Mängel opgefall.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Landwirtschaftsminister, dem Här Minister fir Mobilitéit an der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrolle goufen an de Summerméint 2019 vun der Police, der Douane an der Veterinärsinspektioun am Beräich vun den Déierentransporter duerchgefouert?

2. Eist Déiereschutzgesetz gesäit a sengem Artikel 17 (2) Punkt 4 eng Strof vun 251 bis 200.000 Euro an/oder aacht Deeg bis dräi Joer Prisong vir fir déijéineg, déi bei engem Déierentransport d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déiere mësuechten. Géint wéi vill Persounen a Societäten ass dës Strof insgesamt schonns ausgesprach ginn?

3. Mam Summerufank stinn déi nächst Hëtztwelle sécherlech virun der Dier. Wéi eng Mesurë wäert de Landwirtschaftsminister ënnerhuelen, fir datt d'Temperaturen an den Déierentransporter fir d'Déieren agreabel bleiwen, wa se vun, op oder duerch Lëtzebuerg fueren?

4. Ass geplangt, erëm Restriktionen bei den Déierentransporter anzeféieren, falls d'Temperature méi wéi 35 Grad errechen? Falls jo, wat genee ass geplangt?

5. A senger Äntwert hat de Minister iwwerdeems geschriwwen:

„Wat d'Transporter am Transit betrëfft, ass et ganz schwéier, déi ze verbidden, aus deem Grund, well mir keng Opfänkstrukturen, sougenannt Points d'arrêt, hei zu Lëtzebuerg hunn, wou déi Déiere kënnen ofgelueden a mat Fudder a Waasser versuergt ginn.“

Ugesiichts, datt d'Regierung ëmmer erëm betount, sech fir ee staarken Déiereschutz anzusetzen, an dem Fakt, dass vill Camionen weinst dem Tanktourismus de Wee iwwer Lëtzebuerg fueren:

5. 1. Firwat existéiert zum aktuellen Zäitpunkt nach keng esou Opfänkstruktur op eisem Territoire?

5. 2. Wat wär de Käschtepunkt, fir esou eng Opfänkstrukturen ze installéieren?

5. 3. Wäert d'Regierung esou Opfänkstatiounen zu Lëtzebuerg opriichten oder opriichte loosse?

6. Wäert Regierung sech um europäeschen Niveau derfir asetzen, fir eng Maximaldistanz fir Déierentransporter anzeféieren?

Réponse commune (03.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

ad 1. Vum Juni bis August 2019 sinn 22 Laangzäitdéierentransporter aus Lëtzebuerg rausgaangen. All Transport ass no de Bestëmmunge vum Reglement (CE) 1/2005 kontrolléiert a geneemt ginn.

Während de Summerméint 2019 ass just ee Laangzäitdéierentransport aus Frankräich a Lëtzebuerg erakomm. Wéi am Reglement virgesinn, ass eng Kontroll vum Bien-être animal à destination gemaach ginn.

Am Transit waren et am Ganze véier Déierentransporter, déi duerch Lëtzebuerg gefuer sinn.

D'Police hat zwou Interventiounen am Beräich vun den Déierentransporten, déi allkéiers op en Appell stattfonnt hunn. Heibäi huet et sech allkéiers ëm Camion gehandelt, déi Déieren transportéiert hunn an an der praller Sonn stationéiert waren. An deenen zwee Fäll konnt awer kee Verstouss festgestallt ginn.

D'Douane huet dräi Kontrollen durchgeführt. Während dësse Kontrolle goufe keng Infiraktiounen festgestallt.

ad 2. Am Kader vum Artikel 17 (2) vum Déierschutzgesetz vum 2018 gesäit de Punkt 4 eng Strof vun 251 bis 200.000 Euro an/oder aacht Deeg bis dräi Joer Prision vir fir déijéineg, déi bei engem Déierentransport d'Sécherheet an d'Wuelbefanne vun den Déiere mëssuechten. Am Laf vum Joer 2019 huet d'Stater Bezirksgericht keng Verurteilung ausgesprochen. Dëst géllt och fir d'Dikrecher Bezirksgericht.

Des Weideren informéieren d'Parquete Lëtzebuerg an Dikrech, dass säit dem Joer 2004 kee Protokoll ausgeschriwwen ginn ass.

ad 3. Am europäesche Reglement N° 1/2005 iwwert d'Protektioun vun den Déiere während dem Transport an den Operationsannexen ass geregelt, ënner wat fir enge Konditiounen d'Déierentransporter daerfen ausgefouert ginn, ënner anerem och de Volet héich Temperatur. Dës Bestëmmunge mussen erfüllt sinn, fir datt eng Autorisatioun fir den Transport ausgestallt ka ginn.

ad 4. Sou wéi déi Jore virdru gi keng Laangzäittransporter an d'Türkei wéinst den héijen Temperaturen an de laange Waardezäiten op der Grenz während de Summerméint autoriséiert.

ad 5. 1. An esou engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, wou d'Transporter aus deenen anere Länner just den Transit ouni gréisser Paus maachen, an dat och nach nëmme a gerenger Unzuel, besteet keng reell Nofro no sou enge Strukturen, déi iwwerdeems och nach a privater an net a staatlecher Hand sinn.

ad 5. 2. Vu datt déi Opfänkstrukturen am Ausland privat sinn, ass et um Bedriewer vun deene Strukturen, d'Gestioun esou ze organiséieren, dass d'Onkäschte gedeckt sinn.

ad 5. 3. Eng staatlech Opfänkstatioun ass zum haitegen Zäitpunkt net virgesinn.

ad 6. Lëtzebuerg huet sech bis elo an deene verschiddene Gremien an haaptsächlech um Niveau vum Agrarconseil zu Bréissel derfir agesat, dass d'Maximaldauer vum Transport vun Déieren an d'Schluechthaus soll op aacht Stonne limitéiert ginn. Bis elo huet sech awer ni eng Majoritéit vu Memberlänner fonnt, déi fir esou eng Limitatioun stëmme géifen. Et sinn haaptsächlech grouss Länner oder Länner, déi vill op den Export vu liewegen Déieren ugewise sinn, déi net bereet sinn, mat op dee Wee ze goen.

Question 2439 (25.06.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Haldorf** (CSV) concernant **les problèmes de livraison de différents vaccins** :

Eisen Informatiounen no gëtt et momentan e Problem bei der Versuergung mat Impfstoffen am Grand-Duché, virun allem am Beräich vun der Pädiatrie. Säit längerer Zäit hunn d'Kannerdokteren uechtert d'Land Schwieeregkeeten, fir

mat Impfstoffen beliwwert ze ginn, wat zur Konsequenz huet, datt verschidde Kanner ze spéit hir Impfung kréien. Ufank Mäerz sollt eng Reunioun tëscht de Kannerdokteren a Vertreder aus dem Gesondheitsministère sinn, déi awer aus verständleche Grënn huet missen ofgesot ginn.

Anerersäits wier et awer méiglech, Impfstoffen, mat deenen d'Kannerdokteren net beliwwert ginn, an der Apdik ze kafen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Gesondheitsministesch stellen:

1. Kann d'Ministesch confirméieren, datt et Enkpass bei den Impfstoffen gëtt?

2. Wa jo, wourop ass dat zréckzeféieren?

3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt et an Zukunft net méi zu esou Enkpass kënn?

4. Kann d'Ministesch confirméieren, datt ee verschidde Vaccinen an der Apdik ze kafe kritt, obwuel d'Kannerdokteren net domat beliwwert ginn?

5. Wa jo, wéi ass dat ze erklären?

6. Ass geplangt, déi Reunioun mat de Kannerdokteren nozehuelen, déi wéinst der Pandemie ausfallt?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Den Enkpass, dee bei verschiddenen Impfstoffen virläit, ass op d'sanitär Kris zréckzeféieren, déi zu engem Retard bei de Verhandlungen mat verschiddenen Impfproduzenten gefouert huet. Dëst hat als Konsequenz, dass d'Reserv, déi d'Direction de la santé vorsiichtshalber Enn 2019 ugeluecht hat, fréizäiteg opgebraucht ginn ass. Dës Reserv war speziell ugeluecht ginn, fir den Iwwergang sécherzestellen tëscht de Marchés publics, déi Enn 2019 ofgelaf sinn, an den neie Marché, déi am éischten Trimester 2020 hätte missen a Kraaft trieden.

Fir dës Émstänn an Zukunft ze verhënnern, ass an den neie Marché eng maximal Dauer vu bis zu véier Joer virgesinn. Doriwwer eraus beinhalten déi nei Marché verschiddene Approvisionnementen garantiéiert fir Lëtzebuerg.

Fir trotz dëser Situatioun weiderhin den Accès zum Impfstoff RotaTeq® géint d'Gastroenterite ze garantéieren, ass derfir gesuergt ginn, dass dësen Impfstoff während der Phas vum 1. Juli bis den 30. September op Verschreibung an den Apdikten erhältlech ass.

D'Reunioun tëscht der Direction de la santé an de Kannerdokteren huet den 2. Juli stattfonnt.

Question 2442 (25.06.2020) de **MM. Roy Reding** et **Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **le recrutement dans la magistrature** :

An engem gemeinsamer Sëtzung vun de Chamberskommissionne vun der Justiz an der bannenzeger Sécherheet um 24. Juni 2020 huet d'Madamm Justizminister Tanson op déi aktuell Rekrutementsproblemer bei der Justiz opmierksam gemaach. Si huet gemengt, datt een eventuell och misst, wéi bei der Police, d'Konditiounen fir den Accès an d'Justiz iwwerdenken.

An deem Kontext wéilt mir der Madamm Justizminister gäre folgend Froen stellen:

1. Wéi hu sech d'Konditiounen fir den Accès an d'Magistratur an deene leschte Joren entwéckelt?

2. Wéi verleeft aktuell de Rekrutement a wéi vill Poste stinn a wéi enger Karriär op?

3. Denkt d'Madamm Minister drun, den Accès an d'Justiz, speziell an d'Magistratur, fir Ausländer opzemaachen? Wa jo, wéini an ënner wéi enge Konditiounen?

4. Denkt d'Ministesch drun, fir eeleren Affekoten, déi op laangjäreg Erfahrung kënnen zréckkucken, eng Entrée an d'Magistratur ze erméiglechen? Gutt Erfahrung goufe jo sengerzäit mat dësem System gemaach, wéi déi administrativ Juridictionen geschafte goufen. Wann nee, wou läit de Problem?

Réponse (20.07.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. Virum Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwert d'Justizattaché ass de Rekrutement an d'Magistratur exklusiv durchgeführt ginn op Basis vun den Examensresultater am Kader vum Stage judiciaire, deen als „Avouésexame“ bezeechent gëtt. Am Schnëtt haten d'Kandidate fir d'Magistratur eng Berufserfahrung als Affekot vun zwee bis dräi Joer.

Zënter dem Gesetz vum 7. Juni 2012 gëtt et ee speziellen Examen-concours fir an d'Magistratur. D'Kandidate mussen dräi schréfftlech Épreuven ofleeën. D'Kenntnisser ginn am Zivilrecht,

am Strofrecht an am Verwaltungsrecht getest. D'Attachékommission, déi exklusiv aus Magistrate besteet, organiséiert déi Examen a klasséiert d'Kandidaten op Basis vun den Examensresultater. Dës Kommission proposéiert dem Grand-Duc d'Kandidaten, déi eng provisoersch Nominatioun als Justizattaché kréien.

Am Joer 2015 ass et zu enger Reform vum Gesetz iwwert d'Justizattaché komm. Zwou Mesurë si getraff ginn:

Et brauch ee keen „Avouésexame“ méi, fir zum Examen-concours zougelooss ze ginn. Et geet duer, wann een op d'mannst während engem Joer als Stagiaire an engem Affekotenetud oder enger Nottärsetud geschafft huet.

Zousätzlech ass eng zweet Rekrutementsprozedur fir d'Magistratur geschafte ginn. Dat ass de Rekrutement op Dossier. Et gëtt op Dossier rekrutéiert, wa sech net genuch Kandidate fir den Examen-concours gemellt hunn, respektiv den Examen net erfollegräich ofgeschloss hunn. Um Rekrutement op Dossier kënnen nëmme Kandidaten deelhuele, wa si den „Avouésexame“ gepackt hunn an eng Berufserfahrung als Affekot vun op d'mannst fënnf Joer virweise kënnen. Hei gëtt selektionéiert op Basis vu folgendene Elementer: d'Resultater vum „Avouésexame“ an de Cours complémentaires en droit luxembourgeois, d'Berufserfahrung, d'Zousatzqualifikatiounen an eventuell Publikatiounen.

ad 2. Fir d'Année judiciaire 2020-2021 si 25 Poste fir Justizattaché als vakant erkläert ginn. De Justizminister fixéiert d'Zuel vun de vakante Posten op gemeinsame Virschlag vum Procureur général d'État, vum President vun der Cour supérieure de justice a vum President vun der Cour administrative.

Et goufen insgesamt 21 Kandidature fir d'nächst Année judiciaire agereecht: 12 fir den Examen-concours an 9 fir de Rekrutement op Dossier. Wat den Examen-concours betrëfft, huet sech 1 Kandidat net presentéiert a 4 Kandidaten haten ongenügend Notten. Am Kader vum Rekrutement op Dossier huet 1 Persoun hir Kandidatur zréckgezunn.

D'Rekrutementsprozedur huet folgend Resultater ginn. 13 Kandidate sinn eligibel, fir eng provisoersch Nominatioun als Justizattaché ze kréien. 7 Kandidate sinn iwwert den Examen-concours rekrutéiert ginn a 6 Kandidaten op Basis vum Dossier.

Et gëtt leider een negativen Trend. Et kënnen net genuch Kandidate fir d'Magistratur rekrutéiert ginn. Fir déi leschte Kéier konnten am Joer 2017 all vakant Attachéposte besat ginn: 15 Kandidate konnten deemools rekrutéiert ginn. Am Joer 2018 wore 17 Posten ausgeschriwwen: vun deene 17 Kandidaten, déi ursprénglech eng provisoersch Nominatioun kruten, huet 1 Persoun als Justizattaché opgehal ze schaffen. Am Joer 2019 wore 20 Poste vakant: 17 Kandidate konnten ursprénglech rekrutéiert ginn; dovun hunn 2 Persounen demissionéiert. Fir d'Année judiciaire 2020-2021 ginn et leider nëmme 13 Rekrutementen vu 25 méigleche Posten.

ad 3. Am Kader vun der Justiz gesäit de Koalitionsaccord kee Verzicht op d'Lëtzeburger Nationalitéit vir. Momentan lafe keng Aarbechten, fir Ausländer den Accès zur Magistratur ze erlaben.

ad 4. D'Gesetz iwwert d'Justizattaché erméiglecht et elo schonns, fir experimentéiert Affekoten an d'Magistraturen ze integréieren. Wa Kandidaten den „Avouésexame“ gepackt hunn an eng Berufserfahrung als Affekot vun op d'mannst fënnf Joer virweisen, da kënnen si am Kader vum Rekrutement op Dossier als Justizattaché postuléieren. Ech verweisen op meng Äntwert op d'Fro 1.

Déi gesetzlech Reforme betreffend d'Justizattaché, déi an den Joren 2012 an 2015 durchgeführt gi sinn, hunn et erlaabt, fir d'Zuel vun de Rekrutementen ze erhéien. Leider geet et net duer, fir all d'Posten an der Magistratur kënnen ze besetzen. An der Zukunft riskéiert déi Problematik sech nach weider ze verschärfen.

Question 2443 (25.06.2020) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant **l'autorisation à bâtir dans une zone verte** :

Wann e Propriétaire vun engem Immeubel mat enger Annex an der „zone verte“ eppes un där Konstruktioun erneiere wëllt, muss eng Autorisation beim Ëmweltministère gefrot ginn. Fir déi néideg Autorisatioun ze kréien, muss de Propriétaire an Dossier beim zustännegen Ministère areechen, wou bestëmmten Oplage mussen erfüllt an noweiselech beluecht ginn. Dëst ass awer net ëmmer esou evident, haaptsächlech wann een net den éischte Propriétaire vun der Konstruktioun ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ëmweltminister gäre folgend Froen stellen :

1. Wéi soll eng Persoun, wann dës Immeubel mat enger Annex, wéi zum Beispill engem Héngerstall oder engem Schapp, an enger „zone verte“ keeft, wëssen, ob a wéini de Ministère eng Autorisatioun fir déi Annex ginn hat a wéini déi Annex schliisslech opgeriicht gouf? Ass et net de Ministère selwer, deen dës Informatioun misst hunn?

2. Geet et net duer, datt den Immeubel am Kadaster agedroen ass? Wann nee, wat ass d'Beurteilung heifir?

3. Ass d'Madamm Minister net der Meenung, datt Propriétaire vun engem Immeubel an enger „zone verte“ doduerch discouragéiert ginn?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. D'Gréngzon ass deen Deel vun eisem Land, dee souwäit wéi méiglech fräi bleiwe soll vun Haiser an anere Bauwierker. Dëst zum Wuel vum Mënsch, vun der Natur a vun den ökologesche Prozesser. An de Plans d'aménagement généraux (PAG) vun de Gemenge gëtt d'Gréngzon och als „zone destinée à rester libre“ betitelt, wat weist, datt an der Landschaft nëmme ausnamsweis daerf gebaut ginn. De Begrëff vun der Gréngzon, „zone verte“, ass duerch d'Naturschutzgesetz vum 1982 agefouert ginn.

D'Naturschutzgesetz reegelt, wéi eng Type vu Gebaier a Konstruktiounen an der Gréngzon daerfe gebaut ginn a fir wéi eng Aktivitéit se daerfe genotzt ginn. Dozou gehéiere vollberufflech landwirtschaftlech Betriber, Gäertnereien mat eegener Planzproduktioun, Gemeisgärtnerien a Wénzer, souwéi Fëschzucht, Imkerei an Aktivitéiten a Relatioun mat der Beschäftigung oder mat der Juegd. Nëmme Konstruktiounen, déi absolutt noutwendeg sinn (indispensables), fir dësse Aktivitéiten nozuegoen, sinn erlaabt a kënnen autoriséiert ginn.

De Fortbestand vun deene Gebaier a Konstruktiounen ass ginn, soulaang si hiren autoriséierten Zweck weider erfüllen. Wat zu landwirtschaftlechen Zwecker autoriséiert ginn ass, muss landwirtschaftlech bleiwen. E Propriétaire ass net fräi, d'Destinatioun vu senger Konstruktioun ze änneren. Notzungsänerunge brauchen eng Geneemegung vum Ëmweltminister. De gesetzleche Kader fir Ëmnotzungen (Artikel 7 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018) ass dobäi geneesou strikt wéi fir nei Konstruktiounen.

Ier eng Persoun en Immeubel an der Gréngzon keeft, sollt si sech bewosst sinn, wéi eng Destinatioun dës Immeubel tatsächlech huet, well dës Destinatioun nëmme am Respekt vum genannten Artikel 7, a mat der Geneemegung vum Minister, emgéännert ka ginn.

Et opléit dem Verkeefen vun engem Immeubel, den Noweis vun der geneemegter Destinatioun ze liwweren, an net dem Ëmweltminister.

ad 2. Eng Bezeichnung am Kadaster ass reng indikativ an huet keng legal Valeur.

Säit 1965, dem Joer vun dem éischte lëtzeburgereschen Naturschutzgesetz, gëtt et eng Geneemegungspflicht fir Konstruktiounen „ausserhalb vun den Agglomeratiounen“. Deemools zoustänneg war den Inneminister, ab 1979 dann den Ëmweltminister.

A munche Fäll vun deemools fënnt een an der Baugeneemegung vum Buergermeeschter e Verweis op eng Decisioun vum Inneminister. Den Ëmweltministère préift an all Fall eenzel, ob déi vun engem Requirerant geliwwert Informatiounen duerginn, fir kënnen op d'Legalitéit vun dem Immeubel ze schléissen.

ad 3. Ech si mer bewosst, dass et beim Verkauf vun Immeublen zu Problemer komme kann, wann de Keefer eng Iddi hat, déi net vum Naturschutzgesetz virgesinn ass a sech doduerjer net realiséiere léisst.

Tatsächlech ginn et Aschränkunge fir Propriétaire vun Immeublen an dat ass esou vum Legislatuer gewollt, well d'Objektiver vum Naturschutzgesetz déi sinn, fir d'Natur ze schützen.

Question 2445 (26.06.2020) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant **la première classe dans les trains des CFL** :

En réponse à la question parlementaire n° 1840 du 6 février dernier, Monsieur le Ministre affirmait que le nombre des places assises de la première classe dans les trains des CFL s'élève à 3.639. La vente des tickets de cette classe a engendré en 2019 une recette de 1.230.000 €. Monsieur le Ministre s'est également prononcé



en faveur d'un maintien de la première classe dans les trains nationaux.

Il s'avère toutefois que dans certains trains le confort dans la première classe n'est guère meilleur que dans la deuxième classe, étant donné que les deux classes ne sont même pas séparées par une porte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Vu le nombre de voyageurs important utilisant la première classe, est-ce que Monsieur le Ministre n'est pas d'avis qu'il est opportun de valoriser dans certains trains la première classe, d'autant plus qu'elle est payante ?

2) Dans l'affirmative, par quels moyens Monsieur le Ministre entend-il améliorer l'attractivité de la première classe dans ces trains ?

3) Est-ce qu'il est prévu d'augmenter le nombre des places assises de la première classe dans les trains nationaux ?

4) Est-ce que depuis l'introduction du transport gratuit dans la deuxième classe en date du 1^{er} mars dernier le nombre des personnes voyageant en première classe et n'ayant pas un ticket valable a changé ?

Réponse (23.07.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1) + 2) D'une manière générale, les clients optent pour la 1^{re} classe à bord des trains CFL afin de pouvoir voyager plus tranquillement et d'avoir une plus grande probabilité d'obtenir une place assise.

Pour garantir la meilleure atmosphère ambiante possible aux clients de la 1^{re} classe, les compartiments de la 1^{re} classe sont en principe aménagés au premier étage des voitures, à l'exception des automotrices de la série Z2 (automotrices à un étage) et des automotrices TER2N de la série 2200, où les compartiments de la 1^{re} classe sont actuellement répartis sur les deux niveaux.

Cependant, et ce dans le cadre des opérations de mi-vie (révision totale) des automotrices TER2N de la série 2200, qui auront lieu de 2022 à 2029, les compartiments de 1^{re} classe seront également regroupés au premier étage des voitures, à l'instar des automotrices de la série 2300 (KISS), des voitures DOSTO et des 34 nouvelles automotrices en construction actuellement et portant les séries 2400 et 2450.

Avec la livraison de ces nouvelles automotrices à partir de l'année 2022, les anciennes automotrices de la série Z2 seront mises hors service progressivement.

Il convient de relever aussi que tous les compartiments de la 1^{re} classe du matériel roulant CFL sont séparés des compartiments de la 2^e classe par des portes d'intercirculation et ils disposent tous d'une liberté accrue au niveau des jambes par rapport aux compartiments de la 2^e classe, ce qui augmente le confort de voyage pour les clients de la 1^{re} classe.

Une partie des séries est également pourvue d'une moquette visant à atténuer le bruit de roulement.

Toutefois, les compartiments de la 1^{re} classe des automotrices DESIRO de la SNCB, qui sont engagés sur la liaison Luxembourg-Liège et partiellement sur la liaison Luxembourg-Arlon, ne sont effectivement pas équipés d'une telle porte d'intercirculation. De même, il n'y a actuellement pas de porte d'intercirculation entre la plateforme et le compartiment de la 1^{re} classe au niveau bas des automotrices TER2N de la série 2200.

ad 3) À l'heure actuelle, il n'est pas prévu d'augmenter le nombre de places assises de la 1^{re} classe à bord des trains CFL. En effet, un accroissement des places assises de la 1^{re} classe ne serait réalisable qu'aux dépens du nombre de places assises de la 2^e classe, dont les compartiments sont toutefois nettement plus occupés que ceux de la 1^{re} classe.

ad 4) Compte tenu de la crise sanitaire de la Covid-19 et le recul considérable du taux de fréquentation des trains qui en découle, il n'est pas possible de se prononcer en détail sur ce point.

En effet, dans le cadre des mesures de prévention et de protection contre le coronavirus, j'avais ordonné la suspension temporaire des contrôles de titres de transport en 1^{re} classe à bord des trains CFL à partir du 16 mars 2020.

Depuis le 8 juin 2020 les trains circulent à nouveau selon le dernier horaire en vigueur avant le 16 mars 2020 et le contrôle des titres de transport à bord de la 1^{re} classe a également été repris.

Par conséquent, il ne peut pas être exclu que durant la période de mi-mars à début juin, l'un ou l'autre client ait pris place à bord de la 1^{re}

classe sans avoir été détenteur d'un titre de transport donnant droit à celle-ci.

Question 2447 (26.06.2020) de **MM. Claude Lamberty et Max Hahn** (DP) concernant la **plainte de trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale contre leurs instructeurs en référence** :

Selon un communiqué du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) de juin 2020 et plusieurs articles de presse nationales et internationales qui s'y réfèrent, trois membres de l'unité spéciale de la Police grand-ducale ont porté plainte en mai 2020 contre leurs instructeurs en référence à des événements datant de 2015. Selon les faits exposés, les policiers en formation auraient subi des abus physiques, voire psychologiques dans le cadre de leur formation pour l'unité spéciale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Quand ont été dénoncés les événements précités au sein de la Police grand-ducale ?

2) Quelles mesures ont été prises lors de l'annonce des accusations ? La procédure normale pour des cas semblables a-t-elle été déclenchée ?

3) Y avait-il une enquête administrative de la part de l'Inspection générale de la police ?

4) Quand est-ce que l'enquête a été terminée ?

5) Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de l'enquête ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) + 2) En date du 25 janvier 2019, le commandant de l'USP a été informé par les agents concernés des faits qui remontent à juin 2015 et qui ont été relatés dans un rapport, daté au 22 janvier 2019, intitulé « Unprofessionnelles Verhalten der Ausbilder während der Intensivwoche » rédigé et signé par leurs soins. Le commandant de l'USP en a immédiatement informé le procureur d'État de Luxembourg et le directeur général de la police.

Le commandant de l'USP a par la suite été informé par le procureur d'État de Luxembourg que les faits en question ne constitueraient pas une infraction, qu'il y aurait eu prescription des faits concernant une éventuelle procédure disciplinaire et qu'il y aurait lieu de transmettre le rapport en question pour information à l'Inspection générale de la police. La Direction générale de la police a transmis ce rapport à l'Inspection générale de la police en date du 16 avril 2019.

ad 3) Le 1^{er} avril 2019, un des réclamants a pris contact avec l'Inspection générale de la police. Un rendez-vous a été fixé pour le 3 avril 2019 afin de recueillir ses déclarations. Lors de son audition, il a remis à l'enquêteur de l'IGP le rapport daté au 22 janvier 2019 portant sur « Unprofessionnelles Verhalten der Ausbilder während der Intensivwoche ». Au vu des faits relatés et ceux repris au rapport, l'enquêteur de l'IGP a décidé de prendre contact avec le Parquet de Luxembourg et a été informé que le parquet avait déjà eu connaissance dudit rapport par le commandant de l'USP, mais avait décidé de ne pas y réserver de suites pénales.

La direction de l'IGP a alors décidé d'examiner les faits remontant à juin 2015 dans le cadre d'une enquête administrative.

ad 4) Cette enquête a été achevée le 31 mars 2020. Conformément à la procédure de mise en matière d'enquêtes administratives (article 5 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur l'Inspection générale de la police), les auteurs de la réclamation ont été informés du résultat de l'enquête en termes généraux par courrier du 15 juin 2020, une copie de ce courrier a été adressée le même jour aux policiers visés par l'enquête.

ad 5) L'enquête minutieusement menée :

- a relevé un certain nombre de contradictions lors de l'examen tant des rapports internes que des déclarations des participants à la formation de base USP Stac 2 ;

- a permis d'établir que le dernier jour de la formation, les participants ont dû se dévêtir et traverser nus à la nage un étang, et que, ceci a, du moins en partie, été filmé ;

- a permis à l'IGP de conclure, dans son rapport transmis à la Direction générale de la police, que cette manière de procéder des instructeurs était inadmissible et constituait dans leur chef un manquement certes unique, mais grave ;

- et qu'au regard de la formation très astreignante à laquelle devaient se soumettre les candidats briguant un poste à l'USP, le pro-

gramme de formation devait être adapté et faire l'objet d'un concept clair et structuré, mettant aussi l'accent sur le dialogue avec les participants à la formation afin de leur expliquer les raisons d'être des exercices auxquels ils étaient soumis.

Entre-temps la formation a été repensée et adaptée, toute modification de la formation doit être validée préalablement par le directeur de l'USP. Le directeur général de la police a en outre chargé le directeur de l'USP de donner les suites nécessaires découlant des conclusions de l'Inspection générale de la police.

Question 2448 (26.06.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **réaffectation des agences de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État** :

An der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1966 vum Här Finanzminister heescht et betreffend der Reaffectatioun vun de Spuerkeess-agencen :

„...., dass d'Spuerkeess, zesumme mat de Gemengen, no Léisunge sicht, „fir déi zukünfteg eidel Agencë méiglechst sénnvoll ze notzen, zum Beispill fir soziale Logement oder fir nei Geschafter.“ Och aner Iddien, déi den honorabelen Deputéierten nennt, sinn denkbar. Wa bei de Gemenge keen Interesse bestoe géif, déi Gebaier ze iwwerhuelen, kënnen och Gespréicher mat der SNHBM oder dem Fonds du logement an d'A gefaast ginn“.

Eng vun de vu mir genannte Léisunge war beispillsweis och d'Schafe vu sougenannte Coworkingspaces. An der Rubrik „Econews“ vun RTL Radio ass den Chief Economist vun der Spuerkeess virgëschter méi genee op dës Aarbechtsstrukturen agaangen. Dem Chief Economist no huet dësen Aarbechtsmodell trotz Coronapandemie duerchaus Ausbaupotenzial.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Froe stellen:

1. Här Minister, wëssend, datt, wéi an der Äntwert op d'Question parlementaire n° 1966 scho prezisiéiert, d'Gestioun an d'Administration vun der Bank - zu där och d'Gestioun an d'Administration vun der Bank hiren Immobilie gehéiert - an d'Zoustännegkeet vum Comité a vum Conseil d'administration vun der BCEE falen an den Här Minister net gewéllt ass, sech an d'Aarbecht vun dësen Organer anzemëschen, hätt Dir eventuell trotzdeem Informatiounen iwwert den aktuelle Stand betreffend der Reaffectatioun vun den Agencen?

2. Här Minister, ass d'Spuerkeess interesséiert, hir Agencen als Coworkingspace ze notzen? Falls jo, wat genee ass virgesinn a wou?

3. Här Minister, goufen et entre-temps well formell oder informell Gespréicher tëscht der Spuerkeess an de Gemengen, dem Minister an der Spuerkeess, de Gemengen an dem Minister oder Gespréicher tëscht dësen dräi Acteuren? Falls jo, wat ass de Fazit vun dëse Gespréicher?

4. Här Minister, d'Reaffectatioun vun de Spuerkeessagencen, sief et als Logementsprojet, Coworkingspace oder eng aner Form vu Projet, kéint de ländlechen a stättesche Raum duerchaus opwäerten. Wéi eng Piste ginn an dësem Sënn prioritär envisagéiert?

Réponse (21.07.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Esou wéi den honorabelen Deputéierten dat ënnersträicht, falen d'Gestioun an d'Administration vun den Immobilie vun der Spuerkeess an d'Zoustännegkeet vum Comité a vum Conseil d'administration vun der Bank. Entsprechend huet de Finanzministère dës parlamentaresch Fro un d'Bank weidergeleet, déi follgendermoosse Positioun geholl huet:

« Les sites concernés par la fusion des agences sont offerts de manière prioritaire et à la valeur

de marché aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les sites en question. Des entretiens ont eu lieu, respectivement se tiendront au courant des prochaines semaines, entre les responsables communaux et des représentants de la banque à ce sujet. Certaines communes se sont montrées intéressées par l'acquisition proposée du site concerné, mais pas toutes. À côté des communes, ce sont notamment des acteurs locaux (assurance, restaurant et autres) qui sont intéressés par l'acquisition de ces immeubles. »

Question 2449 (29.06.2020) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **réaménagement de la voirie étatique à Roost** :

En réponse à la question parlementaire n° 3557, Monsieur le Ministre a annoncé en janvier 2018 le calendrier suivant pour la réalisation du projet de réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) à Roost. Il était prévu de réaliser l'étude du projet en plusieurs lots :

- le premier lot comporterait les études détaillées pour l'aménagement d'un rond-point sur l'intersection N7/CR115 à Roost, ce dossier devant être réalisé fin 2018,

- la présentation du dossier de soumission serait programmée pour 2019 suivie de l'appel d'offres public,

- la durée des travaux d'aménagement de l'intersection à Roost était estimée à une année.

Constatant qu'entre-temps le centre logistique de POST Luxembourg et le siège social de l'IEE ont été mis en service, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est le calendrier actuel des études ?

- Quand les travaux de construction du rond-point prénommé commenceront-ils ?

Réponse (16.07.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Il est connu que la zone d'activités « Um Rouscht » à Bissen se trouve en plein développement et que l'implantation d'un grand centre de données y est notamment prévue. Dans ce contexte, la construction d'une nouvelle voirie se situant entre la route nationale N7 et la ZAC « Klengbousbiërg » à Bissen/Roost est projetée. Ce projet de la nouvelle voirie n'avait pas encore été concrétisé lors de la réponse à la question parlementaire n° 3557 du 16 janvier 2018 à ce sujet.

Par conséquent, il est judicieux d'étudier les projets du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) et le projet de la nouvelle voirie dans l'ensemble. Le lot de la construction du rond-point à l'intersection N7/CR115 a donc été réintégré dans le projet global du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306). En particulier, les futurs réseaux, nécessaires pour faire fonctionner le centre de données, ont une influence sur le dossier du réaménagement de la voirie étatique. La plupart des réseaux prennent leur origine à la hauteur du poste électrique à Bissen et suivent le projet du réaménagement de la N7 sur toute sa longueur, passent l'intersection avec le CR115 à Roost, jusqu'au point de raccord avec le projet de la nouvelle voirie.

En ce qui concerne la question du calendrier, l'élaboration du dossier de soumission du projet global est actuellement en cours. L'appel d'offres public du projet global du réaménagement de la voirie étatique (N7/CR115/CR306) se fera après réception de toutes les autorisations et informations techniques requises et après l'acquisition des emprises nécessaires.

À l'heure actuelle, il n'est pas encore possible d'avancer un calendrier de réalisation.

Le saviez-VOUS ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

Question 2451 (29.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain et M. Charles Margue** (déi gréng) concernant la **reconnaissance d'un État palestinien** :

Le 28 janvier 2020 le Président des États-Unis Donald Trump a dévoilé son plan pour le Moyen-Orient intitulé « Peace to Prosperity », qui prévoit l'annexion par Israël de 33 % de la Cisjordanie. Jérusalem deviendrait capitale à part entière d'Israël et les colonies israéliennes

en Palestine seraient reconnues comme faisant partie intégrante d'Israël, tandis que la population palestinienne serait regroupée dans des îlots territoriaux ségrégués. Inspiré par ce plan, le Gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu a annoncé vouloir implémenter l'annexion de la Cisjordanie en juillet de cette année.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes Jean Asselborn a condamné ce plan dans sa réponse à la question parlementaire n° 1835 du 6 février 2020, soulignant que « [l]a reconnaissance de Jérusalem comme capitale "indivisée" d'Israël, la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur les colonies de peuplement en Cisjordanie et la légitimation de l'annexion de la vallée du Jourdain, vont à l'encontre des paramètres convenus au niveau international ». Le ministre précise également que « au risque d'annexion de la vallée du Jourdain et d'autres parties du territoire palestinien occupé par Israël, il ne suffit pas de se contenter de publier des déclarations ».

Le 16 décembre 2014, la Chambre des Députés a adopté une motion demandant au Gouvernement luxembourgeois de reconnaître formellement l'État de Palestine dans les frontières de 1967, ceci « au moment qui sera jugé le plus opportun ».

Considérant l'urgence de la situation, la position officielle du Gouvernement luxembourgeois en faveur d'une solution de deux États, ainsi que le droit international qui interdit l'annexion des territoires occupés, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est, selon Monsieur le Ministre la constellation de circonstances permettant d'invoquer le « moment opportun » pour la reconnaissance de l'État de Palestine, sachant que d'autres États membres de l'UE y ont déjà procédé (la Suède en 2014, la Roumanie en 1988, la Bulgarie en 1988) ?

2) Monsieur le Ministre est-il d'avis que la reconnaissance de l'État palestinien soit nécessaire afin de satisfaire aux déclarations faites par le Luxembourg dans le passé et afin de remplir les obligations imposées par le droit international ?

3) La diplomatie européenne œuvre-t-elle activement pour la reconnaissance de l'État de Palestine ? Est-ce que les évolutions récentes ont influencé les États membres de l'UE en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien ?

4) Si les annexions envisagées devaient se concrétiser, quelles seraient, selon Monsieur le Ministre, les perspectives pour la création d'un État palestinien ?

Réponse (15.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Neuf États membres de l'Union européenne (Bulgarie, Chypre, Hongrie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Suède) reconnaissent l'État de Palestine. Huit d'entre eux l'ont reconnu en 1988, suite à la déclaration de l'indépendance de la Palestine par le Conseil national palestinien le 15 novembre 1988 à Alger. Seule la Suède a reconnu l'État de Palestine après son adhésion à l'Union européenne, en 2014.

Le 1^{er} décembre 2019, j'ai envoyé une lettre au Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ainsi qu'à tous les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, dans laquelle j'ai appelé à un débat au sein de l'Union européenne sur l'opportunité de la reconnaissance de l'État de Palestine par tous les États membres. En effet, j'estime que seule la reconnaissance de l'État de Palestine par une masse critique d'États membres permettra d'avoir un véritable impact pour sauver la solution des deux États et créer une situation plus équitable entre les deux parties au conflit israélo-palestinien.

ad 2) La reconnaissance de l'État de Palestine serait avant tout la reconnaissance du droit du peuple palestinien de vivre dans son propre État.

ad 3) Le Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne n'œuvre pas activement pour la reconnaissance de l'État de Palestine, puisqu'une telle reconnaissance relève de la compétence nationale des États membres.

En principe, tous les États membres sont en faveur de la solution des deux États, et donc en

faveur d'un État palestinien. Or, nous voyons la solution des deux États être démantelée morceau par morceau, jour après jour. Sa viabilité est érodée par la colonisation, les démolitions, les confiscations et les déplacements forcés, tous illégaux au regard du droit international, en particulier de la quatrième Convention de Genève.

Je crains qu'avec l'annexion, nous franchirions le point de non-retour. Il s'agit là, je crois, d'un avis partagé par un grand nombre d'États membres. Dans ce contexte, la reconnaissance de l'État palestinien est discutée dans les parlements de plusieurs États membres, y compris au Luxembourg où la Chambre des Députés a adopté le 2 juillet dernier une résolution et une motion sur le sujet.

ad 4) Il ne s'agit pas simplement de créer ou de reconnaître un État palestinien, encore faut-il que cet État soit viable et permette aux Palestiniens de vivre en paix et en dignité. En théorie, même le plan de paix des États-Unis prévoit la création d'un État palestinien, mais il s'agirait d'un État morcelé, sous contrôle d'Israël et sans souveraineté aucune. Si l'annexion annoncée par le nouveau Gouvernement israélien devait se concrétiser, elle risquerait de mener à une réalité d'un seul État, marquée par un conflit perpétuel, par l'occupation et par des droits inégaux.

Question 2452 (29.06.2020) de **MM. Félix Eischen et Marc Spautz** (CSV) concernant le **travail intérimaire** :

Selon une étude du CEPS/Instead d'octobre 2013 :

« Le travail intérimaire n'a cessé de croître au Luxembourg jusqu'aux alentours de 2008 où son essor s'est heurté à la crise économique et financière. [...] un dixième des entreprises du secteur privé engage des intérimaires et [...] pour 20 % d'entre elles ce type de main-d'œuvre est présente toute l'année. Néanmoins, le recours à la main-d'œuvre intérimaire tout comme son intensité dépendent à la fois de caractéristiques de la main-d'œuvre employée et de caractéristiques propres à l'entreprise. Enfin, si le recours à la main-d'œuvre intérimaire permet de répondre rapidement à des augmentations d'activités saisonnières ou d'obtenir une certaine flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre en général, il permet également à l'entreprise de sélectionner son personnel pour des embauches en contrat plus stables. Ainsi, 23 % des entreprises ayant eu recours au travail intérimaire courant 2010 ont recruté au moins un intérimaire en CDD ou en CDI à la fin de leur mission. »

Faisant suite au programme gouvernemental de décembre 2013, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a signé en septembre 2015 une convention avec Fedil Employment Services (FES) pour renforcer la coopération en matière de travail intérimaire. Cette convention viserait (i) à améliorer la réputation du travail intérimaire, qui s'adresse en premier lieu aux jeunes diplômés sans expérience et aux personnes actives dans le secteur de la construction, du commerce, de l'industrie et de l'Horeca et (ii) à en faire un outil vers un contrat fixe.

En décembre 2018, le Gouvernement a annoncé vouloir « revoir le recours à l'intérim et ses formes et préciser la possibilité de recourir à des contrats à durée déterminée ».

Selon les derniers chiffres publiés par l'ADEM, 11,2 % des postes déclarés concernent des missions de travail intérimaire. En mai 2019, les missions de travail intérimaire correspondaient à 8 % des postes vacants déclarés à l'ADEM.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Monsieur d'État, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Le Gouvernement a-t-il procédé à une sorte de bilan du travail intérimaire comme tremplin vers un contrat de travail plus stable ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous communiquer les statistiques les plus récentes en la matière ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer leur position par rapport au travail intérimaire ?

3) Le Gouvernement peut-il nous fournir des précisions sur le programme gouvernemental 2018 susmentionné ? Comment le Gouvernement entendait-il réformer le recours à l'intérim ? Quelles ont été les pistes envisagées pour préciser la possibilité de recourir à des contrats à durée déterminée ?

4) La crise actuelle a-t-elle changé l'appréciation du Gouvernement par rapport à ces for-

mes de contrat ? Dans l'affirmative, en quel sens ?

5) Messieurs les Ministres envisagent-ils de prévoir la possibilité d'ancrer dans notre législation un contrat de travail intérimaire à durée indéterminée ?

Réponse commune (24.08.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1) En réponse à la première question des honorables Députés, il y a lieu de prendre en compte : - d'abord les statistiques permettant de situer le poids de l'intérim dans l'ensemble des emplois, d'une part, et dans l'ensemble des recrutements, d'autre part, ensuite ; - les statistiques décrivant les caractéristiques sociodémographiques des travailleurs intérimaires et finalement ; - les statistiques relatives à une mesure de l'effet tremplin de l'intérim pour l'insertion professionnelle des jeunes.

1. Poids de l'intérim sur le marché du travail

1.1. Poids de l'intérim dans l'ensemble des emplois

Depuis 2015, la part des salariés intérimaires dans l'ensemble de l'emploi salarié est restée relativement stable, variant entre 1,8 % et 2 %.

| | Part moyenne de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié |
|------|--|
| 2015 | 1,8 % |
| 2016 | 2,0 % |
| 2017 | 2,0 % |
| 2018 | 2,0 % |
| 2019 | 1,9 % |

Source : IGSS

Champ : ensemble de l'emploi salarié au dernier jour ouvré du mois

Cette part reste identique quand elle est calculée à partir du volume d'heures (nombre d'heures de travail intérimaires / nombre total d'heures de travail).

Du fait de la crise du Covid-19, les effectifs intérimaires s'effondrent en mars et avril 2020 par rapport à mars et avril 2019.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

1.2. Poids de l'intérim dans l'ensemble des recrutements

La question parlementaire indique que « selon les derniers chiffres publiés par l'ADEM, 11,2 % des postes déclarés concernent des missions de travail intérimaire. En mai 2019, les missions de travail intérimaire correspondaient à 8 % des postes vacants déclarés à l'ADEM ».

L'IGSS établit régulièrement des statistiques sur l'ensemble des recrutements réalisés au Luxembourg au cours d'une année. Ils sont publiés sur le site de l'ADEM (<https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-de-bord.html>).

Ces chiffres intègrent les postes déclarés à l'ADEM ainsi que ceux qui ne le sont pas. Sur l'ensemble des recrutements qui s'effectuent au Luxembourg au cours d'une année, environ 19 % concernent des emplois intérimaires. Ce chiffre est très stable au cours des dernières années.

2. Caractéristiques sociodémographiques des travailleurs intérimaires

2.1. Salariés intérimaires selon le pays de résidence

Le travail intérimaire est un phénomène très polarisé : 74 % des salariés intérimaires sont des frontaliers (parmi eux, plus de 8/10 viennent de France) tandis que 25 % sont des salariés résidant au Luxembourg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

2.2. Salariés intérimaires selon le secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le travail intérimaire est très concentré au niveau sectoriel, avec le secteur de la construction qui emploie 40 % des intérimaires, les industries manufacturières (16 %) et le commerce (8 %).

2.3. Salariés intérimaires selon l'âge

14 % des travailleurs intérimaires ont moins de 25 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

3. Statistiques relatives à l'effet tremplin de l'intérim dans l'insertion professionnelle des jeunes

L'effet tremplin de l'intérim peut prendre la forme suivante : en agissant comme une période d'essai permettant à l'entreprise de tester un candidat, le travail intérimaire peut permettre au travailleur intérimaire d'être recruté au sein de l'entreprise utilisatrice.

Le tableau suivant indique que 9,5 % des individus ayant connu au moins un épisode de travail intérimaire est recruté sous forme de CDD ou CDI au sein de l'entreprise dans laquelle s'est faite la mission intérimaire. Ce chiffre est plus faible pour les jeunes de moins de 25 ans et notamment pour les jeunes résidents. Il est le plus élevé pour les résidents luxembourgeois de 25 à 30 ans.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

L'effet tremplin peut également se manifester de la façon suivante : en augmentant l'expérience et l'employabilité des individus, le travail intérimaire peut conduire à augmenter la probabilité de trouver un emploi, au même titre que toute autre expérience professionnelle. Cependant, le travail intérimaire, s'il se répète trop souvent et trop longtemps, peut également conduire à enfermer les individus dans un marché secondaire précaire duquel ils ne parviennent plus à sortir.

ad 2) Alors que le travail intérimaire a certes des côtés positifs, les contrats dits « intérimaires » sont souvent précaires. Il est donc primordial d'assurer que les personnes qui ont signé un contrat de travail intérimaire puissent quand même bénéficier d'une certaine stabilité et sécurité. La crise actuelle souligne en effet encore davantage la fragilité de certains salariés dont notamment de ceux qui travaillent dans l'intérim, il reste donc primordial à réfléchir sur une adaptation de la législation applicable afin d'éradiquer sinon au moins de limiter à un strict minimum la précarité existante.

ad 3) + 4) Dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental, notamment en ce qui concerne le point relatif au travail intérimaire et eu égard à la crise sanitaire actuelle, des premières discussions ont déjà eu lieu notamment avec l'ADEM en vue d'identifier les points faibles de la législation actuelle qui seront adaptés en conséquence.

Pour ce qui est de l'idée d'introduire, pour les entreprises de travail intérimaire, la possibilité de conclure des contrats à durée déterminée avec des salariés intérimaires, elle a été discutée avec les partenaires sociaux et un certain nombre de pistes envisageables vont sous peu pouvoir être examinées en interne.

ad 5) Les différentes pistes envisageables pour introduire un tel contrat vont être explorées en interne.

Le cas échéant une décision définitive interviendra après consultation des partenaires sociaux sur la ou les propositions qui seront retenues.

Question 2453 (29.06.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **enlèvement de cadavres d'animaux** :

D'Entsuegung vu gestuerwenen Notzdéieren ass hei am Land duerch eng spezialiséiert Firma gereegelt a gëtt och integral vum Staat iwwerholl. Fir eng Entsuegung muss de Proprietär nom Doud vun engem Notzdéier dës Firma informéieren, déi de Kadaver da spéitstens den Dag no der Informatioun muss siche kommen. Bei Feierdeeg respektiv sonndes kann dës Frist ëm 24 Stonne verlängert ginn.

Laut mengen Informatiounen ginn et awer Problemer bei der Entsuegung vun de Kadaveren. Et gi Fäll, do huet et bis zu dräi Deeg gedauert, bis dat futtist Notzdéier ofgeholl ginn ass, eng Situatioun, déi um sanitären an hygieeneschen Plang problematesch ka sinn.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froen stellen:

- Kann den Här Minister mir dës Informatiounen confirméieren?

- Wat sinn d'Ursaachen, dass et a verschiddene Fäll méi laang wéi een Dag gedauert huet, bis den Déierekadaver entsuert ginn ass?

- Wéi gedenkt de Minister, dës Problematik entgéintzewierken?



Réponse (07.07.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

- D'Prozedur fir d'Asammele vu Kadavere vun Notzdeieren ass effektiv déi, wéi den Här Spautz se an der Aleedung zu senger Question parlementaire beschreift.

- Ursaachen, déi d'Verlängerung vum Delai vu 24 Stonne betreffen, ginn et der e puer. Fir d'éischt ass ze bemerken, dass déi Firma am Prinzip Kadavere vu méindes bis freides assammelt. Déi Firma ass awer relativ flexibel, soudass si och deelweis Tournéë samschdes organiséiert, zum Beispill, wa méindes ee Feiertag ass oder wa si duerch iergendeen Emstand während der Woch Retard huet beim Asammelen. Wann natierlech elo ee Bauer e Kadaver freides am spéide Moien oder nomëttes mell, da gëtt deen eréischt méindes agesammelt. Et ass och schonns virkomm, dass Bauere sech bei der Veterinärsverwaltung beschwéiert hunn, dass hire Kadaver schonns e puer Deeg doläit, an et huet sech dann op Nofro bei der Firma erausgestallt, dass de Kadaver guer net gemellt ginn ass.

Aner Ursaache sinn technesch Pannen un de Gefierer oder Chaufferen, déi weinst Krankheet ausfallen. Et ass ëmmer e Backup virgesinn, deen natierlech och ëmmer e bëssen Zäit brauch, bis en en place ass.

- Am grouse Ganze kann ee festhalen, dass déi Firma, un déi de Ministère déi Aufgab zanter Jore verginn huet, dës zur Zefriddenheet vun alle Bedeelegte gemeschert huet. D'Veterinärsverwaltung steet a permanentem Kontakt mat der Firma, déi nieft hire Routineaufgaben awer och ganz zäitno op Ausname reagéiert, wéi rezent beim Brand an engem Schwéngsstell, wou nach dee selwechten Dag all d'Kadavere vun der Firma op der Plaz opgelueden an oftransportéiert goufen. Falls et zu punktueller Problemer kënn, sollen d'Bauere sech bei der Veterinärsverwaltung mellen, wou versicht gëtt, a Kollaboratioun mat der Firma eng séier Léisung ze fannen.

Question 2454 (29.06.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant les **mesures de précaution mises en place par les gestionnaires de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes dans le contexte de la pandémie Covid-19** :

Depuis les premières semaines de la pandémie Covid-19 des mesures spécifiques de précaution en matière de santé ont été mises en place dans les structures accueillant des personnes âgées ou dépendantes. Ces mesures avaient pour objet d'assurer le maintien des distances interpersonnelles dans les structures et de limiter l'accès de personnes externes afin d'éviter une infection de personnes vulnérables voire une propagation du Covid-19 à l'intérieur des dites structures.

Néanmoins les mesures prises pour protéger les personnes vulnérables différaient d'une structure à l'autre du fait qu'une multitude d'acteurs privés et publics offrent des services d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes. Même si la Direction de la santé a émis et régulièrement mis à jour des consignes à destination des gestionnaires des structures, les réglementations en place n'étaient pas homogènes. Par conséquent, des personnes âgées ou dépendantes dans une structure jouissaient d'autres droits de recevoir des visites ou de se déplacer - à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre de la structure - que les personnes hébergées dans une autre.

Selon mes informations, certains gestionnaires de logements encadrés pour seniors limitaient de manière disproportionnée les déplacements de leurs résidents, même à l'intérieur du périmètre du site, sans que ces limitations auraient été en ligne avec les consignes émises par la Direction de la santé et reprises par le Ministère de la Famille. Un gestionnaire de logements encadrés aurait même interdit aux résidents de se promener seul à l'extérieur dans le périmètre du site ou de quitter leur logement voire leur chambre pendant certaines périodes de la journée.

Même si on peut comprendre que les gestionnaires ont voulu être prudents face au danger d'une infection de leurs résidents et d'une propagation du virus au sein d'une structure, on peut se demander si certaines mesures de précaution - en l'absence de consignes adaptées et plus détaillées à destination des structures de la part du Ministère de la Famille - n'ont pas été trop liberticides à l'égard des résidents.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de mesures disproportionnées mises en place par

des gestionnaires de structures pour personnes âgées ou dépendantes voire de logements encadrés pour seniors durant et au-delà de la période de confinement décidée suite à la pandémie Covid-19 ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que les mesures de précaution mises en place devraient se baser sur les consignes émises par le Ministère de la Santé tout en permettant le maintien de la qualité de vie et d'une liberté de déplacement adéquate pour les personnes concernées ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle d'émettre aux gestionnaires des consignes plus détaillées et adaptées aux spécificités des différents types de structures et de logements pour personnes âgées ou dépendantes si l'évolution de la pandémie Covid-19 au Luxembourg nécessiterait la mise en place de nouvelles mesures de protection pour personnes vulnérables ?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) Pendant les périodes de confinement et de déconfinement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, en étroite collaboration avec la COPAS et le Ministère de la Santé, a régulièrement émis et adapté des recommandations à destination des gestionnaires des structures d'hébergement pour personnes âgées.

Concernant ces recommandations qui traitaient de différents sujets (la prévention des infections, les équipements de protection individuelle, les visites, les accès aux structures pour les professionnels non salariés de la structure, les sorties des structures ainsi qu'une ligne conduite suite à la fin de l'État de crise), il a été demandé aux gestionnaires de les appliquer en les adaptant aux spécificités de leur structure et aux besoins de leur clientèle.

Il y a certes eu des cas isolés où des résidents ou des membres de familles se sont adressés à mes services pour manifester leur désaccord quant aux décisions prises, soit par le Gouvernement, soit par le chargé de direction de la structure. Par l'intervention de mes services au cas par cas, une solution pragmatique et adaptée à la situation a presque toujours pu être trouvée dans un laps de temps acceptable pour toutes les parties.

Cependant, dans certains cas, des familles ou des proches de résidents de structure d'hébergement ont exprimé des attentes et des doléances disproportionnées vis-à-vis des directions, qui cherchaient toujours à trouver le juste équilibre entre liberté individuelle et sécurité collective de tous leurs résidents.

Dans un contexte compliqué comme celui généré par cette crise sanitaire, des situations difficiles pour toutes les parties sont malheureusement inévitables. C'était notamment le cas quand le résident souffrait d'une forme de démence et n'était par conséquent pas capable, d'un point de vu cognitif, de porter un masque et de respecter les distances. Ces situations sont difficiles à gérer tant par les proches que par le personnel d'encadrement et soignant.

Enfin, il faut savoir que les structures fortement impactées par le virus Covid-19 avaient tendance à mettre en place les mesures de déconfinement de manière plus prudente que les structures qui n'ont pas été touchées.

ad 2) L'ensemble des recommandations qui ont été transmises aux gestionnaires et publiées au fur et à mesure de l'évolution de la situation générale ont toutes été établies en concertation avec le Ministère de la Santé et la COPAS. Cependant, si on considère les différences qui existent entre les diverses structures d'hébergement pour personnes âgées, que ce soit au niveau de l'infrastructure, de la clientèle (moins ou plus autonome ou dépendante et/ou dément), au niveau de leur expérience en relation avec le virus Covid-19 ou encore au niveau de leurs ressources humaines souvent fortement sollicitées, il n'a pas été possible d'établir des recommandations spécifiques et individuelles pour chaque structure d'hébergement.

Les recommandations émises constituaient un cadre, destiné à aider les gestionnaires à prendre leurs décisions individuelles et adaptées aux spécificités de leur établissement. Les recommandations générales ont ainsi pu être adaptées au cas par cas et ont ainsi permis de garantir un équilibre entre liberté individuelle et sécurité collective.

ad 3) Au vu de l'augmentation constante et significative des chiffres des nouvelles infections au Covid-19 et de l'apparition de nouvelles infections au sein de structures pour personnes âgées, je viens de m'adresser par courrier aux proches des résidents pour les sensibiliser aux risques que courent toujours les personnes âgées et pour les inciter à respecter scrupuleusement les gestes barrières ainsi que les

consignes émises par les chargés de direction des structures.

Question 2455 (30.06.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*) concernant la **procédure de la « carrière ouverte » dans la fonction publique** :

La fonction publique attache une grande importance à la mobilité interne et permet aux fonctionnaires comme aux employé(e)s de l'État de développer leur carrière en profitant des opportunités de mobilité verticale. Dans cette optique, la procédure de la « carrière ouverte » est organisée par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Selon le rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative du 12 mars 2015 relatif au projet de loi, la réforme en question visait à revoir le « cloisonnement rigide des carrières » ainsi qu'à « tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle » (doc. parl. 6462/8, p. 2).

Or, la procédure actuelle de la carrière ouverte peut aussi donner lieu à des obstacles potentiels, dont certains avaient déjà été relevés pendant le processus législatif. Ainsi, pour les candidats remplissant les conditions d'accès à la procédure et ayant suivi avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement supérieur organisés par l'Institut national d'administration publique (INAP), l'accès au groupe de traitement/d'indemnité supérieur reste conditionnel à la publication sur la plateforme « GovJobs » d'une vacance de poste adaptée en termes de niveau de carrière et du profil recherché.

Cinq ans après la mise en place de la procédure de la carrière ouverte, une évaluation de son fonctionnement semble indiquée. Un des aspects particulièrement importants dans ce contexte est l'utilisation de la procédure à travers les différentes administrations et les différents groupes de traitement/d'indemnité.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Depuis 2015, combien de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État ont suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement supérieur organisés par l'INAP (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ? Est-ce que la validité de la réussite de ces épreuves réussies est limitée dans le temps ?

2) Depuis 2015, combien de vacances de poste à pourvoir par la procédure de la carrière ouverte ont été publiées dans la section afférente de la plateforme « GovJobs » (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ?

3) Depuis 2015, combien de fonctionnaires respectivement d'employés de l'État ont effectivement pu accéder à un groupe de traitement/d'indemnité supérieur via la procédure de la carrière ouverte (chiffres ventilés selon les groupes de traitement/d'indemnité) ?

4) Quels administrations ou établissements publics pratiquent la procédure de la carrière ouverte ? Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer le nombre de procédures accomplies par administration/établissement public ?

5) Existe-t-il une procédure systématique selon laquelle les administrations déterminent si un poste vacant est à pourvoir via la procédure de la carrière ouverte ? Dans l'affirmative, quels en sont les critères ?

6) La publication d'une vacance de poste adéquate est une condition nécessaire pour qu'un fonctionnaire ou employé de l'État puisse compléter la voie de la carrière ouverte. Est-ce que Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que de ce chef, la procédure puisse s'avérer contraire aux objectifs visés en 2015, à savoir de revoir le « cloisonnement rigide des carrières » et de « tenir compte des principes du Lifelong Learning et de la validation des acquis de l'expérience professionnelle » (doc. parl. 6462/8, p. 2) ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

La procédure de la carrière ouverte est régie par la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'État à un groupe d'indemnité supérieur au sien. Aucune procédure systématique ne détermine si un poste vacant est à pourvoir via la procédure de la carrière ouverte.

L'article 2, paragraphe 2, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit que « toute vacance de poste doit obligatoirement être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée » et qu'« il y a lieu de préciser à chaque fois si la vacance de poste doit être pourvue par voie de recrutement externe ou par voie de recrutement interne » le recrutement interne pouvant consister en un changement d'administration ou un changement de groupe de traitement (« carrière ouverte »).

Il s'agit donc d'un choix que l'administration, qui dispose d'une vacance de poste, effectue au moment où elle veut recruter.

Les postes en question sont publiés sur le portail web GovJobs depuis avril 2017, date de mise en ligne de ce service. Le tableau ci-dessous récapitule le nombre de postes concernés par la procédure de la carrière ouverte et mis en ligne depuis cette date :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ensuite, pour être admissibles à ces postes, les fonctionnaires et employés de l'État doivent remplir les trois conditions suivantes :

- 1) avoir au moins dix années de service depuis la date de la nomination ou du début de carrière ;
- 2) avoir réussi à l'examen de promotion ou de carrière du sous-groupe de traitement ou d'indemnité initial, si un tel examen est prévu ;
- 3) avoir suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement et d'indemnité supérieur organisés par l'Institut national d'administration publique ou par l'Institut de formation de l'éducation nationale.

Pendant les années 2016-2019, un total de 164 agents étatiques ont suivi et passé avec succès les cours et épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement/d'indemnité supérieur organisés par l'INAP. Pour l'année 2020, aucun agent n'a pu, pour le moment, terminer le cycle de formation. Le tableau ci-dessous récapitule les agents par groupe de traitement/d'indemnité :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La loi précitée du 25 mars 2015 ne prévoit pas de durée pour la validité de la réussite des épreuves du cycle de formation préparatoire au groupe de traitement ou d'indemnité supérieur. Le certificat de qualification établi en faveur d'un agent qui a suivi avec succès un cycle de formation préparatoire peut dès lors être pris en compte de manière illimitée dans le temps pour apprécier l'admissibilité de sa candidature.

Depuis l'année 2017, un total de 52 fonctionnaires et employés ont achevé avec succès la procédure de la carrière ouverte. Le tableau ci-dessous récapitule les groupes de traitement/d'indemnité concernés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

La répartition de ces 52 agents dans les différentes administrations se fait selon le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dans la mesure où mes services ne disposent pas des données nécessaires concernant les fonctionnaires et employés affectés auprès des établissements publics, je ne peux pas fournir à l'honorable Députée le nombre d'agents y ayant achevé avec succès la procédure de la carrière ouverte.

Question 2456 (30.06.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant les **formations pour entraîneurs à l'ENEPS** :

Suite au règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 concernant les subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée, les formations pour entraîneurs à l'ENEPS sont de plus en plus demandées.

Le subside ordinaire « qualité+ » qui s'éleve à 150 € par licence de compétition incite les clubs à demander leurs entraîneurs de s'inscrire aux différentes formations données par l'ENEPS.

Vu que le brevet d'État luxembourgeois pour entraîneurs n'est délivré que si le ou la candidat(e) a réussi le module général et le module spécifique de son sport, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

- Quel est le nombre de candidats qui s'est présenté au module général C les dix dernières années ? Quel est le pourcentage de réussite pour ce module ?

- Quel est le nombre de candidats qui s'est présenté au module général B les dix dernières années ? Quel est le pourcentage de réussite pour ce module ?

- Quel est le nombre total des candidats qui a obtenu respectivement les brevets d'État d'entraîneur C, B et A les dix dernières années pour chaque sport spécifique ?

- Quel est le nombre d'entraîneurs qui a obtenu une équivalence d'un diplôme délivré à l'étranger sans avoir obtenu le brevet d'État ?

Dans de nombreuses disciplines, les entraîneurs doivent accomplir leur formation à l'étranger du fait que le module spécifique n'est pas proposé au Luxembourg.

- Les frais de participation sont-ils remboursés ou partiellement remboursés aux candidats sachant que ces derniers doivent payer des frais d'inscription pour la formation entière sans que le module spécifique de leur discipline soit offert au Luxembourg ?

La demande pour certaines formations comme celle du « Fitnesstrainer » à l'étranger est élevée. Ces candidats obtiennent des brevets C, B et A sans avoir accompli un module général d'entraîneur à Luxembourg et n'obtiennent donc pas le brevet d'État. Souvent les formations en question ne sont pas assez exigeantes et ne prévoient pas l'accomplissement obligatoire d'un stage pratique.

- Quelles solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour aborder ce problème ?

Réponse (03.08.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

Conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports, l'École nationale de l'éducation physique et des sports (ENEPS) a pour mission, entre autres, la formation, théorique et pratique, des cadres techniques et administratifs des fédérations et sociétés sportives, des animateurs des activités sportives de loisir et des animateurs de groupes déterminés spécifiques, ainsi que le recyclage et le perfectionnement par une formation permanente des susdits cadres et animateurs. L'article 10 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport précise que l'État, à travers l'ENEPS, détermine et organise ces formations à la demande et avec le concours du mouvement sportif.

Les chiffres demandés quant au nombre de candidats ayant suivi et réussi les différentes formations d'entraîneurs organisées par l'ENEPS, ensemble avec le mouvement sportif, entre 2010 et 2019 sont repris ci-dessous :

1. Module général - Cycle inférieur (C)

Nombre de candidats qui se sont présentés : 1.639.

Le taux de réussite est de 78 %.

2. Module général - Cycle moyen (B)

Nombre de candidats qui se sont présentés : 308.

Le taux de réussite est de 92 %.

3. Brevets d'État obtenus par discipline sportive

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

4. Équivalences obtenues (toutes disciplines sportives confondues)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Tel qu'il ressort du tableau repris sous le point 3, les cycles moyens (B) et supérieurs (A) des formations afférentes ne sont, dans la majorité des cas, pas organisés au Luxembourg, ceci à défaut de masse critique de candidats. Les candidats relevant des disciplines sportives concer-

nées sont orientés à poursuivre leur formation à l'étranger. Les frais de participation de formations suivies à l'étranger incombent aux candidats. Il en est d'ailleurs de même pour le paiement des frais d'inscription au Luxembourg. Les frais de participation de formations ne donnent en principe pas lieu à remboursement.

Il est précisé que les formations peuvent donner lieu à l'octroi d'un congé-jeunesse ou d'un congé de formation.

Des formations dans le domaine « fitness » sont actuellement sanctionnées par un brevet d'État d'animateur de sport-loisir, spécialisation « fitness », sur base d'un règlement grand-ducal du 16 janvier 1990 portant restructuration de la formation des animateurs de sport-loisir. Les dispositions réglementaires prévoient deux niveaux de formation, à savoir le cycle inférieur et le cycle supérieur, contrairement aux formations des entraîneurs pour lesquelles trois niveaux de formation sont prévus (cycle inférieur, moyen et supérieur).

À noter que conformément au programme gouvernemental disposant que l'offre de formations de l'ENEPS sera améliorée et élargie, la refonte des règlements grand-ducaux du 16 janvier 1990 relatifs à la formation des cadres techniques et administratifs est actuellement en voie d'élaboration. Est notamment prévue, une formation dans le domaine « fitness », se composant d'une partie commune, d'une partie spécialisée et d'un stage pratique. Le texte afférent sera prochainement introduit dans la procédure réglementaire.

Question 2457 (30.06.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **situation actuelle dans les structures pour personnes en situation de handicap** :

Selon la réponse à la question parlementaire n° 2284, les gestionnaires des structures pour personnes en situation de handicap ont été informés par courrier postal en date du 19 mai 2020 qu'ils pourraient passer à une phase de reprise après le confinement dû au Covid-19. Madame la Ministre de la Famille avait souligné que « Ainsi, je soutiens les gestionnaires de services conventionnés pour personnes en situation de handicap dans leur désir de commencer à relancer, de façon progressive, leurs activités dans les services d'activités de jour, les ateliers protégés et les centres de propédeutique professionnelle pour personnes handicapées tout en tenant compte des besoins spécifiques dus à une population très diversifiée et présentant des degrés de vulnérabilité très différents [...] J'ai prié les gestionnaires de bien vouloir rouvrir les structures d'hébergement vers le monde extérieur au plus tard à partir du lundi 25 mai 2020. »

Selon nos informations, un certain nombre de structures pour personnes en situation de handicap n'ont pas élaboré des stratégies de reprise, ayant comme conséquence que les résidents restent toujours « bloqués » dans leur chambre.

Dans ce contexte, je veux poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

- Combien de structures n'ont toujours pas débuté la phase de reprise ? Pour quelles raisons ?

- En tout état de cause, quel est l'état actuel de la reprise dans les structures pour personnes en situation de handicap ?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Tous les gestionnaires de structures pour personnes en situation de handicap ont élaboré des stratégies de reprise et toutes les structures ont repris leurs activités.

Au 15 juillet 2020, selon les taux d'occupation respectifs, les services d'activités ont repris leurs activités à 62 % de leur capacité, les centres de propédeutique professionnelle à 84 % et les ateliers protégés à 86 %.

Question 2458 (01.07.2020) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant le **modèle du « Barnahus »** :

Le modèle du « Barnahus », développé dans les pays scandinaves, rassemble en un seul endroit les victimes mineures ayant subi soit des violences physiques, soit assisté à des violences conjugales, soit ayant subi des abus sexuels ou ayant fait l'objet de négligence grave. Dans le

« Barnahus » sont organisés notamment un accueil psychologique, une audition judiciaire sous contrôle d'un juge, un examen physique effectué sur ordre du juge par un médecin pédiatre ou par un médecin légiste ainsi que des séances de psychothérapie posttraumatologique. Dans cette même infrastructure se rencontrent donc les métiers de psychologue, de médecin, de juge, de procureur et d'assistant social, collaborant tous dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Selon la réponse commune du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministre de la Justice du 27 décembre 2016 à la question parlementaire n° 2548, les avantages d'un « Barnahus » sont multiples, à savoir :

« La création d'un tel service permettra à l'avenir de réduire le stress de l'enfant, qui ne doit être déplacé ni vers un hôpital ni vers un commissariat de police, mais uniquement vers ce service installé dans une maison aménagée de façon à ce que l'enfant s'y sente bien. L'audition n'a lieu en principe qu'une seule fois et elle est réalisée dans le modèle islandais par un psychologue d'enfants spécialement formé pour effectuer ces entretiens sous la direction du juge, qui lui transmet ses demandes par le biais d'une oreillette pendant l'audition. Le juge siège dans les mêmes infrastructures et suit l'entretien sur vidéo en même temps que son enregistrement. [...] L'enfant n'a pas besoin de comparaître au procès, son audition enregistrée servant de témoignage. »

En 2015 une délégation luxembourgeoise, composée de représentants de l'ALUPSE, de l'ORK du SNJ, du SPOS, de la Police judiciaire, des ministères de la Justice et de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, a visité un « Barnahus » islandais.

Suite à cette visite, il a été annoncé que le Luxembourg se doterait également d'une telle structure.

L'ouverture d'une telle structure a été prévue pour 2019.

Or, en 2019 les ministres concernés et susvisés ont annoncé que : « Le texte réglementaire n'étant pas encore élaboré, la structure „Barnahus“ ne pourra pas être mise en place en 2019. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est l'état d'avancement du projet « Barnahus » ?

2) Est-ce que le texte réglementaire destiné à donner un cadre légal à cette institution, d'en clarifier les missions et de définir les règles de collaboration entre les instances concernées est élaboré ?

3) Pour quand la structure « Barnahus » pourrait-elle être mise en place ?

Réponse commune (25.08.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) En 2015, après avoir participé à une visite d'étude en Islande, où le concept du « Barnahus » (Maison de l'enfant) a été développé, l'ORK a plaidé dans ses recommandations « pour que le Luxembourg s'inspire de ce concept qui a fait ses preuves, qui met clairement en avant la priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant et qui demande aux différents intervenants d'adapter leur pratique en conséquence ». Après avoir été recommandé par le Conseil de l'Europe, l'Union européenne a également fait sienne la promotion du modèle « Barnahus » à partir de l'année 2015 afin de promouvoir des services multidisciplinaires et des coopérations interinstitutionnelles pour la prise en charge d'enfants victimes de violence, et ceci dans une approche adaptée aux enfants (child-friendly).

Ainsi, un corpus de 10 standards de qualité a été développé ces dernières années afin de mettre en place ou bien d'évaluer des dispositifs en la matière et s'inspirant e. a. du modèle original islandais (www.childrenatrisk.eu/promise/standards/) respectivement des Child Advocacy Centres (CAC) aux États-Unis (www.nationalchildrensalliance.org/cac-model/) : 1.1. Considération de l'intérêt supérieur de l'enfant, 1.2. Participation de l'enfant, 1.3. Prévenir les retards excessifs, 2. Collaboration multidisciplinaire et interinstitutionnelle, 3. Population cible inclusive, 4. Environnement convivial pour / adapté aux enfants, 5. Collaboration entre secteurs et gestion de cas, 6. Exploration et audition médico-légale, 7. Évaluation médicale et traitement, 8. Services thérapeutiques, 9. Développement des compétences professionnelles en équipe et en individuel, 10. Partage de l'information, sensibilisation et prévention.

Au Luxembourg, les différentes parties prenantes ont été associées aux réflexions quant à l'implémentation de l'approche « Barnahus » dans le contexte luxembourgeois dans le cadre d'un groupe de travail pluridisciplinaire créé en 2017. Fin 2018, le projet initialement nommé « Centre national d'audition et de thérapie pour enfants » (CNATE) a été renommé « Centre national d'information et d'intervention en matière de maltraitance de mineurs » (CNIM) et a été repris par un fonctionnaire affecté auprès de l'Office national de l'enfance (ONE).

Au cours de l'année 2019, des travaux de recherche concernant les différents modèles de CAC/Barnahus ont complété la réflexion autour des multiples définitions et concepts de la maltraitance et des psychotraumatismes y liés (conceptualisation, formes, origines, facteurs de risque et ressources, thématiques de la révélation, de la signalisation) ainsi que l'élaboration d'un concept et organigramme CNIM. De plus, une analyse en interne a été réalisée du dispositif actuel sur base des standards de qualité précités. Cette dernière permettant de concevoir le « Barnahus » plutôt/d'avantage comme méthodologie de travail interinstitutionnel au lieu d'un programme prioritairement infrastructurel.

Le groupe de travail s'est réuni trois fois en 2019 et une journée d'études auprès des autorités policières et judiciaires a eu lieu, mettant en évidence la complexité des procédures pénales et du nombre de personnes y impliquées. Un des constats partagés parmi les acteurs a été le besoin d'une rapide prise en charge psychosociale et psychothérapeutique des enfants victimes auditionnés par le Service « Protection de la jeunesse » de la Police grand-ducale dans la suite immédiate d'une plainte. De même, le volet de la prévention en matière de maltraitance et d'abus sexuels sur enfants est considéré comme une mission importante d'un futur dispositif renforcé en la matière afin de garantir une meilleure prise en charge globale des enfants victimes de maltraitance et d'abus sexuels, notamment en ce qui concerne la sensibilisation tant des professionnels que la population en général.

Une journée d'études dédiée à la prise en charge psychothérapeutique n'a pas pu avoir lieu en raison de l'épidémie du Covid-19. Le groupe de travail se réunira en automne 2020 pour avancer dans la mise en œuvre d'une méthodologie de prise en charge multidisciplinaire et interprofessionnelle - respectueuse des droits de l'enfant - s'inspirant du modèle de référence du « Barnahus » et des standards de qualité tout en tenant compte des spécificités, expériences et expertises présentes au Luxembourg.

ad 2) Au vu de l'évolution en relation avec les travaux concernant la réforme de la protection de la jeunesse telle qu'annoncée en novembre 2019 auprès du Comité de droits de l'enfant des Nations Unies¹¹ ainsi que de la mission donnée à Madame Renate Winter par la Ministre de la Justice, Madame Tanson, en janvier 2020¹², la base réglementaire destinée à donner un cadre légal à la pratique de prise en charge globale de l'enfant et la collaboration interinstitutionnelle s'inspirant du modèle « Barnahus » sera considérée dans le volet des procédures de la protection de l'enfance.

ad 3) Le groupe de travail qui reprendra ses travaux en automne 2020 devra s'entendre rapidement sur la conception de collaboration interinstitutionnelle voulue et la mise en œuvre de la méthodologie précitée, si nécessaire par la préparation d'une phase pilote et d'une procédure-type à partir de l'année 2021.

Question 2459 (01.07.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **conférence de presse** :

De Premierminister an d'Gesondheitsministeresch beruffen um Mëttwoch den 1. Juli 2020 um 15.00 Auer eng Pressekonferenz an, fir dem Public d'Aarbechten aus dem Regierungsrat ze presentieren.

Parallèll zu dëser Pressekonferenz ass fir 14.00 Auer eng Séance publique vun der Deputéiertechamber ugesat. Et wäert fir d'Biergerinnen a Bierger kaum méiglech sinn, souwuel d'Pressekonferenz vun de Regierungsvierderer an d'Chamberseance am gläichen Zoch ze suivieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froe stellen:

1. Wéi stitt Dir zu dësem Fait?

¹¹ <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC-30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx>

¹² https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2020/01-janvier/28-tanson-convention.html

2. Gedenkt Dir an Zukunft d'Pressekonferenzen esou ze plangen, datt se mat der Sitzung vun der Chamber laanscheneeginn, wëssend datt dem demokrateschen Debat a Krisenzäite misst eng prioritär Bedeutung ageraumt ginn?

Réponse (01.07.2020) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État :

D'Regierung hält et fir wichteg an noutwendeg, dass besonnesch am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 an de Mesuren, déi an deem Kontext geholl ginn, d'Bierger reegelméisseg informéiert ginn. D'Informatioun iwwert déi meisten Evoluitiounen an eventuell Decisiounen vun der Regierung ginn iwwer verschidde Kanäl a Plattformen kommunizéiert an dozou gehéieren och Pressekonferenzen a Briefingen no engem Regierungsrat.

An de leschte Wochen a Méint gouf et nieft de Reunione vum Regierungsrat, déi an der Reeg freides sinn, och ganz vill extraordinär Reunione, an dat ass och den Ament ëmmer nach de Fall. Deemno ass et och net ze evitéieren, dass Briefingen op verschidde Deeg an der Woch stattfannen. Déi Pressekonferenz gi live gestreamt a sinn och duerno um Internet-site vun der Regierung als Video disponibel. De Bierger kann déi Pressekonferenzen deemno zu all Zäitpunkt suivéieren an ass net drop ugewisen, de Livestream ze suivéieren.

Question 2460 (01.07.2020) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant l'organisation du Ministère des Sports :

An engem Interview an der geschriwwener Press vun haut huet de President vun der Vëlofederatioun sech driwwer beklot, datt am Sportsministère wochelaang kee Mataarbechter ze erreche war an datt d'Büro réischt säit Nationalfeierdag erëm besat gieren. Doduerch huet et méi wéi zéng Deeg gedauert, bis d'Federatioun Äntwerten op ganz pertinent Froen fir de weideren Oflaf vun hiren Aktivitéite kritt huet.

An deem Kontext géif ech gäré folgend Froen un den Här Sportsminister stellen:

- Kann de Minister bestätegen, datt d'Büro vum Sportsministère réischt säit dem 24. Juni rëm besat sinn?

- Wéi huet de Sportsministère während dem Confinement funktionéiert?

- Wéi vill Mataarbechter waren am Teletravail?

- Aus wéi engem Grond ass de Minister net proaktiv virgaang an huet d'Federatiounen vu sech aus iwwert déi rezent Evoluitiounen informéiert?

- Firwat huet et esou laang gedauert, bis d'Vëlofederatioun Äntwerten op wichteg Froen kritt huet?

- Wëssend, datt am Beräich vun de Federatiounen an de Veräiner vun ganz groussen Deel d'Aarbecht vu Behevollen assuréiert gëtt, ass de Minister net der Meenung, datt een an esou Krisensituatiounen als zoustännege Ministère all Moyene muss a Bewegung setzen, fir déi Fraiwëllig an hirer wichteger Aarbecht fir eis Gesellschaft ze ënnerstëtzen?

- Wa jo, firwat huet dat an deem spezifesche Fall net geklappt?

Réponse (11.08.2020) de **M. Dan Kersch**, Ministre des Sports :

D'Fro vum honorabelen Deputéierten iwwert d'Organisatioun vum Sportsministère bezéie sech op Behauptunge vum President vun der Vëlofederatioun den 1. Juli am „Lëtzebuurger Wort“, géint déi sech dat gesamt Personal vum Sportsministère an enger Stellungnam, am Kader vun engem „Droit de réponse“, deen de 4. Juli an der selwechter Zeitung publizéiert ginn ass, mat Vehemenz gewiert huet an dës Ennerstellung widderleucht huet.

Entgéint de Behauptunge vum President vum Vëloverband waren d'Büro vum Sportsministère während der Zäit vum Confinement zu all Moment besat an operationell. Doriwwer eraus erlaben ech mir, den honorabelen Deputéierten drun ze erënneren, datt esou ewéi all Employeur, sief dat ëffentlech oder privat, och de Sportsministère fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vu sengem Personal responsabel ass an dofir andéi néideg Mesurë geholl gi sinn, fir d'Mataarbechter vum Ministère an deem Sënn an entsprechend de gesetzleche Verflechtungen an de sanitäre Recommandatiounen ze schützen.

Verschidde Mataarbechter waren ab dem Ufank vum Confinement all Dag um Büro, anerer punktuell. De ganze Confinement iwwer war zu jidder Zäit all Divisioun vum Sportsministère komplett operationell, sief et um Büro oder am Teletravail. All Courier ass gescannt an enregistriert ginn. D'Rechnungen an

d'Subsidie sinn an den üblechen Delaien traitéiert ginn. All Agent hat Zougriiff op seng Mailen, soudatt all Dossier jidderzäit schnellstméiglech an Ugrëff konnt geholl ginn. Zousätzlech ware sämtlech Telefone vun Ufank un entwéeder op d'Reception oder op de GSM de-aktivéiert, soudatt duerchgeend de Kontakt zu de Mataarbechter assuréiert war. D'Reception vum Ministère war vu méindes bis freides vu moies 8.00 Auer bis mëttes 15.30 Auer besat.

Nieft de sëllegen Agenten, déi de permanenten Déngscht am Ministère garantéiert hunn, ware reegelméisseg bis zu 26 Agenten am Teletravail.

Wat elo d'Froen ugeet, firwat de Minister net proaktiv virgaang ass an d'Federatiounen, also dann och d'Vëlofederatioun, net iwwert déi verschidde Evoluitiounen informéiert soll hunn, esou erlaben ech mer, dem honorabelen Deputéierten seng Aussoe folgendermoossen ze widerleechen:

Vun Ufank vum Confinement un huet de Sportsministère, zesumme mat Vertrieeder vum COSL, dem Sportslycée, de Sportsdokteren an zum Deel dem LIPHS, wat spezifesch d'Elitesportler ugeet, no deelweis laange Reunione all unerkannte Federatiounen per Circulaire iwwert déi verschidde Phasen, och vum progressiven Deconfinement, informéiert an dës dann och zousätzlech um Internet-site vum Sportsministère publizéiert.

Et géif elo wierklech ze wäit féieren, fir dem honorabelen Deputéierten am Detail all d'Demarchen vum Sportsministère am Kontext vum Covid-19 hei opzezielen, e ka se awer gären an der Annex vun dëser Äntwert chronologesch noliessen, mee et sief just bemierkt, datt de Sportsministère an der Zäit vum 15. Abrëll bis de 24. Juni 2020 net manner ewéi sechs Circulairen an d'Federatiounen verschéckt huet, dës zousätzlech zu de verschidde Recommandatiounen vum Gesundheitsministère am Beräich vum Sport an de Circulaire vum Innenministère betreffend de Sport.

Wat elo konkret d'Froen vum der Vëlofederatioun ubelaangt, esou ware meng Leit vum Sportsministère a permanentem Kontakt, och mam Staff vun der Vëlofederatioun, déi zu jidder Zäit Äntwerten op hir jeeweileg Froen kritt hunn, dës ass eis iwwregens och vun deene Salarië bestätegt ginn.

Zu der konkreter Fro, ob d'Dräilännermeeschterschaft vun den U23 den 2. August 2020 kéint gefuer ginn, konnt zu deem Moment och kee Sportsministère eng definitiv Äntwert ginn. Op genau dës Froen krut iwwregens de President vun der Vëlofederatioun op der Generalversammlung vum COSL den 20. Juni 2020 vu mir selwer eng entsprechend Äntwert, genau esou ewéi säi Sekretariat dat vu mengem Leit vum Sportsministère gesot kritt huet.

Niewebäi sief och nach bemierkt, datt de Sportsministère den 2. Abrëll 2020, an enger Kollaboratioun mam SNJ an der ENEPS, den Internet-site <https://aktivdoheem.lu/> lancéiert huet, deen ee grouse Succès war a weiderhin ass.

Beim Liese vun den detailléierten Demarchen an der Annex wäert dem honorabelen Deputéierten sécherlech opfalen, datt, au contraire zu sengen Aussoen, de Sportsministère all Moyenen a Bewegung gesat huet, fir d'Federatiounen, an domadder och hir Veräiner, an hirer wichteger Aarbecht fir eis Gesellschaft ze ënnerstëtzen.

Dozou zielt esouwuel d'Zesummenaarbecht mam COSL, als Intermediäre tëschent den Instanzen an dem organiséierte Sport, ewéi och d'Verstärkung vun den techneschen an administrativen Strukturen vum Sport, an absënns de Verbänn, wou dës Joer net manner ewéi eelef zousätzlech Posten duerch d'Erhéijung vun den deemtenspriechende Kreditter am Staatsbudget konnt vun de Federatiounen besat ginn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2461 (01.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (déi gréng) concernant la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile :

La PSDC a été créée par le traité de Lisbonne, signé par les États membres de l'Union européenne en 2007. L'objectif central de la PSDC est la mise à disposition de capacités opérationnelles issues des États membres pour des missions votées par le Conseil de l'UE. De manière générale, conformément à l'article 42 du traité sur l'Union européenne (TUE), l'UE peut utiliser ces capacités en dehors de son territoire « afin

d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations Unies ».

Pour cela, elle peut avoir recours à des moyens militaires aussi bien que civils, notamment en ce qui concerne les missions de prévention de conflits, les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de renforcement de l'État (State-building) ou encore les actions conjointes en matière de désarmement. Cependant, la PSDC civile a connu, jusqu'en 2018, une diminution d'importance avec notamment une réduction importante des effectifs depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

Afin de redonner de l'élan à la PSDC civile et de l'aligner avec la stratégie globale de l'UE, en novembre 2018, le Conseil a approuvé le pacte en matière de PSDC civile qui prévoit notamment d'accroître les capacités mises à disposition de la PSDC civile ainsi que d'améliorer la coordination, l'efficacité et la réactivité des missions civiles. Par la suite, les États membres ont été chargés d'élaborer des plans nationaux de mise en œuvre du pacte. En décembre 2019, douze États avaient déjà élaboré leur plan national.

Par son accord de coalition, le Gouvernement actuel s'est engagé à promouvoir la participation du Luxembourg à des missions civiles, notamment à des « missions civiles de l'UE visant à reconstruire et à consolider l'État de droit et l'ordre public dans des pays ou régions sortant d'un conflit ».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants :

1) Quelle est l'importance que les ministres accordent au volet civil de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE ?

2) Quelles devraient selon eux être les priorités de la PSDC civile pour les années à venir, notamment dans le contexte du pacte en matière de PSDC civile et de la stratégie globale de l'UE ?

3) Comment le pacte en matière de PSDC civile s'inscrit-il dans la stratégie de défense luxembourgeoise ?

4) Quel est l'état d'avancement de l'élaboration du plan national de mise en œuvre luxembourgeois pour le pacte en matière de PSDC civile ?

5) Quel est le nombre d'effectifs mis à disposition par le Luxembourg pour la PSDC civile au cours des dernières années ? Dans quelle mesure est-il prévu d'augmenter ces effectifs dans le cadre de l'implémentation du pacte en matière de PSDC civile ?

6) Mis à part la mise à disposition d'effectifs par le Luxembourg, quelles autres contributions à la PSDC civile les ministres envisagent-ils ?

7) Le recrutement de personnes volontaires pour participer à des missions civiles s'avère-t-il difficile ? Dans l'affirmative, comment les ministres envisagent-ils attirer plus de volontaires pour participer à de telles missions civiles ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense, de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure, et de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Comme l'honorable Députée le mentionne dans le texte introductif de sa question parlementaire, le Gouvernement s'est engagé à promouvoir la participation du Luxembourg aux missions civiles de l'UE. Dans l'esprit de l'approche « 3D » (diplomatie, développement, défense) de la politique étrangère luxembourgeoise, le Gouvernement réaffirme que le volet civil est un élément essentiel de la politique de sécurité et de défense commune de l'UE.

ad 2) Le Luxembourg soutient la PSDC civile dans son entièreté et s'est engagé à y contribuer avec les moyens appropriés. L'adoption du pacte en matière de PSDC civile a été, pour le Luxembourg et l'UE, une étape vers une PSDC civile plus réactive, plus souple et plus en ligne avec la stratégie globale et l'approche intégrée de l'UE. Le but ultime est de consolider la position de l'Union européenne en tant que partenaire fiable, crédible et vecteur de sécurité.

En donnant un nouvel élan à la mise en œuvre des priorités stratégiques définies dans la stratégie globale de l'UE de 2016, le pacte vise également à accroître le niveau d'engagement des États membres de l'UE au sein de la PSDC civile. Dans ce contexte, les États membres de l'UE sont encouragés à se doter de plans nationaux de mise en œuvre du pacte afin notamment de revoir et d'améliorer leurs procédures et leurs structures, dans le but d'accroître le nombre d'experts pour les missions civiles et de garantir une participation active de chaque État membre.

La région du Sahel est importante pour le Luxembourg, tant d'un point de vue de la coopération au développement que d'un point de vue politique et sécuritaire, raison pour laquelle le Luxembourg soutient les missions civiles de l'UE qui sont déployées dans cette région. La participation régulière du Luxembourg aux missions déployées dans le voisinage oriental de l'UE témoigne par ailleurs de l'importance accordée à la stabilité des régions voisines de l'UE.

D'autres éléments qui méritent d'être mentionnés parmi les priorités du Luxembourg sont le renforcement du nexus sécurité interne - sécurité externe, la formation des agents qui sont déployés sur le terrain, la coopération avec les autres acteurs nationaux et internationaux et, un élément particulièrement important pour le Luxembourg, le respect de l'état de droit, les droits humains et l'égalité des genres.

ad 3) La valeur ajoutée de l'Union européenne par rapport aux autres acteurs régionaux et internationaux en matière de sécurité et de défense s'observe avant tout dans le domaine civil. La majorité des missions PSDC sont des missions civiles. En outre, la PSDC civile est essentielle si l'UE veut réaliser son ambition, reprise dans sa stratégie globale, de renforcer « l'approche globale de l'Union en matière de conflits et de crises ». L'autonomie stratégique de l'Union européenne requiert qu'elle englobe les aspects à la fois civils et militaires de la PSDC. La PSDC civile est au cœur de l'identité et du rôle opérationnel de l'UE.

Alors que la PSDC civile ne s'inscrit pas directement dans la stratégie de défense luxembourgeoise décrite dans les lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l'horizon 2025 et au-delà, qui traite essentiellement de questions militaires, elle en est très complémentaire. Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre plus large de l'approche « 3D », qui recherche une approche coordonnée entre actions relevant de la diplomatie, du développement et de la défense.

ad 4) Le plan national de mise en œuvre luxembourgeois du pacte en matière de PSDC civile est en cours d'élaboration, en concertation avec l'ensemble des acteurs publics concernés. Il est prévu qu'il soit finalisé avant la fin de l'année.

ad 5) Le Luxembourg contribue activement à la PSDC civile en déployant du personnel dans différentes missions. Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'agents de police. Actuellement, quatre policiers sont déployés au sein de trois missions civiles : un agent au sein de l'EU-CAP Sahel Mali ; un agent au sein de l'EUAM Ukraine ; et deux agents au sein de l'EUMM Géorgie.

Une dizaine de personnes ont participé à des missions civiles de l'UE dans un passé récent.

Le plan national de mise en œuvre qui est en cours d'élaboration prévoit à terme d'augmenter le nombre des effectifs. Pour ce faire, il est prévu de mener des campagnes d'informations plus ciblées. Le Gouvernement soutient les agents qui postulent auprès de l'UE pour participer aux missions civiles par le biais d'informations appropriées et en les aidant dans la préparation des dossiers et en vue des entretiens de sélection.

ad 6) Le Luxembourg fournit régulièrement un soutien financier et logistique aux missions civiles de l'UE. Il est prévu de poursuivre ce soutien en fonction des besoins spécifiques et de la plus-value que le Luxembourg peut apporter.

ad 7) Le Luxembourg compte actuellement quatre agents déployés au sein de missions civiles de l'UE. Historiquement, ce chiffre se place au-dessus de la moyenne habituelle. Il est parfois difficile de trouver des candidats adaptés aux profils recherchés. En ce qui concerne la sélection des participants aux missions, un candidat du Luxembourg se trouve souvent en concurrence directe avec des candidats d'autres États membres. Tous les candidats luxembourgeois ne sont donc pas retenus au terme du processus européen de sélection. Il y a également lieu de noter que la durée de déploiement est bien plus longue pour les missions PSDC civiles (12 à 18 mois) que pour d'autres missions de l'UE, telles que les missions de l'agence Frontex auxquelles le Luxembourg devra contribuer encore plus considérablement à partir de 2021. Afin d'augmenter le nombre de candidats au déploiement en mission PSDC civile, le Gouvernement entend appliquer les mesures décrites en réponse à la question 5. Une des priorités principales est d'améliorer le niveau d'information sur les missions civiles de l'UE. Pour sa part, la Police grand-ducale orga-



nise au moins tous les deux ans une réunion d'information destinée à tous ses effectifs afin d'agrandir le pool de candidats disponibles pour les missions PSDC civiles.



Question 2463 (01.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **délais de fixation des affaires devant le tribunal administratif pour plaidoiries** :

Depuis quelque temps et ce même avant la crise sanitaire actuelle, les affaires instruites devant certaines chambres du tribunal administratif et prêtes à être plaidées sont fixées pour plaidoiries à plus d'une année.

Le président du tribunal administratif a d'ailleurs soulevé les problèmes auxquels sa juridiction doit faire face à maintes reprises.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice :

- 1) Madame le Ministre peut-elle confirmer ces informations et nous renseigner sur la moyenne des délais de fixation des affaires pour plaidoiries pour les années judiciaires 2015 à 2020 et pour les différentes chambres du tribunal administratif (par matière) ?
- 2) Quelles sont les causes de ces longs délais qui doivent être considérés comme déraisonnables et qui existaient déjà avant la crise sanitaire actuelle ?
- 3) Quelles mesures sont envisagées pour réduire les délais de fixation à des proportions acceptables ?

Réponse (28.07.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) La moyenne des délais de fixation des affaires de droit commun, c'est-à-dire hors procédures accélérées, pour plaidoiries résulte des tableaux annexés.

Les statistiques en annexe ont été établies par référence à une audience de fixation par mois, en prenant en compte l'affaire s'étant vue attribuer la date de plaidoiries la moins rapprochée. De même ces statistiques ne prennent pas en compte les affaires dites urgentes qui bénéficient de par la loi d'un rang de priorité et qui sont fixées à très brève échéance (entre une semaine et un mois).

Il faut noter qu'en général les dates des plaidoiries sont fixées sans distinction suivant les matières, à l'exception de celles pour lesquelles le législateur a prévu des délais de prononcé plus réduits (par exemple en matière de placement en rétention) et qui bénéficient donc de par la loi d'un rang de priorité.

ad 2) Les causes de ces délais sont multiples et peuvent être résumées comme suit :

1) Augmentation du nombre des affaires instruites suivant les procédures dites urgentes (49 % pour l'année judiciaire 2018-2019), pour lesquelles le législateur a prévu des délais d'instruction et de prononcé plus réduits.

Il s'agit de :

- affaires dites DUBLIN III,
- affaires d'échange de renseignement en matière fiscale,
- recours contre les décisions de placement au Centre de rétention,
- affaires en matière de protection internationale : article 35 (2) loi du 18 décembre 2015 (procédure accélérée) et article 35 (3) loi du 18 décembre 2015 (irrecevabilités et nouvelles demandes).

Comme ces affaires doivent être plaidées à courte échéance en raison des délais de prononcé imposés par le législateur et comme le nombre des affaires introduites est très fluctuant, les présidents de chambre sont contraints à une gestion « prudente » du calepin afin d'éviter un engorgement des audiences.

2) Variété des compétences attribuées au tribunal administratif et surtout augmentation de la complexité et de la technicité dans certaines matières des affaires traitées par les 15 magistrats du tribunal administratif, dont notamment :

- Plan d'aménagement général (PAG) + re-fontes des PAG,
- Plan d'aménagement particulier (PAP),
- affaires en matière de contributions directes,
- échanges de renseignements en matière fiscale et contentieux fiscal en général,

- permis de construire,
- marchés publics,
- commodo et incommodo,
- fonction publique,
- protection de l'environnement,
- conseil de la concurrence,
- décisions de la CSSF.

Le tribunal constate de manière générale régulièrement un phénomène des « vagues » de recours dans certains domaines, ce qui implique inévitablement, du moins temporairement, une prolongation des délais de fixation devant la chambre concernée.

Par ailleurs, le tribunal est de plus en plus souvent confronté à des dossiers qui, par leur nombre (cas de recours qui doivent être regroupés), leur volume et leur complexité (notamment les recours introduits dans le contexte de la refonte des PAG ou encore en matière de droit de la concurrence), nécessitent un temps conséquent de préparation, de délibéré et de rédaction, de sorte que de tels dossiers ont évidemment des répercussions sur les délais de fixation des affaires devant les chambres concernées, puisque souvent le juge rapporteur doit être dispensé de siéger dans d'autres affaires pendant plusieurs audiences pour se consacrer exclusivement à l'instruction du dossier concerné, voire sur les délais de fixation des autres chambres, tel que cela a été le cas récemment en raison de l'introduction de 64 recours dans le cadre de la refonte du PAG de la Ville de Luxembourg, ayant nécessité une redistribution des affaires entre les différentes chambres.

3) À noter enfin que la crise du Covid-19 a eu des répercussions directes sur le fonctionnement du tribunal :

- Les quatre chambres du tribunal ont dû fixer au début du confinement pendant trois semaines les plaidoiries de toutes les affaires, sauf celles dans lesquelles le législateur a prévu des délais de prononcé plus réduits.
- La moitié de l'effectif du tribunal administratif a pris le congé pour raisons familiales, ce qui a eu pour effet que seulement deux chambres, dont une chambre ad hoc ayant traité les affaires urgentes, ont pu fonctionner durant le confinement jusqu'au 25 mai 2020.

ad 3) Le projet de loi n° 7528 voté en première lecture le 16 juillet 2020 prévoit la création de trois postes de magistrats supplémentaires. Ce renforcement qui sera effectif à partir du 15 septembre 2020 permettra de compléter les effectifs du tribunal administratif et d'évacuer davantage d'affaires.

Depuis quelques années les juridictions administratives peuvent également recourir à des référendaires pour étoffer leur équipe.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).



Question 2464 (01.07.2020) de **Mme Tess Burton** (LSAP) concernant le **redressement du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf** :

Dans le cadre d'une question parlementaire du 26 février 2018, j'ai attiré l'attention de l'ancien Ministre du Développement durable et des Infrastructures sur l'état du chemin repris 137 entre Consdorf et Berdorf se présentant déjà à cette date comme très mauvais. Dans sa réponse du 16 avril 2018, Monsieur le Ministre indiquait qu'« il s'ensuit que la réalisation des travaux proprement dits pourrait commencer en 2019 ». Jusqu'à aujourd'hui, ces travaux n'ont pas commencé. En plus, selon une publication récente au « Luxemburger Wort », il y aurait encore toujours des autorisations de la part du Ministère de l'Environnement qui manquent. Ni l'Administration des ponts et chaussées ni les communes concernées ne seraient au courant de l'état d'avancement de ce projet d'après cet article.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Monsieur le Ministre peut-il me dire où en est le projet de redressement de cette route si importante pour les habitants et le tourisme dans cette région ?
- Selon la réponse à ma question parlementaire précitée, « l'acquisition de ces dernières emprises étant en train d'être finalisée, le projet définitif, dont la réalisation figure sur la programmation pluriannuelle de 2019, sera pré-

senté sous peu ». Qu'en est-il de ces acquisitions ? Quand est-ce que le projet définitif sera présenté ?

- Madame le Ministre, y a-t-il des autorisations qui manquent encore de la part du Ministère de l'Environnement ?

- Quelle priorité revient à cette route, sachant bien que l'avant-projet du redressement du chemin CR137 avait déjà été approuvé le 8 septembre 2014 par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ?

Réponse commune (31.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Bien que toutes les emprises nécessaires eussent pu être réalisées au préalable, les travaux de redressement du CR137 de Consdorf vers Berdorf ne pouvaient néanmoins pas être entamés dans les délais prévus. La raison en étaient les inondations de 2018 dans la région qui avaient causé la destruction de toutes les routes alternatives en direction de Berdorf.

Comme l'autorisation initiale avait entre-temps expiré et la législation y relative avait changé, une nouvelle autorisation environnementale pour les travaux vient d'être délivrée.

Le dossier de soumission proprement dit sera approuvé fin de l'année 2020 et l'adjudication publique sera lancée au premier trimestre 2021.

Les travaux de redressement du CR137 commenceront donc probablement commencer après l'été 2021.



Question 2468 (02.07.2020) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **législation sur la colocation** :

D'Konzept vun de Wunnngemeinschaften ass eng Pist, fir méi abordabel Wunnraum op de Marché ze bréngen a gëtt virun allem vu jonke Leit gefrot a genotzt. D'Reglementatioun vun de Wunnngemeinschaften ass awer fir de Moment net ganz kloer.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Logementsminister riichten:

- Schaff de Minister un enger Gesetzgebung, déi de Matbewunner aus enger Wunnngemeinschaft Rechtssécherheet assuréiert an am Aklang mat dem ugepasste Gesetz aus dem Joer 2019 iwwert d'Sécherheit, Hygiène a Salubritéit steet?

- Ass de Minister der Meenung, datt an enger Wunnngemeinschaft eng Bezuchsperson selwer soll wunnen, déi d'Responsabilitéit an d'Gestaltung vun der Wunneng iwwerhëlt?

- Ass de Minister bereet, eng Etüd iwwert den Observatoire de l'habitat ze maachen, wéi sech d'Präisser am Beräich vun der kommerzieller Souslocatioun a Colocatioun an de vergaangene fënnf Joer entwéckelt hunn?

- Ass de Minister der Meenung, datt d'Locatiounspräisser pro Zëmmer an d'Proportion vun de Gemeinschaftsfläche bei enger kommerzieller Colocatioun pro Awunner net d'Moyenne vun de Loyere pro Meterkaree, déi duerch den Observatoire de l'habitat jee no Region ermëttelt gi sinn, dierf iwwerschreiden?

Réponse (16.07.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Ech erlabe mer, den éierewäerten Députéierte Marc Lies op déi gemeinsam Antwort vun der Inneministesch a mir selwer zur parlamentarescher Fro Nr. 2410 ze verweisen, déi all déi Froen a Bezuch op Wunnngemeinschaften beäntwert. Wéi an där Antwort ausféierlech geschriwwen gouf, ass d'Verloune vun Zëmmeren iwwer individuell Mietvertrag net als „colocation“ ze verstoen.

Wat eng eventuell Recherche zur Präisentwicklung vun de „chambres meublées“ ugeet, esou si meng Servicer amgaangen, dofir Referenzfreen auszeschaffen.



Question 2469 (02.07.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **bon d'hébergement de 50 euros** :

Den Tourismusminister huet nom Covid-19-Lockdown decidéiert, de lokalen Tourismus mat Hëllef vu Bongen am Wäert vu 50 € ze ënnerstëtzen. Ab dem 15. Juli bis den 31. Dezember 2020 kënnen d'Mënschen zu Lëtzebuerg an d'Frontalieren aus der Groussregioun hir Iwwernuechtungen an engem Hotel, Bed&Breakfast, Auberge oder Camping zu Lëtzebuerg

mat esou engem Bong bezuelen. Insgesamt sollen 730.000 där Bong verdeelt ginn, wat de Staat ronn 36,5 Milliounen Euro kascht.

All Bong enthält perséinlech Donnéeën, dorënner den Numm, d'Adress an de Gebuertsdatum, déi noutwennegerweis aus enger Datebank geholl goufen. Während aner Entreprene normalerweis een explizitt Averstännis vun hire Clienté mussen froen, fir dës Donnéeën kënnen fir Promotiounen ze benotzen (GDPR-Averstännis), schéngt bei dësem Bong op d'Donnéeën vu ronn 730.000 Persounen - dorënner Mannerjäreger - zougegraff ginn ze sinn, ouni allerdéngs am Virfeld den explizitten Accord vun de Leit gefrot ze hunn. D'Donnéeën goufen traitéiert an d'Leit net einzeln dorivwer informéiert, wat also an totalem Kontrast zum Dateschutz steet.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Tourismus dës Fro stellen:

- 1. No der Schätzung vun Minister, wéi vill Bong wäerte bis Enn dëst Joer ageléist ginn?
- 2. Wat ënnerscheet dëse Bong vun der Regierung vun anere Bong, déi Entreprene normalerweis u Clienté verschécken?
- 3. Aus wéi enger Datebank entstamen d'Daten, déi fir d'Erstellung vun dësem Bong genotzt goufen?
- 4. Ass et fir de Minister gerechtfertegt aus Promotiounszwecker massiv op d'Donnéeën vu 730.000 Persounen - dorënner Mannerjäreger - zouzegräifen, an dëst ouni explizitten Accord vun de Leit?
- 5. Firwat gouf net op eng Opt-in-Prozedur zréckgegraff, wou d'Leit, déi interesséiert un der Promotioun sinn, hätte kënnen de Bong iwwer eng zentraliséiert Plattform ufroen?
- 6. Wéi gesäit d'Prozedur aus, wann de Bong vun enger Person bei engem Hotelier ageléist gëtt?
- 7. Ugesiichts, datt de Bong voll mat perséinlechen Donnéeën gespéckert ass, ka verfollegt ginn, wéi eng Person dëse Bong wéini a wou ageléist huet?
- 8. Analyséiert de Ministère wéi eng Bong ageléist goufen? Falls jo, mat wéi enger legaler Basis ginn dës Donnéeën analyséiert?

Réponse (24.07.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

De 50-Euro-Iwwernuechtungsbong ass eng Mesure vun Plan de relance „Neistart Lëtzebuerg“, fir déi national Wirtschaft an den Tourismussektor ze ënnerstëtzen. Dëse Bong ka vu Frontalieren a Residenten iwwer 16 Joer an enger Iwwernuechtungsstruktur zu Lëtzebuerg ageléist ginn. Insgesamt krute ronn 730.000 Persounen e 50-Euro-Iwwernuechtungsbong zougéckert, dëst an Zesummenaarbecht mam Registre national des personnes physiques an dem Centre commun de la sécurité sociale. Den Artikel 6, Punkt 1. e) vum Règlement général sur la protection des données rechtfertegt dës Virgoensweis, well explizitt virgesinn ass, datt « le traitement n'est licite que si, et dans la mesure où, au moins une des conditions suivantes est remplie: e) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ». Des Weideren huet d'Commission du registre national e favorablen Avis zu der Notzung vun Donnéeën am Kontext vun 50-Euro-Iwwernuechtungsbong ginn.

Doduerch, datt d'Bong per Courrier verschéckert goufen, gëtt séchergestallt, datt eng gréisstméiglech Unzuel vu Leit de Bong och kréien an dat ouni mussen selwer aktiv ze ginn. Eng Opt-in-Prozedur wär fir de Bierger méi komplizéiert gewiescht an et hätt missen en Outil informatique geschaaft ginn, fir d'Verdeel vun de Bongen ze organiséieren.

D'Prozedur, fir de Bong anzelenzen, ass onkomplizéiert. De Client bucht säin Openthalt an informéiert den Hotelier, dass e säi Bong wëllt benotzen. Beim Bezuele vun der Rechnung, gëtt de Client dem Hotelier de Bong. Um Bong befanne sech zwee verschidde QR-Coden:

1. de QR-Code „GouvCheck“: fir d'Iwwerprüfung vun der Echtheit vun dem Bong. An deem QR-Code stinn an digitaler Form déi Donnéeën, déi och op de Bong gepréint sinn, d. h. de Code vun dem Bong, den Numm, de Virnumm an de Gebuertsdatum vun dem Besëtzer vun dem Bong;

2. de QR-Code „Code“: Dee Code declenchéiert, dass den Hotelier 50 € iwwerwise kritt. Den Hotelier scant mat sengem Smartphone a mat der GouvCheck-App de GouvCheck-QR-Code an iwwerpréift d'Resultat mat den Informatiounen, déi um Bong stinn. Den Hotelier scant mat sengem Smartphone a mat der LetzShop-App de LetzShop-QR-Code an dréit d'Nummer vun der Clientsrechnung an der App an. Den Hotelier zitt dem Client 50 € vun



der Rechnung of an den Hotelier kritt vu LetzShop 50 € iwwerwisen.

Et wier technesch méiglech, nozevollzéien, wéi e Bong weini a wou ageléist gouf. Deen Traçage ass awer net noutwendeg, weeder fir dass de Bong ka benotzt ginn, nach fir dass den Hotelier d'Valeur vum Bong ausbezuelt kritt. Aus deem Grond gëtt den Traçage net gemaach. Fir datt den Hotelier déi Zomm iwwerwisen kritt, déi him zousteet, gëtt festgestallt, wéi vill Bongen an deenen eenzelen Hebergementsbetreiber ageléist goufen. Et gëtt net analyséiert, wéi eng Bongen datt dat waren. D'Unzuel vu Bongen, déi wäerte bis Enn vun dësem Joer ageléist ginn, kann zum aktuellen Zäitpunkt nach net virausgesot ginn.

Question 2471 (02.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les droits de **scolarité au Royaume-Uni** :

La Secrétaire d'État britannique en charge des universités vient de confirmer que suite au Brexit et à partir de la rentrée 2021, les droits de scolarité pour étudiants ressortissants de l'UE seront alignés à ceux - nettement plus élevés - que doivent payer aujourd'hui les étudiants des pays tiers.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche quelles seront les conséquences pour les étudiants luxembourgeois ayant déjà commencé leurs études à une université britannique ainsi que pour ceux qui commencent leurs études en 2020.

- Comment vont évoluer les droits d'inscription à partir de 2021 ?

- Comment l'Université du Luxembourg entend-elle traiter les étudiants britanniques après le Brexit ?

Réponse (04.08.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Les étudiants luxembourgeois ayant déjà commencé leurs études supérieures auprès d'une université au Royaume-Uni ainsi que ceux qui commenceront leurs études supérieures pendant l'année académique 2020-21 continueront à payer les mêmes frais d'inscription que les étudiants britanniques, et cela pour toute la durée du programme d'études dans lequel ils sont inscrits.

En ce qui concerne la rentrée académique 2021-22, les étudiants de l'Union européenne qui souhaitent entamer des études supérieures dans une université britannique devront s'acquitter des frais d'inscription majorés, tout comme les étudiants internationaux.

Les frais d'inscription à l'Université du Luxembourg sont les mêmes pour les étudiants résidant au Luxembourg, les étudiants de l'Union européenne et les étudiants venant de pays tiers. À l'heure actuelle, il est prévu de maintenir les frais d'inscription au même niveau pour tous les étudiants, indépendamment de leur origine.

Question 2472 (03.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **PET Scan** :

De PET-Scan ass e medezinnescht Gerät, dat den Dokteren dobäi hëlleft verschidde Krankheeten, enner anerem Kriibs, ze erkennen. De Patient kritt heibäi eng radioaktiv Substanz gesprézt, fir Organismen am Kierper siichtbar ze maachen, éier en dann an de Scan geluecht gëtt.

Am Grand-Duché gëtt et just ee PET-Scan am CHL, doduerch sinn eisen Informatiounen no am Moment d'Waardezäite fir e Rendez-vous relativ laang.

Des Weidere si mir gewuer ginn, datt beim PET-Scan, deen eisen Informatiounen no réischt 1,5 Joer al ass, e gréisseren Update géif ustoen, wouduerch en eng Zäit laang net a Betrib wier.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir soziale Sécherheet an un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

1. Wéi laang hunn d'Patienten an der Moyenne misse virun der Covid-19-Pandemie op e Rendez-vous fir de PET-Scan waarden a wéi laang muss se momentan op e Rendez-vous waarden bis eventuell Retarden opgeschafft sinn?

2. Wëssend datt eis Populatioun weider wiisst an aus den Erfarungen eraus vun der Covid-19-Krise, wier et net sënnvoll en zweete PET-Scan am Land ze hunn? Eng Etüd (Von Schulthess) vun 2011 hat schonn drop higewisen, datt ee PET-Scan séier géif u seng Limitte stoussen.

3. Kann d'Regierung d'Informatiounen vum Update bestätegen? Wa jo, wéi laang ass de PET-Scan dann hors service?

4. Kann d'Regierung bestätegen, datt et Schwierigkeete ginn, fir vun der CNS e Remboursement geneemegt ze kréien, wa Patient fir e PET-Scan an d'Ausland ginn?

5. Wa jo, firwat?

6. Falls de PET-Scan duerch den Update sollt länger ausfallen, ginn da PET-Scannen am Ausland automatesch vun der CNS accordéiert?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Laut den Informatiounen vum nationale PET-Zenter op de 16. Juli 2020, louch d'Duerchschnittswaardezäit fir ee Rendez-vous virun der Pandemie ongeféier bei zwou Wochen. Aktuell läit dës Waardezäit bei dräi bis véier Wochen. Am Fall wou e medezinneschen Noutfall besteet, ginn d'Examen innerhalb vun 72 Stonne realiséiert.

ad 2. Ewéi schonn an der Äntwert zur Question parlementaire N° 1991 ernimmt, ass am Projet fir dat neit Gebai vum Centre hospitalier eng Fläch virgesi fir d'Installatioun vun engem zweete PET-Scan, dëst am nationale PET-Zenter.

Betreffend d'Versuergung vu Covid-19-Patienten, ginn et keng wëssenschaftlech Recommendationen fir dës Zorte vun Examen an och net an der akuter Phas vun dëser Krankheet. Et muss een awer och drop hiweisen, datt an deene Fäll, wou et néideg war, den Zougang zum PET-Scan absolut net gefäerdet war duerch d'Pandemie Covid.

ad 3. Den nationale PET-Zenter huet confirméiert, datt effektiv een Update virgesinn ass. Den Apparat ass dofir da manner ewéi 48 Stonnen ausser Betrib. Fir d'Kontinuitéit vun de Behandlungen ze garantéieren, gëtt dës Intervention wa méiglech iwwert de Weekend gemaach. Eng Erweiderung vun de Rendez-vous-Zäiten (ewéi méi fréi moies oder méi spéit owes, oder z. B. samschdes) kéint proposéiert ginn. Et kéint och verfuert ginn ewéi an der Äntwert op d'Fro 6 beschriwwen.

ad 4. + 5. A priori huet d'Gesondheitskeess keng Problemer festgestallt wat d'Autorisatiounen uginnt, fir e PET-Scan am Ausland geneemegt ze kréien.

Fir e PET-Scan am Ausland rembourséiert ze kréien, muss een am Virfeld eng Autorisatioun hu vun der Gesondheitskeess, déi op dem Avis vum Kontrolldoktor vun der sozialer Sécherheet baséiert. Dësen Apparat steet nämlech op der Lëscht vun den „équipements lourds“, wou de Remboursement vun der Krankekeess un eng prelabel Autorisatioun vum Kontrolldoktor gebonnen ass. Den Artikel 20 Paragraf 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Si ces prestations de soins de santé transfrontalières impliquent :

- 1) [...]
- 2) le recours aux infrastructures hautement spécialisées et coûteuses que sont les centres de compétence nationaux, les services nationaux et les établissements spécialisés de rééducation, de convalescence et de cures thermales ou à des équipements médicaux et appareils hautement spécialisés et coûteux, déterminés au plan hospitalier national en exécution de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers,

la prise en charge est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la Caisse nationale de santé, sur avis motivé du Contrôle médical de la sécurité sociale. [...] »

Elo kann et awer sinn, datt de Remboursement vun der Gesondheitskeess refuséiert gëtt, well verschidden Dokteren oder Assurées dëst net wëssen an de PET-Scan an d'Ausland maache ginn ouni déi Autorisatioun.

ad 6. An der Vergaangenheet huet de CHL d'Gesondheitskeess ëmmer informéiert, wann de PET-Scan ausgefall ass a gefrot, datt all Demandé fir e PET-Scan am Ausland accordéiert ginn. Dës Demandé goufen dann och ëmmer accordéiert vun der Gesondheitskeess a vum Kontrolldoktor vun der sozialer Sécherheet.

Question 2474 (03.07.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **fréquence des tests de dépistage de la Covid-19** :

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land. Ganz aktuell ass mer elo e Fall vun enger Persoun zougedroe ginn, déi an engem héich sensible Beruff schafft a sech reegelméissig teste léisst. Déi Persoun huet bannent fënnf Deeg zwou Invitatiounen kritt, fir an en Test ze goen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministeresch:

1. Wéi kann et sinn, datt déi nämlechte Persoun bannent fënnf Deeg zwou Invitatiounen kritt, fir sech testen ze loosse?

2. Op wat fir eng Datebasis gëtt sech beruff, fir d'Invitatiounen un d'Bierger ze verschécken?

3. Mir si Fäll aus medezinnesche Beruffer (Dokter, Zänn Dokter) bekannt, déi nach keng eenzeg Invitatioun kruten, fir sech op Covid-19 testen ze loosse. Ass dat normal?

Réponse commune (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

D'Aluedunge fir déi flächendeckend Covid-19-Tester (Large-Scale-Testing - LST) baséieren op der Datebank vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS), an där d'Berufsgruppen no sougenannten NACE-Coden age-deelt sinn (Nomenclature générale des activités économiques dans la communauté européenne). D'Datebank vun der IGSS erméiglecht et, fir gezielt Leit unzeschreiwen, déi a bestëmmten Aktivitéitssecteuren schaffen oder déi sech no bestëmmte Krittären iwwert d'ganz Land verdeelen. D'Lëscht vun de Leit, déi sollen ugeschriwwen ginn, geet vun der IGSS op de CTIE (Centre des technologies de l'information de l'État), deen déi entspreche Bréiwer erausschéckt. Well bestëmmte Gruppen awer net an der IGSS-Datebank opgefouert sinn, goufen och verschidde Lëschte vu Leit, déi sollen ugeschriwwen ginn, direkt un de CTIE iwwerméttelt. Dobäi ginn Duebelaluedunge beim selwechten Envoi erausgefiltert, mee wann eng zousätzlech Lëscht erakomm ass kuerz no engem Envoi, deen op der IGSS-Datebank berout (oder ëmgedréint), da kann et virkommen, dass déi selwecht Persoun a kuerzem Ofstand zwou Aluedunge kritt. D'Organisateuren vum LST ginn dervun aus, dass déi ugeschriwwen Persoun an deem Fall nëmme eng vun dësen Aluedunge wouerhëlt.

Well d'Datebank vun der IGSS, déi fir d'Aluedunge benotzt gëtt, just e puermol am Joer op deen neiste Stand bruecht gëtt, kann et sinn, dass net all Persoun erfaasst gëtt, déi zu de Risikogruppen gerechent gëtt, well se méiglecherweis nach net dee richtegen NACE-Code attribuéiert krut. Dës Persounen ginn awer dann iwwert déi normal Contingente vum LST erfaasst.

Question 2475 (03.07.2020) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant les **guêpes** :

Les guêpes font partie des insectes pollinisateurs qui fécondent les plantes à fleurs de notre environnement. Au-delà de leur rôle en tant que pollinisateurs, les guêpes détruisent également des nuisibles et parasites en tant qu'insectivores. Ils jouent également un rôle sanitaire, limitant l'expansion de moisissures et d'agents pathogènes et accélérant la décomposition, puisqu'ils éliminent des fruits pourris, des restes de viande et utilisent du bois pourri.

Les guêpes sont en activité du mois d'avril jusqu'à la fin de septembre. C'est principalement au milieu de l'été que les guêpes peuvent entrer en conflit avec l'humain, si les insectes sont dérangés. Dans ce contexte, il est important de noter que la majorité de ces cas de « conflits » ne se produisent que pour deux des quinze espèces de guêpes sociales que l'on peut trouver au Luxembourg. La majorité des autres espèces de guêpes présentes au Luxembourg ne sont que peu agressives.

Notons que depuis la réforme des services de secours en 2018, l'élimination des nids de guêpes ne fait plus partie des missions principales du CGDIS, sauf en cas de danger réel et imminent pour la population. Notons également que la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que toute destruction non justifiée d'espèces animales sauvages est interdite.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Combien d'espèces de guêpes se présentent actuellement au Luxembourg ? Est-ce que la population de guêpes a augmenté dans les dernières années ? Dans l'affirmative, quelles en sont les principales raisons ?

2) Dans quelle mesure les services de secours ont-ils été sollicités par la population luxembourgeoise pour évacuer des guêpes au cours des cinq dernières années (chiffres ventilés par année) ? Combien de fois les services de secours sont-ils effectivement intervenus dans ce contexte (chiffres ventilés par année) ?

3) De quelle manière et où les services de secours éliminent-ils les nids ?

4) Quelles autres initiatives ayant l'objectif d'assister les résidents luxembourgeois dans le contexte d'une présence de guêpes dans leurs alentours sont soutenues par le Gouvernement ? Ces initiatives sont-elles fortement sollicitées ? De quelle manière et avec quelle fréquence ces initiatives apportent-elles leur assistance ?

5) Dans quelle mesure les campagnes de sensibilisation sur les guêpes menées par le Gouvernement sont-elles considérées un succès ? Le Gouvernement entend-il sensibiliser davantage sur ce sujet ?

6) Si un nid de guêpes est situé à la proximité immédiate d'un endroit souvent fréquenté par des personnes, quelles méthodes sont à conseiller ou déconseiller pour diminuer le potentiel de conflit entre l'homme et la guêpe, pour déplacer le nid voire pour éliminer ce dernier ?

7) Si des personnes souhaitent intervenir pour déplacer ou éliminer un nid, sont-elles tenues à demander une autorisation, à se faire conseiller ou à se faire assister ?

8) Les entreprises de désinsectisation nécessitent-elles un agrément si elles souhaitent opérer au Luxembourg pour intervenir dans le contexte d'une présence de guêpes ? Dans l'affirmative, quelles conditions doivent-elles remplir ? Les entreprises sont-elles tenues à sensibiliser les clients sur les mesures qui permettraient la coexistence entre les guêpes et l'homme et qui éviteraient l'élimination d'un nid ? Est-ce que les activités et pratiques des entreprises de désinsectisation sont contrôlées, notamment quant à leur conformité à la loi concernant la protection de la nature ? Dans la négative, Madame la Ministre jugerait-elle opportun d'introduire un tel contrôle ?

Réponse commune (21.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1) Au Luxembourg, il existe 638 espèces d'aculéates (hyménoptères à aiguillon), dont 342 espèces d'abeilles (dont les larves sont végétariennes) et 296 espèces de guêpes (dont les larves sont carnivores). Parmi les 296 espèces de guêpes, 15 en sont sociales et 281 solitaires. 15 espèces de guêpes sociales vivent en colonie, dont :

- 4 espèces de guêpes polistes (Polistinae) : P. dominula, P. biglumis, P. albella, P. nimpha ;

- 11 espèces de frelons (Vespinae), de 3 genres :

Dolichovespula: D. saxonica, D. norwegica, D. sylvestris, D. media, D. adulterina et D. omissa ;
Vespula: V. rufa, V. vulgaris, V. germanica et V. austriaca ;
Vespa: V. crabro.

Les espèces de guêpes sociales V. vulgaris et V. germanica causent la plupart des conflits.

Chaque colonie de guêpes sociales ne vit que pendant une seule année et se constitue en été, et davantage lors des étés chauds et secs. Les ouvrières passent une grande partie de leur vie à nourrir les larves avec des insectes ou des morceaux de charogne. Dès la fin d'été, le nombre d'œufs pondus par la reine se réduit fortement ; en conséquence le nombre de larves à nourrir diminue de sorte que les ouvrières passent plus de temps hors du nid, à la quête de liquides sucrés pour leur propre nutrition. Pour cette raison leur présence devient plus visible et ce au moment même où les colonies commencent à dépérir. À la fin de la saison, toutes les guêpes meurent sauf les nouvelles reines qui cherchent une cachette pour passer l'hiver. Si celui-ci est rigoureux et pluvieux, la majorité de ces jeunes reines meurent en période hivernale.

Toutefois, les étés à longues périodes de chaleur et de sécheresse favorisant le développement des guêpes et les hivers doux et peu pluvieux permettant aux jeunes reines de mieux résister à l'hiver, nous ne pouvons pas exclure que le changement climatique entraîne une légère hausse des populations de guêpes, même s'il n'y a pas d'observations scientifiquement valables permettant de l'affirmer à ce jour. L'équilibre biologique des populations est dynamique. Il dépend d'un grand nombre de mécanismes de régulation et ne s'installe que sur une période de longue durée.

ad 2) Avant la création du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), les interven-



tions des corps de sapeurs-pompiers ont été recensées dans les rapports d'activité de l'Inspection de la Division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours. Ceux-ci font état de 2.073 interventions en relation avec l'évacuation ou la destruction de nids de guêpes pour l'année 2016 et de 3.751 interventions pour l'année 2017.

Depuis la création du CGDIS, les interventions des centres d'incendie et de secours sont documentées sur des fiches d'intervention « LuxDoc » en version papier. La numérisation et l'exploitation informatisée de ces données sont actuellement encore en cours, de sorte qu'à l'heure actuelle il n'est pas possible de répondre à la question de Monsieur le Député.

ad 3) Selon le règlement opérationnel du CGDIS, ce dernier procède à l'évacuation ou la destruction de nids de guêpes seulement « par carence », donc en l'absence d'un autre intervenant, et seulement en cas de danger imminent pour des personnes. Dans ce contexte, la direction du CGDIS a transmis une note de service à tous ses centres d'incendie et de secours (CIS) en août 2018 pour expliquer ce principe et sensibiliser son personnel aux notions écologiques. En cas de demande adressée au CGDIS pour la destruction d'un nid de guêpes, soit par l'intermédiaire du CSU 112, soit directement par un CIS local, le demandeur est renvoyé aux services écologiques compétents, tels que le réseau national des conseillers « Wespenberaternetzwerk » de natur&emwelt. Les pompiers sont envoyé(e)s sur place uniquement en cas d'un danger imminent pour évaluer la situation et détruire en cas de nécessité le nid.

La destruction du nid se fait par des insecticides admis par l'Administration de l'environnement. La liste avec ces produits a été communiquée par l'Administration des services de secours le 8 août 2017. Le CGDIS ne détruit en aucun cas les nids d'abeilles, mais renvoie dans ces cas au « Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzucht ».

Il y a lieu d'ajouter que le CGDIS organise régulièrement des formations et a élaboré des fiches réflexes et flyers en étroite collaboration avec natur&emwelt afin de sensibiliser et informer son personnel que la destruction d'un nid est seulement le dernier recours en cas de danger imminent.

ad 4) Un dépliant de l'association natur&emwelt est disponible en plusieurs langues, contenant des informations sur les différentes guêpes et le comportement à adopter. De plus, l'association a créé en 2019 un réseau national de conseillers bénévoles qui sont aujourd'hui au nombre de 25.

Pendant la première saison 2019 (mai-octobre) les conseillers ont traité 1.200 demandes.

On peut obtenir les coordonnées des conseillers locaux auprès de l'association natur&emwelt, des municipalités, des centres de conservation de la nature, des parcs naturels et des stations biologiques.

L'association natur&emwelt a créé une ligne d'assistance téléphonique et les conseillers du réseau national effectuaient, dans trois quarts des cas, une visite afin de pouvoir conseiller.

ad 5) Le rapport de la première saison du réseau national des conseillers montre que, dans trois quarts des cas, des solutions sans intervention (information, sensibilisation) ou de simples mesures de guidage ont résolu le problème. En outre, un cinquième des situations nécessitaient une transposition/translocation ou une destruction du nid.

Il est notable qu'il existe un besoin substantiel en information sur les guêpes et que dans la majorité des cas la destruction du nid n'est pas nécessaire et est à considérer comme dernier recours.

ad 6) Chaque situation est différente et doit être évaluée au cas par cas.

Lorsqu'un nid de Dolichovespula est situé à un endroit problématique, dans la majorité des cas le conflit éventuel peut être réduit, voire supprimé, par des mesures de guidage avec des draps, toiles ou moustiquaires qui sont alors mis en place de façon à dévier la ligne d'accès des guêpes au nid. Puisque les Dolichovespula ont un cycle de vie très court, éviter l'endroit en question (p. ex. cabane de jardin) peut parfois être la solution. Dans des cas isolés, le déplacement du nid peut être une solution, mesure qui doit cependant être bien analysée et planifiée au préalable et qui est limitée par des facteurs comme le stade de développement de la colonie.

Les nids de Vespula germanica/vulgaris, qui sont responsables de la plupart des conflits, bénéficient de moins de solutions. Les nids sous les toitures, considérés souvent comme étant les plus problématiques, ne nécessitent pas de réelles mesures. En effet, notamment fixer une moustiquaire à la fenêtre en question peut résoudre les conflits de nids de guêpes installés dans les caissons à volets. Le cas échéant, il est cependant recommandé de ne plus baisser et remonter les volets roulants pendant que le nid est actif. Plus encore, en cas d'un nid dans le sol, un périmètre de sécurité délimité avec des poteaux et de la rubalise peut désamorcer le risque. Des mesures de guidage peuvent également être appliquées pour remédier à des conflits de certains types de nids cachés. Le déplacement de nids de Vespula, sous réserve de considérer le stade de développement de la colonie, peut constituer une solution dans des cas isolés, mais requiert beaucoup de matériel spécial et d'expertise.

Les cas des nids sous les planches de terrasses en bois, dans les caissons à volets de portes fenêtres ou qui endommagent l'isolation de la façade ou de la toiture, sont les plus compliqués et nécessitent le plus souvent d'être détruits. Toutefois, la destruction devra toujours être considérée comme la dernière issue.

ad 7) Dans cette situation il est fortement conseillé de contacter le réseau national des conseillers et de se faire assister.

ad 8) Les entreprises de désinsectisation ne nécessitent pas d'agrément. La mise à disposition sur le marché des produits biocides (insecticides) est soumise à autorisation selon le règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides. Les insecticides appartiennent au type de produits 18 figurant sur l'annexe V dudit règlement. Les autorisations afférentes contiennent le résumé des caractéristiques du produit (RCP), qui décrit spécifiquement les conditions d'utilisation du produit, notamment :

- le type de formulation (poudre, spray, grains, ...);
- la classification du produit avec les mentions de dangers et les conseils de prudence correspondants (p. ex. très toxique pour les organismes aquatiques);
- la catégorie d'utilisateur;
- les organismes cibles (guêpes, abeilles, mouches, ...);
- la méthode d'utilisation (utilisation par pulvérisation, ...);
- les différents types d'emballages;
- les instructions d'utilisation, les mesures de gestion des risques spécifiques, les instructions de premiers secours et les mesures d'urgence pour protéger l'environnement, les instructions pour l'élimination du produit et les conditions de stockage.

Le produit vendu doit être étiqueté conformément au RCP. L'étiquette du produit, et éventuellement la notice d'utilisation, doivent indiquer les consignes nécessaires à observer par l'utilisateur, pour une utilisation sûre du produit.

Question 2476 (03.07.2020) de M. Serge Wilmes (CSV) concernant les avantages en nature chez Luxair Group :

Dans un article paru dans l'édition du « Journal » du 1^{er} juillet 2020, le nouveau directeur général du groupe indique payer pour ses vols avec la compagnie aérienne Luxair. Il affirme ensuite que ceci n'est pas le cas pour les membres du conseil d'administration du groupe qui profiteraient de vols gratuits.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?
- Comment Messieurs les Ministres qualifieraient-ils ces avantages (vols gratuits) d'un point de vue fiscal ? Ces avantages devraient-ils être renseignés sur les déclarations fiscales des administrateurs ?
- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que ces avantages puissent être perçus comme injustes dans le contexte de l'actuelle crise ?
- Messieurs les Ministres peuvent-ils enfin m'informer si toutes les prestations effectuées par les administrateurs au sein du groupe sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ? À défaut, y a-t-il des administrateurs qui perçoivent des indemnités non soumises à la TVA ?

Réponse (23.07.2020) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire à un article paru dans l'édition du « Lëtzebuerger Journal » du 1^{er} juillet 2020 dans lequel l'on peut lire que les membres du conseil d'administration de Luxair Group bénéficieraient de vols gratuits.

Le Ministère des Finances n'est pas en mesure de se prononcer sur les règles internes de sociétés privées.

D'un point de vue fiscal, de tels avantages font, le cas échéant, partie du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale selon l'article 91 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu et doivent être renseignés à ce titre sur les déclarations fiscales.

La législation en matière de TVA est applicable aux prestations effectuées par les administrateurs, tel que cela avait déjà été explicité dans la réponse à la question parlementaire n° 2443 des honorables Députés Léon Gloden et Laurent Mosar.

Question 2478 (03.07.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le test de dépistage de la Covid-19 post mortem :

Mir ass zougedroe ginn, datt et virkënn, datt bei Persounen, déi doheem stierwen, Post-mortem-Ofstrécher gemaach ginn, fir si op de Covid-19-Virus ze testen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Am Fall, wou Persounen doheem post mortem op de Covid-19-Virus getest ginn: Wien ordonéiert dës Tester?
2. Ginn déi genannten Tester systematesch bei doheem verstuerwene Persounen gemaach oder éischer stéchprouwenaardeg?
3. Hunn déi bis dato duerchgefouert Post-mortem-Tester schonn nennenswäert Resultater erbruecht? Sinn an deem Zesammenhang scho Statistiken erstallt ginn?
4. Wa jo, wéi eng Resultater ergi sech aus deene Statistiken?

Réponse (06.08.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

D'Gesondheetsdirektioun huet effektiv den Doktere recommandéiert, bei engem Doudesfall, wou Verdacht op Covid-19 besteet, eventuell e Post-mortem-Ofstréch fir de Sars-CoV-2-Virus ze maachen.

Dësen Test ka vun all Dokter ordonéiert ginn. Esou Tester gi sécherlech net systematesch gemaach an et läit an der Appreciatioun vun all Dokter, fir ze decidéieren, ob esou een Test nützlich kéint sinn oder net.

Et ass dem Gesondheetsministère net bekannt, wéi vill dëser Tester gemaach goufen, well d'Gesondheetsdirektioun nëmmen d'Resultater gemellt kritt, oft ouni Informatioun iwwert de genauen Datum oder d'Auerzäit vum Ofstréch. Domat kann d'Direktioun kee Verglach maachen, wéini genau par rapport zu der Doudeszeit den Ofstréch gemaach gouf, a weess also net, ob den Ofstréch pre oder post mortem war. Dat Eenzezt, wat ee ka soen, ass, dass een eventuell positiv Post-mortem-Resultat da géif dozou bäidroen, dass den Doudesfall als Covid-19-Fall géif an d'Statistiken afléissen.

Question 2479 (03.07.2020) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le premier bilan de l'application du RGPD :

La Commission européenne vient de tirer un premier bilan critique de l'application du Règlement pour la protection des données (RGPD) dans les pays membres de l'UE.

Constatant qu'en général le RGPD a été bien appliqué par les autorités nationales, la Commission note un effort encore insuffisant au Luxembourg et en Irlande.

Selon COM ces deux pays, grâce à leur fiscalité avantageuse, hébergent les sièges européens des plus gros acteurs du numérique et héritent donc de leur surveillance et devraient se donner plus de moyens pour le faire.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, quelle est l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face aux critiques de la part de la Commission européenne.

- Le Gouvernement entend-il donner des suites aux critiques formulées par la Commission européenne et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (30.07.2020) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté sous l'impulsion de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, a renforcé et étendu considérablement les droits des citoyens en matière de protection des données personnelles. Par une responsabilisation des acteurs traitant de données personnelles et un changement du système de contrôle, ce règlement européen a vocation à garantir un niveau élevé de protection des données. De plus, il a mis en place de nouveaux mécanismes donnant les moyens aux autorités de contrôle des États membres de coopérer plus efficacement alors que la protection des données répond souvent à des enjeux de dimension transfrontière.

Le RGPD, qui s'applique directement au niveau national, a été accompagné par la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données. Cette loi élargit notamment les missions et les pouvoirs de la CNPD afin que l'autorité de contrôle nationale soit en mesure de veiller au respect du nouveau cadre juridique de la protection des données.

Le rapport d'évaluation que mentionne l'honorable Député permet à la Commission européenne de dresser un premier bilan satisfaisant, alors que le RGPD ne s'applique que depuis deux ans. Parmi les mécanismes de coopération, celui de guichet unique donne compétence à l'autorité de contrôle de l'État membre dans lequel se trouve le siège principal d'une entreprise qui traite de données personnelles. Or justement, comme l'indique le rapport, le Luxembourg a agi comme autorité chef de file pour 87 affaires transfrontières entre mai 2018 et fin 2019, uniquement devancé par l'Irlande et l'Allemagne (respectivement 127 et 92 affaires). Ces nouveaux et complexes mécanismes requièrent des efforts soutenus et des ajustements, alors que les autorités de contrôle sont en pleine montée en puissance : à juste titre, la Commission européenne constate « qu'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement [leur] fonctionnement ».

Le Luxembourg a effectivement donné les moyens à la CNPD de relever les défis lancés par le RGPD. D'après les estimations de la Commission européenne, notre pays se place à la troisième position des États membres de l'UE concernant l'augmentation des ressources humaines des autorités de contrôle (+126 % entre 2016 et 2019) et en première position si on rapporte ces ressources par million d'habitants (sur les chiffres de 2019). Le Luxembourg se trouve en deuxième position concernant l'augmentation de la dotation budgétaire des autorités de contrôle (+165 % entre 2016 et 2019) et de nouveau en première position si on rapporte la dotation de l'autorité de contrôle par million d'euros du PIB (sur les chiffres de 2019).

Il est donc possible de considérer qu'après deux ans d'application du RGPD, le Luxembourg n'est pas dissonant dans le concert européen de la protection des données : une CNPD renforcée émerge de cette période de transition, avec les pleines capacités pour garantir la protection des données personnelles des citoyens, en toute indépendance.

Question 2481 (06.07.2020) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la mise en vigueur de dispositions d'un PAG contrairement à la loi :

En date du 28 février 2019, le premier vote du PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette a eu lieu. Le dossier comporte en son annexe des définitions concernant les maisons unifamiliales et la colocation que la commission d'aménagement a qualifié de « pas conformes à la législation » en son avis du 7 octobre 2019. Dans la réponse à la question parlementaire n° 2410 des honorables Députés Cruchten et Di Bartolomeo, Madame la Ministre de l'Intérieur a noté que « les modalités d'occupation d'un immeuble d'habitation ne sont ainsi pas du ressort de ces instruments juridiques » (du Plan d'aménagement général) et donc illégaux.

Plusieurs questions d'ordre général se posent auxquelles j'aimerais avoir la réponse de Madame la Ministre de l'Intérieur :

L'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipule que : « Au plus tard trois mois à compter de l'échéance du délai prévu à l'article 11, alinéa 2, » (émission de l'avis de la commission de l'aménagement) « le conseil communal décide de l'approbation ou du rejet du projet d'aménagement géné-



ral ». Dans le cas précité, cette date butoir aurait été le 7 janvier 2020.

1) Quelle conséquence aura le non-respect de cette date limite ?

Le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette vient d'annoncer vouloir reporter la date du deuxième vote sur le PAG sine die en consultant les différents partis, l'université, etc.

2) Quel est l'effet juridique de cette décision sur la validité du premier vote, notamment en ce qui concerne l'article 21 sur les servitudes ?

3) Cette démarche du Collège échevinal est-elle conforme à la loi ?

4) Est-ce que le deuxième vote sur le PAG pourrait être reporté ad aeternam ?

L'article 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 prévoit qu'après le premier vote du conseil communal « toute modification de terrains en vue de l'affectation de ceux-ci à la construction ou réparation confortative ainsi que tous les travaux généralement quelconques qui sont contraires aux dispositions du projet sont interdits... ».

5) De façon générale, cet article concernant les servitudes (et l'application provisoire du PAG) concerne-t-il aussi des dispositions ayant trait à des définitions (maisons unifamiliales, colocation, etc.) qui sont annexées ?

6) Dans le cas concret, une disposition qualifiée d'illégale par Madame la Ministre, peut-elle être appliquée par une commune ? D'autant plus si le paragraphe 2 de l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 n'est pas respecté ?

7) Dans la négative, de quels moyens Madame la Ministre ayant la tutelle sur les communes dispose-t-elle pour imposer la loi ?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1) La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain n'établit pas explicitement de sanction en cas de non-respect, par les autorités communales, du délai de trois mois prévu pour la prise d'un vote définitif en vertu de l'article 14 de la même loi.

En effet, ce délai de trois mois n'est pas à considérer comme un délai de rigueur, mais comme un délai d'ordre, dont l'observation n'entraîne pas, automatiquement, l'annulation du dit vote.

La prédite loi prévoit ainsi des délais administratifs d'ordre simplement indicatifs. Ces délais ont pour objectif d'accélérer l'action administrative, sans pour autant, priver, de par son expiration, l'administration de sa compétence, contrairement au délai de rigueur qui, quant à lui, est à considérer comme un délai impératif devant être respecté en tout état de cause sous peine de forclusion.

La jurisprudence administrative a ainsi précisé, de manière constante¹³, « qu'il s'ensuit que le dépassement du délai n'encourt aucune sanction et qu'une décision prise au-delà de ce délai reste valable à cet égard ».

Ce n'est qu'en présence d'un dépassement manifestement déraisonnable du délai que les juridictions administratives peuvent être amenées à annuler l'acte ainsi pris¹⁴. L'appréciation relève de la compétence respectivement de l'autorité de tutelle et des juges du fond qui apprécieront, en fonction des circonstances de l'espèce, si un dépassement peut être qualifié de déraisonnable.

Je donne encore à considérer, qu'à ma connaissance il n'existe pas de jurisprudence ayant précisément encadré les dépassements des délais d'ordre en établissant des critères. Il s'agit dès lors d'une appréciation « in concreto » devant être effectuée par l'autorité de tutelle ou les juges administratifs en procédure contentieuse.

Ainsi, il semble que la polémique déclenchée par la réglementation de la colocation dans un projet d'aménagement général ait amené les autorités communales à procéder à une large consultation avant le vote du projet d'aménagement général.

Cette démarche peut être prise en compte lors de l'appréciation du caractère raisonnable du délai d'ordre endéans duquel les autorités communales doivent procéder au vote définitif tel que prévu à l'article 14 de la loi précitée du 19 juillet 2004.

ad 2) Corrélativement, l'application des servitudes visées à l'article 21 de la loi précitée du 19 juillet 2004 se voit prorogée tant que le conseil communal n'a pas procédé au vote définitif prévu à l'article 14 de la même loi.

ad 3) La prédite loi n'encadre pas juridiquement de telles décisions de report de vote. Il s'agit d'une décision prise par le Collège des bourgmestre et échevins en vertu de l'autonomie communale en vue de mener à bon terme la procédure d'adoption du projet de refonte du Plan d'aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Comme énoncé précédemment, les autorités communales devront veiller à ce que le crédit dépassement ne puisse être qualifié de « déraisonnable ».

ad 4) Dans l'hypothèse d'un report « ad aeternam », le dépassement du délai raisonnable est susceptible d'être caractérisé et pourrait, le cas échéant, aboutir respectivement à un refus d'approbation de la part de l'autorité de tutelle ou à une annulation de la décision prise de manière excessivement tardive par les juridictions administratives.

ad 5) Non. En effet le vote provisoire d'un conseil communal pris en vertu de l'article 10 de la loi précitée du 19 juillet 2004 relatif à un projet d'aménagement général a simplement pour objet d'instaurer, dès le dépôt du projet à la maison communale, un moratoire en vertu duquel l'implantation de constructions et l'exécution de tous travaux contraires aux dispositions dudit projet sont interdits, sauf les travaux de conservation et d'entretien. Il s'agit d'éviter que les projets urbains futurs se voient hypothéqués dans leur planification par l'application de la réglementation urbanistique en vigueur.

ad 6) Non. Le/la bourgmestre est uniquement chargé/e de l'exécution des règlements de police urbanistique dûment approuvés et en vigueur aussi longtemps qu'une juridiction administrative ne les a pas annulés, et de ce fait, retiré leur effet juridique et de veiller corrélativement à l'application des servitudes visées à l'article 21 telle que mentionnée ci-dessus.

ad 7) Dans le cadre de l'exercice de la surveillance administrative sur les actes des communes, je serai amenée, à effectuer un contrôle de légalité et à sanctionner, le cas échéant, toute violation en vertu de mes pouvoirs légaux lors de mon approbation ministérielle du projet d'aménagement général tel que prévu par l'article 18 de la prédite loi.

Question 2482 (06.07.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **participation citoyenne dans les communes** :

D'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit am Artikel 35 Follgendes vir:

« Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine. Le référendum est de droit lorsque la demande en est faite par un cinquième des électeurs dans les communes de plus de trois mille habitants, et par un quart des électeurs dans les autres communes. Dans ces cas, le conseil doit organiser le référendum dans les trois mois de la demande. Les modalités du référendum sont fixées par règlement grand-ducal. Les dispositions de la loi électorale relatives au vote obligatoire, notamment les articles 259 à 262 inclusivement, sont applicables. Dans tous les cas, le référendum n'a qu'un caractère consultatif. »

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Madamm Ministesch, wéi oft ass dësen Artikel bis elo declenchéiert ginn? A wéi enge Gemengen ass dëst passéiert a wat war de Sujet vun deene respektive Referendumen?

2. Enner wéi enger Form muss d'Demande, wéi se am Gesetz virgesinn ass, agereecht ginn? Wat sinn d'Krittären, datt eng Demande als recevabel ugesi gëtt?

3. Ass eng Demande säitens de Biergerinnen a Bierger, fir e kommunale Referendum unzefroen, och op digitalem Wee méiglech (iwver elektronesch Ennerschrëften zum Beispill)? Wann net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Ministesch vir, d'Initiativrecht vun de Biergerinnen a Bierger um kommunalen Niveau ze stäerken? Wa jo, sous quelle forme?

5. Besteet um kommunale Plang een Outil, änlech deem vun de Petitiounen vun der Chambre des Députés, deen et de Biergerinnen a Bierger méttels Ennerschrëften erlaabt, ee bestëmmte Sujet an hirem Gemengerot zur Sprooch ze bréngen ? Wann net, firwat net, an ass virgesinn, dëst an Zukunft ze erméiglechen, voire ze vereinfachen?

6. Wéi steet d'Madamm Ministesch generell um méi Biergerbedeelegung um kommunale Plang? Wéi eng Konzepter kéint sech d'Minis-

tesch an deem Beräich virstellen, och en vue vun der Reform vum Gemengegesetz?

Réponse (24.07.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

D'Biergerbedeelegung ass ee Sujet, dee mir a menger Aarbecht ganz wichteg ass. Dëst ass och de Grond, firwat ech d'Reform vum Gemengegesetz ënnert de Motto „matenee fir eng modern Gemeng“ gesat hunn, an dës Reform an engem breede participative Prozess ausgeschafft gëtt, zesumme mam Gemengesektor a mat de BiergerInnen.

Och d'Theema vun der Biergerbedeelegung selwer, grad ewéi vun den Elementer vun der direkter Demokratie wéi dem Referendum, dat den Här Deputéierten uschwätzt, gëtt an dësem Prozess diskutéiert. Esou huet den Inneministère Enn 2019 iwver eng Onlinebefragung d'BiergerInnen zu verschiddenen Aspekter befragt, wou iwver 5.600 Leit matgemaach hunn, an am Januar e Biergeratelier organiséiert, wou enner anerem iwver d'Theema Biergerbedeelegung diskutéiert gouf. D'Resultater vun dëser Consultatioun ginn aktuell an engem Rapport verschafft, deen deemnächst verëffentlecht wäert ginn an als Grondlag soll déngen, fir Initiativen a Konzepter am Gemengesektor ze fërderen.

Aktuell sinn am Gemengegesetz, ausser deem vum Deputéierten zitëierte kommunale Referendum (Artikel 35 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988), keng aner Instrumenter vun der Biergerbedeelegung oder der direkter Demokratie op Initiativ vun de BiergerInnen gesetzlech festgeschriwwen. Den Artikel 36 vum Gemengegesetz gesäit donieft generell d'Méiglechkeet vir, datt de Schaffen oder Gemengerot d'BiergerInnen aus der Gemeng zu Theemen, déi d'Gemeng betreffen, consultéiere kann. D'Gemengen hunn do duerch d'Méiglechkeet, Modeller vu Biergerbedeelegung ze notzen. Hei drënner kënnen méi traditionell Iddie falen, wéi Informationsversammlungen, awer och ganz innovativ Projeten ewéi d'Asetze vun engem Biergerrot, oder participative Budgeten.

De kommunale Referendum gëtt duerch den zitëierten Artikel 35 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an duerch d'groussherzogleche Règlement vum 18. Oktober 1989, dat d'Modalitéite vum kommunale Referendum organiséiert, geregelt. D'Krittären, fir eng Demande anzerechen a fir datt d'Demande recevabel ass, sinn also déi, déi am Gesetz an am Règlement stinn:

- Eng Demande fir d'Ofhale vun engem Referendum op Initiativ vun de WielerInnen muss an de Gemenge vu méi wéi 3.000 Awunner, vun engem Fënneftel, an den anere Gemenge vun engem Véierel vun de WielerInnen ënnerstëtzt ginn;

- Et kënnen eng oder méi Froe gestallt ginn;

- D'Froe mussen esou formuléiert sinn, dass d'WielerInnen net duerch d'Froestellung kënnen beaflosst ginn;

- D'Froe muss mat Jo oder mat Nee kënnen beäntwert ginn.

Den Artikel 2 (2) vum groussherzogleche Règlement vum 18. Oktober 1989 gesäit vir, dass jiddereen, deen d'Ufro fir d'Ofhale vun engem Referendum ënnerstëtzt, säin Numm, Virnumm, Gebuertsdatum a seng Adress handschrëftlech muss ugin, a seng perséinlech Date mat senger Ennerschrëft confirméiere muss. Eng elektronesch Ennerschrëft vun der Ufro ass deemno aktuell net méiglech.

Am Kader vun der Reform vum Gemengegesetz kann een d'Afëierung vun enger elektronischer Ennerschrëft, zousätzlech zu der handschrëftlecher Ennerschrëft, am Kader vun esou Ufrozen an d'faassen.

Zënter 2010 hu folgend kommunal Referende stattfonnt:

Sujet: Gemengefusioun

Clervaux, Heinerscheid, Munshausen - 2008

Bascharage, Clemency - 2010

Burmerange, Schengen, Wellenstein - 2010

Consthum, Hoscheid, Hosingen - 2010

Ermsdorf, Medernach - 2010

Eschweiler, Wiltz - 2014

Larochette, Nommern, Fischbach - 2014

Hobscheid, Septfontaines - 2014

Tuntange, Boevange - 2014

Rosport, Mompach - 2016

Sujet: Wiessel vum Walbezierk

Kopstal - 2017

Leudelange - 2019

Sujet: Konstruktioon vun engem Hotelkomplex

Weiswampach - 2019

Question 2483 (06.07.2020) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** (*déi gréng*) concernant le **refoulement de personnes par les autorités grecques et maltaises** :

Un des principes essentiels de la protection internationale est celui du non-refoulement. Établi à l'article 33 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, le principe de non-refoulement garantit que les demandeurs de protection internationale ne sont pas renvoyés dans des pays dans lesquels ils auraient à craindre pour leur vie ou leur liberté. Ce principe garantit également le droit des demandeurs de rester dans le pays d'accueil tout au long de la période pendant laquelle ils attendent la décision sur leur demande de protection internationale.

Des organisations non gouvernementales internationales ainsi que des médias internationaux ont signalé de multiples cas de refoulement de personnes vers la Turquie par les autorités grecques aux frontières maritimes et terrestres de la Grèce.

Sont notamment documentées des expulsions collectives de personnes qui se seraient vues refuser la possibilité de demander une protection internationale en Grèce, et ceci après leur détention dans un centre de détention apparemment « secret ».

D'autres reportages et articles dénoncent les refoulements illégaux de personnes le jour même de leur arrivée en Grèce, voire le « push-back » de navires vers les eaux territoriales turques avant que les passagers n'aient eu la possibilité de débarquer en Grèce, ou encore d'embarcations délestées de leur moteur avant d'être repoussées vers la Turquie.

Des articles de presse et des témoignages d'organisations non gouvernementales font également état de cas de refoulements de migrants depuis Malte vers la Libye.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces accusations concernant le non-respect de la part de la Grèce et de Malte du principe de non-refoulement ? Dans l'affirmative, quelles ont été les discussions à ce sujet au niveau du Conseil « Justice et affaires intérieures » de l'Union européenne ?

2) Quelles mesures ont été prises au niveau européen afin de vérifier les informations concernant les refoulements, voire afin d'intervenir auprès des autorités grecques et maltaises à ce sujet ?

3) De quelle manière Monsieur le Ministre est-il intervenu ou entend-il intervenir auprès de ses homologues grecs et maltais au sujet des accusations de refoulement qui deviennent de plus en plus fréquentes ?

Réponse (28.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La Grèce et Malte ont le droit de contrôler leurs propres frontières et de gérer les modalités d'entrée sur leur territoire. Cependant, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi que la Convention relative au statut des réfugiés garantissent le droit de demander l'asile. Le refus de ce droit est susceptible de violer le principe de non-refoulement, selon lequel des réfugiés ou demandeurs de protection internationale ne doivent pas être forcés à retourner dans un pays où ils risqueraient d'être soumis à la persécution.

En outre, les conventions internationales, textes européens et lois grecques interdisent toute forme de détention arbitraire. Je condamne toute sorte de violence et manquement au respect du droit international et des droits humains. Le contrôle de la migration aux frontières extérieures doit s'opérer en plein respect du principe de non-refoulement et de la dignité humaine.

Toute suspicion de refoulement doit faire l'objet d'une enquête et nous comptons sur les États pour que ces enquêtes soient menées à leur terme et les résultats rendus publics. Néanmoins, dans un État de droit, il est de notre devoir d'attendre les résultats des enquêtes de la justice indépendante nationale respective. L'occasion de discuter des faits au niveau du Conseil se présentera par la suite.

¹³ Cf. jugements du tribunal administratif ; TA 16-5-13 (32342); TA 23-11-15 (35533), c. 16-2-16, (37298C)

¹⁴ Cf. arrêts de la Cour administrative CA 5-3-09 (24981C) et autres.



ad 2) Il revient d'abord à l'État membre concerné de mener les enquêtes nécessaires sur son propre territoire.

Ensuite, il importe de rappeler que la Commission européenne reste la gardienne des traités et veille au respect et à l'application du droit européen. Elle s'informe, prévient et sanctionne les États membres en cas de non-respect des obligations européennes. Lorsque la Commission estime qu'un État membre a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu du droit de l'Union, elle engage une procédure d'infraction. Cette dernière est un moyen essentiel pour garantir le respect et l'efficacité du droit de l'Union.

ad 3) Alors que je continue de thématiser le sujet avec mes homologues européens, il revient d'un point de vue institutionnel, dans une première instance, à la Commission européenne d'assurer le suivi du dossier et de faire en sorte que les États membres respectent l'acquis communautaire. Je me réfère notamment aux propos tenus le 6 juillet 2020 à ce sujet par la commissaire Johansson en charge du dossier devant la Commission de libertés civiles, justice et affaires intérieures du Parlement européen.

Question 2484 (06.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*) concernant le **Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024** :

Le 25 mars 2020, la Commission européenne a présenté une première version du Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2020-2024. Le plan d'action définit, pour une période de cinq ans, les priorités et les objectifs de la politique européenne afin de promouvoir les droits humains et la démocratie dans le domaine des relations extérieures.

Le plan d'action, tel que présenté par la Commission européenne, aborde une large panoplie de domaines pertinents pour promouvoir les droits humains et la démocratie dans le monde, dont notamment la responsabilité des entreprises à garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur.

Dans ce contexte, je me permets de rappeler que, selon la réponse de Monsieur le Ministre à ma question parlementaire n° 2191 du 12 mai 2020, « le Luxembourg s'est exprimé en faveur d'une initiative européenne pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales et pour garantir le respect des droits humains tout au long de leur chaîne de valeur ». De plus, toujours selon la réponse à la question parlementaire susmentionnée, le Commissaire européen de la justice envisage désormais légiférer au niveau européen en ce qui concerne le devoir de diligence des entreprises.

D'autres sujets phares abordés dans le plan d'action sont la protection des droits des réfugiés, les droits humains dans le contexte de la politique commerciale de l'UE ainsi que l'égalité des genres. Concernant ce dernier point, je me permets de rappeler que le Gouvernement actuel s'est engagé, par son accord de coalition, à poursuivre une politique étrangère féministe et de promouvoir l'égalité des genres dans les enceintes internationales et européennes.

Le plan d'action est actuellement en cours de négociation au niveau du groupe « Droits de l'homme » au sein du Conseil de l'Union européenne.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Sachant que le plan d'action dans sa version actuelle ne mentionne pas l'introduction d'un cadre légal contraignant sur le devoir de diligence au niveau européen, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes estime-t-il que le plan d'action tel que discuté actuellement corresponde à l'ambition formulée par le Commissaire européen de la justice concernant la création d'un tel cadre légal sur le devoir de diligence des entreprises au niveau européen ?

2) Au cas où l'on ne parviendrait pas à un accord au niveau européen sur un cadre légal ambitieux et contraignant concernant le devoir de diligence des entreprises, Monsieur le Ministre envisage-t-il l'introduction d'un cadre légal national plus ambitieux ?

3) Concernant le rôle des droits humains et de la démocratie dans la politique commerciale de l'UE, comment Monsieur le Ministre va-t-il faire en sorte que le plan d'action inclue des engagements et des mesures précises ayant comme but l'intégration de dispositions plus ambitieuses en matière de respect des droits humains et de principes démocratiques dans les accords commerciaux et d'investissement bilatéraux de l'UE avec des pays tiers ?

4) Toujours concernant la politique commerciale de l'UE, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action devrait prévoir l'introduction d'études d'impact périodiques afin d'évaluer constamment le respect des droits humains dans les pays avec lesquels l'UE entretient des accords bilatéraux ? Comment envisage-t-il de faire en sorte que ce point soit intégré dans le plan d'action ?

5) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action dans sa version actuelle ne correspond pas à l'ambition de l'UE en ce qui concerne son objectif de promouvoir l'égalité des genres dans la politique extérieure de l'Union ?

6) Tenant en compte l'importance que le Gouvernement accorde à l'égalité des genres dans sa politique étrangère, comment Monsieur le Ministre fera-t-il en sorte que le plan d'action soit plus ambitieux en cette matière et inclue notamment des pistes d'action précises en faveur de l'égalité des genres ?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le plan d'action dans sa version actuelle est insuffisant et ne correspond pas à l'ambition de l'UE en ce qui concerne la protection des droits des réfugiés dans les pays tiers ? Comment Monsieur le Ministre fera-t-il en sorte que le plan devienne plus ambitieux en cette matière ?

Réponse (28.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le Plan d'action de l'Union européenne en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2020-2024 prévoit, dans son chapitre III sur la promotion d'un système global pour les droits de l'homme et la démocratie, un dialogue avec la société civile, les acteurs non étatiques et les entreprises du secteur privé.

Dans le sous-chapitre « Business sector », le plan d'action propose, entre autres, d'engager les entreprises du secteur privé de manière participative dans des efforts conjoints pour faire respecter et promouvoir les droits de l'homme et sur les sujets des mesures anticorruption, des meilleures pratiques en matière de responsabilité sociale des entreprises, de diligence raisonnable, de redevabilité et de voies de recours.

Bien que le plan d'action souligne de manière répétée l'importance de veiller à une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme, il n'a pas pour objectif de se substituer à une éventuelle initiative législative en la matière.

C'est pourquoi, dès novembre 2019, avec mon homologue néerlandaise, nous avons encouragé la Commission à envisager une initiative législative européenne sur un devoir de diligence en matière des droits de l'homme pour les entreprises européennes. Cette position fait écho à l'engagement pris par le Gouvernement dans l'Accord de coalition 2018-2023. Le 24 février 2020, la Commission européenne a publié une étude sur les obligations dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises (Study on due diligence requirements through the supply chain) qui pointe vers l'introduction d'un devoir de diligence en tant que norme de conduite au niveau européen. Le Commissaire européen à la justice Didier Reynders a déjà fait part de son intention d'assurer le suivi de cette étude et s'est engagé en faveur d'une initiative législative sur les obligations de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement pour les entreprises de l'UE.

Le plan d'action ciblant en premier lieu les délégations de l'UE dans les pays tiers ainsi que les missions diplomatiques des États membres, il n'y a pas donc contradiction entre le texte du plan d'action et les développements dans d'autres forums de l'Union européenne.

ad 2) L'Accord de coalition 2018-2023 prévoit que « le Luxembourg soutiendra des initiatives européennes pour renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises transnationales dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et s'engagera au niveau européen pour une législation contraignante et effective. Dans ce contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce dernier permettra de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de leur chaîne de valeur... ».

Les termes de référence pour une étude menée par l'Université du Luxembourg sont sur le

point d'être finalisés. Le rapport de l'étude sera remis avant la fin de l'année 2020. Il comportera, entre autres, une analyse de l'environnement législatif et réglementaire au Luxembourg ainsi que des projets et initiatives législatifs en matière de devoir de diligence dans d'autres pays européens, de même qu'au niveau de l'Union européenne et de l'ONU. Cette étude complètera l'analyse effectuée au niveau du Gouvernement qui est prévue par le programme gouvernemental 2018-2023.

Le Gouvernement donne une préférence à une réglementation au niveau européen qui, d'un côté, garantit un meilleur respect des droits de l'homme par les entreprises, y compris tout au long de leurs chaînes de valeur économique et, de l'autre côté, permet d'éviter des distorsions de concurrence entre entreprises européennes, qui risquent en effet d'être engendrée par une mosaïque de législations nationales potentiellement contradictoires.

En tout état de cause, le Gouvernement réserve son droit d'introduire un projet de loi sur le devoir de diligence au niveau national, notamment au cas où les efforts au niveau européen n'aboutiraient pas.

ad 3) Le plan d'action constitue une feuille de route politique pour l'Union européenne et ses États membres, définissant les principes, priorités, objectifs et actions concrètes en matière des droits de l'homme en se basant sur les cadres législatifs existants. Ne revêtant pas de valeur juridique contraignante, son objectif n'est pas de se substituer à des initiatives dans d'autres domaines, comme la politique commerciale, mais d'orienter les différents acteurs européens sur le territoire des pays partenaires. Dans les forums consacrés à la politique commerciale de l'UE, le Luxembourg appelle systématiquement à relever le niveau d'ambition dans la mise en œuvre des dispositions existantes en matière des droits humains et de développement durable ainsi qu'à leur renforcement.

À travers sa politique commerciale, l'UE se donne en effet pour objectif de promouvoir les droits humains en intégrant dans les accords de partenariat et de coopération et les accords de partenariat stratégique des engagements en matière de respect des droits humains qui sont directement liés aux accords commerciaux. De telles clauses, dites clauses essentielles, se trouvent ainsi dans les accords de libre-échange conclus par l'Union européenne avec des pays tels que le Canada, le Japon, Singapour ou encore le Vietnam. Elles sont juridiquement contraignantes et permettent de suspendre des préférences commerciales en cas d'atteintes graves aux droits humains par l'un des pays signataires.

L'accord de Cotonou, qui constitue le cadre général dans lequel s'inscrivent les relations entre l'Union et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), poursuit des objectifs à la fois commerciaux et de soutien au développement, tout en établissant un « dialogue politique » pour toutes les questions d'intérêt mutuel. Des procédures sont instituées en cas de violation des droits de l'homme ou de corruption.

L'UE a également mis en place des régimes spéciaux comptant parmi les plus progressistes, dont le système actuel de préférences généralisées (SPG), le régime d'encouragement « SPG+ » et le régime « Tout sauf les armes » (TSA). Le but de ces régimes spéciaux est de soutenir les pays en développement dans leurs échanges commerciaux sous réserve qu'ils ratifient et mettent en œuvre un certain nombre de conventions relatives aux droits humains. Dans ce contexte, établir un équilibre entre l'objectif de développement et le respect des conditions établies s'avère parfois une tâche délicate, puisque le retrait des préférences peut avoir des conséquences directes et néfastes sur les populations les plus fragiles.

ad 4) Sur le plan international et européen, le respect des droits humains est constamment contrôlé par diverses institutions et organisations indépendantes à travers le monde. Conformément à ses principes fondateurs, l'UE est résolue à soutenir la démocratie et les droits humains et cherche à intégrer ses sujets dans ses programmes et politiques.

ad 5) La première version du plan d'action n'incluait pas du langage suffisamment fort sur l'égalité des genres. Ce langage a été renforcé dans les versions successives du texte, qui prennent en compte les suggestions faites par le Luxembourg - en ligne avec sa politique étrangère féministe - et d'autres États membres de l'UE.

ad 6) Dans le cadre de la négociation en cours, le Luxembourg travaille de concert avec d'autres États membres de l'UE pour promouvoir une politique progressiste et inclusive en matière d'égalité des genres. Le Luxembourg a d'ores et déjà proposé des éléments textuels

pour renforcer le plan d'action de ce point de vue et continuera de le faire.

Le Luxembourg œuvre à renforcer les positions de l'UE en matière de défense des droits humains des femmes et des filles, notamment dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'en ce qui concerne le respect de la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe par l'UE dans son ensemble. J'ai ainsi plaidé pour un renforcement conséquent de l'action extérieure de l'UE dans les domaines politiques pertinents en matière d'égalité des genres et de lutte contre les discriminations lors du Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 9 décembre dernier.

ad 7) Ce sont souvent les mêmes États membres qui souhaitent faire reculer le progrès normatif en matière d'égalité des genres qui freinent aussi les ambitions de l'UE en matière de protection des droits des personnes déplacées, réfugiés, demandeurs de protection internationale, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, mais également en matière de droits des migrants. Nous sommes activement engagés aux côtés des autres États membres qui cherchent à rendre le plan d'action ambitieux et complet dans ce domaine.

Question 2485 (06.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant les **prêts à taux négatifs de la Banque centrale européenne** :

La Banque centrale européenne vient de lancer une nouvelle initiative pour soutenir l'économie de la zone euro face à la crise du coronavirus.

En effet, la BCE entend offrir plus de 1.000 milliards à taux négatifs aux banques dans l'intérêt de prêts accordés aux entreprises.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelle a été la réaction de la place financière luxembourgeoise face à cette offre.

- Dans quelle mesure les banques de la place vont profiter de ces prêts qui leur sont proposés ?

Réponse (24.07.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

L'honorable Député se réfère dans sa question parlementaire n° 2485 à des opérations de refinancement menées par l'Eurosystème, qui regroupe la Banque centrale européenne et les banques centrales nationales des États membres de l'Union européenne qui ont adopté l'euro.

Étant donné qu'il s'agit d'opérations s'inscrivant dans la conduite de la politique monétaire, il n'appartient pas au Ministre des Finances de se prononcer sur le fond et l'exécution récente de ces opérations.

Il y a cependant lieu de noter que le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé en avril 2020 de lancer une nouvelle série d'opérations ciblées de refinancement de plus long terme (« Targeted longer term financing operations III » ou « TLTRO III »). À travers ces opérations, l'Eurosystème offre des prêts aux banques commerciales à des conditions avantageuses pour les inciter à maintenir, voire augmenter, l'octroi de prêts aux acteurs du secteur privé.

Selon les chiffres publiés par la BCE elle-même, 742 banques européennes ont soumis leur demande en vue de l'obtention de prêts pour un montant total de l'ordre de 1.310 milliards d'euros lors de la plus récente opération de refinancement qui a eu lieu dans ce contexte en date du 18 juin 2020.

Comme l'Eurosystème ne publie pas de données désagrégées à cet égard, il n'incombe pas au Ministre des Finances de s'exprimer sur la participation des banques de la place financière luxembourgeoise à ces opérations de refinancement, ni sur la manière dont ces fonds sont utilisés.

De manière plus générale, il faut toutefois souligner le rôle crucial que l'ensemble des banques centrales ont joué dans la lutte contre la crise du Covid-19. La décision susmentionnée s'inscrit en effet dans un programme plus vaste de mesures prises au cours des derniers mois pour contrecarrer les effets de la crise.

Les décisions prises sur le plan monétaire, conjuguées au paquet de mesures fiscales à hauteur de 540 milliards d'euros décidées par l'Eurogroupe en avril 2020 ainsi qu'au récent accord par le Conseil européen sur la mise en place d'un fonds de relance européen à hauteur de 750 milliards d'euros, forment un ensemble de mesures inédites dans l'histoire du continent européen soulignant la détermination de l'Europe d'agir de façon unie et solidaire contre les effets néfastes de la pandémie liée au Covid-19.

Question 2487 (06.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant la violence à l'égard des enfants :

En quelques mois, la crise du Covid-19 a bouleversé la vie des enfants et des familles du monde entier. Bien que nécessaires, les mesures de quarantaine telles que la fermeture d'écoles ou les restrictions de déplacements exposent les enfants à un risque accru de violence, de négligence et d'exploitation.

Dans ce contexte, l'Unicef a dû constater une augmentation des violences et de l'exploitation à l'égard des enfants.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de fois la police a été appelée pour des faits présumés de violence à l'égard des enfants ?

- Comment les faits de violence à l'égard des enfants ont évolué depuis le début du confinement en mars 2020 par rapport aux années précédentes ?

- Combien d'enfants ont dû être placés en institution ou en famille d'accueil ?

Réponse commune (18.08.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

En ce qui concerne le nombre de procès-verbaux qui sont parvenus aux autorités judiciaires pour la période de référence entre le 13 mars et le 13 juillet (à noter qu'il ne s'agit toutefois pas de la période de confinement stricto sensu), il y a lieu de se référer aux deux tableaux ci-dessous :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le nombre d'enfants qui ont dû être placés en institution ou en famille d'accueil, il y a lieu de se référer aux chiffres suivants pour la période de référence allant du 13 mars au 13 juillet 2020 :

(tableaux 3 et 4 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

À cela s'ajoute que selon les informations fournies par le Service gestion des priorités des prises en charge auprès de l'Office national de l'enfance, non seulement des placements judiciaires ont été opérés pendant la période du 15 mars 2020 au 31 mai 2020, mais également des placements volontaires. Ainsi, 4 enfants de 3-12 ans et 5 adolescents de 12-18 ans ont été placés sur une base volontaire en institution. Un enfant entre 0 et 5 ans a été placé volontairement dans une famille d'accueil.

À noter que les services ambulatoires de l'aide à l'enfance et à la famille ont repris leurs activités d'aide et de soutien socio-éducatif auprès des familles à partir de la première phase du déconfinement après les vacances de pâques, dans la semaine du 20 avril 2020. Les motifs de placements volontaires et judiciaires ont été : problèmes familiaux, trouble de comportement, problèmes de santé des parents, retour en famille impossible, mesures d'aide non adéquates, suite du placement chez une famille de dépannage.

Compte tenu des statistiques recensées, il y a lieu de constater que pendant la période du confinement et jusqu'au 13 juillet 2020, les signalements de faits de violence à l'égard des enfants n'ont que peu évolué, voire ont même diminué.

Cette évolution peut s'expliquer par le fait que pendant le confinement, les enfants n'ont pas fréquenté l'école, ni des structures d'accueil et de loisirs où des traces suspectes auraient pu être détectées et signalées. À ceci s'ajoute que dans certains cas, les victimes de maltraitances, et surtout celles qui subissent des abus sexuels, mettent souvent des mois, voire même des années avant de se confier sur ce qu'elles ont subi.

Question 2488 (06.07.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la visibilité du code de diagnostic sur les certificats d'incapacité de travail :

Duress du Confinement gouf am Kader vun de Sécherheetsmesurë géint d'Covid-19- Pandemie d'Telemedezinn staark ausgebaut. Op ee Coup huet d'CNS et méiglech gemaach, datt Patient an d'Medezinner iwver Telefon oder Video hir Consultatioun konnten ofhalen. As-

suréen, déi wéinst engem Krankheitsfall net konnte schaffe goen, kruten doduerch hire Certificat d'incapacité de travail direkt iwver een automatesche Mail vun der Plattform eSanté zougeschéckt.

Direkt e puer Persounen hu mech drop opmierksam gemaach, datt am PDF-Unhang am Mail och de „code diagnostic“ vum Certificat ze gesi war an am Mail kee weideren Exemplar ugehaange war, wou de Code diagnostic fir de Patron onsiichtbar war. De Secret médical téscht Patient an Dokter ass an dësem Fall net respektéiert, well de Patron mam Code diagnostic kann erausfannen, wéi eng Krankheet sâin Employé huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kënnen d'Ministère confirméieren, datt de Code diagnostic bei deenen automatesch erstallten Dokumenter ëmmer um PDF ze gesi war?

2. Ass oder war fir d'Ministère dës Praxis konform mam Secret médical?

3. Gouf dës Faille behuewen a falls jo, wéini?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Während dem Confinement huet d'Agence eSanté a Collaboratioun mat der Gesondheetskeess (CNS) eng Solutioun fir d'Teleconsultatioun op d'Bee gestallt, fir Deplacementer an d'Cabinete vun den Dokteren esou gutt et geet ze limitéieren. Dat Ganzt huet missen an extremer Urgence geschéien, well et esou e System virdrun nach net gouf.

Et ass esou, datt um Krankeschäin, deen un d'CNS geschéckt gouf, de Code diagnostic huet missen drop ze gesi sinn. Dat ass de Grond wisou een dëse gesinn huet. Dës Praxis ass konform zum Secret médical, well just de Patient de Krankeschäin mam Code diagnostic kritt huet. An der Attente vum Developpement vun engem digitalen Dokument mat deenen drai verschiddenen Exemplairen, wou um zweeten Exemplaire fir de Patron kee Code drop ass, huet de Patient verschidde Méiglechkeete gehat:

- Hie konnt de Krankeschäin tel quel, datt heescht mam Code diagnostic drop, digital u säi Patron schécken.

- Eng Kopie vun dem Dokument un de Patron schécken andeems en de Code diagnostic schwaarz verfiert, ouni awer aner Elementer vum Krankeschäin ze änneren.

- Hie konnt den Dokter froen, fir him de Formulaire vum Krankeschäin per Post ze schécken, wou en Exemplaire derbäi ass ouni Code diagnostic fir de Patron.

Der CNS ass opgefall, datt verschidden Assuréen de Krankeschäin tel quel un hire Patron geschéckt hunn, ouni sech Gedanken driwwer ze maachen, ob se de Code diagnostic wëlle mat kommunizéieren oder net. Doropshin huet d'CNS follgendermoosse reagiert:

- Éischtens hu se hiren Délégué à la protection des données chargéiert, eng Deklaratioun un d'CNP ze redigéieren, déi den 22. Juli 2020 verschéckt gouf.

- Zweetens huet d'CNS zesumme mat der Agence eSanté decidéiert nom Confinement de Logiciel vun der Teleconsultatioun provisoersch zouzemaachen, fir e puer Korrektiounen a Verbesserunger virzehuelen. Déi nei Versioun, déi zënter dem 14. Juli 2020 erëm leeft, erméiglecht d'Produktioun ënner digitaler Form vum Exemplaire, dee muss un d'CNS goen, erlaabt dem Assuré eng Kopie ze archivéieren a gesäit och en Exemplaire ouni Code diagnostic, fir deen den Assuré kann un de Patron schécken.

Déi nei digital Versioun vum Krankeschäin bréngt eng considerabel administrativ Vereinfachung mat sech. Déi Persoun, déi de Krankeschäin awer léiwer net wëll digital eräschécken, kann awer weiderhin den Dokter froen, fir hir de Krankeschäin a Pabeierformat ze schécken.

Question 2489 (07.07.2020) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » :

La création de zones d'activités économiques nationales, spécifiques et régionales représente un levier important tant pour la diversification économique que dans le développement territorial équilibré du Luxembourg en permettant la réduction des flux routiers vers les principaux pôles d'activité du pays.

Ainsi l'accord de coalition actuel prévoit la révision de la loi du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques et l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie afin de faciliter la mise en œuvre du Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques ».

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- Quel est l'état d'avancement de la révision de la loi susmentionnée ?

- Combien de nouvelles zones d'activités ont été créées pendant les cinq dernières années ?

- Combien d'hectares d'espaces de « coworking » dans des zones d'activités y a-t-il à l'heure actuelle au Luxembourg ?

- En hectares, quel est le potentiel pour la création de nouveaux espaces de « coworking » dans les zones d'activités existantes ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils favoriser la création de zones d'activités nationales et régionales dans la région frontalière ?

- Lors de l'aménagement de nouvelles zones d'activités nationales, Messieurs les Ministres entendent-ils encourager la création d'espaces de « coworking », voire réserver une partie du terrain pour bureaux du secteur tertiaire, notamment dans les zones d'activités en région frontalière ?

Réponse commune (31.07.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Aménagement du territoire* :

Les travaux de révision de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques ainsi que l'amélioration de la structure générale de l'économie ont bien avancé et seront prochainement achevés. Comme la Cour des comptes vient de procéder à un contrôle de la gestion des zones d'activités économiques, il a été jugé utile d'attendre les recommandations de la Cour des comptes afin de les considérer, le cas échéant, dans l'avant-projet de loi avant de l'introduire dans la procédure.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, trois nouvelles zones d'activités économiques régionales ont été créées sur le territoire national :

- Fridhaff au sein de la « Nordstad » avec quelque 45 hectares bruts ;

- Grass avec quelque 21 hectares ;

- Schiffange « op Herbett » avec quelque 21,5 hectares bruts.

Les activités admissibles en zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales sont définies par les plans d'aménagement général des communes sur les territoires desquelles se trouvent des zones d'activités économiques ainsi que par le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ainsi, sont admissibles :

- en zones d'activités économiques nationales, les « activités de production, d'assemblage et de transformation de nature industrielle, ainsi que des activités de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national. Y sont admis [...] des activités de prestations de service en relation directe avec les activités de la zone concernée » ;

- en zones d'activités spécifiques nationales, les « activités répondant à des objectifs nationaux de développement sectoriel ou à des fonctions spécifiques d'importance nationale. Y sont admis [...] les activités de prestations de services directement liées aux activités de la zone concernée » ;

- en zones d'activités économiques régionales, les « activités industrielles légères, artisanales, de commerce de gros, de transport ou de logistique. À titre accessoire sont admis, [...] les activités de prestations de services commerciaux ou artisanaux limitées à 3.500 m² de surface construite brute par immeuble bâti, si elles sont liées aux activités de la zone concernée ».

L'activité du « coworking », qui s'analyse en une organisation commune de bureaux loués individuellement et temporairement à des travailleurs intellectuels, revêt les caractéristiques d'une activité purement administrative ; donc, à la rigueur, d'une activité de « prestations de services » au sens de la réglementation citée avant.

Pour être admissible en l'une des zones d'activités objets de la présente, le « coworking » devra donc rencontrer les critères régissant la zone concernée. Aucune demande d'implantation d'une activité de « coworking » dans une

zone d'activités économiques nationale, spécifique nationale ou régionale n'a jusqu'ici été portée à l'attention du Ministère de l'Économie.

Considérant l'actuel encadrement réglementaire des zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales, le potentiel de développement des activités de « coworking » dans ces zones doit être considéré comme très limité. Cependant, les activités du « coworking » peuvent tout à fait s'intégrer dans des zones d'activités communales pour lesquelles les communes concernées définissent les activités qui y sont accueillies.

La création de nouvelles zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales est, par application de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, sujette à l'adoption préalable d'un plan directeur sectoriel, le cas échéant d'un plan d'occupation du sol.

Actuellement, le Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques », en cours de procédure d'adoption, prévoit un certain nombre de zones d'activités régionales dans les régions frontalières : à savoir dans les communes de Mondorf-les-Bains à Ellange-gare (Triangle Vert), à Pétange (Grand Bis), à Grass, à Wintrange (Eselborn/Lentzweiler), à Clervaux (Fischbach), à Echternach et à Grevenmacher (Potschberg).

Des réflexions sont par ailleurs menées au niveau du Gouvernement sur la mise en place éventuelle de zones de co-développement le long des frontières, qui seraient dédiées à certains types d'activités dont certaines pourraient être considérées comme plus proches de structures du « coworking » et mieux à même de répondre à leurs besoins que les zones d'activités économiques en soi, prioritairement destinées à accueillir des activités industrielles et artisanales. Les modalités et les formes de mise en œuvre de ces zones de co-développement ne sont à ce stade pas encore définies.

La création de nouvelles zones d'activités économiques nationales s'inscrit dans l'analyse périodique de la situation en matière d'aménagement du territoire et de l'état de mise en œuvre des instruments de l'aménagement du territoire à réaliser par application de la loi du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire. Il faudra donc attendre l'entrée en vigueur et l'exécution du Plan directeur sectoriel « Zones d'activités économiques » pour pouvoir tirer des conclusions tant sur la question de l'agrandissement de zones d'activités économiques existantes que sur l'opportunité à devoir en créer de nouvelles. À noter que pour chaque plan directeur sectoriel, une commission de suivi est instituée ayant précisément pour mission d'assurer le suivi de la mise en œuvre du plan et de proposer des modifications.

Au stade actuel de la réglementation en la matière et des besoins spécifiques des activités admises en zones d'activités économiques nationales, à savoir de nouvelles activités industrielles ou de prestations de services ayant une influence motrice sur le développement économique national, la question d'un encouragement de la création d'espaces de « coworking » voire de la réservation d'une partie des surfaces pour des bureaux du secteur tertiaire au sein de zones d'activités économiques nationales ne se pose pas de manière structurelle.

Question 2490 (07.07.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant les services d'urgence d'ophtalmologie :

L'Hôpital Kirchberg (HK) des Hôpitaux Robert Schuman et le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) organisent une garde alternée des services d'urgence d'ophtalmologie dans la région Centre du pays.

Or, il nous revient maintenant que le CHL a pris la décision à ne plus participer au service de garde, en ce qui concerne le service Ophtalmologie, à partir du 1^{er} juillet 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre a-t-elle donné son accord à cette décision du CHL ? Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle nous fournir des explications à ce sujet ?

- Madame la Ministre juge-t-elle utile d'accorder plus de moyens aux autres hôpitaux qui

continuent à assurer la garde du service Ophtalmologie ?

Question 2607 (31.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **service d'urgence oculaire** :

Seit Beginn des Monats werden augenärztliche Notfälle in der Hauptstadt nur noch in den „Hôpitaux Robert Schuman“ (HRS) behandelt, und dies nur dann, wenn das HRS auch den Notfalldienst hat.

Ursprünglich bot das „Centre hospitalier de Luxembourg“ (CHL) abwechselnd mit dem HRS eine Notaufnahme an. Seit dem 1. Juli werden allerdings keine Patienten mit Augenbeschwerden mehr in der Notaufnahme des CHL behandelt. Grund dafür ist eine ambivalente Gesetzeslage. Das CHL sieht sich, laut gesetzlichen Bestimmungen für die sogenannten „services nationaux“, nicht mehr in der Verantwortung, eine augenärztliche Notaufnahme anzubieten.

In manchen Bereichen erlaubt das Gesetz allen Krankenhäusern dieselbe Dienstleistung anzubieten. Für die Augenheilkunde wurde diese Möglichkeit nicht vorgesehen.

Laut Informationen von Reporter.lu heißt es: „Die HRS-Gruppe hat nun einen Antrag bei der Caisse nationale de santé (CNS) eingereicht, um eine tägliche Notaufnahme zu garantieren. Da laut Gesetz für die Augenheilkunde kein Bereitschaftsdienst vor Ort gewährleistet werden muss, werde auch kein weiteres Personal benötigt, so die offizielle Antwort der Krankenkasse.“

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin und an den Herrn Minister für soziale Sicherheit stellen:

- Können die Minister uns diese Informationen bestätigen?

- Wie gedenken die Minister, zum Wohl der Patienten, eine schnelle Lösung herbeizuführen?

- Gedenken die Minister gesetzliche Anpassungen zu tätigen, um den unterschiedlichen Interpretationen hinsichtlich der Gesetzeslage ein Ende zu bereiten?

Réponse commune (24.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

La question parlementaire sous rubrique concerne aussi bien les services d'urgence que le service national d'ophtalmologie spécialisée.

L'annexe 2 de loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière définit le service national d'ophtalmologie spécialisée de la manière suivante :

« Un service de diagnostic, de traitement et de soins, prenant en charge des patients présentant des troubles réfractifs, des pathologies médicales et chirurgicales de l'œil et de la sphère péri-oculaire. Il dispose d'un plateau d'explorations fonctionnelles des troubles de la vue. Il garantit la continuité des soins sur le plan national et participe au service d'urgence. Le service participe aux réunions de concertation pluridisciplinaire pour toute son activité oncologique. »

L'autorisation d'exploiter ce service a été attribuée aux Hôpitaux Robert Schuman. Cette autorisation impose au service national d'ophtalmologie spécialisée d'assurer la continuité des soins sur le plan national et de participer au service d'urgence. La Direction de la santé a été informée de la décision du CHL de ne plus prendre en charge les urgences complexes ophtalmologiques, en raison de l'exploitation par les Hôpitaux Robert Schuman du service national d'ophtalmologie spécialisée.

Le CHL assure cependant encore les urgences ophtalmologiques simples, dans le cadre des activités de son service d'urgence. La prédite loi définit en effet également le service d'urgence, que chaque centre hospitalier doit exploiter, de la manière suivante :

« Un service tenu d'accueillir toute personne en situation d'urgence qui s'y présente spontanément ou qui lui est adressée. Il doit assurer la prise en charge diagnostique et thérapeutique, les soins, la surveillance et l'observation du patient, le cas échéant jusqu'à son orientation vers le service adéquat.

Le service d'urgence travaille en lien étroit avec les services de secours et les maisons médicales et dispose d'un accès à un service d'imagerie médicale, aux services de médecine interne générale, de traumatologie, de chirurgie viscérale, de soins intensifs et anesthésie et de psychiatrie

aiguë, ainsi qu'au plateau technique de chirurgie, établis sur le même site. Les critères et les modalités de transfert des patients vers le service de soins intensifs et anesthésie sont précisés et portés à la connaissance du personnel de l'établissement.

L'organisation de l'orientation du patient vers une autre structure se fait selon des procédures préalablement définies et l'orientation vers un autre établissement fait l'objet d'une convention entre les établissements concernés. »

Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique prévoit néanmoins la procédure en cas de transfert vers un service national :

« Chaque service d'urgence doit disposer d'un protocole fixant les modalités de transfert interhospitaliers du service d'urgence vers un service d'un autre hôpital, le cas échéant dans un service national. »

Or, selon les informations de mes services, aucune convention de même qu'aucun protocole réglant les modalités de transferts et les pathologies donnant lieu à un tel transfert d'un patient des services d'urgence vers le service national d'ophtalmologie spécialisée n'ont été signés à ce jour.

J'ai dès lors invité la direction des Hôpitaux Robert Schuman qui exploitent le service national d'ophtalmologie spécialisée à élaborer, en concertation avec tous les autres centres hospitaliers, une convention précisant les collaborations et modalités de transferts de patients atteints de pathologie de l'œil entre les services d'urgences et le service national d'ophtalmologie spécialisée.

En ce qui concerne l'article de presse mentionné par l'honorable Député relatif à la demande de rectification budgétaire pour l'exercice 2020 des Hôpitaux Robert Schuman au sujet du service national d'ophtalmologie, la Caisse nationale de santé (CNS) avait demandé des informations supplémentaires, telles que par exemple l'estimation du nombre d'interventions à réaliser lors des périodes de garde nocturne ou encore quels interventions et examens médicaux seront à réserver au service national d'ophtalmologie, avant de pouvoir se prononcer sur la demande de rectification.

La CNS est encore en attente de ces informations complémentaires de la part des Hôpitaux Robert Schuman. Néanmoins, ces derniers ont signé la proposition de rectification en juillet sur laquelle ne figure pas d'augmentation de personnel. En effet, cette demande d'augmentation pour le service d'ophtalmologie sera de nouveau abordée courant de 2020 au niveau des négociations sur le protocole d'accord concernant les frais fixes.

Question 2491 (07.07.2020) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **pratique du « lane splitting »** :

Bei Stauen op der Autobunn kënn et dacks vir, dass Motorradfahrer d'Autoen iwwerhuelen, andeems se duerch d'Rettungsgaass an der Mëtt vun der Bunn fueren („lane splitting“ genannt). Dëst ass awer u sech zu Lëtzebuerg - am Géigesaz zu villen anere Länner - verbueden.

Allerdéngs suggeréieren Etüden, dass dës Praxis méi sécher ass fir d'Motorradfahrer selwer, well doduerch de Risiko fir Accidenter duerch Opfuere reduzéiert gëtt. Aus deem Grund hat de Ministère och schonn 2016 en Aarbechtsgrupp lancéiert, fir ze analyséieren, ob een dës Praxis net och hei am Land legaliséiere kéint.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wou sinn d'Aarbechte vun dësem Grupp drun?

- Kann den Här Minister eventuell schonn eng Konklusioun vun dësen Aarbechten zéien?

- Wat wieren d'Grënn, fir dës Praxis weiderhin net ze erlaben?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

An dësem Zesummenhang sief fir d'éischt dorop higewisen, datt een hei zwou verschide Situatiounen ënnerscheede muss. Déi éischt ass eng Situatioun mat dichte Verkéiersopkommen, woubäi de Verkéier awer nach rullt. Fir dësé Fall erlaben ech mer, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2547 ze verweisen.

Wat d'Circulatioun an der zweeter Situatioun, bei

där e Stau op enger Autobunn ass, wou de Verkéier komplett steet. Hei proposéiert den honorabelen Deputéierten, sou wéi dat an e puer anere Länner méiglech ass, datt d'Motorrieder an der Mëtt duerch de Stau fuere kënnen. Hei muss een tëschent Länner ënnerscheeden, déi de Prinzip vun der Rettungsgaass an hirem Gesetz verankert hunn, an deenen aneren. Generell kann ee soen, datt bei eisen Nopeschlänner mat Rettungsgaass de Lanespilling verbueden ass, well d'Rettungsgaass, wéi den Numm et seet, fir d'Rettungsdéngschter reservéiert ass. Dëst ass zum Beispill an Däitschland oder och an Eisträich de Fall. An der Schwäiz soll d'Rettungsgaass 2021 kommen. A Länner ouni Rettungsgaass wéi an der Belsch oder a Frankräich gëtt et dësé Prinzip logescherweis dann och net.

Fir déi staatlech Verkéierskommissioun ass de Prinzip vun der Rettungsgaass kloer, an d'Fueren an der Rettungsgaass vun alle Gefierer, déi net am Kader vun engem Accident do musse fueren z. B. CGDIS, Ponts et Chaussées, Of-schleefwon, ass a bleift verbueden.

Question 2492 (07.07.2020) de **Mme Viviane Reding** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **déploiement du réseau 5G** :

Fin janvier 2020, la Commission européenne a publié sa boîte à outils qui apporte, selon ses auteurs, « une réponse à tous les risques recensés dans l'évaluation coordonnée des risques pour l'UE, y compris les risques d'ingérence d'un pays tiers par l'intermédiaire de la chaîne d'approvisionnement de la 5G. Elle ne cible aucun fournisseur ni aucun pays en particulier. Afin d'atténuer ce risque particulier, la boîte à outils recommande que tous les États membres prennent les mesures suivantes :

1) évaluer les profils de risque des fournisseurs, notamment selon les critères définis dans l'évaluation coordonnée des risques dans toute l'UE ;

2) en conséquence, appliquer des restrictions pertinentes pour les fournisseurs considérés comme à haut risque - y compris les exclusions nécessaires pour atténuer effectivement les risques - pour les actifs essentiels définis comme critiques et sensibles (par exemple, les fonctions de réseau de base, les fonctions de gestion et d'orchestration et les fonctions de réseau d'accès). »

D'après des propos recueillis par le journal « Les Echos » auprès du patron de l'Autorité nationale pour la sécurité des systèmes de l'information (ANSSI) française, l'hypothèse d'une autorisation partielle de Huawei sur les réseaux 5G français reste possible. Il a tout de même insisté qu'il y aura des refus qui ne concerneraient toutefois pas les deux constructeurs européens Nokia et Ericsson. Dans cette même veine, il a indiqué que « les opérateurs qui n'utilisent pas Huawei, nous les incitons à ne pas y aller car c'est un peu le sens naturel des choses. Ceux qui l'utilisent déjà, nous délivrons des autorisations dont la durée varie entre trois et huit ans », le risque n'étant pas le même avec des équipementiers européens qu'avec des non européens.

Rappelons dans ce contexte que le Parlement français a récemment adopté une loi destinée à sécuriser les réseaux 5G avec à la main un régime d'autorisation préalable, fondé sur des motifs de défense et de sécurité nationale, des équipements de réseaux pour tous les appareils installés depuis le 1^{er} février 2019 en France. Autrement dit, cette loi soumet de fait la présence de tel ou tel équipement ou de tel ou tel logiciel sur les réseaux mobiles de nouvelle génération à une autorisation préalable délivrée par Matignon dans un délai de deux mois sur la base d'une recommandation de l'ANSSI.

Au Luxembourg, la mise aux enchères de bandes de fréquences 5G devrait débuter d'ici peu. Cinq candidats sont en lice pour se voir attribuer lesdits spectres. Des informations quant aux équipementiers des candidats n'ont jusqu'à présent pas été divulguées.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre souscrit-il aux propos du patron de l'ANSSI ?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations au sujet des équipementiers avec lesquels les cinq candidats entendent travailler pour le déploiement du 5G ? Dans l'affirmative, quels sont les équipementiers en question ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si les services étatiques ont procédé à une évaluation des profils de risque des fournisseurs/équipementiers ? Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si parmi les fournisseurs/équipementiers,

certains ont été considérés comme étant à haut risque ? Dans l'affirmative, lesquels ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si un ou plusieurs candidats ont été invités de manière plus ou moins formelle à ne pas travailler avec un équipementier chinois ? Dans l'affirmative, le ou les attributaires de fréquences qui ne suivraient pas ces « recommandations » se verraient-ils le cas échéant exclus du marché ou à défaut, Monsieur le Ministre envisage-t-il une démarche similaire à celle préconisée par la France, i. e. la délivrance d'autorisations temporaires ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias* :

Le Luxembourg attache une grande importance à la sécurité des réseaux européens et soutient les recommandations de la boîte à outils 5G élaborées par le NIS Cooperation Group, groupe au sein duquel le Luxembourg est représenté par l'Institut luxembourgeois de régulation. Ces recommandations comprennent une série de mesures destinées à assurer la sécurité des réseaux 5G qui auront à jouer un rôle crucial dans le développement de la société et de l'économie numériques. La sécurité des réseaux est une compétence nationale et les grands principes de la boîte à outils européenne se déclinent dans chaque État membre en fonction des situations ainsi que des cadres légaux et institutionnels respectifs. Le Luxembourg a toujours prôné une approche commune en matière de sécurité des réseaux au niveau européen.

Au vu de la diversité et complexité des réseaux 5G et dans une perspective d'anticipation des défis sécuritaires y afférents, les ministères et administrations concernés au Luxembourg suivent de très près les évolutions dans ce domaine.

Dans le cadre du projet de loi 7632¹⁵ ayant pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2018/1972¹⁶, c'est-à-dire le nouveau Code européen des communications électroniques, un dispositif est prévu permettant de prendre des mesures spécifiques en cas de menaces graves pour la sécurité nationale provenant d'équipements ou de logiciels faisant partie d'un réseau de communications électroniques public.

En outre, selon l'article 45 de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques, les opérateurs sont tenus d'assurer la sécurité et l'intégrité des réseaux qu'ils opèrent. Cette obligation est également reprise à l'article 42 du projet de loi précité.

Par conséquent, si le marché national de la 5G est ouvert à tous les fournisseurs d'équipements, il appartient aux opérateurs d'assurer la sécurité de leurs réseaux. La sélection du ou des fournisseurs pour la mise en place des infrastructures 5G se fait essentiellement dans le cadre d'appels d'offres lancés par les différents opérateurs. Les critères des opérateurs pour le choix envisagé dans le cadre de ces appels d'offres sont de nature tant financière que technologique. À ceci s'ajoute une analyse des risques portant sur plusieurs domaines, notamment le risque commercial et les risques en relation avec la gestion de l'approvisionnement. La sensibilité géostratégique devrait être prise en compte lors du processus du choix du fournisseur par les opérateurs en ce sens qu'elle pèse de façon évidente sur les deux risques précités. Parmi les futurs opérateurs 5G, seul POST Luxembourg a jusqu'à présent communiqué sur son choix d'équipementier de réseau. POST Luxembourg continuera de s'équiper auprès du fournisseur européen Ericsson.

Question 2493 (07.07.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **système électoral** :

Den Artikel vum 169 vum Walgesetz gesäit Follgendes vir:

« L'électeur qui souhaite voter par correspondance doit en aviser le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'inscription et de commander sa lettre de convocation.

¹⁵ <https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailAla-Chambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&backto=/wps/portal/public/Accueil/Actualite&id=7632>

¹⁶ Directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant : 1) organisation de l'Institut luxembourgeois de régulation ; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État



Est à considérer comme commune d'inscription au Grand-Duché de Luxembourg, la commune du domicile, à défaut la commune du dernier domicile, à défaut la commune de naissance, à défaut la Ville de Luxembourg. »

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Interieur a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Wieler hu sech bei de leschte Legislativwale fir de Vote par correspondance entscheet a sinn automatesch dem Bezierk Zentrum, respektiv der Gemeng Stad Lëtzebuerg zougewise ginn?

2. Ass virgesinn, an Zukunft d'Wielerinnen a Wieler selwer entscheeden ze loosse, a wéi engem Bezierk se wëlle par correspondance wielen, falls si weeder zu Lëtzebuerg domiciliéiert sinn, nach ee Wunnsätz an enger lëtzebuergescher Gemeng haten, nach zu Lëtzebuerg gebuer sinn?

Réponse (30.07.2020) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État :

ad 1. Bei de législative Wale vum Joer 2018 si laut der Gemeng Stad Lëtzebuerg 531 Persounen opgrond vum Artikel 169 aus dem Walgesetz automatesch dem Bezierk Zentrum zougewise ginn.

ad 2. Aktuell ass keng Modifikatioun vum Artikel 169 aus dem Walgesetz geplangt.

Question 2494 (07.07.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **QR Code** :

Verschidde Ministère verschécke mëttlerweil Bréiwer, op deenen ee QR-Code um Blat opgedréckt ass. Wie versicht, de QR-Code fir eng Echtheetsprüfung bei gouvcheck.lu ze notzen, dee gëtt enttäuscht, well de QR-Code op dëser Plattform als „invalid“ erkannt gëtt. Beim Dekodéieren vun de QR-Codé fënnt een allerdéngs verschidde Informatiounen. Beim Bréif fir d'Verdeele vun de gratis Masken aus dem Juni 2020 fënnt een zum Beispill, datt de QR-Code den Numm „Data_Matrix“ dréit an d'Codé op all Sait vum Bréif ënnerschiddlech sinn. D'QR-Codé variéieren doriwuer eraus jee no Destinatar vum Bréif.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wat genee beinhalt dee Marquage vu ministerielle Bréiwer? Beinhalt de QR-Code perséinlech Donnéeën? Falls jo, wéi eng, an op wéi enger legaler Basis gi se erhuewen a wat ass d'Verbindung tëschent dem QR-Code an de perséinlechen Donnéeën?

2. Kéint mat dësem QR-Code ee Suivi gemaach ginn, zum Beispill am Kontext vun der Verdeelung vun de Masken, wie seng Maske siche war a wien net?

Réponse (18.08.2020) de **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Digitalisation :

Wéi am Bréif betreffend d'Verdeele vu gratis Masken un d'Bierger geschriwwen, ass dee Courier opgrond vun enger Regierungsdecisioun vum 4. Mee 2020 un all Bierger iwwer 16 Joer verschéckt ginn. Beim Code op deem Bréif handelt et sech ëm eng sougenannten Data Matrix. Dëse Code ass, genau wéi e QR-Code, maschinelliesbar. Vu dass eng Data Matrix en anert Format huet wéi e QR-Code, ka si net vun der GouvCheck-App ausgelies ginn an ass och net geduecht, fir d'Echtheit vum Dokument ze iwwerprüwen. D'GouvCheck-App erlaabt et jo bekanntlech, QR-Codé, déi spezifesch mam GouvCheck-Logo gekennzeechent sinn, ze scannen an esou d'Dokument op seng Echtheit ze prüwen. Dat ass an dësem Bréif fir d'Verdeele vun de Masken net de Fall.

Generell benotzen d'Apakmaschinne vum CTIE en technesch Steierzeechen op Basis vun enger Data Matrix fir kënnen ze determinéieren, wéi eng gepréint Blieder zu engem jeeweilegen Envoi gehéieren an an déi nämmlech Enveloppe mussen gepaakt ginn. Ech huelen un, dass et sech heibäi ëm dee Code handelt, deen den honorabelen Deputéierten a senger Fro uschwätzt.

Am besote Bréif enthält dëse Code nieft enger technesch Identifikatioun vum Printjob en Zäitstempel, eng Identifikatiounsnummer, déi all d'Blieder kennzeechent, déi zu engem Envoi gehéieren, d'Kennzeechnung vun der éischter Sait, déi d'Adress enthält an d'Sequenz vun all Blat am Envoi. Generell hëlleft dëse Code, d'Privatsphäre vun de Leit zousätzlech ze schützen, well doduerch eng weider Sécherheet agebaut ass, déi Feeler vun den Apakmaschinne soll verhënneren. Dëst hëlleft ze vermeiden, dass beispillsweis méi Blieder zesammen an eng Enveloppe gepaakt ginn, an esou eng Persoun ongewollt un Donnéeën vun enger anerer Persoun kéint kommen, déi eventuell am Bréif stinn. De CTIE huet dës Data Matrix eenzeg an eleng benotzt, fir d'Apakmaschinne

ze steieren, an net, fir ee Suivi ze maachen, wie seng Maske siche war a wien net.

Question 2495 (07.07.2020) de **M. Georges Mischo** (CSV) concernant le **stage dans la fonction publique** :

En date du 19 novembre 2019 a été voté la réforme du stage dans la fonction publique et est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020. La nouvelle loi relative au stage introduit des effets correcteurs sur les rémunérations et la carrière.

Les agents qui ont commencé après le 1^{er} janvier 2019 ou les agents encore en stage et au service de l'État au 1^{er} janvier 2019 se voient verser rétroactivement une indemnité de stage de 100 %. Pour les agents entrés en service à partir du 1^{er} octobre 2015, et ayant eu une indemnité de stage de 80 % et de 90 % du traitement initial, l'État prendra en charge la différence de ces cotisations « 80 %-90 % » et « 100 % » de sorte à ce que la pension sera calculée comme s'ils avaient eu une indemnité de stage de 100 % du traitement initial.

Or, selon nos informations, 1.200-1.300 agents attendent toujours un recalcul de leur rémunération et bénéficient jusqu'à l'heure actuelle d'une indemnité de 90 % du traitement initial.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

- Quand les agents bénéficient-ils d'un recalcul de leur rémunération et d'une indemnité de 100 % ?

Réponse (05.08.2020) de **M. Marc Hansen**, Ministre de la Fonction publique :

En date du 19 novembre 2019, le projet de loi relative à la réforme du stage dans la fonction publique a été voté. La loi votée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. La réforme du stage s'applique aux fonctionnaires admis au stage après le 30 septembre 2015 et aux employés entrés en service après le 30 septembre 2015. Suite à la réforme, la période de stage passe de trois ans à deux ans. Les indemnités de stage sont fixées à 100 % de la rémunération de début de carrière, c'est-à-dire :

- les indemnités des fonctionnaires stagiaires sont fixées au 4^e échelon du grade de computation ;

- les indemnités des employés en période d'initiation sont fixées au 3^e échelon pendant la première année et au 4^e échelon lors de la deuxième année suivant l'embauche.

Les informations dont dispose l'honorable Député sont erronées puisque les agents qui ont commencé après le 1^{er} janvier 2019 ou les agents en stage et au service de l'État au 1^{er} janvier 2019 ont déjà pu bénéficier d'un recalcul. Le redressement de leurs rémunérations et du paiement rétroactif des montants dus ont, en effet, été effectués en début de l'année 2020 par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État. Les agents en stage se sont vu verser rétroactivement une indemnité de stage de 100 %. La différence entre l'indemnité de 80 % et 90 % et la nouvelle indemnité de 100 % a été recalculée à partir du 1^{er} janvier 2019.

Avec la nouvelle loi, le montant des cotisations pour pension sera calculé comme si le stagiaire avait eu une indemnité de stage de 100 %. L'État prendra en charge la différence de ces cotisations « 80 %-90% » et « 100% » de sorte que la pension sera calculée comme si l'agent avait eu une indemnité de stage de 100 % du traitement initial. L'impact, rajouté sur la carrière d'assurance des agents concernés, ne sera visible qu'au plus tôt au moment du départ à la retraite et du versement de la première indemnité de retraite.

Question 2496 (08.07.2020) de **M. François Benoy** (déi grëng) concernant la **zone franche au Luxembourg** :

Le port franc « le Freeport », qui a ouvert ses portes en septembre 2014 près de l'aéroport de Luxembourg, est aujourd'hui la seule zone franche au Luxembourg. Une zone franche permet de stocker pour une durée illimitée des marchandises provenant de pays tiers à l'Union européenne et ceci en suspension de droits et taxes, dont notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). De nombreuses critiques avaient alors été formulées à l'encontre du port franc à Luxembourg, évoquant notamment des soucis

concernant la transparence et des risques de blanchiment d'argent.

Comme expliqué dans sa réponse à la question élargie relative à la zone franche lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 1^{er} juillet 2020, Monsieur le Ministre des Finances, après l'ouverture du « Freeport », a rapidement conclu qu'il était nécessaire d'y renforcer les obligations en matière de lutte contre le blanchiment.

En effet, en juillet 2015, la Chambre des Députés a élargi par voie législative les obligations légales de lutte contre le blanchiment imposées par la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme également aux zones franches. En vertu de l'article 2-1(8) de la loi susmentionnée, l'organisme responsable de la surveillance des opérateurs en zone franche est l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (l'AED).

Dans son rapport d'activité 2019, l'AED note qu'un des objectifs pour l'année 2020 était l'intensification des contrôles auprès des professionnels tombant sous son champ de compétence en matière de lutte contre le blanchiment et du financement du terrorisme, surtout auprès des secteurs évalués comme étant à risque élevé.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner le nombre total de contrôles effectués par l'AED à la zone franche « le Freeport » depuis l'extension des obligations légales en matière de lutte contre le blanchiment aux zones franches, en renseignant aussi le nombre de contrôles effectués par année ?

2) Dans quelle mesure est-ce que l'AED sollicite des informations auprès des opérateurs du « Freeport » sur les biens stockés au sein de la zone franche et/ou concernant les propriétaires de ces biens ?

3) Est-ce que l'AED a exprimé des avertissements voire des sanctions à l'encontre des opérateurs du « Freeport » en matière de lutte contre le blanchiment et/ou du financement du terrorisme au cours des dernières années ?

4) Les zones franches sont-elles considérées par l'AED comme présentant un risque élevé pour le blanchiment et le financement du terrorisme ? Est-ce que l'AED, comme annoncé dans son rapport annuel 2019, a intensifié les contrôles respectifs ? Dans l'affirmative, dans quelle mesure les contrôles ont-ils été intensifiés par rapport aux années précédentes ?

5) Quel est le bilan que Monsieur le Ministre établit des règles actuelles en matière de lutte contre le blanchiment et/ou le financement du terrorisme au niveau des zones franches ? Compte tenu de ce bilan, comment les règles actuelles doivent-elles évoluer selon Monsieur le Ministre afin de rendre plus efficace la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au niveau des zones franches ?

Réponse (23.07.2020) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances :

L'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (ci-après AED) est devenue l'autorité de contrôle et de surveillance en matière de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« LBC/FT ») pour les opérateurs agréés en zone franche (« les opérateurs Freeport ») en vertu de l'article 4 de la loi du 24 juillet 2015.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de contrôles effectués par année, ainsi que les sanctions exprimées.

| Année | Opérateurs agréés en zone franche | Contrôles sur place | Amendes administratives |
|-------|-----------------------------------|---------------------|-------------------------|
| 2016 | 3 | 1 | |
| 2017 | 3 | 2 | 2 |
| 2018 | 3 | 3 | |
| 2019 | 4 | | |
| 2020 | 4 | | |

L'évaluation nationale des risques (NRA), publiée sur le site du Ministère des Finances, évalue le risque inhérent des opérateurs agréés en zone franche à un niveau dit « élevé ». Partant, la périodicité des contrôles sur place a été fixée, par l'AED, à 18 mois.

Dans le cadre des contrôles prévus pour 2020, une réunion bilatérale avec les opérateurs agréés en zone franche avait été fixée pour le mois d'avril 2020. Cette réunion a toutefois dû être annulée, au vu des mesures sanitaires

mises en place dans la lutte contre le Covid-19. Considérant le relâchement progressif des mesures sanitaires, l'AED prévoit des contrôles sur place auprès des quatre opérateurs Freeport pour les prochains mois de l'année 2020.

En vertu de l'article 8-2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (« Loi LBC/FT »), l'AED et l'Administration des douanes et accises coopèrent étroitement et sont autorisées à échanger les informations nécessaires à l'accomplissement de leurs missions respectives. En l'occurrence, en vue d'assurer le contrôle des professionnels tombant sous son champ de supervision en matière de LBC/FT, dont les opérateurs Freeport, l'AED a accès à la comptabilité-matière des biens entrants et sortants dans/de la zone franche.

Les opérateurs Freeport doivent fournir les informations nécessaires à l'identification et la vérification de l'identité des clients et des bénéficiaires effectifs en vertu de l'obligation de vigilance prévue à l'article 3 de la Loi LBC/FT.

Il est à rajouter que l'AED organise une fois par an un comité consultatif en matière de LBC/FT auquel les opérateurs Freeport participent rigoureusement.

Le rapport du Parlement européen « Money laundering and tax evasion risks in freeports » constate la rigueur des opérateurs Freeport du Grand-Duché de Luxembourg dans la mise en œuvre des obligations de vigilance en vertu de la loi LBC/FT. Les mesures mises en place par l'AED en coopération avec les opérateurs agréés en zone franche sont efficaces et constituent un atout pour ceux-ci sur le plan international.

Question 2497 (08.07.2020) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant les **conclusions de l'avocate générale de la CJUE dans une affaire « Berlioz bis »** :

Dans deux affaires jointes C-245/19 et C-246/19 pendantes devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et concernant l'État du Grand-Duché de Luxembourg, l'avocate générale vient de rendre ses conclusions en date du 2 juillet 2020.

Elle considère que « la décision par laquelle une autorité dont le soutien est requis au titre de la directive 2011/16 impose à une personne de fournir des renseignements sur un contribuable ou des tiers peut être attaquée par cette personne, par le contribuable et par les tiers concernés devant les tribunaux de l'État membre de l'autorité dont le soutien est requis ».

« Le destinataire de l'injonction de fournir des renseignements a, selon elle, conformément à l'article 47 de la Charte, parfaitement le droit de soumettre cette décision au contrôle de légalité d'un tribunal » sans qu'il y ait lieu de déterminer si des droits fondamentaux (autres) du destinataire, garantis par la Charte, sont susceptibles d'avoir été méconnus ni de savoir lesquels.

Concernant l'obligation d'un tiers de transmettre les données à caractère personnel d'un contribuable épiétant sur son droit fondamental à la protection de ces données, l'avocate générale estime que le contribuable concerné peut lui aussi saisir un tribunal, au titre de l'article 47 de la Charte, du contrôle de légalité d'une telle injonction de fournir des renseignements. La faculté de contester un avis d'imposition ultérieur éventuel n'offre pas une protection suffisante de son droit fondamental à la protection de ses données à caractère personnel.

En ce qui concerne les tiers concernés (ici plusieurs sociétés), l'avocate générale relève que le droit fondamental à la protection des données à caractère personnel se rapporte en principe aux personnes physiques, selon la jurisprudence. Les personnes morales pourraient néanmoins invoquer le droit fondamental au respect de la vie privée et familiale lorsque, comme ici, les renseignements réclamés concernent des comptes bancaires et des actifs financiers. Elle estime que ces tiers pourraient dès lors également soumettre l'injonction de fournir des renseignements à un contrôle de légalité au titre de l'article 47 de la Charte.

Il s'ensuit, selon elle, que l'exclusion de la protection juridictionnelle pour le destinataire de l'injonction de fournir des renseignements, pour le contribuable concerné et pour les tiers concernés, enfreint l'article 47 de la Charte.



Elle considère également qu'il incombe à l'autorité requérante de justifier sa demande de renseignements pour permettre à l'autorité requérante de vérifier si les renseignements ne sont pas manifestement dénués de pertinence vraisemblable pour l'imposition qu'établit l'autorité requérante. La demande doit présenter des éléments concrets quant aux faits et opérations ayant une incidence fiscale de manière à exclure une recherche tous azimuts irrégulière (consistant à « aller à la pêche aux informations »).

L'avocate générale estime qu'il incombe ainsi normalement à l'autorité requérante d'énumérer dans la demande de renseignements les faits qu'elle souhaite instruire ou à tout le moins les soupçons concrets entourant ces faits et leur pertinence dans le dossier fiscal.

Au vu de tout ce qui précède et notant que la CJUE suit de manière générale les conclusions de l'avocat(e) général(e), nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre entend-il une nouvelle fois adapter le cadre légal en matière d'échange d'informations sur demande en matière fiscale ?

- Les conclusions de l'avocate générale auront-elles un impact sur le traitement des demandes de renseignements reçues par les autorités fiscales luxembourgeoises ? Dans l'affirmative, en quel sens ?

Réponse (16.07.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Les conclusions de l'avocat général ne lient pas la Cour de justice de l'Union européenne. La mission des avocats généraux consiste à proposer à la Cour, en toute indépendance, une solution juridique dans l'affaire dont la Cour se trouve saisie.

Il est donc prématuré de spéculer quant à l'arrêt que la Cour de justice sera amenée à rendre dans les deux affaires jointes C-245/19 et C-246/19. La nécessité de procéder le cas échéant à une adaptation du cadre légal en matière d'échange de renseignements sur demande en matière fiscale ne pourra être appréciée que sur base de l'arrêt de la Cour.

Question 2498 (08.07.2020) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la **facturation électronique** :

La loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession définit le format et les éléments essentiels d'une facture électronique et oblige les pouvoirs adjudicateurs à recevoir et à traiter toutes les factures électroniques qui sont conformes aux exigences de la loi précitée.

Cependant, la facturation électronique dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat de concession n'est à l'heure actuelle pas obligatoire pour les entreprises qui y participent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant au ratio de factures électroniques par rapport aux factures traditionnelles que reçoivent les entités publiques dans le cadre d'un marché public ou d'un contrat de concession ?

- Est-il prévu de rendre la facturation électronique obligatoire pour les marchés publics et les contrats de concession dans le but d'accélérer davantage la numérisation des entreprises ?

- Dans l'affirmative, pour quand le projet de loi y relatif pourrait-il être déposé à la Chambre des Députés ?

Réponse (18.08.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation* :

Conformément à la définition de la loi du 16 mai 2019 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, la facture électronique est une facture « émise, transmise et reçue sous une forme électronique structurée qui permet son traitement automatique et électronique ». Les réceptions, notamment par e-mail, de factures non structurées en format PDF, Word ou autre ne sont pas à considérer comme des réceptions de factures électroniques.

Le nombre de factures électroniques conformes aux exigences de la loi relative à la facturation

électronique et reçues dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession est très faible. Il s'agit en fait de moins de 20 factures électroniques par année.

Cette utilisation très faible des factures électroniques s'explique par l'hésitation des acteurs économiques à innover dans cette matière et par le fait qu'il n'existe actuellement pas d'obligation légale. Seuls les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices sont obligés d'être à même de recevoir et de traiter des factures électroniques conformes aux exigences de la loi.

Considérant que le Gouvernement entend promouvoir la numérisation et l'innovation dans le domaine de la transformation numérique, il est prévu d'adapter le cadre légal afin d'obliger tous les opérateurs économiques d'émettre et de transmettre toute facture envers les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices en tant que facture électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession. Cette initiative vise à établir progressivement la facturation électronique comme moyen standard de facturation.

Afin de garantir que les entreprises puissent effectivement tirer profit de l'usage systématique de la facturation électronique, il est envisagé qu'une seule et même solution de transmission sera utilisée par tous les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices pour la réception automatisée de factures électroniques. En outre, cette solution devra garantir l'interopérabilité et permettre notamment la réception, l'émission et la transmission transfrontalières de factures électroniques.

L'introduction de l'obligation de facturer électroniquement dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession incitera davantage le secteur privé à acquérir les moyens nécessaires pour pouvoir émettre et transmettre des factures électroniques automatiquement non seulement à destination des pouvoirs adjudicateurs et des entités adjudicatrices, mais aussi et surtout à destination des autres entreprises et plus tard de leurs clients.

Le dépôt du projet de loi modifiant la loi relative à la facturation électronique actuelle est prévu pour fin 2020.

Question 2499 (08.07.2020) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant les **animaux perdus** :

An eiser parlamentarescher Fro N° 3965 vum 1. August 2018 hate mir dem deemolege Minister fir Landwirtschaft virgeschloen, en Internetsite ze schafen, fir all d'Informatiounen a Bezuch op Hausdéieren, déi vermësst ginn, ze regruppéieren. Sou kéinte souwuel Besëtzer, wa se hiert Déier vermessen, wéi och Leit, deenen Déieren zougelaf sinn, d'ësst op där Plaz mellen.

Den Här Minister hat sech sengerzäit a senger Äntwert och ganz intresséiert gewisen, fir sou eng Plattform op d'Been ze stellen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung folgend Froe stellen:

- Gëtt aktuell am Ministère un der Elaboratioun vu sou engem Site geschafft?

- Wann net, gedenkt den Här Minister d'Aarbechten u sou engem Site an nächster Zukunft unzefänken?

- Bis wéini kéint d'ësse Site online goen?

- Wat wieren déi eventuell Grënn, fir d'ës Iddi net ze realiséieren?

Réponse (07.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Aktuell gëtt net un der Elaboratioun vun esou engem Site geschafft an et ginn de Moment och keng konkret Pläng, fir sou e Site ze kréieren.

Dem Gesetz no mussen d'Hënn a mëttlerweil och d'Kaze gechipt a registréiert sinn. Bei den Déiere vu Proprietären, déi konform mam Gesetz sinn, wat déi virgeschriwwen Identifikatioun ueget, ass d'Traçabilitéit also gesetzlech gereegelt. Déi Déiere kënnen unhand vun den Informatiounen vun hirem Chip liicht identifizéiert an dann d'Proprietären informéiert ginn.

D'Problemer betreffend d'Gerance an d'Aktualiséiere vun esou engem Site, déi well bei der Question parlementaire N° 3965 ugeschwat goufen, sinn nach ëmmer aktuell. Vu datt esou e Site just während de Bürosstonne geréiert kéint ginn, géif et Problemer ginn, fir Déieren de Weekend oder op Feierdeeg ze mellen. D'Aktualiséiere wier och schwéier ze garantéieren, well d'Proprietäre konsequent misste mellen, wann d'Déiere rëm doheim sinn.

Ënnert der Berécksiichtegung vun all deene Punkte gëtt et aktuell keng Noutwendegkeet, fir eng effentlech Plattform op d'Been ze stellen.

Question 2500 (08.07.2020) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **subvention loyer** :

La subvention loyer, destinée à aider les ménages les plus défavorisés à accéder à un logement en location par l'octroi entre 134 € et 294 € par mois aux personnes éligibles, a récemment fait l'objet de plusieurs publications de presse. Monsieur le Ministre avait expliqué au début du mois avril, lors d'une interview avec le «Luxemburger Wort», qu'en 2019 environ 5.300 ménages avaient bénéficié de la subvention loyer. Sur demande du journal «Le Quotidien», le Ministère du Logement a toutefois indiqué qu'à la date du 28 mai 2020, seulement 4.600 ménages recevaient cette aide au logement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Considérant que des modifications, soutenues par une campagne de promotion, ont été prises pour élargir le cercle de bénéficiaires potentiels, comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette baisse considérable de bénéficiaires ?

2) Quel est le nombre exact de bénéficiaires de la subvention loyer pour les six premiers mois de 2020 ? Quelle est l'évolution de ce nombre au cours des dernières années ?

3) Combien de demandes ont été refusées et pour quelles raisons ?

4) Quel est le temps moyen de traitement d'une demande pour obtenir cette subvention ? Combien de temps se passe-t-il entre l'introduction de la demande et le versement effectif de l'aide ? Combien de demandes sont retournées aux destinataires parce qu'elles sont jugées incomplètes ?

5) Monsieur le Ministre estime-t-il que le nombre modeste de bénéficiaires résulte en partie d'une certaine lourdeur administrative ? Dans l'affirmative, quels moyens peuvent être envisagés pour y remédier ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

ad 1) Nombre de bénéficiaires de la subvention de loyer pour les six premiers mois de 2020 et évolution au cours des dernières années

Au courant du premier semestre de l'année 2020, 5.247 ménages ont pu bénéficier de la subvention de loyer. En analysant l'évolution depuis l'entrée en vigueur de cette aide, il y a lieu de constater que suite à la modification des conditions d'octroi avec effet au 1^{er} janvier 2018¹⁷, le nombre de bénéficiaires a considérablement augmenté.

| Nombre de bénéficiaires par année | |
|-----------------------------------|---------|
| Année | Nombre* |
| 2016 | 1.090 |
| 2017 | 1.873 |
| 2018 | 4.433 |
| 2019 | 5.901 |
| 2020** | 5.247 |

* Nombre de dossiers ayant affiché au moins un paiement dont la date d'exécution se situe entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année respective

** Chiffres au 15 juillet 2020

ad 2) + 3) Nombre et motifs de refus

Pour le premier semestre de l'année 2020 les motifs à la base d'un refus de la subvention de loyer se répartissent comme suit :

| Motif de refus | Nombre |
|------------------------------------|--------|
| Montant de l'aide < 25 €/an | 160 |
| Documents non communiqués | 23 |
| Dépassement de la limite de revenu | 254 |
| Bénéficiaire majoration loyer FNS | 27 |
| Taux d'effort < 25 % | 369 |

ad 4) Délai du traitement d'une demande et du versement de l'aide

¹⁷ Loi du 15 décembre 2017 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

Le temps de traitement comprend la durée entre l'introduction de la demande et de la décision finale, y compris le temps pendant lequel le Service des aides au logement est en attente de documents complémentaires demandés aux requérants de l'aide.

La majorité des demandes pour obtenir cette subvention respectivement des changements déclarés par les bénéficiaires (71,16 %) sont traitées endéans les 50 jours qui suivent leur introduction, 22,27 % sont traitées dans un délai de 50 à 100 jours et uniquement 6,41 % des demandes nécessitent un temps de traitement supérieur à 100 jours.

Après finalisation du dossier, un délai supplémentaire d'environ 15 jours s'ajoute jusqu'au paiement effectif au demandeur du fait que les versements d'aide sont effectués une fois par mois.

ad 5) Simplifier le recours à la subvention de loyer

Lors de l'introduction de la subvention de loyer en 2015, la population potentiellement bénéficiaire avait été estimée à partir d'une étude réalisée par le LISER (sur base de données issues du PSELL-3/EU-SILC de 2013 (LISER, Statec)) à environ 18.200 ménages en 2013 (en incluant les bénéficiaires d'une majoration de loyer dans le cadre du RMG). Cette population a été réévaluée à 18.600 ménages en 2016, ce qui représentait à l'époque approximativement 35 % de l'ensemble des locataires.

En 2017, le ministère avait estimé que le taux de recours se situait à environ 12 % de la population potentiellement bénéficiaire (incluant les ménages non bénéficiaires du RMG et les ménages bénéficiaires d'une bonification de loyer RMG) de l'aide. Suite aux adaptations apportées au dispositif de la subvention de loyer en 2018, la population potentiellement bénéficiaire a été pratiquement doublée et se situe dès lors à approximativement 65 % de l'ensemble des locataires du marché privé. En 2019, plus de 16 % de ces ménages ont eu effectivement recours à la subvention.

Au regard des chiffres renseignés ci-dessus pour ce qui est des délais de traitement des dossiers et du nombre faible de refus, le Ministre du Logement n'est pas d'avis que le nombre relativement modeste de bénéficiaires de l'aide tient à une lourdeur administrative. C'est pourquoi les efforts entrepris par le ministère visent plus particulièrement à améliorer l'information de la population potentiellement bénéficiaire de l'existence de cette aide afin d'en augmenter le recours.

Question 2501 (08.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **cybersécurité des entreprises** :

La crise sanitaire a fait exploser le télétravail, qui a eu de nombreux impacts positifs, notamment sur l'équilibre de vie des employés ainsi que sur l'environnement. En dépit des critiques sur les failles de sécurité, l'utilisation des outils informatiques et de communication a augmenté de manière drastique. Des spécialistes soulignent que, dans le contexte actuel, les entreprises sont plus vulnérables aux cyberattaques du fait qu'une grande partie de leurs communications passe par Internet et qu'en conséquence les politiques de sécurité des entreprises devront être adaptées. Cependant, selon un sondage mené par Barracuda Networks, fournisseur de sécurité informatique, 40 % des responsables d'entreprise interrogés ont diminué les budgets liés à la cybersécurité pour limiter les coûts pendant la crise.

Dans ce contexte, il ressort d'un article du journal Paperjam, édition juin 2020, que les hackers auraient adaptés leurs attaques au sujet du Covid-19 et que les entreprises devraient se protéger en ayant un meilleur usage de la technologie, du cloud et en ayant recours à des solutions comme la signature électronique ou le traitement automatisé des documents.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Le Gouvernement a-t-il pris connaissance du fait que les entreprises sont devenues plus vulnérables aux cyberattaques ?

- Le Gouvernement est-il conscient que pendant la crise sanitaire, de nombreuses entreprises ont procédé ou vont devoir procéder à des arbitrages budgétaires au sujet de la cybersécurité ?

- Dans l'intérêt de protéger les entreprises et ainsi l'économie luxembourgeoise, le Gouvernement a-t-il prévu de mettre en place des réglementations quant à un éventuel minimum de mesures concernant la cybersécurité à prendre par les entreprises ?



Réponse (07.08.2020) de **M. Franz Fayot**,
Ministre de l'Économie :

Le Gouvernement est conscient de l'importance de la sécurité des entreprises indépendamment des événements en cours. De nombreuses initiatives en matière de cybersécurité ont été lancées par le g.i.e. SECURITYMADEIN.LU depuis plusieurs années, permettant de sensibiliser les entreprises, mais aussi de leur fournir des outils et services abordables pour établir leurs premières lignes de défense.

Dans le cadre spécifique de la pandémie actuelle, des actions de sensibilisation et d'information ont été immédiatement initiées. Dès le 17 mars, soit le lendemain du début du confinement, le site SECURITYMADEIN.LU publiait un premier article détaillant les conseils de sécurité à suivre pour les personnes en télétravail. D'autres publications sur le même site ont permis de cibler des activités spécifiques, et notamment les questions liées à l'école à distance. Il a aussi été jugé important d'informer les entreprises sur l'évolution de la menace, et quels types d'attaques ont émergé pour cibler les nouveaux modes d'organisation imposés par le confinement.

Pour accroître l'impact de ces recommandations, les articles ont aussi été transmis aux médias qui les ont repris et diffusés à leur tour. Au total, les éléments d'information ainsi relayés par la presse soit sur base des recommandations qui leur ont été transmises, soit sur base d'interviews accordées, ont fait l'objet de reportages dans la presse parlée et d'articles dans différents supports de presse grand public ou professionnelle.

En parallèle, des webinaires ont été organisés par les départements Cybersecurity Competence Center (C3) et CASES (Cyberworld Awareness and Security Enhancement Services) sur les précautions à prendre, mais aussi sur la gestion de crise. Ils ont été diffusés plusieurs fois pendant la période du confinement, et l'enregistrement de vidéos sur les mesures de précautions est dès lors disponible sur YouTube.

Un suivi tout particulier des demandes d'intervention sur incident a été mis en place, qui a permis de noter que le volume restait relativement stable, voire était un peu moindre sur la période allant de février à juillet 2020 par rapport à la même période en 2019.

En conclusion, il apparaît que les dispositifs déjà mis en place par le Gouvernement, et ce depuis plusieurs années, lui ont permis non seulement de suivre mais aussi d'anticiper la situation relative à l'exposition éventuelle des entreprises, mais également de les informer dans les meilleurs délais sur les bonnes pratiques, voire d'intervenir à leurs côtés lors de la survenue d'incidents.

Le Gouvernement suit de très près l'évolution des pratiques en matière de gestion de la sécurité au sein des entreprises. Indépendamment de l'impact de la crise actuelle, on observe depuis plusieurs années que les entreprises les plus petites ont des moyens limités à allouer à la sécurité. C'est pourquoi le Gouvernement investit au travers de SECURITYMADEIN.LU dans la création d'outils et méthodes abordables pour l'ensemble des organisations, y compris au bénéfice des plus petites structures. Le Gouvernement soutient également de manière active le développement de l'écosystème de sécurité, afin qu'une offre existe pour chaque segment du marché, et pas seulement pour les plus grandes entreprises.

Le Gouvernement constate que de nombreuses réglementations existent déjà, la plus connue étant certainement le RGPD, mais également la directive NIS, ou des textes plus sectoriels, qui imposent des obligations de sécurisation aux entreprises. Le problème principal se situe plutôt du côté de l'accès aux produits et services de sécurité nécessaires à l'application de ces réglementations. Cet accès est étendu selon la disponibilité des compétences permettant la mise en œuvre de ces produits et services au sein des systèmes d'information. En s'appuyant sur des organismes tels que SECURITYMADEIN.LU, le Gouvernement rend les produits et services essentiels plus facilement abordables et accessibles, ce qui favorise l'émergence d'un écosystème national de la cybersécurité et permet le développement d'une offre adaptée à tous les segments du marché.

Question 2502 (08.07.2020) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **finances communales** :

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Intérieur :

- Madame le Ministre peut-elle fournir dans un tableau pour l'année 2019 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définies à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2019 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

- Madame le Ministre peut-elle fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2019 ?

- Madame le Ministre peut-elle me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2017, 2018 et 2019 ?

Réponse (20.07.2020) de **Mme Taina Bofferding**, Ministre de l'Intérieur :

La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC, qui regroupe une partie des recettes de l'ICC, à savoir :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (82 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Je tiens à préciser que la refonte du mécanisme de participation des communes à l'ICC ainsi qu'au Fonds de l'emploi a été également un élément de la réforme globale des finances communales. De ce fait, il est important de soulever que les dotations totales par habitant des communes, telles que demandées par Monsieur le Député, ne se prêtent pas à une comparaison objective sans tenir compte de la participation par commune au Fonds de l'emploi.

Un tableau annexé à la présente reproduit les chiffres détaillés sur les finances communales des années 2017, 2018 et 2019 tels que demandés par Monsieur le Député.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Je tiens cependant à ajouter que les effets de la réforme des finances communales seront très prochainement évalués.

Question 2503 (08.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **l'inscription en ligne à l'ADEM en vue d'un apprentissage** :

Zënter dem Confinement kommen déi Jonk net méi perséinlech op d'ADEM (Orientation professionnelle), mee musse sech online umellen, fir un eng Ausbildungsplaz ze kommen. Eisen Informatiounen no gëtt dës Prozedur och aktuell bäibehalen, obwuel d'Lycéeën erëm normal funktionéieren. Duerch d'Ewechfale vum perséinleche Kontakt mat de Jonke besteet de Risiko, datt déi Jonk, déi net fit genuch sinn oder sproochlech net gutt sinn, dës Demarche

via Onlineaschreiwung net maachen a bei der Rentrée 2020/2021 d'Schoul musse verloossen, an dëst oui Ausbildungsplaz.

An dësem Kontext wëlle mir folgend Froen un den Här Educationminister an un den Här Aarbechtsminister stellen:

- Kann de Minister eis dës Informatiounen confirméieren?

- Wa jo, firwat gëtt dës Online-Aschreiwungsprozedur och elo nach bäibehalen?

- Ass de Minister net der Meenung, datt dës Aart a Weis riskéiert, datt méi Jonker décrochéieren?

- Gedenkt de Minister, eng Alternativ en place ze setzen?

- Wéi gedenkt d'ADEM, virun allem déi „vulnerable“ Schüler verstärkert opzefänken?

Réponse commune (28.08.2020) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de **M. Dan Kersch**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

Et ass richtig, datt déi Jonk sech zanter dem 6. Abrëll 2020 opgrond vun der Covid-19-Pandemie online um Site vun der ADEM fir hir Léierplaz am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM kënnen aschreiwelen. All Jonken ass iwwer Telefon kontaktéiert ginn, fir déi Donnéeën, déi fir eng definitiv Aschreiwung noutwenneg sinn, opzehuelen.

Ausserdeem konnten iwwert déi Telefongesprécher sämtlech Orientationsfroen an awer och Verständnisfroen par rapport zur Aschreiwungsprozedur mat de Kandidate gekläert ginn.

Et ass derwärt ze ernimmen, datt bannent nëmmen dräi Wochen dës Online-Aschreiwungsoffer decidéiert, developéiert, organiséiert an zilgruppenorientéiert no bausse kommunizéiert ginn ass.

Während deem ganze Lockdown huet de Service d'orientation professionnelle vun der ADEM fir Noutfäll seng Diere fir de Public opgehat. Fir Drénglechkeetsfäll konnten d'Clienten e Rendez-vous iwwer Telefon oder per Mail ufroen.

Zanter dem 15. Juli 2020 kënnen sämtlech Departementer vun der ADEM ënner Berücksichtigung vun den däreiztegen hygieenesche Sécherheetsmoossnamen nees, op Rendez-vous, de Public empfanke.

Bis virun der Kris konnt all Jonke sech oui Rendez-vous am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM presentéieren.

Vu datt ee während der Pandemie verhënnere muss, datt mir Situatiounen kréien, wou 40 bis 50 Clienté simultan op enger Plaz, also am Service d'orientation professionnelle, zesummentreffen, ass momentan déi eenzeg Léisung, datt déi Jonk an nächster Zäit e Rendez-vous am Virfeld mussen ufroen, fir en individuell Berodungsgespréich ze kréien, well nëmmen esou d'Zuel vun de Clienten, déi simultan am Service zirkuléieren, kontrolléierbar bleift.

Wat déi vulnerabel Schüler betrëfft, muss een ze bedenke ginn, datt d'ADEM just dann iwwert dës Informatioun verfüügt, wann de Schüler vu sech aus matdeelt, dass hien zu enger Risikogruppkategorie gehéiert.

Am Fall wou e Schüler dem Service d'orientation professionnelle géif matdeelen, datt hien als vulnerabel anzestufen ass, wäert de Berufsberater versichen erauszefannen, wat fir gesondheetlech Aschränkunge virleien, an eventuell mam Aarbechtsdokter vun der ADEM ofklären, wat an deem konkreete Fall ze ënnerhuelen oder ze ënnerloossen ass.

Question 2504 (08.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **outils sur lesquels s'appuie le télétravail** :

Face à l'évolution du Covid-19 au Luxembourg, de très nombreuses entreprises ont recours au télétravail pour maintenir leur activité. Cependant, de nombreux employés ayant été confrontés pour la première fois au travail à domicile ont eu besoin des outils informatiques et de communication sur lesquels s'appuie le télétravail.

Selon l'édition juin 2020 du journal « Paperjam », un « chèque technologique », basé sur le modèle des « chèques-repas », avec le but d'aider les salariés en télétravail à s'équiper à domicile en matériel essentiel, à savoir des outils informatiques et de communication, devrait être mise en place au Luxembourg. D'après ce même article, ce « chèque » pourrait être octroyé par les employeurs, être à faible fiscalité comme le chèque-repas, et accepté par les fournisseurs technologiques au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

- Le Gouvernement est-il conscient du besoin essentiel en outils informatiques et de communication sur lesquels s'appuie le télétravail ?

- Est-ce que le Gouvernement a déjà pris conscience du modèle « chèque technologique » ?

- Le Gouvernement envisage-t-il la mise en place d'un « chèque technologique » ?

- Si cela ne s'avère pas être le cas, le Gouvernement pense-t-il que ce besoin technologique lié au télétravail devrait être comblé au vu du recours au travail à domicile plus important engendré par la crise sanitaire ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Dan Kersch**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

La convention relative au régime juridique du télétravail conclue entre l'Union des entreprises luxembourgeoises, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB, d'autre part, qui a été déclarée d'obligation générale par règlement grand-ducal, prévoit ce qui suit en matière d'équipements de travail :

« 11. Équipements de travail

Avant que le télétravail s'exerce à domicile, l'employeur s'assure de la conformité des installations électriques et des lieux de travail.

Il fournit, installe et entretient les équipements nécessaires au télétravail. Si, exceptionnellement, le télétravailleur utilise son propre équipement, l'employeur en assure l'adaptation et l'entretien.

L'employeur prend en charge, dans tous les cas, les coûts directement engendrés par ce travail, en particulier ceux liés aux communications.

L'employeur fournit au télétravailleur un service approprié d'appui technique.

L'employeur assume la responsabilité, conformément aux dispositions en vigueur, des coûts liés à la perte ou à la détérioration des équipements et des données utilisés par le télétravailleur.

En cas de panne ou de mauvais fonctionnement des équipements de travail, le télétravailleur doit en aviser immédiatement l'entreprise suivant les modalités fixées par celle-ci.

Le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés. »

Il ressort donc des dispositions de ladite convention que si l'employeur décide de mettre ses salariés au télétravail, il lui incombe de mettre à leur disposition les équipements de travail nécessaires.

Actuellement la mise en place d'un chèque technologique n'est pas envisagée.

Question 2505 (09.07.2020) de **MM. Gilles Roth** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant le **traitement des données dans le contexte du large scale testing** :

La loi du 24 juin 2020 portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 renferme des dispositions au sujet du traitement des données par le Directeur de la santé ou son délégué ainsi que les professionnels de la santé désignés à cet effet par le Directeur de la santé.

Ainsi, les données recueillies au sujet de personnes dont le test au virus Sars-CoV-2 a été négatif sont anonymisées par le Directeur de la santé ou son délégué au bout de soixante-douze heures après leur réception. Les données des autres personnes sont anonymisées au bout de trois mois.

D'après notre compréhension, ces dispositions sont toutefois uniquement applicables au système d'information à mettre en place par le Directeur de la santé. Aucune disposition spécifique n'a été insérée dans le corps du texte en ce qui concerne le traitement des données effectuées par le(s) laboratoire(s) de diagnostic. Il est simplement renvoyé à la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies qui prévoit une transmission de certaines données au Directeur de la santé ou à son délégué.

Le saviez-VOUS ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.



Nous notons au demeurant que dans le cadre de la prise de rendez-vous pour le dépistage du Covid (LST), il est précisé que les données encodées sont enregistrées dans le système d'information du CTIE et transmises aux Laboratoires Réunis pour la prise et le suivi de rendez-vous pour le dépistage du Covid-19 et conservées pour la période nécessaire à la gestion et au suivi de rendez-vous de dépistage dans le contexte de la crise sanitaire.

Pour ce qui est des résultats des tests mêmes, aucune précision n'est fournie. Sur le site des Laboratoires Réunis, spécialement dédié au dépistage en question « covid19-test.lu », nous apprenons sous l'onglet « Protection des données » que « vos résultats médicaux seront conservés pendant dix ans conformément à la législation luxembourgeoise ».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame le Ministre de la Santé :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous informer sur la durée de conservation des données traitées par les Laboratoires Réunis dans le contexte des tests de dépistage du Covid-19 à grande échelle ? Qu'en est-il des autres laboratoires en dehors du LST ?

- Madame et Monsieur les Ministres ne jugent-ils pas une durée de conservation de dix ans des résultats en question comme étant excessive ?

- Qui peut accéder aux données (au sein des Laboratoires Réunis, sous-traitants, etc.) ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur les modalités de stockage des données en question ? Les prestataires en question ont-ils recours à des services de stockage en ligne du type cloud ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous détailler les démarches qu'ils ont entreprises afin de faire en sorte que des mesures de sécurité technique et organisationnelle soient en place auprès de ces prestataires pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque (authentification forte, journalisation des accès et destruction des données à l'expiration du délai de conservation) ? Ces exigences se retrouvent-elles au niveau de la convention conclue avec les Laboratoires Réunis ?

Réponse commune (20.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Il convient de préciser que d'un point de vue du traitement des données, les données recueillies dans le contexte des tests de dépistage à grande échelle / large scale testing (« LST ») du Covid-19 sont assujetties aux mêmes règles en matière de protection des données à caractère personnel que les données recueillies dans le cadre des autres tests de dépistage du Covid-19.

Quant à la durée de conservation de certaines données par les laboratoires de biologie médicale, il y a lieu d'attirer l'attention des honorables Députés sur les dispositions du règlement grand-ducal du 27 mai 2004 déterminant les critères minima à observer dans le cadre des activités globales d'un laboratoire d'analyses médicales. Ce règlement prévoit sous IX. - Stockage et conservation des archives :

« Les archives du laboratoire doivent comporter au moins :

- le relevé chronologique des analyses effectuées par le laboratoire ou transmises par ce laboratoire à un autre. Ce relevé doit être conservé pendant une période de dix ans ;

- les résultats nominatifs des analyses effectuées par le laboratoire. Ces résultats doivent être conservés pendant une période de dix ans. »

Il en résulte que les données ne tombant pas sous cette catégorie ne sont pas conservées pendant dix ans et sont traitées suivant la réglementation applicable au type de données. Ainsi, dans le cadre du projet LST, les données relatives aux rendez-vous sont effectivement supprimées au bout de trois jours.

Quant à la question des modalités de stockage, le laboratoire a mis en place un système sécurisé complexe correspondant aux normes et impliquant une partie cloud. Le système utilisé est certifié ISO27001, ISO20000 et ISO9001. Cet environnement cloud est utilisé par le laboratoire pour répondre aux besoins de capacité

du projet large scale testing. Cet environnement n'est pas utilisé pour le stockage définitif, mais uniquement à des fins de stockage temporaire assimilé à du data catching. La durée maximale de conservation de ces données nécessaire au fonctionnement est de trois jours. Cette période révolue, les données sont définitivement supprimées.

Le laboratoire pratique une politique de traitement des données suivant le RGDP et limite ainsi l'accès aux données aux personnes habilitées. Une partie des données sont anonymisées pour le traitement interne. Les sous-traitants intervenant dans le projet LST n'ont pas accès aux données personnelles des personnes testées.

Les flux et les traitements des données sont documentés dans la convention entre le LIH et le laboratoire. Le LIH s'est réservé conventionnellement les moyens de contrôle et d'audit les plus étendus en ce qui concerne l'exécution du projet LST.

Question 2506 (09.07.2020) de **MM. Max Hahn et Gusty Graas** (DP) concernant **l'obsolescence programmée** :

Déjà programmé l'obsolescence, d. h. d'Tat-saach, dass e Produit bewosst esou entworfen gëtt, dass en zu engem bestëmmten Zäitpunkt soll futti goen, en net gefléckt ka ginn an op déi Manéier de Konsument gezwonge gëtt, en neie Produit ze kafen, ass net nëmmen e Bedruch um Konsument, mee stellt och en immens ineffizienten a verschwendereschen Ém-gang mat eise Ressourcen duer.

Aus deem Grund huet Frankräich 2015, als éischt Land op der Welt, d'„obsolescence programmée“ ënner Strof gestallt. Am Februar 2020 dunn huet e franséisch Gericht den amerikanesche Konzern Apple zu enger Strof vu 25 Milliounen Euro verurteelt, well dee bewosst verschidden eeler iPhone-Modeller méi lues gemaach hat, wou en neie Modell op de Maart komm ass.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteng Entwécklung an der Madamm Ministesch fir Konsumenteschutz folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung wëlles, eng änlech Legislatioun wéi a Frankräich och zu Lëtzebuerg anzeféieren?

2. Wann net, wat wieren d'Grënn dofir?

3. Am Koalitionsaccord engagéiert sech d'Regierung, fir sech op europäeschem Niveau fir e legale Kader géint déi programméiert Obsoleszenz anzsetzen. Wéi wäit sinn d'Diskussionen an deem Dossier?

4. Wat wieren déi eventuell Grënn, dass dës Diskussionen net viruginn?

Réponse commune (31.07.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. + 2. Am Moment ginn et doriwwer keng Gesprécher, well lwwerleeungen dozou op europäeschem Plang annoncéiert sinn a mir prinzipiell als klengt Land am Sënn vun dem Marché unique eng europäesch Léisung virzéien.

ad 3. D'Europäesch Kommissioun plängt en neie strategesche Kader - eng nei „Agenda“ fir d'Konsumentepolitik. Dobäi solle fir 2020/2021 verschidden nei Initiative proposéiert ginn. Eng dovou betrëfft d'Stäerkung vum Konsument bei dem lwwergang zu enger méi ökologescher Wirtschaft. Et geet hei ënner anerem dorës, dem Konsument ofgesécheren Informatiounen zu Nohaltegkeetsaspekter a Relatioun mat de Produkter zur Verfügung ze stellen an hien och esou géint eng verfréiten Obsoleszenz ze protegieren. Aktuell leeft dozou nach bis Oktober eng éffentlech Consultatioun, wou eng ganz Rei konkret Froen zu enger eventueller Obsoleszenz gestallt ginn. (De Konsumenteschutzministerium huet och iwwer Social media opgeruff un der Etüd matzemaachen, fir dass d'Kommissioun op e Maximum un Informatiounen kann zrëckgräifen.)

Dës geplangten Initiative ass am Kontext ze gesi vun dem europäeschen Aktionsplang fir d'Économie circulaire - d'Kreeslafwirtschaft. D'Évolution vum Dossier gëtt ënnert dem Aspekt Konsumenteschutz a Konsumenteschutzministerium huet och iwwer Social media opgeruff un der Etüd matzemaachen, fir dass d'Kommissioun op e Maximum un Informatiounen kann zrëckgräifen.)

Verschidden Aspekter am Beräich vum Offall, déi och zur Kreeslafwirtschaft bäidroen, sinn national awer schonn amgaangen adaptéiert ze ginn an de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteng Entwécklung huet eng Propos gemaach.

ad 4. Duerch déi beschriwwen Initiative kann een net soen, dass d'Diskussionen net viruginn.

Question 2507 (09.07.2020) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant **le paiement des pensions alimentaires** :

La loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires prévoit que « toute pension alimentaire due à un conjoint, un ascendant ou un descendant est payée sur demande, au créancier par le Fonds national de solidarité ». Le Covid-19, le « Lock-down » et la crise économique ont provoqué, notamment à cause du taux de chômage plus élevé, des impasses financières chez beaucoup de ménages.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de problèmes accrus concernant le paiement des pensions alimentaires au conjoint divorcé apparu lors des derniers mois ?

- Est-ce qu'il y a, depuis le début de la crise, plus de recours au paiement des pensions alimentaires via le Fonds de solidarité ? Quel est le nombre exact de cas où le FNS paie ces pensions ? Comment ce nombre a-t-il évolué les dernières années et notamment lors de la crise ?

Réponse (30.07.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Le Fonds national de solidarité (FNS) intervient dans le cadre de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires lorsque le paiement d'une pension alimentaire n'a pas pu être obtenu par une voie d'exécution de droit privé ou encore lorsqu'une telle procédure est vouée à l'échec. Dans ce contexte, le FNS n'a pas constaté de problèmes significatifs au courant des derniers mois.

Ce constat est également confirmé par les chiffres dont le FNS dispose pour les derniers mois et notamment pour les mois de l'état de crise. C'est ainsi que le nombre de demandes par mois se situe en moyenne autour de 15 demandes, même si on dénote des variations d'un mois à l'autre. Ainsi, une variation vers la baisse au courant d'un mois est compensée par une hausse au courant du mois suivant ; ce phénomène a également été constaté durant les mois de crise.

Au niveau du nombre total de paiements, il y a lieu de relever que si on se situe au mois de juillet 2020, le FNS a avancé 672 pensions alimentaires. Pour le même mois des années précédentes le FNS note les paiements suivants : 683 au 31.7.2019, 740 au 31.7.2018 et 743 au 31.7.2017.

Question 2508 (09.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant **la fiabilité des tests de dépistage de la Covid-19** :

1. Madamm Minister fir Gesondheet, ginn et nei Informatiounen zur Zouverlässegkeet vun de Covid-19-Tester, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn?

2. Wéi vill Prozent vun den Testresultater si feelerhaft?

3. Ginn am Zweifelsfall Testresultater duerch weider Tester iwwerpréift?

4. Ginn et Ënnerscheeder tëscht de Large-Scale-Tester an den Tester, déi een op Ordonnance vum Dokter ka kréien?

5. Gëtt et eng uniformiséiert Prozedur, jee no-deems a wéi engem Laboratoire se ausgewäert ginn?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

All Tester fir de Covid-19, déi hei zu Lëtzebuerg benotzt ginn, mussen en CE-Label hunn, dat heescht, si mussen gewëssene minimale Qualitéitskriterien, déi vum der Europäescher Unioun festgeluecht sinn, entsprechen. Wa si dese Label net hunn, kënnen si eventuell am Kader vun enger sanitärer Kris och eng Derogatioun kréien, mussen dofir awer dem Gesondheitsministerium Donnéeën iwwert d'Qualitéit ënnerbreeden. Sars-CoV-2-Tester kënnen och

nëmme vu Laboratoire gemaach ginn, déi eng Autorisatioun als „laboratoire d'analyses médicales“ hunn an domat ee „système d'assurance qualité“ hunn.

Een diagnosteschen Test gëtt normalerweis un zwee primäre Parametere gemooss: d'Sensibilitéit (dat heescht d'Capacitéit, fir ee positivt Resultat ze fannen, respektiv falsch negativ Resultater ze vermeiden) an d'Spezifisitéit (d'Capacitéit, fir e positivt Resultat korrekt ze fannen, respektiv falsch positiv Resultater ze vermeiden). Fir all kommerziell Sars-CoV-2-PCR-Tester läit d'Spezifisitéit bei 99-100 %. D'Sensibilitéit hänkt vu ville Facteuren of, notamment d'Qualitéit vum Ofstréch (déif am Hals oder an der Nues), mee och vum Moment vum Ofstréch par rapport zum Moment vun der Infektioun. Et geet een dovunner aus, dass bis zu 20 % vun den Tester kënnen falsch negativ sinn, an domat besteeënd Infektioune verpassen.

Wéint der héijer Spezifisitéit kann een dovun ausgoen, dass e positivt Resultat effektivt positiv ass an net muss kontrolléiert ginn. Bei engem negative Resultat a wann d'klinesch Symptomer dorop hindeiten, dass et sech awer ëm e Fall vu Covid-19 handele kann (z. B. eng bilateral Longenentzündung mat typesche Bilder um Scanner), gëtt geroden, den Test ze widerhuelen.

Et gëtt am Fong kee richtegen Ënnerschied zwëschen engem Test iwwert de Large-Scale-Programm an engem normalen diagnosteschen Test, well all Test, deen am Large-Scale positiv ass, ëmmer direkt mat engem Standardtest kontrolléiert gëtt, iert d'Resultat un de Patient kommunizéiert gëtt. Beim Large-Scale huet een e ganz kleng Risiko, dass d'Sensibilitéit e bësse méi déif ass wéi beim Standardtest, well beim Large-Scale d'Technik vum Pooling agesat gëtt, mee dat spillt praktesch keng Roll bei dem Testkit, deen aktuell benotzt gëtt, well dësen Testkit souwisou eng exzellent Sensibilitéit huet.

D'Auswärtung vun all Test muss no de Prozedure gemaach ginn, déi am jeeweilegen Testkit definéiert sinn, an all Laboratoire muss sech un dës Prozeduren halen.

Question 2509 (09.07.2020) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant **la limitation des jours de chasse** :

Aus gutt informéierte Kreesser ass mir zougedroen ginn, dass den Ëmweltministère e Gesetzesprojekt an der Virbereedung huet, fir no de Steeë vun de Juegdlosen d'Juegd sonndes an op Feiertag ze verbidden. Et muss een dobäi wëssen, dass sämtlech Juegdlosen dës Joer nach an d'Steeë kommen. An deem Kader wär deen anscheinend geplangte Gesetzesprojekt ganz onglécklech, well doduerch vill Leit, déi, wat d'Aarbechtszäiten ugeet, staark gebonnen, respektiv limitéiert sinn, an Zukunft net méi un de Juegte kënnen deelhuele. Dës wäert natierlech dann och en negativen Afloss op d'Steeën hunn, wann d'Leit wëssen, dass si an Zukunft an hirer zäitlecher Flexibilitéit, fir op d'Juegd ze goen, staark ageschränkt sinn.

An deem Kontext géif ech der d'Madamm Ëmweltministesch gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass esou ee Gesetzesprojekt an der Planung ass?

2. Wa jo, ass d'Madamm Ministesch net der Meinung, dass een op déi Manéier d'Leit bedrückt, wann een hinnen dës Informatiounen net scho virun de Steeë matdeelt?

3. Wa jo, ass d'Madamm Ministesch an deem Kontext net der Meinung, dass déi geplangte Mesure eng Diskriminatioun vun alle schaffende Leit duerstellt, déi zäitlech manner flexibel sinn an domat zum groussen Deel an Zukunft vun der Juegd wäerten ausgeschloss ginn?

Réponse (21.07.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Dem honorabelen Deputéierte seng Informatiounen aus gutt informéierte Kreesser si falsch. Esou ee Gesetzesprojekt ass net an der Planung.

Question 2510 (09.07.2020) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant **la délivrance des licences de compétition d'une fédération sportive** :

Am Fussball, wéi och an anere Sportarten, muss all Aktiven eng Lizenz hunn. Fir dës ze kréien, muss de Sportler d'medizinesch-sportlech Kontroll (contrôle médico-sportif) maachen, an zwar net nëmme fir déi éischt Lizenz, mee och wann dës ofgelaf ass oder wann hie bei engem neie Veräin eng Lizenz

hëlt. Duerch d'Restriktiounen an der Corona-Epidemie sinn awer d'Medico-Zentren, wou dës Kontroll gemaach gëtt, eréischt vun nächster Woch un op.

Duerfir hunn ech dës Froen un den Här Sportsminister:

1. De Sportskalenner ass duerch Corona duercherneegereselt an d'regular Saison am Fussball fänkt beispillsweis den 23. August un. Wéi ass séchergestallt, datt all Spiller, deen eng nei Lizenz an also eng sportmedezinnesch Kontroll brauch, dës och ka kréien?

2. Stellt d'Problematik sech bei anere Federatiounen änlech duer?

3. Hunn d'Medicoen d'Capacitéit fir d'Demandé vun de Veräiner an alle concernéierte Sportarten esou ze behandelen, datt kee Veräiner a kee Sportler e Schued kritt, well si e Sportler net asetze kënnen oder net spillberechtigt sinn?

4. Wann nee, gëtt et eventuell eng Noutléiung, fir op d'mannst Spiller, déi mam Sport hir Sue verdéngen, esou séier ze kontrolléieren, datt si fir de Saisonoptakt spillberechtigt sinn?

5. Ass den Här Minister am Kontakt mat de Federatiounen, fir dëseng ze suggeréieren, d'Spillberechtigung méi flexibel ze handhaben, bis d'medicosportlech Zentren d'Kontrolle konnten duerchféieren?

6. Firwat dierfen net all Dokteren déi Kontroll maachen? Wéi begrënt Dir d'Monopolstellung vun de Centres médico-sportifs?

Réponse (30.07.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

ad 1. Ewéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2404 ernimmt, sinn déi sportsmedezinnesch Kontrollen erëm ugelaft an dës, an enger éischer Phas, vum 13. Juli bis den 11. September 2020.

D'Sportler hunn d'Geleeënheet, a véier regionalen Zentren (Lëtzebuerg [INS], Esch, Gréiwemaacher a Miersch) an an zwou Dokteschpraxissen (Élwen a Wolz) sech engem sportsmedezinneschen Examen ze stellen, fir eng Lizenz vun der jeeweileger Sportsfederatioun ze kréien.

D'Ënnersichunge gi selbsterständlech no den aktuelle Sécherheits- an Hygiënesmesuren duerchgefouert an dës no engem strikten Organisationsplang.

Am Zäitraum vum 13. Juli bis de 27. Juli sinn esou schonn 381 Sportler am Medico passéiert. Ech erlabe mir och dem honorabelen Deputéierte matzedeelen, datt an dëser Period 29 Sportler, déi e Rendez-vous haten, net ugetruede sinn a sech och net ofgeméit hunn.

ad 2. + 3. U sech gëtt et guer keng Problematik. Um Dag vum 28. Juli si scho 608 Rendez-vousen an der nei installéierter Zentral am Sportsministère geholl ginn. Vill „plages horaires“ stinn nach op, esou datt mir de Federatioun wäerten nach eng Kéier noleëen, hir Veräiner an deem Sënn ze informéieren. Dës nodeems d'Reouverture vun de Medicoen de Federatiounen per Circulaire matgedéelt ginn ass an och der Allgemengheet per Pressecommuniqué jeeweils de 7. Juli 2020.

ad 4. Wéi gesot, stellt déi Fro sech net; et wäert och keen Ënnerschied do gemaach ginn.

Am Kader vum obligatoreschem UEFA-Check vun de Spiller aus der iweschter Divisioun am Fussball, deen am CHL duerchgeféiert gëtt, ginn iwwregens d'Examen fir de Medico matrealiséiert.

Vum 22. Mai 2020 un hunn am Kader vum UEFA-Check 27 Sportler am CHL hire Medico matgemaach kritt.

ad 5. De Sportsminister a seng Mataarbechter si stänneg a Kontakt mam COSL, dem Zentralorgan vum Lëtzebuerg Sport, respektiv mat de Federatiounen; allerdéngs stellt sech dës konkret Fro net, well et hei eng gesetzlech a reglementaire Obligatioun gëtt.

ad 6. Et sief op dëser Plaz den honorabelen Deputéierten drun erënnert, datt am Artikel 11 vum Sportsgesetz vum 3. August 2005 Follgendes steet:

« En fonction de considérations médicales, l'État assure des examens médico-sportifs dans des centres créés sur une base nationale et régionale. Dans ces centres, les examens sont effectués par des médecins titulaires d'un certificat d'études spéciales en médecine du sport et à des conditions à définir par règlement grand-ducal. »

Am Artikel 10 vum entspreche groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 steet dozou da Follgendes:

« L'examen médico-sportif est assuré par les médecins titulaires du certificat d'études spéciales en médecine du sport ou d'un diplôme reconnu comme équivalent par le ministre

ayant la santé dans ses attributions et qui sont agréés par le ministre compétent. Cet agrément est accordé et peut, le cas échéant, être retiré par le ministre compétent sur avis de l'association la plus représentative des médecins diplômés en médecine du sport. »

Domadder misst dës Fro och nach beäntwert sinn.

Question 2511 (09.07.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **sécurité en relation avec les radars mobiles** :

Op der N12 vun Eschduerf a Richtung Heischtergronn ass e mobile Radar vum Typ „radar remorque“ agesat ginn. De Radar steet ± 50 cm vum Stroosserand ewech, direkt donieft ass e „Steilhang“. Et ass offensichtlech, datt dee Radar eng Gefor duerstellt, virun allem fir Vëlos- a Motosfuere, sollte se missen en Auswäichmanöver maachen, wat op de Stroossen am Norde vum Land (Wëldwiessel, breet Trakteren a Mädrescher oder Chauffeuren, déi net op hirer Spuer bleiwen) méi dacks virkënt.

Grad dës Éisleker Stroosse si virun allem am Fréijoer/Summer ënner Vëlos- a Motosfuere ganz beléift a speziell hei misst en héijen Niveau u Sécherheitsprecautiounen fir dës Chauffeure geholl ginn.

Déi Zort vu Radare si menges Wëssens voll gepanzert, hu ganz schaarf Kanten a kënnen am Fall vun enger Kollisioun mat engem Auto warscheinlech zu ganz uerge Verletzunge bei den Automobilisten féieren. Bei enger Kollisioun mat engem Vëlo oder Moto sinn nach méi schlëmm Konsequenzen ze erwaarden. Nuets si se bal net siichtbar a stellen esou eng weider Gefor fir de Verkéierduer.

Dowéinst wéilt ech den Här Mobilitéitsminister froen:

1. No wat fir enge Reegele mussen dës Radaren opgestallt ginn? Wéi wäit muss esou e Radar vum Stroosserand ewech stoen?

2. Muss de Radar eventuell duerch eng Leitplank geschützt sinn?

3. Am Fall wou dës Radar hannert enger Leitplank zum Asaz kënn, ass hei séchergestallt, dass den zertifizierten Aktionsradius vun der Deformatioun vun der Leitplank am Fall vun enger Kollisioun respektéiert gëtt?

4. Orientéiert ee sech un europäeschen Normen, wat den Asaz vun deene Radaren ugeet?

5. Missten dës Radaren nuets net mat zousätzleche Reflektoren markéiert ginn?

6. Ginn et Crashtester, déi eng Kollisioun mat engem Radar vun dësem Typ simuléieren?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Bei dem Radarchantier handelt et sech ëm eng Remork, déi konform zum Code de la route (Artikelen 165 bis 167) opgestallt muss ginn. Wéi all Remork dierf déi laut Code de la route net op der Furbunn vun der Stroosstationéiert ginn tëschent 22.00 a 6.00 Auer. Beim eraussich vum de Plaze gëtt séchergestallt, datt déi Remork keen Hindernis a puncto Visibilitéit duerstellt fir d'Verkéisersdeelhueler.

ad 2. Et ass keng extra Leitplank virgesinn, fir d'Remork ofzesécheren.

ad 3. Jo.

ad 4. Nee, well et keng eenheetlech europäesch Norm gëtt fir d'Opriichte vun engem Radarchantier.

ad 5. D'Radaren zu Lëtzebuerg si mat reflektéierendem Material markéiert.

ad 6. Nee, sou Tester gëtt et net fir de Radarchantier.

Question 2515 (09.07.2020) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant le **placement de force d'un mineur en psychiatrie** :

J'ai été informé d'une affaire judiciaire qui concerne le placement de force en psychiatrie d'un mineur, suite à une ordonnance de placement provisoire du tribunal de la jeunesse du Luxembourg. En effet, les parents du mineur concerné ont déposé, via leur avocat, une requête à main levée devant le tribunal de la jeunesse au Luxembourg. Cette requête ayant été proclamée non fondée par le tribunal en question, les parents de l'enfant ont fait appel contre la décision du tribunal de la jeunesse auprès de la Cour d'appel de Luxembourg qui a déclaré l'appel recevable et a permis la réintégration du mineur au foyer familial. À ce mo-

ment, le mineur se trouvait placé en psychiatrie au CHL depuis environ quatre mois. Un an après cette décision de la Cour d'appel, la famille du mineur a dû comparaître devant le tribunal de la jeunesse qui a décidé de soumettre à certaines conditions le maintien du jeune en milieu familial. Les parents ont perçu cette injonction comme une atteinte à leur intimité familiale et intrusion dans leur vie privée et ont de fait fait recours devant la Cour de cassation. De fil en aiguille, cette affaire n'a abouti à aucune décision favorable envers la requête de la famille concernée et a même détruit les liens familiaux et affectifs. Pourtant, afin d'obtenir justice, la famille a entrepris une dernière démarche auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Indépendamment des raisons de placement du mineur concerné et indépendamment de l'issue de l'affaire décrite ci-dessus, des questions se posent quant à la conformité avec la Constitution du Luxembourg des décisions et jugements émis par les instances judiciaires précitées, notamment en ce qui concerne le placement de force, car sans consentement des parents, d'un mineur en milieu psychiatrique.

Je vous prie donc, Madame la Ministre de la Justice, de répondre aux questions suivantes :

1) Est-il exact que des enfants mineurs peuvent être hospitalisés dans des unités de pédopsychiatrie aiguë au Luxembourg sans leur consentement, sans le consentement des parents, sans décision judiciaire préalable et sans avis médical préalable ?

2) Est-il exact que certaines unités de pédopsychiatrie aiguë administrent des substances neuroleptiques pour neutraliser les mineurs de manière ponctuelle ou récurrente sans en informer les parents ?

3) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou dans un hôpital psychiatrique sont-ils informés de leurs droits et notamment des dispositions de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant ?

4) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou un hôpital psychiatrique disposent-ils immédiatement d'un recours personnel, réel et effectif contre les décisions qui les privent de liberté ?

5) Les enfants privés de liberté et placés dans un foyer ou dans un hôpital psychiatrique ont-ils le droit de choisir leur propre avocat et bénéficient-ils automatiquement de l'assistance judiciaire ?

6) Les directeurs des foyers et le personnel des unités pédopsychiatriques sont-ils formés en matière de droits de l'enfant résultant de la Convention de 1989 relative aux droits de l'enfant et de quelle manière ?

Réponse commune (17.08.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Le placement judiciaire d'un mineur d'âge, indépendamment du fait qu'il se fasse auprès d'un membre de la famille, auprès d'une famille d'accueil, dans un foyer d'accueil ou autre institution, respectivement dans un service de pédopsychiatrie, se fait selon les règles établies par la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse actuellement en vigueur.

Un tel placement implique donc toujours une décision soit du juge de la jeunesse, soit du procureur d'État, sauf en cas de placement volontaire, c'est-à-dire décidé par les parents du mineur.

Une mesure de garde provisoire, régie par les articles 24 à 26 de la prédite loi, est ainsi prise en principe par le juge de la jeunesse, sinon, lorsque celui-ci ne peut pas être utilement saisi (pendant la nuit, les fins de semaine ou les jours fériés), par le procureur d'État, et cela sur dossier, c'est-à-dire sans débat contradictoire préalable. Les parties, y compris le mineur lui-même, ont toutefois la possibilité, à tout moment de la procédure, de demander la mainlevée de la mesure de garde provisoire. Un débat contradictoire a alors lieu, conformément à l'article 27 de la loi précitée, dans un délai rapproché devant le tribunal de la jeunesse.

Les placements définitifs sont prononcés par voie de jugement du tribunal de la jeunesse, après débat contradictoire en audience publique, le mineur et ses parents ayant été entendus.

Dans les deux hypothèses, ni le consentement du mineur, ni celui de ses parents n'est une condition préalable à la mesure de placement. Toutefois, suivant les informations que nous avons reçues de la part des autorités judiciaires, les juges de la jeunesse essayent toujours, dans la mesure du possible, de faire adhérer les parties aux mesures de protection qu'ils sont ame-

nés à prononcer dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Pour placer un enfant en milieu psychiatrique, un avis médical préalable n'est pas requis. Le plus souvent, suivant les informations reçues, la finalité du placement consiste justement en l'obtention d'un diagnostic précis, afin de pouvoir orienter et déterminer au mieux les mesures de protection nécessitées pour la prise en charge psychopédagogique de l'enfant concerné.

D'après les informations que nous avons reçues de la part des autorités judiciaires, les mineurs qui sont placés en pédopsychiatrie se font remarquer, soit par des troubles de comportement extrêmement lourds, à tel point que leur prise en charge en milieu scolaire, pédagogique et social est impossible et que les professionnels qui s'en occupent sont dépassés par leur encadrement, soit par des comportements dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui (mineurs qui agressent gravement leurs pairs, leurs parents ou le personnel éducatif, mineurs ayant fait des tentatives de suicide, des actes d'automutilation ou présentant des addictions à des substances psychotropes).

ad 2) À titre préliminaire, il convient de faire mention de l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 10 août 1992, qui dispose que :

« Si le mineur est placé hors du domicile de ses parents, tuteur ou gardiens, ceux-ci conservent uniquement un droit de visite et de correspondance. Le tribunal ou le juge de la jeunesse en fixe les modalités et peut même, si l'intérêt de l'enfant l'exige, décider que l'exercice de ces droits ou de l'un d'eux sera suspendu. »

Le principe est donc actuellement celui du transfert de l'autorité parentale vers l'institution qui héberge le mineur. L'information aux parents se fait alors par le biais du personnel d'encadrement dans le cadre du travail avec les parents ou tuteurs du mineur placé.

Or, il importe de noter à ce point que dans le cadre de la nouvelle réforme en matière des droits de l'enfant, le principe sera celui du maintien de l'autorité parentale auprès des parents.

Le Service de pédopsychiatrie aiguë, dont la dénomination exacte est « Service national de psychiatrie infantile », dispose d'un règlement interne qui est communiqué au tuteur légal en mains propres lors de chaque admission de mineur. Ce règlement est lu, daté et signé par le/les tuteurs légaux, le référent de l'enfant ainsi que l'enfant lui-même ; ce règlement précise très clairement les modalités d'accord et d'information des parents pour tout traitement médicamenteux et stipule entre autres : « Toute introduction programmée d'un traitement médicamenteux sera décidée par le médecin, en accord avec le tuteur légal, et ce, après les avoir informés clairement du but thérapeutique recherché. »

Par ailleurs, selon les procédures de ce service, la décision de prescrire un neuroleptique à visée anxiolytique en cas d'agitation psychomotrice avec mise en danger de soi ou d'autrui ne se fait qu'en dernier recours après échec des mesures d'aide ultérieures qui sont dans un ordre croissant :

1. la relation d'aide/entretien de soutien ;
2. l'isolement du groupe en chambre avec accompagnement d'un soignant ;
3. l'isolement en chambre de surveillance avec accompagnement d'un soignant et possibilité d'utilisation d'un hamac/sac de boxe ;
4. en cas de persistance d'une auto-/hétéro-agressivité envers les objets et/ou les personnes, concertation et appel d'une aide supplémentaire avec accompagnement (minimum deux personnes) dans la chambre de « timeout » ;
5. dans la chambre de « timeout », possibilité d'une relation d'aide avec triangulation d'un tiers sans contention corporelle, ou bien

contention corporelle par deux soignants (membres supérieurs et inférieurs) en cas d'auto-/hétéroagressivité persistante ;

6. en dernier lieu, si le patient n'arrive pas à retrouver son calme après 30 minutes, une médication orale d'un neuroleptique est proposée.

Le règlement interne précise à cet endroit : « En cas de crise, quand un enfant représente un danger pour lui-même ou pour les autres, l'équipe pluridisciplinaire se concerta pour prendre en charge celui-ci. [...] Un médicament peut aussi être donné en complément. Le tuteur légal sera alors informé ultérieurement. »

L'information du tuteur légal est donc prévue et réalisée dans tous les cas, qu'il s'agisse d'une médication programmée ou d'une médication donnée en cas de crise.

ad 3) Lors de la notification de la mesure de placement au mineur ainsi qu'à sa famille, il s'y trouve joint une information écrite quant aux voies de recours, de sorte que tant l'enfant que sa famille sont renseignés par rapport aux moyens légaux à leur disposition qui se présentent à eux en cas de désaccord avec la mesure de placement.

Par ailleurs, tant dans les foyers d'accueil, que dans les services pédopsychiatriques, le personnel pédagogique et social (éducateurs, assistants sociaux) peut renseigner et guider l'enfant et ses parents quant au déroulement de la mesure de placement, ainsi que quant aux moyens pour la faire lever.

Il s'y ajoute que dans de nombreux cas, aussi bien la famille que le mineur sont assistés par un avocat. Si tel n'est pas le cas, conformément à l'article 18 de la loi précitée relative à la protection de la jeunesse, les parents et le mineur lui-même peuvent à tout moment s'adresser au juge de la jeunesse afin qu'il leur en désigne un d'office.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse sub 1).

Lorsqu'il s'agit d'un placement provisoire, le mineur lui-même a le droit de demander à tout moment la mainlevée de la mesure de garde provisoire. Il s'agit d'une procédure très peu formaliste, dès lors qu'une lettre simple adressée au tribunal de la jeunesse est suffisante pour saisir utilement le tribunal de la jeunesse d'une demande en mainlevée au sens de l'article 27 de la loi de 1992. L'assistance par un avocat n'est pas requise et, par dérogation aux règles procédurales de droit commun, le mineur dispose d'un droit d'action propre.

En cas de placement définitif, c'est-à-dire par voie de jugement, le mineur peut interjeter appel contre la décision critiquée. Là encore, il dispose d'un droit d'action propre, par dérogation au droit commun. Le mineur de même que ses parents sont informés de ce droit au moment du débat contradictoire à l'audience du tribunal de la jeunesse qui a donné lieu au jugement.

ad 5) Selon l'article 18 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse :

« Le mineur, ses parents ou tuteur et toutes autres personnes physiques qui en ont la garde provisoire ou définitive peuvent faire le choix d'un conseil ou demander au juge de la jeunesse qu'il leur en soit désigné un d'office. La désignation par le juge de la jeunesse d'un conseil au mineur a lieu, même en l'absence de toute demande afférente, lorsque le mineur se voit imputer des faits constituant une infraction d'après la loi pénale, et du chef desquels une mesure de garde provisoire a été prise à son encontre. Elle a lieu dans tous les autres cas, lorsque l'intérêt du mineur le commande.

Si le juge de la jeunesse désigne un conseil à une personne qui affirme être en droit de bénéficier de l'assistance judiciaire et en fait la demande, il transmet la demande au Bâtonnier. Le juge de la jeunesse peut aussi saisir d'office le Bâtonnier, lorsque c'est le mineur qui s'est vu désigner un conseil. L'assistance judiciaire ne couvre que l'indemnité à allouer à l'avocat. »

ad 6) Les gestionnaires des activités en relation avec les droits de l'enfant sont tenus d'accomplir une formation continue, conformément aux articles 17 et 20 du règlement grand-ducal du 17 août 2011 concernant l'agrément attribué aux gestionnaires d'activités pour enfants, jeunes adultes et familles en détresse.

De plus, les articles 10 et 13 de la loi modifiée du 16 décembre 2018 relative à l'aide et à l'enfance et à la famille mettent en exergue la formation continue dans le domaine de l'évaluation psychosociale, de la médiation et des droits humanitaires.

Les prestataires des services d'accueil en institution sont également tenus de déclarer le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989. En effet, tout gestionnaire qui demande un agrément « gestionnaire de l'aide à l'enfance et à la famille », dans le cadre de la loi modifiée du 16 décembre 2008, et conformément à l'article 29 du décret règlement grand-ducal, doit signer une déclaration qui témoigne du respect des principes de la non-violence et de la non-discrimination, ainsi que l'orientation des activités en fonction des dis-

positions de la convention relative aux droits de l'enfant.

Dans le contexte du futur « cadre de référence de l'aide à l'enfance et à la famille », l'aspect de la formation en matière des droits de l'enfant sera davantage pris en considération. Il faudra en tenir compte également dans le cadre de la formation initiale des professions sociales et éducatives et des professions de santé. Notons de parcours que dans le cadre du Bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg, les étudiants ont la possibilité de se former en matière des droits de l'enfant dans le cadre d'un module optionnel au cinquième semestre.

Question 2517 (10.07.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant l'**extension des activités de « LetzShop »** :

A virege parlamentaresche Froen un de Mëttelstandsminister hunn ech verschidden Informatiounen zu der Online-Plattform „LetzShop“ geliwwert krut. An der Äntwert op d'Fro N° 2176 huet de Minister ënnerstrach, dass d'Plattform während der Covid-19-Pandemie immens gewuess ass. Dëst ass natierlech engersäits de klenge Geschäfte zegutt komm, déi trotz zouenen Diere weider hir Produite konnte verkafen an doduerch hir Verloschter konnte minimiséieren.

Doriwwer eraus hunn och Restaurateure probéiert, hir Produiten iwwert dës Plattform unzebidden, wéi de Minister a senger Äntwert op meng Fro N° 2252 wësse léisst:

„Als einfachst logistesche Léisung, déi direkt kann ëmgesat ginn, kann een op Letzshop.lu de Click&Collect ubidden, d. h. de Client ka seng online Bestellung direkt am Betrib ofhuelen. Vereenzelt Betriber hunn dës Léisung schon ëmgesat.“

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister dës Fro stellen:

-. Wäert de Minister an noer Zukunft een direkte Liwwerservice fir Restauranten op „LetzShop“ ubidden an dësen op letzshop.lu hosten (z. B. ënnert der Subdomain horesca.letzshop.lu)? Falls jo, kann hie weider Erklärung liwweren, wéi dës wäert funktionéieren?

Réponse (24.07.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

D'„LetzShop“-Ekip ass amgaangen, der Horesca d'Virdeeler vun der Marketplace fir all einzelne Betrib aus dem Secteur virzestellen. Et läit allerdings weider an den Attributiounen nach an de Kompetenze vum GIE, fir eng Logistikkéierung, also een exklusiv „LetzShop“-Liwwerservice, ze entwéckelen an/oder an d'Liewen ze ruffen.

Question 2519 (10.07.2020) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant les **prix immobiliers** :

D'Spiral bei de Wunnengspräisser dréit monter weider. Laut dem Observatoire de l'habitat sinn d'Immobiliepräisser iwwer ee Joer gesi vum éischten Trimester 2019 op dat éischt Trimester 2020 am Existant ëm 16,6 % an am Neibau (VEFA) ëm 14,5 % an d'Lucht gaangen.

Am Kader vun der Coronakris sinn d'Präisser um Bau, bedéngt duerch verschidde sanitär Moosnamen, zousätzlech geklommen.

Op Regierungssäit si keng Moosnamen ergraff ginn, fir dem „Häuslebauer“ ënnert d'Aerm ze gräifen an d'Spekulatioun um Immobiliemarché geet weider.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Logementsminister an un den Här Finanzminister riichten:

- Wéini gëtt een Avant-projet vun der Reform zur Grondsteuer presentéiert?

- Wéini gëtt een Avant-projet vun der Definition iwwert de „logement à coût modéré“ presentéiert?

- Si verschidde steierlech Moosnamen an de kommende Méint envisagéiert, fir den „Häuslebauer“ ze entlaaschten?

Am Koalitionsaccord ass festgehalen, datt de Mietkauf an dëser Legislaturperiod géif ëmgesat ginn.

- Kann den zoustännege Minister matdeelen, ob un dëser Moosnam geschaff gëtt an doduerch jonke Menagen a Menagé mat klengem Akommes eng Wunnengsbaualternativ ugebued gëtt? Wéini ass mat engem deementsprechende Projet ze rechnen?

Réponse commune (20.07.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

D'Regierung kann dem Här Deputéierte versécheren, datt un de respektive Gesetzesprojeten, déi hien opgeléicht huet, intensiv geschaff gëtt. Verschidden Elementer dovunner si jo an de leschte Woche schon an den zoustännege Chamberskommissioun presentéiert ginn. An hirer Gesamtheit ginn déi Reformen da presentéiert, wa se fäerdeg ausgeschaff sinn. Dat géllt och fir steierlech Moosnamen am Beräich vum Wunnengsbau.

De sougenannte „Mietkauf“ ass am Koalitionsaccord beispillhaft opgezielt ënnert deene Projeten, déi kéinte lancéiert ginn, fir de Leit mat niddregem Akommes um private Marché d'Méiglechkeet ze bidden, eng Wunneng ze wunnen an doduerch Suen ze spueren, fir eventuell spéider och an en Eegeheim investéieren ze kënnen.

Déi wichtegst an dréngendst Moosnam, fir dat Zil ze erreechen, ass a bleift den Ausbau vun effentlechen abordable Wunnengen. Doduerch ass et méiglech, méi Stéit mat niddregem Akommes, sief se jonk oder eeler, d'Méiglechkeet ze bidden, eng Wunneng ze lounen zu engem Präis, deen hinne genuch Sue léisst, fir dezent ze liewen an op eng eege Wunneng ze spueren. E Modell vu „Mietkauf“, wou Leit iwwer zéng Joer gebonne ginn, ier sech eréischt entscheet, ob se déi Wunneng och kafe kënnen, schéngt eis, no Analysen, keng sënnavoll Approche ze sinn. Éischtens, well an all deene Fäll, wou sech dee Kaf dann no zéng Joer net ëmsetze léisst, d'Leit an eng grouss Zwéckmilche gerochen. An zweetens, well mer aus den Donnéeën vun den Aides individuelles wëssen, datt ongeféier d'Hallschent vun de Stéit scho virun dem zéngte Joer hire Stot erëm opléisen an d'Wunneng verlossen. A béide Fäll gëtt aus dem Dram vun enger eenger Wunneng schnell en Albdram fir d'Famill.

Iwwregens ass dës Analys net nei. Schon 1977 konnt een am Exposé des motifs vum Projet de loi vum zukünftigen „1979er-Gesetz“ liesen:

« Il y a lieu de dissiper notamment les illusions qu'a pu faire naître la notion de location-vente.

Quand on considère les problèmes que pose à une grande partie d'acquéreurs sociaux le remboursement d'un capital représentant seulement soixante à quatre-vingts pour cent du coût du logement, on conçoit qu'un tel système peut uniquement intéresser une clientèle ayant une très forte capacité de remboursement, mais ne disposant pas d'apports personnels propres.

Faire intervenir l'État dans le service d'une telle dette par une subvention d'intérêt équivaudrait à une participation publique pouvant aller jusqu'à la moitié du coût final de l'opération, sans que l'efficacité sociale de l'aide soit assurée pour autant puisque le remboursement sur vingt ans et sans intérêt d'un capital de deux millions et demi dépasse déjà dix mille francs par mois. »

Dofir wäert d'Regierung weider dorobber setzen, fir den effentlechen abordable Wunnengsbau auszebauen, sief dat fir Locatiounswunnengen oder subventionéiert Eigentums-wunnengen, fir datt abordable Wunne grad fir déi Leit mat niddregem Akommes effektiv an dauerhaft zur Realität gëtt.

Question 2521 (10.07.2020) de **M. François Benoy** (déi gréng) concernant le **phasage de l'extension du réseau de tramway ainsi que l'ouverture de certaines infrastructures pour vélos** :

Selon le calendrier initialement prévu, l'extension de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare de Luxembourg devrait être mise en service avant la fin de l'année 2020. Deux autres extensions sont planifiées de la gare vers la Cloche d'Or et du Circuit de la Foire jusqu'au Findel pour 2022-2023.

L'extension du réseau de tramway implique également une amélioration de la structuration de l'espace public, notamment par l'aménagement d'une piste cyclable le long du réseau qui est vouée à devenir l'épine dorsale du réseau cycliste de la capitale.

La mise en service du tramway nécessita aussi la réorganisation complète du réseau de bus et en conséquence l'élargissement du pont « Passerelle » entre le quartier de la gare et le Plateau du Saint-Esprit. L'objectif du projet est de gagner assez d'espace supplémentaire pour une circulation efficace et sûre des bus, des piétons et des cyclistes. Avec la fin du chantier et l'ouverture de la piste cyclable sur le pont « Passerelle », il sera à nouveau possible de re-

joindre rapidement la gare par la « Al Avenue » à vélo.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que le calendrier initial pour l'ouverture de l'extension jusqu'à la gare de Luxembourg sera respecté ? Dans l'affirmative, est-ce que la partie du tracé de la Place de l'Étoile jusqu'à la Place de Paris sera déjà mise en service avant décembre ?

2) Quels sont le calendrier et le phasage prévus pour les prochaines extensions vers l'Aéroport de Luxembourg et la Cloche d'Or ? Quand est-ce que le tramway circulera jusqu'au Lycée de Bonnevoie et au pôle d'échange Howald ?

3) Quand est-ce que le chantier du pont « Passerelle » sera terminé ? Est-ce que la piste cyclable sera accessible aux utilisateurs dès la fin de la première phase des travaux (côté ouest) qui semble proche ?

4) Endéans quel délai la piste cyclable le long de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare sera-t-elle pleinement opérationnelle ? Quel est le phasage prévu ?

Réponse (17.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Le calendrier initial de l'extension de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare centrale (tronçon B) avec mise en service prévue en cours du mois de décembre 2020 sera respecté. Une mise en service partielle jusqu'à la Place de Paris n'est pas prévue.

Pour les deux extensions vers l'Aéroport de Luxembourg et la Cloche d'Or, les phasages des chantiers de l'Administration des ponts et chaussées et ceux de LuxTram SA sont étroitement liés.

Concernant l'extension vers l'aéroport (tronçon E), le dossier de soumission pour le premier lot des travaux vient d'être approuvé récemment. Actuellement, il est prévu de pouvoir démarrer le premier chantier, à savoir le pont enjambant l'échangeur Kirchberg, en 2021.

En ce qui concerne les tronçons C et D du tram, les travaux de la phase 2 de la nouvelle N3 ainsi que de la reconstruction du pont Buchler sont en cours. En vue d'avancer aussi rapidement que possible, les travaux de génie civil et de l'installation des équipements du tram pourront être exécutés simultanément à partir d'un certain instant. La fin des travaux pour le tronçon Gare centrale-Pôle d'échange Bonnevoie est prévue pour le 1^{er} semestre 2022.

L'extension de la ligne du tram jusqu'à la Cloche d'Or est programmée pour l'automne 2023.

La fin du chantier comprenant l'élargissement du pont « Passerelle » et la réhabilitation de sa superstructure est programmée pour l'été 2021. La piste cyclable située du côté ouest sera accessible aux utilisateurs dès la fin de la première phase du chantier, pendant le mois de septembre 2020.

Il est prévu que la piste cyclable le long de la ligne de tramway de la Place de l'Étoile jusqu'à la gare sera opérationnelle au plus tard en janvier 2021.

Question 2522 (10.07.2020) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **infections de la Covid-19 dans des maisons de soins** :

Mat der Hausse vu Covid-19-Infektiounen klëmmt och d'Suerg an den Alters- a Fleegeheemer, datt hir Awunner kéinten infizéiert ginn. Mengen Informatiounen no ginn et an einzelen Haiser schon erëm Infektiounen. Aus dësem Grond ass eng grouss Onsécherheet bei de Responsable vum de Strukturen an dem Secteur.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Minister fir Famill an Integritatioun an un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt et rëm Fäll vu Covid-19-Infektiounen an Alters- a Fleegeheemer ginn?

2. Wa jo, ass d'Regierung net der Meenung, datt en Austausch tëscht der Regierung an den eenzele Structure wichteg wier fir ze koordinéieren, wéi eng Mesur wou missten oder sollte getraff ginn, fir d'Bewunner ze schützen?

3. Stëmmt et, datt momentan keng Tester an den eenzelen Haiser gemaach ginn, mee datt d'Bewunner sech musse bei Teststationen deplacéieren?

4. Wa jo, deelt d'Regierung d'Meenung, datt et méi sënnavoll wier, datt erëm an den Haiser getest gëtt?

Réponse commune (10.08.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Nodeems op den 2. Juli kee Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer méi als positiv gegollt huet, sinn zënter dem 7. Juli awer nees nei Infektive mam Virus ze verzechnen. Op de 7. August sinn dës 17 Bewunner; et sinn am Moment sechs Alters-a Fleegeheemer be-traff.

ad 2. Déi betraffe Strukturen hunn d'Méiglech-keet, sech individuell un déi zoustänneg Instanzen ze wenden, fir eng Berodung an eng Hëllef ze kréien. Dës betrëfft déi verschidde Mesuren, déi sollen oder musse geholl ginn, fir hir Bewunner beschméiglech ze schützen.

ad 3. + 4. Fir de Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer d'Méiglechkeet ze ginn, sech an hire Strukturen testen ze loossen, gëtt eng mobil Ekip am Kader vum Large-Scale-Testing op d'Plaz geschéckt.

Question 2524 (13.07.2020) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **déclin de la biodiversité** :

D'Biodiversitéit hëlt weider drastesch of zu Lëtzebuerg. Moosname wéi de Monitoring vun den Déieren- a Planzenarten an engem Portal wéi dem „iNaturalist“ si wuel begrëssenswäert, ma et bleift nach vill ze maachen, fir dem Aarteschwund am Land entgéintzewierken.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Madamm Ëmweltminister gär folgend Froe stellen:

1. An eisen Naturschutzonen, déi mëttlerweil 5 % vun der Landesfläch ausmaachen, dierfe keng Pestiziden a praktesch keng Düngung méi agesat ginn. Firwat sinn dës Zonen net méi aarteräich?

2. Firwat hunn eis mëttlerweil bal 40 „Plans d'actions espèces“ an déi 28 „Plans d'actions habitats“, déi ganz käschtenintensiv sinn, net méi Resultater opweises?

3. Firwat gëtt et keng novollzéibar Analys a kee publizéierte Rapport iwwer déi spezifesch Ur-sache vum offensichtleche Mësserfolleg vun den Aktionspläng?

4. Firwat gëtt keng Analys oder Etüd iwwer den Afloss vum Prädationsdruck op eis Wisen-a Buedembréier gemaach?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Déi ausgewisen Naturschutzzone maa-chen aktuell 3,8 % vun der Landesfläch aus.

Laut der Definition vun enger Naturschutzon handelt et sech ëm ee Gebitt, dat remarkabel ass duerch säin Aarteräichtum, d'Presenz vu raren, spezifische Biotopen a Liewensraim an/oder d'Presenz vu raren, bedroten Aarten. Dës bedeit, datt den Aarteräichtum net deen eenzege Krittär fir d'Ausweisung vun enger Naturschutzon ass - wuel ass et ee ganz wichtegen -, mee och do virkommend seelen Déieren- oder Planzenaarte kënnen ee Krittär sinn, oder och nach seele Biotopen. Weider kënnen och eng markant Landschaft oder ökologesch Korridorfunctiounen Argumenter liwwere fir d'Ausweisung.

Generell muss awer betount ginn, datt d'Naturschutzzone ganz aarteräich sinn. Obwuel d'Naturschutzonen nëmmen 3,8 % vun der Landesfläch ausmaachen, sou befanne sech dach e Groussdeel vun de geschützten oder seelen Aarten an dese Schutzonen:

- bei de geschützten Déierenarten leien 19 % vun de bekannte Virkommen an de Schutzgebiddere;

- bei de geschützte Planzenarten sinn et souguer 32 %.

D'Auswärtung vun den Date vum Naturmusée beleeden, datt an den Naturschutzonen jee no taxonomescher Grupp fënnef- bis aachtmol méi Virkommen an de Schutzgebiddere leie wéi ausserhalb.

Och um Niveau vun de Biotopen a Liewensraim kënn een op änlech Konklusioenen:

- 8 % vun de geschützte Lafbëscher a

- 15 % vun de raren a geschützte Biotopen a Liewensraim aus dem landwirtschaftlechen an oppene Milieu befanne sech an de Schutzgebiddere.

Deemno gëtt och dank de Biotopkartéierung beluecht, datt zwee- bis véiermol méi rar a ge-

schützte Biotopen a Liewensraim sech an den Naturschutzonen befanne wéi ausserhalb.

Schlussendlech ass och nach ze betounen, datt et de raren a geschützte Biotopen a Liewensraim an den Naturschutzonen dank der adaptéierter Gestiou an de Benutzungsaschränkungen däitlech besser geet wéi ausserhalb. D'Analys vun de Kartéierungen ergëtt, datt den Erhaltungszoustand vun den eenzelne Biotopen a Liewensraim an de Schutzgebiddere däitlech besser ass wéi den Erhaltungszoustand vun deenen, déi ausserhalb vun de Schutzgebiddere leien.

Déi logesch Konsequenz, fir méi Virkommen vu rare Biotopen, Liewensraim an Aarten an de Schutzgebiddere ze hunn an domat besser ze erhalen, ass déi konsequent Weiderféierung vun der Ausweisung vun Naturschutzonen. Et sief an deem Kontext rappeliert, datt tëscht 1982 an 2012 42 Naturschutzgebiddere ausgeweise goufen, wat 1,4 Zone pro Joer entsprécht. Säit 2013 goufen 21 Gebiddere ausgewisen, wat 3 Zone pro Joer entsprécht. Mat deenen 21 Zonen huet sech och d'Gesamtfläch vun den Naturschutzgebiddere an de leschte siwe Joer verduebelt.

ad 2. Et si 34 „Plans d'actions espèces“ a 14 „Plans d'actions habitats“.

D'Ëmsetzung vun desen Aktionspläng huet vill opweises - wäit méi wéi just de Monitoring vun den Déieren- a Planzenarten oder Biotopkartéierungen - an des Naturschutzmesurë gräifen och, wann ee sech déi néideg Zäit a Mëttel dofir gëtt. Sou hunn eng ganz Rei vun Aktionspläng positiv Resultater ze verzechnen, mat der Konsequenz, datt d'Bestänn sech konnten halen oder souguer liicht positiv Tendenze verzechnen. Als Beispill kann een do den Heckefräscher, de Kammmolch, de Steekauz, d'Wëllkaz, de Biber, d'Grouss Hufeisennues, d'Weieren an d'Schiffflächen, de Kallekdréche-wues oder d'Auebëscher etc. opzielen.

Just stinn all déi hei geleeschten Efforten an hir positiv Resultater géintwärtig zu méi staarke Stréimungen an hiren negativen Impakter, wéi enger demografescher an ekonomescher Entwécklung, der Zerschneidung vun de Landschaften a Liewensraim oder enger intensiver landwirtschaftlecher Praxis, soudatt déi puer Aktionspläng an déi virdu genannt Ausweisung vu Schutzgebiddere aleng net duerginn, fir den dramatesche Réckgang vun der Biodiversitéit ze stoppen oder souguer ëmzedréien.

ad 3. Sou novollzéibar Analysen a publizéiert Rapporten gëtt et betreffend d'spezifesch Ur-sache vum Réckgang vun den Aarten an hire Liewensraim.

Wéi all d'EU-Memberstaate participéiert Lëtzebuerg dank den europäeschen Naturschutzdirektiven all sechs Joer um sougenannte „Reporting“: Heibäi gëtt den Zoustand vun enger ganzer Rei vun Aarten a Liewensraim evaluéiert. Dobäi ginn iwwer ee standardiséierte Formular déi néideg Informatiounen encodéiert, déi während sechs Joer duerch Biotopkartéierungen a Monitoring vun de jeeuweiligen Experten um Terrain erhuewe ginn an déi néideg fir déi wëssenschaftlech fundéiert Evaluation sinn. Dës ass an enger Zesammenaar-becht mam „Luxembourg Institute of Science and Technology“, mam Naturmusée, mat den onofhängegen Experten zu Aarten a Biotopen erstallt ginn. Deel vun der Evaluation sinn net nëmmen de Bestand an d'Entwécklungstrends vun den Aarten a Liewensraim, mee och d'Analyse vun den Experte betreffend déi negativ Impakter.

Sämtlech Hannergrondinformatiounen, Bestandszuelen an Entwécklungstrends zum Reporting sinn online verfügbar. Awer et ass och eng vereinfacht a fir jiddereen verständlech Kuerzversioun zu den nationale Konklusioenen verfügbar.

D'Resultater vum viregte Reporting sinn am leschte Rapport vum „Observatoire de l'environnement naturel“ 2013-2016 verschafft an thematiséiert a waren och eng vun de Grond-lage fir d'Bewäertung vum Zoustand vun der Natur, déi néideg war fir d'Orientatioun an d'Ausschaffe vum „Nationalen Naturschutzplang“, deen 2017 vum Regierungsrat adoptéiert gouf. Finalement huet den „Observatoire de l'environnement naturel“ kierzlech nach d'Resultater vum rezente Reporting presentéiert an d'Ursachen och kloer identifiziéiert.

ad 4. Bei der Analys vun de Resultater aus dem virdu erwäante Reporting betreffend d'Evaluatioun vun den Impakter op d'Aarten, awer prezis och op Wisen- a Buedembréier, geet kloer ervir, wat hei d'Hauptursache sinn, déi deenen hire Réckgang provozéieren: d'Verännerung an de Verloscht vun hire Liewensraim. Jiddefalls spillt d'Prädation eng marginal an negligabel Roll.

Question 2525 (13.07.2020) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'état du tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach :

Le tronçon de route entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach (N7) se trouve actuellement dans un état déplorable. Il semble en effet que le sous-bassement de ce tronçon est d'une très mauvaise qualité, depuis des années déjà, si bien que certains gens parlent d'une véritable « Rüt-telstrecke ».

Voilà pourquoi j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, si l'Administration des ponts et chaussées se propose de remédier à cette situation dans les plus brefs délais, de préférence avant l'hiver 2020-2021 ?

Réponse (27.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dans le passé, l'Administration des ponts et chaussées a procédé à de petits travaux de réparation sur le tronçon entre le giratoire de Marnach et le centre commercial situé près de Marnach (N7). Comme son état s'était dégradé pendant l'hiver 2018-2019, un projet a été élaboré en 2019, afin de pouvoir procéder à la sécurisation et au reprofilage du tronçon en question.

Toutefois, le projet a pris du retard lors du traitement de l'autorisation environnementale, à cause de vues différentes quant à la protection des arbres et haies adjacents au projet, dont notamment sur le sujet de la réduction de l'endommagement de leur système racinaire.

Dans la suite, une demande de modification de l'autorisation en question a été accordée en mars dernier. Comme tous les obstacles ont pu être surmontés, l'appel d'offres sera lancé après les congés collectifs. Ainsi, les travaux afférents pourront commencer au plus tard en début de l'année prochaine.

Question 2526 (13.07.2020) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **trafic de poids lourds sur la N27A** :

Des citoyens habitant la localité de Erpeldange-sur-Sûre ont attiré mon attention sur le fait qu'une bonne centaine de poids lourds desservant la nouvelle zone d'activités Nordstad (ZANO) passent tous les jours ouvrables pour la N27 à travers leur village en empruntant la N27A qui mène tout droit vers ladite zone. Il va sans dire que ces mouvements se font également en sens inverse, alors que les poids lourds pourraient véhiculer sans nul problème respectivement sur la B7 et la N7.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette problématique ? Dans l'affirmative, des comptages de véhicules ont-ils été effectués le long de la B7 aux environs de la ZANO et le long de la N27 ?

- N'avait-il pas été prévu de limiter le trafic sur la N27A en y interdisant la circulation de poids lourds à partir d'un certain tonnage ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer, le cas échéant, sur les mesures qu'il se propose de prendre pour remédier à cette problématique, sachant bien que le trafic au sein de la localité de Erpeldange-sur-Sûre va croissant ces dernières années en raison de divers chantiers routiers, notamment à Ettelbruck ?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En ce qui concerne les propos « qu'une bonne centaine de poids lourds desservant la nouvelle zone d'activités Nordstad (ZANO) passent tous les jours ouvrables pour la N27 à travers leur village [Erpeldange] », pour alors emprunter la N27A qui mène tout droit vers ladite zone, il faut noter que jusqu'à ce jour l'Administration des ponts et chaussées n'a été saisie d'aucune réclamation à ce sujet. Il est évident qu'un certain nombre de camions doivent pourtant desservir la zone d'activités en question. Il y en a actuellement une partie en raison des travaux d'aménagement de la voirie et des établissements à construire dans cette zone. Mais avec la fin des travaux ce trafic disparaîtra. Ensuite, tout le trafic de poids lourds engendré par les

différentes activités poursuivies à la ZANO, comprenant grandes livraisons et retraits de fournitures diverses, devrait être effectué par le nouveau carrefour dénivelé à la hauteur du syndicat intercommunal SIDEC. De toute façon, tous les travaux ne sont pas encore finalisés et il faudra observer comment cette situation évoluera après leur achèvement.

Quant à une limitation du trafic, et notamment celui des poids lourds sur la N27A, une aire de rebroussement a été aménagée en amont du passage supérieur portant la voie express B7 (ouvrage OA1116) et un panneau interdisant aux poids lourds de plus de 7,5 tonnes de poursuivre à partir d'ici leur chemin en direction de la localité d'Erpeldange sera mis en place. Cette réglementation sera mise en vigueur après la finalisation de tous les travaux, dont ceux au nouvel échangeur. Le problème évoqué du trafic des poids lourds devrait donc être résolu en 2021.

Comme il n'y a actuellement pas de compteur installé dans la montée de la N27A en venant du village d'Erpeldange et en direction de la zone d'activités ZANO, une augmentation stable du trafic de poids lourds dans la traversée de la localité ne peut pas être chiffrée.

Quant aux résultats des différents compteurs installés à proximité de la ZANO, et à travers tout le Grand-Duché (autoroutes, routes nationales et pistes cyclables), les chiffres les plus actuels peuvent toujours être consultés sur le site Internet www.travaux.public.lu dans la rubrique « infos trafic ». De toute façon, un accroissement permanent de la population va toujours de pair avec une augmentation du trafic des voitures et utilitaires.

Question 2527 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **prime pour l'achat d'un pédélec ou d'un vélo** :

Madame la Ministre vient d'annoncer que les primes pour l'acquisition de bicyclettes traditionnelles, pédélec et e-bikes connaissent un grand succès.

Ainsi, quelque 12.200 demandes auraient été introduites dont 3.100 au courant du seul mois de juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Quel a été le nombre des primes accordées ?

- Quel est le montant des primes accordées par catégorie et quel en a été le montant moyen par catégorie ?

- Endéans quel délai les primes sont-elles liquidées ?

Réponse (05.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Il est vrai que le régime d'aides financières pour vélos et pédélec connaît actuellement un grand succès. Sur les quelque 12.200 dossiers de demande introduits depuis que le régime d'aides a été initié en mars 2019, environ 3.100 demandes relèvent du seul mois de juin 2020.

Au 15 juillet 2020, le nombre de primes accordées s'élève à 3.652 pour les vélos (montant moyen de la prime : 217 euros) et à 3.553 primes pour les cycles à pédalage assisté (montant moyen de la prime : 293 euros). Le montant total des primes ainsi accordées s'élève à 1.835.000 euros.

Compte tenu du nombre très élevé de demandes introduites depuis la réouverture des commerces, les délais endéans desquels les primes sont liquidées s'élève actuellement à dix semaines.

Question 2528 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **demandes pour un logement social** :

Le Fonds du logement gère actuellement une liste d'attente de quelque 3.000 demandes pour un logement social. Cette liste ne comprend ni les demandes introduites auprès de la SNHBM ni celles auprès des communes, offices sociaux et initiatives immobilières sociales.

Le saviez-VOUS ?

LOI

La loi est une règle de droit qui est adoptée par le pouvoir législatif et qui s'impose à tous les citoyens après promulgation par le Grand-Duc et publication au Journal officiel.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement s'il dispose d'une indication sur le total des demandes figurant sur les différentes listes d'attente.

- Sinon, endéans quels délais une liste d'attente commune et un guichet unique tel que proposés dans une motion adoptée à la Chambre des Députés en mars 2018 pourront être créées ?

Réponse (24.07.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Le Fonds du logement gère une liste d'attente de plus de 3.400 personnes à la recherche d'un logement social locatif. Il est certes vrai que cette liste ne comprend pas les demandes introduites auprès de la SNHBM ou auprès des communes et offices sociaux. Étant donné qu'il y a de nombreuses inscriptions multiples, et pour des raisons de protection des données personnelles, il n'est pas possible de connaître le total des demandes effectives figurant sur les différentes listes d'attente. Toujours est-il que l'ensemble des acteurs accompagnant des personnes à la recherche d'un logement locatif social leur recommandent en général de s'inscrire au moins sur les listes respectives du Fonds du logement, de la SNHBM et de l'office social de leur commune de résidence. On peut dès lors valablement conclure que la liste du Fonds du logement recense de façon la plus complète l'ensemble des personnes qui sont à la recherche d'un logement locatif social.

À cela s'ajoute cependant que pour figurer sur les listes d'attente des promoteurs publics, des communes ou des offices sociaux, il est suffisant d'en faire la demande et de fournir les données essentielles pour que les services concernés puissent dresser un ordre de priorité conformément au règlement grand-ducal de 1998 régissant la mise à disposition des logements sociaux des promoteurs publics. Par conséquent, tous les ménages figurant sur la liste ne sont donc pas nécessairement dans une urgence économique ou d'insalubrité, même si c'est évidemment le cas pour la majeure partie des demandeurs.

Ainsi, 3.417 demandeurs sont actuellement inscrits sur liste d'attente auprès du Fonds du logement. Les ménages d'une personne constituent 39 % des demandeurs. L'âge moyen des chef(fe)s de famille est de 43 années et les femmes représentent la moitié des demandes.

Actuellement, 2.292 demandeurs sont inscrits sur liste d'attente auprès de la SNHBM. Ici, les ménages d'une personne constituent 27 % des demandeurs, les familles monoparentales avec en moyenne 1,8 enfants représentent 29 %, les couples avec enfants presque 40 %.

En moyenne, pour les deux listes d'attentes, la répartition selon le revenu net disponible (RND) des ménages se présente approximativement de la façon suivante :

- 20 % des demandeurs ont un RND < 20.000 €
- 60 % des demandeurs ont un RND < 36.000 €
- 80 % des demandeurs ont un RND < 47.000 €¹⁸

Tel que j'ai déjà pu l'aborder lors de plusieurs réunions de la commission parlementaire, les services du Ministère du Logement travaillent à l'heure actuelle en étroite concertation avec les deux grands promoteurs publics sur une réforme portant - comme cela est prévu par le programme gouvernemental - tant sur le calcul du loyer social, que sur les critères d'éligibilité et de priorité de la liste d'attente, ainsi que sur l'établissement d'un véritable guichet unique traitant l'ensemble des demandes pour les lo-

gements sociaux jusqu'à la conclusion des contrats de location.

Les études récemment présentées en commission parlementaire¹⁹ apportent à cet égard de précieuses informations, par exemple quant au niveau d'effort des locataires de logements sociaux, des demandeurs inscrits sur les listes d'attentes et des locataires en général.

Question 2529 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **dossier de soins partagé** :

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le Dossier de soins partagé (DSP), créé par l'Agence eSanté, est opérationnel. Ce dossier électronique est destiné à accueillir les données médicales essentielles du patient, comme notamment les antécédents, la médication, les allergies, les radiologies ou encore les résultats d'analyses de biologie clinique, etc.

Le principal but du DSP est d'optimiser la prise en charge du patient et d'éviter les examens non nécessaires.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale combien de dossiers partagés ont été ouverts depuis le premier janvier.

2) Combien de patients ont choisi l'opt-out, c'est-à-dire de ne pas ouvrir, respectivement de fermer un tel dossier ?

3) En ce qui concerne les prestataires (médecins, hôpitaux, labos, etc.), quel est leur état de préparation et pour alimenter et pour gérer le DSP ?

4) Dans quelle mesure le DSP a-t-il pu servir lors de la crise Covid-19 ?

5) Le Gouvernement, ensemble avec la CNS, est-il déterminé à relancer et valoriser la mission du médecin de confiance, élément essentiel pour la réussite du projet DSP ?

Réponse (10.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) Après un peu plus de six mois du lancement du déploiement généralisé du Dossier de soins partagé (DSP) à l'ensemble des assurés affiliés de la sécurité sociale, on peut effectuer le premier bilan intermédiaire suivant :

Pour rappel, à la fin du déploiement du DSP en phase pilote, c'est-à-dire au 31 décembre 2019, la plateforme eSanté comptait 59.138 DSP ouverts.

Fin juillet 2020, plus de 461.000 DSP ont été ouverts depuis le lancement de sa généralisation au 1^{er} janvier 2020. Rappelons ici que l'engagement prévisionnel de l'Agence eSanté était d'atteindre 480.000 DSP ouverts au 31 décembre 2020, objectif qui est donc presque atteint en milieu de l'année. Comparé aux 626.000 habitants que comptait la population du pays au 1^{er} janvier 2020, ceci représente un taux de couverture de déploiement du DSP de l'ordre de 73,64 %. Celui-ci est de l'ordre de 53,36 % par rapport à l'ensemble des affiliés du Centre commun de la sécurité sociale.

Tout aussi important que le nombre de DSP ouverts est le nombre de documents contenus dans les DSP, indicateur que l'Agence eSanté suit plus particulièrement. En effet, des DSP vides seraient le signal d'un potentiel échec de ce projet. Or, à la fin de la phase pilote du DSP, les DSP comptaient 314.281 documents au total. Fin juillet 2020, la plateforme dénombre plus de 520.000 documents alimentant les DSP de patients. Ceci représente un taux de progression supérieure aux attentes de l'Agence eSanté, alors que l'objectif fixé pour la fin de l'année 2020 était d'aboutir à quelque 510.000 documents.

Le nombre moyen de documents intégrant les DSP chaque jour est passé de 483 documents/jour en février 2020, à 2.788 documents/jour à l'heure actuelle, ce qui représente une augmentation de 477 % depuis le début de l'année.

Ces chiffres nous permettent de dresser un bilan très positif, ayant d'ores et déjà atteint des résultats qui sont supérieurs au prévisionnel fixé.

ad 2) Le taux de fermeture des DSP en mode « opt-out » constitue également un indicateur très important pour apprécier l'acceptabilité de ce nouvel outil auprès de la population des assurés-affiliés, qu'ils soient résidents ou frontaliers. Il était de 0,7 % au 31 décembre 2019 et il est passé entre-temps à 0,09 %.

Bien que ce taux soit très bas, toutes les demandes et observations émises par des utilis-

teurs du DSP (médecins et patients) sont analysées et font l'objet d'un suivi de l'Agence eSanté. Ainsi, notre service Helpdesk se pose comme objectif de répondre aux questions lui adressées au plus tard endéans les 48 heures.

ad 3) À l'heure actuelle, six logiciels informatiques pour cabinets de ville, représentant plus ou moins 86 % du marché, sont conformes à la plateforme eSanté, c'est-à-dire qu'ils sont compatibles avec la plateforme eSanté et permettent l'échange d'informations et autres données médicales de manière sécurisée vers la plateforme et les DSP. À ceux-ci viennent s'ajouter tous les établissements hospitaliers publics et privés du pays, de même que tous les laboratoires d'analyses médicales privés. Ces derniers, à l'exception du Laboratoire national de santé (LNS), sont tous conformes aux exigences de connexion de la plateforme eSanté. Les laboratoires d'analyses médicales produisent environ 69 % des documents venant alimenter les DSP.

ad 4) Depuis le début de la crise liée au Covid-19, on constate une augmentation importante de l'usage du DSP par leurs titulaires, et plus particulièrement un nombre croissant de résultats de biologie dont on peut affirmer qu'ils sont en relation avec l'augmentation des prescriptions de biologie médicales liées au dépistage du Covid-19.

Seul bémol à signaler ici est qu'il est regrettable que les résultats provenant du dépistage large scale testing aient tout simplement été oubliés comme devant entrer dans la coordination de soins de santé des patients. Tandis que le cadre légal du DSP prévoit en effet que tout résultat de biologie intègre le DSP.

Ainsi, le service Helpdesk de l'Agence eSanté a enregistré durant la période de crise liée au Covid-19 beaucoup d'appels téléphoniques de la part de patients titulaires de DSP qui se demandaient pourquoi leurs résultats de test de dépistage du Covid-19, réalisés dans le cadre du large scale testing, ne figuraient pas dans leur DSP. Même si la situation est regrettable, ces réactions sont un signe positif et montrent que pour de nombreux patients, le premier réflexe est d'aller consulter leur DSP pour prendre connaissance des résultats et le cas échéant, par exemple, les imprimer pour pouvoir partir en congé à l'étranger.

ad 5) Actuellement, le dispositif du médecin référent tel que prévu à l'article 19bis du Code de la sécurité sociale n'apporte pas les résultats attendus en matière de prise en charge des patients du fait que peu de patients ont désigné un médecin référent.

Étant donné qu'il est nécessaire d'avoir une approche globalisée pour les patients atteints d'une des pathologies chroniques graves qualifiées d'affection de longue durée et d'avoir un principe de traitement équitable et non plus égalitaire, tant sur le plan des prestations de soins de santé que sur les modalités de la prise en charge, la CNS a entamé une analyse sur cette thématique et se fait accompagner pour réaliser ce travail afin d'en dégager un bilan et des possibilités d'actions futures.

Sans anticiper sur les conclusions finales du rapport attendu pour l'automne, il serait proposé d'axer la réflexion sur les affections de longue durée. Le médecin référent et le dossier de soins partagé sont censés devenir des éléments clés de la prise en charge des patients.

Question 2530 (13.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **contrôle technique des véhicules** :

En France, on peut constater un nombre croissant de véhicules qui ne se présentent plus au contrôle technique. On estime ce nombre à entre 300.000 et 600.000 véhicules en 2019.

Or, le contrôle technique est un élément essentiel dans l'intérêt de la sécurité routière et de la protection de l'environnement.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics si on peut constater un phénomène comparable au Luxembourg.

- Dans l'affirmative, par quelles mesures proactives et de contrôle le Gouvernement entend-il réagir à un tel phénomène ?

- Quelle est en général la procédure prévue si des véhicules ne se présentent pas au contrôle technique endéans les délais fixés ?

Réponse (17.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le contrôle technique des véhicules routiers, dont notamment le phénomène observé dans d'autres pays membres de

l'Union européenne qu'un certain nombre de propriétaires ou détenteurs de véhicules ne présentent pas leurs véhicules au contrôle technique obligatoire bien que la réglementation européenne et nationale en vigueur les y oblige. Ainsi, l'honorable Député désire savoir si ce phénomène persiste également au Luxembourg.

Étant donné que 89 % des véhicules immatriculés au Luxembourg sont des véhicules de la catégorie M1 (voitures à personnes) et N1 (camionnettes), la présente réponse se limite à ces deux catégories de véhicules.

Au Luxembourg, tout propriétaire ou détenteur d'un véhicule est obligé de présenter son véhicule à un contrôle technique périodique dans les délais déterminés par l'article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Pour les voitures à personnes de la catégorie M1, les prédicts intervalles sont arrêtés comme suit :

- le premier contrôle doit avoir lieu quatre ans après la première mise en circulation du véhicule ;

- le deuxième contrôle six ans après cette première mise en circulation ;

- ensuite, le véhicule doit être présenté annuellement.

Pour les véhicules utilitaires légers de la catégorie N1, le contrôle technique doit être effectué annuellement.

Même si la législation nationale oblige le propriétaire ou détenteur d'un véhicule à présenter son véhicule dans les délais précités à un contrôle technique périodique, il peut néanmoins décider de ne pas soumettre celui-ci à un contrôle technique lorsque le certificat de contrôle technique vient à échéance, s'il décide de maintenir le véhicule dans son garage. Cependant, l'utilisation des voies publiques par un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique valide n'est pas autorisée.

Dans pareils cas, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 8 de l'article 4 de la loi précitée du 14 février 1955 et à l'article 14 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers, qui stipulent que la validité du certificat d'immatriculation d'un véhicule routier expire de plein droit si le véhicule n'est plus couvert par un certificat de contrôle technique en cours de validité depuis plus de deux ans (quatre ans pour les véhicules historiques). À l'exception des véhicules dont le propriétaire ou le détenteur a procédé à une mise hors circulation temporaire, les véhicules dont le certificat de contrôle technique est expiré depuis plus de deux ans, sont désimmatriculés de façon d'office et le propriétaire du véhicule en est informé.

De ce qui précède, il y a lieu de relever que certains propriétaires font usage de la possibilité de ne pas devoir présenter leur véhicule à un contrôle technique obligatoire, notamment lorsque ces mêmes propriétaires possèdent plusieurs véhicules, étant donné que la durée de validité d'un certificat de contrôle technique est calculée conformément au paragraphe 5 de l'article 4bis de la loi précitée du 14 février 1955 à partir du jour du contrôle technique.

Partant, il est compréhensible que les chiffres ci-après sont à analyser avec une certaine prudence. En effet, actuellement, 25.632 véhicules des catégories M1 et N1 immatriculés au Luxembourg ne disposent plus de certificat de contrôle technique en cours de validité. S'y ajoute qu'à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19, il a été décidé d'abroger l'obligation de devoir présenter son véhicule M1 à un contrôle technique si le certificat de contrôle technique est venu à échéance entre le 18 mars 2020 et le 24 juin 2020 et d'autoriser ainsi la mise en circulation de ces véhicules au niveau national jusqu'au 1^{er} septembre 2020. Un grand nombre de propriétaires ou détenteurs de véhicules ont probablement recouru à cette possibilité. Ainsi, en date du 21 juillet 2021, 8.633 véhicules M1 dont le certificat de contrôle technique est venu à échéance entre la période précitée restaient à contrôler jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

Il en découle que sur un ensemble de 470.171 véhicules M1 et N1 immatriculés au Luxembourg et après soustraction des véhicules non présentés suite à la crise sanitaire, environ 17.000 véhicules ne disposent actuellement plus de certificat de contrôle technique en cours de validité, soit 3,62 % du parc automobile M1 et N1.

Toutefois, il est à relever que les chiffres précités ne donnent pas nécessairement un renseignement sur l'utilisation sur les voies publiques des véhicules non couverts par un certificat de contrôle technique. À ces fins, il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des aver-

¹⁸ Note 26 de l'Observatoire de l'habitat : Le « Logement abordable » au Luxembourg : définition, offre et bénéficiaires potentiels, juin 2020.

¹⁹ Note 25 de l'Observatoire de l'habitat : L'évolution du taux d'effort des ménages résidents du Luxembourg selon leur mode d'occupation et leur niveau de vie entre 2010 et 2018, juin 2020.

tissements taxés émis par la Police grand-ducale conformément à l'article 98 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. En effet, au cours de l'année 2019, 1.645 avertissements taxés ont été dressés par les forces de l'ordre pour une mise en circulation d'un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique en cours de validité. Les conducteurs sanctionnés ont dû payer une amende de 145 € et ont perdu deux points de leur permis de conduire.

De ce qui précède, on peut conclure qu'il existe en effet un certain nombre de véhicules immatriculés au Luxembourg qui ne disposent pas de certificat de contrôle technique valide. Cependant, avec les mécanismes existants du cadre légal applicable, il est possible de maintenir un niveau équilibré de ce chiffre en désimmatriculant les véhicules qui ne sont pas présentés au contrôle technique et le cas échéant en sanctionnant les conducteurs qui utilisent sur les voies publiques un véhicule non couvert par un certificat de contrôle technique.

Question 2532 (14.07.2020) de Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le report de traitements contre le cancer suite à la pandémie de la Covid-19 :

An der akuter Phas vun der Covid-19-Pandemie ass jo e groussen Deel vun der medezinnescher Versuergung ausgefall. Aus dësem Grond wollt ech folgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Kriibsoperationen a Behandlungen konnt während dem Confinement net stattfannen? Ass gewosst, bei wéi vill Fäll d'ëst negativ Konsequenzen hat?

- Wéi goufen déi concernéiert Patienten dee Moment behandelt?

- Wéi eng Mesurë ginn en place gesat fir ze verhënneren, datt et an Zukunft nach emol zu esou Ausfäll vun absolut noutwendigen Operationen a Behandlungen kënn?

Réponse (24.08.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

No Récksprouch mat den Haaptspideeler hei am Land, gesinn déi verschidden Elementer zur Kriibsfleeg während der éischter Well vun der Covidkrise folgend aus:

- chirurgesch Interventionen fir Kriibs goufen net betraff, soudatt et, a priori, keng negativ Konsequenzen duerch Verspéidungen am OP-Programm gouf;

- Chimiotherapie-, Radiotherapie- oder Immunotherapiebehandlungen goufen och weidergefuert, mat enger Reduktioun vun der Dagesklinikaktivitéit vun ongeféier 20 %. Allerdéngs waren d'Spidolscapacités net ausgelaascht.

Dës Reduktioun kann duerch zwee Phenomèner erkläert ginn:

• Verschidde Patienten hunn am Ufank vun der Pandemie decidéiert, aus Angscht virum Covid, net an hir Behandlung ze goen. Mat der Zäit waren d'Patienten méi berouegt a koumen zréck an hir Behandlungen.

• Verschidde Behandlungsschemae goufen geännert, fir d'Zuel vun den Openthaldsdeeg an der Dagesklinik ze minimiséieren;

- Radiographië fir Noënnersichungen a fir dréngend Fäll goufen duerchgefuert;

- d'Consultatiounen hu sech schnell a Richtung Teleconsultatioun entwéckelt, an deene Fäll, wou et méiglech war. A verschiddenen Zentre louch den Undeel vun der Teleconsultatioun bei iwwer 80 %.

Déi fir d'Zukunft getraffe Moosname sinn haaptsächlech:

- gréisstméiglech op ambulant Versuergungen zréckgräifen;

- d'Bäibehale vun den Teleconsultatiounen;

- d'Begleedung vun de Patienten, fir Feelzäiten ze vermeiden.

Question 2533 (14.07.2020) de Mme Martine Hansen et M. Paul Galles (CSV) concernant la pollution d'air :

Dans le rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la directive UE (2016/2284) concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, les données de la part du Luxembourg sur la conformité attendue d'après les déclarations des États membres en 2019 dans le cadre de politiques et mesures

supplémentaires (scénario « avec mesures supplémentaires »), par rapport aux engagements de réduction des émissions pour la période 2020-2029 et à compter de 2030 font défaut, tout comme ceux concernant l'évaluation du risque de non-respect des engagements de réduction des émissions.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ce retard ?

3) Toujours dans l'affirmative, endéans quel délai le Gouvernement entend transmettre les chiffres à la Commission européenne ?

Réponse (25.08.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) L'avant-projet du programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (directive 2016/2284) a été adopté par le Conseil de Gouvernement et transmis en tant que projet à la Commission européenne en avril 2019. Comme à cette date, l'élaboration du programme en tant que tel n'a pas encore été finalisée, les données sur la conformité attendue d'après les déclarations des États membres en 2019 dans le cadre des politiques et mesures supplémentaires (scénario « avec mesures supplémentaires »), par rapport aux engagements de réduction des émissions pour la période 2020-2029 et à compter de 2030, n'ont pas été intégrées.

Dans le rapport de la Commission européenne au Parlement européen et au Conseil sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la directive (UE) 2016/2284 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, le risque de non-respect des engagements de réduction des émissions a été évalué sur base des programmes finalisés soumis. Le projet de programme du Luxembourg n'a pas fait partie de cette évaluation.

ad 2) Le programme national de lutte contre la pollution atmosphérique (NAPCP) est à établir en respectant le format et les exigences de la directive (UE) 2016/2284. Les politiques et mesures retenues doivent être compatibles et cohérents avec les priorités fixées dans d'autres domaines d'action pertinents. Une attention particulière est accordée à la cohérence avec le Plan national en matière d'énergie et de climat (PNEC). Afin d'assurer un maximum de cohérence, l'élaboration du NAPCP a suivi un planning similaire à celui de l'élaboration du PNEC. Comme la version finale du PNEC a été adoptée par le Conseil de Gouvernement en mai 2020, le Luxembourg a soumis en avril 2019 un projet de NAPCP et non une version finale à la Commission européenne.

ad 3) Le NAPCP est en train d'être finalisé en cohérence avec la version finale du PNEC. Les objectifs, scénarios et mesures du PNEC servent de base pour les calculs de projection des polluants atmosphériques du NAPCP. Il est prévu que l'avant-projet du NAPCP soit soumis au Conseil de Gouvernement en automne 2020. Avant sa finalisation, le programme sera encore soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement ainsi qu'à une consultation publique.

Question 2534 (14.07.2020) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la digitalisation du domaine de la santé :

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a fait naître de nouveaux besoins en ce qui concerne la digitalisation du secteur de la santé.

Comme souligné dans l'édition juin 2020 du journal « Paperjam » « beaucoup de technologies pourraient être utiles et il faut les encadrer sur un plan légal pour pouvoir les utiliser si nécessaire, [à savoir les domaines d'information à la population, autodéclaration de symptômes, respect des règles de confinement, alerte de proximité avec des patients infectés, téléconsultation, monitoring santé... ».

La Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL) espère que la crise sanitaire dynamisera les processus régissant les demandes d'équipement émanant des hôpitaux, qu'elle considère comme étant lents. Dans ce contexte, après avoir attendu de longues années l'accord afin de se doter de nouveaux appareils d'IRM, les hôpitaux comptent sur la pérennisation du monitoring mis en place durant la crise pour permettre au Ministère de la Santé de « piloter le système hospitalier ».

En effet, il me revient que la carte sanitaire (le rapport qui dresse un état des lieux détaillé du secteur hospitalier) est toujours déphasée par rapport à la réalité par manque de statistiques à jour, notamment en ce qui concerne le besoin de lits supplémentaires au regard de l'augmentation de la population.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Digitalisation :

- Notons que l'analyse régulière des données permettra d'identifier rapidement les besoins, le Gouvernement prévoit-il de continuer à piloter le système hospitalier aussi après la crise sanitaire ?

• Dans l'affirmative, le Gouvernement prévoit-il d'encadrer certaines technologies sur le plan légal ? Si tel est le cas, lesquelles ?

- Si le Gouvernement ne prévoit pas de continuer à piloter le système hospitalier après la crise sanitaire, comment planifie-t-il de faire face aux défis du secteur de la santé, à savoir au manque de statistiques, par exemple en ce qui concerne le besoin de lits supplémentaires au regard de l'augmentation de la population ?

Réponse (25.08.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Dans le cadre des dispositions prévues par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, le Ministère de la Santé a entamé depuis 2017 tout un processus de digitalisation mettant en place une plateforme informatique « loi hospitalière - demandes & autorisations » à laquelle sont rattachés tous les acteurs hospitaliers et les organes consultatifs tels que la Commission permanente pour le secteur hospitalier, le Collège médical, le Comité de gestion interhospitalière rendant un avis sur les demandes d'autorisations d'exploitation et les demandes pour nouvel équipement. Outre le fait d'avoir permis un dépôt digital des demandes émanant des établissements hospitaliers, elle constitue une base de données et facilite le suivi exact des demandes en cours.

La carte sanitaire prévue à l'article 3 de la loi du 8 mars 2018 permet en outre un suivi biennal des besoins sanitaires nationaux. Le projet de documentation et de classification des séjours hospitaliers initié en 2016 par le Ministère de la Santé et le Ministère de la Sécurité sociale vise également un pilotage plus transparent du système de santé. L'ensemble des projets cités sont réalisés avec le support du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

La crise sanitaire n'a fait qu'accélérer les projets déjà en cours soulignant l'importance de données sanitaires de qualité pour un pilotage du système hospitalier et la prise de décisions dans le cadre des politiques publiques de santé.

Question 2535 (14.07.2020) de M. François Benoy et Mme Stéphanie Empain (déi gréng) concernant l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et les articles de pêche au Luxembourg :

Le plomb est une substance couramment utilisée dans la fabrication de munitions et d'articles de pêche. Dans son rapport d'enquête datant de 2018, l'Agence européenne des produits chimiques (ÉCHA) estime que plus que 14.000 tonnes de plomb sont dispersées chaque année dans l'environnement terrestre de l'Union européenne par le biais de munitions, ainsi que 2.000 à 6.000 tonnes à travers de pesées en plomb pour lignes de pêche. Par ailleurs, 5.000 tonnes de plomb seraient rejetées chaque année dans les zones humides de l'UE dans le cadre de la chasse et d'activités sportives de tir en plein air.

Selon l'ÉCHA, la majorité des munitions utilisées pendant la chasse n'atteignent pas leur cible. Les « restes » des munitions, ainsi que les poids pour lignes de pêche s'ayant détaché accidentellement, se propagent dans l'environnement et peuvent être ingérés par inadvertance par des oiseaux. L'ÉCHA note que l'ingestion de munitions au plomb est courante chez de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau, notamment les canards et les cygnes. Elle estime que dans l'Union européenne, environ un million d'oiseaux d'eau meurent d'une intoxication par le plomb chaque année. Le rapport précité signale par ailleurs que l'ingestion de résidus de plomb présents dans le gibier abattu au moyen de munitions au plomb peut également affecter la santé humaine.

Il a lieu de noter que le 3 octobre 2019, l'ÉCHA a soumis son intention de limiter l'utilisation du plomb dans les munitions et dans les articles de pêche. La restriction portera sur l'utilisation du plomb dans les fusils de chasse utilisés sur des

terrains autres que les zones humides, dans les cartouches utilisées à la fois dans les zones humides et sur des terrains autres que les zones humides, ainsi que dans les articles de pêche.

Au Luxembourg, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse, dispose que l'emploi de la grenaille de plomb est interdit dans et à moins de 30 mètres des marais, lacs, étangs, réservoirs, rivières et canaux. Notons également que l'utilisation de billes de plomb comme pesées est actuellement autorisée pour la pêche dans les eaux frontalières relevant de la souveraineté commune du Luxembourg et de l'Allemagne.

Le bulletin technique de l'Administration de la nature et des forêts en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse datant de 2014 a traité de l'utilisation des munitions au plomb. Est noté que la performance de balles à base non toxique est équivalente à celle des munitions au plomb et que l'efficacité et la sécurité d'un tir dépend plutôt de l'habileté et de l'entraînement du tireur que de la munition utilisée. Le bulletin tire la conclusion que « l'utilisation exclusive de munitions alternatives serait un moyen relativement facile à mettre en œuvre, et la possibilité devrait être saisie ».

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Madame la Ministre sait-elle dans quelle mesure le plomb est encore utilisé dans la chasse et la pêche au Luxembourg ? Peut-elle estimer quelle quantité de plomb est introduite dans l'environnement luxembourgeois annuellement à travers la chasse et la pêche ? Comment ces chiffres ont-ils évolué au fil des dernières années ?

2) Quel est l'impact de l'utilisation du plomb dans les munitions pour la chasse et articles de pêche sur la faune et la flore au Luxembourg ? L'intoxication par le plomb est-elle constatée auprès d'animaux au Luxembourg également ?

3) De quelle manière la présence du plomb dans la faune et la flore luxembourgeoise est-elle ou peut-elle être surveillée ?

4) Compte tenu des résultats du rapport d'enquête de l'ÉCHA, de l'intention précitée de l'ÉCHA de limiter l'utilisation du plomb dans les munitions et les articles de pêche, ainsi que du fait que des alternatives non toxiques existent, Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de limiter davantage l'utilisation de ces articles au Luxembourg ?

Réponse commune (18.09.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) Pêche

En ce qui concerne le volet de la pêche, en vertu de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures (RGD modifié du 21 juillet 1976 relatif à la fixation des modes et engins de pêche ainsi qu'aux procédés autorisés dans les deux catégories d'eaux intérieures) actuellement en vigueur, l'utilisation de plomb pour l'activité de la pêche n'est pas interdite. D'après les connaissances et recherches de l'Administration de la gestion de l'eau, aucune étude spécifique respectivement évaluation quantitative du plomb issu de l'activité de la pêche dans les écosystèmes aquatiques n'a été réalisée ni récemment ni dans le passé au Luxembourg, de sorte qu'une approximation de la quantité de plomb introduite dans l'environnement luxembourgeois à travers cette activité récréative s'avère impossible.

Chasse

Le plomb est un composant élémentaire de la plupart des balles de chasse. La quantité de plomb introduite dans l'environnement pendant la chasse est estimée à environ 550 kilos par an. Cette quantité n'a que légèrement augmenté ces dernières années, en raison du nombre plus élevé d'individus des espèces de gibier abattus.

ad 2) Pêche

En ce qui concerne les écosystèmes aquatiques, potentiellement impactés par la présence de plomb en général, l'évaluation de certaines substances prioritaires, dont, entre autres, le plomb, est réglementée au niveau européen

par la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE relatives aux substances prioritaires pour la pollution dans le domaine de l'eau.

Dans ce contexte, l'Administration de la gestion de l'eau réalise un programme de surveillance dans les eaux de surface à des points de surveillance fixés par le règlement grand-ducal modifié du 15 janvier 2016 relatif à l'évaluation de l'état des masses d'eau de surface qui précise, entre autres, les modalités de la directive susmentionnée. Ainsi, des analyses sont réalisées périodiquement dans la phase aqueuse tout comme dans des sédiments prélevés. Un dépassement de la valeur limite de la concentration maximale admissible (14 µg/L) n'a encore jamais été observé et les dépassements de la valeur limite pour la moyenne annuelle sont rarement observés.

Il est à noter que ces résultats relatifs à la teneur de plomb ne permettent pas d'évaluer l'impact de l'utilisation du plomb à travers l'activité de la pêche, comme ils sont liés à l'ensemble des émissions de plomb dans les eaux de surface. Selon les recherches et connaissances de l'Administration de la gestion de l'eau, le taux d'intoxication par le plomb présent dans le matériel de pêche n'a pas été évalué ni documenté dans le cadre d'une étude ou recherche scientifique au Luxembourg.

Il s'avère donc difficile d'évaluer au niveau national l'impact du plomb originaire des articles de pêche sur les organismes de la faune et la flore aquatique de manière générale vu l'absence de données scientifiques et d'études ciblées.

Chasse

Les valeurs limites habituelles utilisées pour évaluer la contamination du sol sont difficiles à appliquer lors de l'évaluation de l'intoxication par le plomb lié aux munitions, puisqu'il s'agit d'une contamination très ponctuelle. Cependant, au niveau des stands de tir, des contaminations en plomb et autres métaux lourds dépassant les seuils actuellement appliqués ont déjà été constaté dans le passé. Les stands de tir sont ainsi considérés comme des sites contaminés ou des sites potentiellement contaminés.

Néanmoins, on peut dire que les balles de plomb sont très discutables d'un point de vue écotoxicologique. Cependant, les balles alternatives, telles que les balles de cuivre, montrent aussi des violations des valeurs limites dans des études, et donc ne représentent pas vraiment une alternative idéale.

Le plomb étant un métal lourd toxique peut endommager de nombreux systèmes physiologiques d'animaux sauvages lorsqu'il est absorbé.

Conformément à la directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôles à mettre en œuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits, l'Administration des services vétérinaires fait analyser chaque année environ 130 échantillons provenant d'animaux domestiques et sauvages pour identifier la présence de plomb sur des matrices, telles que le foie, le lait et le miel. Jusqu'à présent aucune tendance anormale n'a pu être constatée.

ad 3) Pêche

Comme mentionné auparavant, la directive européenne 2013/39/UE fixe un cadre réglementaire et procédural pour analyser la présence du plomb pour les écosystèmes aquatiques à des points représentatifs du réseau hydrographique national, mais ne permet pas d'établir une corrélation directe de la teneur en plomb détectée dans différents substrats respectivement organismes aquatiques avec l'impact du plomb sur l'environnement luxembourgeois à travers la pêche.

Chasse

Comme déjà mentionné, aucune tendance anormale n'a pu être constatée.

ad 4) Pêche

Dans le cadre des discussions sur la révision de la loi relative à la pêche qui seront menées avec toutes les parties prenantes, un bloc thématique pourrait traiter de la réglementation des articles de pêche permis dans l'exercice de cette activité de loisirs.

Chasse

L'article 4 du règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du

chien de chasse interdit déjà l'emploi de la grenaille de plomb dans et à moins de 30 mètres des marais, lacs, étangs, réservoirs, rivières et canaux.

Une sortie complète ou même une interdiction des munitions au plomb présuppose l'existence d'alternatives. Dans le cas des munitions pour les armes à canon rayé, les alternatives sont surtout des balles monolithiques en cuivre ou en alliages cuivre-zinc. Celles-ci ne peuvent pas être considérées comme « non toxiques », sachant que le cuivre dissous dans le sol est encore plus mobile et peut également avoir de graves conséquences environnementales. En plus, des balles déclarées « sans plomb » contiennent souvent également du plomb. Étant donné que le plomb possède des qualités indéniables (métal particulièrement dense et malléable, donc idéal pour garantir une mise à mort efficace du gibier et réduire le risque de seulement blesser ainsi que de ricochets sur des obstacles), il reste difficile à trouver des solutions adéquates. L'efficacité des projectiles sans plomb reste controversée. Cela signifie qu'il existe encore un grand besoin de connaissances scientifiques et d'expérience pratique pour pouvoir garantir que les projectiles sans plomb satisfont aux exigences d'une mise à mort respectueuse du bien-être animal.

Cependant, étant donné que la recherche scientifique au niveau balistique est en cours et que de nouvelles balles « sans plomb » arrivent sur le marché, il est concevable que des alternatives appropriées puissent être trouvées à l'avenir.

En avril 2017 l'ECHA, l'Agence européenne des produits chimiques, a introduit une proposition de bannir l'utilisation du plomb dans la munition de chasse en zones humides (Dossier Annexe XV) et planifie d'introduire une autre proposition de le bannir également sur les autres terrains.

En date du 3 septembre 2020, le comité REACH a exprimé une position positive à la majorité qualifiée (LU en faveur) à la proposition de restriction de bannir l'utilisation du plomb dans la munition de chasse en zones humides. La proposition de restriction a donc été adoptée par le comité et a été envoyée au Conseil de l'UE et au Parlement européen dans le cadre de la procédure de contrôle (pour une durée de trois mois).

Question 2536 (14.07.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la propagation de l'ouette d'Égypte :

La forte propagation de l'ouette d'Égypte dans l'Est du pays a amené plusieurs communes à articuler leur frustration dans deux articles de presse récents. En effet, une surpopulation de cette espèce a des répercussions néfastes sur la salubrité publique ainsi que sur l'équilibre de certains biotopes, comme le vivent actuellement les communes concernées. De plus, la propagation incontrôlée de cette espèce risque d'avoir également un impact considérable sur la biodiversité en évinçant des espèces indigènes d'un territoire donné.

Au Luxembourg, l'ouette d'Égypte ne fait pas partie des espèces chassables, tandis que dans tous nos pays voisins (France, Belgique et certains « Länder » allemands) la chasse à cette espèce exotique envahissante est permise.

Par ailleurs, un article de presse récent relayé que le Ministère de l'Environnement aurait l'intention de limiter la propagation de l'ouette d'Égypte par la stérilisation de leurs œufs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- 1) Comment se déroulerait cette stérilisation d'œufs ?
- 2) Qui serait chargé de ramasser et stériliser ces œufs ?
- 3) Combien d'œufs devraient être stérilisés pour avoir un effet tangible sur la population des ouettes d'Égypte ?
- 4) Combien de fois par an cette opération devrait-elle avoir lieu ?
- 5) Quels en seraient les coûts ?
- 6) Madame la Ministre est-elle d'avis que cette méthode soit la plus efficace pour limiter la propagation de ces oiseaux ?
- 7) Pour quelles raisons la chasse à l'ouette d'Égypte reste-t-elle défendue au Luxembourg, tandis que dans de nombreux autres pays l'inverse est le cas ?
- 8) Madame la Ministre serait-elle disposée à permettre la chasse à cette espèce exotique envahissante, si la stérilisation des œufs ne s'avérait pas assez efficace ?

9) Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre d'ouettes d'Égypte présentes sur le territoire luxembourgeois à l'heure actuelle ? Quelle a été l'évolution de la population dans les dix dernières années ?

10) Selon quels critères exactes le ministère décide-t-il de permettre ou non la chasse à une nouvelle espèce (en l'occurrence l'ouette d'Égypte) ?

11) Quand le plan d'action contre les espèces exotiques envahissantes pourra-t-il être présenté ?

Réponse (25.08.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Remarques préliminaires

Au Luxembourg, la première nidification documentée de l'ouette d'Égypte (*Alopochen aegyptiacus*) a été observée en 2007. Depuis, les effectifs de cette espèce non indigène est en augmentation continue et une éradication de ladite espèce au Luxembourg, tout comme dans les régions voisines, n'est guère envisageable.

L'espèce figure depuis août 2017 sur la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne, au titre du règlement (UE) n° 1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes. La mise en place de mesures de gestion est une obligation pour tous les États membres.

Un projet de plan d'action national visant des mesures de gestion pour la population de l'ouette d'Égypte a été élaboré par l'Administration de la nature et des forêts en concertation étroite avec le Groupe de coordination sur les espèces exotiques envahissantes au Luxembourg. Dans le cadre de l'élaboration du projet du plan d'action, les différentes méthodes de gestion ont été analysées et priorisées quant à leur efficacité et efficacité. Le projet prévoit le ciblage des zones de gestion prioritaires, la destruction des pontes et le prélèvement de reours.

Ledit projet de plan d'action a été soumis à une consultation publique en printemps 2020 et sera finalisé et publié pour l'automne 2020 : <https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/plan-d%27action-eee/PA-EEE-Alopochen-aegyptiacus.pdf>

ad 1) La stérilisation des œufs est réalisée environ 10 à 15 jours après le début de l'incubation. Plusieurs techniques peuvent être employées pour accomplir la stérilisation des œufs : rendre les œufs imperméables en appliquant par exemple une huile comme la paraffine, ou alors percer ou secouer les œufs. Les œufs resteront sur place dans le nid qui sera préservé. Ainsi le couple continuera la nidification sans procéder immédiatement à une ponte de remplacement.

ad 2) Il n'est pas prévu de ramasser les œufs, car contre-indiqué, mais seulement de les stériliser. Dans une phase pilote, cette action sera réalisée par des agents de l'Administration de la nature et des forêts. Ensuite, d'autres acteurs disposant des formations et connaissances nécessaires pourront également participer à la mise en œuvre de cette mesure de gestion.

ad 3) Dans l'état actuel des connaissances, il est impossible d'indiquer un tel chiffre. Davantage de données devront être recueillies.

ad 4) Comme l'ouette d'Égypte peut se reproduire plusieurs fois par an, l'opération devra être répétée plusieurs fois par an et par couple, entre février et octobre.

ad 5) Il existe actuellement peu de données empiriques relatives aux coûts liés à la gestion de l'ouette d'Égypte et il est difficile d'extrapoler les informations disponibles pour d'autres situations.

Les coûts de matériel liés à la stérilisation des œufs seraient négligeables (le projet prévoit 500 € par an) tandis que les analyses actuelles suggèrent que le coût en ressources humaines serait bien plus élevé : dans les zones à forte densité d'ouettes d'Égypte dans lesquelles les nuisances sont les plus importantes, les efforts à fournir pourraient équivaloir à 18 jours/homme par zone et par an.

ad 6) Il est rappelé que le plan d'action a été élaboré par l'Administration de la nature et des forêts en concertation avec les experts en la matière et il a été soumis à une consultation publique. Dans le cadre de l'élaboration du projet du plan d'action, les différentes méthodes de gestion ont été analysées et priorisées quant à leur efficacité et efficacité. Outre le ciblage des zones prioritaires et des prélèvements de reours, la méthode de la stérilisation a été identifiée en tant que mesure de priorité « 1 ».

ad 7) La chasse au sens de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse n'est actuellement pas envisagée étant donné que les études disponibles indiquent qu'il faudrait prélever au moins 30 % de la population existante chaque année pour être efficace.

Or, les ouettes d'Égypte sont souvent concentrées à des endroits où la pratique du droit de chasse n'est pas permise, notamment pour des raisons liées à la sécurité publique (parcs publics et autres espaces urbains), ou fortement limitée, notamment pour des raisons liées à la protection de la nature et des ressources naturelles (réserves naturelles abritant des populations d'espèces protégées risquant d'être fortement impactées).

Cependant, le projet du plan d'action prévoit des prélèvements sélectifs d'ouettes dans les zones prioritaires, à effectuer par des fonctionnaires formés et spécialisés à cet effet.

ad 8) La chasse n'a pas été retenue par le groupe d'experts ayant élaboré le projet du plan d'action en tant que mesure de gestion efficace pour réguler les effectifs de l'ouette d'Égypte. Ainsi, il n'est actuellement pas prévu de rendre l'espèce chassable. Selon les besoins, un prélèvement sélectif est envisageable.

ad 9) La population d'ouettes d'Égypte a continuellement augmenté au cours des dernières années. La Centrale ornithologique du Luxembourg estime qu'il y a entre 20 et 45 couples nicheurs au Luxembourg. Néanmoins, il faut noter que le dernier monitoring systématique et ciblé de l'ouette d'Égypte a eu lieu en 2016 et sera répété en 2021. Il est fort probable que l'effectif a augmenté entre-temps.

ad 10) Une telle décision devra se baser sur des critères scientifiques, éthiques et pratiques et ce en concertation avec les acteurs concernés. La gestion d'une espèce par le droit de chasse doit permettre de contrôler sa population et de réduire les nuisances environnementales, économiques et/ou sanitaires qu'elle cause.

ad 11) La première version du plan a été soumise à une consultation publique qui a eu lieu entre décembre 2019 et février 2020. Après analyse des commentaires reçus, une version définitive sera mise en ligne sur le site du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en automne 2020.

Question 2537 (14.07.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la population des cormorans :

Depuis de nombreuses années, la Fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs ASBL (FLPS) constate que la population des cormorans s'est non seulement rétablie, mais a même augmenté de telle manière à poser un risque considérable pour différentes populations piscicoles.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1708 du 14 janvier 2020, Madame la Ministre défend l'interdiction de réguler la population des cormorans au Luxembourg en renvoyant au régime de protection générale de la directive 79/409/CEE sur la conservation des oiseaux sauvages. Or, force est de constater que dans d'autres États membres de l'UE, tels que la France et l'Allemagne, qui sont cependant soumis au même régime, la chasse au cormoran est permise.

En effet, tandis que l'article 1^{er} de la directive 2009/147/CE, remplaçant et abrogeant la directive 79/409/CEE, vise clairement la conservation des espèces d'oiseaux visées, l'article 2 oblige les États membres également à « adapter la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1^{er} à un niveau qui corresponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, compte tenu des exigences économiques et récréationnelles. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Combien de cormorans sont présents sur le territoire luxembourgeois à l'heure actuelle ? Quelle a été l'évolution de la population des cormorans dans les dix dernières années ?

- L'impact du cormoran sur les écosystèmes aquatiques, notamment les populations piscicoles, est-il analysé régulièrement par les services de Madame la Ministre ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces analyses ? La situation au Luxembourg est-elle comparable à celle en France ou en Allemagne ?

- Dans la négative, Madame la Ministre entend-elle faire une étude détaillée de cette thématique ?



- Quelles sont les raisons scientifiques pour lesquelles la régulation de la population des cormorans est interdite au Luxembourg ?

- Quels critères précis devraient être remplis pour pouvoir ouvrir la chasse au cormoran au Luxembourg ?

Réponse (07.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

- Contrairement aux pays voisins, le Grand Cormoran Phalacrocorax carbo ne niche pas au Luxembourg. De manière générale, uniquement quelques individus y sont présents en période estivale. Cependant après la dissolution des colonies nicheuses des régions limitrophes, des mouvements de dispersion voire de migration sont observables, affichant des effectifs de quelques individus jusqu'à quelques dizaines. Au Luxembourg, le Grand Cormoran est principalement présent en période hivernale.

Ainsi, en mai-juin 2020, une quinzaine de cormorans étaient présents sur la Moselle et la Sûre, s'engageant également sur leurs affluents et les gravières. En juillet-août 2020, leurs effectifs atteignaient une cinquantaine d'individus, alors que fin août 2020, les observations systématiques des migrations notaient jusqu'à une centaine d'individus de cormorans, cependant essentiellement en survol du territoire luxembourgeois.

- Comme indiqué dans la réponse précédente, au Luxembourg, le Grand Cormoran est surtout présent pendant les mois d'octobre à mars, s'agissant d'individus appartenant à la sous-espèce Phalacrocorax carbo sinensis et provenant des lieux de nidification d'Europe continentale et d'Europe du Nord.

Le recensement systématique des cormorans, coordonné par un bureau d'étude pour le compte de l'Administration de la gestion de l'eau, a été réalisé afin de suivre l'évolution de la population hivernante au Luxembourg à partir de l'année 2000 jusqu'en 2016.

Le diagramme ci-dessous donne un aperçu de l'évolution des effectifs hivernaux rencontrés aux différents sites d'hivernage identifiés au Luxembourg pendant une période d'observation fixe en automne-hiver (octobre-mars) des années de 2000 à 2016 :

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Outre quelques observations de rassemblements exceptionnellement nombreux de cormorans, comme par exemple en février 2012, les effectifs des dernières années ainsi recensés fluctuent normalement de manière stable dans une fourchette entre 300 à 500 individus. Comme ces chiffres se présentaient de manière stable, une approche de recensement pluriannuel des effectifs hivernants du Grand Cormoran a été adoptée dès 2016 afin de suffire à l'obligation de communication des effectifs des espèces d'oiseaux sauvages à la Commission européenne en vertu de l'article 12 de la directive européenne 2009/147/CE, appelée plus généralement « directive oiseaux ».

- Dans le cadre du programme de surveillance de l'état écologique des cours d'eau imposé par la directive européenne 2000/60/CE, appelée généralement « directive-cadre sur l'eau », des inventaires piscicoles sont réalisés périodiquement dans toutes les masses d'eau de surface du réseau hydrographique du Luxembourg. Dans ce contexte, la distribution des classes de taille par espèce piscicole peut refléter une indication sur un éventuel impact de prédation exercé par les oiseaux tels que le cormoran sur certaines espèces de poissons. Cependant, il importe de souligner que ces inventaires piscicoles ne ciblent pas directement la problématique de l'impact de la prédation sur la population piscicole, et en conséquence ne permettent donc pas de tirer des conclusions quantifiables.

Complémentaire à ces inventaires piscicoles, des analyses des pelotes de réjection de cormorans ont été effectuées afin de déterminer la composition de la nourriture du Grand Cormoran au Luxembourg.

- Le Grand Cormoran se nourrit de manière opportuniste des proies les plus abondantes et préférentiellement des espèces piscicoles circulant dans les eaux libres. Ces poissons sont plus facilement détectés et capturés par leurs prédateurs.

Dans ce sens, il y a lieu de différencier l'impact du cormoran sur populations piscicoles des eaux principales, comme la Moselle, la Sûre frontalière et le lac de la Haute-Sûre, d'un côté, et celles des eaux secondaires à plus faible débit de l'autre côté. A souligner que les populations piscicoles des cours d'eau présentant une bonne structure et morphologie naturelle sont mieux préservées contre la prédation que celles

des cours d'eau fortement urbanisés, respectivement fortement modifiés et artificialisés.

Finalement, les résultats du programme de surveillance de l'état écologique des cours d'eau et des inventaires piscicoles indiquent que la prédation exercée par le Grand Cormoran est insignifiante à l'égard de la multitude de pressions, principalement de nature anthropogénique, qui exercent un impact prévalant sur tous les organismes et écosystèmes aquatiques. Les cours d'eau sont des écosystèmes complexes qui sont exposés en permanence à une cumulation de pressions directes ou indirectement liées au développement démographique et économique du Luxembourg. A l'origine se trouvent l'urbanisation des zones alluviales, l'accumulation d'eaux résiduaires, la canalisation et la discontinuité écologique des cours d'eau qui représentent des pressions plus néfastes et significatives pour les communautés piscicoles que la prédation.

- Sans objet.

- La formulation de cette question est diamétralement opposée au raisonnement juridique de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 relative à la conservation des oiseaux sauvages (version codifiée de la directive 1979/409/CEE ayant le même objet), ainsi qu'à la législation nationale transposant ladite directive : il n'y a pas lieu de s'enquérir quant aux raisons scientifiques qui interdisent la régulation du Grand Cormoran au Luxembourg, mais aux raisons qui justifieraient la dérogation au statut de protection et permettraient un effarouchement voire une régulation de la population du Grand Cormoran au Luxembourg.

Effectivement, le statut de protection du Grand Cormoran s'inscrit au régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen imposé par l'article 5 de ladite directive et transposé dans la législation nationale. La règle générale instaurée est donc l'interdiction de tuer, ou de capturer ou perturber intentionnellement les individus des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen, ou encore de détruire leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos.

Subsidiairement à cette règle générale, ladite directive et la législation nationale transposante prévoient un système de dérogation stricte soumis à trois conditions. Une dérogation ne peut être accordée qu'à condition qu'il n'existe pas une autre solution satisfaisante, que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable de la population de l'espèce concernée dans son aire de répartition naturelle, et uniquement pour un des motifs suivants :

- 1) dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ;
- 2) dans l'intérêt de la sécurité aérienne ;
- 3) pour prévenir les dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux ;
- 4) pour la protection des espèces animales et végétales ;
- 5) pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions ;
- 6) pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judiciaire de certains oiseaux en petites quantités.

D'ailleurs, toute dérogation émise à la protection stricte doit être rapportée annuellement à la Commission européenne.

Il est rappelé qu'au Luxembourg le domaine de la pêche est exclusivement représenté par le volet de la pêche de loisir, récréative et/ou sportive, de sorte que les impacts économiques avérés et constatés dans les pays voisins qui ont une activité halieutique commerciale importante (pêches commerciales, aquacultures, etc.) ne jouent pas au Luxembourg. Ainsi, dans les pays voisins se présentent certains cas où la prévention de dommages importants, notamment à l'élevage, aux aquacultures et pêcheries professionnelles, est indispensable, et une dérogation à la protection stricte du Grand Cormoran est justifiable.

En absence du motif de l'activité halieutique commerciale pour le Luxembourg, la législation existante prévoit encore la possibilité de déroger dans l'intérêt d'agir en faveur de la faune sauvage. En d'autres termes, si l'impact négatif du Grand Cormoran sur une espèce piscicole est confirmé scientifiquement et s'il existe un risque important et manifeste d'une dégradation de la population de cette espèce piscicole, sous condition d'absence d'autres so-

lutions satisfaisantes et qui assure le maintien de l'état de conservation favorable du Grand Cormoran, une dérogation à la protection stricte pourrait être justifiée.

Or, tel qu'indiqué dans une des réponses précédentes, l'amélioration de la qualité physico-chimique et le rétablissement du bon état écologique des cours d'eau, moyennant des mesures de renaturations et des rétablissements de la continuité écologique des cours d'eau, ou encore l'installation et la modernisation de stations d'épuration et du système des eaux résiduaires représentent une approche plus prometteuse qui cible les pressions primaires exercées sur les écosystèmes et espèces aquatiques.

- Il y a lieu de différencier les termes « chasse », « effarouchement », voire « régulation ».

La chasse sur le Grand Cormoran est interdite en vertu de la directive oiseaux et de la législation nationale transposante. Comme mentionné ci-dessus, ladite directive instaure un statut de protection stricte pour les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen en vertu de son article 5, et son article 7 dispose qu'uniquement les espèces d'oiseaux énumérées à l'annexe II peuvent faire l'objet d'actes de chasse dans le cadre de la législation nationale. Or, force est de constater que le Grand Cormoran Phalacrocorax carbo ne figure pas dans l'annexe II, ni dans sa partie A, ni dans sa partie B.

Question 2541 (14.07.2020) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **bon-cadeau pour une plateforme digitale internationale offert aux participants d'une enquête** :

Il me revient que le Statec promet aux participants à une enquête de les gratifier d'un bon d'achat (carte-cadeau électronique d'une valeur de 5 €) leur permettant de financer, du moins en partie, des biens commandés par le biais d'une plateforme digitale internationale très réputée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette action ?
- 2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre en a-t-il été averti au préalable ? Qu'est-ce qui a motivé la décision du Statec ?
- 3) En ces temps de crise où le Gouvernement s'engage à soutenir en particulier nos petites et moyennes entreprises, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les bons d'achat en question, financés par des deniers publics, devraient soutenir prioritairement l'économie locale en passant par la plateforme letzshop.lu ?
- 4) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre, en tant que ministre de tutelle du Statec, ne pense-t-il pas intervenir auprès des responsables de l'office des statistiques pour leur demander de repenser cette pratique ?

Réponse (29.07.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

Le Statec gère plusieurs grandes enquêtes auprès des ménages qui sont parfois assorties d'une petite récompense, sous forme d'un bon d'achat électronique.

De par sa loi, le Statec jouit de l'indépendance professionnelle et scientifique. La réalisation des enquêtes fait partie de ses missions. Pour inciter les personnes contactées à répondre à ses questionnaires, le Statec a recours à ce genre de petites récompenses. Cette pratique est monnaie courante aussi bien dans les enquêtes de la statistique publique que dans les enquêtes commerciales. En effet, il est important d'assurer des taux de réponse élevés aux enquêtes afin d'avoir des données représentatives de la population.

Ainsi, comme le Statec le précise sur son site Internet²⁰, les personnes invitées à participer à la deuxième vague de l'enquête sur une application de traçage dans le contexte Covid-19 se sont vu proposer un bon-cadeau d'une valeur de 5 € pour la plateforme de vente en ligne nationale letzshop.lu, et non une carte-cadeau électronique pour un site d'e-commerce international. Outre le fait que LetzShop offre un moyen pratique de commander rapidement et facilement en ligne des produits, il s'agit de soutenir par ce geste le commerce local luxembourgeois dans de nombreuses villes du pays.

²⁰ Voir sous <https://statistiques.public.lu/fr/actualites/conditions-sociales/sante-secu/2020/07/20200715/index.html>

Question 2542 (14.07.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant le **phénomène du « animal hoarding »** :

L'association allemande pour la protection des animaux « Deutscher Tierschutzbund » a récemment alarmé les autorités compétentes que le phénomène du « animal hoarding » prenait de plus en plus d'ampleur. On parle d'« animal hoarding » lorsqu'une personne garde chez elle un très grand nombre d'animaux de compagnie pour lesquels elle ne peut plus garantir le respect de leurs besoins les plus élémentaires. Dans ces cas, les animaux en question ne bénéficient pas de l'espace nécessaire à une existence digne. Le plus souvent, les propriétaires concernés ne semblent être nullement conscients qu'ils mettent en question le bien-être de leurs animaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Monsieur le Ministre s'est-il vu rapporter des cas précis d'« animal hoarding » au Luxembourg ?
- 2) Dans l'affirmative, de quels animaux s'agissait-il ?
- 3) Est-ce que des procédures judiciaires ont été entamées dans ce contexte ?

Réponse (31.07.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Un seul cas d'« animal hoarding » a été noté.

ad 2) Il s'agissait de chiens, chats, chinchillas, perruches, rats et serpents.

ad 3) Le problème principal dans ce cas précis était un problème de non-respect de la salubrité. L'Administration des services vétérinaires est compétente pour le contrôle du bien-être animal. En l'espèce, il n'y avait pas atteinte au bien-être animal et donc aucune affaire judiciaire n'a eu lieu. On peut encore ajouter que la visite sur place a été effectuée par l'Inspection sanitaire du Ministère de la Santé en collaboration avec l'Administration des services vétérinaires et l'Office social du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Question 2543 (15.07.2020) de **M. Max Hahn** (DP) concernant l'**installation de « raildampers »** :

An hiren Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3302 vum 18. September 2017 huet d'Madamm Ëmweltministesch op meng Fro bezüglech d'Mesuren, déi d'CFL huelen, fir de Kaméidi vun den Zich ze reduzéieren, Follgendes geäntwert:

« Toutefois, les CFL, par le biais du Fonds du rail, ont commencé, il y a une dizaine d'années, à équiper le réseau ferré avec des murs antibruit en tout genre et plus particulièrement les arrêts et gares avec le mur en forme de "Z" spécialement développé par les CFL pour répondre à une demande de transparence tout en conservant un haut pouvoir absorbant. Tout récemment, une première zone de test vient de s'ajouter où les rails ont été équipés avec des absorbeurs de rails ("raildampers"). En cas de besoin, ces équipements seront montés en complément à des murs antibruit. »

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

- Wat sinn d'Konklusiounen vun dësen Tester? Wéi grouss ass d'Wierkung vun dësen Installatiounen?
- Op wéi enger Plaz war dës Testzon?
- Ass virgesinn, sougenannt "raildampers" op méi Plazen am Land, virun allem a Géigenden, wou Leit wunnen, ze installéieren?
- Wann net, wat wieren d'Grënn heifir?
- Wa jo, bis wéini kéint dat gemaach ginn? Wéi eng Schinnenofschnëtter wéilt den Här Minister prioritär mat dësen Dämpfer ekipéieren? Wat wier de Käschtepunkt dovun?
- Sinn zousätzlech Schallschutzmauere geplangt? Wa jo, wou kéimen déi hin? Bis wéini kéinte se opgeriicht ginn?



Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

An dem enke Radius vun engem Kilometer an der Sortie vu Beetebuerg a Richtung Esch hunn d'CFL an deene leschte Jore verstärkt Schinnenofnotzung gehat, déi duerch ee Schinneschläife beseitegt hu mussen ginn, wat dann awer d'Liewensdauer vun de Schinne reduzéiert. Well an der Theorie déi sougenannt „raildampers“ net nëmme liicht de Kaméidi reduzéieren, mee och ee positiven Effekt op déi wellefërmeg Ofnotzung vun de Schinne sollen hunn, hunn d'CFL 2017 zu Beetebuerg an enger Testzon vu 400 m sougenannt „raildampers“ agebaut. Hei ass deen eenzegen no der Interoperabilitéitsdirektiv zertifizéiert Modell vu „raildampers“ zum Asaz komm.

D'Kontrollmiessungen aus de Joren 2018 an 2019 hunn erginn, dass déi wellefërmeg Schinnenofnotzung net markant besser war an der Testzon ewéi ausserhalb vun der Testzon, esoudass d'CFL och weiderhin d'Schinne schläife mussen, fir ee bessert Lafverhale vum Material ze garantéieren an de Kaméidi ze reduzéieren, deen duerch de Kontakt „Zuch-Schinn“ entsteet.

D'Wierkung vun de „raildampers“ op de Kaméidi ass vum Hiersteller mat 2 dB chiffréiert ginn. Well et bei deem klengen Wäert ze vill komplizéiert ass, fir deen um Terrain ze ermëttelen (Geschwindigkeit a Gewicht vun den Zich, Meteo, Hannergrondgeräischer etc.), hunn Tester an engem Laboratoire dee Wäert bestätegt.

Am Aklang mat der nationaler Strategie (Kaméidiskadaster an „hotspot“) vun der Ëmweltverwaltung ginn déi Zonen, wou de meeschte Kaméidi entsteet an déi am dichtste besidelt sinn, prioritär behandelt, an do mussen oft Mesurë geholl ginn, déi de Kaméidi ëm méi ewéi 2 dB erhéieren. Well d'„raildampers“ nëmme eng kleng Wirkung hunn, gi si bei den CFL nëmme a Kombinatioun mat Schallschutzmaueren agesat. An zwar ëmmer dann, wann eng Schallschutzmauer eleng net duergeet, fir de Kaméidi ze reduzéieren.

D'CFL schaffe momentan un den Etüde fir ze definéieren, ob fir zukünfteg Projete Schallschutzmoosname mussen virgesi ginn, zum Beispill zu Bierchem, Rodange a Déifferdeng. Op der Neibaustreck vu Beetebuerg op Lëtzebuerg wäerten an der Sortie vu Beetebuerg Schallschutzmaueren a Kombinatioun mat „raildampers“ zum Asaz kommen (2024). Well d'Fondatioun vun de Schallschutzmaueren eng Vergrößerung vun der Plattform an eng Annerung vum Ofwaassersystem viraussetzen, ginn d'Schallschutzmoosname bei den CFL ëmmer a Kombinatioun mat engem Neibauprojet oder gréisserem Infrastrukturprojete matgeplangt.

D'Testzon vu 400 m mat de „raildampers“ zu Beetebuerg huet 100.000 € kascht.

Question 2547 (15.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **pratique de l'interfile** :

Selon mes informations, la circulation interfile des motards dans les embouteillages est autorisée dans certains pays sous condition de mettre les clignotants et de rouler à une vitesse adaptée à la situation.

Il ressort de la réponse de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à ma question parlementaire n° 1278 du 8 juillet 2015 :

« Actuellement, la pratique de l'interfile des motards est interdite au Luxembourg. Afin d'analyser l'opportunité d'autoriser, le cas échéant, cette pratique au Luxembourg, j'ai chargé le groupe de travail "motocyclistes" de la Commission de circulation de l'État de me faire tenir un avis circonstancié, tout en se basant sur les expériences à l'étranger. »

Il me revient également que certains de nos pays voisins, comme l'Allemagne ou la Belgique, ont mis en place des terrains d'entraînement pour les candidats au permis de conduire moto par région. Jusqu'à ce jour, il n'existe qu'un seul terrain d'entraînement pour les candidats au permis de conduire moto au Luxembourg.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

- Le groupe de travail « motocyclistes » de la Commission de circulation de l'État a-t-il élaboré un avis concernant la pratique de l'interfile ?

Si tel est le cas, sur quelle conclusion le groupe de travail « motocyclistes » de la Commission de circulation de l'État est-il venu ?

Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement prévoit-il de tenir un tel avis ? Si oui, où en est le Gouvernement dans les préparations et recherches ?

- Au vu de l'existence d'un seul terrain d'entraînement pour motards au Luxembourg, le Gouvernement considère-t-il une répartition régionale quant aux terrains d'exercice pour les candidats au permis de conduire moto afin de pallier un manque régional potentiel ?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En ce qui concerne la circulation inter-files - un conducteur est en inter-files lorsqu'il circule entre les deux files de véhicules situées sur les deux voies de circulation les plus à gauche d'une chaussée -, le groupe de travail « motocyclistes » de la Commission de la circulation de l'État a analysé la situation dans nos pays limitrophes.

Dans ce contexte, il y a lieu de noter que la circulation inter-files est uniquement autorisée en Belgique sous condition que la différence de vitesse entre le motorcycle et les véhicules qui circulent lentement ne doit pas dépasser 20 km/h, et que le motard ne doit pas excéder 50 km/h lors d'une remontée de files.

En France, la circulation inter-files est uniquement autorisée dans certains départements lorsque la circulation s'est, en raison de sa densité, établie en file ininterrompue sur toutes les voies, jusqu'à une vitesse maximale de 50 km/h. Elle ne peut être exécutée que sur les autoroutes et les routes sur lesquelles la vitesse maximale autorisée est supérieure ou égale à 70 km/h, à deux chaussées séparées par un terre-plein central et dotées d'au moins deux voies chacune, des départements des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, du Rhône et de celles de la région Île-de-France, notamment le boulevard périphérique parisien. Toutefois, le système français se trouve toujours à l'étude, étant donné qu'il s'agit d'une expérimentation de cette circulation inter-files. Le projet vient d'être prolongé jusqu'au 31 janvier 2021. Cependant, la pratique démontre que la circulation inter-files est source d'insécurité routière notamment à cause de motocyclistes ne respectant pas les limitations de vitesse prévues pour l'inter-files - le contrôle des vitesses est en outre presque impossible pour les agents de la Police grand-ducale puisqu'il y a lieu de contrôler à la fois la vitesse du motocycliste ainsi que des autres véhicules pour constater une infraction - et des situations dangereuses qui peuvent survenir suite à des inadverances des autres conducteurs.

En Allemagne, la circulation inter-files est strictement interdite pour ces mêmes raisons de sécurité routière. Il en est de même en Autriche, pays très progressif en matière de sécurité des motocyclistes (les lignes de sécurité qui ont été apposées sur notre réseau pour motocyclistes (Wiltz-Kautenbach entre autres) ont été développées par des spécialistes autrichiens).

De plus, le Luxembourg est un pays de transit avec des conducteurs d'une multitude de pays qui ne connaissent éventuellement pas tout le système de la circulation inter-files, ce qui risque également de porter atteinte à la sécurité sur nos routes.

Au vu de ce qui précède, pour des raisons évidentes de sécurité routière, et considérant le bilan mitigé des accidents avec des motocyclistes ces dernières années, la commission a été d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'introduire la circulation inter-files au Luxembourg.

En ce qui concerne les terrains d'entraînement pour les motocyclistes, il y a lieu de préciser que déjà aujourd'hui, la Société nationale de circulation automobile (SNCA) met à disposition deux terrains d'entraînement au Grand-Duché de Luxembourg, dont un premier est situé au centre du Grand-Duché au Findel et un deuxième dans le nord du pays à Ingeldorf. Ces deux terrains d'examen et d'entraînement sont évidemment à disposition des auto-écoles pour y effectuer des exercices avec les candidats au permis de conduire pour l'ensemble des catégories moto.

Cependant, dans un intérêt de pouvoir également mettre à disposition un terrain d'entraînement et d'examen situé au sud du pays, la SNCA est actuellement en train d'évaluer la possibilité de réaliser un projet permettant, dans un avenir proche, la réception des examens moto dans cette région. Plus concrètement, le site aujourd'hui à l'étude présentant le meilleur potentiel est situé derrière le bâtiment actuel de la SNCA à Esch-sur-Alzette.

Question 2548 (15.07.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **campagne « Net oui meng Mask »** :

„Net oui meng Mask“, d'ëst war den Numm vun der Werbecampagne, déi de Gesondheetsministère fir ronn eng Millioun Euro opstelle gelooss huet. Wéi d'Ministère mir a menger Fro N° 2333 äntwerten, gouf eng Firma domadder beoptraagt, dës Campagne ze realiséieren. Opfälleg ass, dass dës Firma direkt Verbindunge mat mindestens enger vun de Regierungsparteien huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatioun a Medien an der Madamm Gesondheetsminister dës Fro stellen:

- 1. Wéi verdeele sech déi 1.132.263,38 € Ausgaben op
 - d'Konzeptioun?
 - d'Diffusioun?
 - d'Publicitéit?
 - d'Kommissioun vun der Agence?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt et sech bei dëser Agence ëm eng Firma handelt, déi an der Walcampagne 2018 vun der LSAP Opdrag krut (Quell: <https://www.adada.lu/2018/12/michel-strotz-et-karim-youssef-creent-lagence-neon-marketing-technology/>)?

3. Firwat krut grad dës Firma den Opdrag vun der Regierung?

4. Ugesiichts den aktuellen Informatiounen, wéi schléisst d'Regierung aus, dass et zu Favoritismus an dësem Fall komm ass?

Réponse commune (20.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Et sief ënnerstrach, dass de Montant, deen an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2333 vum honorabelen Deputéierte genannt ass, sech op de Gesamtbudget vun der Kommunikatioun an der éischter Phas vun der Strategie an der Lutte géint de Covid-19 bezitt.

Déi Strategie an d'Informatioun, d'Sensibiliséierung an d'Kommunikatioun an deem Kader ënnerdeele sech an eenzel cibléiert Aktiounen, déi sech op verschiddene Plattformen an iwwer divers Kanäl verdeelen. Deementspriedend sinn och d'Käschte fir d'Diffusioun, den Affichage, den Envoi an d'Publikatioun vun enger geziilte Informatioun a Kommunikatioun an deem vum honorabelen Deputéierte genannte Montant enthalen.

Esou maachen d'Distributioun vun Informatiounsmaterial un all Haushalt an d'Annoncen an de Medien an der Press e groussen Deel vun de Käschten aus.

D'Regierung huet am Kader vun dëser Campagne Wäert drop geluecht, dass eng ganz heterogeen a breet Informatioun ka stattfannen, a gläichzäiteg och versicht, d'Käschten, esouwäit et méiglech war, ze limitéieren.

ad 2. D'Regierung kann net iwwert d'Clientéi vun enger privater Entreprise kommunizéieren.

ad 3. D'Agence, déi en Deel vun der Campagne am Kader vun der Lutte géint de Covid-19 assuréiert huet, gouf mat där Aufgab chargéiert, well se opgrond vun hirem Profil de Konditiounen entsprach huet, déi an der Urgence gebraucht gi sinn.

ad 4. D'Regierung huet an dëser Kris op sëllegen extern Prestatairë missen zréckgräifen. Dat gëllt fir Materialbeschaffung, d'Logistik an och de Volet Kommunikatioun, wou vu Mediebetreiber bis Dréckereien all méiglech Entreprise gebraucht gi sinn. Et ass dobäi verstärkt versicht ginn, Betriber ze engagéieren, déi zu Lëtzebuerg hir Aktivitéit hunn an déi lokal Économie representéieren an deenen d'Spezifisitéit vun eisem Land bekannt sinn.

Question 2549 (15.07.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** (DP) concernant le **wi-fi dans les transports publics** :

De 5G ass fir den öffentliche Transport an duebeler Hisicht interessant. Zum engen ass et méiglech, duerch déi méi grouss Bandbreit méi Passagéier mat séierem Wi-Fi ze versueren an ze evitéieren, dass de Wi-Fi duerch ze vill Utilisateuren iwwerlaascht gëtt. Zum aneren ass de 5G d'Conditio sine qua non fir d'„Vehicle-to-vehicle“- respektiv d'„Vehicle-to-infrastructure“-Kommunikatioun (V2V respektiv V2I).

Wéi den ILR rezent matgedeelt huet, wäerten deemnächst d'5G-Frequenze versteet ginn, soudass den nationale Réseau bis Enn des Joers opgestallt kéint ginn an éischt Projeten op enger gréisserer Echelle, notamment an de genannte Beräicher, lancéiert kéinte ginn.

Wat donieft de Wi-Fi an den Zich betrëfft, sinn déi nei Zich vum Typ Coradia vun Alstom, déi bestallt goufen, standardméisseg mat Wi-Fi ekipéiert. Allerdéngs hat den Här Minister och ugekënnegt, dass méi aalt Material vun der CFL soll nogerüst ginn, fir de Passagéier Wi-Fi zur Verfügung ze stellen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentliche Aarbechte folgend Fro stellen:

- 1. Wéi vill Zich a Busser sinn am Moment scho mat Wi-Fi ausgerüst?
- 2. Wat ass de Bilan vum Pilotprojete Wi-Fi an de „KISS“-Zich?
- 3. Kann den Här Minister Präzisiounen ginn, wéi vill Zich mat Wi-Fi wäerten ekipéiert ginn?
- 4. Op wéi enge Strecke kéimen déi Zich an den Asaz?
- 5. Bis wéini kéinten déi betreffen Zich nogerüst ginn?
- 6. Ass virgesinn, an den Zich, déi mat Wi-Fi sollen ekipéiert ginn, Routeren ze installéieren, déi an der Dateniwerdroung vum Zuch zum Operateur am Frequenzberäich vum 5G senden an empfanke kënnen, fir de Passagéier Wi-Fi am Zuch zur Verfügung ze stellen?
- 7. Wäerten déi bestallten Zich vun Alstom pünktlech kënnen geliwwert ginn oder muss duerch d'Coronapandemie mat Verspéidunge gerechent ginn?
- 8. Wäerten déi bestallten Zich vun Alstom technesch sou ausgerüst sinn, dass se fir d'Dateniwerdroung vum Zuch zum Operateur op de 5G zréckgräife kënnen?
- 9. Wäert bei der neier Ausschreiwung vun den RGTR-Linnen d'Offer vu Wi-Fi am Bus ee Krittär sinn?
- 10. Plangt d'CFL Projeten am Beräich V2V respektiv V2I fir déi nächst Joren?
- 11. Wa Jo, kéint den Här Minister Präzisiounen zu dëse Projete ginn?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Am Moment ass keen Zuch mat Wi-Fi ausgerüst. Bei der CFL-Busflott sinn de Moment dräi Busser mat Wi-Fi ekipéiert. Bis Enn des Joers sollen dann nach 20 zousätzlech Busser mam Wi-Fi ausgerüst ginn.

ad 2. Een Element vun enger KISS-Automotrice war mat engem Wi-Fi-System ekipéiert ginn. Bei den Tester huet sech erausgestallt, dass de Wi-Fi am Zuch just zefriddestellend Resultater geliwwert huet a Regionen, wou eng gutt Couverture mat 4G garantéiert ass.

An deem Zesammenhang gouf festgestallt, dass op 30 Plaze laansch d'Zuchlinne keng 4G-Couverture besteet an d'Connexioun mam Wi-Fi da verluer geet.

ad 3. Déi 34 nei Automotricen, déi tëschent 2022 an 2024 geliwwert ginn, sinn d'office mat engem Wi-Fi-System ekipéiert.

ad 4. Dës nei Automotricë wäerten op sämtleche Linne vum CFL-Réseau zum Asaz kommen.

ad 5. Am Moment ass et net geplangt, fir dat aktuell Zuchmaterial mat Wi-Fi ze ekipéieren.

ad 6. Momentan gëtt et kee Fournisseur um Marché, deen zertifizéiert 5G-Produiten ubitt, déi konform zu den Eisebunnsufoerderunge sinn.

ad 7. Duerch d'Pandemie vum Covid-19 ass mat engem Retard vun ongeféier véier Méint ze rechnen, esou dass déi éischt Automotrice viraussichtlech eréischt am Laf vum leschten Trimester 2022 geliwwert wäert ginn.

ad 8. Momentan gëtt et keen Fournisseur um Marché, deen zertifizéiert 5G-Produiten ubitt, déi konform zu den Eisebunnsufoerderunge sinn.

ad 9. Bei der Ausschreiwung fir den RGTR-Busseau wäert de Wi-Fi duerchaus e Krittär ginn. Méi Detailler dozou kann ech awer virun der Veröffentlichung vum Avis de marché nach net ginn.

ad 10. D'Entreprise ferroviaire vun den CFL huet dräi V2I-Projete lancéiert.

ad 11. Dës Projete gesi vir, fir d'Dosto-Duebelstackvoituren, d'Automotrice vun der Serie 2200 an och déi 34 nei Automotricë vun der Serie 2400 an 2450 mat engem automatesche Passagéierzälungssystem ze ekipéieren. Dës Systemer leeden dann den Taux d'occupation

vun de jeeweilegen Zich un d'Infrastruktur weider.

Question 2550 (15.07.2020) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant les **masques de protection de qualité douteuse et fraudée** :

Avant la crise sanitaire, le marché des outils de protection était réglementé de manière claire. Seuls les produits comprenant le marquage CE (conformité européenne), gage de conformité aux exigences de l'UE en matière de sécurité, de santé et de protection de l'environnement délivré par des sociétés de contrôles reconnues, pouvaient être importés dans l'Union européenne. Au vu du déclenchement de la crise sanitaire, la Commission européenne a fixé des exemptions pour le matériel médical et de protection mi-mars, autorisant ainsi les gouvernements à acheter des masques sans marquage CE pour le personnel médical. Cependant, il me revient que le Gouvernement luxembourgeois aurait décidé d'une dérogation générale allant bien au-delà de la recommandation de la Commission européenne, autorisant la distribution de ces masques sans marquage à tous les canaux commerciaux, les rendant ainsi accessible à toute la population.

De plus, il ressort d'un article du 2 juillet 2020 sur reporter.lu que des masques de protection de qualité douteuse et même frauduleuse auraient été en circulation au Luxembourg. En effet, dans sa recherche « Organized Crime and Corruption Reporting Project » (OCCRP), en coopération avec 16 partenaires médiatiques européens dont reporter.lu, aurait découvert que certains de ces masques de protection non conformes livrés au Luxembourg auraient illégalement reçu le marquage CE. Certaines sociétés de contrôle auraient en effet émis le marquage CE sans disposer de la documentation nécessaire au contrôle de sécurité, de santé et de protection de l'environnement nécessaire à l'émission du marquage CE, et se seraient même dans certains cas procurés des documents falsifiés, présentant ainsi un risque de commercialisation de masques non conformes par de nombreux commerçants luxembourgeois à l'entière de la population.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement peut-il m'informer quelles sont ou ont été les autorisations spéciales ainsi que les dérogations éventuelles en vigueur au Luxembourg au cours des derniers mois ?

- Le Gouvernement peut-il confirmer l'éventuelle falsification de documents afin de labéliser CE des masques potentiellement non conformes ?

- Quelle a été la réaction du Gouvernement face aux certifications frauduleuses émises ?

- Des mécanismes de contrôle supplémentaires ont-ils été mis en place afin d'éviter que des masques ayant des certificats frauduleux (faux marquage CE) rentrent sur le marché luxembourgeois ?

- Le Gouvernement avait-il amendé ces procédures de contrôle suite à l'exemption des normes CE autorisée par la Commission européenne pour l'import de matériel médical et de protection pour le personnel médical ?

- Le Gouvernement avait-il pris des mesures spécifiques afin d'éviter la distribution de masques non conformes CE à d'autres secteurs que le secteur médical, seul secteur exempté de certification CE pour l'import de matériel médical et de protection par la Commission européenne ?

- Le Gouvernement ne considère-t-il pas qu'il faudrait mettre en place une réglementation claire concernant la qualité des masques vendus sur le marché luxembourgeois ?

Réponse commune (07.08.2020) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

L'ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services), en tant qu'autorité compétente pour la surveillance du marché des équipements de protection individuelle, s'est basé pour ses contrôles lors de la crise du Covid-19 sur :

- le règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle et abrogeant la directive 89/686/CEE du Conseil ;

- la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19 ;

- l'arrêté ministériel du 2 avril 2020 autorisant temporairement la mise à disposition sur le marché d'équipements de protection individuelle utilisés pour la prévention contre la propagation du Covid-19. Cet arrêté n'est plus en vigueur depuis le 25 juin 2020.

L'ILNAS a effectivement été confronté à des cas de falsification de documents afin de mettre sur le marché européen des masques marqués CE. Dans tous ces cas, des avis négatifs concernant les demandes d'importation ont été transmis à l'Administration des douanes et accises pour des masques pour lesquels des falsifications de documents ont été constatées par l'ILNAS et pour lesquels les importateurs n'ont pas pu démontrer qu'ils ne présentaient pas de risque pour la sécurité et la santé. Leur importation n'a pas été autorisée.

Concernant les contrôles des équipements de protection individuelle, l'ILNAS a pris plusieurs mesures :

- l'ILNAS a mobilisé ses effectifs concernant les contrôles de ces produits. Le domaine des équipements de protection individuelle est devenu prioritaire ;

- l'ILNAS a collaboré étroitement avec l'Administration des douanes et accises, le Ministère de la Santé ainsi qu'avec la cellule logistique ;

- dès que l'ILNAS était en connaissance d'un équipement de protection individuelle présentant un risque grave qui a été notifié par un autre État membre (via Safety Gate / RAPEX), l'ILNAS a mené ses investigations sur le terrain. De plus, l'ILNAS a immédiatement informé la cellule logistique après réception de la notification ;

- l'ILNAS participera également à une campagne européenne CASP2020, qui sera initiée par la Commission européenne, concernant le contrôle des équipements de protection individuelle.

Pendant la crise sanitaire, l'ILNAS a contrôlé les équipements de protection individuelle conformément à l'arrêté ministériel du 2 avril 2020, en acceptant uniquement sur le marché luxembourgeois ceux qui ne présentaient pas de risque pour la santé et la sécurité.

Depuis le 27 juin 2020, l'ILNAS n'a plus accepté l'importation d'équipements de protection individuelle sur le marché national qui ne respectent pas les exigences du règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux équipements de protection individuelle, respectivement la recommandation (UE) 2020/403 de la Commission européenne relative aux procédures d'évaluation de la conformité et de surveillance du marché dans le contexte de la menace que représente le Covid-19. Il est à noter que depuis cette date, l'ensemble des produits contrôlés étaient conformes aux exigences du règlement (UE) 2016/425.

Partant et au vu de ce qui précède, la qualité des masques vendus sur le marché luxembourgeois est clairement réglementée au niveau européen par des dispositions existantes.

Question 2551 (16.07.2020) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **baisse du prix de la viande de porc** :

D'Producteurs vu Schwéngfleesch sinn zënter enger gewëssener Zäit mat engem enorme Präisverfall vun hirem Fleisch konfrontéiert, eng Situatioun, déi sech duerch d'Covid-19-Kris weider zougespëtzelt huet.

Déi rezent Émstänn mat Covid-19-infizéierte Mataarbechter an engem gréisseren däitsche Schluechthaus hunn zu engem dramatesche Präisverfall bäigedroen, dëst well duerch déi feelend Schluechthauskapacitëte vill Schwäin net kënne vermaart ginn. Heideruech fällt also och déi lëtzebuergesch Notéierung, déi un déi däitsch Leitnotéierung gekoppelt ass. Duerch des Virfall ass och d'Iwwerdrockventill Richtung China, wat bis am Ufank vum Joer majoritär zu héije Präisser bäigedroen huet, zou.

Laut menger Informatiounen ass et duerch de Präisverfall méttlerweil fir vill Schwéngfleeschproduzenten oninteressant an onrentabel, iwwerhaupt nach Schwéngfleesch ze produzieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass d'Schwéngsbauerer aleng dësen net konjunkturelle Präisverfall, dee sech an de Geschäfte net reflektéiert, ze droen hunn? Wéi kéinte Léisunge fir esou spezifesch Situatioune fir déi nationale Produktioun ausgesinn?

2. Ass de Minister gewëllt, de Lëtzebuerg Produzenten kuerzfristeg verstärkt ënnert

d'Äerm ze gräifen? Wéi kéinten dës Hëllef ausgesinn?

3. Wier et net ubruecht, dass déi gesamt Filière zesumme mat hire Ressortministere (vum Bauer iwwer Schluechthaus, Distributioun, Commerce) sech géing concertéieren, fir dës Problematik entgéintzesteieren?

4. Wéi gesäit de Minister d'Situatioun beim Schwéngfleesch vun der „Marke Nationale“? Ass de Minister der Meenung, dass de Supplement vun 3 Cents/Kilo dem Méiopwand vun enger Schwéngfleeschproduktioun no de „Marke Nationale“-Krittären nach Rechnung dréit?

Réponse (14.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. + 2. D'Situatioun um Marché vum Schwéngfleesch ass dëst Joer eng ganz speziell.

D'Joer 2020 huet mat ganz héije Präisser ugefaangen, bedéngt duerch eng ganz héich Nofro um Weltmarkt, an dat besonnesch a China säit dem Summer 2019. D'Haaptexportlänner hunn alleguer, an Däitschland besonnesch, dervu profitéiert, fir hir Quantitéiten ze steigern, soudass och de Lëtzebuerg Marché staark no uewe gezu ginn ass. Mat der Covid-19-Pandemie ass d'Nofro weltwäit zrëckgaangen, an de Präis och. Während dem Lockdown huet d'Nofro extreem staark geschwankt an de Präis ass kontinuierlech gefall, bis den Deconfinement ugefaangen huet. Stabilisatioun gefollegt vun enger nees steigender Nofro hu sech agestallt. Duerch d'Schleissung vum Schluechthaus „Tönnies“ an Däitschland ass de Präis staark gefall, well d'Schleuchthauskapacitëte schlagartig net méi nokomm sinn an als Folge dovun d'Offer vun de Schluechschwäi staark ugestiegen ass. D'Exporter aus Däitschland no China sinn an d'Stocke komm. En neie Präisrückgang huet sech agestallt a konnt lo réischt mat der Reouverture vum Schluechthaus „Tönnies“ gebremst ginn.

(Graphique 1 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Déi grouss Acteuren an der EU hu sech den Expertise vun der EU-Kommissioun géigeniwwer lo awer nees zouversichtlech gewisen, dass et déi nächst Woch nees biergop geet, wann d'Covid-19-Pandemie net nees vill schlëmmer gëtt (Grafik 1).

Eng Méiglechkeet, fir d'Situatioun zu Lëtzebuerg fir d'Joer 2020 op de Stand vun 17. Juli méi detailléiert ze bewäerten, ass d'Berechnung vun cumuléierter Produktiounswäert vun der Schwéngfleeschproduktioun. Hei gëtt déi geschlechte Quantitéit (a Kilo) mat dem Präis pro Kilo multiplizéiert a pro Woch addéiert.

An der Grafik 2 ass déi Situatioun duergestallt an et kann een erkennen, dass duerch déi ganz gutt Ufanksituatioun um Ufank vum Joer dës Wäert bei aktuell nach 7 % (Woch 29) iwwert dem Wäert vun 2019 a 6 % iwwert der Dräijoresmoyenne (2017-2019) läit.

(Graphique 2 à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Konjunkturell ass et sou, dass d'Nofro no Schwéngfleesch an de Summerméint am héchsten ass, well d'Grillwieder de wichtigsten Dreier vun der Nofro duerstellt. Déi weider Wochen a Méint bis Ufank Wanter si lo entscheedend, fir de Wäertverloscht iwwerblécken ze kënnen.

Am Moment géllt et deemno, fir weider am Detail déi néideg Informatiounen ze sammelen, fir datt mer genau kënne festleeën, wéi eng zousätzlech Mesuren eventuell néideg sinn.

D'Europäesch Kommissioun huet mat enger Emännung vun de Reegele fir d'Staatsbäihëllef respektiv mat dem Erméigleche vum Notze vun de Fonge vum zweete Piler e relativ flexible Kader proposéiert. Et ass wichteg fir ze preziséieren, datt dës Aiden op déi Betriber cibléiert mussen ginn, déi effektiv vun engem Akommesverloscht, bedéngt duerch d'Covid-kris, betraff sinn.

Fir eng Decisioun ze huelen, ob a wéi vill Hëllef ausbezuelt ginn, mussen déi ekonomesch Analysen ofgeschloss sinn, woufir et elo nach ze fréi ass. Mir mussen awer d'Situatioun ganz eescht huelen.

ad 3. 2018 an 2019 ass et eng Initiativ ginn, fir nei Konzepter bei der Marke nationale auszuloten, dat ënnert der Begleedung vun engem externe Büro. Ausléiser heivunner war sécherlech och déi deemoleg schlecht Präissituatioun. An dësem Kontext goufen eng Rei vun individuelle Gespréicher mat den Haaptacteuren vun der Filière gefouert, fir d'Problematik ze ëmraisen an nei Konzepter ze eruieren. Nieft den

individuelle Gespréicher goufen och Iddien a Gruppeconcertatiounen ausgetosch. Et huet ee sech ënnert anerem och Modeller am Ausland ugekuckt, déi fair Präisser garantéieren, an et gouf sech a Richtung „transparent Präisgestaltung“ Gedanke gemaach. De Fazit vun deem Exercice war deen, dass d'Acteuren vun der Filière zu deem Zäitpunkt éischter um bestoende System festhale wollten.

Gekoppelt oder net gekoppelt Präisser, dat huet alles seng No- a Virdeeler. Vum Elan vum China-Marché hätten d'Lëtzebuerg Schwéngsbauerer sécherlech net an deem Ausmooss profitéiert, hätt de Lëtzebuerg Marché sech net un den däitsche Marché ugeleent. Am Umkehrschluss ass et dann esou, dass an der aktueller Phas de Lëtzebuerg Präis mat dem däitsche Präis op Talfaat ass.

Mir brauche staark Produzentenorganisatiounen, déi sech och net viru Verännerunge verschléissen an an den Dialog mat all den Acteuren vun der Filière souwéi och mam Konsument trieden. Et géllt och den Appell un den nogelagerte Beräich, fir sech de Solidaritéitsgedanke verstärkt zum Prinzip ze maachen.

ad 4. D'Marke nationale orientéiert sech an de groussen Zich um däitsche QS-System, mat e puer Zousatzkrittären. Dëst erkläert ënnert anerem och d'Uleennung un d'Präisser um däitsche Schwéngsmarché, déi d'Produzente viru ville Jore mat de Schluechthaiser selwer definéiert hunn. Dobäi muss ee sech och bewosst sinn, dass konventionell Schwéngfleesch an de „Niedrigsegment“-Beräich fällt. D'Filière (vun de Baueren iwwer d'Schluechthaiser, Transformation bis hin zu de Metzler an de Supermarchéen) huet et selwer an der Hand, fir an Zukunft d'Produktioun (Krittären am Kader vum Laaschtenheft) verstärkt un der Demande vum Marché ze orientéieren. Am Kader vun der neier Agreementsdemarche gëtt de Staat ee finanziellen Ureiz - an déi Acteuren, déi méi streng Oplagen an hire Cahiers des charges verankeren, ginn an Zukunft och méi héich finanziell entloont (bei de Kontrollkäschten a Werbemoosnamen). An dësem Kontext ass et de Labelen och méiglech, fir Études de marché duerchzuführen fir ze kucken, wéi se sech an Zukunft verstärkt um Marché behaapten wëllen a wat de Konsument vun Ufuerderungen huet.

An dësem Kontext géllt och ze beobachten, wat ee potenziell Emdenken um däitsche Marché fir Retombéien op d'Perceptioun an d'Wäertgeet vum Schwéngfleesch hei zu Lëtzebuerg oder och am Allgemenge wäert hunn.

Iwwer Campagné wéi „Vun eise Baueren, frësch fir lech“ oder nach déi rezent Campagne „100 % Marque nationale“ gëtt un de Konsument appelléiert, fir säi Choix méi bewosst a Richtung Regionalitéit ze treffen, wou sech dann och eng positiv Retombée op déi un de Bauer ausbezuelt Präisser erhofft gëtt. Insgesamt gëtt awer och am Kader vum neie Plan strategique gekuckt, fir d'Positioun vum Bauer an der Chaîne alimentaire an Zukunft ze stäerken. Natierlech ass de Ministère a Kontakt mat den diversen Acteuren a riicht en Appell un d'Solidaritéit innerhalb vum Secteur an d'Solidaritéit tëschent dem Produzent a Konsument am Allgemenge.

Question 2552 (16.07.2020) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la **réforme du service Adapto** :

Am Kader vun der Aféierung vum gratis effentlechen Transport mussen d'Clienté vum Adapto och näischt méi fir dës Service bezuelen. Allerdéngs ass gläichzäitig de komplette System vun Adapto reforméiert ginn, engersäits, fir dës méi effikass ze gestalten, an anerersäits, fir Abusen ze reduzéieren.

Et ass eis awer zu Quere komm, dass et um Terrain nach vill Problemer gëtt, souwuel um Niveau vun der interner Organisatioun wéi och am Kontakt mam Client.

Sou géif anscheinend den informatische System, deen d'Faarte koordinéiert a verdeelt, net gutt funktionéieren, an och d'Kommunikatioun tëscht der Zentral an de Chauffere géif net gutt klappen. Dacks géifen och Chauffere vu wäit ewech geschéckt ginn, fir e Client ze féieren an duerno nees geneesou wäit zrëckzuführen.

Eng weider Konsequenz vun der Reform wier, dass, anescht wéi virdrun, de Chauffere de Client an deem seng Besoinen dacks net kennt, wat awer besonnesch bei Leit mat enger Behënnung wichteg ass.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

- Wéi vill Demandé fir eng nei Adapto-Kaart sinn zënter dem 1. März erakomm?

- Gouf entre-temps, wéi an der Chamberskommissioun vum 5. März ugekënnegt, eng Kommissioun geschaf, wou d'Leit Recours alees kënnen, wann hir Demande refuséiert gëtt? Wa jo, wéi vill där Recourse goufe bis elo ageluecht?

- A wéi vill Fäll gouf eng definitiv Kaart accordéiert?

- Ass den Här Minister au courant vun de Suergen a Problemer um Terrain?

- Gouf schonn e Bilan vun der Reform gemaach, bei deem déi betraffe Leit, notament d'Clienten an d'Busentrepreneuren, och gefrot gi sinn? Wa jo, wat war d'Resultat dovunner?

- Wann net, ass dat geplangt? Fir wéini wier dat?

- Ass schonn eng Analys gemaach ginn, ob den aktuelle System méi ressourceneffizient ass wéi den alen, virun allem wat de Käschtpunkt betrëfft?

- Gëtt reegelméisseg eng Analys vun der Performanz an Effizienz vum informatésche System gemaach, fir dësen, wann néideg, ze updaten?

- Schafft de System aktuell ekologesch sénnvoll, soudass onnëtz wäit Trajeten evitéiert ginn? Ass virgesinn, de System an där Hisiicht an Zukunft nach ze verfeinere?

- Wéi vill Mataarbechter schaffen aktuell an der Telefonszentral? Wéi vill nei Mataarbechter goufen zënter dem 1. März 2020 nei agestallt? Ass geplangt, zousätzlech Mataarbechter ze rekrutéieren?

- Mussen déi nei Mataarbechter eng Formation maachen, ier si hir Aarbecht an der Zentral ufänke kënnen?

- Ass virgesinn, eng separat Telefonsverbindung nëmme fir d'Buschaufferen ze schafen, fir d'Kommunikatioun mat der Zentral ze verbessere?

- Huet den Här Minister Statistiken iwwert d'Vespéidung vum de Faarten? Hunn d'Vespéidung mam neie System zougeholl?

- Wéi vill Demandé si beim Ministère erakomm, fir eng Taxisfaart ze rembourséieren, well eppes beim Adapto net geklappt huet an déi concernéiert Persoun en Taxi huet missen huelen?

- Wier den Här Minister bereet, et de Clienten an Zukunft ze erméiglechen, enner gewësse Bedéngungen de selwechte Chauffeur ze halen?

Réponse (21.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dass de Chauffeur de Client an deem seng Besoinen dacks net géif kennen, kann ech net bestätegen, ganz am Géigendeel. Virun der Reform hat weeder mäin Departement nach de Chauffeur Informatiounen iwwert den Handicap vu ville Clienten. Wuel goufen et fréier duerch aus Chaufferen, déi hir regelméisseg Clientèle mat der Zäit kennegeleiert hunn, mee dat hat sech eréischt am Laf vun de Faarten esou erginn. Säit der Reform ass awer d'Datebas vun de Persounen, déi den Adapto dierfe benotzen, vill besser ginn, an d'Informatiounen iwwert d'Besoin vum de Client si vill méi komplett, wat doduerch kënn, dass d'Clienten eng nei Demande gemaach hunn, wou hiren Handicap an hir Besoinen dropstinn. Dobei kënn, dass eebe grad den neien informatésche System et dem Chauffeur erlaabt, op sengem Tablet déi néideg Informatiounen iwwert de Client affichéiert ze kréien.

ad 1. Op Basis vum neie Formular, dee säit dem 27. Januar 2020 disponibel war, si 5.585 Demanden erakomm fir eng nei Adapto-Kaart (Stand 19.08.2020).

ad 2. Sou wéi et an der Chamberskommissioun de 5. März 2020 ugekënnegt gouf (cf. <https://www.chd.lu/wps/portal/public/accueil/Actualite/AlaUne/?current=true&urile=wcm%3Apat h%3Aactualite.public.chd.lu/ST-www.chd.lu/sa-actualites/89ecc2f7-ca87-48fc-808a-5ba9956fb077>), soll eng Kommissioun per Amendement am Kader vum Projet de loi N° 7490 verankert ginn. Domat kéinten déi Leit, déi keng Kaart accordéiert kruten, d'Méiglechkeet kréien, e Recours géint des Entschéidung ze maachen. De Moment ka selbstverständlech all Persoun, déi e „Refus“ krut, och haut schonn un de Minister schreiw, fir do géint virzegoen, an an esou engem Fall gëtt den Dossier natierlech nach emol iwwerpréift.

ad 3. Op Basis vum neie Formular si 4.473 Accorde fir Kaarten erausgaangen. Als zousätzlech Informatioun kann ech soen, dass 5.027 eng Adapto-Kaart hunn (Stand 19.08.2020), vu dass fréier Clienten hir Kaart konnte provisoresch an ouni neie Certificat erneiert kréien duerch déi versprache „Phase transitoire“.

ad 4. Ech weess elo net genee, wat déi honorabel Deputéierten elo prezis menge mat „Suergen a Problemer um Terrain“. Ech si mer bewusst, dass all neie Projet, inklusiv en neien Demanden- a Reservéierungssystem, e gewësent Émgewinnen, Zäit an Erfahrung vun alle Bedeelegte fuerdert, ier alles probleemlos leeft. Den informatésche Gestionsystem funktionéiert entre-temps ganz gutt. Am Ufank kumt et um Terrain, wéi et an der Introductioun vun den honorabelen Deputéierten beschriwwen ass, tatsächlech gelegentlech zu Faarten, wou de Chauffeur e laangen Ufaartsweg hat; do gouf d'Ursaach awer festgestallt a verschidde Parameteren ugepasst. Dëst gouf an Zesammenaarbecht gemaach mat de Busbetriber an dem Fournisseur vum System, mat deenen e reegelméisseg Echange stattfont huet.

ad 5. Ee Bilan am Sënn, dass d'Clienté gefrot gi sinn, gouf net gemach. Et goufen awer Echange an divers Reunione mat de Busentrepreneuren säit der Reform. Leider ass d'Reform, déi offiziell den 2. März a Kraaft getrueden ass, de 16. März komplett beaflosst ginn duerch de Confinement am Kader vum Covid-19, dee jo quasi all d'Gewunnechte vun der gesamter Bevëlkerung op d'Kopp geheit huet. Generell kann ech awer d'Schlussfolgerung zéien, dass d'Majoritéit vun de Clienten den neie System éischer positiv empfindt. Besonnesch déi Persounen mat engem schwéieren Handicap fille sech verstärkt doranner, dass de Service wirklech fir si geduecht ass an net fir déi eeler Persounen, déi fréier duerch de Raster gefall sinn a gefouert goufen, obwuel se och gutt hätte kënnen op den effentlechen Transport zréckgräifen.

ad 6. Wat den Echange mat den Acteuren ueget, stinn ech a meng Servicer selbstverständlech zur Dispositioun. Wéi beschriwwen, goufen et mat de Busbetriber, trotz de schwierge Méint, verschidde Echange, dëst besonnesch, fir hire Feedback ze kréien an d'Erfahrungen auszutauschen. Och ware verschidde Betriber deelweis net zefridden, well se manner Faarten ze fueren haten; dëst läit awer an éischer Linn un de Suite vum Lockdown. Déi Echange haten awer och schonn dat noweisbaart Resultat, dass d'Applikatioun, fir den Adapto ze reservéieren, schonn ugepasst gouf (z. B. méi prezis un d'Bedürfnisser vu Rollstuhlfuerer, d'Accessibilitéit vun der App, ...). E reeglechte Bilan mécht de Moment, nom Lockdown an elo an der Sommervakanz, nach net vill Sënn.

ad 7. Mam Developpeur vun der App gouf eng Analys op d'Effikasitéit gemaach, och wann dat duerch de Lockdown schwierig ass, fir dat mat der Situatioun vu virun ze vergläichen. Et konnt awer zum Beispill festgestallt ginn, dass d'Effikasitéit ëm 21 % an d'Luucht gaangen ass an dass déi eidel gefuere Kilometeren ëm 16 % reduzéiert goufen. An enger éischer Phas sinn och ronn 8 % vun de Faarte regruppéiert ginn. Weider Analyse wäerten nach gemaach ginn.

ad 8. Déi Analys vun der Performanz vum Reservéierungssystem gi reegelméisseg duerchgefouert, wouduerch de System och zu all Moment kann esou optiméiert ginn, dass en nach méi effizient d'Leit regruppéieren an doduerch d'Kilometeren reduzéiere kann. Ech ginn dovunner aus, dass duerch d'Regruppéieren d'Busser méi sénnvoll kënnen genotzt ginn, wat de Clienté méi Méiglechkeete bitt, fir gefouert ze ginn.

ad 9. Et gi momentan plus/minus 206 Tonnen CO₂ pro Joer agespuert, an och dat soll mat der Zäit nach verbessert ginn.

ad 10. Am Callcenter schaffe 16 Persounen, déi an dräi Schichten ageedeelt sinn. De Callcenter funktionéiert téschent 07.00 an 19.00 Auer vu méindes bis samschdes a vun 09.00 bis 16.30 Auer sonndes an um Feierdag. Et ass och geplangt, zousätzlech Leit anzustellen oder d'Effizienzzeiten unzupassen, wann et néideg ass.

ad 11. All Mataarbechter kritt eng Formation vun engem Dag nom System „train the trainer“.

ad 12. Eng separat Telefonsleitung fir d'Buschaufferen ass geplangt a wäert deemnächst en place gesat ginn.

ad 13. Verspéidungen am neie System sinn net weider bekannt. Natierlech huet och den neie System keen Afloss op den normale Berufverkéier oder Stau. De Client soll och d'Méiglechkeet kréien, fir eng Meldung bei Verspéidungen ze kréien.

ad 14. Et si bis elo zwou Demanden erakomm, fir den Taxi rembourséiert ze kréien, woubäi de

Problem awer éischer op ee Mëssverständnis zréckzeféiere war an net op d'Versoe vum System.

ad 15. Momentan ass et net virgesinn, dass eng Persoun ëmmer de selwechte Chauffeur kritt. Dëst géif d'Flexibilitéit an d'Disponibilitéit vun de Bussen aschränken. De System verplangt d'Ressourcen esou, dass manner Kilometeren a méi Leit zesummen transportéiert solle ginn, soudass de Service och méi ekologesch sénnvoll a käschteneffizient ass.

Question 2553 (16.07.2020) de **MM. Marc Goergen** et **Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **traite des êtres humains** :

Rezent huet RTL Télé Lëtzebuerg en Documentaire publizéiert, bei deem et ëm ee presuméierte Fall vu Mënschenhandel an der Éisleker Stiedche Veiane geet. An dësem Fall hu sech d'Affere zu Wuert gemellt. Wéi vill Leit aktuell an änleche Situatiounen stiechen, bleift ongewost.

Aus dem Rapport annuel vun der ITM aus dem Joer 2019 geet betreffend de Mënschenhandel Follgendes ervir:

« En cas de constatation d'indices ou d'infractions dans le cadre de la traite économique, l'ITM établit un procès-verbal et le continue au Ministère public ainsi qu'à la Police grand-ducale qui est l'autorité compétente en matière de traite des êtres humains. »

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, dem Här Aarbechtsminister an der Madamm Justizminister dës Froe stellen:

1. Wéi vill Procès-verballe sinn zanter 2010, opgeléicht no Joer, un de Ministère public an/oder d'Police weidergeleet ginn?

2. Wéi vill vun dese Procès-verballe si „sans suite“ klasséiert ginn?

3. Wéi vill Enquêté betreffend Mënschenhandel konnten am Joer 2019 zu Lëtzebuerg ofgeschloss ginn a wéi vill Zäit ass fir déi eenzel Fäll téscht der éischer Plainte respektiv dem éische Procès-verbal an dem Urteel vergaangen?

4. Ass de legale Kader betreffend de Mënschenhandel an den Ae vun den Dammen an Häre Ministeren nach zäitgeméiss? Ass virgesinn, der ITM méi Moyenen ze ginn, fir géint Fäll vu Mënschenhandel virzegoen?

5. Wéi kann een an den Ae vun den Dammen an Häre Ministeren d'Kommunikatioun téscht de verschidde Instanze verbessere? Wéi kéint een d'Zesummenaarbecht téscht de Verwaltungen optiméieren?

6. Wéi steet den Här Minister zum Fait, dass d'ITM RTL-Informatiounen no deelweis iwwerfuert ass mam Opschaffe vu komplexe Firmekonstrukter an deemno vun de Moyenen hier net à même ass, fir een adequate Suivi vu verschidde Affäre kënnen ze assuréieren?

Réponse commune (14.08.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

D'parlamentaresch Ufro 2553 betrëfft enner anerem den Traitement vun de Procès-verballen, déi ausgestallt gi betreffend de Mënschenhandel a Form vun der Ausbeutung vun der Aarbecht oder Servicer, déi un de Parquet weidergeleet ginn.

D'Infraction vum Mënschenhandel ass am Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal virgesinn, dee Follgendes bestrooft:

« l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine ».

Am Kontext vu Kontrolle kann ee mat enger Rei vun Onreegelméissegkeete konfrontéiert ginn, wéi:

- d'Feele vun engem schrëftlechen Aarbechtskontrakt an/oder d'Feele vun der Affiliatioun an der Sozialversicherung,

- Aarbechtskontrakt, deen eng Pai virgesäit, déi ënnert dem Mindestloun läit an/oder d'Netbezuete vun de Paien, déi geschéllt sinn - doranner abegraff Retenue op der Pai fir verschidde Servicer (lessen, Ennerdaach) oder fir de Schued ze kompenséieren, deen am Kader vun der Ausféierung vum Aarbechtskontrakt geschitt ass (Material, wat futti gaangen ass, Ausgläich vun enger Differenz an der Keess etc.),

- exzessiv Aarbechtszäiten,

- Beschäftegung vun auslänneschen Aarbechter, déi an enger illegaler Situatioun sinn oder déi net déi néideg Aarbechtsrelabnis hunn,

- Beschäftegung vu falsche Selbststännegen oder Zréckgräifen op auslännesch Firmen ouni Handelsmächtigung,

- méi schro Forme vun Ausbeutung, déi doranner bestinn, dass d'Persoun enner kierperlech oder wirtschaftlech Zwang schafft.

Et ass wichteg ze preziséieren, dass den Artikel 382-1 Punkt 2) vum Code pénal net d'Situatioun vun illegaler oder net deklarierter Aarbecht als Mënschenhandel penaliséiert. Den Artikel viséiert d'Ausbeutung vun engem Aarbechter enner Konditiounen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

De Beweis vun dëser Form vun Ausbeutung muss duerch eng Abberzuel vu verschidde Elementer bruecht ginn, ewéi d'Verklavung an d'Erofssetze vun der mënschlecher Persoun duerch en Ugrëff op hire Kierper a Gescht an enger Aart a Weis, déi manifestement contraire ass zur mënschlecher Dignitéit.

Et ass ze bemierken, dass d'Ausbeutung, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit ass, sech net nëmme op materiell Bedéngunge limitéiert (zum Beispill d'Pai), mee sech op all Element vum Statut vum Aarbechter bezitt, géint deen eng Atteinte op d'Dignitéit méiglech ass.

D'Gerichter mussen vu Fall zu Fall beurteilen, ob d'Aarbechten enner esou Bedéngungen duerchgefouert goufen.

Et gi verschidde Elementer, déi a Betruecht gezu kënnen ginn, fir d'Bedéngungen, déi contraire zur mënschlecher Dignitéit sinn, ze etabléieren: wat d'Bezuete ugeet, eng Pai, déi daitlech net am Aklang ass mat enger ganz grousser Unzuel vun Aarbechtsstonnen, déi geleescht goufen, eventuell ouni fräien Dag, oder d'Leeschte vun onbezuete Servicer.

Op alle Fall ass et um Parquet, de Beweis ze erbréngen, dass d'Aarbechtsverhältnis souwéi d'Aarbechtsbedéngunge contraire zur mënschlecher Dignitéit sinn. Dëst huet als Konsequenz, dass d'Poursuite fir Mënschenhandel fir déi schlëmmste Fäll reservéiert sinn, virun allem och am Hiblech op d'Mëttelen, déi musen deployéiert ginn um Niveau vun den Enquêtes an de Poursuitten.

Déi grouss Majoritéit vun de Procès-verballen, déi vun der Police an der Douane ausgestallt ginn, an d'Denonciatiounen vun der ITM am Kader vum Aarbechtsrecht betreffe Verstéiss géint d'Gesetzgebung, déi sech awer net mat Aarbechtsbedéngunge cumuléieren, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn, oder zumindest hunn d'Agenten op der Plaz net genuch Elementer an dës Richtung sammele kënnen.

Et ass ze bemierken, dass déi Irregularitéiten, déi reegelméisseg vun de Beamte festgestallt ginn, net ëmmer Strofdote sinn, oder et si Strofdoten, déi nëmme liicht bestrooft oder schwéier ze bestrofe sinn.

- Keng Affiliatioun

Laut den Informatiounen, déi de Ministère de la Justice vum Parquet krut, betreffen e groussen Deel vun den Dossieren, déi beim Parquet mam Libellé „travail clandestin“ erakommen, Aarbechter, déi ouni Aarbechtskontrakt agestallt goufen, déi net ugemellt sinn an déi schwaarz bezuelt ginn (virun allem am Horeca-Secteur an an der Baubranche).

D'Gesetz gesäit do awer just d'Bestrofe vum Aarbechter vir (Artikel L. 571-1 Paragraf (2) Punkt 2. b) am Code du travail), deen dacks an enger prekärer finanzieller Situatioun ass an doduerch säi Patron net kann oder net wëllt dozou bréngen, fir hien ze regulariséieren, aus Angscht, seng Aarbecht ze verléieren.

- Kee schrëftlechen Aarbechtskontrakt

D'Procès-verballen, déi erakommen, ernimmen och reegelméisseg d'Feele vu schrëftlechen Aarbechtskontrakter. D'Bedéngung vun der Existenz vun engem schrëftlechen Aarbechtskontrakt zum Zäitpunkt vum Untriede vum Déngscht, déi am Artikel L. 121-4 vum Code du travail virgesinn ass, gëtt net stroferechtlich sanktionéiert.

- D'Beschäftegung vun Aarbechter aus Drëtlänner, déi sech an enger irregulärer Situatioun befannen

Den Artikel 144 vum amendéierte Gesetz vum 29. August 2008 iwwert déi fräi Zirkulatioun vu Persounen an Immigration hat eng Prisongstroof vun acht Deeg bis ee Joer an/oder eng Geldstroof vun 251 bis 20.000 Euro virgesi fir de Patron, deen en auslänneschen Aarbechter ugestallt huet, deen entweeder keng Openthaltsgeneemegung fir Salariéieren oder keng Aarbechtsgeneemegung huet.

Op der Basis vun dësem Artikel informéiert de Parquet ons, dass e reegelméisseg Condamnatiounen kritt huet, haaptsächlech géint Patronen aus dem Horeca-Secteur, déi téscht engem an dräi Persounen aus Drëtlänner illegal beschäftegt haten.



D'Gesetz vum 21. Dezember 2012, wat d'Direktiv 2009/52/EG vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 18. Juni 2009 an d'nationaalt Recht ëmsetzt, huet den uewegenannten Artikel 144 abrogéiert.

D'Infraction vum Artikel 144 gouf liicht ëmgeännert an engem neien Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail erëmgeholl, an zwar an deem Sënn, dass den Employeur elo eng Sanction administrative vum 2.500 Euro riskéiert, falls en en Aarbechter aus Drëttland engagéiert, dee keng Openthaltseneemegung huet. D'Aarbechtseneemegung gëtt net méi ernimmt.

Penal Sanktiounen dogéint si just ënnert de folgenden Ëmstänn virgesinn:

1. d'Infraction gëtt ëmmer erëm widderholl,
2. d'Infraction beleeft sech op eng simultan Beschäftegung vum enger weesentlecher Unzuel vum Aarbechter aus Drëttlänner, déi „en séjour irrégulier“ sinn,
3. d'Infraction gëtt vu besonnesch abusiven Aarbechtsbedéngunge begleet,
4. d'Infraction gëtt begaang vum engem Patron, dee weess, dass d'Aarbecht oder d'Servicer vum engem Ressortissant (...) geleescht ginn, deen d'Affär vu Mënschenhandel ass,
5. d'Infraction bezitt sech op d'illegal Beschäftegung vum engem Mannerjäreger.

Et ass ze bemerken, dass dee Changement néideg gouf, fir konform ze si mat den Dispositiounen vum der uewegenannter Direktiv.²¹

D'Jurisprudenz gesäit dat neit Gesetz als „loi plus douce“ un an huet e Bedreiwler vum engem chinesesche Restaurant, deen an eisichter Instanz verurteelt gouf, op Basis vum Artikel 144, am Appell acquittéiert, well och wa bewise war, dass eng Persoun zum Moment vum der Kontroll du irrégulär geschafft huet, net nogewise konnt ginn, dass dat ëmmer erëm de Fall war (Urteel Nr. 482/13 v. vum 15. Oktober 2013).

An engem anere Fall huet d'Jurisprudenz och d'Notioun vum irregulären Openthalt restriktiv interpretéiert, andeems se entscheet huet, dass eng Persoun am onregelméissegem Openthalt, déi vum enger administrativer Toleranz profitéiert, net ënnert d'Bestëmmunge vum Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail fält (Urteel Nr. 762/2013 vum 28. Februar 2013).

Eng Persoun, déi legal zu Lëtzebuerg residéiert, fält net ënnert d'Bestëmmunge vum Artikel L. 572-4 (1) vum Code du travail - déi verschidde Kategorië vum Openthaltseneemengungen, déi am amendéierte Gesetz vum 29. August 2008 virgesi sinn, ginn net berücksichtegt (Urteel Nr. 763/2013 vum 28. Februar 2013 vum Bezirksgericht vum an zu Lëtzebuerg - eng Persoun aus Gambia ouni Aarbechtseneemegung; Urteel Nr. 1816/2013 vum 20. Juni 2013 vum Bezirksgericht vum an zu Lëtzebuerg - eng chinesesche Persoun mat enger spuenescher Openthaltseneemegung, déi e Besuchsrecht fir dräi Méint fir Lëtzebuerg hat).

- Zréckgräifen op Selbststänneger ouni Handelsermächtegung

Den Artikel L. 571-2. vum Code du travail verbitt et, Servicer vum enger Persoun oder engem Grupp vu Persounen ze gebrauche fir d'Ausféierung vu Schwaarzaarbechten (travail clandestin) am Sënn vum Artikel L. 571-1 Paragraf (2) Punkt 1, ënner Berücksichtigung vum den Ausnamen, déi am Artikel L. 571-3 formuléiert sinn, dat heescht d'Benotze vu Persounen oder Firme fir Servicer, fir déi ee keng Handelsermächtegung huet.

Den Artikel L. 571-6 bestrooft d'Verstéiss géint den Artikel L. 571-2 mat enger Geldstrof vum 251 bis 5.000 Euro an, am Fall vum enger Wiederhuelung bannent fënnef Joer, mat enger Prisonsstrof vum aacht Deeg bis sechs Méint an enger Geldstrof vu bis zu zweemol de Maximum, oder nëmmen zu enger vun dese Strofen.

E Maître d'ouvrage, deen Aarbechter oder Firmen ouni Handelsermächtegung beschäftegt, riskéiert eng Geldstrof vu 5.000 Euro, onofhängeg vum Ausmooss vum den Aarbechten an der Unzuel vum de Salariéen.

Laut den Informatiounen, déi mer vum Parquet kruten, konzentréiere sech d'Poursuitten am Beräich vum Aarbechtsrecht op d'Bedéngunge vum der Ausféierung vum de Kontrakter (Bezele vum Mindestloun, Aarbechtszäit, Aarbechtsbedéngungen), wou d'Beweiser vill méi schwéier ze erbréngen sinn an déi sech oft op eng aktiv Kollaboratioun mat de betraffene Persoun baséieren, well et net méiglech ass, d'Employeuren op Basis vum objektive Krittären, déi einfach ze bewiese sinn, ze poursuivéieren, ewéi zum Beispill d'Feele vum Aar-

bechtskontrakter, keng Affiliatioun, keng Aarbechtseneemegung. Déi betraffe Persoun schaffen net ëmmer mat den Autoritéiten zesammen - virausgeholl, si bleiwen am Land während der Enquête an dem méigleche Prozess.

ad 1. Och wann d'ITM eng Missioun vu Preventioun, Sensibilisatioun a Kooperatioun am Beräich vum den Aarbechtsbedéngungen huet, huet se keng Kompetenz am Kader vum Mënschenhandel a Form vum der Ausbeutung vum der Aarbecht oder Servicer.

D'Police, méi speziell d'Section criminalité organiséée vum der Police judiciaire, huet eleng Kompetenz, fir an dëser Matière ze enquêtéieren. Et ass och e weidert spezialiséiert Team vum dëser Sektioon, dat sech ëm d'Identifikatioun vum Affär vum Mënschenhandel an d'Assistenz- a Schutzmoosname këmmert, déi virgesi sinn am amendéierte Gesetz vum 9. Mee 2009 iwwer Hëllef, Schutz a Sécherheet vum den Affär vu Mënschenhandel.

Falls d'ITM am Kader vum hire Missiounen eng Situatioun begéint, déi eventuell d'Konditiounen vum Artikel 382-1 vum Code pénal erfüllt, notifizéiert d'ITM dat dem Parquet (Artikel L-612-1 (1) d) vum Code du travail) an de Parquet wäert den Dossier weiderginn un d'Police, fir weider ze enquêtéieren, wann néideg, assistéiert vum ITM-Inspekteren.

Déi meescht Affäre vu Mënschenhandel, déi an de leschte Jore behandelt goufen, concernéiere Fall vum Proxenetisme, et goufe just dräi Fall viru Geriicht wéinst der Traite économique, an déi Fall hunn all ugefaangen duerch eng Plainte oder Feststellungen duerch a vun der Police.

Leider erlaabt den informatesche System vum der Justizverwaltung et net, fir eng chiffriéiert Antwort op d'Froee kënnen ze ginn.

Laut Informatiounen vum der ITM sinn zwee Dossier, déi Elementer beinhalten, déi op Mënschenhandel hindeiten, un de Parquet weidergeleert ginn 2019/2020, een Dossier ass beim Parquet aus der Stad an deen anere beim Parquet zu Dikrech, woubäi den Dossier an der Stad eisichter en Dossier ass betreffend Onregelméissegkeeten a puncto Code du travail.

ad 2. All Dossier, deen an dësem Kontext bei de Parquet kënn, gëtt analyséiert mam Bezug op de Krittär vum den Aarbechtsbedéngungen, déi contraire zu der mënschlecher Dignitéit sinn.

Wann dese Krittär ginn ass, gi Poursuitten ageleeet, an deem anere Fall ginn, souwäit et méiglech ass, Poursuitten ageleeet wéinst Verstéiss zum Code du travail, insbesonnesch wéinst Verstéiss géint d'Aarbechtszäiten an de Mindestloun.

ad 3. Ee Fall gouf 2019 definitiv ofgeschloss duerch d'Verurteilung vum Täter an zweeter Instanz. Déi Affär hat 2016 ugefaangen duerch eng Plainte vum engem Aarbechter bei der Police.

ad 4. De generelle legale Kader muss ugepasst ginn a weider Sanktiounen musse virgesi ginn, fir eng méi effikass Poursuite géint de Mënschenhandel ze erméiglechen. En interministeriellen Aarbechtsgrupp schafft den Ament dorun.

Wat d'ITM ubelängt: Den aktuelle legale Kader betreffend de Mënschenhandel (Artikel 382-1 (1) point 2) vum Code pénal) erméiglecht et der ITM, den Aspekter vum der Ausbeutung duerch d'Aarbecht oder vum der forcéierter Aarbecht nozegoen an déi diesbezüglech Infractiounen an engem Procès-verbal zréckzebehalen, fir en duerno un de Parquet an d'Police weiderzeleeden.

« Article 382-1 : (1) Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue :

- 1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles ;
- 2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine ;
- 3) de la livrer à la mendicité, d'exploiter sa mendicité ou de la mettre à la disposition d'un mendiant afin qu'il s'en serve pour susciter la commiseration publique ;
- 4) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière ;
- 5) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré. »

Wéi op der Sait 24 vum Rapport annuel vum der ITM aus dem Joer 2019 vermerkt, ass d'Unzuel vum den Aarbechtsinspekteren, déi

um Terrain aktiv sinn, duerch d'Rekrutementen vum de leschte Jore vum 15 Aarbechtsinspekteren am Joer 2016 op 29 Aarbechtsinspekteren am Joer 2019 geklommen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Momentan si 46 Stagiairé bei der ITM beschäftegt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Fir Enn des Joers 2020 klëmmt d'Unzuel vum den Aarbechtsinspekteren, déi um Terrain aktiv sinn, op 61, esoudass vill méi Kontrollen, ënner anerem betreffend de Mënschenhandel, kënnen gemaach ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Och ass ze bemerken, dass all Aarbechtsinspekter eng speziell Formatioun betreffend de Mënschenhandel kritt.

Zanter dem Joer 2015 hu 37 Aarbechtsinspekteren d'Formatioun „La traite des êtres humains“ oder d'Formatioun „Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains“ matgemaach. Dëst sinn am Ganzen 264 Stonne Formatioun betreffend de Mënschenhandel.

ad 5. D'Zesummenaarbecht tëscht de verschiddene concernéierte Verwaltungee leeft gutt, souwouel um strateegesche weï um operationellen Niveau. D'Membere vum der ITM, dem Parquet an der Police gesi sech zum Beispill reegelméisseg am Kader vum Comité de suivi Traite. Par ailleurs, no enger eisichter gemeinsamer Kontroll vum der Police an der ITM am November 2019 goufen den 1. an de 4. Juli 2020 an der Affär vu Veianen, wéi am Communiqué vum 9. Juli 2020 vum Parquet matgedeelt, zwou gemeinsam Perquisitiounen vum der Police a vun der ITM op dräi verschiddene Sitte gläichzäiteg duerchgefouert an d'Enquête ass momentan en cours.

Et ass zurzäit kee Bedarf, fir nei Kommunikatiounsweeër oder aner nei Moyene virzugesinn.

ad 6. D'ITM ass zoustänneg, fir Kontrollen am Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a -gesondheet ze maachen. Fir des Kontrolle kënnen ze maachen ass et egal, wéi eng Firmekonstrukter et ginn, well ëmmer den Employeur vum enger jeeweileger Firma an deene Matière responsabel ass.

Firmekonstrukter fir Steierbedruch kënnen ze maachen ënnerleien net der ITM hire Kompetenzen. Dat selwecht géllt och, wann et den Droit d'établissement betrëfft.

Question 2554 (16.07.2020) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les avantages fiscaux sélectifs accordés par divers pays à des multinationales :

Le 21 octobre 2015, la Commission européenne a décidé que les avantages fiscaux sélectifs accordés à Fiat par le Luxembourg seraient à considérer comme illégaux au regard des règles de l'Union européenne (UE) en matière d'aides d'État. Le même jour, la Commission européenne a adopté une décision similaire vis-à-vis de prétendues aides d'État illégales accordées par les Pays-Bas à Starbucks.

Auparavant, la Commission européenne avait déjà ouvert des enquêtes approfondies en matière d'aides d'État accordées par l'Irlande à Apple, par le Luxembourg à Amazon et en raison d'un régime fiscal belge.

Hier, le Tribunal de l'Union européenne a toutefois annulé la décision de la Commission européenne qui assimilait les rulings accordés par l'Irlande à Apple à des aides d'État illégales.

À noter que le 24 septembre 2019, le Tribunal de l'Union européenne avait déjà annulé la décision de la Commission européenne relative à la mesure d'aide mise en œuvre par les Pays-Bas en faveur de Starbucks.

La même juridiction avait à l'époque toutefois considéré que la décision anticipative des autorités fiscales luxembourgeoises en faveur de Fiat constituerait une aide d'État illégale. À cet égard, un communiqué du Ministère des Finances précisait que « le Luxembourg prend note de l'arrêt rendu aujourd'hui par le Tribunal de l'Union européenne dans l'affaire Fiat Finance and Trade. Le Luxembourg analysera l'arrêt avec toute la diligence requise et réserve tous ses droits. »

En ce qui concerne l'affaire des prétendues aides d'État illégales accordées à Amazon, un communiqué de presse du Ministère des Finances du 15 décembre 2017 annonçait que le Luxembourg allait faire appel de la décision de la Commission européenne.

Depuis, aucune information n'a été communiquée au sujet des deux affaires par les autorités gouvernementales luxembourgeoises.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir son appréciation de l'arrêt récent des juridictions européennes dans l'affaire opposant Apple à la Commission européenne ? Cet arrêt aura-t-il un impact sur les recours initiés du côté luxembourgeois ?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations actualisées quant aux recours initiés par le Luxembourg dans l'affaire le concernant du moins indirectement ?

- Monsieur le Ministre peut-il me livrer son appréciation quant à la palette de mesures présentées hier par la Commission européenne visant à assurer une concurrence fiscale loyale entre États de l'UE et à mettre fin aux abus fiscaux existants ?

Réponse (24.07.2020) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir une appréciation de l'arrêt rendu le 15 juillet 2020 par le Tribunal de l'Union européenne dans les affaires jointes T-778/16 et T-892/16 relatif à la décision de la Commission européenne concernant l'aide d'État octroyée par l'Irlande à Apple. Le Ministère des Finances est en train d'analyser cet arrêt en détail. On peut toutefois noter d'ores et déjà que le tribunal, en ce qui concerne les questions de principe relatives au droit des aides d'État, a, de manière générale, suivi les mêmes conclusions que celles déjà retenues dans ses arrêts Fiat et Starbucks du 24 septembre 2019. Le tribunal a toutefois annulé la décision contestée dans la mesure où il a estimé que la Commission européenne n'a pas démontré à suffisance l'existence d'un avantage au sens de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Si les affaires, dans lesquelles la Commission européenne a considéré certaines décisions fiscales anticipées comme constitutives d'une aide d'État, peuvent présenter, le cas échéant, certaines caractéristiques communes, il n'en reste pas moins que chaque affaire a des spécificités qui lui sont particulières, de sorte qu'il est délicat de vouloir tirer de l'arrêt Apple des conclusions sur l'issue potentielle d'autres affaires juridictionnelles en cours devant les juridictions européennes.

En ce qui concerne la deuxième question soulevée par l'honorable Député, il convient de noter que le Luxembourg n'a pas introduit de pourvoi devant la Cour de justice de l'Union européenne contre l'arrêt rendu par le tribunal du 24 septembre 2019 dans l'affaire Fiat Finance and Trade. La décision d'aide d'État de la Commission européenne du 21 octobre 2015 n'est toutefois pas encore devenue définitive dans la mesure où des pourvois contre l'arrêt précité du tribunal ont été introduits par d'autres parties à l'instance. En ce qui concerne la procédure juridictionnelle relative à la décision de la Commission européenne dans l'affaire Amazon, une audience a eu lieu les 5 et 6 mars 2020 devant le tribunal. La date de l'arrêt du tribunal n'est cependant pas encore connue.

Le paquet fiscal présenté le 15 juillet 2020 par la Commission européenne est constitué de trois initiatives distinctes :

- un plan d'action sur la fiscalité, qui présente 25 actions distinctes visant à rendre le cadre fiscal européen plus simple, plus équitable et mieux adaptée à l'économie moderne ;

- une proposition de directive visant à modifier la directive relative à la coopération administrative ;

- une communication sur la bonne gouvernance fiscale.

S'agissant d'une palette de mesures très large, les différentes propositions incluses dans ce paquet seront discutées dans les mois à venir dans les enceintes respectivement compétentes. Si le Luxembourg appuie l'idée d'une fiscalité équitable au niveau européen et y contribue activement, la suggestion de la Commission européenne d'avoir, le cas échéant, re-

²¹ PDL 6404 - Avis du Conseil d'État



cours à l'article 116 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans le domaine de la fiscalité n'est cependant pas soutenue.

Question 2555 (16.07.2020) de **Mmes Françoise Hetto-Gaasch** et **Martine Hansen** (CSV) concernant le **transport scolaire** :

Sowohl die Gewerkschaften SPEBS/CGFP und APCCA/OGB-L als auch mehrere besorgte Eltern fordern seit längerem Begleitpersonal in den Schulbussen der Kompetenzzentren. Mehrere Kinder sind durch ihre Erkrankungen (z. B. epileptische Anfälle, Trisomie 21 usw.) auch auf dem Transportweg auf eine geschulte Begleitperson angewiesen, die im Notfall weiß, was zu tun ist. Uns wurde von mehreren Zwischenfällen berichtet, in denen Kinder Anfälle während der Fahrt erlitten. Ein betroffener Junge musste sogar auf die Intensivstation eines Krankenhauses gebracht werden. Die Busfahrer selbst bekommen diese Zwischenfälle nicht immer mit beziehungsweise sind kein geschultes Personal und kennen oft nicht die Krankengeschichte der Kinder. Sie alleine können diese Verantwortung nicht tragen.

Unseren Informationen nach spielen sich das Transportministerium, das Bildungsministerium und das Familienministerium den Ball gegenseitig zu und kommen zu keiner Einigung, was die Zuständigkeit anbelangt.

Angesichts der Problematik möchten wir folgende Fragen an die Frau Familienministerin, den Herrn Bildungsminister und den Herrn Transportminister stellen:

1. Sehen die betroffenen Ministerien keine Notwendigkeit, Begleitpersonal für die Spezialbusdienste zur Verfügung zu stellen? Was sind die Gründe?
2. Wann soll speziell geschultes Begleitpersonal in den betroffenen Bussen eingesetzt werden?
3. Gedenken die drei betroffenen Ministerien, sich in dieser Problematik zu einigen, um eine Lösung bis zur kommenden Schulreife 2020/2021 vorzulegen?

Réponse commune (14.08.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Ob Begleitpersonal in den CAPABS-Schulbussen, in denen die Kinder in die Kompetenzzentren gefahren werden, mitfahren muss, das von einer staatlichen Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, ist eine Frage, die sich nicht pauschal beantworten lässt.

Abhängig vom Gesundheitszustand, von der Behinderung und dem Grad der Selbständigkeit des Kindes fällt die Antwort anders aus. Sicherlich ist es jedoch nicht Aufgabe des Busfahrers, die Kinder medizinisch zu überwachen. Bei schwer verhaltensauffälligen Kindern ist es dem Busfahrer auch nicht möglich, die Kinder permanent im Auge zu behalten.

Das Ministerium für Mobilität und öffentliche Arbeiten bietet den Busfahrern eine eintägige Grundausbildung. Diese beinhaltet einen theoretischen Teil (Einblick in die verschiedenen Arten der Behinderung) sowie einen praxisorientierten Teil (Umgang mit dem Rollstuhl sowie Sicherung, Umgang mit blinden Personen). Das Augenmerk des Fahrers muss selbstverständlich immer auf die Straße gerichtet sein. Die Kompetenzzentren bieten ebenfalls den Fahrern eine spezifische Ausbildung und Beratung an.

Bei akutem Bedarf können punktuell Mitarbeiter eines Kompetenzzentrums oder eines Unterstützungsteams für Kinder mit besonderem Förderbedarf (ESEB) einen Schüler beim Transport begleiten.

Bei schwerwiegendem medizinischem Befund ermöglicht das Bildungsministerium den Eltern/Erziehungsberechtigten es, ihre Kinder persönlich zur Schule zu bringen und sie dort abzuholen. Das Ministerium erstattet in diesen Fällen die anfallenden Unkosten.

ad 2. Die meisten Kinder, die den Spezialbusdienst CAPABS in Anspruch nehmen, brauchen keine Begleitperson. Oft reicht es aus, dass das Kind am Zielort beim Bus in Empfang genommen wird. Dies wird dadurch gewährleistet, dass alle Beteiligten - Personal der Schulen, Kompetenzzentren und gegebenenfalls der Betreuungstrukturen, Eltern/Erziehungsberechtig-

tigte und Busunternehmen - sich absprechen sowie dass die Transportverträge, die das MMTP mit den Busbetreibern abgeschlossen hat, den Empfang durch das Personal der angefahrenen Struktur respektiv der Eltern verbindlich vorschreiben und auch finanziell übernehmen („prise en charge“ am Ankunftsort).

ad 3. Um festzustellen, ob und bei welchen Fahrten Begleitpersonal notwendig ist, wird sich im Herbst eine Arbeitsgruppe, die zusammengestellt ist aus Vertretern des Transportministeriums, des Bildungsministeriums und des Familienministeriums, des Themas annehmen.

Question 2558 (16.07.2020) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée** :

En effet, le président Erdoğan vient d'annoncer que l'ex-basilique byzantine de l'ancienne Constantinople serait ouverte en tant que mosquée à partir du 24 juillet, rampant ainsi le fragile équilibre sociétal depuis la transformation par le premier président de la Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, de l'œuvre architecturale majeure construite au VI^e siècle par les Byzantins en musée en 1934. Plusieurs pays, notamment la Russie et la Grèce, mais aussi les États-Unis et la France, avaient mis en garde Ankara contre la transformation. Le président Erdoğan a, quant à lui, rejeté en bloc les condamnations internationales.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il me dire son interprétation de la précitée transformation de la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuelles réactions du Luxembourg à ce sujet aux niveaux bilatéral, européen et international ?
- 3) Monsieur le Ministre peut-il, dans ce contexte, me dire son appréciation de l'état actuel des négociations d'adhésion avec Ankara ?

Réponse (27.07.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) La décision des autorités turques de modifier le statut de musée de la basilique Sainte-Sophie à Istanbul et de la placer sous l'autorité de la direction des affaires religieuses n'est pas de nature à promouvoir le dialogue interculturel, la compréhension mutuelle et la tolérance et porte en tant que telle atteinte à l'Alliance des civilisations des Nations Unies, établie en 2005 sur initiative de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, et coparrainée par les Gouvernements turc et espagnol.

ad 2) Le Luxembourg a publiquement déploré cette décision des autorités turques à l'occasion du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne du 13 juillet dernier. Ce sujet est également évoqué dans nos contacts bilatéraux avec les autorités turques.

ad 3) Au vu de la situation actuelle, des avancées dans le cadre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE ne sont pour l'instant pas possibles.

Question 2560 (17.07.2020) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** (DP) concernant la **location d'un lot de chasse par le Lycée technique agricole** :

En vertu de l'article 35 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, « Pour des raisons d'intérêt général [...], l'État et les communes peuvent prendre en location en leur nom et à leurs frais un ou plusieurs lots de chasse dont l'exploitation sera réglée par le ministre, respectivement par le collège des bourgmestre et échevins. »

Il me revient que l'État, et notamment le Lycée technique agricole envisagent de se porter locataires de certains lots de chasse à partir du 1^{er} avril 2021. Le lycée envisagerait notamment de se porter locataire du lot numéro 181 actuel (208 suivant la nouvelle répartition des lots de chasse).

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- 1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer que l'État a bien cette intention ?

2) Quel est « l'intérêt général » invoqué à la base de cette ou ces prise(s) en location ?

3) Est-ce que l'intention de l'État sera rendue publique avant les adjudications publiques ?

4) L'État participe-t-il aux opérations d'adjudication afin de fixer le prix de relaiement ou ce dernier sera-t-il fixé par négociation avec le collège des syndicats concernés ?

Réponse commune (20.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Il est vrai qu'une demande de la part du Lycée technique agricole a été introduite auprès du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en vue de la location par l'État du lot de chasse n° 208 pour la période du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2030.

Cependant, les motifs indiqués (besoins pédagogiques) ne suffisent pas pour remplir la condition de l'intérêt général telle que prévue par les auteurs de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse. C'est pourquoi cette demande a été avisée négativement par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Dans ce contexte, les travaux parlementaires renseignent sur l'intérêt général de l'État en vue de prendre en location un lot de chasse selon l'article 35 de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse suivant : « Pour des raisons d'intérêt général, et par dérogation aux dispositions de l'article 34, l'État et les communes peuvent prendre en location en leur nom et à leurs frais un ou plusieurs lots de chasse dont l'exploitation sera réglée par le ministre, respectivement par le collège des bourgmestre et échevins. »

Les travaux parlementaires du projet de loi 5888 relatif à la chasse soulignent à maintes reprises le caractère exceptionnel de la location d'un lot de chasse par une commune ou par l'État, et donnent les exemples suivants qui permettent de faire usage de l'article 35 :

- la sécurité publique ;
- la proximité immédiate d'une agglomération ;
- les lots de chasse sensibles comprenant un aéroport, une gare de triage, une ceinture d'autoroute, etc.

Le but de cet article est donc de permettre à l'État et aux communes d'éviter des conflits potentiels entre particuliers et chasseurs en prenant en location des lots de chasse sensibles et en réglant eux-mêmes l'exercice de la chasse.

Question 2561 (17.07.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **piste d'atterrissage de l'Aéroport de Luxembourg** :

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1273 vum 1. Oktober 2019 hat de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte geäntwert, datt d'Pistenerneuerung um Findel fir d'Fréijoer 2021 virgesi wär a ronn zwee Joer dauere wäert.

Iwwert déi zwee Joer wäert all Nuecht am Fréijoer bis an den Hierscht eran téschent 23.00 a 6.00 Auer d'Landepist um Findel zoumaachen, fir datt d'Pist da Meter fir Meter kann erneiert ginn. Dës Schléissung ass néideg, well um Findel jo nëmmen eng Pist existéiert, déi am Normalbetrieb ab 6.00 Auer erëm muss disponibel sinn.

Während der Coronakrisis ass vun Normalbetrieb um Findel allerdéngs net ze schwätze gewiescht. Wéinst de Grenzschréissungen uechter Europa ass de Passagéierverkéier um Findel zum Stéllstand komm.

Nieft den Aktivitéiten am Cargoberäich goufen et just nach vereenzelt Trainingsflüch, medezinesch Evakuierungen vu Persounen mat Gesundheitsproblemer a Staatsflüch, bei deene kee Cargo op- oder ofgeluede gouf, wéi de Minister eis op eis Fro N° 2272 geäntwert hat.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Firwat huet lux-Airport während dëser dach roueger Period um Findel net schonns mat der Pistenerneuerung ugefaangen, wéssend datt d'Erneuerung ronn zwee Joer an Usproch hält, et alternativ Landepisten an der Groussregioun ginn an een esou schonns e puer Méint hatt kënne mat der Erneuerung weiderkommen?
2. Wéi vill Fluchbeweegung goufen et am Duerchschnëtt pro Dag um Findel:
 - virum Ufank vum Ausnamezoustand?
 - während dem Ausnamezoustand?
 - nom Ausnamezoustand?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'Erneuerung vun der Pist um Fluchhafen ass e komplexe Schantjen, dee keng Improvisatioun erlaabt. Et ginn eng ganz Rei Marchéen, déi och op europäeschem Niveau mussen ausgeschriwwen ginn. Dës Prozedur (am Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics) gesäit prezis Delaie vir, déi agehale gi mussen. Et ass also onméiglech, dës ze ëmgoen, fir eventuell méi séier mam Schantje virunzoukommen, och net aus Grënn vum Covid.

D'Zuele pro Dag leien eis net vir, mee op der Websäit vun der ANA sinn d'Statistiken vun deene leschte Méint zougänglech fir jiddereen. Et gesäit een do, datt d'Zuelen am Mäerz ugefaangen hunn erofgezoen - vu 6.278 Fluchbeweegungen fir 2019 op 3.985 fir 2020. Dat aggravéiert sech am Abrëll an am Mee, wou een nëmmen nach 1.148 an 1.727 Mouvementer huet pro Mount.

Question 2562 (17.07.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant le **Conseil national pour étrangers** :

L'article 29 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers, ainsi que leur répartition par nationalités dicte que : « Art. 29. En cas de démission, de décès ou d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise par des représentants effectifs et suppléants ainsi proposés et sous réserve de nomination par le ministre compétent, les candidats venant après ceux qui ont été désignés membres effectifs et membres suppléants, sont appelés, suivant le rang des voix obtenues, à prendre la place des membres défunts, jusqu'à épuisement des candidatures. En cas d'épuisement d'icelles, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 26. Les membres ainsi nommés achèveront le mandat de leur prédécesseur. »

Dans une lettre du 30 juin 2020 adressée à l'attention des représentants des associations électriques du Conseil national pour étrangers (CNE), Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les prie de bien vouloir transmettre par écrit leurs propositions de candidats pour un membre effectif et quatre membres suppléants.

Ainsi, cette lettre semble indiquer que les candidatures du scrutin initial sont complètement épuisées et qu'une procédure de remplacement suivant l'article 26 est entamée. Cet article prévoit que le ministre, après avoir consulté les associations d'étrangers ayant participé au vote et sur leur proposition, nomme les représentants manquants.

Ce même courrier du 30 juin 2020 remercie les associations de leur réponse à la suite de l'appel d'actualisation des données des associations électriques du CNE qui avait été lancé en février 2020.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- 1) Pouvez-vous me confirmer que les listes auxquelles se rapporte le courrier du 30 juin sont bien complètement épuisées et qu'une procédure de nomination suivant l'article 26 est bien en cours ?
- 2) Madame la Ministre peut-elle me faire part des résultats de l'appel d'actualisation des données des associations électriques du CNE en me faisant parvenir la liste des associations avant l'actualisation et la liste des associations après l'actualisation ?
- 3) Est-ce que des associations nouvellement ajoutées à la liste des associations électriques et qui n'ont pas participé au scrutin qui a mis en place le CNE actuel ont également été invitées par courrier à proposer des candidats pour les sièges manquants ? Dans l'affirmative, est-ce que cela est compatible avec la base légale du CNE ?

Réponse (12.08.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) Une nomination suivant l'article 26 du règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 portant détermination des modalités de désignation des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers est en cours. Les associations électriques ont été saisies par courrier du 30 juin 2020.

ad 2) 75 associations ont été contactées par courrier ou par courrier les 14 et 26 février 2020. 27 de ces 75 associations ont répondu et ont transmis les documents demandés ; ces as-



sociations ont été invitées à proposer des membres effectifs et suppléants par courrier du 30 juin 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Depuis la réunion plénière constituante de l'actuel CNE, une seule nouvelle association a fait une demande afin de faire partie de la liste des associations électriques. Cette demande a été faite le 23 juillet 2020 ; par conséquent, cette association n'a pas été invitée à participer à la désignation de membres effectifs et suppléants.

Question 2564 (17.07.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le nombre de tests de dépistage de la Covid-19 positifs dans le canton d'Esch-sur-Alzette :

De Moment lafe jo flächendeckend Covidtester am ganze Land. E Mëttwoch gouf eng Grafik publizéiert no Kantonen. Do fällt op, datt de Kanton Esch mat 329 positiven Tester un der Spëtzt vum Land läit. Ech hat en Donneschdeg der Madamm Minister beim Coronagesetz heizuou spezifesch Froe gestallt wourobber ech keng Antwort krut.

An dësem Kontext stellen ech der Madamm Gesondheetsminister gär folgend Froen zu de positiven Tester am Kanton Esch:

1. Dës positiv Tester, am Kanton Esch, sinn dës generell verstreut?
2. Wann net, sinn déi dann op ominéis Infektionsclustere zréckzuféieren?

Réponse (06.08.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1. D'Leit, déi positiv am Kanton Esch getest goufen, sinn net gläichméisseg iwwert dëse Kanton verdeelt. D'Veerdeelung vun de Neinfektione an de Gemengen aus dem Kanton Esch variéieren, jee no Gemeng, tëscht 0 an 79 Fäll während der Period vum 22. Juni bis den 12. Juli. Dëst geet aus der Kaart vun den Gemengen an annexe ervir.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Donnéeën, déi fir déi geografesch Analys presentéiert goufen (Presentatioun no Kanton), bezéie sech op d'Adresse vun den infizéierte Leit. Et existéieren tatsächlech am Kanton Esch entspréchend Clustere, déi sech op de Wunnsätz vun de Leit bezéien (zum Beispill Familljenhaiser, Cohabitatiounen). Auer Zorte vun Clustere (wéi zum Besipill Entreprises) regroupéiere Leit, déi a verschidde Lokalitéite wunnen, a kënnen net mat den Zuele vum Kanton verglach ginn.

Question 2567 (20.07.2020) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le lac de barrage d'Esch-sur-Sûre :

Duerch déi ablécklech Entwécklung vun den Infektionszuele vum Covid-19 an déi doduerch bedéngte Reesrestriktione gëtt d'„Vakanz doheim“ fir ëmmer méi Leit eng Realitéit.

Scho während de leschte Wochen a Méint hu vill Leit hire Wee op d'Baggerweieren oder op de Stauséi fonnt. Eleng iwwert de Päischtweekend solle ronn 7.000 Leit zu Esch/Sauer gewiescht sinn, fir do mat der Famill oder Kollegen den Dag ze verbréngen.

Allerdéngs héiert een awer och ëmmer nees, dass ronderëm dës öffentlech zougänglech Séien a Weieren dacks Verbuetschëlde a Späre verreckelt, zerrappt oder einfach vun de Visiteuren ignoréiert ginn.

Et ass evident, datt d'Netrespektéiere vun de Consigne a Verbuetschëlde eng Partie Geore mat sech bréngt. Wann dës beléifte Plazen nämlech iwwerfüllt sinn, klëmmt net nëmmen de Risiko, sech mam Covid-19 unzestiechen, mee och d'Gefor, déi vum Waasser ausgeet.

D'„Deutsche Lebensrettungsgesellschaft“ (DLRG) huet an deem Kontext virdu gewarnt, datt et dës Saison - wéinst der Covid-bedéngter „Vakanz doheim“ - zu méi Accidenter an öffentleche Gewässer kënnt. Och d'Base de sauvetage aquatique huet op de Sécherheitsrisiko opmierksam gemaach.

Eisen Informatiounen no si säit dem 15. Mee zwar Permanenzen en place, allerdéngs ass den Effectif vun dësen Ekippen net ganz grouss an d'Kontrolle sinn och just während dem Weekend

an iwwert Feierdeeg vu moies 9.00 Auer bis owes 19.00 Auer.

An deem Kader wollte mir der Madamm Innenminister an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Rettungsasätz goufen et iwwert déi lescht fënnf Joer um Stauséi an op de Baggerweieren? Wéi vill Leit sinn am nämlechten Zäitraum an dëse Gewässer erdrong?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt den aktuellen Dispositif vun der Base de sauvetage aquatique den Ament duergeet? Kann d'Madamm Minister eis weider Informatiounen iwwert d'Organisatioun vun der Surveillance um a ronderëm d'Waasser ginn?

3. Deelt d'Madamm Minister d'Aschätzung vun der DLRG, datt wéinst den aktuelle Reesrestriktione d'Visiteurszuel op den öffentleche Gewässer klamme wäert?

4. Ass et geplangt, fir d'Surveillance um Stauséi an op de Baggerweieren deemtsprechend unzepassen?

5. Ass während der Summerméint och eng Surveillance während der Woch geplangt? Wann nee, wat schwätzt dogéint?

6. A leschter Zäit geet och ëmmer nees vun „nächtliche Privatpartien“ op deene Sitte rieds. Wäert d'Police hir Kontrollen an nächster Zäit op deene Plaze verstärken?

7. Gëtt en Erwägung gezunn, den Accès fir d'Visiteuren op dës Sitten ab enger bestëmmter Dageszäit ze verbidden?

Réponse commune (26.08.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1. Säit 2014 sinn um Stauséi 10 Persoune vun de Rettungsdéngschter gerett ginn (Sauvetage de personnes). 8 Persoune si während där Period erdrong (Noyade).

Am gläichen Zäitraum sinn op de Baggerweieren zu Rémerschen 3 Persoune erdrong, während 1 Persoun vun den Hëllefdeéngschter vum CGDIS gerett konnt ginn.

Et ass ervirzehiewen, dass iwwert déi fënnf lescht Jore um Stauséi 1 Persoun gerett gouf a 4 Persoune erdrong si während den Zäiten, wou de Poste de secours a Betrib war. Ausserhalb vun dësen Zäiten (entweeder ausserhalb vun der Saison oder tëscht 19.00 Auer owes an 9.00 Auer moies) sinn 9 Persoune gerett ginn a 4 Persoune erdrong.

Net opgezielt sinn d'Sich no vermësste Persoune (Recherche de personnes) souwéi alldeeglech Eischt-Hëllef-Moosnamen, déi um Poste de secours um Stauséi gemaach goufen.

ad 2. D'Missiounen an d'Organisatioun vum Poste de secours sinn duerch de « règlement grand-ducal modifié du 19 mars 1979 instituant près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre un poste de premiers secours qui fonctionne pendant la saison touristique allant du 15 mai au 15 septembre » gereegelt.

Opground vum Artikel 2 huet de Poste de secours folgend Missiounen:

« - exercer un rôle de prévention sur et aux abords des eaux du lac notamment à l'occasion de manifestations sportives aquatiques ;

- porter secours aux victimes d'accidents sur et aux abords des eaux du lac ;

- signaler au central téléphonique de secours d'urgence les pollutions éventuelles des eaux du lac ».

De Poste de secours ass während der Saison (vum 15. Mee bis de 15. September) all Weekend an all Feierdeeg vun 9.00 Auer moies bis 19.00 Auer owes mat mindestens dräi Rettungstaucher besat, déi d'Missioun hunn, bei engem Noutfall um Séi oder op de Plagë bannent engem kuerzen Delai ze intervenéieren.

Dës Permanence assuréiere Rettungstaucher, well de Stauséi op ville Plaze relativ séier déif gëtt a well um Stauséi och vill Hobbytaucher am Waasser sinn. D'Rettung vu Persoune, déi erdrénken, erfuerdert an alle Fäll den Asaz vun Taucher. D'Ausbildung zum Rettungsschwëmmer erlaabt nëmmen, bis op gewëssen Déiften ze intervenéieren.

D'Alarmierung vum Poste de secours geschitt iwwert den CSU-112 am Fall vun engem Noutfall op den 112, duerch Zeien, déi e Virfall beim Poste mellen, Patienten, déi direkt bei de Poste de secours kommen, oder an deene Fäll, wou d'Rettungstaucher selwer op en Incident opmierksam ginn.

D'Presenz vum CGDIS um Stauséi erfëllt virun allem den Zweck, fir am Noutfall séier kënnen ze intervenéieren, net awer fir eng Surveillance vun alle Persoune am a ronderëm d'Waasser ze maachen, wat souwisou wéint der Topografie an der Längt vum Stauséi net méiglech wier.

ad 3. Déi lescht Woche ware wéinst dem gudden Wieder relativ vill Leit um Stauséi, awer och net méi wéi an der Vergaangenheet ausserhalb vun der Pandemie. Et ass dervun auszugeen, dass och bis zum Enn vun der Saison bei guddem Wieder vill Leit op de Stauséi wäerte fueren.

ad 4. + 5. De CGDIS konnt d'Asätz während de leschte Weekender - wéi och an der Vergaangenheet - mam Dispositif vu mindestens dräi RettungstaucherInnen bewältegen. Dësen Dispositif wäert awer eropgesat ginn, wann de Besoin besteet respektiv wann d'Asätz an d'Luucht ginn.

De Groupe de sauvetage aquatique, dee reng aus Fräiwëllege besteet, wäert a Funktioun vun der Disponibilitéit vu senger Memberen, falls d'Situatioun et erfuerdert, de Poste de secours um Stauséi während der Saison och zäitweis an der Woch besetzen. Déi uewe genannten Zuele weisen, dass an der Vergaangenheet Persoune och vum Groupe de sauvetage aquatique gerett konnt ginn, wa keng Permanence vun hinnen op der Plaz war. Sollt awer punktuell festgestallt ginn, dass dëst Joer wéinst der aussergewöhnlecher Situatioun e starken Undrang besteet, kann de CGDIS kuerzfristeg reagéieren. De Groupe de sauvetage aquatique vum CGDIS ass esou organiséiert, dass e bei Noutfall am Waasser iwwerall am Land esou séier wéi méiglech kann intervenéieren. Generell ass drop hinzuweisen, dass d'Schwammen am Stauséi, onofhängeg dervun, ob de Poste de secours besat ass oder net, op eege Gefor geschitt.

D'Surveillance vun de Baggerweieren zu Rémerschen fällt ënnert d'Responsabilitéit vun der Gemeng Schengen.

De Bedreiw vum Site huet en neit Sécherheitskonzept op d'Bee gestallt, wou an Zesummenaarbecht mat enger externer Firma e „Plan de sécurité de l'espace Erlefnis Baggerweieren“ emgesat gëtt. Dëst Konzept gesäit zum Beispill vir, dass d'Visiteurszuel op maximal 2.000 Leit pro Dag ka begrenzt ginn. Hei ass och virgesinn, dass d'Police e Passe-partout kritt, fir op schnellstem Wee iwwerall eranzekommen, wou en Accès zum Site duerch eng zougeseuerte Paart besteet.

Des Weidere gëtt de Site vun de Baggerweiere reegelméisseg vun der Police ugefuehrt, a speziell op deene Plazen, wou d'Gefor besteet, dass d'Leit sech do en illegalen Zougang verschafen (iwwert den Drot klammen, den Drot futti maachen, asw.). Dës Iwwerpräiwunge fannen daags- an nuetsiwwer statt, souwuel während der Woch wéi och um Weekend. Op Ufro vun Drëttpersoune, déi verdächtig Mouvementer oder Leit mellen, déi sech ausserhalb vun den normalen Öffnungszäiten um Site ophalen, kann d'Police och intervenéieren.

De Stauséi gëtt och reegelméisseg vun der Police ugefuehrt. Hei ass et sou, dass d'Policerogion Norden en Dispositif opgestallt huet, deen a Funktioun vun de Wiederkonditiounen déi territorial kompetent Unitéite punktuell verstärkt, fir d'öffentlech Uerdnung ze garantéieren. Hei geet et virun allem dorëms, Verkéiersproblemer ze vermeiden an d'Anhale vun de verschidde legale Dispositiounen (Waasserschutz, Émweltschutz, Gemengereglementer, Covid-19-Dispositiounen etc.) ze kontrolléieren. Des Weidere gi reegelméisseg um Weekend bei summerleche Wiederkonditiounen grësser Kontrollen, zum Deel och mam Asaz vun Drogenhënn, duerchgefuehrt.

D'Police schafft an enger Zesummenaarbecht mat de lokale Autoritéiten. Sou si verschidde Mesuren, déi vun de Gemengen en place gesat goufen, komplementär zu de Policedispositiver (infrastrukturell Mesuren, fir d'Stationéieren op verbuedene Plazen ze verhënneren, Barriär bei den Accésen zu de Parkingen, Reservatiounssystem, fir d'Zuel vun de Visiteuren ze begrenzen, Sécherheetspersonal vun enger privater Sécherheitsfirma während de Weekender etc.).

Fäll vu Ruhestörung nuets um Stauséi ginn der Police oft réischt den Dag duerno gemellt. No Récksprooch mat de Gemengenauctoritéiten ass duerfir decidéiert ginn, d'Parkinge vun de Stauséiplagë vun 23.00 Auer bis 7.00 Auer zouzemaachen. D'Police firt och verstärkt Patroulle ronderëm de Stauséi nuets, wann d'Wiederkonditiounen summerlech sinn.

ad 6. Illegal Privatpartie ginn am Kader vun de reegelméisseg Policepatroullen, wéi bei der Fro 4 beschriwwen, kontrolléiert.

ad 7. Den Accès zu de Baggerweieren ass strikt gereegelt an nëmmen zu bestëmmten Dageszäiten op spezifesche Plaze méiglech. Am Fall vun Tëschefällen verfiert d'Police, esou wéi bei der Fro 4 beschriwwen.

Wat de Stauséi ubelaangt, gëtt et kee Reglement, wat den Accès zu de Plagë verbitt.

Question 2569 (21.07.2020) de MM. Guy Arendt et Gusty Graas (DP) concernant les assemblées générales des syndicats de chasse :

La loi du 3 avril 2020 portant modification de la loi modifiée du 25 mai 2011 relative à la chasse a reporté jusqu'au 31 août 2020 le délai ultime avant lequel les assemblées générales des propriétaires des fonds non bâtis et non tirés d'un syndicat de chasse devront être tenues. Les dernières assemblées générales se tiendront finalement entre le 10 août et le 21 août 2020 à Diekirch dans les locaux de l'Administration de la nature et des forêts. Les nouveaux syndicats débiteront leurs fonctions le 1^{er} septembre 2020, date à partir de laquelle ils pourront annoncer les dates pour les adjudications des droits de chasse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Vu les mesures sanitaires liées à l'épidémie Covid-19, comment l'Administration entend-elle organiser les assemblées générales prévues en août dans le respect des mesures sanitaires actuellement en vigueur (personnes assises à des places qui leur ont été désignées, port du masque obligatoire si la distance de deux mètres entre les places assises ne peut être respectée) ?

2) Sachant qu'une grande partie des personnes susceptibles de vouloir participer aux dites assemblées générales fait partie de la catégorie d'âge jugée vulnérable, est-ce que des mesures supplémentaires, hormis les gestes barrières et les restrictions légales, seront mises en place pour garantir aux participants une sécurité maximale ?

3) Est-ce que les assemblées générales doivent être tenues physiquement ou pourraient-elles être organisées par visioconférence ?

4) Qu'en est-il de l'organisation des adjudications des droits de chasse qui devraient avoir lieu à partir du 1^{er} septembre 2020 ? Est-ce qu'une présence physique est obligatoire pour pouvoir participer aux adjudications publiques ? Est-ce que des mesures supplémentaires sont prévues afin de protéger au maximum les personnes vulnérables désireuses de participer aux adjudications ?

Réponse (31.08.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) + 2) Les assemblées générales se sont déroulées en respect des mesures sanitaires en vigueur. Ces mesures sanitaires ont encore été renforcées par un système de sens unique pour l'entrée et la sortie de la salle de réunion. Par ailleurs, les chaises ont été désinfectées après chaque assemblée générale. Lors de la reprise des assemblées générales annulées à cause du confinement, le déroulement n'a connu aucun problème.

ad 3) Comme les honorables Députés l'annoncent dans leur deuxième question, les personnes susceptibles de vouloir participer aux dites assemblées générales font partie d'une catégorie d'âge avancée. Dans le souci d'inclusion, la visioconférence a été écartée comme moyen d'organisation.

De plus, il y a lieu de noter que les règles légales relatives aux formalités à respecter lors des assemblées générales ont été rédigées dans la seule hypothèse d'une tenue physique de ces réunions. Dans l'état actuel des dispositions réglementaires, il n'est pas possible de tenir des assemblées générales par visioconférence. Une élection des membres du collège des syndicats sous scrutin secret par visioconférence n'est d'ailleurs que difficilement concevable.

ad 4) Dans ce contexte, il importe de rappeler que l'État n'organise pas les adjudications publiques.

Néanmoins, dans une circulaire informative aux syndicats de chasse, les mesures sanitaires en vigueur ont bien évidemment été rappelées. Une organisation par visioconférence qui, de par sa nature, connaît des incidents techniques ne garantit pas un déroulement sans faute.

Vu que les adjudications publiques porteront sur des contrats de neuf années et qu'il s'agit donc d'un bail d'une certaine envergure et d'une certaine importance, la visioconférence est donc à écarter.



Question 2570 (21.07.2020) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (déi Lénk) concernant la **fixation du loyer maximal** :

La loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation dispose dans son article 3 que la location d'un logement à usage d'habitation ne peut rapporter au bailleur un revenu annuel dépassant un taux de 5 % du capital investi dans le logement.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi voté en 2006, il est cité comme déterminant pour le loyer maximal autorisé le capital « réellement » investi dans le logement. Ainsi le loyer maximal est calculé en fonction du capital investi réévalué sur base de l'indice des prix à la consommation et décoté si la construction du logement en question remonte à plus de 15 ans. Les auteurs expliquent avoir opté pour cette approche afin de favoriser des travaux de rénovation dans les appartements anciens et de stimuler les investissements dans le locatif.

Pourtant, on pouvait lire dans un article de presse publié le 18 juin dernier au sujet d'une affaire de demande de réduction de loyer que le capital investi (en 1957 dans un appartement situé au Limpertsberg) correspondait, « par une fiction juridique »²², à la valeur marchande actuelle de l'appartement, et selon un article de presse daté du 2 juillet le Ministre du Logement aurait déclaré dans une conférence de presse que « l'usage est de prendre en compte les prix du marché pour fixer les loyers ».

De ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Étant donné qu'il existe au Luxembourg des commissions des loyers dont l'une des missions est de fixer les loyers en vertu de la loi du 21 septembre 2006, le ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de cas traités par chacune des commissions des loyers au cours des trois dernières années ?

2) Sachant que d'après une note du LISER 63,9 % des ménages locataires appartenant au quintile inférieur consacraient plus de 40 % de leur revenu disponible pour le logement en 2018 (contre 41,7 % en 2010), ne conviendrait-il pas, avant même l'entrée en vigueur d'une nouvelle version de loi sur le bail à loyer, de sensibiliser les locataires sur le droit qu'ils ont de saisir ces commissions afin que leur loyer respecte la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation ?

3) Le ministre considère-t-il comme conforme à la loi sur le bail à loyer l'usage qui consisterait pour fixer le loyer des biens anciens n'ayant fait l'objet d'aucune transaction onéreuse à ne pas considérer le capital réellement investi - présumé sur la base de pièces justificatives, évalué par un expert assermenté en bâtiment en utilisant les coûts de construction ou la valeur marchande de l'époque - réévalué avec le coefficient correspondant du tableau des coefficients de réévaluation prévus par l'article 102, alinéa 6, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, mais les prix de marché actuels ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

ad 1) Le nombre de cas traités par les commissions des loyers

Le règlement grand-ducal du 19 février 2008 détermine la zone de compétence territoriale et le siège de toutes les commissions des loyers instituées pour l'ensemble des communes de moins de 6.000 habitants. Une commission des loyers est ainsi prévue pour chaque canton.

Chaque commune dont le nombre d'habitants dépasse le nombre de 6.000 doit instituer sa propre commission des loyers. À l'heure actuelle, ni la Ministre de l'Intérieur, ni le Ministre du Logement ne connaît le nombre de cas traités par ces commissions communales.

Pour le nombre de cas traités par les commissions « cantonales » des loyers, je me permets de renvoyer à la réponse à la question parlementaire n° 1892 du 17 février 2020 posée par les honorables Députés David Wagner et Marc Baum concernant les commissions des loyers des communes de moins de 6.000 habitants.

ad 2) Sensibiliser sur le droit de saisir les commissions

Le projet de loi n° 7642 déposé et visant une refonte de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit notamment une obligation de stipuler dans tout contrat de bail que le loyer demandé par le bailleur pour la chambre ou le logement loué est déterminé de façon à respecter le plafond légal du loyer annuel, ce plafond existant d'ores et déjà depuis longtemps. Le contrat de bail doit en outre renseigner les parties contractantes de la possibilité de saisir la commission des loyers telle que prévue par l'article 8 de la loi actuelle. Même en cas de contrat de bail verbal, le bailleur doit pouvoir prouver qu'il a communiqué ces renseignements au locataire au moment de la conclusion du bail.

Il est en outre prévu de renforcer à partir de l'automne la sensibilisation des bailleurs et des locataires quant à leurs droits et obligations, notamment par la mise à disposition d'un outil adéquat pour déterminer plus facilement le montant du capital investi. Par ce biais, le travail des commissions des loyers sera également facilité.

ad 3) Détermination du capital investi des biens n'ayant fait l'objet d'aucune transaction onéreuse

Je me permets de renvoyer les honorables Députés encore une fois au projet de loi susmentionné, qui précise notamment ce cas d'espèce comme suit :

Dans le cas où le capital investi ne peut pas être déterminé sur base de pièces justificatives, un expert assermenté en bâtiment sera appelé à évaluer le capital investi, réévalué et décoté.

Toutefois, en cas d'acquisition à titre onéreux ou gratuit, le prix d'acquisition indiqué dans l'acte authentique translatif de propriété, respectivement la valeur indiquée dans la déclaration de succession, et les frais en relation avec l'acte respectivement la déclaration, sont présumés correspondre au jour de la signature de l'acte au capital investi, réévalué et décoté.

L'expert assermenté en bâtiment doit procéder à l'évaluation du capital investi réévalué et décoté compte tenu :

- a) de la valeur du terrain et du logement à la date où le bailleur en a acquis la propriété, et
- b) du volume de l'immeuble loué, de la surface louée, de l'état d'entretien ou de réparation du logement, de la qualité de l'équipement et de la finition du logement.

Question 2571 (21.07.2020) de **M. Marc Baum** (déi Lénk) concernant la **protection du patrimoine industriel du site Esch-Terres Rouges, dit « Rout Lëns »** :

Suite à la réponse de Madame la Ministre de la Culture à la question parlementaire numéro 2406, dans laquelle Madame la Ministre indique avoir entamé la procédure de classement pour les immeubles suivants :

- la rangée des ateliers mécaniques - Handwierkergeass,
- la centrale des tribunes,
- l'ancien magasin et entrepôt,
- l'ancienne centrale des soufflantes,
- le poste d'aiguillage,
- le mur d'enceinte et de soutènement de l'usine,

je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique a été prise la décision de ne pas protéger les accumulateurs à minerai, encore appelés « Keeseminnen » ?

2) Sur la base de quels critères patrimoniaux et en fonction de quelle étude technique et scientifique a été prise la décision d'entamer la procédure de classement des immeubles susmentionnés ?

Réponse (08.09.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

La procédure de classement des immeubles mentionnés par l'honorable Député se base sur l'analyse scientifique menée par le Service des sites et monuments nationaux à l'époque de l'inventorisation des immeubles à conserver sur le site des Terres Rouges. Les critères retenus pour entamer la procédure de classement sont ceux de l'authenticité, de l'histoire de l'architecture, de l'art et de l'ingénierie, du genre, de la caractéristique pour une période de construction, de l'histoire technique, industrielle et artisanale, de l'histoire sociale et du type de bâti.

Eu égard aux échanges menés avec le CNCI et aux connaissances supplémentaires apportées

par l'association au sujet des « Keeseminnen », et vu le fait que certains des critères susmentionnés peuvent s'appliquer à l'immeuble en question, j'avais entrepris des démarches auprès de la commune d'Esch-sur-Alzette ainsi qu'auprès des propriétaires et promoteur du site en vue d'une éventuelle conservation des « Keeseminnen ». Suite aux réponses négatives ayant résulté de ces échanges, la décision de ne pas entamer de procédure de classement pour ce bâtiment a été prise dans un souci de sécurité juridique pour les parties concernées. Rappelons que le projet a été suivi dès le départ par le Service des sites et monuments nationaux et que, jusqu'à ces derniers mois, la question du classement des « Keeseminnen » n'avait jamais figuré à l'ordre du jour, contrairement à celle de nombreux autres bâtiments du même site qui viennent d'être proposés au classement, ce qui a eu comme conséquence que le développement du site a été projeté hors conservation des « Keeseminnen ».

Question 2572 (22.07.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Aly Kaes** (CSV) concernant la **loque américaine des abeilles** :

D'américanisch Faulbrut (AFB) ass eng ustiechend Krankheet, déi vu Bakterien ausgeléist gëtt an déi ganz geféierlech fir Beievëlker ka sinn. Sporen (Dauerform) vun dëser Brutkrankheet si weltwäit verbreet. Laut dem Règlement grand-ducal vum 8. August 1985 muss d'Veterinärspektioun bei engem Verdacht vum Ausbruch vun dëser Krankheet, zum Beispill beim Fanne vu Sporen a „Futterkranzproben“, zousätzlech déi betraffe Beiestäck an hir Brutwaben op klinesch Symptomer analyséieren. Och muss d'Veterinärspektioun d'Brutwaben an engem homologéierte Labo ënnersichen, fir Symptomer am Vollek sécher der AFB zouzeuerdnen, ier se d'Beievëlker liquidéieren däerf. Eisen Informatiounen no gëtt dës Prozedur awer zënter 2016 net méi ëmgesat a ganz Beiestänn gi just opgrond vu Sporen an de Futterkranzprouwen ëmbruecht. Dat also, ouni no klinesche Befunder iwverhaapt ze sichen an ouni positiv Laboranalys vun der Brut aus betraffene Vëlker. Weiderhi soll d'Liquidatioun vun de Beievëlker net ëmmer professionell duerchgefouert gi sinn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

1. Firwat huet sech ab 2016 d'Prozedur, wat d'Bekämpfung vun der amerikanescher Faulbrut ugeet, geännert, obwuel et zu kenger Ännerung an engem Règlement komm ass?

2. Mat wéi enge Methode sinn d'Beievëlker liquidéiert ginn? A wien huet se liquidéiert?

3. Wéi vill Beievëlker si jee weils 2017, 2018 an 2019 doutgemaach ginn? Wéi vill vun dëse Vëlker si just op Basis vu Sporen an de Futterkranzprouwen (d. h. verdachtbaséiert) a wéi vill op Basis vun engem klinesche Befund, mat Laboranalys vun der Brut an engem homologéierte Labo (d. h. faktesbaséiert), doutgemaach ginn?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. Den Abschnitt 3 vum Artikel 3 aus dem groussherzogleche Règlement vum 8. August 1985 schreift keng bestëmmt Method vir, mat där ee Beienexpert d'Feststellung vun enger Kränkt maache soll. Villméi seet den Artikel, dass de Beienexpert sämtlech Mëttelen, déi zur Verfügung stinn, notze kann, déi hie fir néideg fënnt. Bis 2016 goufen all déi Analysen am däitsche „Landesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit“-Referenzlabo gemaach. D'Personal vum Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE) gouf du forméiert, fir dës Analyse selwer ze maachen. Fir d'Analysen am LMVE ze maachen, gëtt eng sougenannt Fudderkranzprouf an engem Vollek geholl, an de Laboratoire geschéckt. D'Analys am Laboratoire ass technesch bedéngt méi sensibel wéi déi reng visuell Inspektioun. Sou ka mat der Labo-Method och de Bazill respektiv seng Sporen nogewise ginn, wat mat enger renger visueller Inspektioun net méiglech ass. Am Laboratoire ass et och méiglech, dat Prouwematerial ze inkubéieren, fir domat de Risiko ofzeschätzen, ob dat Material Träger vu Sporen ass an domat potenziell e Risiko duerstellt, d'Infektioun ze verbreeden.

ad 2. D'Zerstéierung vun deene Vëlker, an deenen den Erreeger nogewise gouf, ass vun der Veterinärsverwaltung ugeuerdent ginn. Dobäi kënn als Method dat sougenannt Opfchwiefelen zum Asaz. Dobäi gi mat Schwiefel imprégnéiert Pabeiersträifen a Këschte geluecht. Dës Sträife verbrennen a reagéieren mat Sauerstoff, fir da Schwiefeldioxid ze bilden, dat fir Beien

déidlech ass. De Virdeel vun de Schwiefelsträifen ass d'Sécherheet fir de Benotzer, allerdéngs besteet dobäi ëmmer ee gewëssene Brandrisiko.

Et gouf och an engem Fall Schwiefel benotzt. Dës Method ass ganz wierksam, mee et besteet de Risiko vum Anootme vu Schwiefeldamp fir déi Leit, déi bei der Zerstéierung uwiesend sinn.

ad 3. De Staatslabo LMVE ass akkreditéiert no der Norm ISO 17025. Reegelméisseg Auditen dozou ginn och ënnert der Opsicht vum OLAS (Office luxembourgeois d'accreditation et de surveillance) duerchgefouert.

Dëst bedéngt och, dass reegelméisseg Laboratoire sech géigesäitig iwverprüeuen, andeem si Testmaterial zougeschéckt kréien, fir hir Methoden ze iwverprüeuen.

| Joer | Unzuel zerstéiert Kolonien | Feststellung vu positive Resultater |
|------|----------------------------|-------------------------------------|
| 2017 | 6 | Jo |
| 2018 | 1 | Jo |
| 2019 | 76 | Jo |

Question 2573 (22.07.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **séjour du Grand-Duc** :

Den Arrêté grand-ducal de dépôt vum 20. Juli betreffend d'Ofännerung vum Gesetz vum 17. Juli 2020 (portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19) ass, wéi virgesinn, vun der Gesondheitsministesch a vum Grand-Duc ënnerschriwwen.

Dem Staatschef säi Standuert zum Abléck vun der Signature vum besoten Dokument ass Cabasson (Frankräich).

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet, ëffentlechen Déngscht, dem Minister fir Tourismus an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Här Minister, vu wéini bis wéini war respektiv ass de Staatschef Grand-Duc Henri zu Cabasson? Wat genee mécht de Staatschef do? Ass hien an enger offizieller Missioun ënnerwee oder fir eng privat Vakanz ze maachen?

2. Wëssend, datt Lëtzebuerg den Ament mat enger Pandemie ze kämpfen huet, déi eis staatelech Institutiounen viru grous Erausforderunge stellt:

Wéi vill Polizisten, Beamten an Employéë sinn/waren am Kader vum Openthalt vum Grand-Duc zu Cabasson am Asaz? Kéint dëst Personal, an den Ae vun Här Minister, net zu Lëtzebuerg ee wäertvolle Bäitrag leeschten, fir d'Kris an de Grëff ze kréien an dat feelend Personal um Terrain op d'mannst hëllef auszegläichen?

3. Wat genee ass an dësem Kader de Polizisten, Beamten an Employéë, déi de Staatschef begleeden, hir Aufgab?

4. Här Minister, kënn Dir garantéieren, datt d'Aarbechtszäite vun de Polizisten, Beamten an Employéë, am Aklang mam lëtzebuergeschen Aarbechtsrecht stinn? Wéi ginn dës Aarbechtszäiten erfaasst? Kënn Dir ausschléissen, datt d'Personal méi Stonne schaffe muss, wéi vum Gewerkschaftsaccord virgesinn?

5. Betreffend d'Pandemie: Wéi eng Precautionsmesurë goufe konkret fir den Openthalt vum Grand-Duc zu Cabasson geholl? Ass d'Sécherheet vum Grand-Duc an dem Staff garantéiert?

6. Här Minister, krut och all Member vun der groussherzoglecher Famill e Bong vu 50 Euro, fir #vakanzdoheem ze maachen? Wann net, fir wat net?

7. Ass säitens dem Staats- an Tourismusministère virgesinn, de Grand-Duc ze encouragéieren, méi Vakanz am eegene Land (#vakanzdoheem) ze maachen, fir mam gudden Beispill vir ze goen?

Réponse commune (24.07.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

Sou wéi et säit Joerzénge Tradition ass, verbéngt déi groussherzoglech Famill hir Summervakanz an hirer Residenz zu Cabasson.

An deem Kontext ginn all Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vum Staatschef ze assuréieren. Déi genee Asazpläng vun der Police kënnen aus Sécherheetsgrënn net ëffentlech gemaach ginn.

²² <http://www.lesessentiel.lu/fr/luxembourg/story/le-loyer-au-limpertsberg-ne-sera-pas-baisse-27329566>



Wéi emmer, wann de Grand-Duc am Ausland ass, sinn déi concernéiert Servicer vum groussherzoglechen Haff a vum Staatsministère an enkem Kontakt, fir e reiwungslosen Oflaf vun den administrative Prozeduren ze garantéieren, soudass de Grand-Duc zu all Moment senge konstitutionnelle Flichte kann nokommen.

Fir déi groussherzoglechen Famill an d'Personal vum groussherzoglechen Haff gëllen déi selwecht sanitär Reegele wéi fir all Bierger.

Question 2574 (22.07.2020) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-311/18 « Data Protection Commissioner/Maximilian Schrems et Facebook Ireland » :

Le communiqué de presse accompagnant l'arrêt susmentionné note :

« La Cour invalide la décision 2016/1250 relative à l'adéquation de la protection assurée par le bouclier de protection des données UE-États-Unis. En revanche, elle juge que la décision 2010/87 de la Commission relative aux clauses contractuelles types pour le transfert de données à caractère personnel vers des sous-traitants établis dans des pays tiers est valide. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Quel est l'impact de l'arrêt de la Cour sur les transferts de données personnelles vers des opérateurs économiques situés aux États-Unis ?
- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si des transferts de données vers les États-Unis sont toujours admissibles ?

- Dans l'affirmative, sous quelles conditions ?
- Dans la négative, quelles en sont les conséquences sur les opérateurs établis au Luxembourg et opérant un transfert de données vers les États-Unis ?

- Est-ce que la CNPD entend sensibiliser les acteurs concernés sur les conséquences que l'arrêt peut avoir sur les traitements de données qu'ils effectuent ?

Réponse (31.08.2020) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

Les flux de données, parmi lesquels les flux de données personnelles, sont primordiaux dans un monde interconnecté : ils font partie intégrante du commerce, des interactions sociales et de la coopération entre les autorités publiques. Cela a été souligné depuis le début de la pandémie de Covid-19 : ces échanges permettent notamment la continuité des affaires publiques ou privées. L'importance d'un niveau élevé de protection des données personnelles va de pair avec ce contexte propice à la circulation des données.

Afin de garantir ce niveau élevé de protection, le Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679, dit « RGPD ») institue un ensemble de mécanismes qui encadrent les transferts de données personnelles de l'Espace économique européen (« EEE ») vers les pays tiers. Aussi, en principe, ces transferts ne sont permis que sur base d'une décision d'adéquation, ou à défaut d'une telle décision, ceux-ci ne sont permis qu'à condition que des garanties appropriées soient mises en place par le responsable du traitement ou le sous-traitant, parmi lesquelles les clauses contractuelles types. Par ailleurs, le RGPD introduit des dérogations concernant certaines situations particulières.

La modernisation de cette « boîte à outils » permettant les transferts de données personnelles vers les pays tiers s'est fondée sur l'expérience acquise sur base du précédent cadre général de protection des données personnelles²³, les clarifications apportées par la Cour de justice de l'Union européenne (« CJUE » ; notamment le critère d'un « niveau de protection substantiellement équivalent » en ce qui concerne les décisions d'adéquation²⁴) et la guidance du groupe de travail de l'article 29 qui reprend ce critère et précise les éléments que la Commission européenne doit prendre en compte lorsqu'elle évalue le niveau d'adéquation²⁵.

En ce qui concerne les transferts vers les États-Unis, la décision d'exécution (UE) 2016/1250 de la Commission européenne relative à l'adé-

quation de la protection assurée par le « bouclier de protection des données » UE-États-Unis avait été adoptée²⁶ sur base des changements entrepris à la suite de l'arrêt C-362/14 de la CJUE. La Commission européenne, accompagnée de représentants du Comité européen de la protection des données (« EDPB »), a procédé à trois examens annuels de cette décision. Or, dans l'arrêt C-311/18 mentionné par l'honorable Député, la CJUE considère que le bouclier de protection des données n'assure pas un niveau de protection substantiellement équivalent à celui garanti par le RGPD et invalide donc la décision l'établissant.

Par ailleurs, la Cour retient le critère de « niveau de protection substantiellement équivalent » pour les garanties appropriées de l'article 46 du RGPD. L'affaire C-311/18 porte en particulier sur l'une de ces garanties : les clauses contractuelles types. La Cour estime que ce mécanisme reste en principe valide, tout en précisant les obligations qui incombent à l'exportateur des données et au destinataire du transfert ainsi que le rôle des autorités de contrôle à ce sujet.

Enfin, dans la situation où les transferts de données personnelles vers les pays tiers ne pourraient avoir lieu en l'absence d'une décision d'adéquation ou de garanties appropriées, la Cour se réfère à l'article 49 du RGPD sur les dérogations pour des situations particulières.

Une approche concertée, cohérente et européenne est à favoriser pour évaluer en détail l'impact de cet arrêt sur les transferts de données personnelles de l'EEE vers les États-Unis. L'invalidation du « bouclier de protection des données » UE-États-Unis appelle à la responsabilisation des responsables du traitement et des sous-traitants exportant des données personnelles vers les États-Unis pour assurer la licéité au cas par cas de ces transferts à l'aune de l'arrêt C-311/18, ainsi qu'à la lumière des clarifications des autorités de contrôle de la protection des données.

La Commission nationale pour la protection des données (« CNPD »), en collaboration avec le Comité européen de la protection des données (« EDPB ») et les autorités de contrôle de l'UE, a évalué la décision de la Cour de justice de l'Union européenne pour assurer la cohérence dans l'Espace économique européen. Tout en rappelant l'indépendance de l'autorité de contrôle nationale pour la protection des données, le Gouvernement se fait écho de la série de questions-réponses fréquentes²⁷ publiée dès le 23 juillet 2020 par l'EDPB. Cette FAQ donne des premières recommandations pour les responsables de traitement et sous-traitants souhaitant transférer des données aux États-Unis. La CNPD travaille en étroite collaboration avec ses homologues de l'UE pour garantir que des lignes directrices supplémentaires soient fournies aux organisations et aux entreprises.

Question 2576 (23.07.2020) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le Lux Future Lab :

Un article intitulé « Le Lux Future Lab fermera en janvier » et paru ce matin sur paperjam.lu annonçant la fermeture soudaine de l'incubateur des start-up de la banque BGL BNP Paribas au Grand-Duché de Luxembourg. L'incubateur de la banque franco-luxembourgeoise a démontré depuis son inauguration en 2012 de nombreux cas de réussite avec des start-up multidisciplinaires qui se sont étendues au niveau international.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Messieurs les Ministres étaient-ils informés au sujet de la fermeture de cet incubateur emblématique au cœur de la ville de Luxembourg ?
- Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations au sujet de la relocalisation de la totalité des start-up hébergées au 59 boulevard Royal ?
- Dans l'affirmative, quelles sont les locaux et incubateurs proposés en tant qu'alternatives aux start-up laissés en suspens ?
- Dans la négative, Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les aides gouver-

nementales envisagées pour soutenir la transition harmonieuse des start-up ainsi que des espaces de travail fournis par l'État ?

Question 2594 (27.07.2020) de Mme Francine Cloeser (LSAP) concernant le Lux Future Lab :

« Les efforts seront poursuivis afin de faire connaître et de promouvoir le Luxembourg en tant que start-up nation », stipule l'accord de coalition. L'idée du Luxembourg en tant que start-up nation a été initiée et intensifiée il y a quelques années. Dans ce contexte, beaucoup d'incubateurs ont vu le jour, dont un des premiers, le Lux Future Lab de la BGL BNP Paribas, lancé en 2012. Récemment, le 23 juin 2020, le magazine « Paperjam » a annoncé que cet incubateur sera contraint de fermer ses portes au janvier 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Messieurs les Ministres ont-ils eu connaissance de la fermeture du Lux Future Lab ?
- Y a-t-il suffisamment de places au sein des autres incubateurs à Luxembourg et notamment à Luxembourg-ville, pour l'hébergement d'environ une trentaine de start-up devant sortir du Lux Future Lab ?
- Quel est le nombre actuel de start-up et d'incubateurs au Luxembourg ? Quelle est l'évolution de ce chiffre depuis la crise sanitaire de 2020 ?
- Comment se portent les autres incubateurs ? Est-ce que d'autres incubateurs risquent de fermer leurs portes ? Y a-t-il des aides prévues pour les différents incubateurs ?

Réponse (05.08.2020) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

De nombreuses initiatives d'incubation et de support aux start-up ont été lancées depuis la création du Lux Future Lab en 2012. À ce jour, rien que pour le volet incubation, il existe une quinzaine d'initiatives privées. Celles-ci ciblent des start-up souvent complémentaires aux activités de la société à l'origine de l'initiative.

Les acteurs privés se regroupent également souvent autour d'initiatives publiques-privées comme par exemple dans le cas de la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) qui regroupe, outre l'État luxembourgeois et la Chambre de Commerce, un bon nombre d'acteurs du secteur financier, dont BGL BNP Paribas. D'autre part, certaines villes, telles que Differdange, Dudelange et Luxembourg, ont également lancé des initiatives d'incubation à destination de start-up. Il en va de même pour l'Université du Luxembourg qui a lancé un incubateur dédié aux projets de ses étudiants. Par ailleurs, un nombre croissant d'acteurs privés spécialisés dans les espaces partagés offrent des espaces destinés aux start-up, et ce à travers différentes formules, dont le coworking.

Étant donné l'émergence des diverses initiatives d'incubation offrant une panoplie de possibilités d'hébergement et de services dédiés aux start-up, un large choix s'offre aux start-up et répond à leurs besoins en matière d'hébergement. De manière générale, le secteur des incubateurs destinés aux start-up fait preuve d'un grand dynamisme. Ainsi, tout en rencontrant un succès considérable, des disponibilités sont également assurées pour de nouvelles start-up.

Concernant spécifiquement le Lux Future Lab, le nombre de start-up qui y sont hébergées est passé d'une trentaine en 2017 à 19 à l'heure actuelle. BGL BNP Paribas indique que dans le contexte des évolutions dans le domaine des incubateurs et de l'hébergement de start-up, la plus grande valeur ajoutée que BGL BNP Paribas peut désormais offrir aux start-up ne consiste plus en la mise à disposition d'un incubateur, mais dans l'accompagnement des start-up en tant que partenaire financier.

BGL BNP Paribas a indiqué avoir informé les start-up présentes au Lux Future Lab la semaine du 20 juillet 2020 de la décision de la banque de faire évoluer son dispositif d'accompagnement des start-up et de la fermeture programmée du Lux Future Lab qui en résulte. BGL BNP Paribas a confirmé qu'elle se montrera très flexible concernant les dates de sorties des start-up des locaux du Lux Future Lab. Les délais de sortie ont été étendus jusqu'au 31 janvier 2021.

Afin de faciliter la transition, BGL BNP Paribas a indiqué qu'elle accompagne les start-up de manière proactive dans la recherche de solutions. Les responsables du Lux Future Lab se sont ainsi assurés qu'il y avait suffisamment d'alternatives auprès d'autres structures d'accueil, et des rencontres avec les start-up hébergées au Lux Future Lab ont été organisées afin de les aider à trouver des solutions. Selon leurs préférences, leur secteur d'activité et leur stade de développement, les start-up ont été mises

en relation avec des incubateurs tels que la LHoFT, le LCI (Luxembourg-City Incubator) et le Technoport, ainsi qu'avec des espaces de coworking comme Silversquare et The Foundry. Il est à noter que parallèlement, les start-up ont également été contactées en direct par des espaces de coworking.

Outre le volet de l'hébergement, le support apporté à ces jeunes sociétés dans l'écosystème start-up luxembourgeois prend d'autres formes : parmi les aides financières destinées à la recherche, à l'innovation et à la digitalisation, certaines sont destinées spécifiquement aux start-up, et permettent aussi bien de cofinancer le développement de produits que le lancement commercial à l'échelle internationale.

L'aide aux jeunes entreprises innovantes est à mettre particulièrement en avant et il convient également de rappeler que dans le contexte de la crise du Covid-19 les modalités de cette aide destinée à soutenir la croissance des start-up à fort potentiel ont été adaptées, avec une augmentation du taux de cofinancement maximal de 50 % à 70 %. Le Ministère de l'Économie a également récemment accordé aux 15 start-up lauréates du concours StartupsVsCovid19 une aide financière pouvant aller jusqu'à 150.000 euros. Ces fonds sont utilisés pour le développement de solutions innovantes dans le combat contre Covid-19.

Outre les mesures liées au contexte de crise, le programme Fit 4 Start, qui cible les start-up luxembourgeoises et internationales actives dans les technologies de l'information, des communications et les technologies de la santé ainsi que dans le secteur spatial, connaît un succès grandissant. L'an dernier, 35 start-up ont été sélectionnées pour y participer, et ont ainsi pu bénéficier d'une aide financière et d'un coaching professionnel.

Les start-up peuvent également bénéficier de programmes européens tels qu'InnovFin, une initiative de la Banque européenne d'investissement. Le programme, sous forme de prêts garantis pour financer des activités de recherche et d'innovation, est accessible aux start-up à travers certaines banques de détail du Luxembourg, notamment BGL BNP Paribas.

Question 2579 (24.07.2020) de Mmes Cécile Hemmen et Simone Asselborn-Bintz (LSAP) concernant l'état physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées :

La protection des personnes vulnérables, dont notamment les personnes âgées au sein des structures d'hébergement pour personnes âgées, a été, dès le début de la crise sanitaire, une des priorités du Gouvernement. Avec le début de la pandémie, ces structures et leurs habitants se sont retrouvés totalement confinés voire isolés du reste du monde. Par la suite, avec le nombre d'infections en baisse, une certaine normalité a pu être retrouvée, avec entre autres des visites bien définies et des sorties sous certaines conditions. Toutefois, les dernières semaines, avec le nombre d'infections repartant à la hausse, les structures pour personnes âgées se voient, une fois de plus, exposées à des règles plus strictes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Quel est aujourd'hui l'état physique des personnes âgées dans les structures pour personnes âgées ? Est-ce qu'elles ont suffisamment de possibilités de pratiquer des activités physiques ? Est-ce que des « séances sportives » ont eu lieu pendant cette crise sanitaire ? Dans l'affirmative, qui en a assuré l'organisation, compte tenu du fait que les établissements étaient confinés ?
- Est-ce qu'un nombre plus élevé de problèmes de santé ou de maladies a été constaté dû à un manque d'activité physique ?

- Lors du confinement, certaines personnes âgées vivaient très mal l'isolement et surtout l'éloignement de leurs proches. Est-ce que des problèmes de santé psychique ont été constatés ? Comment les personnes âgées ont-elles pu être rassurées ? Les différentes structures pour personnes âgées disposent-elles de suffisamment de psychologues pour aider les pensionnaires à surmonter ce temps difficile ?

- Comment le personnel soignant a-t-il été accompagné pour gérer cette situation particulière et difficile ?

²³ Cf. La directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (abrogée par le RGPD).

²⁴ Cf. points 73, 74 et 96 de l'arrêt de la CJUE C-362/14 « Schrems » et le considérant 104 du RGPD.

²⁵ Cf. WP 254 rev. 01, repris par le Comité européen de la protection des données.

²⁶ Cette décision se fonde notamment sur les engagements de compagnies américaines (exécutives en droit américain) à mettre en œuvre les normes de protection des données édictées par cette décision, ainsi que sur les représentations et assurances spécifiques mises en place par les autorités américaines.

²⁷ Frequently Asked Questions on the judgment of the Court of Justice of the European Union in Case C-311/18 - Data Protection Commissioner v Facebook Ireland Ltd and Maximilian Schrems, EDPB (23/07/2020) https://edpb.europa.eu/sites/edpb/files/files/file1/20200724_edpb_faqoncjec31118.pdf



- Est-ce qu'un nombre plus élevé d'hospitalisations a été constaté suite à des troubles psychiques ?

Réponse commune (10.08.2020) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Durant le confinement, les structures pour personnes âgées qui disposent de kinésithérapeutes et d'ergothérapeutes parmi leur personnel propre, ont continué à organiser ces activités, dans le respect des mesures d'hygiène et des gestes barrière. Dans les structures qui ont recours à des professionnels externes, ce sont les équipes encadrantes qui ont proposé un programme d'activité physique et cognitive adapté aux circonstances.

Afin de pallier l'isolement et le manque de contact avec l'entourage familial pendant le confinement, les gestionnaires et leurs équipes ont tout mis en œuvre pour garantir des contacts réguliers par le biais de moyens de communication électroniques et pour offrir un soutien psychologique aux personnes qui en ont eu besoin. Durant le confinement, des activités cognitives, ludiques, culturelles et de loisir, adaptées aux circonstances, ont continué à être proposées afin d'activer, d'occuper et de distraire les résidents et de réduire ainsi le sentiment de solitude et d'isolement. La plupart des structures ne disposent pas de psychologues parmi leur personnel ; en cas de demande d'un résident, il est fait appel à un psychologue externe.

Actuellement, toutes les activités ont repris et sont accessibles à tous les résidents au sein des différentes structures pour autant qu'ils ne présentant pas de symptômes liés au virus Covid-19 et qu'ils n'ont pas eu des contacts à risque.

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ne dispose pas d'indications relatives à d'éventuelles altérations physiques et psychiques dues à l'état de confinement.

En ce qui concerne le personnel soignant, un service psychologique téléphonique spécifique a été mis en place par le Ministère de la Santé. Par ailleurs, et ce indépendamment de cette crise, certains gestionnaires ont mis en place des dispositifs de supervision à l'attention du personnel soignant.

Quant à une éventuelle augmentation des hospitalisations de résidents pour des troubles psychiques, le Ministère de la Santé ne dispose pas de données statistiques offrant la possibilité d'effectuer cette comparaison à ce stade ; en effet, ces informations ne sont ni collectées, ni analysées en temps réel dans le système de documentation hospitalière existant.

Question 2581 (24.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la **vente de tabac** :

Le 8 juillet, la France a voté un amendement budgétaire limitant le nombre de cartouches de cigarettes importées par voie terrestre par ses résidents au lieu de quatre par personne et par passage à une.

Cette mesure trouve son origine dans la volonté du Gouvernement français de lutter contre la contrebande et de soutenir les burocrates français. Ceci a conduit, avant la mise en vigueur de la mesure, à une ruée sur les points de vente des produits de tabac, notamment au Luxembourg et plus précisément aux stations-service.

En effet, les prix de cigarettes vont du simple au double entre notre pays et la France et le prix du sceau du tabac est de trois fois plus élevé en France par rapport au Luxembourg.

Or, selon la presse française, le directeur de l'Administration des douanes et accises du Luxembourg aurait jugé cette limitation comme étant « illégale au regard des textes européens ».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il partage ce point de vue.

- Quels sont les conseils respectivement les directives que le Gouvernement entend donner aux points de vente de tabac du Grand-Duché de Luxembourg par rapport à cette nouvelle situation ?

- Comment se présente actuellement la situation entre le Luxembourg et ses voisins en matière du prix du tabac ?

- L'Administration des douanes française procède-t-elle à des contrôles systématiques aux postes-frontières ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir une appréciation de la mesure française visant à limiter le nombre de cartouches de cigarettes pouvant être raménées en France, notamment à partir du Luxembourg, à une au lieu de quatre précédemment.

Aux termes de l'article 32 de la directive 2008/118/CE du 16 décembre 2008 relative au régime général d'accise, les États membres peuvent établir des niveaux indicatifs, mais uniquement comme élément de preuve que les produits soumis à accise ont été acquis par un particulier pour ses besoins propres. Selon ce texte, ces niveaux indicatifs, pour les cigarettes, ne peuvent pas être inférieurs à 800 pièces.

Le Gouvernement n'entend pas donner de directives particulières aux points de vente de tabac nationaux.

Concernant la troisième question de l'honorable Député, le prix d'un paquet de cigarettes dans les pays voisins est supérieur à celui pratiqué au Luxembourg. La différence est la plus prononcée avec la France, alors qu'elle n'avoisine que 15 % environ avec l'Allemagne.

Par rapport à la dernière question soulevée par l'honorable Député, le Gouvernement ne dispose pas d'informations concernant d'éventuels contrôles systématiques par les autorités françaises.

Question 2582 (24.07.2020) de **MM. André Bauler** et **Gusty Graas** (DP) concernant l'**utilisation de cages de gestation dans l'élevage porcin** :

Den däitsche Bundesrat huet ufanks Juli en neit Gesetz iwwert d'„Kastehaltung“ vu Schwäin an engem Landwirtschaftsbetrieb gebëllt. Heimat ginn zum Schutz vum Déier nei Dimensionen definéiert, an deenen d'Sai gehale kënnen ginn. Am Sënn vun enger méi aartgerechter Haltung soll all Schwäin an Zukunft 5 m² zur Verfügung hunn, a si sollen och net méi a „Kasten“, mee a Gruppe gehale ginn.

Virun deem Hannergrond wollte mir dem Här Landwirtschaftsminister folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'„Kastehaltung“ hei zu Lëtzebuerg genee definéiert?

2. Gëtt d'„Kastehaltung“ och zu Lëtzebuerg praktizéiert? Falls jo, wéi vill Betriber nutzen dës Method?

3. Wéini a wou ginn déi „Kasten“ agesat?

4. Entsprecht dës Method de Virgabe vun eisen Déiereschutzgesetz am landwirtschaftleche Beräich?

5. Wat fir eng Moosname goufen an de leschte Jore geholl, fir d'Schwéngsproduktioun am Sënn vum Déierewuel ze verbesseren?

6. Kéint den Här Landwirtschaftsminister sech virstellen, dat neit Gesetz an Däitschland als Inzentiv ze nutzen, änlech Gesetz zu Lëtzebuerg anzeféieren?

Réponse (31.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. D'„Kastehaltung“ ass eng Hëllef, fir d'Sai während dem Produktiounszyklus, a speziell beim Besamen am Ufank an zum Schluss vun der Trächtgeet, virun dem géigesäitege Besprange vun de Sai an domat viru Verletzungen ze schützen.

ad 2. Jo, wéi an de meeschte Länner gëtt och „Kastehaltung“ zu Lëtzebuerg praktizéiert.

Zu Lëtzebuerg si vun de ronn 50 kommerzielle Betriber der 22, déi d'„Kastehaltung“ nutzen.

ad 3. D'„Kaste“ gi beim Zäitpunkt vun Besame vun de Sai genotzt, fir de Sai Rou ze ginn, dat heescht, sou mann wéi méiglech Stress während dem Ufank vun der Trächtgeet ze ermëglichen.

ad 4. Jo, dës Method entsprécht den Ufuerderunge vun der Directive 2008/120/CE du Conseil du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs.

ad 5. Am Sënn vum Déierewuel gouf d'Directive 2008/120/CE du 18 décembre 2008 établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs zu Lëtzebuerg ëmgesat. Et ginn um Terrain reegelméisseg Kontrollen duerchgefouert fir ze iwwerpréieren, ob déi Normen an d'Ufuerderunge vun der Gesetzgebung an de Betriber agehale ginn.

ad 6. De Landwirtschaftsminister ass ëmmer oppe fir nei Initiativen am Sënn vum Déiere-

wuel. D'Servicer vum Landwirtschaftsministère sinn derbäi ze präieren, wéi dat neit Gesetz an Däitschland genau ëmgesat gëtt a wéi eng eventuell Ännerungen dëst fir d'Haltungsbedingungen hei zu Lëtzebuerg géif bedeiten.

Question 2583 (24.07.2020) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **conclusions du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020 à Bruxelles** :

En effet, la presse internationale (cicero.de, 22. Juli 2020) parle d'un « Rechtsstaatlichkeits-Kompromiss » en posant la question : « Viktor Orbáns vermeintlicher Gipfel-Erfolg - Der Brüsseler Kompromiss ist in Sachen Rechtsstaatlichkeit ein Meisterstück vernebelnder Bürokratenprosa. Bedeutet „qualifizierte Mehrheit“ in Wahrheit „Einstimmigkeit“? Und gab es Absprachen zwischen Merkel und Orbán? » - « Bettel pocht bei EU-Gipfel auf Rechtsstaatlichkeit », écrit par contre wort.lu (19 juillet 2020) en se basant sur du matériel de l'agence de presse dpa. Et d'ajouter : « Europa ist kein Gemüseladen, in dem man sich alles aussuchen kann, Europa dreht sich um Werte, die wir verteidigen. »

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre peut-il me confirmer ou démentir les précités accords (« Absprachen ») entre la Chancelière fédérale allemande et le Premier Ministre hongrois ?

2) Monsieur le Premier Ministre peut-il m'expliquer dans ce contexte sa présentation divergente de ce « Rechtsstaatlichkeits-Kompromiss » dans la presse internationale et nationale ?

Réponse (19.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1) Il ne m'appartient pas de commenter le contenu d'hypothétiques conversations entre la Chancelière fédérale et le Premier Ministre de Hongrie évoquées par la presse internationale.

ad 2) Le Conseil européen a conclu qu'un régime de conditionnalité sera établi pour protéger le budget européen ainsi que le fonds de relance « Next Generation EU » en relation notamment avec les principes généraux inscrits dans les Traités, en particulier les valeurs énoncées à l'article 2 TUE, dont l'état de droit. Alors que le Conseil européen a déclaré son intention de rester saisi de la question, il n'a pas manqué de clarifier que toutes mesures découlant de ce régime seront proposées par la Commission et adoptées par le Conseil de l'UE statuant à majorité qualifiée.

Question 2584 (27.07.2020) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant la **lutte contre la pédopornographie** :

La Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel est responsable entre autres du traitement des affaires d'abus sexuels et infractions graves contre mineurs, du volet « internet » (p. ex. pédopornographie et grooming), de la maltraitance d'enfants ainsi que de la délinquance juvénile. Selon le rapport d'activités de la Police grand-ducale, cette section a traité en tout 882 nouvelles affaires en 2019.

Dans ce rapport d'activités de 2019 on peut lire que « dans le domaine abus sexuels et infractions graves contre mineurs, 304 nouvelles affaires ont été traitées en 2019, ce qui représente une augmentation immense de 36 % par rapport à l'année dernière (223 affaires). »²⁸ En outre, toujours selon ledit rapport « la section est submergée d'affaires du type „sexting“ et de photos et vidéos du type „selfie/nude“ qui circulent dans les écoles. Il est effrayant de constater que des photos et films pédopornographiques ainsi que des scènes horribles de meurtre (vidéo) circulent entre les jeunes.²⁹ » Afin de lutter contre ces phénomènes, le rapport annonce que la coopération de la Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel avec le Service de prévention de la police aurait été améliorée.

Entre le 6 et 9 juillet 2020, en total 46 perquisitions liées à la pédopornographie ont été effectuées à travers le pays. Les responsables de la police et de la justice ont présenté des détails lors d'une conférence de presse en date du 10 juillet 2020. Lors de cette conférence de presse, l'enquêteur en charge du dossier a précisé qu'un tiers des personnes visées par ces perquisitions étaient des mineurs et a souligné la brutalité des images et vidéos trouvées.

²⁸ Rapport d'activité 2019 de la Police, page 26

²⁹ Idem

En date du 16 juillet 2020, Monsieur David Lentz, procureur d'État adjoint auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a déclaré dans l'émission « Invité vun der Redaktion » sur RTL que les informations ayant déclenché ces perquisitions proviennent de la base du National Center for Missing & Exploited Children, une ASBL américaine, et ont été transmises aux autorités luxembourgeoises par Europol.

De plus, il faut souligner que le darknet, cette partie immergée et cachée d'Internet, est le lieu de rassemblement idéal pour les pédophiles. La France a créé au sein de la police judiciaire un service spécialisé composé d'une douzaine de personnes qui se charge de pourchasser les pédophiles sur cette face sombre d'Internet.

De ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice respectivement à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que la Police grand-ducale compte se spécialiser davantage dans le domaine de la surveillance du darknet, en suivant entre autres l'exemple français ?

2) Est-ce que Monsieur le Ministre dispose de statistiques renseignant combien de personnes résidentes au Luxembourg fréquentent le darknet ?

3) En outre, quelles mesures les Ministres envisagent-ils de mettre en place afin de lutter contre la propagation des films pédopornographiques ?

4) Comment les Ministres évaluent-ils la situation que beaucoup de mineurs font circuler ces vidéos ? Comment veulent-ils agir afin de lutter contre ce phénomène choquant ?

5) Comment Monsieur le Ministre de la Police assure-t-il que les policiers exposés à de telles images aient la possibilité de recevoir tout le support psychologique nécessaire ?

Réponse commune (27.08.2020) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) L'idée de créer une telle unité spécialisée au sein du service de police judiciaire fait l'objet de discussions depuis un certain temps dans la police. Cette unité devrait non seulement couvrir le domaine de la pédopornographie mais également d'autres volets pouvant faire partie de ce type de réseaux (trafic d'armes, trafic de drogue, etc.).

Toutefois, ce concept n'a pas encore été mis en œuvre jusqu'à ce jour, en raison d'un manque de personnel, tout en sachant que les effectifs de la Police grand-ducale seront renforcés de manière générale dans le cadre du plan de recrutement.

ad 2) Le service de police judiciaire ne dispose pas d'une telle statistique.

ad 3) Basé sur l'expérience des différents acteurs (police, ONG, etc.), il convient de noter que la propagation des contenus pédopornographiques est un vrai fléau.

D'une part, des campagnes de sensibilisation et la prise de conscience de la société sont un moyen d'enrayer cette propagation, d'autre part, la répression a certainement un effet dissuasif. Un travail proactif, en coopération avec Europol et Interpol, peut impacter positivement la lutte contre la propagation des films pédopornographiques.

Actuellement, le ministère public travaille en étroite collaboration avec la plateforme Bee Secure. L'initiative de Bee Secure englobe les actions au niveau de la sensibilisation et préconise une utilisation plus sécurisée des nouvelles technologies relatives à l'information et à la communication. Bee Secure est également un projet financé en partie par la Commission européenne, et qui fait partie du centre de sensibilisation luxembourgeois au sein du réseau paneuropéen « Insafe ». Bee Secure perçoit les signalements des organismes comme « Inhope ».

Ces organismes (Bee Secure, Inhope, Europol, Interpol, etc.) envoient directement des liens suspects au ministère public lorsque ceux-ci contiennent du contenu CSAM (child sexual abuse material). Ensuite, le ministère public prend les mesures adéquates afin de supprimer les liens illicites à la source. Le cas échéant, le ministère public lance des poursuites.

ad 4) Il est renvoyé à la réponse sub 3).

En plus des campagnes et des mesures existantes (par exemple Bee Secure), les jeunes et leurs parents doivent être davantage sensibilisés.

ad 5) Les enquêteurs de la Section protection de la jeunesse et infractions à caractère sexuel, en charge de ce domaine, peuvent faire appel au service psychologique de la police à tout moment si nécessaire.

Question 2587 (27.07.2020) de **M. Gusty Graas** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la **prévention de la démence** :

En 2018, 7.539 personnes au Luxembourg étaient atteintes d'une forme de démence, selon l'organisation non gouvernementale « Alzheimer Europe ». Ce chiffre correspondait à 1,25 % de la population totale. D'après « Alzheimer Europe », ce taux ne cessera d'augmenter et pourra atteindre 1,35 % en 2025.

Depuis quatre ans, sept maisons de soins à Karlsruhe utilisent le système « I-Care ». Il s'agit d'un programme sur tablette électronique ayant comme but d'activer les capacités mentales et motrices des personnes atteintes de démence. En vue d'une population vieillissante et de plus en plus réceptive à des maladies chroniques, cette technologie pourrait avoir le potentiel de soulager le personnel soignant ou les proches parents.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Mesdames les Ministres ont-elles pris connaissance du système « I-Care », utilisé à Karlsruhe ? Dans l'affirmative, Mesdames les Ministres sont-elles d'avis que ce système pourrait être implémenté au Luxembourg ?

- Quelles autres mesures préventives ou quels autres traitements sont disponibles aux personnes atteintes de démence au Luxembourg ?

- En 2015, le Ministère de la Santé a lancé le Programme Démence Prévention Madame le Ministre de la Santé peut-elle indiquer combien de personnes y ont participé depuis 2015 ?

Réponse commune (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

Malheureusement, il n'existe à ce jour aucun traitement permettant de ralentir ou de stopper l'évolution d'une démence. Il existe par contre des stratégies thérapeutiques permettant de soulager les symptômes.

Le développement du système « I-Care » s'inscrit dans cette optique thérapeutique. Cependant, à ce jour, ce système n'a été soumis à aucune évaluation scientifique avec publication dans une revue internationale et critiquée par les pairs. Dans ce contexte, son efficacité n'est pas démontrée. Compte tenu des très nombreuses propositions thérapeutiques existantes, il paraît difficile de financer un traitement qui n'apporte pas, de manière solide, de preuve de son efficacité. Son implémentation n'est donc pas prévue pour le moment au Luxembourg dans le cadre d'une prise en charge de routine.

Afin d'améliorer l'accès aux informations concernant les maladies démentielles, leur diagnostic ou les aides qui existent pour les personnes concernées et leur entourage, le « Info-Zenter Demenz » (IZD) a ouvert ses portes en 2016. Il s'agit d'un centre national neutre, conventionné par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, qui a pour mission d'informer et de sensibiliser gratuitement la population luxembourgeoise sur les différentes formes de démence. Le IZD s'adresse à toutes les personnes atteintes d'une maladie démentielle, à leur entourage et à toutes les personnes intéressées par le sujet. Depuis sa création en 1987, l'Association Luxembourg Alzheimer (ALA) ASBL s'investit dans l'aide aux personnes malades et aux membres de leur entourage. L'Association Luxembourg Alzheimer (ALA) dispose d'un conventionnement annuel avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration pour des missions d'information, de sensibilisation et de soutien aux personnes (gestion Helpline SOS Alzheimer, cours pour les familles, « Selbst-helfergrupp », « Familjekrees »).

L'adaptation des prises en charge aux besoins des personnes atteintes d'une maladie démentielle requiert également une formation continue des professionnels du long séjour. Le « RBS - Center fir Altersfroen », conventionné avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, se consacre depuis plus de vingt ans à cette tâche. Une nouvelle formation psychogériatrique est prévue par le projet de loi n° 7524 portant sur la qualité des services pour personnes âgées et il est prévu de la rendre obligatoire pour au moins 40 % du personnel d'encadrement prenant en charge des personnes âgées. Enfin, plus généralement, le « Seniorentelefon » du Ministère de la Famille et de l'Intégration offre une écoute active aux personnes, les informe et les oriente vers les services et les aides les plus adéquats.

Le Plan Démence Prévention se base sur une approche permettant de lutter contre les fac-

teurs de risque de la démence, au stade le plus précoce de la maladie. Son développement a nécessité, pour les premiers mois, de mettre en place une communication importante envers les praticiens pour informer et permettre un recrutement de patients. Ainsi, au début 2020, 154 patients avaient été pris en charge par le Plan Démence Prévention, avec une augmentation récente et substantielle du nombre de participants.

Question 2591 (27.07.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Aly Kaes** (CSV) concernant le **manque de personnel auprès de l'ADEM** :

Laut engem Artikel vu Reporter.lu vum 23. Juli 2020 besteet beim Aarbechtsamt (ADEM) e „chronesche Personalmangel“. Viru genau fënnf Joer hätt d'Madamm Gaby Wagner, Directrice adjointe vun der ADEM, matgedeelt, dass en Aarbechtsberoder, fir effizient kënnen ze schaffen, net méi wéi 100 Aarbechtsloser sollt betreien. Laut dem Joresbericht vun 2018 vun der ADEM waren et awer nach 255 Aarbechtsloser, déi ee Beroder betreit huet. Laut deem selwechten Artikel solle vun deenen 1.700 Stellen, déi beim Staat ausgeschriwwen sinn, nëmme 26 bei der ADEM sinn, an dovu gëtt nëmme een Aarbechtsberoder gesicht.

Während dem Lockdown wéinst der Covid-19-Pandemie hätt d'Betreiung vun den Aarbechtslose praktesch nëmme nach iwwer Telefon an E-Mail stattfonnt an d'Aarbechtsberoder wieren nëmme nach am Noutfall fir perséinlech Gesprécher disponibel gewiescht. Och hätten d'Gesprécher tëschent Aarbechtsberoder an Aarbechtslosen net op eng rekurrent Manéier stattfonnt an duerch de Personalmangel wieren de Betriber, déi op der Sich no jonken Aarbechter waren, net genuch Kandidate virgeschloen ginn, an dëst trotz erhéichten Aarbechtslosenzuelen.

Aus dese Grënn wëlle mir folgend Froen un den Här Aarbechtsminister stellen:

1. Kann d'Regierung eis confirméieren, dass duerch de Mangel u Personal an duerch schlecht Kommunikatioun de Betriber net genuch Kandidate virgeschloen gi sinn?

2. Falls jo, wat mécht d'Regierung, fir dese Problem an Zukunft ze evitéieren?

3. Fënnf d'Betreiung vun den Aarbechtslosen de Moment erëm perséinlech statt?

4. Wann am Joer 2018 255 Aarbechtsloser vun engem Beroder betreit gi sinn, wéi vill sinn der am Joer 2019 respektiv 2020 vun engem Beroder betreit ginn?

5. Vun deenen 1.700 Plazen, déi beim Staat ausgeschriwwen sinn, ass dovu nëmme eng Plaz fir Aarbechtsberoder bei der ADEM?

6. Dat däitscht Aarbechtsamt huet sech säit dem Abrëll ëm dat 14-Facht vergréissert. Ass d'Regierung bereet, nach weider Plaze fir Aarbechtsberoder ze schafen, fir de Problem vun Personalmangel ze léisen?

7. Wat gesäit d'Regierung vir, fir d'Iwwerlaaschtung an esou och e Mangel (v)un Aarbechtsberoder ze verhënnere?

Laut der Organisatioun fir wirtschaftlech Zesumenaarbecht an Entwécklung (OECD) huet sech d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berodung an Holland schonn bewäert. Mat der Reform vun der ADEM sollt d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berodung virun zwee Joer méi Zäit fir déi eigentlech Berodung erméiglechen.

8. Wou ass d'Regierung mam Digitalisierungsprozess vun der perséinlecher Berodung drun?

9. Wat gesäit d'Regierung vir ze ënnerhuelen, fir dass de perséinleche Kontakt, deen duerch aus wichteg ass bei esou enger Berodung, duerch d'Digitalisatioun net ze kuerz kënn?

Réponse (09.09.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. + 2. Neen, dës Ausso kann d'Regierung esou net confirméieren.

ad 3. Jo, d'Betreiung vun den Aarbechtslose fënn den Ament erëm perséinlech statt.

ad 4. Enn 2019 huet ee Beroder an der Moyenne 204 Aarbechtsloser betreit. Op den Dag vum 7. September 2020 betreit ee Beroder an der Moyenne 201 Aarbechtsloser.

Et muss een dobäi bedenken, dass d'ADEM sech aktuell nei organiséiert an op Terminvereinbarung fonctionéiert, dofir kann ee Beroder sech besser virbereeden. Et muss een natierlech och bedenken, dass verschidde Leit méi Ënnerstützung vun engem Beroder brauche wéi aner Leit.

D'Zil vun der Regierung ass et, dës Zuel weiderhin ze reduzéieren a soumat ze erméig-

lechen, dem Aarbechtslosen e besseren an e méi perséinlech ausgeriichte Service unzuebid-

ad 5. Neen, et sinn aktuell zwou Plaze fir Aarbechtsberoder bei der ADEM virgesinn, dovu ee speziellen Aarbechtsberoder fir déi Jonk.

ad 6. + 7. Jo, et wäerten och weiderhi Plaze fir Aarbechtsberoder geschaaft ginn, mee d'Astelle vu méi Aarbechtsberoder aleng ass net d'Léisung vum Problem. D'Regierung ass bereet, organisatoresch a vum Personal hier sech esou ze organiséieren, fir den Erausforderunge gerecht ze ginn.

D'Formatioun vun de Beroder ewéi och d'Digitalisatioun vun der perséinlecher Berodung mussen a wäerte weiderhin ausgebaut ginn.

ad 8. + 9. Den Ament gëtt an der Betreiuung vun den Aarbechtslosen elo scho vill op déi modern Kommunikatiounsweeër gesat, zum Beispill per Telefon, Mail, Skype, JobBoard etc.

D'Digitalisatioun vun der Berodung wäert och weiderhin ausgebaut ginn, mee natierlech däerf een awer d'Wichtigkeet vum perséinleche Kontakt net vergiessen an dee wäert och weiderhi garantéiert bleiwen.

Question 2592 (27.07.2020) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le **système électronique de saisie des abords du véhicule** :

Duerch d'Coronakris erliewe mer grad e Boom vum Vélo. Gläichzäitig hält och de Verkéier rëm méi zou, soudass een an Zukunft mat engem nach méi grouse Konfliktpotenzial tëschent dem motoriséierte Verkéier an de Vélofuerer, bzw. Foussgänger rechnen muss. Dobäi sinn d'ofbéiend Camionen a Busser eng besonnesch grouse Gefor fir Vëloen a Foussgänger. Eng Méiglechkeet, fir d'Sécherheet vun dese Leit ze verbesseren, si méi LKW-Ofbéiassistenten. Sou en Assistent ass fir Camionen, Bussen a soss gréisser Gefierer geduecht, fir Vëloen a Foussgänger am doudege Wénkel ze detektéieren. Ab 2022 si sou Assistenten fir nei zouge-loosse Camionen an der EU Pflicht, mee fir déi bestoend Flott vu grouse Gefierer besteet keng Pflicht, fir dës och ëmzërëschten. D'Logistikentreprisen zécken awer mat enger Ëmzërëschtung, vu dass et duerch déi zousätzlech Ausgaben zu engem Wettbewerbsnodeel kéint kommen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Erhieft d'Police Statistiken zu den Doudeger duerch rietsofbéiend Camionen, Busser oder soss gréisser Gefierer? Wa jo, wéi vill Foussgänger bzw. Vélofuerer sinn an deene leschte Joren duerch rietsofbéiend grouse Gefierer ëm d'Liewe komm?

2. Gedenkt d'Regierung, en Assistent fir och déi bestoend Camionen a Busser zu enger Pflicht zu Lëtzebuerg ze maachen a sou Vëloen a Foussgänger am doudege Wénkel ze detektéieren?

3. Huet d'Regierung wëlles, mat Subventiounen oder steierleche Vergënschtungen d'No-rëschtung mat Ofbéiassistenten beim LKW ze fërderen?

4. Ënnerhëlt d'Regierung weider oder aner Moossnamen, fir Vëloen a Foussgänger ze schützen, zum Beispill ënnerschiddlech Grëngphasen, Fuerschtung vun Accidenter oder vum Autosverkéier getrennte Vélosweeër?

Réponse (01.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

D'parlamentaresch Fro vun der honorabeler Deputéiert Nancy Arendt épouse Kemp bezitt sech op d'Ofbéiassistenten bei Camionen. An dësem Zesummenhang erluben ech mir, fir op meng Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 1150 vun den honorabelen Deputéierte Gusty Graas a Max Hahn ze verweisen.

Wat d'Zuel vun den Accidenter ueget, esou sinn op de Lëtzebuerg Stroossen tëschent 2014 an 2019 siwe Foussgänger bei Accidenter mat Schwéiergefiere ëm d'Liewe komm. Am selwechten Zäitraum gouf et zwar kee Cyclist, dee bei Accidenter mat Schwéiergefiere ëm d'Liewe komm ass, dofir awer fënnf Schwéierbleesierter. Dës Zuelen ergi sech aus de järeleche Rapporten vun der Police a vum Statec. Eng speziell Statistik fir dës Zort Accidenter gëtt net gefouert.

Aktuell ass net geplangt, d'Abaue vun esou Systemer duerch Subventiounen oder steierleche Vergënschtungen ze bezouschossen. Dëst, wéi schon an der Äntwert op déi ernimmte parlamentaresch Fro geschriwwen, well den Abau an Europa ab 2022 respektiv

2024 souwisou verflüchtend gëtt. Wann een dozou nach berücksichtig, datt d'Altersmoyenne vun de grouse Camionen a Bussen (Kategorie N3 an M3) iwwert déi lescht véier Joer hei am Land gemëttelt bei 5,89 Joer läit, kann een dovu ausgoen, datt am Joer 2028 respektiv 2030 d'Majoritéit vun deene Gefierer mat esou Systemer ekipéiert wäert sinn.

Wat déi weider Moossnamen, fir Vëloen a Foussgänger ze schützen, ubelaangt, esou gëtt bei sämtleche Planunge vu staatleche Verkéiersinfrastrukturen eng Verbesserung vun der Stroosseverkéierssécherheet vum Cyclist a vum Foussgänger ugestriift. Déi national Règles de l'art fir Véloinfrastrukturen (www.veloplengen.lu) baséieren zum Beispill op internationaler Best Practice an droen deem Rechnung.

Wat elo d'Accidenter ueget, esou gi Stroossen, déi sech als besonnesch geféierlech erweisen hunn, vum Aarbechtsgrupp „audits de sécurité“ analyséiert fir ze kucken, wéi dës Infrastrukture méi sécher kënnen gemaach ginn. Dorüwer eraus analyséiert d'Administration des enquêtes techniques déi technesch Hannergrënn vun den Accidenter mat Doudegen, fir da Recommendationen ze maachen, fir d'Verkéierssécherheet op dese Plazen ze verbesseren.

Question 2593 (27.07.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **transport public dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

Aus engem recente Reportage aus de Media geet ervir, dass ëffentlech Transportmëttel plazeweis iwwerlaascht sinn. Dëst ass zum Beispill de Fall bei der Busverbindung 500 tëschent Ettelbréck an lechternach. Ënner anerem ausgeléist duerch d'Campagne „Vakanz doheem“, ass d'Passagéierunzuel am ëffentlechen Transport geklommen, soudass déi néideg Distanzen net méi kënnen agehale ginn. Och wann d'Maskepflicht am ëffentlechen Transport gëllt, sou gëtt et awer bis elo keng Begrenzung vun der Unzuel u Passagéier pro Bus oder Zuchwaggon. Vu dass d'Loftzirkulatioun an engem Bus oder Zuchwaggon awer begrenzt ass an ee sech an engem zur gréisster Zäit zouene Raum befënn, kënnen dës Plazen en erhéichte potenzielle Risiko fir d'Verbreedung vum Coronavirus duerstellen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Erkennt d'Regierung iwwerfëllt ëffentlech Transportmëttel als grouse potenzielle Risiko fir d'Verbreedung vum Coronavirus un?

2. Wa jo, gedenkt d'Regierung d'Unzuel vun de Passagéier pro Bus bzw. Zuchwaggon ze begrenzen, fir e gewëssene Grad un engem néidege Mindestofstand kënnen anzehalen?

3. Wäert d'Regierung d'CFL a Busentreprisen encouragéieren oder souguer uweisen, hir Transportpläng ze iwwerschaffen a méi oder méi grouse Busser zu Stousszäiten zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Sécherheet bei der „Vakanz doheem“ garantéiert ass?

Réponse (18.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De beschriwwene Passagéierandrang bei der Buslinn 500 war haaptsächlech op Clientë vu kommerzielle Bedreier vu Kanutouren op der Sauer zréckzuführen, déi fir de Retour op den Ausgangspunkt vun hirem Tour d'Buslinn 500 an Usproch geholl hunn.

Aus dësem Grond ass et an der Woch vum 20. Juli 2020 effektiv vereenzelt zu gutt gefüllte Busse komm.

Säit der Woch vum 27. Juli 2020 ginn déi betraffe Faarten vun der Buslinn 500 am Nomëttag mat méi grouse Bussen duerchgefouert oder bei Bedarf mat engem zweete Bus verstärkt.

Ausser dësem konkrete Fall ass mir kee weidere Fall bekannt, wou duerch d'Campagne „Vakanz doheem“ Zich oder Bussen iwwerfëllt gewiescht wieren.

Eng Begrenzung vun der Zuel vun de Passagéier ass an der Praxis weeder am Bus nach am Zuch ze realiséieren.

ad 1. Esou ewéi déi aktuell Covid-19-Gesetzter et virgesinn, besteet am gesamten ëffentlechen Transport d'Obligatioun, eng Mask oder eppes Änlech, wat Mond an Nues verdeckt, ze droen, vu dass et do net ëmmer méiglech ass, déi entsprechend tëschemenschlech Distanzen anzehalen.

ad 2. Et ass net geplangt an och net méiglech, fir d'Unzuel vu Passagéier an engem Bus oder Zuch ze begrenzen. Et sinn engersäits ze vill ënnerschiddlech Buskategorien am Asaz an anerersäits wier et dem Fuerepersonal net méiglech ze kontrolléieren, ob eng eventuell maximal Unzuel erreecht oder iwwerschratt wier, fir da gegebenefalls déi nächst Passagéier net méi eranzeloossen. Doriwwer eraus géif et fir esou eng Moossnam u genuch Busen an Zich an dem noutwendige Personal feelen.

ad 3. Den Transportdepartement ass ënner anerem zoustänneg fir d'Ausschaffe vun de Buspläng. Wann et noutwendeg a méiglech ass, kënnen meng Services reagieren a punktuell och verschidde Faarte verstärken. Dëst gétt och schonn deelweis praktizéiert. Esou sinn z. B. fir op de Stauséi op de Weekender méi Bussen am Asaz. Dat selwecht géllt och fir den Zuchverkéier, wou am Beräich vu materielle an personelle Méiglechkeeten drop reagiert gétt.

Question 2595 (27.07.2020) de **M. Claude Lamberty** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant le **Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS)** :

Le 15 juin 2018, le Ministère de la Santé, le Ministère des Sports et le Ministère de la Sécurité sociale ont lancé le Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS) et la campagne « Sport-Santé 2018 ».

Le PNTSS s'intègre dans le Plan stratégique 2016-2025 pour l'activité physique de la Région européenne de l'Organisation mondiale de la santé appelant les États membres à soutenir la promotion de l'activité physique qui est bénéfique à la prévention de maladies chroniques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre des Sports et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) La campagne « Sport-Santé 2018 » a-t-elle pris fin ? Dans la négative, quand est-ce que cette campagne se terminera ? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette campagne ?

2) Les ministres peuvent-ils nous fournir les taux de participation aux cours d'activité physique thérapeutique depuis 2014 ?

3) Avant le lancement de la campagne, seulement 21 % des 60 médecins généralistes, interrogés lors d'une étude du Luxembourg Institute of Health, connaissaient le projet « Sport-Santé ». La campagne a-t-elle eu un impact positif sur ce taux ? De quelle façon ?

4) Des états des lieux réalisés en 2014 et 2016 avaient constaté une couverture nationale inégale de l'offre en matière de cours d'activité physique thérapeutique. Suite au PNTSS, cette couverture a-t-elle été améliorée dans chaque région du pays ?

5) Les ministres envisagent-ils de lancer d'autres programmes ou projets afin de promouvoir l'activité physique de la population ? Dans l'affirmative, lesquels ?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) + 3) La campagne nationale « Sport-Santé 2018 » a été présentée le 15 juin 2018 par les Ministres de la Santé, de la Sécurité sociale et des Sports au moment du lancement du Programme national thérapeutique sport-santé (PNTSS), initiée par l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte, le Luxembourg Institute of Health (LIH) et la Fédération luxembourgeoise des associations de sport de santé (FLASS).

La campagne proprement dit a pris fin en 2018 et la FLASS s'est chargée de son évaluation avec l'aide de chercheurs du LIH et du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER). Deux articles scientifiques, issus de cette évaluation, sont en cours de publication³⁰.

³⁰ Lion A, Lethal J, Delagardelle C, Seil R, Urhausen A, Theisen D. Promotion of physical activity by general practitioners in Luxembourg. *Submitt Publ.* 2020.
Lion A, Tchicaya A, Theisen D, Delagardelle C. Effect of a national campaign to promote health-enhancing physical activity for patients with chronic diseases on the participation in outpatient cardiac rehabilitation in Luxembourg. *Submitt Publ.* 2020.

Une sous-analyse a montré que la popularité du site Internet www.sport-sante.lu a été augmentée grâce à la campagne.

ad 2) Il ressort d'études transversales et d'évaluations menées au cours de la période de 2014 à 2018 que la participation aux cours d'activité physique thérapeutique était d'environ dix participants par cours avec des fluctuations selon les pathologies. En 2018, 14.088 participations ont été enregistrées pour 1.990 heures de cours. En 2019, 16.335 participations ont été enregistrées (i. e. une croissance de 16 % par rapport à 2018) pour 2.411 heures de cours (i. e. une croissance de 21 % par rapport à 2018).

ad 3) Des réponses concrètes à ces questions pourront être fournies dès la publication des articles scientifiques précités.

ad 4) L'offre des cours et dès lors également le nombre de participations ont sensiblement augmenté depuis 2014, ceci notamment grâce à une meilleure couverture régionale.

ad 5) Comme il ressort du programme gouvernemental, des mesures concrètes seront mises en place pour encourager l'activité physique de la population entière dont notamment la mise en œuvre du second Plan d'action national « Gesond iessen, Méi bewegen » (2018-2025) dont l'objectif principal est de promouvoir une alimentation équilibrée et une activité physique régulière et adaptée parmi toute la population. En ce qui concerne le domaine de l'activité physique, les actions clés suivantes sont définies :

- création d'un environnement favorisant la mobilité douce et l'activité physique régulière et adaptée à tous les groupes d'âges ;

- soutien des actions de terrain promouvant une activité physique régulière adaptée organisée par le PNTSS, les clubs seniors, les écoles et maisons relais, les clubs de sport, comme notamment le label de qualité « Clever move », « Freed um Vëlofuere », le « Freestyle Tour », la « Nuit du Sport », l'action « Wibbel an Dribbel », le « Nationale Sportsdag FIT50PLUS » ou le projet pilote « l'mPOSSIBLE » ;

- développement de campagnes de sensibilisation comme www.aktivdoheem.lu, la campagne #beactive dans le cadre de la semaine européenne du sport, le calendrier des sports loisirs sur www.beactive.lu ;

- recueil des recommandations nationales sur le site Internet www.gimb.public.lu pour faciliter l'accès ;

- intégration d'un module obligatoire dans le cursus scolaire de certains professionnels (professions de santé, éducateurs, enseignants, animateurs, entraîneurs, etc.) sur l'activité physique et le développement de la formation continue dans ce domaine ;

- organisation de journées thématiques et de conférences en matière d'activité physique ;

- en matière de prévention secondaire et tertiaire, sensibilisation des patients atteints de maladies chroniques aux bénéfices de l'activité physique dès le diagnostic.

Par ailleurs, le programme gouvernemental prévoit la promotion du sport-santé par l'élaboration de programmes thérapeutiques axés sur le sport et le soutien à des offres sportives spécifiques pour des patients avec des problèmes médicaux, chirurgicaux ou psychiques.

Outre la sensibilisation et la formation des principaux intéressés, la mise en œuvre du projet de prescription médicale d'activités physiques pourrait constituer une des pistes à poursuivre.

Question 2596 (28.07.2020) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant les **naissances prématurées et/ou à faible poids dans le cadre de la crise de la Covid-19** :

L'étude preprint « Reduction in preterm births during the Covid-19 lockdown in Ireland: a natural experiment allowing analysis of data from the prior two decades » a récemment mis en évidence une diminution des naissances à très faible poids pendant la période du confinement dans une région d'Irlande. Alors que les données historiques des années 2001 à 2019 décomptent en moyenne 8,18 naissances à très faible poids pour 1.000 naissances pour les mois de janvier à avril, pour 2020, ce quota aurait chuté à 2,17.

Des chercheurs danois arrivent à des conclusions similaires dans l'étude preprint « Changes in premature birth rates during the Danish nationwide Covid-19 lockdown: a nationwide register-based prevalence proportion study ». Le nombre de naissances extrêmement prématurées aurait diminué de 90 % durant la période de confinement au niveau national.

Selon l'OMS, les naissances prématurées et/ou à (très) faible poids concernent 15 millions de bébés par année et les complications liées à ces types de naissances sont la première cause de décès parmi les enfants de moins de cinq ans. Face à de tels chiffres, ces nouvelles données ouvrent peut-être la voie à une meilleure compréhension des causes de la prématurité et donc à des moyens étant supposés les éviter.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Quel est le nombre de naissances ayant eu lieu par mois pendant le confinement et les différentes étapes de déconfinement ?

2) Parmi ces naissances, quel est le nombre de naissances prématurées ? Quel est le nombre de naissances à (très) faible poids ?

3) Les chiffres enregistrés présentent-ils des variations par rapport aux données historiques des naissances prématurées et/ou à (très) faible poids pour 1.000 naissances ?

4) Quelle est l'évolution de la mortalité sur la même période ?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Les données de natalité auxquelles la Direction de la santé a accès sont celles extraites du registre de santé périnatale Perinat. Les délais prévus dans la procédure de compilation, contrôle-qualité et exploitation des données statistiques collectées dans les maternités et chez les sages-femmes assurant les accouchements à domicile prévoient une disponibilité de données provisoires une fois l'année calendaire achevée : soit en janvier 2021 pour les données relatives à l'année 2020 en général et celles relatives à la période de confinement et du déconfinement.

Le Statec exploite par ailleurs le registre des naissances de droit (en opposition aux naissances de fait du registre de santé périnatale). Or, les données relatives aux naissances de droit (n'incluant pas le poids à la naissance et la durée de gestation) pour l'année 2020 ne seront disponibles qu'après la fin de l'année calendaire, soit en début 2021.

ad 2) + 3) Pour les mêmes raisons que celles susmentionnées, il n'est à l'heure actuelle pas possible de répondre à ces questions.

ad 4) Un décès foetal étant un événement rare, les données statistiques ci-dessous sont à interpréter avec précaution.

Nombre de décès fœtaux par semaine épidémiologique, de SE12 à SE31, de 1998 à 2020 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Si l'on compare la mortalité (nombre de mortinaissances) de la période observée (le confinement a commencé le 16 mars, en SE12) à la moyenne des cinq années précédentes (2015, 2016, 2017, 2018 et 2019) durant la même période, la mortalité n'a pas varié :

- moyenne 2015-2019 : 21 décès fœtaux au cours des SE12 à SE31 ;

- en 2020 : 20 décès fœtaux au cours des SE12 à SE31.

Par non-disponibilité des nombres de naissances en 2020, il n'est pas possible de présenter l'évolution du taux de mortalité.

Question 2597 (28.07.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **situation des femmes détenues au Luxembourg** :

En 2017 le médiateur a réalisé un rapport sur la situation des femmes en détention au Luxembourg. Ce rapport se base sur une enquête menée par l'équipe de contrôle externe sous la tutelle du médiateur aux centres pénitentiaires de Schressig et de Givenich. Les informations recueillies lors de cette enquête proviennent d'entretiens, notamment réalisés avec le personnel et les détenues et des visites et observations des lieux.

Ce rapport attire notre attention sur de graves manquements aux droits humains en milieu carcéral féminin et à l'encontre desquels le médiateur émet ses critiques et recommandations.

Bien que le rapport ne soit plus tout à fait récent, il a refait surface dans un document rédigé par l'association « eran, eraus ... an elo? » œuvrant au soutien des personnes incarcérées et publié le 05.05.2020. Cette publication résume les 38 recommandations émises par le médiateur à l'égard de la situation des femmes en prison et contient également les réactions du Ministère de la Justice à certaines recom-

mandations tout comme l'avis et les interrogations de l'association à l'initiative du document en question.

Certains constats rassemblés dans le rapport du médiateur se réfèrent à certaines pratiques et situations qui ne correspondent pas aux règles internationales en vigueur concernant le traitement des détenues, en l'occurrence les Règles de Bangkok des Nations Unies. D'autres pratiques s'avèrent, sur avis du médiateur, non conformes à certaines lois nationales en vigueur ou liées à des insécurités juridiques ou incomplètes inhérentes aux lois nationales en vigueur. Dans tous les cas, ce sont là des pratiques dont le médiateur présume qu'elles mettent en danger la santé physique et mentale des femmes détenues et le cas échéant de leurs enfants, surtout quand ceux-ci résident avec elles en prison.

En revanche, même du côté du personnel pénitentiaire, le médiateur constate un réel manque de formation et de sensibilisation aux besoins spécifiques de santé des femmes et enfants. De plus, il a été souligné dans le rapport que les femmes détenues ne bénéficient pas de la même offre thérapeutique que les détenus hommes. Le rapport du médiateur précise également qu'en cas d'abus et d'agressions sexuelles subies en prison, les femmes détenues ne se voient pas explicitement offrir la possibilité de saisir la justice et d'être aidées dans leurs démarches ainsi que de bénéficier d'un soutien psychologique. Par ailleurs, les infrastructures et les équipements de santé nécessiteraient en certains endroits des rénovations et/ou renouvellements, comme l'équipement gynécologique et les locaux de l'infirmerie du CPL. Enfin, le médiateur évoque le placement en cellule d'observation (sous vidéo-surveillance) sous-chauffée de détenues souvent particulièrement vulnérables d'un point de vue psychologique.

Dans l'objectif de me rassurer que ces problématiques auxquelles fait référence le rapport du médiateur ainsi que de manière spécifique le document de l'association précitée, aient été prises en compte et/ou soient sur le point d'être traitées, j'adresse les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Concernant la possibilité des femmes condamnées ayant des enfants à charge, à prendre pour leur(s) enfant(s) les dispositions nécessaires avant d'entrer ou au moment d'entrer en prison, Madame la Ministre de la Justice peut-elle me renseigner sur l'avancée de la prise en compte de l'intérêt supérieur des enfants en cette matière par le législateur luxembourgeois depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 juillet 2018 et conformément à la règle 2 des Règles de Bangkok ?

2) Dans la suite de la question précédente, quelle est selon les sexes la fréquence de recours à d'autres modalités d'exécution de peine ou à des peines alternatives, telles que le port du bracelet électronique, l'exécution fractionnée, la semi-liberté, etc., depuis l'entrée en vigueur de la réforme de l'exécution des peines ?

3) Concernant l'assistance judiciaire et psychologique en cas de violences sexuelles pour les détenu(e)s, ont-elles pu être spécifiées expressis verbis dans la réglementation interne des centres pénitentiaires ?

4) Concernant les examens médicaux et les besoins spécifiques de santé des femmes, la disposition conforme à la règle 10 du Règlement de Bangkok, spécifiant qu'une détenue, si elle le demande, devra être examinée dans toute la mesure du possible par une infirmière et un médecin de sexe féminin et que la présence d'un personnel féminin est exigée dans tous les cas, a-t-elle été intégrée dans la réglementation interne ou dans les instructions de service en milieu carcéral comme à l'hôpital ?

5) Des consignes communes entre les établissements pénitentiaires, les autorités policières, la délégation du procureur général à l'exécution des peines et le CHL, concernant le traitement des détenu(e)s en milieu médical et en milieu hospitalier ont-elles été mises à jour et en conformité avec les normes internationales, notamment en ce qui concerne la recommandation d'éviter au mieux la présence d'un personnel non médical lors d'examens ou de prestations médicales ? Dans l'affirmative, en quoi consistent précisément ces consignes ?

6) Concernant l'offre thérapeutique disponibles aux femmes détenues, Madame la Ministre peut-elle me renseigner si cette offre a entretemps été élargie ? De même, une enquête en matière de besoins thérapeutiques auprès des détenus hommes et femmes a-t-elle finalement eu lieu ?

7) Concernant l'accès aux soins médicaux des enfants résidant ou visitant la prison, Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si les contrôles médicaux des enfants de détenues résidant en prison sont systématiquement exécutés à l'en-



trée et par un pédiatre, selon les recommandations du médiateur ? De même, le personnel pénitentiaire a-t-il bénéficié d'une formation aux besoins spécifiques de santé des enfants et des femmes détenues ?

8) Concernant toujours la situation des enfants résidant en prison auprès de leur mère détenue, Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre les recommandations du médiateur relatives à la réglementation spécifique de l'hébergement d'un enfant en prison (soins médicaux, prises en charge des besoins de l'enfant, démarches administratives, aménagement cellule, etc.) ?

9) Concernant la protection des enfants et mineurs, la fouille des enfants en bas âge et des mineurs rendant visite à des détenu(e)s a-t-elle pu être réglementée de manière plus spécifique en tenant compte de l'intérêt supérieur des enfants, selon les recommandations du médiateur ? Des dispositions y afférentes seront-elles intégrées dans les articles 37 et 38 de la loi du 20.07.2018 propres aux fouilles corporelles ? Est-ce qu'une rencontre entre le médiateur et la Ministre sur ce sujet a eu lieu et les conclusions ?

Le médiateur constate des différences de traitement concernant femmes et hommes détenu(e)s en matière des activités sportives et de formations ou d'activités de travail à leur disposition. Ainsi, les détenus femmes ne bénéficient pas d'un équipement sportif à égalité avec les hommes et/ou correspondant à leurs besoins.

10) Madame la Ministre a-t-elle l'intention d'œuvrer dans le sens d'une plus grande mixité dans les ateliers de travail, voire est-ce que des démarches dans ce sens ont déjà été engagées ?

11) Madame la Ministre peut-elle me dire si une monitrice sportive a entre-temps pu être engagée et si les détenues disposent désormais d'un meilleur équipement sportif et d'une offre d'activités sportives plus large ?

Concernant les enjeux de parentalité et de la vie de couple en prison, le médiateur indique des efforts manquants quant aux modalités des visites familiales, mais aussi l'absence d'une possibilité de visites dites « intimes ».

12) Madame la Ministre de la Justice peut-elle m'informer sur l'état d'avancement de l'application de ces recommandations ?

En réponse aux recommandations du médiateur concernant les problèmes d'aménagement des espaces à l'intérieur des prisons ne respectant pas les consignes internationales de la séparation des mineurs et majeurs, des femmes et des hommes, des prévenus et des condamnés, le Ministère de la Justice renvoie à la finalisation du nouveau Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff qui pourra résoudre certains de ces problèmes. Or, le médiateur, tout comme l'association « eran, eraus ... an elo ? » considèrent que des changements s'imposent également dans l'attente de la finalisation du CP d'Uerschterhaff.

13) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me confirmer si les recommandations du médiateur concernant l'aménagement des espaces en milieu carcéral, notamment pour assurer une séparation entre les condamnés et les prévenus, les hommes et les femmes, les mineurs et les majeurs, ont pu être traitées et exécutées ?

14) Madame la Ministre de la Justice peut-elle me confirmer que des blocs réservés aux femmes et aux personnes transgenres seront aménagés au CPU ?

Réponse (27.08.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

ad 1) Concernant la possibilité des femmes condamnées ayant des enfants à charge à prendre pour leur(s) enfant(s) les dispositions nécessaires avant d'entrer ou au moment d'entrer en prison, il faut trouver un équilibre entre, d'une part la prise en compte pour chaque condamné(e) de l'infraction commise et de la condamnation encourue, d'autre part des antécédents judiciaires et de la longueur de la peine privative de liberté et enfin, de la situation familiale notamment quand il s'agit de condamnés ou condamnées ayant à charge de jeunes enfants.

Durant les derniers mois, il y a eu trois affaires dans lesquelles de jeunes femmes, ayant à charge des enfants en-dessous de douze ans, ont intégré un des centres pénitentiaires du Luxembourg. Une condamnée a été placée au centre pénitentiaire de Luxembourg pour une peine correctionnelle de quatre ans, multirécidiviste. Deux condamnées ont été placées au centre pénitentiaire de Givenich (récidivistes, pour une condamnée une peine de réclusion a été prononcée avec un très large sursis). A chaque fois, Madame la Déléguée du procureur général d'Etat a donné des dates d'intégration en détention aux concernées avec un

report de quelques mois et elle a pris préalablement contact avec les juges de la jeunesse du tribunal d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch pour arranger le placement d'un enfant en foyer ou avec les pères des enfants, séparés des mères.

ad 2) Il s'agit d'une question relevant plus particulièrement de la compétence du procureur général d'Etat. Dans le cadre de la réforme pénitentiaire, il est recouru le plus possible à d'autres modalités d'exécution de peine ou à des peines alternatives, il revient au tribunal de décider au cas par cas. Concernant plus particulièrement l'utilisation du bracelet électronique, il y a actuellement 8 personnes sous surveillance électronique, 5 hommes et 3 femmes.

De septembre 2018 à août 2020, il y a eu au total 56 personnes qui ont été placées sous surveillance électronique (41 hommes, 15 femmes). Pendant la même période, 24 personnes ont pu bénéficier de travaux d'intérêts généraux au lieu d'une peine d'emprisonnement (21 hommes, 3 femmes).

ad 3) Si l'honorable Député se réfère à des violences sexuelles subies par les détenues au sein du centre pénitentiaire, il y a lieu de noter que la commission de violences sexuelles entre les deux sexes est pratiquement impossible au centre pénitentiaire de Luxembourg dû à la séparation très stricte des deux sexes. Les violences sexuelles entre détenues sont extrêmement rares et ne peuvent avoir lieu que lorsqu'il n'y a pas de surveillance. Dans le cas d'une agression sexuelle, l'assistance judiciaire et psychologique est cependant la même que celle prévue pour les hommes détenus.

ad 4) Cette question relève de la compétence du Ministère de la Santé, alors que le service médical est assuré au CPL par le CHL, il sera assuré au CPU par le CHEM. Conformément aux termes des conventions signées entre le CHL et le Ministère de la Justice d'une part, et le CHEM et le Ministère de la Justice d'autre part, les deux établissements hospitaliers exécutent leur mission en application des standards les plus évolués et les plus actuels de l'art de guérir.

ad 5) Il ne s'agit pas d'une compétence du Ministère de la Justice et de l'Administration pénitentiaire, alors que l'article 20, § 1^{er} stipule que la police assure l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff et que le transfèrement et le retrasfèrement comporte la garde des détenus concernés à l'extérieur du centre pénitentiaire. Étant donné que la police assure seule la garde au CHL, les consignes communes traitant des soins à fournir au détenu en milieu hospitalier ne concernent plus le CPL et à plus forte raison l'Administration pénitentiaire ainsi que le Ministère de la Justice.

ad 6) Actuellement, la réhabilitation du centre pénitentiaire de Luxembourg est en cours de planification. Le Ministère de la Justice ainsi que l'Administration pénitentiaire soutiennent pleinement toute démarche permettant d'élargir l'offre thérapeutique aux femmes détenues. D'ailleurs un projet offrant de multiples offres thérapeutiques est actuellement en cours d'élaboration par les professionnels travaillant au sein du CPL. Cependant, les locaux au bloc P2 du CPL sont actuellement trop exigus pour y recevoir des femmes, sachant qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité, d'y séparer les hommes des femmes détenues. A cela s'ajoute que le CHNP ne dispose actuellement pas de ressources en personnel suffisantes pour encadrer de telles activités. Une fois que le CPL aura été réhabilité, de nouvelles offres thérapeutiques pourront être proposées aux femmes détenues.

ad 7) Les recommandations concernant l'accès aux soins médicaux des enfants résidant ou visitant la prison sont actuellement prises en considération dans le cadre des réunions faisant suite à l'audit pénitentiaire. La prise en charge pédiatrique pourra être intégrée lors du renouvellement de la convention entre le Ministère de la Justice et le Centre hospitalier de Luxembourg. A noter toutefois qu'il s'agit de cas qui sont en pratique extrêmement rares.

ad 8) Les recommandations du médiateur relatives à la réglementation spécifique de l'hébergement d'un enfant en prison seront prises en compte dans le cadre des réunions faisant suite à l'audit pénitentiaire et pourront, le cas échéant, être intégrées lors du renouvellement des conventions collectives respectivement dans le règlement grand-ducal faisant suite à la réforme pénitentiaire qui est en cours d'élaboration.

ad 9) En ce qui concerne la fouille des enfants en bas âge et des mineurs rendant visite à des détenu(e)s, bien que la nouvelle loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire permette de soumettre le visiteur à une fouille intégrale, cette mesure n'a jamais été appliquée au CPL. La procédure est la sui-

vante : tout bagage ainsi que les manteaux et les autres vêtements lourds passent par le scanner RX et chaque visiteur est obligé de passer par le portique détecteur de métaux. En cas de signal persistant, le visiteur est appelé à se soumettre à une fouille qui consiste en une vérification au moyen du détecteur de métaux manuel ainsi qu'en un passage des mains gantées sur les vêtements et les poches. Si le visiteur refuse de coopérer, l'entrée au CPL lui sera refusée.

Il n'existe actuellement pas encore de réglementation spécifique concernant le contrôle respectivement la fouille des enfants en bas âge et des mineurs.

Les enfants en bas âge font l'objet d'un contrôle plus approfondi alors qu'il est constant que des substances interdites sont acheminées par les langes ou par les différentes cachettes qu'offre un Maxi-Cosi par exemple. La mère passe d'abord seule à travers le portique détecteur de métaux, ensuite elle passe avec son enfant dans les bras. Le Maxi-Cosi ne peut pas entrer au sein du centre pénitentiaire, celui-ci en met un à disposition de la mère qu'elle pourra utiliser à son gré au sein du centre pénitentiaire.

Les mineurs sont soumis aux mêmes modalités de visite que les adultes, donc une fouille par le biais d'un détecteur de métaux manuel, un passage par le portique détecteur de métaux et un passage mains gantées sur les vêtements et les poches.

ad 10) L'Administration pénitentiaire a été chargée de faire une analyse permettant de dégager dans quels ateliers des femmes pourraient être intégrées. Cette analyse est actuellement en cours, mais des résultats interprétables ne peuvent être fournis qu'après un retour à la situation normale, hors contexte de lutte contre la pandémie et les nombreuses séparations et interdictions de contact qu'elle impose.

ad 11) La demande de la part des femmes détenues de faire davantage d'activités sportives est quasi inexistante ne justifiant dès lors pas le recrutement d'une monitrice sportive. Actuellement, seules deux femmes pratiquent une activité sportive. Les cours de Zumba, qui étaient plus appréciés par les détenues ne peuvent avoir lieu pour des raisons de protection contre la pandémie virale. L'équipement en appareils de sport du bloc des femmes a été sensiblement amélioré. L'éventail de l'équipement sportif à la section des femmes est large. Une solution au manque d'espace ne pourra être trouvée qu'après la réhabilitation du CPL.

ad 12) En ce qui concerne les visites dites « intimes », celles-ci ne sont actuellement pas possibles en raison de l'infrastructure inadéquate qu'offre le CPL. Lors de la réhabilitation du CPL, qui aura lieu après l'ouverture du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff, il est prévu d'aménager des pièces permettant les visites intimes.

ad 13) Actuellement, tout est déjà mis en œuvre afin de respecter au mieux la séparation entre hommes et femmes, mineurs et majeurs ainsi qu'entre prévenus et condamnés. Cependant, il ne sera possible de résoudre tous les problèmes qu'après l'ouverture du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff. Une fois le nouveau centre pénitentiaire ouvert, les travaux de réhabilitation du CPL pourront commencer.

ad 14) Au CPU, il n'y aura pas de blocs réservés aux femmes alors que celle-ci resteront incarcérées au CPL. En ce qui concerne les personnes transgenres, il reviendra au tribunal de juger au cas par cas si ces personnes sont incarcérées au CPL ou au CPU. Au CPU, il sera possible de séparer les détenus transgenres des autres détenus.

Question 2598 (29.07.2020) de M. Gilles Baum et Mme Carole Hartmann (DP) concernant la fermeture de centres de dépistage :

En date du 28 juillet 2020, la première phase du dépistage à grande échelle fut prolongée, de façon réduite, jusqu'à la fin du mois d'août.

Par conséquent, plusieurs centres de dépistage, dont les centres à Junglinster et à Grevenmacher, ont été mis en veille.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- D'après quels critères le choix de fermeture des centres de dépistage fut-il pris ?

- Ne s'avère-t-il pas utile de maintenir un centre de dépistage dans la région Est du pays ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

- En ce qui concerne la logistique, de quelle façon la deuxième phase de dépistage à grande

échelle va-t-elle se différencier de la première phase ?

- Les centres de dépistage dans la région Est du pays seront-ils réactivés avec le début de la deuxième phase ?

Réponse commune (18.09.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

Les centres de dépistage qui sont restés ouverts lors de la période de prolongation de la première phase du dépistage Covid-19 à large échelle avaient été choisis en fonction de leur fréquentation au cours des derniers mois. Au cours du mois d'août, certains de ces centres de dépistage qui avaient été mis en veille ont été réouverts dans le contexte de l'augmentation de la capacité de diagnostic, dont un centre dans la partie Est du pays.

Pour la deuxième phase du dépistage Covid-19 à large échelle, une soumission publique a eu lieu.

Du point de vue logistique, le LST 2.0 diffère de plusieurs égards du LST 1.0, ceci afin de refléter la nouvelle orientation du dispositif qui se veut à la fois plus ciblé et plus flexible.

Le premier changement concerne ainsi la capacité de tests maximale par semaine. En effet, le nombre de tests par semaine a été adapté à l'évolution de la pandémie. Ceci se répercute aussi sur le nombre des centres de prélèvement lesquels seront réduits tout en maintenant une répartition géographique équilibrée sur l'ensemble du territoire de notre pays. Par ailleurs, les tests à l'aéroport seront dorénavant inclus dans le dispositif du LST 2.0 et des équipes mobiles sont à disposition pour assurer des interventions sur place en cas de cluster ou de situation d'urgence. De plus, des tests sérologiques à la recherche d'anticorps seront réalisés dans le cadre du LST 2.0, en complément aux tests PCR.

Une distribution géographique est assurée dans le cadre du LST 2.0 sur base de la densité démographique du Luxembourg. Ainsi, la population de la région Est du pays bénéficiera d'une station à Grevenmacher/Machtum.

Question 2599 (29.07.2020) de Mmes Stéphanie Empain, Djuna Bernard et M. François Benoy (déi gréng) concernant l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne :

Les négociations autour de l'accord de libre-échange entre le Mercosur (Marché commun du Sud, actuellement composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay) et l'Union européenne, qui ont commencé en 2000, ont été conclues le 28 juin 2019. D'après nos informations, cet accord pourrait être soumis pour signature aux chefs d'Etat européens en automne 2020. Or, une opposition considérable contre cet accord se manifeste dans plusieurs Etats européens. Ainsi, la Chambre des Représentants du Parlement néerlandais a adopté, début juin 2020, une motion demandant au Gouvernement de s'opposer à ce traité et le Président de la République française avait déjà fait part de son opposition en août 2019.

Au Luxembourg, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a annoncé le 25 août 2019 son opposition à la ratification du traité de libre-échange avec le Mercosur, tel que stipulé dans un communiqué du ministère : « En concertation avec le Premier Ministre, le Ministre Asselborn proposera au prochain Conseil de Gouvernement de geler la décision relative à la signature de l'accord. »

Le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à protéger l'environnement et à continuer la lutte contre le changement climatique. L'accord de coalition 2018-2023 stipule ainsi : « Les efforts requis seront entrepris pour faire en sorte que le respect de l'accord de Paris sur les changements climatiques devienne une clause essentielle et exécutoire de tout accord commercial. » Or, depuis l'élection du Président brésilien Jair Bolsonaro, la déforestation de l'Amazonie a rapidement accéléré. La déforestation entraîne de nombreuses conséquences négatives non seulement pour le climat, mais aussi pour les populations indigènes, la biodiversité, les sols et les cycles d'eau. La déforestation massive a aussi été la cause d'une augmentation substantielle du nombre d'incendies dans la forêt tropicale brésilienne.

Et pourtant, le Président Bolsonaro critique vivement la réglementation environnementale et les organismes chargés de faire respecter l'environnement. Lors d'une réunion ministérielle le 22 mai dont la vidéo a été récemment diffusée, le Ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, suggère à ses collègues de profiter du fait que l'attention soit focalisée sur la pandémie du Covid-19 : « Nous devons faire un effort pendant ce moment de répit au niveau de la couverture médiatique - on ne parle que du Covid-19 - pour nous engouffrer dans la brèche en changeant toute la réglementation et en simplifiant les normes. »³¹

En outre, l'accord Mercosur-UE suscite les craintes des filières agricoles dans l'UE à cause du risque de concurrence déloyale que représentent les produits importés de ces pays, produits qui souvent répondent à des critères moins contraignants au niveau de l'environnement, du droit du travail et au niveau du bien-être animal. La déforestation de l'Amazonie est en effet liée avec l'agriculture : des pans entiers de forêt sont rasés pour installer des élevages bovins et la culture de soja pour l'alimentation animale.

Dans ce contexte et considérant l'urgence climatique, nous aimerions demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles sont les prochaines étapes dans le processus de ratification de l'accord de libre-échange UE-Mercosur ?

2) Sachant que l'accord de libre-échange UE-Mercosur ne comprend pas de mesures exécutoires dans le cas où un des partenaires ne respecte pas l'accord de Paris et considérant que le Gouvernement brésilien n'est pas en faveur de la réglementation environnementale, quelle est la position des ministres par rapport à la ratification potentielle en automne ?

3) Messieurs et Madame les Ministres, sont-ils d'avis que l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne est compatible avec l'accord de Paris, ainsi que les engagements dans la lutte contre le changement climatique stipulés dans l'accord de coalition du Gouvernement ?

4) Dans la négative, le Gouvernement s'oppose-t-il à cet accord de libre-échange ? Cette opposition a-t-elle déjà été signalée à la Commission européenne ?

5) La pandémie de Covid-19 nous a montré que la destruction des habitats naturels des animaux exacerbe le risque de pandémies. Considérant le fait que la déforestation de l'Amazonie pourrait être accélérée par l'accord de libre-échange, la crise sanitaire ne constitue-t-elle pas un argument supplémentaire contre ledit accord ?

6) La crise nous a également rappelé l'importance de renforcer l'agriculture régionale. Or, cet accord prévoit une augmentation des quotas dans le domaine de l'agriculture. La pandémie du Covid-19 et la crise qui en résulte ont-elles mené à une réévaluation de modalités dans ce domaine ?

Réponse commune (10.09.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Le 28 juin 2019, l'Union européenne et les pays membres du Mercosur ont finalisé les négociations commerciales. Depuis, le texte est soumis à une révision juridique et est traduit dans toutes les langues officielles de l'UE afin de pouvoir être soumis aux États membres. La Commission présentera en principe avant la fin de l'année la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord susmentionné. La Commission décidera si l'accord est un accord de seule compétence européenne ou un accord mixte. Une fois conclu, l'accord sera soumis pour approbation au Parlement européen. En cas d'inclusion de l'accord commercial dans l'accord d'association UE-Mercosur, il sera aussi soumis à la ratification des États membres.

ad 2) La position du Gouvernement par rapport à la ratification de l'accord commercial UE-Mercosur n'a pas changé depuis sa décision

de gel de septembre 2019. Le Gouvernement s'attend à ce que les partenaires du Mercosur se préparent à respecter, avant même la conclusion de l'accord négocié, les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, notamment la protection de la forêt amazonienne, qui joue un rôle clé dans la protection du climat.

Pour qu'un accord commercial UE-Mercosur puisse voir le jour, il importe que les Gouvernements des États contractants s'engagent de bonne foi à mettre en œuvre notamment des politiques de protection du climat et de la biodiversité et de respect des droits de l'homme.

Au cours des prochains mois, le Gouvernement luxembourgeois, de concert avec d'autres États membres, continuera à œuvrer pour obtenir des engagements complémentaires des pays du Mercosur, à commencer par le Brésil, de manière à permettre une réévaluation de sa décision de gel de septembre 2019.

L'Union européenne est en contact régulier avec le Conseil national pour l'Amazonie, créé en janvier 2020 en réponse aux critiques venues de l'intérieur et de l'extérieur du Brésil. L'UE y fait connaître les préoccupations et y défend les intérêts des États membres de l'UE en ce qui concerne la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Le Gouvernement luxembourgeois s'engage de manière résolue au niveau de l'UE pour que la ratification et la mise en œuvre de l'accord de Paris deviennent à l'avenir une clause essentielle pour tout accord de l'Union, au même titre que le respect des droits de l'homme et la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

ad 3) Le chapitre consacré au développement durable de l'accord commercial prévoit que les États parties ratifient et mettent en œuvre l'accord de Paris. Il appartient donc aux parties contractantes de s'assurer que la mise en œuvre de cet accord soit compatible avec l'accord de Paris.

ad 4) La position du Gouvernement luxembourgeois a été décrite ci-dessus. Elle a été régulièrement signalée à la Commission européenne et aux autres États membres de l'Union.

ad 5) La pandémie de Covid-19, dont la source est un virus qui se transmet des animaux à l'être humain, a non seulement rappelé l'importance de la diversification des chaînes d'approvisionnement, mais aussi mis en exergue le lien entre la santé humaine et son activité économique. À la lumière des événements récents, le Gouvernement poursuivra son engagement pour continuer à développer la politique commerciale en tant que cadre pour un développement durable, tant dans l'Union européenne que dans les pays partenaires de l'Union. Pour prendre la pleine mesure des relations entre les pénuries observées pendant la crise du Covid-19 et les accords commerciaux, la Commission européenne a lancé une consultation publique pour collecter des idées pour voir comment faire évoluer les traités commerciaux que l'UE signe.

Il convient de souligner que l'accord commercial avec le Mercosur tout comme les autres accords de nouvelle génération conclus par l'Union européenne contiennent d'ores et déjà des dispositions permettant d'œuvrer dans ce sens. Ainsi, à titre d'exemple, la réduction de la déforestation dépendra, selon l'étude d'impact commanditée par la Commission européenne, essentiellement de l'adoption et de l'application efficace de politiques environnementales.

ad 6) Pour le Luxembourg, l'un des secteurs les plus sensibles de l'accord avec le Mercosur concerne l'élevage bovin. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire 857 des honorables Députés Messieurs Gusty Graas et André Bauler, le Mercosur, qui exporte déjà près de 200.000 tonnes par an avec des droits de douane pouvant aller jusqu'à 45 %, se voit accorder un contingent de 99.000 tonnes de viande de bœuf avec un droit de 7,5 %. La mise en place de ce contingent se fera de manière progressive, et il faudra cinq ans pour atteindre ce montant.

L'Union dispose également de la possibilité d'activer une clause de sauvegarde bilatérale permettant de suspendre les conditions tarifaires préférentielles sur les quotas négociés. Par ailleurs, la Commission s'est engagée à soutenir les agriculteurs européens à hauteur d'un milliard d'euros en cas de perturbations.

Cela dit, le Gouvernement luxembourgeois continuera à appeler à la mise en place d'un plafond global pour les concessions agricoles accordées dans le cadre des négociations commerciales. À cet égard, sans remettre en cause les concessions négociées de bonne foi avec les partenaires de l'Union, il réitérera son appel pour que les concessions commerciales futures

ne compromettent pas les initiatives prises dans d'autres domaines pour renforcer l'agriculture européenne.

Question 2600 (29.07.2020) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **situation actuelle en termes de personnel dans les structures d'hébergement pour personnes âgées** :

Depuis quelque temps les nouvelles infections au Covid-19 se multiplient à un rythme plus accéléré. C'est pourquoi le Gouvernement, ensemble avec la Direction de la Santé a émis des recommandations plus strictes concernant l'application de gestes barrières dans la sphère privée, mais aussi relatives à l'organisation de la santé et aux pratiques des professionnels de la Santé.

Cependant, l'on constate que de nouvelles infections font à nouveau leur apparition dans les structures pour personnes âgées. Les recommandations en vigueur concernant la prévention des infections à Sars-CoV-2 dans les structures d'hébergement pour personnes âgées datent du 20 mai 2020 et remplacent celles émises le 14 avril 2020 et modifiées le 28 avril 2020 et le 30 avril.

Dans ces recommandations, il n'est pas fait mention d'une éventuelle réserve en personnel, dans les cas où les infections parmi les résidents se multiplient et apparaissent chez le personnel. En revanche il y est précisé que : « Si le nombre de personnel soignant est insuffisant, des soignants seront réquisitionnés par le Ministère de la Santé. »

Dans l'objectif d'obtenir des clarifications à ce sujet, je vous prie Madame la Ministre de la Santé de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

1) Le Ministère de la Santé a-t-il déjà dû réquisitionner du personnel pour les structures d'hébergement pour personnes âgées ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous donner des informations précises sur la procédure d'un tel réquisitionnement de personnel ? De quel personnel s'agit-il précisément en termes de qualifications et d'affectation ?

3) Dans l'affirmative à la première question, Madame la Ministre peut-elle nous dire à combien de reprises du personnel a dû être réquisitionné et combien de personnes jusqu'à présent ?

Réponse (06.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Le Ministère de la Santé n'a pas réquisitionné du personnel soignant. D'ailleurs, il n'est pas prévu de réquisitionner du personnel soignant dans les structures d'hébergement pour personnes âgées en cas de multiplication d'infections. Au cas où la situation s'aggraverait dans les établissements précités, la réserve sanitaire va recourir dans la mesure du possible à du personnel soignant volontaire pour ces structures.

Question 2601 (30.07.2020) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **CR134 entre Manternach et Mertert** :

Den CR134 tèschent Manternach a Mäertert war fir bal 30 Méint praktesch onënnerbrach aus verschiddeenen Ursaache gespaart. Während dëser Zäit huet de Verkéier missen ëmgeleit ginn an d'Leit aus der Géigend hu vill Ëmweeër misse fieren. Als Grond fir d'Aarbechten ass d'Erofrutsche vum Talus laanscht d'Sir ugefuert ginn.

Ech wëll an deem Kontext folgend Froen un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi eng Aarbechte sinn hei gemaach ginn?
2. Aus wéi engem Grond hunn dës Aarbechte sou laang gebraucht?
3. Wéi kënnen an Zukunft sou laang Chantiere besser koordinéiert ginn, fir d'Bauzäiten esou kleng wéi méiglech ze halen?

Réponse (27.08.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

De 5. Januar 2018 gouf et um CR134 tèschent Manternach a Mäertert op der Plaz „Zwirwel/Fielsmillen“ een Hanggrutsch, woubäi d'Bëschung vum der Strooss laanscht d'Sir noginn huet.

Bei dësem Äerdgrutsch ass d'Bëschung vum enger Héicht vu 6 Meter direkt niewent der Strooss op enger Längt vu 27 Meter ewechge-

brach. D'Distanz vum der Sir bis bei de Stroosserand ass op dëser Plaz nëmme 7 Meter. Well den Äerdgrutsch net viruszegersi war, gouf et hei nach kee Projet. Obschonn den Äerdgrutsch direkt niewent der Strooss war, konnt den Traffic mat roude Luuchten op enger Spuer oprechterhalte ginn, bis d'Sanéierung vum dëser Plaz duerchgefuert gouf.

D'Strooss ass awer net nëmme wéinst dem Äerdgrutsch gespaart ginn, mee och wéinst dem Chantier, deem d'Eisebunns-Gesellschaft CFL un der Eisebunnsbréck duerchgefuert huet.

Vun den CFL aus war e Projet op der Fausermillen amgang, fir d'Dall vum enger Eisebunnsbréck ze erneieren. D'Spärzäite fir d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg hu fir dëse Projet aus planungstechnesch Grënn missen dräi Joer am Virus festgeluecht ginn an et war deemno och net méi méiglech, dëse Projet ze verréckelen.

Am Kader vum dësem Projet gouf et also eng Vollspär vum zwou Wochen am September 2018 an eng Vollspär vum enger Woch am Abrëll 2019.

D'Strooss tèschent Manternach a Mäertert war also während engem Joer an dräi Méint komplett gespaart. De Rescht vum der Zäit war den CR134 op an de Verkéier gouf bei de jee-weilege Chantiere méttels Luuchte gereegelt.

ad 1.
1) D'Dall op der Eisebunnsbréck (OA446) ass ersat ginn (vun den CFL).

2) Ofholze vum gerutschten Hang (vun der Natur- a Bëschverwaltung).

3) Ofsécherung vum Hang, laut de Gesetzer fir den Aarbechtsschutz.

4) Baue vum der neier Stützmauer, no den Ufuerderunge vum Waasserwirtschaftsamt.

5) Flécke vum enger Bréck direkt nieft dem CR134 duerch d'ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture).

6) Flécke vum OA444 direkt nieft der Stützmauer.

7) Entretienaarbechten (Ofsenkungen) um CR134 duerch de Service régional vum der Stroossebauverwaltung.

8) Fräsen an Abaue vum neie Stroossebelag op der Streck tèschent Fausermillen a Manternach.

9) Montage vum den neien normgerechte Leitplanken op deene geféierleche Plazen.

ad 2.
1) D'Aarbechten hu missen ënner schwierigen Aarbechtskonditiounen ausgefuert ginn:

- Stroossebreit vum nëmme 5,5 Meter,
- keng Méiglechkeet, fir mam Camion d'Kéier ze maachen,

- instabilen Ennergrond,
- schwéier Accessibilitéit fir Liwwerunge wéi z. B. Armaturen a Béton.

2) Et war onméiglech, de Chantier vum den CFL an den Neibau vum der Stützmauer gläichzäiteg auszufieren, well tèschent dem Chantier vum den CFL op der Fausermillen an dem Äerdgrutsch op der Fielsmillen eng Industriezon läit, déi zu all Moment huet missen accessibel sinn. Et konnt also eréischt nom Abrëll 2019 mat der Stützmauer ugefaange ginn. Dës Zäit gouf awer fir Follgendes genotzt:

3) e Projet auszeschaffen an déi noutwenneg Autorisatiounen unzefroen (well et sech hei net ëm e geplangte Projet gehandelt huet, mee ëm en Accident, war nach keen Dossier prett).

4) Op Wonsch vum Waasserwirtschaftsamt goufe véier Variante gepréift:

a) Eng Krainerwand (am ökologeschten) war statesch net méiglech.

b) Eng Mauer aus Gabione war an enger Naturzon net erwünscht a wär och ufälleg fir Ennerspullunge gewiescht.

c) Eng Mauer aus Waasserbausteng (ouni bëtons Stützmauer) ass och ufälleg fir Ennerspullunge.

d) Eng Stützmauer aus Béton mat Waasserbausteng verkleet war déi nohaltigst Léisung an och ökologesch vertriebar.

Nom Festleë vum Mauertyp gouf de Projet dunn esou séier ewéi méiglech ausgeschafft, fir vum Ëmweltministère approuvéiert kënnen ze ginn.

5) D'Autorisatiounen sinn ugefrot ginn (Natur- a Bëschverwaltung a Waasserwirtschaftsamt).

6) Den Terrain op der Fielsmillen war immens onstabil. Well d'geotechnesch Ennersichung am Januar 2018 kee schlëssegt Resultat zougelees huet, huet den Zoustand vum Terrain missen duerch eng „Schürfung“ (nom Abrëll 2019, also nom Ofschluss vum CFL-Projet) bestätegt ginn.

³¹ <https://bit.ly/3eODd1l> : Enregistrement de commentaires du Ministre Ricardo Salles divulgué aux médias



Aus sécherheetstechnesche Grënn ware follgend Etappen noutwenneg:

7) „Kampfmitteluntersuchung“ op Bommen aus dem Zweete Weltkrich.

8) Vernolung (cloutage) wéinst Gefor fir d'Aar-bechter (Juli 2019-September 2019), nom Règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

9) Waarden op d'Disponibilitéit vu spezialiséierte Firmen, déi des Aarbechten ausféiere kënnen.

10) Waarden op d'Liwwerung vun de Parementssteng (d'Steekaul war op eng onbrauchbar Schicht Steng getraff).

11) Renovationsaarbechte vun der ASTA un enger Bréck direkt nieft dem CR134.

12) Rehabilitationsaarbechten um OA444 direkt nieft der neier Stëtzmauer. Dës konnte leider net gläichzäiteg mat der Stëtzmauer gemaach ginn, well et keng Méiglechkeet gouf, fir d'Kéier mat engem Camion ze maachen.

13) Ausbessere vum CR134. Dëst konnt och net zur selwechter Zäit ewéi d'Stëtzmauer gemaach ginn, well et net méiglech war, d'Kéier mat engem Camion ze maachen.

14) De Stroossebelag huet missen erneiert ginn.

15) D'Leitplanke si montéiert ginn (d'Héicht vun de Leitplanken hänkt vum fäerdege Stroossebelag of).

ad 3. Wéi hei uewendriwwer duergestallt, handelt et sech net ëm e Koordinationsproblem, well all déi concernéiert Acteuren hu professionell zesumme geschafft, mee et ergëtt sech ënner anerem aus der prozeduraler Situatioun, dass all Aspekter detailléiert mussen ausgeschafft ginn, wat natierlech entsprecheend Zäit an Usproch hélt.

Leider ass et bei esou engem Äerdrutsch net méiglech, fir alles am Virus ze plangen a virauszugesinn. Et huet keen de Chantier mat Absicht verzögert. Bei dësem Chantier war et leider sou, dass vill ongëschteg Variablen zesummekomm sinn. Déi verschidde Chantiere konnten opgrond vun de lokale Gegebenheiten (Breet vun der Strooss, Zougängelechkeet vun der Industriezon etc.) an opgrond vun der Accidentgefor an dem Risiko vu géigesäitege Behënnerungen net gläichzäiteg ausgefouert ginn.

Question 2603 (30.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **cours de l'or** :

Suite à la crise du Covid-19 et aux tensions entre les États-Unis et la Chine, le cours de l'or bat actuellement tous les records.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances comment le marché de l'or a évolué au Luxembourg.

- L'État luxembourgeois dispose-t-il encore de réserves en or et, le cas échéant, quelle en est la valeur ?

- Dans la négative, quand l'État luxembourgeois a-t-il renoncé à des réserves en or et pour quelles raisons ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Il n'existe pas de cours de l'or officiel spécifique au Luxembourg. Le prix de référence de l'or, valable au niveau mondial, est celui du « London Gold Fix » établi par la « London Bullion Market Association ».

Tel que renseigné au bilan financier de l'État, établi et publié chaque année par la Trésorerie de l'État, l'État luxembourgeois disposait au 31 décembre 2019 de 1.800 pièces d'or de type Louis d'or, déposées auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

Quant aux autres réserves d'or dont disposait l'État à un moment donné, elles ont été transférées à titre de dotation à l'Institut monétaire luxembourgeois, prédécesseur de la Banque centrale du Luxembourg, en application de

l'article 4 de la loi du 20 mai 1983 portant création d'un Institut monétaire luxembourgeois et de l'article III de la loi du 22 avril 1998 portant modification des lois relatives à l'Institut monétaire luxembourgeois et au statut monétaire du Grand-Duché de Luxembourg.

Question 2606 (30.07.2020) de **M. Max Hahn** et **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant **l'utilisation de la technologie 5G dans la télémédecine** :

La cinquième génération des standards en matière de téléphonie mobile 5G promet des débits plus importants, plus de volume et une phase de latence plus courte lors de la transmission de données. Au-delà des promesses d'une meilleure connectivité, la 5G ouvre de nouveaux horizons aussi pour la médecine.

Grâce à cette technologie, une ambulance pourra être connectée à l'hôpital et transmettre en direct les données médicales du patient au médecin. Ce dernier pourra aviser les secouristes et améliorer la prise en charge du patient durant son transport à l'urgence, sans être physiquement présent. Ceci serait surtout avantageux aux patients vivant dans les régions rurales et plus éloignées du prochain hôpital.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle nous fournir des statistiques des cinq dernières années sur le temps de réponse médian d'une ambulance au Luxembourg ? Suite à la réforme des services de secours, peut-on constater une réduction du temps de réponse ? Existe-t-il des différences entre les régions du pays ?

- Madame la Ministre de l'Intérieur est-elle d'avis que la technologie 5G constitue un atout à la prise en charge des patients, entre autres dans les régions rurales du pays ?

- Madame la Ministre de la Santé peut-elle nous indiquer combien de médecins au Luxembourg ont suivi une formation en télémédecine ? Juge-t-elle utile de promouvoir davantage les formations en télémédecine ?

Réponse commune (17.09.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Le recensement des délais d'arrivée des secours ne se fait de façon électronique et systématique que depuis la mise en service du nouveau système de gestion et de traitement des alertes (« Einsatzleitsystem », ELS). Par conséquent, seules les données pour trois années entières sont disponibles :

Le délai d'arrivée moyen des ambulances (incluant le délai de traitement et de diffusion de l'alerte et le délai de départ) au niveau national était de 18 minutes et 29 secondes en 2017, de 17 minutes et 23 secondes en 2018 et de 16 minutes et 6 secondes en 2019.

Depuis l'introduction de l'ELS, un gain de 2 minutes et 23 secondes a donc pu être enregistré en moyenne pour l'ensemble du pays. Par ailleurs, des différences notables entre les régions du pays ne sont pas relevées.

Avant d'aborder le volet de la faisabilité de la télémédecine en utilisant un réseau 5G, il y a lieu de préciser que la télémédecine repose sur les piliers humain, technique et organisationnel.

En ce qui concerne le premier pilier, il y a tout d'abord lieu de considérer que la personne qui prend en charge le patient sur place, en l'occurrence un pompier du CGDIS, doit disposer de connaissances avancées dans les domaines de l'examen clinique du patient, du maniement des appareils diagnostics avec capacité de transmission des données, mais celui-ci doit surtout être capable de réaliser les gestes ordonnés par le médecin à distance.

Le pilier technique impose une couverture 5G nationale. Pour y parvenir, il faut disposer d'équipements techniques compatibles 5G, qui, actuellement, sont encore fortement limités dans le domaine des secours préhospitaliers.

Sur le plan organisationnel, il faut garder à l'esprit que la pratique de la télémédecine fait ap-

pel à la mise en place d'un pool de médecins spécialement formés, qui sont disponibles 24 heures sur 24 durant toute l'année et prêts à répondre immédiatement à une sollicitation des services de secours. Plus encore, les hôpitaux doivent être organisés de sorte à faciliter la prise en charge et la transmission en direct des données de patients.

Dans le cadre des secours préhospitaliers, l'utilisation du réseau 5G peut contribuer à une amélioration de la prise en charge des patients tout en répétant que les trois piliers susmentionnés restent une condition sine qua non à la mise en place d'une télémédecine fonctionnelle.

Cependant, bien que le système de télémédecine puisse apporter une expertise médicale rapide, il faut garder à l'esprit que ce type de prise en charge ne peut se substituer à l'intervention des SAMU conventionnels dans certains cas d'urgences vitales (p. ex. arrêt cardiaque, hémorragie massive). Dans d'autres types d'urgences (p. ex. accident vasculaire cérébral, infarctus du myocarde), il est à évaluer si la télémédecine permet d'obtenir un gain de temps, si un bénéfice réel en ressortirait pour le patient, et aussi quel serait le surcoût engendré par les équipements et le personnel nécessaires.

Finalement, le Ministère de la Santé ne possède pas de données concernant le nombre de médecins ayant suivi une formation en télémédecine. Pour rappel, selon le code de déontologie médicale (cf. article 13), « tout médecin doit entretenir et perfectionner sa compétence professionnelle en assurant son développement professionnel continu ». À noter qu'il existe déjà de nombreuses pratiques au Grand-Duché de Luxembourg requérant ce type de technologie (p. ex. téléconsultations mises en place durant la pandémie Covid-19 et déployées rapidement avec le soutien de l'ensemble des partenaires médicaux et certaines autres professions de santé, télé-expertise pour l'anatomopathologie entre le Laboratoire national de santé et les hôpitaux, etc.). Outre ces quelques exemples déjà fonctionnels, de nombreuses conférences et événements ont lieu au Luxembourg et dans les pays limitrophes sur ce thème, auxquels nombres de nos professionnels participent.

Question 2608 (31.07.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **test sérologique Covid-19** :

Das Leibniz-Institut in Jena hat einen Bluttest entwickelt, der binnen zehn Minuten anzeigt, ob der Getestete Antikörper gegen das Virus hat. So gibt das Testergebnis Auskunft darüber, ob die Person an Covid-19 erkrankt oder schon immun ist. Einen solchen Test bietet zum Beispiel seit dem 28. Juli das SLK-Klinikum in Heilbronn an.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an die Frau Gesundheitsministerin stellen:

- Gibt es seitens des Gesundheitsministeriums Überlegungen, einen solchen Antikörper-Bluttest auch in Luxemburg einzuführen?

- Wenn ja, liegt bereits ein Konzept vor?

- Wenn nein, gedenkt die Ministerin, einen solchen Test zumindest für das medizinische und das Pflegepersonal regelmäßig zur Verfügung zu stellen?

Réponse commune (11.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Es sind mittlerweile mehrere Schnelltests im Handel verfügbar, die (angeblich) in der Lage sind, die Sars-CoV-2-spezifischen Antikörper nachzuweisen, darunter derjenige des Leibniz-Institutes in Jena, der in einem einzigen Blutstropfen („finger prick“) sowohl IgM- als auch IgG-Antikörper gegen das Coronavirus nachweisen kann.

Bevor ein Test breitflächig eingesetzt werden kann, bedarf es einer ausführlichen klinischen Auswertung, um seine klinische Performanz zu bestimmen. Dabei werden Erkenntnisse gewonnen über die Sensibilität und Spezifität des Tests im klinischen Alltagsgebrauch und damit auch über die Zuverlässigkeit der Testergebnisse. Für Schnelltests liegt diese klinische Auswertung jedoch noch nicht in aller Vollständigkeit vor, sodass sich ein genereller Einsatz dieser Tests derzeit nicht rechtfertigen lassen würde.

Ein weiteres Problem besteht darin, dass sich aus dem Vorkommen von Antikörpern nicht allgemein auf eine bestehende Immunität schließen lässt. Hierzu müssen spezielle Antikörper bestimmt werden, sogenannte neutralisierende Antikörper („neutralizing antibodies“), wozu

aber zu diesem Zeitpunkt nur wenige Forschungslabors in der Lage sind. Aus diesem Grund sind die gängigen Schnelltests nicht dazu geeignet, eine verlässliche Aussage über einen eventuellen Schutz gegenüber der Infektion zu treffen (z. B. bei Personen mit erhöhtem Infektionsrisiko wie Krankenhausmitarbeiter).

In Luxemburg wurden bereits serologische Tests im Rahmen der CON-VINCE-Studie benutzt. Die Prävalenz der Antikörper in der Bevölkerung war sehr gering (etwa 3 %).

Ab September 2020 sollen wieder serologische Tests auf Stichproben der Luxemburger Bevölkerung durchgeführt werden, um die weitere Entwicklung der Prävalenz zu dokumentieren.

Question 2610 (31.07.2020) de **Mme Stéphanie Empain** (*déi gréng*) concernant le **développement du tourisme** :

Depuis 1973, la politique gouvernementale en matière de tourisme s'est basée sur une série de plans quinquennaux successifs visant à créer et à améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché. La base légale de la dixième et plus récente itération a été adoptée par la Chambre des Députés par la loi du 1^{er} août 2018 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique.

Couvrant la période 2018-2022 et englobant une enveloppe budgétaire de 60 millions d'euros, le dixième plan quinquennal se place dans la lignée du cadre stratégique « Tourisme 2022 ». L'un des « piliers » identifiés dans ce cadre, à la suite d'une analyse approfondie et en dialogue avec le secteur touristique, était l'ambition de placer le tourisme dans une optique qualitative et durable, par exemple en promouvant des démarches écoresponsables ou en valorisant l'économie circulaire et raisonnée.

Or, les priorités stratégiques exprimées dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif au dixième plan quinquennal (doc. parl. 7169/00, p.4) tournent plutôt autour de la réduction des délais de traitement, d'une simplification des procédures et des critères de sélection, ainsi que de la digitalisation. Dans cette mesure, le plan quinquennal est moins tributaire des principes du développement durable et écoresponsable que la stratégie « Tourisme 2022 » sur laquelle il repose. Dans la pratique, le Luxembourg mise depuis des années sur des aspects écologiques et d'économie circulaire du tourisme. Les engagements en ce sens sont d'ores et déjà certifiés par un label écologique (EcoLabel).

Comme Monsieur le Ministre l'a confirmé récemment face à la presse, il reste attaché au développement d'un tourisme de qualité. La préparation d'un prochain plan quinquennal pour le secteur touristique étant en toute hypothèse un projet laborieux et complexe, il convient d'ores et déjà de s'interroger sur ses priorités stratégiques et sur ses modalités d'élaboration.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il le constat que le plan quinquennal actuel ne prévoit point d'incitations aux entreprises et acteurs du secteur touristique de s'orienter davantage vers le développement durable et la promotion de l'économie régionale ou circulaire ? Par conséquent, est-il d'accord que le dixième plan quinquennal est moins ambitieux que la stratégie « Tourisme 2022 » en ce qui concerne ces objectifs ?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à introduire des objectifs de développement durable dans le prochain plan quinquennal ? Dans l'affirmative, quels sont les critères spécifiques qui lui paraissent importants ?

3) Comme le montre le succès de l'EcoLabel, le secteur touristique est conscient de l'importance des considérations écologiques pour le développement qualitatif du tourisme. La promotion de l'économie circulaire et régionale ou locale étant l'un des principes du tourisme écoresponsable, Monsieur le Ministre entend-il accorder une place particulière au développement durable lors des consultations avec le secteur en vue du prochain plan quinquennal ?

4) Au-delà du plan quinquennal, Monsieur le Ministre dispose-t-il d'autres moyens ou straté-

Le saviez-VOUS ?

MOTION

La motion est un texte, adopté par la Chambre des Députés, invitant le Gouvernement à prendre une certaine initiative ou à adopter une certaine position.



gies pour développer le tourisme écoresponsable et durable ? Y a-t-il eu des efforts sur ce plan depuis la présentation de la stratégie « Tourisme 2022 » ?

Réponse (06.08.2020) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme* :

La politique gouvernementale en matière de tourisme se base sur une programmation pluriannuelle de la politique touristique qui se traduit à travers l'exécution de plans quinquennaux successifs qui ont permis de créer respectivement d'améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché. Le dixième programme quinquennal, qui couvre la période de 2018 à 2022, accorde une priorité au soutien aux acteurs se situant en milieu rural. Le cofinancement des projets de modernisation, de rationalisation, d'extension et de construction nouvelle réalisés dans des infrastructures touristiques en milieu rural est ainsi un élément essentiel du dixième programme quinquennal.

L'élaboration du onzième plan quinquennal n'a pas encore débuté. La rédaction d'un tel document exige une adaptation constante aux mutations et aux exigences du secteur du tourisme. Force est néanmoins de constater que le développement durable joue indubitablement un rôle important dans le cadre de la stratégie nationale du tourisme. Cela se manifeste notamment par le fait que l'accent est mis davantage sur les marchés proches et un tourisme durable et écoresponsable. Notre vision est d'offrir des expériences durables axées sur la qualité de l'offre. C'est la raison pour laquelle nous soutenons notamment le « slow tourism » ainsi que le tourisme actif qui incitent à valoriser les atouts de notre environnement et à découvrir le Luxembourg à vélo ou à pied. Nous avons mis en place dans ce contexte par exemple le service de transport de bagages gratuits « movewecarry.lu » ainsi que le « Vélosommer 2020 » qui propose de nouveaux tronçons sécurisés réservés aux cyclistes et le label « bed+bike » qui certifie les établissements souhaitant la bienvenue aux cyclistes. À cela s'ajoute entre autres la promotion de l'EcoLabel, qui est attribué aux hôtels, campings, gîtes ruraux et hébergements de groupe luxembourgeois qui se distinguent par une gestion écologique et des pratiques respectueuses de l'environnement.

Question 2611 (31.07.2020) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant **l'introduction d'une nouvelle taxe sur déchets plastiques non recyclés** :

Il ressort notamment des conclusions de la réunion extraordinaire du Conseil européen des 17, 18, 19, 20 et 21 juillet 2020 que :

« Au cours des prochaines années, l'Union s'efforcera de réformer le système des ressources propres et d'introduire de nouvelles ressources propres. Dans un premier temps, une nouvelle ressource propre fondée sur les déchets plastiques non recyclés sera établie et appliquée à partir du 1^{er} janvier 2021. »

À ce sujet, on pouvait par exemple lire sur bfmtv.com que cette taxe « risque [...] de peser sur les entreprises incitées à être plus vertueuses en encourageant le recyclage et en limitant l'utilisation du plastique ». L'article en question note toutefois in fine que « rien n'exclut qu'elles [c'est-à-dire les entreprises] décident de la répercuter à leur tour sur les consommateurs ».

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de l'Environnement :

- Comment le Luxembourg envisage-t-il de percevoir cette ressource propre au profit de l'Union européenne ?

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer qu'une nouvelle taxe à mettre en place ne vienne en fin de compte pas grever le budget des consommateurs ?

Réponse commune (31.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Le Gouvernement salue l'accord trouvé à l'issue de la réunion du Conseil européen des 17 au 21 juillet 2020 quant au cadre financier plu-

riannuel pour la période 2021-2027 pour un montant total de 1.074 milliards d'euros ainsi qu'à la mise en place du plan de relance « Next Generation EU » à hauteur de 750 milliards d'euros.

Dans ce même contexte, les chefs d'État ou de Gouvernement ont marqué leur accord à l'introduction d'une nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés, et ce à partir de 2021.

Il y a lieu de préciser à ce titre que l'introduction d'une telle contribution nationale au budget de l'UE n'est pas à confondre avec une obligation d'introduire une taxe sur le plan national, les États membres étant libres de prendre les mesures les plus adaptées pour atteindre les objectifs environnementaux souhaités et de financer cette contribution par la voie la plus appropriée.

Partant, le Gouvernement n'entend pas introduire une « taxe plastique » sur le plan national pour l'exercice 2021, tout en poursuivant l'étude de nouvelles pistes en matière de fiscalité environnementale dans le cadre de la réforme fiscale à venir.

La contribution du Luxembourg au titre de la nouvelle ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés sera par conséquent financée à travers un crédit budgétaire qui sera inscrit au projet de Budget de l'État pour l'exercice 2021.

Question 2612 (31.07.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant **la surmortalité liée à la pandémie de la Covid-19** :

Selon les chiffres de l'Institut statistique français, l'épidémie de Covid-19 aurait engendré en Europe un pic de surmortalité de 50 % entre fin mars et début avril. Selon ces chiffres, l'Espagne, la Belgique, l'Italie et la France ont été les plus touchées.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si, et dans quelle mesure, une telle évolution a pu être observée dans notre pays.

2) Quelle est, le cas échéant, la période la plus touchée ?

3) Quelle est l'évolution sur le premier semestre 2020 par rapport aux mêmes périodes des années précédentes ?

Réponse (18.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

À titre préliminaire, nous souhaitons porter à l'attention de l'honorable Député que selon les chiffres de l'Institut statistique français, l'épidémie de la Covid-19 aurait engendré en Europe un pic de surmortalité de 50 % entre fin mars et début avril. L'Espagne, la Belgique, l'Italie, et la France sont les pays les plus touchés.

Les chiffres évoqués dans la question parlementaire sont ceux publiés par l'INSEE dans « INSEE Focus » n° 200 disponible en ligne sur www.insee.fr/fr/statistiques/4637552#consulter. Le pic de surmortalité de 50 % relevé dans la question parlementaire fait référence à la phrase suivante de cette publication : « Lors de cette semaine [la semaine 14 du 30 mars 2020], le surcroît de mortalité a approché 50 % en Europe, c'est-à-dire qu'il y a eu 50 % de décès en plus que la même semaine moyenne de la période 2016-2019. »

L'interprétation des résultats luxembourgeois publiés dans l'analyse de l'INSEE doit cependant être faite avec prudence. Étant un petit pays, le Luxembourg comptabilise un nombre de décès par semaine sujet à des variations impactant directement l'indicateur observé par l'INSEE : le surcroît de mortalité exprimé en %. Ces variations ont un impact plus limité dans un pays de plus grande dimension à l'instar des pays principalement affectés par la pandémie comme la France, l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

ad 1) Selon le tableau des données sources de Eurostat que l'INSEE a exploitées, en semaine 14, la surmortalité du Luxembourg était de 10 %.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Selon ce même tableau publié par Eurostat, la période la plus touchée au Luxembourg fut la semaine 15 (du 6 avril au 12 avril) avec un taux de 64 %. La période avec un pourcentage de surmortalité supérieur à 50 % n'a duré qu'une seule semaine. Dans les pays concernés par une surmortalité supérieure à 50 %, la surmortalité a duré pendant trois à cinq semaines.

Il échet cependant de préciser que ni l'étude de l'INSEE, ni Eurostat n'indiquent clairement

la source des données luxembourgeoises exploitées, à savoir les décès de droit monitorés par Statec ou bien les décès de fait monitorés par la Direction de la santé. Ainsi, l'exploitation des données du registre des causes de décès permet de mesurer la surmortalité durant la 15^e semaine 2020 à 40 %, soit 79 décès en moyenne durant la période 2016-2019 et 110 décès en 2020.

ad 3) L'exploitation des données extraites du registre des causes de décès permet d'établir que durant le premier semestre 2020, il n'y a pas eu de surmortalité par rapport aux années précédentes : soit 2.065 décès en moyenne en 2016-2019 et 2.062 décès en 2020.

Question 2613 (31.07.2020) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant **le dépôt d'une demande de protection internationale** :

Le ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui craint d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social peut introduire une demande de protection internationale au Luxembourg. Il doit pour cela exprimer son souhait de déposer une demande auprès de la Direction de l'immigration ou encore d'un agent de police ou du Service de contrôle à l'aéroport notamment et se présenter par la suite personnellement auprès de la Direction de l'immigration afin de faire enregistrer sa demande.

Or, il m'a été rapporté qu'un certain nombre de personnes se sont présentées à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale, mais qu'elles y ont finalement renoncé ou n'ont pas réussi à ce faire.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration :

1) Pouvez-vous me renseigner sur le nombre de personnes qui se sont présentées à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale et le nombre de personnes dont la demande de protection internationale a effectivement été enregistrée ? Veuillez s'il vous plaît m'indiquer ces chiffres pour les années 2018, 2019, et dans la mesure du possible pour la première moitié de 2020, tout en précisant les motifs qui ont mené à la décision de ne pas enregistrer les demandes.

2) Pouvez-vous me renseigner sur le déroulement précis de ce premier entretien censé mener à l'enregistrement d'une demande de protection internationale ? Quelles sont les personnes présentes à cet entretien, quelles sont les procédures suivies par les fonctionnaires en charge de l'enregistrement des demandes, quelles sont les vérifications entreprises et quels sont les critères qui peuvent mener à la décision de ne pas enregistrer une demande ?

3) Pouvez-vous exclure que des personnes souhaitant introduire une demande de protection internationale soient mises sous pression par des responsables de l'administration afin de les inciter à retirer implicitement leur demande ?

4) Est-ce que les personnes concernées peuvent être accompagnées dans leur démarche par des personnes de confiance ou par un avocat ? Ne serait-il pas judicieux de prévoir que la personne désireuse de déposer sa demande de protection soit d'office soutenue dans sa démarche par une personne indépendante qui maîtrise parfaitement les dispositions légales, par exemple un(e) juriste ou une personne issue de la société civile ?

5) Est-ce que des fouilles personnelles sont pratiquées sur les personnes concernées lorsqu'elles se présentent avec l'intention de déposer une demande de protection internationale ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me renseigner sur les dispositions légales qui permettent ces fouilles, ainsi que sur les objectifs de ces fouilles ?

6) Est-ce que des personnes qui se présentent à la Direction de l'immigration avec la volonté de déposer une demande de protection internationale peuvent être enfermées sur place ou être autrement privées de leur liberté de mouvement, même pour un laps de temps limité ?

Dans l'affirmative, pouvez-vous m'indiquer les dispositions légales qui permettent de telles mesures ?

7) Quelles sont les procédures applicables afin de vérifier si une personne qui souhaite déposer une demande est mineure ou majeure ? Est-ce que ces procédures sont suivies uniformément et rigoureusement ?

Réponse (26.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) En 2018, 3.428 personnes se sont présentées auprès du primo-accueil de l'Office national d'accueil et 2.206 personnes ont effectivement introduit une demande de protection internationale auprès de la Direction de l'immigration. En 2019, ce rapport était de 3.351 contre 2.047 ; en 2020 (état : 30 juin 2020), ce rapport était de 788 contre 443.

Cette différence s'explique entre autres par le fait qu'un certain nombre de personnes accueillies par l'ONA ne se présentent pas à la Direction de l'immigration afin d'introduire une demande formelle de protection internationale, d'autres n'ont simplement pas voulu introduire une demande.

ad 2) Il n'existe pas de critère visant à refuser d'enregistrer une demande, puisque toute personne ressortissante d'un pays tiers qui veut introduire une demande est libre de le faire après avoir été informée de la procédure qui lui sera applicable. Lorsqu'une personne se présente à l'accueil du Service Réfugiés, un agent de police judiciaire procède aux vérifications nécessaires dans les systèmes Eurodac, SIS et VIS, et un agent du Service Réfugiés demande à la personne l'objet de sa venue au Luxembourg. En fonction des informations recueillies par l'agent, les informations pertinentes liées à la situation individuelle de la personne lui sont expliquées oralement en présence d'un interprète.

Conformément à l'article 11 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire et à l'article 4 du règlement Dublin III, les agents ont une obligation légale d'informer les personnes qui, selon les dispositions légales, ne se sont pas qualifiées afin que la procédure se continue au Luxembourg. La loi du 18 décembre 2015 énumère clairement les situations dans lesquelles soit une décision d'incompétence soit une décision d'irrecevabilité est prise. Afin de ne pas donner de faux espoirs à ces personnes, il importe de leur fournir dès que possible ces informations. Il s'avère dans la pratique qu'une fois informées, de nombreuses personnes décident de ne pas introduire une demande de protection internationale et repartent vers l'État membre soit responsable de leur demande, soit qui leur a déjà accordé une protection internationale. Cette décision personnelle est actée par écrit et contresignée par les intéressés. Si toutefois, une personne maintient son souhait d'introduire une demande de protection internationale, cette dernière sera enregistrée en bonne et due forme.

ad 3) Oui.

ad 4) La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire ne prévoit pas la présence de tierces personnes ou externes dans le cadre de l'enregistrement de la demande de protection internationale. Les agents du Service Réfugiés sont dûment formés pour fournir les informations pertinentes et en cas de situation plus complexe les juristes du service, disponibles à tout moment pour les agents de l'accueil, se rendent au primo-accueil pour compléter les informations à allouer en cas de besoin.

ad 5) Il y a lieu de préciser que les agents de la police judiciaire suivent des procédures bien établies visant justement à éviter une systématisation des fouilles et à les réduire au strict nécessaire. Tout d'abord, l'agent établit dans quelle mesure le demandeur a déjà enregistré une demande d'asile dans un autre État membre de l'Union européenne, ceci via la prise d'empreintes digitales et un bref échange.

Ensuite, lorsqu'aucune demande dans un autre État membre n'a pu être constatée, les agents de la police judiciaire procèdent à une première interview qui vise à recueillir des éléments du demandeur concernant entre autres sa personne, ses origines et son trajet pour arriver jusqu'au Luxembourg. Dans la grande majorité des cas, l'interview ne fait ressortir aucun élément qui permettrait de mettre en doute les éléments apportés par le demandeur de sorte qu'à ce stade, aucune action particulière n'est requise par les agents de la police judiciaire. Ce n'est qu'en présence de doutes sérieux et fondés sur la véracité du récit du demandeur qu'une fouille, strictement limitée aux effets personnels de la personne, peut apporter quelques éléments pour affirmer ou infirmer ses déclarations.

Par conséquent, le recours à une fouille se limite à la stricte et absolue nécessité telle que prévue à l'article 12 (5) de la loi du 28 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire.

ad 6) Les demandeurs de protection internationale ne peuvent pas circuler librement dans les locaux du Service Réfugiés et ce pour des raisons de sécurité évidentes.



ad 7) Si une incertitude existe qu'une personne pourrait être mineure, le bénéficiaire du doute profitera dans tous les cas à la personne qui sera considérée comme mineur d'âge. Dans l'hypothèse où aucun doute n'existe sur l'âge d'une personne (documents d'identité ou passeport versé(s) - aspect physique - déclarations cohérentes) le dossier est ouvert et la procédure suit son cours normalement.

En revanche, si une personne ne peut raisonnablement pas être considérée comme mineure et qu'elle ne collabore pas respectivement ne verse aucun document permettant d'établir son âge, la Direction de l'immigration peut, suivant l'article 20 (4) de la loi relative à la protection internationale transposant les dispositions de l'article 25-5 de la Directive « Procédure », ordonner « des examens médicaux ». Ces derniers sont effectués par des médecins experts du Laboratoire national de santé et par des radiologues de l'Hôpital de Dudelange.

Il importe de souligner que ni la Direction de l'immigration ni le LNS ne peuvent contraindre une personne à se soumettre à un tel examen.

Question 2615 (03.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'ajustement des pensions :**

An der Press ass iwwert d'Suerg vun enger grousser Gewerkschaft ze liesen („Tageblatt“ vum 3. August 2020), wat den Ajustement vun de Pensionen an d'Allocation de fin d'année fir d'Renten ueget.

Duerfir hätt ech dës Froen un den Här Sozialminister:

1. Ginn d'Pensionen Enn dës Joers ajustéiert, wéi d'Gesetz vum 21. Dezember 2012 et virgesäit?

2. Ass d'Regierung mat der Interpretatioun vun der zitierter Gewerkschaft d'accord, datt d'Aussetze vun dësem Ajustement vun de Pensionen, wéi et am Gesetz virgesinn ass, eng strukturell Moosnam ass, déi deemno net am Kader vun enger aussergewöhnlecher Kris wéi der Coronaepidemie daerf spillen?

3. Huet d'Regierung Pläng, d'Allocation de fin d'année, wéi si am Gesetz vum 21. Dezember 2012 virgesinn ass, ofzeschaffen? Kann d'Regierung garantéieren, datt dës Zoulag iwwert déi nächst Jore bestoe bleibt an net a Fro gestallt gëtt?

Réponse (24.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale :*

Den Artikel 225bis vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« [...] le montant des pensions est multiplié par le facteur de réajustement qui représente pour une année de calendrier la somme de l'unité et du produit de la multiplication du taux de variation annuel du facteur de revalorisation entre l'avant-dernière année et l'année précédant celle-ci par le modérateur de réajustement applicable pour l'avant-dernière année ».

D'Adaptatioun fir d'Joer 2021 entsprécht also der « somme de l'unité et du produit de la multiplication du taux de variation du facteur de revalorisation entre 2019 et 2018 par le modérateur de réajustement applicable à 2019 ».

De Facteur de revalorisation vun 2018 ass 1,484 an dee vun 2019 ass 1,503.

De Modérateur de réajustement fir 2019 ass 1, well d'Prime de répartition pure vun 2019 21,58 % ass an den Taux de cotisation vu 24 % net dépasséiert.

D'Rechnung gëtt folgendermoosse gemaach:

« Adaptation 2021 = 1 + modérateur₂₀₁₉ (facteur de revalorisation₂₀₁₉/facteur de revalorisation₂₀₁₈ - 1)

Adaptation 2021 = 1 + 1 (1,503/1,484 - 1) = 1,013 »

D'Pensionne ginn also ëm 1,3 % an d'Luucht den 1.1.2021.

Wat d'Allocation de fin d'année ubelaangt, gesäit den Artikel 219bis vum Code vun der so-

zialer Sécherheet vir, datt se ausbezuelt gëtt ënnert der Konditioun, datt den Taux de cotisation net 24 % dépasséiert.

Eng Erhéijung vum Taux de cotisation ass aktuell net virgesinn, genausouwéineg wéi eng Kierzung vun de Renten duerch d'Coronaepidemie.

Question 2616 (03.08.2020) de **MM. François Benoy** et **Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant **l'enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée à la Covid-19 :**

Le 18 juin 2020, le Ministère de l'Intérieur a lancé une enquête dans le secteur communal concernant l'organisation du travail pendant la crise liée au Covid-19. L'enquête, qui a été réalisée en coopération avec les partenaires sociaux, s'adressait à tou-te-s les agent-e-s du secteur communal et avait l'objectif de recueillir des informations concernant leurs expériences durant la crise. Les résultats de l'enquête pourraient notamment nourrir les réflexions du Gouvernement quant à des futures approches concernant le télétravail et la digitalisation dans le secteur communal.

Dans ce contexte, nous nous permettons de demander les renseignements suivants :

1) Madame la Ministre pourrait-elle nous renseigner sur le nombre d'agent-e-s ayant participé à l'enquête, ainsi que sur les résultats de cette dernière, notamment concernant :

- a) les mesures extraordinaires ;
- b) le télétravail : sa prévalence, son impact sur les méthodes de travail, la satisfaction des agent-e-s travaillant à domicile, les avantages, désavantages, éventuelles lacunes et possibilités d'amélioration rapportés, ainsi que l'éventuel souhait de maintenir la possibilité du télétravail dans le futur ?

2) Dans quelle mesure l'expérience durant la crise a-t-elle été différente pour des agent-e-s de différents groupes d'âge et de sexe ?

3) Madame la Ministre serait-elle en mesure de partager ses premières réflexions quant aux enseignements à tirer de la crise au niveau de la digitalisation et du télétravail ?

4) De quelle manière Madame la Ministre entend-elle intégrer les résultats de l'enquête dans la réforme de la loi communale ?

Réponse (24.08.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur :*

La consultation lancée dans le secteur communal se compose d'une part de l'enquête menée auprès des agent-e-s du secteur communal, mentionnée par les honorables Députés, et d'autre part d'un questionnaire destiné aux collègues des bourgmestre et échevins, bureaux de syndicats et président-e-s d'établissements publics communaux. Ainsi, la juxtaposition des différentes perspectives nous permettra de disposer d'une vue globale des modes de travail, et notamment du télétravail, durant ces premiers mois de la crise liée au Covid-19.

La consultation s'est terminée le 15 juillet. Mes services sont actuellement en train d'analyser les réponses et de préparer un rapport sur les résultats qui s'en dégagent. Je tiens à préciser qu'une discussion, déjà entamée avec les partenaires sociaux, aura lieu au sein de la commission centrale du secteur communal qui, sur base des premiers échanges à ce sujet, a souhaité qu'une analyse ait lieu afin d'évaluer si un encadrement du télétravail s'avère nécessaire.

Je tiens à préciser que la base légale pour l'exercice du télétravail est l'article 21bis de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. Le cas échéant, l'élaboration d'un dispositif plus précis pour l'encadrement du télétravail se fera sur base de cet article, plutôt que dans le cadre de la refonte de la loi communale. Toutefois, les initiatives, tant législatives que non législatives à élaborer dans ce contexte, contribuent bien évidemment à l'esprit du « matenee fir eng modern Gemeng ».

Question 2618 (04.08.2020) de **MM. Gusty Graas** et **Claude Lamberty** (DP) concernant **les chiens renifleurs formés à détecter la Covid-19 :**

Dans le cadre d'un projet pilote, les chiens d'un groupe canin de la « Bundeswehr » sont entraînés à reconnaître les personnes contaminées par le coronavirus Sars-CoV-2. Des expérimentations similaires ont également été lancées à l'École nationale vétérinaire d'Alfort, dans le Val-de-Marne.

Cette méthode de détection pourrait être surtout utile dans les espaces publics, tels que l'aéroport ou la gare centrale, afin de limiter davantage la propagation du virus.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant des résultats de ces projets pilotes ?

- Dans l'affirmative, les ministres jugent-ils utile de lancer une formation similaire au Luxembourg et/ou de prévoir, le cas échéant, une collaboration policière transfrontalière ?

Réponse commune (24.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure :*

La détection d'un virus ne fait pas partie des missions policières et n'est pas prévue à moyen terme. A notre connaissance, aucune unité de police dans nos pays avoisinants ne travaille dans ce domaine, les unités énumérées par les honorables Députés concernant une unité de l'armée allemande (dans le cadre d'un projet universitaire) et une unité vétérinaire française, revêtues certes d'autres missions que la Police grand-ducale.

Question 2620 (05.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant **le service de blanchisserie dans les maisons de soins :**

Während an normalen Zäite verschidden Awunner an de Fleegeheemer hir Wäsch duerch ee Familljemember oder Frënn wäsche loossen, hu während dem Confinement all d'Awunner Gebrauch misse maache vum zoustännege Service, fir Kleeder a Léngent wäschen ze loossen. Elo ass et esou, datt all Fleegeheem ee Wäschservice zu sengem Präis als Extra ubidde kann.

De Code de la sécurité sociale, deen d'Assurance dépendance reegelt, leet am Artikel 350 fest, datt d'Hëllef „en aides et soins“ vun der Assurance dépendance iwwerholl ginn.

An deem Zesammenhang weilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung an der Madamm Minister fir Famill an Intégratioun dës Froe stellen:

1. Opgelëscht pro Joer, wéi vill Euro sinn tëscht 2016 an 2020 fir Wäschservice vun der Assurance dépendance iwwerholl ginn?

2. Rembourséiert d'Assurance dépendance automatéisch d'Fleegeheemer oder kënnen d'Awunner op Noweis vun enger bezuelter Rechnung de Remboursement vun der Assurance dépendance selwer froen? Falls Eischteres de Fall ass, wéi kënnen d'Awunner vun engem Fleegeheem wëssen, wéi eng Service vun der Assurance dépendance iwwerholl goufen?

3. Ginn d'Käschte fir d'Wäscherei integral an ouni Plaffong vun der Assurance dépendance iwwerholl oder mussen d'Awunner d'Différenz tëschent dem Plaffong an dem Präis vum Service bezuelen?

Réponse commune (14.08.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

D'Käschte fir d'Wäscherei an de Fleegeheemer falen net an de Champ d'application vun der Fleegeversécherung, deen am Livre V vum Code vun der sozialer Sécherheet définéiert ass. Effektiv ass d'Zéngschtleeschung, déi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro mentionéiert, net Deel vun de Prestatiounen, déi am Artikel 350 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesi sinn. Deem-entspreechend kann d'Fleegeversécherung net fir esou Déngschtleeschungen opkommen.

Question 2624 (05.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **la fermeture d'un chantier dans la commune de Beckerich :**

D'„Lëtzebuurger Wort“ schreift de 5. August iwwer e Baustopp an der Gemeng Biekerech. Ouni positiv Äntwert op eng Demande fir eng Geneemegung, déi ouni déi virgeschriwwen Ökobilanz agereecht gi war, sinn hei Beem an Hecken ewechgemaach ginn, fir eng Crèche ze bauen.

An deem Kontext hunn ech dës Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Confirméiert d'Madamm Minister, datt zu Biekerech Aarbechte fir eng Crèche gestoppt gi sinn, well hei ouni Geneemegung Beem an

Hecken ewechgemaach gi sinn, an dat opgrond vun hirer Entscheedung vum 25. Juni?

2. Wéi vill Beem an Hecke sinn hei ewechgeholl ginn a wat sinn déi méiglech Auswierkungen op d'Fauna, déi duerch dës illegal Aktioun entstane sinn?

3. Ass esou eng Geneemegung, fir Beem ewechzemaachen eng Formalitéit, bei där den Demandeur just muss e fixéierte Montant bezuelen, oder ginn esou Demanden och emol refuséiert, well déi dermat verbonnen Ökobilanz ze schlecht ausfällt (engem Mataarbechter aus dem Ëmweltministère no ass méiglecherweis de Liewensraum vu Flantermas zerstéiert ginn)?

4. Wär eventuell an dësem Fall, wou anscheinend de Liewensraum vu Flantermas a Gefor komm wär, keng Geneemegung ausgestellt ginn, fir d'Beem ewechzemaachen? Wéi vill Prozent vun dëse Geneemegungen, fir Beem an der Gréngzonen ewechzemaachen, gi positiv beäntwert, am Fall wou dem Ëmweltministère e kompletten Dossier virliift?

Iwwert dës Kontext eraus stelle sech awer eng Rëtsch Froen, wat d'Prozedure vum Ëmweltministère ueget:

5. Ass et üblech, datt e Mount nom Baustopp, deen d'Madamm Minister ënnerschriwwen huet, d'Forstverwaltung op der Plaz virstelleg gëtt, fir déi feelend Ökobilanz vun der Geneemegung virzehuelen?

6. Wien huet dës Verwaltung (Administration de la nature et des forêts - ANF) mandatéiert, nodréiglech a relativ zäitno eng Ökobilanz ze maachen, nodeems de Schued gemaach war?

7. Ass et üblech, datt den Ëmweltministère Leit, déi Bestëmmungen net agehalen hunn, eng Ekip vun Experte laansch schéckt, fir hiren Dossier nodréiglech ze kompletéieren? A wéi vill Fäll vu Baustopp-Prozeduren opgrond vum Feele vu Geneemegungen hunn Zerwisser vum Ëmweltministère nodréiglech den Dossier kompletéiert?

8. Gëtt den Zerwiss vun der ANF, fir en Ökobilanz ze erstellen, normalerweis facturéiert? Wat hätt esou en Ökobilanz duerch de Ministère am Fall vun Schantjen, deen eis hei intresséiert, kascht? Wat kascht esou eng Expertise bei engem private Büro?

9. War d'Interventioun, an dësem konkreete Fall nom Baustopp vum Bauhär ugefrot ginn, vun der Madamm Minister oder vum Ministère ugeuerdert ginn oder huet deen Zerwiss sech aus eegener Initiativ deplacéiert? Huet d'Madamm Minister dësen Dossier kannt? Wa jo, wéini ass en hir virgeluecht ginn? Wéi eng Decisiounen huet si perséinlech getraff a wéi eng Instruktiounen huet si ginn?

10. A wéi vill Prozent vun de Fäll vu Geneemegungen, fir Beem ewechzemaachen, schéckt d'Madamm Minister oder de Ministère den zoustännege Zerwiss eraus oder deplacéiert dee sech op eegen Initiativ, fir esou eng Etüd ze maachen?

11. Ass et richteg, datt den Ëmweltministère esou en Ökobilanz net bei all Demande mécht, mee datt Demandeur op hir Käschte mussen en Ingenieurbüro beoptragen? A wéi vill Prozent vun de Geneemegungen, fir Beem ewechzemaachen, intervenéieren Zerwisser vun Ëmweltministère, a wéi vill Prozent vun de Fäll dovunner gratis?

12. Wat sinn d'genee Kritären, opgrond vun deenen de Ministère decidéiert, ob seng Zerwisser dës Aarbecht maachen, wéini si gratis ass a wéini de Bauhär sech muss un e privaten Ingenieurbüro wendden?

13. Wat ass déi duerchschnëttlech Zäit, déi Ëmweltministère brauchen, fir esou eng Ökobilanz op der Plaz ze maachen, vun deem Moment un, wou si geruff ginn?

14. Ass och e soziale Kritär virgesinn, esoudatt eventuell de Gratiszerwiss prioritär fir déi Leit wär, déi sech eng deier Expertise net esou gutt kéinte leeschten?

15. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt an engem Ministère all Méiglechkeet, Leit ënnerschiddlech ze behandelen an eenzel Käschten ze erspueren, déi anerer operluecht kréien, eng gewësse politesch Brisanz huet?

16. Huet d'Madamm Minister no änleche Virwërf am Kader vun enger anerer Affär zu Déifferdeng, Moosname getraff, fir d'Méiglechkeet vu bezuugter Behandlung an hirem Ministère ze ënnerbannen?

17. Sinn, wat d'Prozedure vum Ëmweltministère ueget, iergendwelch Konsequenzen aus där Déifferdenger Affär, déi zur Demissioun

Le saviez-VOUS ?

RENVOI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.



vum Buergermeeschter gefouert huet, gezu ginn?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. En Agent vun der ANF huet eng Infraction zum Naturschutz konstatiéiert an doropshin e Rapport un de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an un de Parquet gemaach. Als administrativ Moosnam huet de Ministère op Basis vum Artikel 73 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 déi Aarbechten duerch eng Decisioun vum 25. Juni 2020 gestoppt.

ad 2. Beim zerstéierte geschützte Biotop huet et sech laut Biotopkartéierung am Bauperimeter vun der Gemeng Biekerech ëm e Bongert gehandelt. Aus dem Rapport vun der ANF geet ervir, datt op d'mannst zéng Uebstbeem an eng Heck ewechgemaach goufen. Duerch d'Zerstéierung ass en Deel Liewensraum vu villen Insekten, Vullen a Mammendéiere verschwonne, an dese muss elo op enger anerer Platz erëm hiergestallt ginn.

ad 3. Et geet an deem Fall net ëm eng Geneemegung „fir Beem ewechzemaachen“, mee „fir eng Biotopzerstéierung op enger Bauplazz am Bauperimeter“. Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 reegelt dese Fall am Paragraf (3).

Den Ecobilan ass en Instrument fir eng Quantifizierung vum ökologesche Schued, mee säin Inhalt ass kee Krittär, fir eng Geneemegung ze accordéieren oder ze refuséieren. Et geet leedeglech drëm, datt den Ecobilan gemaach gëtt, d'Geneemegung accordéiert an déi sougenannte Taxe de remboursement vum Requirerant bezuelt ass.

De Fakt, datt e bestëmmte Bongert och a gläichzäiteg e Liewensraum vun enger besonnesch geschützten Déierenart ass, zum Beispill vun der Wimperfliedermaus, huet en Afloss op säin ökologesche Wäert (deen doduerch méi héich ass), mee en huet keen Afloss op d'Decisioun u sech.

ad 4. Ech verweisen op d'Äntwert zur Fro Nummer 3.

Des Weideren hiewen ech nach eng Kéier ervir, datt et sech am konkrete Fall ëm e Bauterrain am Bauperimeter vum PAG handelt, an net ëm en Terrain an der Gréngzon. Déi Aussoen aus dem Artikel aus dem „Luxemburger Wort“ sinn net akkurat.

Relevant fir en Terrain am Bauperimeter ass de Paragraf (3) vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018, a net de Paragraf (2) vum selwechten Artikel, deen den Agrëff an der Gréngzon reegelt.

Zum zweeten Deel vun der Fro 4 kann ee soen, datt all Demande fir eng Biotopzerstéierung an der Gréngzon, déi net de Krittäre vum Artikel 17 Paragraf (2) vum uewe genannte Gesetz entsprécht, refuséiert gëtt.

Iwwert dese Kontext eras stelle sech awer eng Rëtsch Froen, wat d'Prozedur vum Ëmweltministerium ugeet:

ad 5. Den honorabelen Deputéierten schéngt sech hei ob d'Duerstellung vun deem Dossier am „Luxemburger Wort“ vum 5. August 2020 ze bezéien, an op där Basis Froen ze stellen zu enger Situatioun, déi net der Realitéit entsprach huet.

Fakt ass, am Biekerecher Fall krut de Requirerant e Brëif vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dee seet, datt seng initial Demande net komplett wier an datt e Bilan misst gemaach ginn. De Requirerant ass an deem Brëif opgeruff ginn, Kontakt mat der ANF opzehuelen, wat de 6. Juli 2020 och geschitt ass. Nodeems de Requirerant d'Pläng vu sengem Projet un déi betraffe Beamte vun der ANF geschéckt huet, ass e Rendez-vous op der Plaz ausgemaach ginn. D'ANF ass also hei net mobiliséiert ginn am Kader vun der Prozedur vum Baustopp, mee am Kader vun der initialer Geneemegungsprozedur.

ad 6. Wéi an der Äntwert op d'Fro 5 scho geschriwwen, ass d'ANF net mobiliséiert ginn nodeems de Schued gemaach war, mee am Kader vun der initialer Geneemegungsprozedur. Ausserdeem muss dës Verwaltung net fir all eenzel Aarbecht mandatéiert ginn, wann dës Aarbecht zu hire Missioun gehéiert.

ad 7. Dee vun honorabelen Deputéierten a senger Fro 7 skizzéierten Zenario ass net üblech a war och zu Biekerech net de Fall. D'ANF ass net, wéi scho gesot, op d'Plaz geschéckt ginn am Kader vum Baustopp, mee ass am Kader

vun der Demande vum Requirerant mat enger legitimer Ufro befasst ginn. Och ass keen Dossier vun der ANF komplettéiert ginn, mee d'ANF erstellt am Kader vun hiren Aufgaben en Ecobilan.

Ech invitéieren den honorabelen Deputéierten och e Bléck op d'Internetsäit vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ze werfen (www.compensation.lu), op där de Public informéiert gëtt, datt jidderee sech kann un d'ANF wenden, fir bei engem Ecobilan virgeholfen ze kréien. Dësen Zerwiss fir Bierger a fir Betriber ass explizitt vun der Regierung gewünscht a fënnt sech och am Regierungsprogramm erëm (Säit 179 ënnert dem Begrëff „help-desk“).

ad 8. Neen, der ANF hir Zerwisse si gratis. Wat sou Bilan kaschte wa se vu private Büro gemaach ginn ass dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung oder der ANF net bekannt, se sinn awer ofhängeg vun der Enverger vum Projet.

ad 9. Weeder nach. Dee fir Ecobilanen zoustännegen Zerwiss vun der ANF ass hei intervenéiert op Basis vun der Demande d'autorisation vum Requirerant, an net am Kader vum Baustopp.

Zu der Demande de destruction de biotope protégé selwer ass nach keng Decisioun geholl, well den Dossier jo nach net komplett ass.

Den Arrêté zum Baustopp no Artikel 73 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 ass ënnert der Delegatioun vun der Madamm Minister de 25. Juni 2020, am Kader vun der normaler Démarche administrative, ënnerschrifft ginn.

ad 10. An all Fall vun enger Demande, fir e geschützte Biotop ze zerstéieren, freet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung en Avis vun der ANF, an deem d'Situation de fait soll analyséiert an dokumentéiert ginn. Zoustänneg dofir sinn an der Reegel déi regional Arrondissement. Quasi all Dossier gëtt och um Terrain iwwerpréift. D'ANF mécht allerdings keng Etüd fir Drëtter.

ad 11. Et gehéiert zu den Aufgabe vun der ANF, den informatesche Programm „Ecopoints“ ze geréieren an en de Bureaux d'études fräi zur Verfügung ze stellen, d'Ecobilane vun de Bureaux d'études ze iwwerpréieren an ze validéieren a selwer Ecobilanen opstellen, souwäit se iwwert déi néideg Capacitéiten dofir verfüegt.

D'Ecobilane vun der ANF limitéieren sech op einfach Fäll.

Et soll och ervirgehuewe ginn, datt d'Kontroll vun de méi komplexen Ecobilanen, déi vun de Bureaux d'études gemaach ginn, an der Reegel méi zäitopwendeg ass wéi d'Erstelle vun engem klengen Ecobilan.

Vun den insgesamt ronn 560 Ecobilanen, déi 2019 an 2020 gemaach gi sinn, sinn der 175 vun der ANF selwer erstallt ginn. Déi aner 385 Ecobilane si vun der ANF kontrolléiert a gegeebenefalls adaptéiert oder validéiert ginn.

Keng vun dësen Aarbechte gouf facturéiert.

ad 12. Allgemeng mécht d'ANF en Ecobilan wann:

- d'Demande kee kommerziellen Zweck huet, also keng Sue mam Ecobilan selwer verdéngt ginn (keng Tëschepersonen),

- de Biotoptyp einfach ze erkennen ass a keng botanesch Kartéierung muss gemaach ginn,

- d'Fläch iwwerschaubar ass (maximal Gréissenueerdnung vun e puer Ar),

- et Demandé sinn, déi den Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 betreffen oder d'Fläch am Bauperimeter läit.

ad 13. Den Zerwiss versicht mat deene Ressourcen, déi him zur Verfügung stinn, innerhalb vun zwou Wochen eng Visitt um Terrain mam Requirerant ze organiséieren an de Bilan fäerdeg ze stellen. Am Fall, deen hei viséiert ass, huet et dräi Woche gedauert bis d'Visitt um Terrain konnt stattfannen. De Bilan ass nach net fäerdeg, well nach wichteg Informatiounen iwwert de Verlaf vun der Limit vum Bauperimeter feelen.

ad 14. Doduerch, datt och all Privatpersoun kann op dësen Zerwiss zréckgräifen, si weider sozial Krittären iwwerflësseg.

ad 15. Ech sinn der Meenung, datt d'Gesetz an d'administrativ Praxis all Bierger d'selwecht behandelte sollen, an ech setzen alles drun, datt d'est a mengem Ministère an an den dräi technesche Verwaltungen och esou gehandhaabt gëtt.

ad 16. Genee wéi deemools, sinn och haut d'Virwërf an d'Erreestellung vum Här Deputéierten onfondéiert a bedénge kenger weiderer Äntwert.

ad 17. Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, leeft zurzäit en Audit iwwert de Fonctionne-

ment an d'Organisatioun vun der Natur- a Bëschrverwaltung. An deem Kader gëtt och d'Optioun gepréift, den Autorisationszerwiss, deen zurzäit am Ministère funktionéiert, an d'Natur- a Bëschrverwaltung anzubannen, analog zu den Organisationsforme vun der Ëmweltverwaltung an der Wasserwirtschaftsverwaltung.

Question 2627 (06.08.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **tests de dépistage Covid-19 en pool** :

An hirer Pressekonferenz vum 30. Juli huet d'Madamm Gesondheetsministesch matgedeelt, datt all déi Persounen, déi zesummen an engem Pool getest ginn, a wou eng Persoun an deem Pool positiv ass, och d'office als positiv ugesi ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi ass am uewegenannte Kontext e Pool genee definiert a gëtt et hei eng Mindest- respektiv Maximalanzuel u Persounen, no där esou e Pool berechent gëtt?

2. Am Hibleck op déi Leit, déi d'office als positiv ugesi ginn, well eng Persoun am Pool positiv getest gouf: Ginn dës Persounen an der deeglecher Statistik als positiv opgeléicht oder gi si eréischt no der jeeweileger Eenzelkonfirmatioun an d'Statistik opgeholl?

3. Am Fall, wou déi genannte Persounen automatesch an der deeglecher Statistik als positiv opgeléicht ginn, wär dës Virgoe jo mat engem zäitliche Decalage verbonnen. Kann d'Madamm Ministerin an deem Kontext opschlésselen, a wéi engem zäitliche Kader d'Leit aus dem Pool an d'Statistik erafléissen?

4. Am Fall, wou eng Persoun eréischt no der jeeweileger Eenzelkonfirmatioun an der deeglecher Statistik als positiv opgeléicht gëtt: Kann d'Madamm Minister an deem Kontext opschlésselen, a wéi engem zäitliche Kader dës jeeweileg Persounen an d'Statistik erafléissen?

5. Firwat gëtt d'Zuel vun den tatsächlech positiv getestete Persounen net kloer an daitlech vun deene Fäll distinguéiert, wou just e potenzielle Risiko besteet, datt dës positiv kéinte sinn?

6. Erkläert sech aus deem Virgoen och d'Zuel vun de Persounen, déi a Quarantän sinn, am Fall, wou all déi Persounen, déi sech am Pool vun enger positiv getesteter Persoun befannen, isoléiert mussen ginn?

Réponse (07.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Ech erlab mir den honorabelen Deputéierten op meng Äntwert op déi dringend parlamentaresch Fro N° 2609 ze verweisen, déi schonns gréisstendeels Erklärungen iwwert de „pooling“ gëtt.

Zousätzlech dozou, kann ech nach eemol prezisieren, dass véier Echantillone matenee getest ginn. Et gëtt am Fall vun enger Positivitéit dann direkt nach eemol eenzel nogetest op den initialen Ofstrécher an et geet kee Resultat an de Reporting oder an d'Statistiken, dat net eenzel konfirméiert wär. Et ginn domat och keng provisoersch Resultater an de Statistiken, déi ee separat misst opléichten an et gëtt och keng Persoun provisoersch an Isolement gesat.

Question 2628 (06.08.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **système de traçage analogue** :

Am Kader vun der Covid-19-Pandemie ass zu Lëtzebuerg de System vun analogen Tracing agefouert ginn. An deem Kontext ass mir rezent e Virfall zougedroe ginn, dee vill Froen opwerft an des Weideren d'Effizienz vum Tracing a Fro stellt:

Rezent gouf eng Firma vum Tracingsystem kontaktéiert fir ze informéieren, datt zwee Deeg virdrun eng Persoun, déi am Kontakt mat der genannter Firma stoung, positiv op de Covid-19-Virus getest gouf. Fir déi néideg Sécherheetsdispositiounen op eng transparent Manéier kënnen ze applizéieren, wollt dee betreffende Betrib gewuer ginn, ëm wien et sech bei dëser Persoun handelt - e Virgoen, wat am Hibleck op d'Gesondheet vun de Matmënschen néideg an des Weidere virgeschriwwen ass. Dës war awer net méiglech, well déi betreffend Persoun anonym bleiwe wollt.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsministerin gären dës Fro stellen:

1. An der Onméiglechkeet, am uewe genannte Fall déi néideg Sécherheetsdispositiounen ze applizéieren: Wéi soll e Betrib konkret virgoen,

wann dësen informéiert gëtt, datt eng Persoun, déi positiv op de Covid-19 getest gouf an déi an hire Raimlechkeete verkéiert huet, anonym bleiwe wëllt?

2. Musse sech an deem Fall all Persounen teste loossen, déi deen Dag an de Raimlechkeete vum Betrib zirkuléiert sinn, wuel wëssend, datt an deem Fall besonnesch a gréissere Betriber eng enorm Zuel u Persounen zesummekënnen, déi just nach schwéier bis onméiglech ze geréieren ass?

3. Vill Betriber hunn am Kader vun der Covid-19-Pandemie aus Sécherheetsgrënn e Schichtesystem agefouert, fir esou eng méiglech Ustiechungsgefor ze reduzéieren. Des Weideren ass och a munche Betriber - aus deem selwechte Grond - eng Presenzkontroll agefouert ginn. Ass an den Ae vun der Madamm Minister dës sënnavoll Trennung no Schichten an d'Afëiere vun enger Presenzkontroll net och, zumindest zum Deel, hifälleg, wann den Tracingsystem am Hibleck op déi gewünschten Anonymitéit vun der jeeweileger Persoun net matdeele kann an/oder d'äerf, zu wat fir engem Zäitpunkt sech dës Persoun am Betrib opgehale huet?

4. Ass an den Ae vun der Madamm Ministerin net de gesamte System vun analogen Tracing hifälleg, wann am Hibleck op eng gewünschten Anonymitéit vun enger positiv getesteter Persoun den Tracing net méi effizient funktionéiere kann? Si mir dann an den Ae vun der Madamm Ministerin net an enger Situatioun, wou dem Bierger duerch den analogen Tracing eng falsch Sécherheet virgoukelt gëtt?

Réponse (17.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Bei all Fall vu Covid-19-Infektioun muss ofgewie ginn zwëschen dem Interêt vun der betraffener Persoun (Recht op de Secret médical) an dem Interêt vun der Santé publique.

Dofir freet d'Direktioun vun der Santé jo och net, dass d'Betriber do selwer Decisiounen huelen, falls e Mataarbechter positiv getest gëtt, mee d'Inspection sanitaire kontaktéiert déi betraffe Persoun an duerno och de Patron an d'Mataarbechter vum Betrib, fir iwwert déi néideg Mesuren ze schwätzen. Falls d'Infizéiert Persoun averstanen ass, wat oft de Fall ass, ka natierlech och hir Identitéit dem Betrib matgedeelt gi respektiv a ville Fäll hëlt souguer den Infizéierte spontan d'Initiativ, fir säi Patron a seng Mataarbechter ze informéieren, iert d'Inspection sanitaire do intervenéiert.

De Schichtesystem, deen et erlaabt, d'Zuel vun de Mataarbechter, déi gläichzäiteg op der Aarbecht sinn, ze reduzéieren, ass ëmmer nëtzlech, egal op d'Identitéit vun Infizéierte bekannt gemaach gëtt oder net. Fir d'Inspection sanitaire ass et wichteg erauszefannen, wien zousätzlech zum Infizéierten op der Schicht war. Falls do Presenzlëschtchen existéieren, ass dat ëmmer hëllefreich.

De Gesondheetsministère deelt net d'Meenung vum honorabelen Deputéierten, dass am Fall, wou den Infizéierten anonym wëllt bleiwen, den analoge Contacttracing net méi géif funktionéieren. Et mécht d'Saach sécher lücht méi komplizéiert, mee d'Inspection sanitaire kann awer hir Aarbecht mat Erfolleg maachen.

Question 2633 (07.08.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**organisation de l'Inspection du travail et des mines (ITM)** :

Bis 2019 war, wat d'Organisationsstruktur vun der ITM ugeet, den Telefonservice, den HCC (Help/Call Center) an den DET (Détachement) an engem eenzege Service zesummegefaasst, ënnert der Leedung vun enger Persoun. Ab 2019 ass dese Service awer opgespléckt ginn an zwee eenzel Servicer, woubäi eng an déi selwecht Persoun déi zwee Servicer leet.

An deem Kontext géif ech dem Här Aarbechtsminister gären dës Fro stellen:

1. Aus wat fir engem Grond gouf bei der ITM deen uewe genannte Service 2019 an zwee Servicer opgespléckt a wie war responsabel fir dës Decisioun?

2. Wat erwaarte den Här Minister sech vun deem zousätzleche Service an ass dese Service en tant que tel schonn operationell?

3. Ass an den Ae vum Här Minister duerch dës Opspléckung net déi bürokratesch Hürd nach méi grouss ginn, fir kënnen séier an effikass op d'Doleancë vun deene Persounen ze reagéieren, déi sech elo net just nach un een eenzege Service kënnen richter, mee mat méi Servicer konfrontéiert sinn?

4. Besteet hei an den Ae vum Här Minister net d'Gefor, datt op Käschte vun der Transparenz e Service kënschlech opgeblose gëtt, besonnesch wann ee bedenkt, datt méi Servicer och mat méi Personal verbonne sinn, a wéi gedenkt

den Här Minister dës Servicer ze besetzen, ënner der Berücksichtigung vun der Erfahrung, déi dëst Personal brauch?

Réponse (19.08.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. + 2. Vun 2016 bis 2019 huet de Service Help/Call Center nieft senger Haaptaktivitéit, déi doranner besteet, de Salariéen an Employeuren a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht ze hëllefen a se ze beroden, och d'Detachementsdossiere geréiert an d'Detachementskontrollen um Terrain gemaach.

Wéi aus dem Rapport annuel vun 2019 op de Säite 6 a 36 bis 44 erauszeliesen ass, huet sech d'Unzuel vun den Detachementsdeklaratioune vun 2016 bis 2019 quasi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun den auslänneschen Entreprises, déi hir Salariéen temporär op Lëtzebuerg detachéieren, ass fir déi selwecht Zäit ëm ronn 60 % an d'Luucht gaangen:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Zuel vun den detachéierte Salariéen ass fir déi selwecht Zäit ëm 52 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

An der Perspektiv, fir d'Kontrollen am Detachement ze verstärken, fir nach méi géint de Sozialdumping an ongerecht Konkurrenz kënnen virzegoen, huet d'ITM Ufank 2019 decidéiert, fir en eegene Service fir dës Matière opzestellen.

D'Resultater an de Succès vun dëser Opdeelung vun engem Service op zwee Servicer si ganz kloer op der Säit 43 aus dem Rapport annuel vun 2019 erauszeliesen.

D'Unzuel vun de Kontrollen huet sech vun 2017 bis 2019 méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vun den Injonctionen, déi un déi auslännesch Entreprisé geschéckt goufen, huet sech quasi verdräifacht:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vun den Amendes, déi un déi auslännesch Entreprisé geschéckt goufen, huet sech méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

De Montant vun den Amendes, déi un déi auslännesch Betriber ze bezuele kritt hunn, huet sech méi wéi verduebelt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. Neen, am Géigendeel. Duerch dës Opspléckung ass déi bürokratesch Hürd net méi grouss ginn, mee d'ITM kann doduerch nach e bessere Service um Client ubidden.

De Service Help/Call Center ka sech doduerch op seng Haaptaktivitéit konzentréieren an de Salariéen an Employeuren nach besser a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht hëllefen a se beroden, an de Service Detachement kann nach méi Kontrollen um Terrain maachen an doduerch nach besser de Sozialdumping an déi ongerecht Konkurrenz bekämpfen.

Wat d'Aktivitéit vum Service Help/Call Center betrëfft, kann een och op de Säite 26 bis 35 vum Rapport annuel vun 2019 erausliesen, dass déi lescht Joren d'Aktivitéit vun dësem Service staark geklomme sinn.

D'Unzuel vun den Telefonsuriff ass vun 2016 op 2019 ëm ronn 56 % geklomm an d'Unzuel vun de Guichetsvisiten ass vun 2017 bis 2019 ëm ronn 47 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Och ass d'Unzuel vun den E-mailen, déi vum Service Help/Call Center geréiert ginn, vun 2018 op 2019 ëm ronn 77 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

D'Unzuel vum Courier, dee vum Service Help/Call Center geréiert gëtt, ass och vun 2018 op 2019 ëm ronn 60 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. Wéi hei virdu beschriwwen, ass et kloer, dass kee Service vun der ITM kënschtlech opgeblose gëtt, mee dass d'Aktivitéit vun der ITM déi lescht Jore staark an d'Luucht gaange sinn an dass d'ITM dowéinst duerch méi Personal verstärkt muss ginn, fir dass si hirer Roll och gerecht ka ginn, dat heescht, fir de Salariéen an den Employeuren a Saachen Aarbechtsrecht an an der Aarbechtssécherheet a Gesondheet op der Aarbecht kënnen ze hëllefen a se ze beroden, fir ze kucken, dass d'Aarbechtsrecht respektéiert gëtt, a fir diesbezüglech Kontrolle kënnen ze maachen.

Wat d'Erfahrung betrëfft, déi dëst Personal brauch, fir hirer Roll an deene jeeeweilege Servicer kënnen gerecht ze ginn, huet d'ITM an deene leschte Joren d'Unzuel vun de Formationsstonne fir d'Aarbechtsinspektore massiv gehéicht, fir d'Qualitéit vun der Aarbecht a vum Service um Client kënnen ze heijen.

D'Unzuel vun de Formationsstonnen ass vun 2016 op 2019 ëm ronn 95 % geklomm:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 2636 (07.08.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **formulaire en ligne « Formstack »** :

An enger rezenter Fro N° 2194 hat ech den Educatiounsminister ëm d'Dateschutzkonformitéit vun engem Formstack-Formulaire gefrot. Effektiv gi bei Formstack d'Donnéeën op een US-Server geleet, also ausserhalb vum europäesche Geltungsberäich vum europäeschen Dateschutzreglement (GDPR).

An der Tëschenzäit goufen och weider Dokumenter vum Educatiounsministère iwwer Formstack op d'Plaz gesat, wou och erëm sensibel Donnéeën vu Mannerjärege gefrot goufen.

De Minister hat mir op meng Fro geäntwert, dass d'Erhiewe vun Donnéeën zu Lëtzebuerg mat Formstack dateschutzkonform wär, weil Formstack ënner dem EU-US-Privacy-Shield konform zertifizéiert wär.

Ma genee dësse Privacy Shield gouf an engem Urteel vum Europäesche Gerichtshaff de 16. Juli 2020 ënner d'Lupp geholl a vun de Riichter fir ongëlteg erkläert.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministère fir Digitalisatioun a Bildung dës Fro stellen:

1. Sinn nom Urteel vum EuGH de 16. Juli 2020 nach Formulairé vu Formstack beim Educatiounsministère aktiv gewiescht? Falls jo, op wéi enger legaler Basis?

2. Wäert de Minister an Zukunft, ugesiichts vun der Rechtskräftegkeet vum EuGH-Urteel, weiderhin op Formstack-Formulairé zréckgräifen?

3. Huet den Educatiounsministère méttlerweil eng dateschutzkonform Léisung fir d'Opstelle vun esou Dokumenter fonnt?

4. De Bildungsminister huet an der vireger Äntwert Follgendes geschriwwen:

„Et ass esou, dass de MENJE weess, dass eng Formstack-Ënnerschrëft net den néidege Kriterie vum eIDAS entsprécht an dofir am Prinzip net op Formstack-Formulairé an deem Kontext soll benotzt ginn. Allerdéngs kann eng Persoun iwwer eng Formstack-Ënnerschrëft hir aktiv Awëlleegung ginn, konform zum Artikel 7 vum GDPR.“

Firwat huet de Minister an deem Fall kee Gebrauch vun der Plattform myguichet.lu gemaach, wou d'Biergerinnen a Bierger sech ganz nom eIDAS-Reglement authentifizéieren kënnen a wou schonns zënter Joren eng Villzuel vun administrativen Demarchen duerchgefouert ginn?

5. De Bildungsminister huet erkläert, dass aus Komplexitéit- a Käschtegrënn op de professionellen, „intelligente“ Formulairé vu Formstack zréckgegraff ginn ass. Kann den Digitalisierungsminister erklären, firwat den CTIE mat engem Budget vun 155 Milliounen Euro net déi néidege Ressourcen huet, fir selwer esou Formulairé opzestellen?

Réponse commune (18.09.2020) de **M. Marc Hansen**, *Ministre délégué à la Digitalisation*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Direkt nodeems d'Cour den EU-US-Privacy-Shield duerch de sougenannten „Arrêt Schrems II“ invalidéiert huet, huet d'Direktioun vum Centre de gestion informatique de l'Éducation (CGIE) eng Analys vum Marché gemaach, fir en alternative Produit zu deem, dee Formstack proposéiert, ze identifizéieren a perséinlech Daten erëm konform zu den Exigence vum RGPD kënnen ze erhiewen.

Méttlerweil gouf en Outil en place gesat, deem integral iwwer den CGIE leeft. Dat bréngt mat sech, dass den Traitement vun de perséinlechen Daten komplett iwwer intern Serveure vum CGIE gemaach ka ginn. Deemno ass d'Datesécherheet souwéi d'Konformitéit zum RGPD assuréiert. De CGIE schafft intensiv dodrun, fir d'Daten, déi iwwer Formstack traitéiert goufen, just nach via dësen internen Outil ze bearbechten.

Den neien Outil vum CGIE bitt d'Méiglechkeet vun enger duebeler elektronischer Authentifikatioun iwwer Luxtrust oder anlech Produiten, wouduerch eng elektronesch Ënnerschrëft gemaach valabel ass wéi eng handschrëftlech op Pabeier.

Wéi schonns bei der viregter Fro Nr. 2194 erkläert, ass d'Entwécklung vun esou Formulairé zäit- a käschtenintensiv. Et läit an der Regierung hirer Verantwortung, d'effentlech Gelder verantwortungsvoll anzesetzen. Dowéinst huet de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend entscheet, op deen deemools zum RGPD konforme Produit vu Formstack zréckzegräifen. Well sech de Kontext duerch de virgenannten „Arrêt Schrems II“ grondleeënd geännert huet, huet de CGIE elo en eegenen Outil entwéckelt fir ze assuréieren, dass déi perséinlech Daten vun de Bierger dateschutzkonform vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend kënnen behandelt ginn.

De Budget, deem dem staatlechen Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) fir d'Joer 2020 zougedeeelt gouf, betrëfft seng komplett Betriebsféierung a couvriert enner anerem Personal-, Material-, Infrastruktur- an och Projéktkäschten.

Question 2640 (10.08.2020) de **Mme Viviane Reding** (CSV) concernant le **classement du Luxembourg comme pays à risque élevé en Suisse** :

Depuis le 22 juillet 2020, le Grand-Duché figure sur la liste de la Suisse des pays à risque élevé dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En effet, bien que le transit reste toutefois possible sans quarantaine obligatoire, chaque personne en provenance du Luxembourg se rendant en Suisse pour y rester/loger, excepté celle y voyageant pour motifs professionnels ou médicaux, doit observer une quarantaine stricte de dix jours et signaler son arrivée aux autorités cantonales dans un délai de deux jours. Cette obligation de quarantaine ne peut d'ailleurs pas être dispensée par la présentation d'un test Covid-19 négatif récent, comme c'est le cas pour les luxembourgeois rentrant en Allemagne.

Le 1^{er} août 2020, les autorités belges avaient placé la région lémanique - englobant les cantons de Genève, Vaud et du Valais - en zone rouge, ce qui entraîna une interdiction de séjour d'une personne venant de Suisse en Belgique en raison du Covid-19. Cependant, il ressort de différents articles dans la presse suisse et belge (« Le Temps » et « Le Soir ») que la Belgique a retiré deux de ces cantons suisses, à savoir Vaud et Valais, de sa liste rouge des destinations de voyage, pour repasser dans le vert le 4 août 2020. Les voyageurs suisses peuvent ainsi se rendre à nouveau en Belgique sans obligation de quarantaine ou de dépistage. En effet, les autorités suisses auraient immédiatement contacté la Belgique afin de clarifier cette extension géographique jugée comme erronée en transmettant le chiffre exact des taux de contamination calculé sur les derniers 14 jours des cantons respectifs. Il ressort notamment d'un article dans « 24 heures », journal quotidien suisse, que :

« Sur les 14 derniers jours, le taux de nouvelles infections est de 23 pour 100.000 habitants dans le canton de Vaud et de 10 en Valais. Ce chiffre monte à 44 en Belgique. Genève se situe lui à 90. [...] La législation suisse considère qu'une zone est à risque à partir d'un taux d'infection de 60 par 100.000. »

Constatat que les derniers chiffres publiés par le Gouvernement luxembourgeois pour la période du 27 juillet au 2 août 2020 dépassent

cette moyenne fixée par la Suisse pour qualifier une zone comme étant à risque avec 69,96 personnes testées positives au Covid-19 par 100.000 habitants, mais sachant également que la Suisse teste uniquement les personnes ayant des symptômes ou celles qui étaient en contact étroit avec une personne infectée, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Qu'est-ce que le Gouvernement a déjà entrepris afin de convaincre les autorités suisses d'enlever le Luxembourg de la liste des pays à risque élevé dans le contexte de la pandémie du Covid-19 ?

2) Est-ce que le Gouvernement a déjà signalé aux autorités suisses que contrairement à la Suisse, le Luxembourg ne teste pas seulement les personnes ayant des symptômes et celles qui étaient en contact proche avec des infectés ?

3) Le Gouvernement a-t-il déjà fourni des statistiques détaillées, comprenant des informations détaillées de sa stratégie de tests de dépistage à grande échelle, comme le dépistage de personnes asymptomatiques et le fait que les frontaliers sont compris dans les statistiques concernant les infectés du Covid-19, qui elles aussi se font tester sans avoir des symptômes, contrairement à la Suisse ?

4) Qu'est-ce que le Gouvernement considère entreprendre dans le futur afin de résoudre cette situation risquant de nuire à l'économie ainsi qu'à la réputation et la crédibilité internationale de notre pays tout en discriminant les voyageurs luxembourgeois ?

Réponse (31.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le Gouvernement s'efforce de fournir aux autorités suisses une vision objective de la situation telle qu'elle se présente au Luxembourg. À travers les contacts bilatéraux, le Gouvernement explique en détail le contexte particulier du Grand-Duché et attire l'attention sur l'approche très ambitieuse de lutte contre la pandémie déployée au Luxembourg, en lien avec les préconisations des instances internationales.

ad 2) Oui, le Luxembourg a informé les autorités suisses, tout comme ses autres partenaires, de sa stratégie de tests de dépistage à grande échelle.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la deuxième question posée par l'honorable Députée, les autorités compétentes suisses ont été mises au courant de la stratégie de test exhaustive, qui permet au Luxembourg de figurer parmi les pays accusant le taux de tests le plus élevé. Or, la Suisse a fixé dans son ordonnance « Covid-19 : mesures dans le domaine du transport international de voyageurs », qui est la base juridique pour l'inscription du Luxembourg, ainsi que d'une quarantaine d'autres États, sur la liste suisse des États à risque élevé d'infection, un seuil de 60 nouvelles infections pour 100.000 personnes pendant les 14 derniers jours. Le Luxembourg se situe à l'heure actuelle toujours au-dessus de ce seuil.

ad 4) Tant au niveau politique qu'au niveau administratif, le Gouvernement entend poursuivre les efforts d'explication décrits dans la réponse à la question 1) dans le but d'aboutir à une suppression des diverses mesures restrictives auxquelles se voient confrontés les voyageurs en provenance du Luxembourg dans divers pays européens.

Question 2642 (10.08.2020) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier** :

Die sanitäre Krise hat gezeigt, wie wichtig das Engagement von Grenzgängern im Transportgewerbe für unser Land ist, da es für das Bestehen der Lieferkette während des Lockdowns gesorgt hat.

Seit dem 1. Mai 2020 gilt eine neue Verordnung in Bezug auf die Tätigkeit in zwei oder mehr Mitgliedstaaten. Ein Lastkraftfahrer, der in mehreren Mitgliedstaaten arbeitet und einen wesentlichen Teil seiner Tätigkeit, das heißt mindestens 25 Prozent, in seinem Wohnsitzstaat ausübt, unterliegt den Sozialvorschriften seines Wohnsitzstaates und muss der Sozialversicherung seines Wohnsitzstaates für die gesamte Dauer seiner Tätigkeit angehören.



Aus einem Artikel des „Lëtzebuurger Journal“ geht hervor, dass diese Verordnung bei der Confédération luxembourgeoise du commerce (clc) für große Unruhe sorgt, da ein nichtansässiger, für eine Luxemburger Spedition arbeitender Fahrer ein Mindestmaß an Anwesenheit in Luxemburg vorweisen muss, um von der luxemburgischen Sozialversicherung profitieren zu können. Dies scheint jedoch in den meisten Fällen unmöglich aufgrund dessen, dass die Lastkraftfahrer eigentlich immer im Ausland, und davon oft in ihrem Wohnsitzland und nicht in Luxemburg, unterwegs sind. In diesem Fall hat die neue Verordnung in der Tat zur Folge, dass ein nichtansässiger, in Luxemburg arbeitender Lastkraftfahrer Kindergeld sowie Rente an seinem Wohnort erhält und zudem dort auch seine Sozialabgaben, die in den Nachbarländern (Belgien, Deutschland und Frankreich) deutlich höher sind, zahlen muss.

Feststellend, dass dies sowohl für die Lastkraftfahrer als auch für die Unternehmen mit erheblichen finanziellen Einbußen verbunden ist, möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten sowie an den Herrn Minister für Arbeit, Beschäftigung, Sozial- und Solidarwirtschaft stellen:

- Ist die Regierung sich der Tatsache bewusst, dass diese Verordnung mit erheblichen finanziellen Einbußen für Berufskraftfahrer sowie auch für Unternehmen verbunden ist und dass der Logistiksektor aus über drei Viertel nicht ansässigen Angestellten besteht? Was gedenkt die Regierung zu tun?

- Hat die Regierung zudem von einem in Luxemburg bestehenden Mangel an LKW-Fahrern, der durch die neue Verordnung noch verschlimmert werden kann, Kenntnis genommen?

- Was plant die Regierung zu unternehmen, um einen erheblichen Standortnachteil für ausländische Unternehmen, die sich in Luxemburg niedergelassen haben und fast ausschließlich mit nicht ansässigen Fahrern unterwegs sind, zu vermeiden? Wie gedenkt die Regierung eine daraus resultierende Ausfluggung von Unternehmen, welche negative Folgen für die Luxemburger Wirtschaft haben kann, zu vermeiden?

Question 2650 (11.08.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **nouvelle directive de l'Union européenne concernant le secteur du transport routier** :

An engem Artikel am „Lëtzebuurger Journal“ vum 6. August ass ze liesen, dass ab dem 1. Mee vun dësem Joer eng nei Veruerdung a Kraaft ass, déi den Transportsektor betrëfft. Et wär deemno esou, dass e Camionschauffer op d'mannst 25 % vu senger Aarbechtstätigkeit an deem Land virweise muss, wou hien och seng Sozialausgaben abezilt. Dës Veruerdung wier awer ganz onglécklech, well dat an der Praxis kaum méiglech ass, vu dass déi meeschte Chauffere jo permanent am Ausland ënnerwee sinn. Et heescht dann och, dass am Hibleck op dës Mesure eng Rei Betriber elo d'Méiglechkeet a Betruecht zéien, mat hirem Betrib an d'Ausland ze plënnere. Et ass deemno verständlech, dass am Lëtzebuurger Transport- a Logistiksektor dowéinst den Äment eng grouss Onrou ass.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Wirtschaftsminister dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, ass dës Veruerdung am Hibleck op den Transport- a Logistiksektor an den Ae vun der Regierung net och ganz onglécklech, a wat fir gesetzlech Dispositiounen gedenkt d'Regierung elo virzehuelen, fir dem Transportsektor entgéintzekommen an esou eng méiglech Flucht vu Betriber an d'Ausland ze verhënnere? A wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun dësen Dispositiounen gerechent ginn?

Réponse (11.09.2020) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

D'Systemer vun der sozialer Sécherheet ginn op europäeschem Niveau duerch d'EU-Reglementer (CE) N° 883 vun 2004³² an (CE) N° 987 vun 2009³³ geregelt, woubäi d'Reglement 987/2009 en Ëmsetzungsreglement vum Reglement 883/2004 ass.

³² Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

³³ Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

D'Reglement 883/2004 ass den 1. Mee 2010 a Kraaft getrueden an huet d'Reglement (CEE) N° 1408/71 ersat, dat d'Koordinatioun tëschent den nationale Systemer op europäeschem Niveau bis dohinner geregelt huet.

D'Dispositioun, op déi sech déi honorabel Deputéiert beruffen, ass also schonn den 1. Mee 2010 a Kraaft getrueden. Dës gesäit vir, dass eng Persoun, déi an der sozialer Sécherheet affiliéiert ass, bis zu 25 % vun hirer Aktivitéitszäit am Land, wou dës Persoun wunnhaft ass, daer schaffen, ouni dass d'Affiliatioun ännert. Konkreet bedeit dës, dass d'Persoun, déi méi ewéi 25 % vun hirer Aktivitéitszäit am Land ausübt, wou si wunnt, net méi am Land, wou si schafft, daerf affiliéiert sinn, mee eben am Land vun hirem Wunnsetz.

Dës Reegelung gëllt zënter dem Reglement 883/2004 fir all Secteur. Dës war beim Reglement 1408/71 anescht, dat spezifesch Dispositiounen virgesinn hat fir den internationalen Transport. D'aktuell Reglement huet d'Reegele fir d'Affiliatioun uniformiséiert fir all affiliéiert Persoun, onofhängeg vum Secteur, an deem d'Persoun täteg ass.

De Seuil vu 25 % gëllt fir all affiliéiert Persoun, déi zënter dem 1. Mee 2010 agestallt gëtt, onofhängeg vum Secteur, wou d'Persoun agestallt ass bzw. hir Aktivitéit ausübt.

Fir d'Persounen, déi virum 1. Mee 2010 am Transportsektor agestallt waren, gesäit den Artikel 87 Paragraf 8, vum Reglement 883/2004 transitoesch Bestëmmunge vir³⁴, fir ze verhënnere, dass déi betraffe Persounen direkt op den 1. Mee 2010 an d'Land vun hirem Wunnsetz affiliéiert hätt misse ginn. An der Dot war zu där Zäit e groussen Deel schonn iwwert dem 25 %-Seuil, well déi deemoleg Dispositiounen dat erlaabt hunn.

Dës transitoesch Bestëmmungen hunn et also de Persounen, déi virum 1. Mee 2010 am Transportsektor agestallt waren an deenen hir Situatioun a puncto Affiliatioun sech net geännert huet zënter dem 1. Mee 2010, erlaabt, am Land, wou si schonn affiliéiert waren, weiderhin affiliéiert ze bleiwen, och wann de Seuil vu 25 % iwwerschritt gouf. Dës transitoesch Bestëmmunge goufen op zéng Joer festgesat a sinn deementspriedend op den 30. Abrëll 2020 op en Enn komm. Zënter dem 1. Mee 2020 gëllt also de selwechte Seuil vu 25 % fir all affiliéiert Persoun, onofhängeg vum Secteur a vun der Affiliationsdauer bzw. vum Datum vun der éischter Affiliatioun.

Et ass deementspriedend net esou, dass eng nei Gesetzgebung op den 1. Mee 2020 a Kraaft getrueden ass, mee et ass just d'Transitionsperiod vun zéng Joer fir déi Persounen, déi am Transportsektor virum 1. Mee 2010 agestallt goufen, op en Enn komm. Dës gouf och matzäiten de jeeweilige Betriber virum 1. Mee 2020 preziséiert bzw. rappeliert.

Des Weidere gouf dës Sujet virum Enn vun där Transitionsperiod mat der zoustänneger Patronatsverriedung thematiséiert. E weideren Austausch ass an deenen nächste Woche virgesinn.

Eng Léisung ka just op europäeschem Niveau fonnt gi bzw. direkt mat de concernéierte Länner duerch bilateral Konventiounen. Et ass net méiglech, duerch national gesetzlech oder reglementaire Dispositiounen d'europäesch Dispositiounen ze ëmgoen oder ze änneren.

Dofir huet de Minister vun der sozialer Sécherheet och virgesinn, dës Sujet mat sengen europäeschen Homologen ze diskutéieren, fir eng dauerhaft Léisung ze fannen.

Question 2643 (10.08.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **rapatriement des ressortissants luxembourgeois se trouvant actuellement à l'étranger dans le cadre de la pandémie du coronavirus** :

Et héiert een nach ëmmer, dass vill Lëtzebuurger Residenten oder Leit, déi op Lëtzebuerg komme wëllen, wéinst der Covidkris a verschiddene Länner festsätzen a keng Méiglechkeet fannen, fir an eist Land ze fléien. Vun de Philippine gëtt zum Beispill gesot, dass do nach eng 80 Leit an deem Fall wäeren.

Dowéinst wollt ech dem Här Ausseminister dës Fro stellen:

³⁴ Artikel 87, § 8 : « Si, en conséquence du présent règlement, une personne est soumise à la législation d'un État membre autre que celui à la législation duquel elle est soumise en vertu du titre II du règlement (CEE) n° 1408/71, cette personne continue d'être soumise à cette dernière législation aussi longtemps que la situation qui a prévalu reste inchangée, mais en tout cas pas plus de dix ans à compter de la date d'application du présent règlement, à moins qu'elle n'introduise une demande en vue d'être soumise à la législation applicable en vertu du présent règlement. [...] »

1. Ass d'Regierung weider drëm beméit, deene Leit, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, dobäi ze hëllefen?

2. Wéi vill Leit a wéi enge Länner probéieren nach, fir e Wee ze fannen, op Lëtzebuerg ze kommen?

3. Wat mécht d'Regierung, fir déi Leit ze ënnerstëtzen? Schafft si weider mat auslännesche Regierungen oder Fluchgesellschaften zesummen, fir Vollen ze organiséieren?

Réponse (31.08.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. D'Regierung bleift weiderhi beméit, iwwert d'Assistance consulaire am Aussen- an Europaministère an onsem diplomatesche Reseau am Ausland, de Lëtzebuurger an de Residenten, déi wéinst der Covid-19-Kris am Ausland blockéiert waren an erëm zrëck op Lëtzebuerg wëlle kommen, ze hëllefen.

ad 2. Den Ausseminister huet an deene leschte Woche keng Ufro kritt vu Lëtzebuurger oder Residenté fir eng Assistance, fir op Lëtzebuerg zrëckzekommen. Déi allermeeschte Leit, déi eng Hëllef gefrot hunn, well si am Kontext vum Covid am Ausland festsouzen a Schwieeregkeeten haten, erëm an hir Heemecht zrëckzekommen, sinn, eisen Informatiounen no, erëm gutt zrëck op Lëtzebuerg komm. Et gëllt dobäi ze beuechten, dass net all d'Lëtzebuurger de Ministère iwwer hire Retour a Kenntnis setzen.

ad 3. Wéi schonns gesot, bleift den Ausseminister weiderhi beméit, alle Lëtzebuurger a Residenten, déi dat froen, eng Ënnerstëtzung ze bréngen. Eis Servicer huele systematesch Kontakt mat de Leit op an hëllefen hinnen, gegebenefalls och a Kooperatioun mat auslänneschen Ambassaden, e Moyer ze fannen, fir erëm op Lëtzebuerg ze kommen. Well a ville Länner de Fluchverkéier amgaangen ass, sech ze normaliséieren, gëtt et am Moment kee Bedierfnis, fir zousätzlech Vollen ze organiséieren.

Question 2644 (10.08.2020) de **MM. Claude Lamberty** et **Gusty Graas** (DP) concernant le **refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands** :

Ces derniers jours, des nouvelles ont circulé concernant le refus de patients luxembourgeois dans des hôpitaux allemands, parfois même après avoir présenté un test Covid-19 négatif.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle des chiffres précis de patients ayant été refusés par des hôpitaux allemands ? Dans l'affirmative, quelles étaient les raisons principales motivant les refus ?

- Madame la Ministre, quelles mesures envisage-t-elle de prendre afin de garantir une prise en charge sans restrictions des patients luxembourgeois dans les hôpitaux allemands ?

Réponse (21.08.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'information précise quant au nombre précis de patients ayant été refusés par des hôpitaux allemands.

Dans les cas où le Ministère de la Santé a été mis au courant de tels refus, il est intervenu auprès de l'hôpital concerné afin de comprendre le contexte exact et les motifs sous-jacents au refus. Dans les cas où le refus est apparu comme étant injustifié, le Ministère a œuvré afin que le patient en question bénéficie de la prise en charge prévue.

Il est important de rappeler par ailleurs que le Service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé est à disposition des patients pour ce qui concerne les soins transfrontaliers notamment pour les questions d'ordre général ou le règlement des différends.

Question 2645 (10.08.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **réserves en eau potable** :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2152 hat d'Regierung Auskonft iwwert d'Drénkwaasserreserven zu Lëtzebuerg ginn. Duerch d'Coronapandemie verrees manner Leit dës Joer an et ass dovunner auszegoen, dass de Waasserverbrauch elo an de Summerméint, speziell an dëser Hëtztwell, an d'Luucht geet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur, Tourismus an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Fro stellen:

1. Kann de Minister fir Tourismus chiffréieren, wéi vill Persounen hei am Land dës Joer net wäerten an aner Länner verreesen?

2. Opgeschlësselt no Mount, wéi héich war de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg zënter Januar?

3. Wéi huet sech de Waasserverbrauch, opgeschlësselt no Mount, am Verglach zu de selwechte Méint an de Joren 2018 an 2019 entwéckelt?

Réponse commune (18.09.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

ad 1. Nee.

ad 2. Den Drénkwaassersyndikat SEBES liwwert ronn 50 % vum nationale Waasserverbrauch aus den öffentlechen Drénkwaasserdeedlungsnetzer aus dem Stauséi respektiv vu verschiddene Sitten, wou aus Buerunge Grondwaasser gewonne gëtt. Déi aner 50 % vum nationale Waasserverbrauch aus deenen Netzer kommen aus verschiddene Grondwaasserreservoiren (Quellen, Pëtzer), déi regional a lokal verdeelt vu Gemengen a Gemengesyndikater genotzt ginn.

Déi relativ Entwécklung vum Waasserverbrauch pro Dag zu Lëtzebuerg kann ee representativ duerch d'Waasserquantitéiten, déi vum Drénkwaassersyndikat SEBES un déi verschidde Syndikater geliwwert ginn, duerstellen. Déi Zuele ginn all Dag aktualiséiert an erlaben déi aktuellsten Tendenze vum Waasserverbrauch duerstellen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Fir d'Entwécklung vum Waasserverbrauch vun 2018 an 2019 kënnen mat den aktuellsten Zuelen ze vergläichen, ass déi selwecht Duerstellung wéi bei der Äntwert op déi zweet Fro gewielt ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den duerchschnëttleche Waasserverbrauch huet opgrond vun deene representativen Zuelen an de leschte Joren net variéiert (Kolonn „Moyenne Janvier bis August“). Déi Ënnerscheeder pro Mount erkläre sech oft duerch variabel atmosphäresch Temperaturen. Bei méi laang unhalende waarmen Temperature geet de Verbrauch vum Krunnewaasser tendenziell an d'Luucht. Virun allem am Juli 2020 ass manner Waasser geliwwert gi wéi an deene Jore virdrun. Well den Drénkwaasserverbrauch och vun der wirtschaftlecher Aktivitéit beaflosst gëtt, kann een aus dësen Zuelen net erauslesen, ob méi oder manner Leit dës Joer verrees sinn.

Generell ass ze bemierken, dass de Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg bedéngt duerch den demografeschen an ekonomeschen Wuesstem d'Tendenz huet, an den nächste Joren an d'Luucht ze goen. Dofir ass et wichteg, dass responsabel a spuersam mam Verbrauch ëmgaange gëtt. De Regierungsprogramm gesäit vir, dass eng Waasserpuestrategie op nationalem Niveau zesumme mat sämtlechen Acteuren, dorënner ënner anerem d'Gemengen, d'Industrie, de Bausector an d'Landwirtschaft, opgestallt gëtt.

Question 2648 (11.08.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **plan particulier d'intervention de la centrale nucléaire de Cattenom** :

Am Joer 1986 gouf een Hëllefplang ausgeschafft, deen et erlabe soll, d'Bevëlkerung am Fall vun engem Accident beim Kärkraftwierk zu Kättenuewen schnellstméiglech ze informéieren an och séier kënnen ze hëllefen. Laut mengen Informatiounen gouf dës Plang fir d'leschte Keier am Joer 2002 publizéiert.

Am genannten Hëllefplang ass virgesinn, dass eenzel Leit Kaliumiodidtablette sollen anhuelen. Aus deem Grond ass virgesinn, dass an der sougenannter éischter Zon (25 km ronderëm Kättenuewen) all Gemengen e Stock vun dëse Kaliumiodidtabletten ueleeë mussen. Och all Schoulen am Land an d'Asazentre vum Zivilschutz mussen e Stock vun deenen Tabletten ueleeën.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch an un d'Madamm Inneministesch:



1. Gëtt deen uewe genannten Hëllefplang reegelméisseg à jour gehalen?

2. Wa jo, wéi leeft dës Prozedur genee of a wéi eng Acteure sinn all dobäi involvéiert?

3. Zënter dem Joer 2002 ass eis Bevëlkerung ëm ronn een Drëttel geklommen. Wäre et an deem Kontext net un der Zäit, op en Neits eng Informatiounscampagne ze starten, fir d'Leit iwwer d'Sécherheitsmesuren am Hibleck op e méiglechen nuklearen Onfall ze sensibiliséieren an ze informéieren?

4. Gëtt bei den zoustänneg Verwaltungen - dat heescht Schoulen, Gemengen a beim Zivilschutz - reegelméisseg kontrolléiert, datt deen néidege Stock u Kaliumiodidtabletten och effektiv ëmmer am néidegen Ëmfang virzefannen ass?

5. Ginn d'Kaliumiodidtablette reegelméisseg op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet iwwerpréift?

6. Gëtt de Stock u Kaliumiodidtablette reegelméisseg un d'Bevëlkerungszuel ugepasst?

Réponse commune (01.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Taina Bofferdig**, *Ministre de l'intérieur*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1. De „Kriseninterventionsplang am Kader vun engem nuklearen Accident“ (Plan d'intervention d'urgence en cas d'accident nucléaire), ausgeschafft ënnert der Koordination vum Héije Kommissariat fir national Sécherheet (HCPN) an Zesummenaarbecht mat de betraffene Ministären, Verwaltungen a Servicer, gëtt reegelméisseg iwwerschaaft. An der Revisioun gi besonnesch d'Erfahrungen aus den nationalen an internationalen Übungen, eventuell Entwécklungen um Niveau vun de Krisenmanagement-Systemer an eisen Nopeschlänner souwéi Erfahrungen no der Aktivierung vun anere Krisenpläng berücksichtegt.

No der nuklearen Katastroph vu Fukushima-Daiichi (2011) gouf den „Interventionsplang am Fall vun engem Tëscheffall oder Accident an dem Atomkraaftwierk zu Kättenuewen“ (Plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom) vun 1994 vum Héije Kommissariat fir national Sécherheet an enger Zesummenaarbecht mat de betraffene Ministären a Verwaltungen iwwerschaaft. Den neie „Kriseninterventionsplang am Kader vun engem nuklearen Accident“ gouf 2014 vum Regierungsrat ugeholl. Dës Revisioun gouf begleet vun enger grouss ugeluechter Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne vun der Bevëlkerung an dem Verdeeel vu Kaliumiodidtabletten un d'Stéit an d'Gemengen hei am Land. Am Joer 2018 huet de Regierungsrat eng iwwerschaafte Versioun vum Kriseninterventionsplang vun 2014 ugeholl.

ad 2. Den HCPN koordinéiert déi reegelméisseg Revisioun vum Kriseninterventionsplang an enger Zesummenaarbecht mat der Divisioun vun der Radioprotektioun vun der Direktioun vun der Santé, dem Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) an dem Service vun der Krisenkommunikatioun. All déi implizéiert Acteure gi reegelméisseg invitéiert, deen Deel vum Plang nozekucken, dee si betrëfft. Den HCPN kompiléiert déi iwwerschaafte Deeler an ennerbreit se dem Regierungsrat fir Geneemegung am Fall vu fundamentalen Ännerungen. Un dem Ausschaffen an der Revisioun vum „Kriseninterventionsplang am Kader vun engem nuklearen Accident“ si follgend Ministären, Verwaltungen, Servicer an Etablissements publics bedeelegt:

- den Héije Kommissariat fir national Sécherheet,
- de Gesondheitsministère - Divisioun vun der Radioprotektioun an d'Direktioun vun der Santé,
- den Inneministère,
- de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend,
- de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun,
- de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten - Departement fir Mobilitéit an Transport,
- de Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung,
- d'groussherzoglech Police,
- de Corps grand-ducal d'incendie et de secours,
- de Service vun der Krisenkommunikatioun,
- d'Waasserverwaltung.

ad 3. Laut dem groussherzogleche Reglement vum 11. August 1996 (Mém. A.- n° 64 vum 2. September 1996, S. 1980) ass d'Regierung verpflichtet, fir d'Bevëlkerung ze informéieren. Dës Informatiounen beschränke sech net nëmme op Sécherheitsmesuren am Hibleck op e méiglechen Onfall, mee si ginn och Renseignemen-

ter betreffend d'Radioaktiviteit, hir Auswierkungen a Konsequenze fir d'Bevëlkerung, Informatiounen iwwer Noutfallmoosnamen (Alarm, Sécherheet an de Schutz vun der Bevëlkerung) souwéi Recommandatiounen betreffend d'Verhalten am Noutfall. Wéi et an der Äntwert op d'Fro N° 1 ugedeit gouf, huet d'Regierung 2014 eng grouss ugeluechten Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagne lancéiert:

- Esou wéi et de „Kriseninterventionsplang am Kader vun engem nuklearen Accident“ virgesäit, huet d'Regierung Kaliumiodidtabletten un d'Bevëlkerung verdeelt. All Awunner krut en Informatiounsschreiwes mat Informatiounen zu dem Verdeeel vun den Tabletten. Zousätzlech kréien d'Eltere vun engem Neigebuerenen an der Maternité eng Packung pro Kand mat lodtabletten ausgedeele an d'Betribler hirersäits kënnen Tablette via den Internetsite www.infocrise.lu bestellen.

- Niefert der Verdeelungscampagne an den Informatiounen iwwer lodtabletten huet d'Regierung d'Informatiounsbroschür „Wat maache bei Atomalarm?“ iwwerschaaft. Dës Broschür presentéiert kuerz a verständlech d'Alarmprozeduren an d'Schutzmoosnamen, déi am Noutfallplang stinn. D'Broschür existéiert a verschiddene Sproochen (däitsch, franséisch, lëtzebuergesch, englesch a portugisesch) an et kann ee se um Site www.infocrise.lu eroflueden.

- Um Internetsite www.infocrise.lu, deen 2014 lancéiert gouf, fënnt d'Bevëlkerung, niefert der Informatiounsbroschür, eng ëffentlech Versioun vum Kriseninterventionsplang, zousätzlech Informatiounen betreffend d'Preventions- a Schutzmoosnamen fir den Noutfall souwéi generell Informatiounen iwwer déi natierlech a kënschtlech Radioaktivitéit.

ad 4. Wéi de Plang 2014 iwwerschaaft ginn ass, gouf och d'Verdeelung vun de Kaliumiodidpëllen nei definéiert. Kaliumiodidpëlle si preventiv un d'Awunner vu Lëtzebuerg verdeelt ginn. Schoulen a Betreibungsstrukture fir Kanner hu fir den Noutfall Pëllen op Reserv. D'Eltere vun all Neigebuerenen kréie pro Kand e Pak Kaliumiodidpëllen an der Maternité. Ausserdeem hunn d'Gemengen am 25 km-Radius vu Cattenom eng Reserv u Pëllen, déi duergeet, fir am Fall vun engem nuklearen Accident der kënnen zousätzlech ze verdeelen. D'Betribler kënnen och ee Stock fir hir Mataarbechter bei der Santé kréien.

ad 5. D'Kaliumiodidpëlle ginn a reegelméisseg Ofstänn op d'Qualitéit an d'Haltbarkeet an dem Laboratoire national de santé (LNS) iwwerpréift. Déi nächst Kontroll ass 2021 virgesinn. Bis elo si bei deene Kontrolle keng Unzeechen op eng Degradatioun festgestallt ginn.

ad 6. D'Santé keeft reegelméisseg zousätzlech Kaliumiodidpëllen. Dës Pëlle ginn an éischer Linn benotzt, fir iwwer d'Maternitéen an déi Neigebuerenen ze verdeelen an d'Stocke vu Schoulen, Betreibungsstrukturen a Betribler unzepassen.

Question 2649 (11.08.2020) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant les **retards dans la prolongation des permis de conduire** :

Et ass mir zougedroe ginn, dass et méiglecherweis beim Verlängere vu Führerschäiner zu Verspéidunge komm ass. Méi prezis géifen eng Rei Dossiere beim Service médical vun der SNCA hänken.

Duerfir wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit stellen:

- Kann den Här Minister dës Informatiounen bestätegen?

- Sinn dës Retarden eventuell duerch déi aktuell sanitär Kris ze explizéieren?

- Däerf eng Persoun, déi sech an der „Erneierungsprozedur“ vun Führerschäi befënnt, wou deen ale während der Prozedur awer ofleef, fir eng Iwwergangsdauer weider mam Auto fueren?

- Wa jo, wéi eng Aschränkunge ginn et an esou engem Fall?

- Wann net, ka sech dës Persoun eng zäitlech begrenzte Fuereerlaabnis ausstelle loossen, en attendant dass den neie Führerschäin ausgestallt gëtt? U wéi eng Instanze ka sech dës Persoun an deem Fall wenden?

- Sollt et keen esou ee System ginn, ass de Minister gewëll, esou eng „Bypass-Léisung“ anzeféieren?

Réponse (09.09.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Aktuell gëtt et um Niveau vun der Commission médicale, déi am Departement fir Mobilitéit an Transport vum Ministère ass, keng Retarden,

wat den Traitement vun den Dossiere fir Führerschäinsverlängerungen ugeet.

Wat de Führerschäinsservice vun der SNCA ubelaangt, sou ginn et och hei keng Retarde vum Traitement vun den Dossieren. Am Fall wou eng Persoun déi néideg Dokumenter (z. B. e Certificat médical vun engem Spezialist) fir e Renouvellement net ka matzäiten areecheen, ier hire Führerschäin ofleef, kann de Minister e provisoeresche Führerschäin ausstellen, bis d'Dokumenter all do sinn. Dëst awer fir maximal dräi Méint. Während dem État de crise waren effektiv eng Rei Leit an dës Situatioun komm. Hei sinn da provisoeresch Führerschäiner ausgestallt ginn. Vun dese provisoeresche Führerschäiner konnte bis elo awer nach zéng Stéck net nei ausgestallt ginn, dëst well déi betraffe Persounen nach net all d'Dokumenter eragereecht hunn. Si sinn awer duerch e Schreiwes heizou invitéiert ginn.

Et kann am Kader vun der Erneierungsprozedur virkommen, datt eng Persoun eng Kontrollfaart mat engem Examineur muss maachen, déi vun engem Dokter ugeuerdent ginn ass, fir ze kontrolléieren, ob déi betraffe Persoun e Gefier an aller Sécherheet op der Strooss steiere kann. Säit Januar vun deem Joer sinn 134 esou Kontrollfaarten ugefrot ginn. Vun desen 134 Faarte stinn der effektiv nach 42 aus, wat tatsächlech mam État de crise ze dinn huet. D'SNCA wäert awer hiert Méiglechst maachen, fir dës Kontrollfaarten esou séier wéi méiglech duerchzuféieren. Fir d'Capacitéiten an d'Luucht ze setzen, ass dofir am Juli och schonn en zousätzlechen Examineur an d'Commission médicale geruff ginn.

Question 2651 (11.08.2020) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **critiques du Collectif réfugiés Luxembourg** :

An engem Communiqué vum 11. August 2020 huet de Lëtzebuurger Flüchtlingsrot der Immigrationsdirektioun hefteg Reprochë gemaach, datt si géint d'Asylrecht géif verstoussen. De Rot reprochéiert, datt Demandeure keng Attestatioun géife kréien, datt si hir Demande op eng international Protektioun gemaach hunn. Des Weidere géifen d'Demandeuren, ier si eng Demande de protection internationale géife maachen, reegelrecht intimidéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl dës Froen stellen:

1. Besëtzt de Minister Kenntnis vun de Reprochë vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot?

2. Kann de Minister de Wourechtsgehalt vun de Reprochë confirméieren? Falls jo, wéi wäert de Minister reagéieren, fir datt d'Prozedur vum Asylrecht agehale ginn?

Réponse (09.09.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

De Minister fir Immigratioun an Asyl kann déi ugedeite Reprochen net confirméieren a verweist fir déi néideg Erklärungen op seng Stellungnam vum 11. August 2020, déi hei nach eng Keier annexéiert ass.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 2652 (11.08.2020) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **fête non autorisée au Bambësch** :

De Samschdeg de Moien huet d'Police eng Party mat 150-190 Leit am Bambësch zu Siwebueren opgeléist. Vill Leit hate sech hei net un déi aktuell Sécherheitsmesur gehalen an et wier méiglecherweis och eng Persoun op der Party gewiescht, déi positiv op de Covid-19 getest gi wier.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froen stellen:

1. Wéi eng konkret Strofen erwaarden déi knapp 200 Leit?

2. Kann den Här Minister confirméieren, dass eng infizéiert Persoun op der Party war? Wa jo, wéi eng Strof erwaart si? Mussen all déi aner Gäscht an deem Fall an d'Quarantän?

3. Wéi eng Strof erwaart déi Persounen, déi keng Masken unhaten respektiv d'Gestes barrières net agehalen hunn?

4. Ass et an esou Fäll schonn zu Iwwergrëffer géint Policebeamte komm?

5. Wéi sinn d'Policebeamte géint Iwwergrëffer an esou Fäll geschützt?

6. Wéi gedenkt den Här Minister an Zukunft kënnen op esou „Partyen“ ze reagéieren?

Réponse commune (09.09.2020) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Als preliminär Remark zu deser parlamentarescher Ufro sollt nach eng Kéier ennerstrach ginn, datt d'Covid-19-Consigné jidderee betreffen. All Eenzelen ass hei an der Responsabilitéit, säin Deel zum Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet bäizetroen.

ad 1. D'Police huet Rapporten a Procès-verballe weinst Verstéiss géint d'Gesetz vum 18. Juli 2018 „concernant la protection de la nature et des ressources naturelles“ a géint d'Gesetz vum 17. Juli 2020 „portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19“ geschriwwen. Déi Dokumenter ginn no der éischer Enquête un déi zoustänneg Justizautoritéit geschéckt, déi iwwer déi konkret Suitten a Strof(en) decidéieren.

ad 2. Ausléiser vun der Policeaktioun war, enner anerer, d'Meldung vun enger infizierter Covid-19-Persoun op där Party. D'Persoun, déi ugeruff huet, huet vun enger Party vun iwwer 150 Leit geschwat, ënnert deenen ee Covid-19-Positive wier, ouni deem seng Identitéit awer präiszeginn. Wou d'Police op d'Plaz koum, konnt déi Persoun net ermëttelt ginn, well et souwuel legal wéi taktesch net méiglech war, all d'Leit enger Identitéitskontroll ze ennerzieren an da feststellen, ob do ee Positiven drënner wier.

ad 3. cf. ad 1.

ad 4. D'Poliziste waren enger Rei vu mëndlechen Iwwergrëffer ausgat. Vereenzelt gouf och mat Fläschchen op d'Beamten an op hir Gefier gehäit, sou wéi dat och schonn op Interventiounen bei den Dräi Eechelen an op der Kinnekswiss de Fall war.

ad 5. An der Formation de base a während der Formation continue ginn d'Polizisten op esou schnell eskaléierend Situatiounen vibereet, fir dann deementspriedend kënnen ze deeskaléieren. Wat d'Equipement betrëfft, gëtt souwuel dat normalt Asazmaterial matgeholl wéi och dat spezifescht Schutzmaterial am Fall vun enger Interaktioun mat enger eventuell mat Covid-19 infizierter Persoun.

Doriwwer eraus gëtt natierlech och Protokoll géint identifizéiert Auteure vu sou Iwwergrëffer opgestallt, fir dass eventuell ausgeschwat an applizéiert Strofen eng preventiv Wierkung an zukünftigen änleche Situatiounen hunn.

ad 6. A puncto Policeasaz ginn no Appeller mat Indikatiounen vu sou Partyen ëmmer direkt Interventiounen declenchéiert an d'Polizisten appreciéieren dann op der Plaz, wéi se am beschten taktesch virginn, fir déi Partyen opzeléisen an duerno d'Feststellungen niddereschreiwten. All Konstatatiounen ginn entweeder iwwer AT/Convocatioun festgehale respektiv iwwer Rapport/Procès-verbal un de Parquet iwwermëttelt, fir déi als noutwendeg estiméiert Suitten ze huelen.

Question 2654 (11.08.2020) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **sort des réfugiés dans le cas d'un refus de la demande de protection** :

De Lëtzebuurger Flüchtlingsrot kritiséiert an engem Communiqué vum 11. August 2020, datt Demandeurs de protection internationale bei engem Refus vun hirer Demande op d'Strooss gesat ginn. Anscheinend wäeren d'Foyeren, an deenen d'Leit bis elo ëmmer ennerbruecht gi wäeren, elo voll an dat, obwuel d'Zuel vun den Demandeuren aktuell esou niddreg ewéi nach ni läit.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Immigratioun an Asyl an der Mamm Minister fir Famill an Integratioun dës Froen stellen:

1. Besëtzt d'Ministesch fir Integratioun Kenntnis vun de Reprochë vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot a ka si d'Reprochë confirméieren?

2. Wéi vill Demanden op international Protektioun sinn, opgeléicht no Mount, an deem Joer beim Ministère fir Immigratioun an Asyl aagaangen?

3. Wéi eng Foyeren a wéi vill Schlofplaze stinn der ONA normalerweis zur Verfügung, fir

Flüchtlingen, déi am Status vum DPI sinn, ënnerzebréngen?

4. Wéi eng Foyeren a wéi vill Schlofplaze stinn der ONA elo während der Coronapandemie zur Verfügung, fir DPlen een Daach iwwert dem Kapp ze garantéieren? Besteet ee Manktem, a falls jo, wéi eng Schrëtt si geplangt, fir deem Manktem entgéintzewierken?

Réponse (08.09.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. De Minister fir Immigration an Asyl kann déi ugedeite Reprochen net confirméieren a verweist fir déi néideg Erklärungen op seng Stellungnam vum 11. August 2020.

2. An der Direction de l'immigration vum Ausen- an Europaministère ass d'Joer folgend Unzuel un Demanden op internationale Schutz gestallt ginn:

| | 2020 |
|---------|------|
| Januar | 155 |
| Februar | 105 |
| Mäerz | 116 |
| Abrëll | 10 |
| Mee | 18 |
| Juni | 39 |
| Juli | 94 |

ad 3. Den ONA geréiert aktuell (Stand August 2020) 56 Strukturen fir DPlen mat insgesamt 4.211 Better. Dovu si 428 Better an der Phas 1 (Primo-accueil), 324 Better sinn an der Phas 2 (Creos Mersch) an 3.459 Better sinn an der Phas 3 an de sougenanntene „Structures durables“, an deenen d'DPlen wunnen, soulaang hir Prozedur op internationale Schutz leeft.

Den 10. September kënn eng additionell Struktur vun 63 Better dobäi.

ad 4. Den ONA huet während der Pandemie d'Strukture fir DPlen weiderhi geréiert a keng Strukturen zougemaach. Et si provisoersch Strukturen opgemaach ginn, spezifesch fir vulnerabel Leit, souwéi eng Struktur fir Bewunner, déi positiv op Covid-19 getest gi sinn a mussen isoléiert ginn. De Minister fir Immigration an Asyl mécht reegelméisseg Opriiff un d'Gemeengen, fir nei Strukturen kënnen opzemaachen. Den Taux d'occupation läit konstant ëm 75 %.

Question 2655 (11.08.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Marie Haldorf** (CSV) concernant le **cannabis médical** :

Zanter dem Akraafttriede vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert de Verkaf vu medikamentéise Substanzen kënnen zum Beispill Leit mat chronesch Pëng oder Leit, déi mat duerch Chimiotherapie verursaachter Iwwelzegheet geplot sinn, mam medezinnesche Cannabis gehollef kréien.

Eisen Informatiounen no ginn et zanter Juli op en Neits Penurië vu medezinneschem Cannabis vum Typ Red 2.

Patienten, déi also während Méint mat medezinneschem Cannabis therapiéiert goufen, mussen elo deelweis erëm op déi konventionell Medikamenter zréckgräifen, fir dem Manktem u Cannabis kënnen entgéintzewierken.

Fir de mënschleche Kierper bedeit dat eng enorm Belaaschtung:

- wéinst der Ëmstellung op eng nei Therapieform,

- wéinst dem Neesophuele vu Medikamenter mat méi negativen Niewewierkunge fir de Patient.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister den aktuelle Manktem u medezinneschem Cannabis confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn dofir? Ass déi aktuell sanitär Kris ee vun de Grënn dofir?

2. Wéi oft ass et schonn zu enger Penurie vun enger Zort vu medezinneschem Cannabis komm?

3. Wéi laang huet et all Kéier gedauert, bis de Manktem behewe war an d'Patienten hir Therapie nees konntent ophuelen?

4. Wéi kann an Zukunft verhënnert ginn, dass Leit hir Therapie mussen ofbriechen an erëm op staark Psychopharmaka mussen ëmsteigen?

De Koalitionsaccord mentionéiert, dass zwee Joer nom Gesetz eng Evaluatioun vum medezinnesche Cannabis soll gemaach ginn.

5. Ass dës Evaluatioun schonn amgaangen?

6. Wéini soll dës publizéiert ginn? Wéi eng konkreet Aspekter ginn analyséiert? Wie mécht dës Evaluatioun respektiv wäert d'Analysen aus?

Am Juni 2019 gouf de Quota vun de Quantitéiten, déi op Lëtzebuerg dierfen importéiert ginn, gehéicht. D'OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants) huet fir Enn 2019 en Total vun 183 Kilogramm accordéiert.

7. Ëm wéi eng Produiten (Bléien, Ueleger asw.) huet et sech do genau gehandelt a wéi vill Kilogramm hunn déi eenzel Produite bei dëser Commande ausgemaach?

8. Goufen Enn 2019/Ufank 2020 méi héich Quantitéite beim OICS ugefrot, fir der steigender Demande nozekomme respektiv zukünfteg Penurië virzebeugen? Wa jo, wéi vill Cannabisproduiten dierfen 2020 zum Beispill importéiert ginn?

9. Wéi vill Leit kruten 2019 medezinnesche Cannabis vun hirem Dokter verschriwwen? Wéi vill Leit ginn 2020 mat medezinneschem Cannabis versuergt?

Am CHEM befënnt sech déi eenzeg Apdikt, déi just mëttwochs mëttes medezinnesche Cannabis ausgëtt, wat u organisatoresche Problemer féiert, wat d'Ordonnancen an déi virgeschriwwen Quantitéit ugeet.

10. Gedenkt d'Madamm Minister d'Öffnungszäiten am Kader vun der Evaluatioun vum Gesetz ze iwwerpräiwen a gegebenefalls ze adaptéieren?

Leit, déi eng Ordonnance hu fir medezinnesche Cannabis, mussen dës perséinlech an der Apdikt ofhuele goen. Fir Leit mat engem Handicap ass d'ëmständlech an ustrengegend Prozedur.

11. Gedenkt d'Madamm Minister, et Leit mat engem Handicap ze erméiglechen, en Drëtten dofir ze mandatéieren?

Réponse (10.09.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Fir den THC-dominante medezinnesche Cannabis (Red 2) bestätege mir, datt am Juli 2020 während e puer Deeg Enkpäss woren. Dës Spannunge si schnell behewe ginn, an zurzäit ass den néidege Stock u Cannabis do, fir d'Patienten, déi e brauchen, ze behandelen.

Enkpäss u Medikamenter sinn e globale Problem, deem sech all Gesondheetsbehërd stelle muss a fir deen all Mëttelen agesat ginn, fir se ze limitéieren.

Déi aktuell sanitär Kris hat Auswierkungen op de Marché vun de Medikamenter, dorënner och d'Disponibilitéit vum medezinnesche Cannabis.

Aner Ursachen:

- De Status vum medezinnesche Cannabis, Betäubungsmittel, deen enger strenger Gesetzgebung mat komplexen Importatiounsprozeduren an deelweis laangen Delaien ënnerläit.

- De Fait, datt et eng medezinnesch Planz ass mat ville Variabelen, wat en Impakt op d'Produktioun mat sech bréngt. D'Endprodukt, dat dem Patient delivriert gëtt, muss eng pharmazeutesch Qualität hunn.

ad 2. Säit dem Ufank vun der Pilotphas am Februar 2019 war de Gesondheetsministère mat dräi Enkpäss vun enger Zort vu medezinneschem Cannabis konfrontéiert.

ad 3. Den Delai fir d'Liwwerung vun enger neier Charge vu medezinneschem Cannabis louch zwesche maximal dräi a véier Wochen.

ad 4. Et goufe schonn eng Rei Mesurë geholl, fir de Risk un Enkpäss ze limitéieren:

- Digitaliséierung vum administrative Circuit fir den Import vu Stupefianten, wourënner och de Cannabis fält.

- Verstärkt Iwwerwaachung vun de Stocken an Alarmschwellen, fir d'Bestellungen ze anticipéieren.

- Enk Zesummenaarbecht mat de Grosisten a Fournisseuren.

- Am Fall vun Enkpäss sinn d'Dokteren an d'Spidolsapdikten am Viraus informéiert ginn.

ad 5. De Pilotprojet gëtt säit sengem Ufank kontinuierlech suivéiert vun enger Taskforce mat Membere vum Gesondheetsministère an der Direktioun. E gëtt och mat de betraffene Gesondheetsberuffer reegelméisseg diskutéiert a begleet vun engem Comité scientifique. E puer Modifikatiounen vum Dispositif sinn am Kader vun dësem Suivi schonn initiéiert ginn.

ad 6. Déi éischt Verschriwunge vu medezinneschem Cannabis hunn am Februar 2019 ugefaang. Fir Daten iwwer zwee Joer säit der Disponibilitéit vu medezinneschem Cannabis ze analyséieren, i. e. säit Februar 2019, gouf den Termin, fir eng global Analys unzefänken, op Februar 2021 festgeluecht. Eng Frist vu sechs Méint gëtt gebraucht, fir déi verfügbar Donnéeën ze bewäerten an e Bericht ze publizéieren. Op Basis vun de Verschriwunge gi verschidden Donnéeën wéi zum Beispill d'Indikatiounen, d'Produiten, d'Administratiounsweeër, d'Kategorië vun de Beneficiairen analyséiert. D'Modalitéite betreffend Verschriwungen an Delivrance ginn och mat ofgedeckt.

ad 7. D'Direktioun vun der Santé liwwert all Joer der OICS fir dat Joer drop eng Estimatioun vun de Bedierfnesser vun all kontrolléierte Substanzen, Cannabis mat abegraff. Dës Estimatioun baséiert op der Substanz. Se detailléiert net d'Aart vum Produit (Bléien, Ueleger asw.).

ad 8. Jo, de Seuil gouf am Ufank vum Joer 2020 erhéicht, fir der wuessender Demande u Behandlungen mat medezinneschem Cannabis nozekommen. E läit aktuell bei 270 kg.

ad 9. 2019 ass medezinnesche Cannabis op d'mannst eng Kéier u 415 Patiente verschriwwen ginn. Tëschent dem 1. Januar an dem 2. September 2020 louch dës Unzuel bei 441 Patienten. Säit dem Ufank (i. e. Februar 2019) sinn am Ganze 630 Patiente mat medezinneschem Cannabis versuergt ginn.

ad 10. Dës Fro gëtt am Kader vun der Evaluatioun adresséiert.

ad 11. Dës Fro gëtt am Kader vun der Evaluatioun adresséiert.

Question 2661 (13.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **résidence de la famille grand-ducale à Cabasson** :

Am Summer ass de Grand-Duc traditionell zu Cabasson. Vun do aus setzt de Grand-Duc och seng Ënnerschrëft ënner offiziell Dokumenter a Gesetzesprojeten.

Engem Artikel vun LCI France no geet d'Présenz vum Grand-Duc zu Cabasson op d'Zäit nom Zweete Weltkrich zréck. De General Charles de Gaulle hat der Grande-Duchesse Charlotte respektiv Lëtzebuerg Cabasson deemools zugestanden. Och de „Figaro“ beschreift an engem Onlineartikel vum 26. Juli 2019 d'Tour Sarrazine zu Cabasson als lëtzebuergesch Propriétéit:

« Pour se rendre au fort de Brégançon ce week-end, le président de la République empruntera le seul et unique accès : une propriété du grand-duché du Luxembourg. Depuis 1949, le petit État européen est en effet propriétaire de la tour Sarrazine. Cette grande maison est située à Cabasson (près de Bornes-les-Mimosas, dans le Var) en face du fort et dans laquelle la famille ducale aime se rendre chaque été. »

Onkloer ass, zu wéi engem Territoire Cabasson gehéiert respektiv ob d'ëst klengt Paradäis Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill ass oder vum lëtzebuergesche Staat.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister dës Fro stellen:

1. Existéiere Piëcen, déi beleeeën, datt d'Cour grand-ducale oder de lëtzebuergesche Staat den Territoire zu Cabasson vu Frankräich zougesprach krut? Falls jo, ëm wéi eng Dokumenter handelt et sech a wou kann een dës Dokumenter fannen?

2. Ass den Territoire zu Cabasson franséischen oder lëtzebuergeschen Territoire?

3. Den Artikel 44 vun eiser Verfassung gesäit vir: « Le Palais Grand-Ducal à Luxembourg et le Château de Berg sont réservés à l'habitation du Grand-Duc. »

Misst den Territoire zu Cabasson net hei opgeléicht sinn, wéssend datt et sech ëm déi traditionell Summerresidenz vum Grand-Duc handelt?

4. Existéiere Piëcen, déi beleeeën, datt de Lëtzebuerg Staat den Territoire vu Cabasson vu Frankräich zougesprach krut? Falls jo, wou kann een dës Dokumenter fannen?

5. Wéi een nationaalt Recht gëllt op deem besoten Territoire zu Cabasson - dat lëtzebuergesch oder dat franséisch?

Réponse (26.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

Ugangs den 1950er Joren hunn d'Groussherzogin Charlotte an d'Administration des biens de la Grande-Duchesse déi verschide Parzellen zu Cabasson kaaft, déi säitdeem als Ensemble am Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill sinn. Déi Acquisitiounen sinn duerch privatrecht-

lech notariell Actes de vente beluecht an och sou am lokale Kadaster vermerkt.

Op deem concernéierten Terrain, deen zum franséischen Territoire gehéiert, applizéiert sech franséisch Recht. D'Fro vun enger Attributioun vun deem Territoire duerch déi Lëtzeburger Verfassung stellt sech deemno net.

Question 2662 (13.08.2020) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant le **séjour de la famille grand-ducale à Cabasson** :

Am Uschloss u meng parlamentaresch Fro N° 2573 iwwert d'Summerresidenz vum Grand-Duc zu Cabasson wéilt ech e puer Nofroen stellen zu der Roll vum Personal a vun der Police, déi d'Sécherheet vum Grand-Duc assuréiert. Ech preziséieren, datt et sech bei follgende Froen net ëm Detailler zu organisatoreschen oder sécherheetsrelevante Punkten handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir bannezeg Sécherheet dës Froen stellen:

1. Kann d'Regierung garantéieren, datt d'Aarbechts- a Rouzäite vun de Polizisten, Beamten an Employéen zu Cabasson respektéiert ginn an am Aklang mat de legalen Dispositiounen zu Lëtzebuerg sinn, a kann d'Regierung ausschléissen, datt d'Personal zu Cabasson méi Stonne schaffe muss, wéi an de Gesetzer an a Gewerkschaftsaccorde festgehale sinn?

2. Wéi ee Status hunn d'Polizisten, déi de Grand-Duc zu Cabasson beschützen? Wéi sinn d'Pouvoiren vun der Policeeskort vum Grand-Duc zu Cabasson gereegelt? Anescht gefrot: Dierfen d'Polizisten zu Cabasson Infraktiounen feststellen an zum Beispill Leit festhuelen oder protokolléieren?

3. Des Weidere wéilt ech wëssen, ob den Terrain zu Cabasson och bewaacht ass an ob Personal dohanne schafft, wann de Grand-Duc net do present ass?

4. Wéi eng Posten aus dem Staatsbudget si fir den Ënnerhalt vun der Residenz vum Grand-Duc zu Cabasson virgesinn?

Réponse commune (26.08.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 2661 indiquéiert, ass d'„Tour Sarrazine“ zu Cabasson am Privatbesëtz vun der groussherzoglecher Famill.

Wéi an der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 2573 indiquéiert, ginn all Mesurë geholl, fir d'Sécherheet vun Staatschef ze assuréieren. Déi Agente vun der Police grand-ducale, déi affektéiert sinn, fir d'Protection rapprochée vum Staatschef zu all Moment ze assuréieren, maachen dat och zu Cabasson, an Ofsprouch mat de lokalen Autoritéiten. Si ginn duerch zousätzlech Lëtzeburger Polizisten ënnerstëtzt. Si hu keng Polizeigewalt op franséischem Territoire. D'Effectiver, d'Relèven an d'Roulemente ginn no engem Plang opgestallt, deen déi erwänten Aarbechts- a Rouzäite respektéiert.

De groussherzoglechen Haff huet d'Regierung informéiert, datt de Gardiennage an Entretien vun der Propriétéit während dem Joer vu lokal rekrutéiertem Personal assuréiert gëtt, dat duerch d'Administration des biens du Grand-Duc mat private Moyene bezuelt gëtt. Dat ass och de Fall fir anert Personal, dat au besoin lokal rekrutéiert gëtt.

Am Staatsbudget si keng Moyene fir den Ënnerhalt vun der „Tour Sarrazine“ virgesinn.

Question urgente 3585 (05.02.2021) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **fermeture de crèches pour cause de Covid-19** :

A senger Pressekonferenz vum 4. Februar 2021 huet de Minister ugekënnegt, datt d'Crèche während der Duréee vun der Fermeture vun de Grondschoolen (bis den 19. Februar) géifen opbleiven. Op der Facebook-Säit vun der DP steet awer ze liesen, dass eng Crèche direkt muss zoumaachen, soubal do e Covid-19-Fall entdeckt gëtt, wat zu Laaschte vun der Planungssecherheet vu ville Famillje mat Kanner geet. Dës Informatioun huet de Minister net op senger Pressekonferenz kommuniquéiert, och ass se net am respektiven « Dossier de presse » um Site vun der Regierung ze fannen.

An deem Kontext erlaben ech mir, folgend Froen un den Här Educatiounsminister ze stellen:



- Kann den Här Minister confirméieren, dass eng Crèche direkt hir Diere muss zoumaachen, soubal ee Fall vu Covid-19 diagnostizéiert gëtt?

- Firwat huet den Här Minister dës fir vill Familien essentiell Informatioun zréckgehalen?

Réponse (09.02.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Eng Crèche ass net obligéiert, hir Dieren zouzemaachen, soubal ee Covid-19-Fall diagnostizéiert gëtt. Am Fall, wou ee Covid-19-Fall confirméiert ass an engem Grupp Kanner, gëtt dësen a Quarantän gesat. Falls e positive Fall bei engem Member vum Personal confirméiert gëtt, deen a verschiddene Gruppe vu Kanner intervenéiert, da kënnen och méi Gruppe gläichzäitig a Quarantän gesat ginn.

Den 21. Januar 2021 goufe Prozeduren un d'Gestionnaire vum de Services d'éducation et d'accueil verschéckt, souwuel un d'Strukturen, déi Schoulkanner wéi och Klengkanner betreffen. D'Dagesmamme kruten den 22. Januar 2021 och eng Prozedur geschéckt iwwert d'Demarchen, déi si mussen respektéieren, falls e positive Fall confirméiert ass.

Question urgente 3692 (22.02.2021) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **transport vers les centres de vaccination** :

An der aktueller Impfphas géint de Covid-19 ginn d'Leit drop higewisen, dass si sech bei hirer Gemeng kënnen mellen, fir eventuell den Transport an en Impfzenter kënnen ze garantéieren. D'Madamm Gesondheitsminister hat effektiv esou eng Ausso an enger Pressekonferenz zur Impfstrategie gemaach. D'Gemengeresponsabel hunn och eng Circulaire vum Innenministère kritt mat engem Opruff, d'Méiglechkeet vun der Organisatioun vun esou engem Transport ze préieren an de Leit zur Verfügung ze stellen.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass eng Annonce an enger Pressekonferenz an eng Circulaire ministerielle duerginn, fir dës Aufgab vum Transport un d'Gemengen ofzeginn?

2. Wéi sollen déi Gemengen, déi momentan kee Ruffbus-System hunn, esou kuerzfristeg en Transport fir d'Leit organiséieren?

3. Wien iwwerhëlt d'Finanzéierung vun deem Transport?

4. Deelt d'Regierung d'Meenung, dass eng national Organisatioun, mat enger eenzeger Hotline fir den Transport déi besser Léisung wier?

Réponse commune (01.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. All Persoun, déi geimpft gëtt a sech dofir an een Impfzentrum deplacéieren muss, soll am Prinzip selwer dofir suergen, dass si dohinner kënnen, entweeder mat hiren eegene Moyenen oder andeems si op den öffentlechen Transport zréckgräift, sou wéi dat och de Fall wier, wa si een Termin beim Dokter hätt.

Et bleiven awer Fäll vu Persounen, déi op eng Hëllef ugewise sinn, well si sech aus verschiddenen Ursachen net eleng kënnen deplacéieren. Dofir hu verschidde Gemengen d'Initiativ ergraff, fir Transportméiglechkeeten en place ze setzen, ier d'Innenministesch all d'Gemengen, am Respekt vun der Gemengenautonomie, iwwert d'Circulaire N° 3959 vum 5. Februar iwwert déi verschidde Phase vun der Impfstrategie informéiert huet an „encouragéiert“ huet, fir d'Méiglechkeet vun der Mise en place vun engem „Ruffbus“ a sech un de sellegen Initiativen ze inspiréieren, déi schonn op Gemengenniveau an deem Sënn geholl gi sinn. D'Circulaire huet proposéiert, dass dës Service Bierger offréiert kéint ginn, déi iwwer 65 Joer sinn an déi eng limitéiert Mobilitéit, keen Zougang zu eegenen Transportméiglechkeeten hunn oder keen Zougang zum öffentlechen Transport hunn. Dës Service ass de Gemengen net imposéiert ginn:

« Plus précisément en ce qui concerne les phases 2 à 4 de la stratégie de vaccination, et à l'instar d'autres communes ayant pris de telles initiatives, j'encourage les administrations communales d'analyser la possibilité de la mise en place d'un service de transport du type "Ruffbus" entre le domicile des citoyen(ne)s et les centres de vaccination. Ce service pourra être proposé au bénéfice des citoyen(ne)s de plus de 65 ans à mobilité réduite, qui ne disposent pas d'un moyen de transport propre ou qui n'ont pas accès au transport public. »

ad 2. Wéi ënnert der viregter Fro prezisiéiert, sinn d'Gemengen net obligéiert, ee Ruffbus-System ze organiséieren.

ad 3. Wann eng Gemeng de Choix getraff huet, esou en Transport unzebidden, mécht si dat mat hiren eegene finanzielle Moyenen.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert zur Fro 1 prezisiéiert, huet all Persoun verschidden Optiounen, fir sech an een Impfzentrum ze beginn. D'Gemengen, déi ee Ruffbus-System en place gesat hunn, kënnen dës gären hirem Ministère de tutelle ënnert der E-Mail-Adress covid-19@mi.etat.lu. matdeelen. Dës Informatioun kann da vun der Hotline Santé, wou och all d'Informatiounen betreffend de Volet Vaccination zesummefléissen, un d'Bierger weidergeleet ginn. Eng national Organisatioun, mat enger eenzeger Hotline fir den Transport, erschénge dofir net als déi besser Léisung.

Question urgente 3695 (23.02.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **port du masque dans les écoles** :

Am Kader vum aktuelle Covidgesetz mat Prise d'effet den 22. Februar 2021 ass gesot ginn, d'Schüler misse vum Cycle 2 un och während dem Unterrecht am Klassenall déi ganzen Zäit e Mask unzehalen.

Am Artikel 4 (8) vun deem Gesetz steet aver geschriwwen: « Les règles énoncées aux paragraphes 2, 4 et 5 ne s'appliquent pas aux activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires. » Deemo ass d'Maskepflicht während der Schoulstounne just eng Recommendation.

An deem Kontext, an och well et eisen Informatiounen no vill Kanner gëtt, déi vun hiren Elteren net ugehale ginn, de Mask am Klassenall ze droen, erlaube mir eis, folgend Froen un den Här Educationminister ze stellen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vu Fäll, an deenen d'Kanner refuséieren, de Mask am Klassenall unzehalen?

2. Wa jo, wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Enseignanten, fir d'Kanner dozou ze beweegen, de Mask unzehalen?

3. Wouranner besteet d'Base légale, fir d'Schüler ze obligéieren, de Mask während dem Unterrecht unzehalen?

4. Wéi evaluéiert den Här Minister d'Noutwendegkeet, fir de Gesetzestext nozebesseren, fir dës wichteg zousätzlech Mesure géint eng weider Verbreedung vum Covid-19-Virus sou séier wéi méiglech konsequent kënnen ëmzesetzen?

Réponse (03.03.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. De Regionaldirektiounen si vereenzelt Fäll gemellt ginn, an deenen d'Kanner hire Mask während dem Cours net wëllen unhalen. An deem Zesammenhang goufe mengem Ministère zwoelf Fäll gemellt. Setzt een dës Zuel allerdéngs a Relatioun mat der Gesamtzuel vun iwwer 52.000 Schüler an de Lëtzebuurger öffentleche Grondschoulen, gëtt kloer, wéi marginal dës Unzuel ass.

Fir den Enseignement secondaire si mir bis elo keng esou Fäll bekannt.

ad 2. Am Kontext vun der Maskepflicht an der Schoul ass Informatioun de wichtegste Facteur. Esou ass et wichteg, de Kanner an, wann néideg, hiren Elteren ze erklären, firwat et esou wichteg ass, de Mask an schoulesche Kontext ze droen a wéi dës dozou bäidréit, d'Verbreedung vum Sars-CoV-2 anzegrenzen. D'Enseignanten informéieren hir Schüler fachlech a sachlech mat Bezuch op pertinent Quellen. An deem Kontext sollen d'Schüler iwwert de Virus an déi néideg Geste-barriären opgekläert ginn an et sollen hinnen d'Risiken, déi vun der Propagatioun vum Virus ausginn, méi no bruecht ginn, fir esou d'Wichtegkeet vun der Anahle vun der Geste-barriären ze ënnersträichen. Déi néideg Informatiounen an déi jee weileg Quellen heizou stellt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend a reegelméisseg aktualiséierter Versioun ënner anerem fir d'Léierpersonal op sengem Internetsite zur Verfügung.

ad 3. + 4. Am Kader vun der Annonce vun den neie Mesurë sinn den 12. Februar Circularen un d'Léierpersonal verschéckt ginn. Dës Circularen ernimmen an erklären déi nei Mesuren, ënner anerem och déi generaliséiert Recommendation vum Droe vum Mask.

Mäi Ministère préift am Moment d'Opportunitéit, fir déi sanitär Recommendation fir d'Schoul am Covidgesetz ze verankeren.

Question urgente 3713 (25.02.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **vaccination des personnes âgées** :

Et gi vill Lei hei am Land, déi eng ageschränkte bzw. guer keng Mobilitéit méi hunn. Esou Leit

kréien am Moment, am Kader vun der zweeter Phas vun der Impfstrategie vun der Regierung, Bréiwer heemgeschéckt, fir sech impfen ze loosser. De Problem ass awer, dass vill vun deene Leit hiert Haus net kënnen verlossen, fir an en Impfzenter ze goen. Op Nofro bei der Santé kréien déi Leit da gesot, et géif am Moment keng Direktiv fir Leit ginn, déi guer net méi aus dem Haus kënnen goen, a si missten an deem Fall hiren Hausdokter kontaktéieren. Op Nofro beim Hausdokter kréie sou Leit dann awer gesot, dass keng Méiglechkeet besteet, dass si doheem vun hirem Hausdokter geimpft ginn, well de Vaccin um Lampertsberg an engem Frigo stockéiert ass an anscheinend nëmmen 30 Minutten daerf dohause sinn. Dofir hätt och scho Vaccin misse wechgeheit ginn, well deen Zäitraum net hätt kënnen agehale ginn.

Dobäi weise Studien no, dass den AstraZeneca-Impfstoff am Prinzip bei 4 bis 6 Grad gelagert ka ginn, wat bedeit, dass den Dokter den Impfstoff an enger Killbox mathuele kéint. Wat den Impfstoff vu BioNTech/Pfizer ubelaangt, weist eng Etüd drop hin, dass deen zwar bei minus 70 Grad gelagert an transportéiert muss ginn, mee dass e sech nom Optaue bis zu fénnef Deeg am Frigo hält an zwou Stonne bei Zëmmertemperatur. Ass den Impfstoff bis an der Spréiz, kann een e sechs Stonnen am Frigo stockéieren oder och an enger Killbox transportéieren, zum Beispill, fir en ausserhalb vun engem Impfzenter ze benotzen. Den Impfstoff vu Moderna hält sech zwoelf Stonne bei Raumtemperatur.

An deem Kontext hunn ech folgend parlamentaresch Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Ginn et Mesuren, déi festhalen, wéi déi Leit, déi net selwer kënnen an en Impfzenter goen, well se eng ageschränkte bzw. guer keng Mobilitéit méi hunn, awer kënnen geimpft ginn?

2. Weess d'Santé, dass et eng Mass vu bettlägerge Mënschen hei am Land gëtt, déi doheem liewen?

3. Wat fir Mesuren envisagéiert d'Santé, fir dës Leit ze hëllefen, an a wat fir engem Zäitraum?

4. Ginn et Direktive fir d'Hausdokteren, wat d'Covid-Impfung ueegt? Wa jo, wat fir sinn dat? Wann nee, firwat net?

5. Kann d'Madamm Minister bestätegen, dass de Vaccin bannent 30 Minutte muss gesprézt sinn, onofhängeg vun den zitéierten Etüden, déi kloer zu anere Resultater kommen?

6. Kann d'Madamm Minister bestätegen, dass scho Vaccin huet missen ewechgeworf ginn, well den ominéisen Zäitraum vun 30 Minutten net konnt agehale ginn?

Réponse (05.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

D'Direktioun vun der Santé ass dobäi e Relevé opstellen vu Leit, déi an der aktueller Impfphas sinn an déi sech, aus medezinesche Grënn, net an een Impfzentrum beweegen kënnen. Dës Relevé gëtt zesumme mat der COPAS an de Réseau de soins gemaach. Déi concernéiert Acteure sinn och dobäi, konkret a pragmatesch Solutiounen auszeschaffen.

D'Solutiounen, déi elo diskutéiert ginn, si verschidden an ëmfaassen z. B. mobil Impfkippen, Impfungen duerch d'Réseau de soins, mat Dokter aus der Réserve sanitaire, Impfungen duerch Hausdokter ...

D'Hausdoktere sinn iwwert d'Covid-19-Impfung informéiert, och wa si aktuell selwer net impfen, ausser si schaffe schonn an engem Impfzentrum mat. Et wäerte Gespécher mat der Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) an dem Cercle des médecins généralistes (CMG) stattfannen, fir ze kucken, wéi een d'Impfung duerch Hausdokteren an d'Impfstrategie integréieren kann.

Et ass net richteg, dass de Vaccin bannent 30 Minutte gesprézt muss ginn. D'Modalitéit bezüglech der Konservatioun, dem Transport an der Preparatioun vun de verschiddene Vaccinen en vue vun hirer Administratioun, sinn op Basis vum Résumé des caractéristiques du produit (RCP) sou wéi vun der Europäescher Medikamentenagence gutt geheescht gouf souwéi op Basis vun den Données des études de stabilité, déi no a no vun de Firmen kommunizéiert ginn, festgeluecht.

De Gesondheitsministère préift ob dës Modalitéiten agehale ginn, fir ze garantéieren dass d'Qualitéit, d'Stabilitéit an d'Intégritéit vun den Impfdosissen, déi d'Leit kréien, agehale ginn.

Wann et e Problem mam Circuit vun der Chaîne du froid oder e Feeler an der Manipulatioun vun der Impfdosis gouf, kënnen dës Impfdosissen leider net méi genotzt ginn. Dës, well ee vermeide muss, dass Leit mat enger potenzieller defectueuser Impfdosis geimpft ginn. Déi aktuell Impfstrategie gesäit

strikt Prozeduren vir, fir e Maximum vun den Impfstoffen pro Dosis kënnen ze gebrauchen an e Minimum Perten ze maachen. Zum Beispill gi souwuel d'Stocke wéi och d'Rendez-vousen alleguerten en temps réel geréiert. D'Personal, wat fir d'Impfen zoustänneg ass, geréiert d'Impfdosissen op eng ganz professionell Aart a Weis, soudatt d'Perten un Impfstoff am Moment ganz minim sinn.

Laut der Weltgesondheitsorganisatioun ginn d'Perten un Impfdosissen op 50 % geschat. Viru kuerzem ass eng franséisch Etüd zur Konklusioun komm, dass 25 bis 30 % vun den Impfdosissen kéinte verluer goen, weinst dem System vun de Flacons multidoses, déi, wa se bis preparéiert sinn, de selwechten Dag nach mussen gesprézt ginn.

Dës Zuele sinn natierlech just Estimatiounen, mee erklären och zum Deel, firwat d'EU-Länner an och Lëtzebuerg méi Impfdosissen bestallt hunn, wéi si eigentlech fir hir Populatioun brauchen. Dës ass virun allem, fir eventuell Perten ze kompenséieren.

Question urgente 3726 (01.03.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **vaccination des personnes vivant dans un logement encadré** :

Am Kader vun der Impfcampagne géint Covid-19 krut de Konviktskaart - Résidence Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte vum Ministère d'Zouso, dass d'Bewunner an d'Personal vun där Institutioun am Fleegeheim selwer géife geimpft ginn. Nodeems d'Leedung vum Konviktskaart schonn déi néideg Virbereedung getraff hat, krut si vum Ministère déi onerwaart Noricht, dass de Konviktskaart net méi op der Lëscht vun deenen Haiser géif stoen, wou d'Bewunner an d'Personal automatesch géife geimpft ginn. Dat heescht am Kloertext, dass d'Bewunner vum Konviktskaart, deen als „logement encadré“ agestuift gëtt, esou behandelt ginn, wéi Leit, déi bei sech doheem wunnen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi ass et méiglech, dass eng Zouso vum Gesondheitsministère, bei där et ëm d'Liewe vu besonnesch vulnerabele Mënsche geet, sou kuerzfristeg zréckgeholl gouf?

2. Firwat muss sech eeler Mënschen, déi zum Deel net iwwer technesch Fäegkeete verfügen, iwwer een Zougankcode um Site vum Gesondheitsministère umellen, fir een Impf-Rendez-vous ze kréien? Kéint een dës Leit, déi zum Deel kee Mënsch hunn, deen hinne bei dëser Prozedur hëllef kéint, net dës technesch Problemer erspieren?

3. Ginn et Iwwerleeungen, fir an Zukunft Leit, déi keng Famill hunn, déi mat hinnen an den Impfzenter firt, sur place an hirem Logement encadré impfen ze loosser?

Réponse (04.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. D'Résidenten aus de Logements encadrés, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, sinn eligibel, fir vun den Équipes mobiles geimpft ze ginn. Deene verschiddene Chargés de direction vun den zwoelf Strukturen, sinn déi deementspreechend Informatiounen betreffend d'Organisatioun vun den Équipes mobiles matgedeelt ginn.

Et ass decidéiert ginn, dass et de Chargés de direction iwwerlooss ass, ob si léiwer fir d'Impfe vun hire Residenten duerch d'Équipes mobiles optéieren oder hir Residenté léiwer an engem Impfzenter impfe loosser, wësend dass eng mixt Solutioun och méiglech ass.

ad 2. Déi eeler Leit, déi vun den Équipes mobiles an den Alters- a Fleegeheim geimpft ginn, brauche kee Rendez-vous ze huelen. D'Direktioun vum Haus stellt eng Lëscht op vun de Leit, déi sech wëllen impfe loosser.

Déi Leit, déi sech an engem Impfzenter impfe loosser, kënnen online e Rendez-vous huelen oder ee froen, fir hinnen de Rendez-vous ze huelen. Sie kënnen awer och op d'Helpline vun der Santé ënnert der Nummer +352 247-65533 vu méindes bis sonndes vun 8.00 bis 19.00 Auer urufen, fir e Rendez-vous ze fixéieren.

ad 3. An de Logements encadrés, déi mam Familljeministère konventionéiert sinn, kënnen d'Leit sech vun den Équipes mobiles impfe loosser.

Déi eeler Leit kënnen sech och vun enger Vertrauenspersoun an den Impfzenter begleede

loossen. Si kënnen awer och op de Service vum Adapto zréckgräifen oder hire Prestataire aus dem Réseau de soins froen, fir si am Kader vun enger Course-sortie an den Impfzenter ze bréngen.

Question urgente 3732 (01.03.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **vente aux enchères d'appartements situés dans le « Gravity Tower » à Differdange :**

Op verschiddene Plattformen (Radio, Online-Ads) leeft zurzäit eng Publicitéit fir eng Stee vu verschiddenen héichwäertegen Appartementer am Gravity Tower zu Déifferdeng. Bei deem Bauprojet biit d'Gemeng Déifferdeng 80 Appartementer zu abordabele Präisser zum Verkauf un, ënnert dem Regimm vun engem Virkafsrecht vum Vendeur zu fix gereegelte Präisser.

Nichtsdestotrotz ass an de Pläng virgesinn, dass zwee Duplex- an zwee Triplexstudios op den ieweschte Stäck - also a beschter Lag - sollen un de Meeschtbiddende versteet ginn. D'Stee leeft nach bis de 26. Mäerz.

An Zäiten, wou et souguer fir Guttverdénger bal onméiglech ass, sech um private Logementsmarché een Appartement kënnen ze leeschten, stellt sech d'Fro, ob et eethesch korrekt ass, déi iewescht Stäck nom Prinzip vun engem Basar, un de Meeschtbiddenden ze verkafen. D'Symbolik hannendru schwätzt Bänn: de Räiche kritt d'Plaz ganz uewen, um Troun souzesoen, während d'Normalbiergerinnen a -bierger guer keng Chance op dës Logementer kréien. Grad Famillje mat Kanner sollte bei esou engem Projet gehollef kréien, well si an der Moyenne weinst der Gréisst vun der Wunneng méi héich Wunnkäschten hunn. D'Virgoensweis vun der Stee ënnergreeft deemno de soziale Charakter vun deem Tuerm, deen ee Symbol vu Chancéglichheet an Inklusioun kéint sinn an een effentlech Zeeche géint den héich spekulativen Wunnmarché sollt setzen.

De Logementsministère ass mat 40 Milliounen Euro um Bau vum Gravity Tower bedeelegt.

De Logementsminister gëtt op gouvernement. lu wéi folgend zitëiert:

« Henri Kox a souligné : "Wat mir baue bleift, an zwar fir ëmmer an dat effentlech, bezuelbar a nohalteg." »

An deem Zesammenhang weilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froen stellen:

1. Ass et déi éischte Kéier, dass bei engem vum Logementsministère matfinanziéiertem Projet, eng effentlech Stee organiséiert gëtt? Falls nee, bei wéi enger Projekte war dat soss nach de Fall?

2. Wéi vill kascht d'Werbekampagne, déi aktuell fir d'Stee vun de Wunnungen am Gravity Tower leeft (opgeschlüsselt no folgend Medien: Radio, TV, Online an Drock). Mat wéi engem Budget gëtt dës Werbung bezuelt?

3. Wéi steet d'Regierung zum Prinzip, dass bei deene véier Duplexen an Triplexen Leit ouni Suen ausgeschloss a Leit mat déckem Portomni privilegéiert ginn oder, aneschters formuliert, wou Leit no ekonomesche Krittären aneren Demandeuren virgezu ginn?

4. Gouf den Aspekt vun der Chancéglichheet bei dëser Stee mat a Betruecht gezunn?

5. Bewäert d'Regierung dës Virgoensweis als eethesch korrekt, sozial gerecht an am Aklang mat de Prinzipien vum soziale Wunnengsbau? Falls jo, wéi?

Réponse (05.03.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement :*

Den éierewäerten Deputéierte stellt eng Rei Froen zum Projet Gravity Tower zu Déifferdeng, déi mer d'Geleeënheet ginn, un deem Beispill nach eng Kéier de Prinzip vun eiser Politik vun „effentlech, abordabelen an nohaltegem Wunnraum“ ze erklären:

De Gravity Tower zu Déifferdeng gëtt zu engem substantiellen Deel vum Wunnengsbauministère subventionéiert. Insgesamt entstinn op dem Areal 80 Wunnungen.

Fir 48 Appartementer huet d'Gemeng Déifferdeng eng Hëllef vum Staat gefrot, fir déi kënnen no de Reegele vun Règlement grand-ducal vun 1998 ze verlounen. Dat sinn also 48 effentlech abordabel Locatiounswunnungen, wou de Staat sech mat 17.849.200 € bedeelegt.

Ausserdeem kritt d'Gemeng Déifferdeng och eng Hëllef an der Héicht vun 2.145.100 €, fir zousätzlech 16 Appartementer op dem Site ze

kafen, déi no de Reegele vum 1979er Gesetz an d'Vente subventionéiert ginn. Dat bedeit, dass den Terrain ënnert der Form vun der Erbpacht zur Verfügung gestallt gëtt (droit d'emphytéose) an d'Gemeng e Réckkafsrecht op de Wunnungen iwwer 99 Joer behält. Am Fall wou de Proprietär déi Wunneng wëll verkafen, keeft d'Gemeng se zréck, fir se och an „zweeter Generatioun“ zu abordabele Präisser kënnen ze verkafen. Bei dëser Wunnenge subventionéiert de Staat nëmme en Deel vun de Käschten vum Terrain, den Infrastrukturen an den Honorairen.

Wunnungen, déi vum Ministère du Logement subventionéiert ginn, kënnen net iwwer eng Stee verkaf ginn. De Präis fir dës Wunnenge muss no de Reegele vum 1979er Gesetz festgelooscht ginn a riicht sech also strikt nom Gestehungspräis fir d'Gemeng. Fir dës Vente huet d'Gemeng och scho virun enger Zäit eng Ausschreibung gemaach, wou d'Leit sech konnte mellen.

Zousätzlech zu dësen 64 subventionéierte Wunnungen huet d'Gemeng geplangt 16 Appartementer um Site ze kafen, ouni dass se dofir staatlech Subventiounen freet. Doduerch ass d'Gemeng net verflucht u Leit ze verkafen, deenen hiert Akommes ënnert dem Plaffong vun de staatleche Kafprimen läit. Esou erhofft sech d'Gemeng eng staark a resilient sozial Mixitéit bei den Awunner um Site. Och bei dëser Wunnenge behält sech d'Gemeng e Réckkafsrecht vir. Am Fall wou sech net genuch Interessente fir dës Wunnenge fannen, wäert d'Gemeng probéieren, och dës Wunnungen u Leit ze verkafen, déi eligibel si fir staatlech Kafprimen.

De Projet Gravity

De Projet Gravity ass also en intressante Projet, well e weist wéi Gemenge sech kënnen aktiv am Wunnengsbau abréngen. Effektiv war et der Gemeng bei deemem Projet vun Ufank u wichteg, dass Wunnungen zu engem attraktive Präis gëfen op de Marché kommen. Dat war ee Krittär beim urspréngleche Concours Architecte/Investisseur.

Nodeems de Projet vum Gewënner vun deem Concours fäerdeg geplangt war, huet d'Gemeng decidéiert, dass d'Wunnungen net sollen integral privat verkaf ginn. D'Gemeng huet also - mat Ennerstëtzung vum Wunnengsbauministère - d'Wunnungen zréckkaf. Op dës Aart a Weis konnten 48 Wunnenge geschaf ginn, déi an Zukunft abordabel verlouent ginn, 16 Wunnungen, déi à coût modéré verkaf ginn a 16 Wunnungen, déi ouni Subventiounen zu ganz attraktive Präisser verkaf ginn.

Fir déi zwee Duplexen an zwee Triplexen, also déi besonnesch grouss Appartementer, em déi et an der Fro vum éierewäerten Deputéierte geet, goufen am Virfeld der Gemeng Déifferdeng eng Rei Associatiounen kontaktéiert, fir ze kucken ob sozial begleet Wunnengsgemeinschaften an dës Wunnenge méiglech wieren. Konkursiounen vun dësen Entrevuë waren, dass dës Wunnenge leider net dofir adaptéiert wieren.

Dorobber hin, huet de Gemengerot decidéiert dës véier Wunnungen, déi net vum Ministère du Logement subventionéiert ginn, iwwer eng „vente aux enchères par soumission cachetée“ ze verkafen. Et handelt sech dobäi net ëm eng klassesch „Stee“, mee ëm eng Prozedur, wou interesséiert Leit iwwer Brëif un en zoustännegen Notaire eng eenzeg Offer ofginn, fir ze verhënnere, dass d'Präisser wéi bei enger klassischer Stee gëfen eropgedréckt ginn.

Sollt duerch dës Prozedur d'Gemeng op der enger oder anerer Wunneng e Boni maachen, gëtt dës erëm an nei Wunnengsbauprojekte vun der Gemeng investéiert.

Wéi ech et aus de Conditions générales vun der Offer erausliesen, ginn och dës Wunnungen ënnert dem Droit d'emphytéose verkaf an d'Gemeng behält sech e Réckkafsrecht am Fall wou de Keefer net méi selwer an der Wunneng wunnt. Déi Bedingungen entspreche iwwerengs de gängige Bedingungen, wéi se och bei de vum Staat subventionéierten „logements à coût modéré“ obligatoresch sinn. Zousätzlech huet d'Gemeng Déifferdeng zur Obligatioun gemaach, dass d'Keefer och effektiv an der Wunneng musse wunnen. Am anere Fall spillt d'Réckkafsrecht vun der Gemeng.

De Projet Gravity ass also insgesamt en intressante Projet vun 80 Wunnungen, wou e besonnesch grouss Wäert op Chancéglichheet a sozial Inklusioun geluecht gouf.

Question urgente 3744 (02.03.2021) de **M. Georges Mischo** et **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant le **Cross-Country Championnat :**

Wéi een dës Méinden aus de Medien (zum Beispill „Le Quotidien“) konnt liesen, huet de

Cross-Country-Championnat misse kuerzfristeg ofgesot ginn, obwuel een e Konzept mat Schnelltester op der Plaz virgeluecht hat. Dat Konzept gouf och vun der Santé gutt geheescht, mee leider huet sech d'FLA mat hirer Presidentin an och de Sportminister laang mat enger Decisioun zréckgehalen, fir d'Evenement da kuerzfristeg ofzesoen.

An deem Kontext géife mir gäre folgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat huet de Sportminister, am Géigesaz zu dem Ministère vun der Santé, esou laang gebraucht, fir eng Decisioun ze huelen?

2. Wat sinn déi weider Grënn fir dës Decisioun besonnesch ënnert dem Aspekt, dass dës Sportaart am Fräien an net an enger Hal ausgeübt gëtt?

3. Ass de Sportminister net der Meenung, dass en nationale Championnat ënnert d'Kategorie vum Elittesport fält?

Réponse (03.03.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports :*

ad 1. Et ass falsch ze behaupten, dass de Sportminister „esou laang Zäit gebraucht huet“, fir eng Decisioun ze huelen, mee de Sportminister huet sech eréischt geäussert, nodeems hien a Kenntnis gesat gouf, dass d'Santé e sanitäert Konzept validéiert hätt. Déi noutwendeg sanitär Präiwung vun engem Konzept ersetzt net déi juristesche Präiwung.

ad 2. Op telefonesch Nofro vun der Presidentin vun der Lichtathletikfederatioun, huet de Sportminister, no genauer Lektür vum Gesetzestext, festgestallt, dass opgrond vun den aktuelle gesetzleche Bestëmmunge fir de Sport, d'Ofhale vun engem Cross-Country Championnat mat engem Massestart net méiglech wier. Par contre wier et awer méiglech, e Cross-Country Championnat am Modus „contre la montre“ ze organiséieren. Och wann déi gesetzlech Situatioun deenen zwee Deputéierten dierft bekannt sinn, well se Member an der zoustänneger Chamberskommissioun sinn an näischt géint déi prezis Textpassagen auszesetzen haten, erlaben ech mer, aus Transparenzgrënn, de Paragraf 7 vum Artikel 4 bis vum aktuelle Gesetz Text ze zitieren:

« Les restrictions prévues aux paragraphes 1^{er} à 4 ne s'appliquent ni aux sportifs d'élite déterminés en application de l'article 13 de la loi modifiée du 3 août 2005 concernant le sport, à leurs partenaires d'entraînement et encadrants des sportifs d'élite, ni aux sportifs professionnels, ni aux sportifs des cadres nationaux fédéraux toutes catégories confondues, ni aux élèves du Sportlycée et aux élèves des centres de formation fédéraux, ni aux sportifs des équipes des divisions les plus élevées des disciplines sportives respectives au niveau senior, ainsi qu'à leurs encadrants, pour les entraînements et compétitions. »

De Sportminister hat also keng aner Méiglechkeet wéi ze roden, dass d'Cross-Country-Championnat mat Massestart, och exklusiv fir Senioren, ënnert dës Bestëmmunge leider net méiglech ass. Am anere Fall hätt hie sech enger flagranter Mëssuechtung vum Gesetz schëlleg gemaach. Doropshin huet d'FLA schwéieren Häerzens decidéiert, d'Championnat ze verleeën, respektiv ze annulléieren. De Fait, dass Cross-Country am Fräien ausgeübt gëtt, spillt hei absolut net - och dat dierft den Deputéierte bekannt sinn.

ad 3. D'Meenung vum Sportminister, wat ënner Elittesport ze verstoen ass, ass hei net vu Bedeutung, mee gëtt vum Artikel 13 vum Sportgesetz festgehalen. Deementspreechend falen ënnert d'Kategorie vum Elittesportler, déi Athleten, deenen hir sportlech Qualifikatioun vum COSL unerkannt ass. Et ass e Fait, dass um geplangte Championnat e Groussdeel vun Athleten ugetruede wier, déi dës Statut eeben net hunn. De Minister wäert sech, ewéi an der Vergaangenheet, aus der Zouerkenntnis vun dem Statut eraushalen, alles anescht wier eng deplacéiert Amëschung an de privat organiséierte Sport zu Lëtzebuerg.

Als Sportminister schléissen ech mech heimat och den Aussoe vun der FLA un, a soen den Organisateure fir hir onermiddlech Beméiungen e ganz grouss Merci, an drécke mäi Verständnis fir hir Enttäuschung aus. De Merci géllt och fir all Fräiwëllig an de Veräiner, déi an dës schwéieren Zäiten dofir suergen, dass och de Sport, wann och mat deifgräifenden Aschränkungen, ka weiderliewen. Si leeschten der Gesellschaft domat een immens groussen Déngscht, virun allem am Interêt vun deene Jonken a ganz Jonken. An do ginn et, och an der Lichtathletik, ganz flott an innovativ Beispiller.

D'Evolutioun vun der Pandemie, souwéi d'Evaluatioun vun der genereller sanitärer Situatioun, wäert eis fir déi nächst Schrëtt weiderhi begleeden.

Question urgente 3749 (02.03.2021) de **M. Paul Galles** (*CSV*) concernant la **vaccination des sans-abri :**

D'lescht Woch war gewuer ze ginn, dass virgesinn ass, dass d'Sans-abri réischt an der leschter Impfphas drukommen, fir mam Anti-Covid-Vaccin geimpft ze ginn. An anere Länner, wéi Russland oder Rumänien hunn dës vulnerabel Leit eng Prioritéit. A Frankräich ginn d'Sans-abri am Fréijoer geimpft an och Dänemark huet hinnen elo eng aner Prioritéit an hirer Impfcampagne ginn.

D'Erklärung vun de Responsabele vum Santéministère, dass d'Impfung dës Leit net esou wichteg wier, well hir Prioritéit eier lessen, eng Schlofplaz oder eng Dusch wier, ass net novollzëibar a spigelt just op dramatesch Aart a Weis de Misär vun dësen vulnerabele Mënschen erëm.

Virun deem Hannergrond weilt ech der Madamm Gesondheitsminister folgend Froen stellen:

1. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, dass d'Sans-abri, duerch hir vulnerabel Gesamtsituatioun, missten a méi enger fréier Phas geimpft ginn?

2. Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (09.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Regierung gesäit vir, all de Leit, déi a prekär Situatiounen liewen (SDF, Drogekranke, Prostituéiert, DPI, Immigrés clandestins, Fraen a Fraenhaiser mat hire Kanner etc.) den Zougang zum Impfstoff ze garantéieren.

De Gesondheitsministère huet an deem Sënn en Aarbechtsgrupp op d'Bee gestallt, an deem och Vertrieeder vum Familjeministère, dem Ministère de l'Égalité an den Ausseministère (ONA) vertruede sinn, grad ewéi och d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch, Svyicol (fir d'Offices sociaux), d'Entente des offices sociaux, Resonord, plus sämtlech ASBLen, déi mat de véier Ministerie konventionéiert sinn, an um Terrain schaffen, fir beschtméiglechste Léisungen auszeschaffen, fir Persounen déi a prekäre Situatiounen liewen.

Dësen Aarbechtsgrupp ass net nëmme fir d'Impfung zesummekomm, mee och fir Testing, Large-Scale, Grippeimpfung, Hebergement fir Isolement, Quarantän a chronesch Kranke, Schnelltester a lo d'Covidimpfung. D'Erausfuerderung ass d'Invitatioun, well verschidde Leit net bei der CNS affiliéiert sinn an/oder keng Adress hunn. De Gesondheitsministère schafft dofir ganz enk mat den ASBLen, déi de Kontakt an de Suivi assuréieren.

Virun zéng Deeg huet de Santéministère en Opruff gemaach un de konventionéierte Secteur fir déi Leit ze identifizéieren, déi ënnert d'Impfphas 2 falen ouni Affiliatioun bei der CNS: iwwer 75 Joer oder hautement vulnerable. Déi ginn da vum Personal aus den ASBLen identifizéiert, ugemellt a gegebenefalls an den Impfzenter begleet. Déi aner kommen an d'Rei ofhängeg dovunner wéi al si sinn an a wéi ee medezinesch Bild si passen, den allgemengen Impfgruppenandeelungen no. Spéitstens an der Phas 6a wäerten se all do d'uerch sinn, also nach virun der allgemenger Populatioun. Och fir si ass d'Impfung fräiwëllig.

ad 2. D'Impfstrategie gesäit vir, dass d'Leit, déi an der Prekaritéit liewen, un d'Rei komme jee nodeem ob si eng speziell Vulnerabilitéit presentéieren oder opgrond vun enger Virekrankung oder hirem Alter. Et ass ze preziséieren, dass Sans-abri, déi keng Vulnerabilitéit presentéieren, wéi se an de Phasen 2 oder 3 declinéiert sinn, kee méi héije Risiko presentéieren wéi Leit, déi net an der Prekaritéit liewen. Déi Leit, déi an der Prekaritéit liewen, wa se net scho virun eligibel aus engem anere Grond sinn, wäerten also spéitstens hirem Alter no an der Phas 6 geimpft ginn.

Question urgente 3763 (04.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant la **vaccination du personnel des entreprises de pompes funèbres :**

An engem Brëif datéiert vum 14. Januar 2021, fuerdert d'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg de Gesondheitsministère op, d'Personal vun de Pompes funèbres, fir déi kommend Impfphas ze invitieren.

Ewéi d'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg ënnersträicht, zirkuléiert d'Personal vun de Pompes funèbres reegelméisseg an

de Spideeler, an de Fleege- an Altersheemer an intervenéiert och dacks bei de Familijen doheem, wou se dann och mam Virus konfrontéiert ginn an deen esou da kënnen un hir Mat-aarbechter ewéi och u vulnerabel Persoune weiderginn.

Laut mengen Informatiounen ass bis dato kee vun concernéierte Personal geimpft ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Personal vun de Pompes funèbres bis haut geimpft ass, respektiv wéi vill Personal nach net geimpft ass?

- Ass d'Regierung och der Meenung, datt d'Personal net nëmme selwer engem Risiko ausgesetzt ass, mee de Virus och u vulnerabel Leit aus de Spideeler a Fleege- an Altersheemer ka weiderginn?

- Gesäit d'Regierung, fir dës Persounen an hir Impfphasen ze integréieren, fir datt dës Bierger unni Gefor hir Aarbecht kënnen maachen? Wa jo, wéini wier dat?

Réponse (05.03.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

D'Fédération des entreprises des pompes funèbres et de crémation du Grand-Duché de Luxembourg huet der Direktioun vun der Santé effektiv e Bréif de 14. Januar 2021 geschéckt, wou si freet ob hir Membere kënnen prioritär geimpft ginn. D'Argumenter sinn, dass hir Membere oft a Klinicken oder an Alters- a Fleegeheemer ginn, an dass si och doheem ëmmer méi mam Virus konfrontéiert ginn, oder bei vulnerabele Leit sinn.

D'national Impfstrategie gesäit net fir, dass Beruffsgruppe prioritär geimpft ginn, ausser d'Fleege- a Gesondheetspersonal an der Phas 1. D'Iddi war jo do, déi vulnerabel Leit an de Klinicken ze schützen doduerch, dass e Cordon sanitaire ëm si opgebaut gëtt. D'Membere vun der Federatioun ginn natierlech regelméisseg an d'Klinicken, mee am Prinzip net op d'Unité de soins, wou déi vulnerabel Patienten hospitaliséiert sinn, mee haaptsächlech an d'Morgue. Et ass also net ze erwaarden, dass si do direkt mat vulnerabele Leit a Kontakt kommen. An den Alters- oder Fleegeheemer ass et änlech, et ass net ze erwaarden, dass d'Leit vun der Federatioun do direkt a Kontakt mat vulnerabele Leit kommen, wa si bei engem Stierfall intervenéieren. Zousätzlech sinn d'Residentë vun dësen Institutiounen elo géint Covid-19 geimpft.

Och doheem ass et onwarscheinlech, dass d'Membere vun der Federatioun direkt mat Covid-19-Fäll a Kontakt kommen. Fir d'Éischt muss een ënnersträichen, dass zu Lëtzebuerg am Allgemengen (Statistiken 2018) méi wéi 50 % vun de Leit am Spidol stierwen, ongeféier 25 % stierwen an Alters- oder Fleegeheemer, an nëmme 17 % stierwen doheem. En plus, säit Ufank vun der Pandemie sinn nëmme 28 Leit mat oder u Covid-19 doheem gestuerwen, bei iwwer 640 Doudeger. Dat sinn ongeféier 4 % vun de Covid-19-Stierfäll.

Et ass och wichteg nach eemol drop hinzewiesen, dass d'Ordonnance vum Direkter vun der Santé betreffend d'„gestion de la dépouille mortelle d'une personne décédée par Covid-19“ vum 14. Abrëll 2020, déi eng ganz Rei Prozedure virgesäit, fir sécher mat enger Läich ëmzegoen, nach ëmmer applikabel ass. D'Personal vun de Pompes funèbres benotzen och an deem Kontext dat adequat Protektionsmaterial.

D'Demande vun der Federatioun ass am Comité de pilotage „vaccination“ diskutéiert ginn, an op Basis vun den Elementer déi hei exposéiert goufen, net als prioritär zréckbehalen ginn.

Question urgente 3776 (05.03.2021) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le rendez-vous pour l'administration de la 2^e dose du vaccin contre la Covid-19 :

Persounen, déi mam Wirkstoff AstraZeneca geimpft goufen, kruten ursprénglech e Bréif fir en zweeten Impftermin, dee véier Wochen no der éischter Impfung ofgewéckelt sollt ginn. An dësem Bréif war ugemierkt, datt sech d'Leit fir déi éischt Impfung en Termin aussiche sollten, dee si esou arrangéiert, datt si exakt véier Wochen duerno fir déi zweet Impfung untriede kënnen. No der neier Impfpflichtung vun der Santé ass elo awer decidéiert ginn, déi zweet Impfung ëm weider sechs Wochen no hannen ze verréckelen. An där neier Invitatioun gëtt dës Persounen also en Datum matgedeelt, dee si sech net konnten eraussichen an dee si soumat an deem zäitleche Kontext eventuell och net anhalen kënnen.

An deem Kontext géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froen stellen:

1. Ass d'Madamm Minister doriwwe informéiert, datt den Impftermin fir déi zweet Impfung mam AstraZeneca ëm weider sechs Wochen no hanner verréckelt gouf?

2. No Récksprouch mat der Hotline vun der Santé gouf de betraffene Persoune matgedeelt, datt si den Termin fir déi zweet Impfung net méi kënnen individuell verleeën. Ass d'Madamm Minister sech an deem Kontext bewosst, datt dës fir vill vun de Betraffene mat gréisseren Émstänn verbonnen ass?

3. Wa jo, gedenkt de Gesondheetsministère an deem Kontext do drun, Dispositiounen ze ergräifen, fir datt déi Betraffene hiren zweeten Impftermin, jee no zäitlecher Dispositioun, individuell festleeën kënnen?

Réponse (05.03.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Bei der éischter Covidimpfung gëtt automatesch ee Rendez-vous fixéiert fir déi zweet Impfung. Dës Rendez-vous ass fir de BioN-Tech/Pfizer- a Moderna-Impfstoff genau véier Wochen no der éischter Impfung, a beim AstraZeneca-Impfstoff elo, nodeem de Conseil supérieur des maladies infectieuses een Delai zwiëschen aacht an zwielef Woche proposéiert huet, genau zéng Wochen no der éischter Impfung. Leit, déi schonns ee Rendez-vous op véier Woche fixéiert haten, kruten elo een neien Datum no zéng Wochen zougeschéckt.

Falls dësen Datum aus berechtigte Grënn (z. B. Krankheet, beruflechen Obligatiounen, ...) net méiglech ass, kënnen d'Leit natierlech iwwer d'Hotline de Rendez-vous verréckelen.

Question urgente 3802 (09.03.2021) de MM. Claude Wiseler et Laurent Mosar (CSV) concernant le Plan national pour la reprise et la résilience :

Afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, un instrument temporaire de relance de 750 milliards d'euros, « NextGenerationEU », a été développé au niveau européen. La pièce maîtresse de cet instrument temporaire de relance, la « Facilité pour la reprise et la résilience », est dotée de 672,5 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions qui sont destinés à soutenir « les réformes et les investissements entrepris par les pays de l'UE », comme l'explique la Commission européenne. Pour accéder à ces fonds, les États membres de l'Union européenne doivent élaborer un plan national pour la reprise et la résilience. Les objectifs de ces plans nationaux sont doubles : favoriser la transition écologique et accélérer la transition numérique. En effet, 37 % des fonds doivent être alloués à des investissements et réformes écologiques et 20 % des fonds à des investissements et réformes numériques.

Il s'agit dès lors d'une aide financière considérable, qui bénéficierait à l'ensemble de l'économie luxembourgeoise. Et le temps presse, puisque la Commission européenne a fixé la date butoir au 30 avril pour la remise des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Nombreux sont les pays à avoir déjà fait des démarches dans ce sens. Au contraire du Luxembourg : d'après nos informations, le Grand-Duché fait partie du peu de pays à n'avoir pas encore soumis de plan national.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que contrairement à la grande majorité des autres pays membres de l'Union européenne le Luxembourg n'a pas encore soumis de plan national pour la reprise et la résilience auprès de la Commission européenne ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce retard ? Quel est l'état d'avancement des travaux entourant l'élaboration de ce plan ?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'organiser une consultation particulière, notamment au niveau des associations professionnelles, avant que ledit plan ne soit soumis à la Commission européenne ?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'organiser une consultation auprès des députés ?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que les députés auront l'opportunité de consulter le document en question ?

Réponse (10.03.2021) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Le projet de « Plan pour la reprise et la résilience » (PRR) du Luxembourg a été approuvé par le Conseil de Gouvernement de ce jour et sera publié dans un intégralité sur le site Internet du Ministère des Finances.

Ce document sera désormais partagé avec la Commission européenne, ce qui permettra de

mener les consultations nécessaires avec celle-ci en vue de la finalisation du PRR. Le Gouvernement soumet ainsi un projet de PRR large-ment avant le délai légal imposé par la législation qui est le 30 avril 2021.

Le Gouvernement a l'intention de présenter le projet de PRR aux membres de la Commission des Finances et du Budget lors d'une prochaine séance. Une seconde consultation de la Chambre des Députés aura lieu avant la finalisation définitive du PRR dans le contexte des débats sur le Semestre européen qui sont habituellement organisés la dernière semaine d'avril.

Étant donné que le Gouvernement attache une grande importance au dialogue social et en raison du fait que le PRR prend le devant de la scène de l'édition 2021 du semestre européen, une consultation des partenaires sociaux est également prévue à la fin du mois de mars.

Question urgente 3814 (10.03.2021) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les vaccins inutilisés :

Zu Duisburg gëtt et ee Pilotprojet mat deem iwwreg bliwwen Impfdosissen um Enn vum Dag verschafft solle ginn. Duerch eng App schéckt den Impfzenter SMSen u Leit, falls Dosissen iwwreg bliwwen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister dës Froen stellen:

1. Kënnt et zu Lëtzebuerg vir, dass Impfdosissen um Enn vum Dag ewechgehäit ginn, well Flaconen uebrach sinn a keng weider Leit deen Dag Rendez-vous fir eng Impfung hunn?

2. Falls jo, viséiert d'Regierung, fir een änleche System opzestellen, mat dem een owes per SMS géif déi Leit invitéieren, déi als nächst un der Réi wieren, fir nach deen Dag eng Impfung ze kréien?

Réponse commune (11.03.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

Fir ze evitéieren, datt um Enn vum Dag Impfdosisse mussen ewechgeworf ginn, ass eng Prozedur ausgeschafft ginn, déi bis elo gutt funktionéiert huet, esoudatt d'Reschtdosisse konnte verschafft ginn. Dës Prozedur huet e puer Etappen:

- Reschtdosisse ginn owes als Éischt dem Personal am Impfzenter proposéiert, dat zu der prioritärer Kategorie gehéiert, do derno dem Personal, dat net zu der prioritärer Kategorie gehéiert, uegbueden.

- Do derno kënnen d'Reschtdosissen u Leit aus de prioritäre Kategorie proposéiert ginn, déi net am Impfzenter schaffen.

- De Responsabele vum Impfzenter kann och dem 112 uruffen, fir ze kucken ob Ambulancier an der Géigend sinn, déi jo zu der prioritärer Impfgrupp gehéieren.

- Wann do derno nach ëmmer eng Dosis Rescht wier, kann de Responsabele vum Impfzenter Persoune kontaktéieren, déi net an déi viregt genannte Kategorie falen. Dës Persounen dierfe kee familiäre Lien mat dem Responsabelen, dem Apdikter, dem administrative Coordinateur an dem Representant vun der Gemeng an dem jeeweilegen Impfzenter hunn.

Question urgente 3822 (10.03.2021) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant la vaccination des participants aux Jeux olympiques :

Wéi een dës Deeg aus den däitsche Medien (zum Beispill dem ZDF) konnt héieren, hu verschidden Natiounen ugefaangen, hir Sportler, déi fir d'Olympesch Spiller zu Tokio a Fro kommen, ze impfen. Zum Beispill ginn a Mexiko d'Olympesch Athleeten zum selwechten Zäitpunkt wéi Dokter an d'Fleegepersonal geimpft. An anere Länner, wéi an Däitschland, huet sech den Olympesche Sportbund DOSB strikt géint eng Prioriséierung vu Spëtzenathleeten ausgeschwat. Dës ënnerschiddlech Interpretatiounen vu Prioritéiten a Saachen Impfung wäerten zu Diskriminatiounen tëschent de verschiddene Sportler an de verschiddene Länner féieren. Elo wou gëschter duerchgesickert ass, datt warscheinlech keng auslännesch Zuschauer, déi net a Japan wunnen, erlaabt wäerte sinn, stellt sech d'Fro vum Impfpass ëmmer méi dréngend, fir un de Spiller deelzehuelen, sief et als Athleet oder als Accompagnateur.

Qualifizéiert Sportler, an och déi wou no dru sinn, sech nach ze qualifizéieren, befanne sech elo schonn an der Virbereedungsphas fir

d'Olympesch Spiller an et ass kloer, falls ee wéilt op de Wee vun enger prioritärer Impfung fir eis Héichleeschtungsportler goen, da misst dës Impfung awer an enger Phas vu reduzéiertem Training duerchgefuert ginn, fir den Immunsystem net ze vill ze belastschen, sou Experten. Vu dass et net méi laang dauert, bis d'Olympesch Spiller stattfannen, brauch et also eng zäitno Decisioun wéi ee mat deene Concernéierte virgeet.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wat ass d'Positioun vum Sportminister zu dëser Thematik?

2. Wéini ass et fir de Ministère eethesch vertrietbar, Sportler an hir Accompagnateuren impfen ze loosse bzw. prioritär virzehuelen?

3. Huet de Sportminister schonn en Avis vun der Eethikkommissioun zur dëser Thematik ugefrot?

4. Wéi steet de Minister zu engem obligatoreschen Impfpass, fir d'äerfen un der Olympiad deelzehuelen?

Réponse (11.03.2021) de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

Als Sportminister deelen ech d'Meenung vu ville Leit, dass et zu dësem Moment, wou den Impfstoff nach rar ass, net ubruecht ass, fir Prioriséierung fir eis Sportler, a schonns guer net fir hir Encadranten, ze maachen. Wann een déi aktuell, berechtigt Diskussioun ëm Impfdrängler hei zu Lëtzebuerg verfolgegt, géif een, mengen ech, och eise Sportler mat esou enger Decisioun kee Gefale maachen.

Bis elo wësse mir nach net, wat genau d'Oplage fir Athleeten, Encadranten an Zuschauer fir d'Participatioun un de Spiller wäerte sinn. A Funktioun vu verlässlechen an endgültigen Informatiounen, déi mir zu dëser Thematik kréien, wäert d'Regierung déi Decisiounen huelen, déi ustinn, selbstverständlech och ënner Berécksichtigung vun eethesche Kritären. Zu dësem Moment ass et dofir vill ze fréi, an dofir kann ech d'Urgence vun Arer Froestellung, déi mir gëschter Owend um 17.25 Auer zougestallt gouf, nëmme schwéier novollzéien.

D'Lëtzebuurger Regierung ass net Organisateur vun den Olympesche Spiller, dat ass den IOC. D'Theema „obligatoreschen Impfpass fir d'Olympesch Spiller“ ass dofir net Géigendstand vun de Berodungen an der Regierung, schonns guer net, well et zu dësem Zäitpunkt jo nach guer net sécher ass, ob iwwerhaapt esou en Impfpass obligatoresch gefrot gëtt. Fir Lëtzebuerg decidéiert doriwwe eraus am Prinzip den COSL ob Lëtzebuurger Sportler zu Tokyo deelzehuelen, ausser et wieren héijer national Interëten a Gefor. Esou eng Gefor gesinn ech am Moment net.

Question urgente 3829 (11.03.2021) de Mme Josée Lorsché et M. Marc Hansen (d'ei greng) concernant la commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois :

Selon plusieurs articles dans la presse nationale, le groupe hospitalier « Hôpitaux Robert Schuman » aurait commandé en initiative propre au moins 100.000 doses de vaccins contre le Covid-19. Toujours selon ces articles, le groupe hospitalier en question a formellement nié une telle initiative privée de sa part.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé :

1) Le Ministère de la Santé est-il au courant d'une initiative privée du groupe hospitalier susmentionné pour commander des vaccins supplémentaires ? Dans l'affirmative, depuis quand le ministère est-il au courant ?

2) Une telle initiative privée du groupe hospitalier précité est-elle conforme à la loi sachant qu'elle détourne la commande commune de vaccins au niveau européen ?

3) Dans le cas où une telle commande aurait en effet été effectuée, Madame la Ministre peut-elle me renseigner si les vaccins ont déjà été livrés ou, le cas échéant, quand ces vaccins devraient-ils être livrés ?

4) Quelles sont les conclusions que Madame la Ministre tire de cette affaire entourant la commande de vaccins par un groupe hospitalier privé et quelle est la suite qu'elle veut lui réserver ?



Question urgente 3831 (11.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo, Mmes Cécile Hemmen et Francine Cloeser (LSAP)** concernant la **commande de vaccins supplémentaires par un groupe hospitalier luxembourgeois** :

Dans un communiqué publié le 10 mars 2021, l'Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD) salue « l'initiative des Hôpitaux Robert Schuman pour avoir actionné une démarche d'organiser des doses supplémentaires de vaccin ».

Suite à un démenti quelque peu ambigu de la part de l'hôpital, le président de l'AMMD persiste et signe.

- Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé si elle peut confirmer les informations de l'AMMD.

- Quelle a été le cas échéant la nature du contact de l'hôpital respectivement de représentants de l'hôpital avec le producteur de vaccin ou des fournisseurs potentiels directs ou indirects ?

- Quelle est l'attitude de Madame la Ministre face à une telle initiative étant donné que le Gouvernement a conclu des conventions avec les hôpitaux concernant la mise à disposition de vaccins par l'État ?

- Cette démarche serait-elle défendable par rapport aux accords européens concernant les commandes communes de vaccins ainsi qu'aux priorités de vaccinations fixées par le Gouvernement ?

- Madame la Ministre entend-elle charger le commissaire aux hôpitaux de ce dossier ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

La Ministre de la Santé a connaissance des rumeurs circulant dans la presse concernant une éventuelle initiative autonome des Hôpitaux Robert Schuman en vue d'une commande individuelle de vaccins contre la Covid-19, initiative qui a cependant fait l'objet d'un démenti de la part des HRS.

La ministre n'est dès lors pas en mesure de confirmer qu'un contrat ait été conclu par l'hôpital respectivement par des représentants de l'hôpital avec un producteur de vaccins ou des fournisseurs potentiels directs ou indirects.

Des membres de la cellule de crise ont par ailleurs été approchés en relation avec des démarches en vue de la possible acquisition concertée de vaccins supplémentaires auprès de fabricants. Ces démarches n'ont cependant pas été concluantes.

Pour toutes ces raisons, les éléments permettant de charger le commissaire du Gouvernement aux hôpitaux de ce dossier font défaut.



Question urgente 3830 (11.03.2021) de **Mme Martine Hansen (CSV)** concernant le **retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination** :

Selon un article sur wort.lu, le Gouvernement du Luxembourg aurait mis de côté un lot précis de doses du vaccin « AstraZeneca » en raison de problèmes de coagulation chez certains patients vaccinés avec ce lot. En effet, le quotidien britannique « The Guardian » annonçait ce matin que sept pays européens seraient en passe de ne plus utiliser temporairement ce vaccin « AstraZeneca » en raison de décès causés par ce dernier.

En raison de rapports illustrant de cas graves de formation de caillots sanguins chez des personnes vaccinées avec le vaccin Covid-19 d'AstraZeneca, le Danemark a été le premier pays à suspendre « par précaution et jusqu'à nouvel ordre » l'utilisation de ce dernier. L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie pourraient en faire de même. Selon le journal britannique, le Luxembourg aurait également retiré un lot du vaccin étiqueté « ABV5300 » de la campagne de vaccination au Grand-Duché. D'après les renseignements de « The Guardian », il s'agirait de 4.800 doses.

C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre de la Santé peut-elle confirmer qu'un lot du vaccin « AstraZeneca2 » a été retiré de la campagne de vaccination au Grand-Duché ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer sur les raisons précises de ce retrait ?

3) Madame la Ministre de la Santé peut-elle me dire si des personnes ont été vaccinées avec ce lot précis ?

4) Madame la Ministre de la Santé a-t-elle déjà reçu les conclusions définitives de l'EMA, analysant ce lot du vaccin Covid-19 d'AstraZeneca ?

5) Madame la Ministre de la Santé peut-elle me dire si, à ce jour, des patients vaccinés avec le vaccin d'AstraZeneca ont eu des effets secondaires plus importants comparé à ceux vaccinés avec d'autres vaccins contre le Covid-19 ?

6) Madame la Ministre de la Santé peut-elle m'informer sur d'éventuelles conséquences sur le déroulement future de la campagne de vaccination au Luxembourg ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) Le Ministère de la Santé confirme la mise en quarantaine, le 8 mars, et l'arrêt des vaccinations, le 9 mars, avec des flacons issus du lot ABV5300 du « Covid-19 Vaccine AstraZeneca ».

ad 2) L'agence autrichienne a informé les services de la Direction de la santé (Division de la pharmacie et des médicaments « DPM ») le dimanche 7 mars de la survenue d'événements indésirables graves suite à l'administration de doses issues du même lot du vaccin Covid-19 AstraZeneca.

Une infirmière (49 ans) est décédée dix jours après la vaccination avec le diagnostic de thrombose multiple et une autre femme (35 ans) a été hospitalisée avec un diagnostic d'embolie pulmonaire, mais est en voie de guérison. Les deux patientes ont été vaccinées en même temps dans le même hôpital avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca, lot ABV5300.

L'agence autrichienne a décidé de mettre ce lot en quarantaine le temps d'enquêter sur ces cas, traités avec la plus haute priorité. Un examen de la qualité du lot concerné est en cours afin de pouvoir exclure une connexion et prendre des mesures supplémentaires.

Au total, 1.602.000 doses (1 boîte contient 10 flacons ; 1 flacon contient 10 doses) du lot concerné ont été fabriquées. Le lot ABV5300 a été livré dans 17 pays dont le Luxembourg qui a reçu 4.800 doses de ce lot, ce qui représente 28,6% des doses totales d'AstraZeneca reçues à ce jour.

Par conséquent, par principe de précaution, les doses non encore administrées de ce lot (69 flacons) ont été mises en quarantaine jusqu'à ce que les contrôles soient terminés par l'EMA et le laboratoire de contrôle officiel aux Pays-Bas responsable de la libération des lots au niveau européen.

ad 3) Parmi les 4.800 doses du lot ABV5300, 4.141 doses avaient été administrées avant la mise en quarantaine.

ad 4) Les tests sur ce lot sont en cours auprès du laboratoire de contrôle officiel aux Pays-Bas. Le Comité de sécurité PRAC de l'Agence européenne des médicaments (EMA) examine actuellement tous les cas d'événements thromboemboliques et d'autres conditions liées aux caillots sanguins, rapportés après la vaccination avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca.

ad 5) Le nombre d'événements thromboemboliques chez les personnes vaccinées n'est pas supérieur au nombre observé dans la population générale. Au 10 mars 2021, 30 cas d'événements thromboemboliques avaient été signalés parmi près de 5 millions de personnes vaccinées avec le vaccin Covid-19 AstraZeneca dans l'Espace économique européen.

Au Luxembourg, parmi les personnes vaccinées avec le lot en question, aucun cas de thrombose n'a été notifié.

D'après les données disponibles à ce jour, on ne peut pas conclure que le vaccin AstraZeneca présente un plus grand risque de survenue d'effets indésirables que les deux autres vaccins qui sont également actuellement autorisés.

ad 6) Il n'y a actuellement aucune indication que la vaccination ait causé des conditions pré-décrites, qui ne sont d'ailleurs pas répertoriées comme effets secondaires avec ce vaccin.

La position du Comité de sécurité PRAC de l'EMA est que les avantages du vaccin continuent de l'emporter sur ses risques et que le vaccin peut continuer à être administré pendant que l'enquête sur les cas d'événements thromboemboliques est en cours. Ceci est confirmé par l'EMA même dans un communiqué publié en date du 11 mars www.ema.europa.eu/en/news/covid-19-vaccine-astrazeneca-prac-investigating-cases-thromboembolic-events-vaccines-benefits.

Par principe de précaution, les flacons restants de ce lot resteront en quarantaine jusqu'à ce que l'EMA ait communiqué les résultats des tests en cours.

En attendant, les autorités luxembourgeoises assurent une surveillance étroite de tous les

effets secondaires notifiés en relation avec le vaccin AstraZeneca dans le cadre de la campagne de vaccination. Celle-ci suit son cours avec les autres vaccins qui sont à notre disposition.



Question urgente 3832 (11.03.2021) de **Mme Josée Lorsché et M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant **l'algorithme utilisé pour les invitations pour la vaccination contre la Covid-19** :

Les invitations pour la vaccination contre le Covid-19 sont envoyées par courrier à la population, selon les phases de vaccination établies par le Ministère de la Santé. L'ordre des invitations repose sur un algorithme informatique semblable à celui employé pour la campagne de dépistage à grande échelle. L'âge, ainsi que le lieu de résidence sont des critères qui définissent qui est invité en premier, tandis que l'ordre alphabétique n'est pas suivi. L'objectif en est d'écarter tout soupçon de privilège. Or, selon un article publié dans l'édition du « Tageblatt » du 11 mars 2021, de nombreuses personnes non prioritaires auraient déjà reçu une invitation tandis que des patients vulnérables plus âgés seraient encore en attente de leur invitation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) L'algorithme utilisé pour les invitations, est-il programmé de façon à garantir un fonctionnement correct ?

2) Les critères de priorité définis par le Gouvernement et utilisés par l'algorithme, ont-ils mené à des incohérences dans l'ordre des invitations ?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

La génération des listes des invitations à se faire vacciner dans les différents points de vaccination peut être différenciée en plusieurs approches. D'un côté, les directions des établissements hospitaliers et des établissements de séjour continu et d'aides et de soins ont établi, sous leur propre responsabilité, sur base des recommandations du Ministère de la Santé et des priorités retenues par le Gouvernement, des listes des personnes à inviter en vue d'une vaccination, soit au sein d'un hôpital, soit dans un établissement d'aides et de soins. Ensuite, selon les priorités retenues par le Gouvernement, un algorithme informatique est utilisé pour générer les listes des invitations des personnes à vacciner dans un centre de vaccination. Finalement, les personnes vulnérables sont sélectionnées par les médecins traitants selon les priorités fixées en vue d'une vaccination, soit dans un hôpital, soit dans un centre de vaccination.

La génération des invitations sur base de ces différentes listes se fait en fonction de la disponibilité et des caractéristiques propres à chacun des vaccins. En ce qui concerne le vaccin AstraZeneca, ce dernier était, dans une première phase, limitée, par recommandation du Conseil supérieur des maladies infectieuses, aux personnes âgées de moins de 65 ans (phase 5). Ainsi, en réponse aux différentes livraisons de ce vaccin et dans l'objectif de procéder immédiatement à la vaccination des doses respectives disponibles dans l'objectif d'assurer une utilisation aussi efficiente que possible des doses disponibles, il a été fait recours, ponctuellement, dans le contexte de l'algorithme informatique, à la génération de listes d'invitations relatives à la population à vacciner déterminée sur base de la recommandation du Conseil supérieur correspondant à la population ciblée par la phase 5 selon les priorités fixées par le Gouvernement. Ainsi, l'algorithme a été appliqué en cohérence avec les critères de priorité fixés.



Question urgente 3849 (12.03.2021) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant la **vaccination des agents de la Police grand-ducale** :

Polizisten hu vill Kontakt mat Mënschen a sinn domat engem besonnesch héije Risiko vun enger Covidustiechung ausgesat. Och kënn et permanent zu Ausfäll bei der Police weinst Coronainfektiouen an den domat verbonnene Quarantänen. Deelweis gi Kommissariate dowéinst zäitlech begrenzt zougemaach.

An Däitschland kënnen sech aus deene Grënn d'Polizisten schonn deelweis zënter iwwer zwou Wochen impfe loossen. A Rheinland-Pfalz schonn zënter dem 25. Februar 2021.

Duerfir hunn ech folgend dréngend Nofroen un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Policeminister:

1. A wéi enger Stuf ass d'Impfung vu Polizisten aktuell virgesinn?

2. Zu wéi engem Datum ass dat aktuell virgesinn?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, dass Poliziste sech méi séier, éischer, sollte kënnen impfe loossen?

Réponse (12.03.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure** :

D'Impfstrategie, déi vun der Regierung festgehale ginn ass, gesäit kee prioritären Zougang zur Impfung vir, baséierend op sozioprofessionnelle Kategorien. D'Regierung huet dës Decisioun geholl op Basis vum Avis vun der nationaler Eethikkommissioun (CNE) vum 21. Januar 2021.

An dësem Avis war d'Problematik ronderëm verschidde sozioprofessionnelle Kategorien, déi duerch hir Aarbecht mat besonnesch ville Leit a Kontakt sinn, wéi z. B. d'Armée, d'Prisongspersonal oder nach d'Polizisten, schonn opgeworf ginn.

D'CNE war awer zur Konkusioun kumm, datt dat primäert Objektiv vun der Impfstrategie dora bestoen soll, den Taux un Doudesfäll erfzesetzen an d'Iwwerlaaschtung vun de Spideeler ze evitéieren. Dës zwee Objektiv kënnen just erfëllt ginn, wann déi vulnerabel Leit prioritär geimpft ginn. D'Impfe vun anere Leit, déi net vulnerable sinn a just opgrond vun hirem Beruff geimpft ginn, géif d'Impfung vun de vulnerabele Leit just retardéieren.

« La CNE, pour répondre à cette question, persiste à tenir compte du but général de la vaccination, fondé sur des bases éthiques, unanimement appliqué au niveau international : réduire la mortalité et la morbidité liées à la Covid-19 et réduire la tension sur les structures de soins médicaux, et notamment les hôpitaux. Comme les personnes affiliées dans les différentes catégories socioprofessionnelles sont, dans la large majorité, des personnes âgées de moins de 65 ans, leur risque de morbidité grave ou de mortalité est nettement moins élevé que celui des personnes plus âgées ou des personnes vulnérables. Si une catégorie socioprofessionnelle était priorisée, cela équivaldrait à retarder la priorité accordée à un groupe de personnes plus vulnérables de par leur âge ou leur vulnérabilité médicale. N'oublions pas que le nombre de personnes à vacciner en phase 2, en tenant compte des personnes âgées de plus de 75 ans de toute façon, ainsi que des personnes vulnérables, sera largement supérieur à 100.000 et que les doses suffisantes pour satisfaire ces groupes ne seront pas disponibles sous peu. »

Tatsächlech sinn all sozioprofessionnell Kategorien, mat Ausnam vu de Gesondheetsberuffer a vun de Mataarbechter vu Gesondheets- a Fleegestrukturen (Phas 1), opgrond vun hirem Beruff an hirem Funktioun, dem Risiko ausgesat wéi déi allgemeng Populatioun. Dofir huet den CNE sech dofir ausgeschwat, datt Leit net opgrond vun hirem sozioprofessionnell Kategorie vun enger Impfstoffpriorisierung solle profitéieren.

D'Regierung ass dem Avis vum CNE nogaangen. Soumat ass also net geplangt, datt d'Polizisten e prioritären Zougang zur Impfung solle kréien. D'Poliziste wäerten opgrond vun hirem Alter an enger eventueller Vulnerabilität an enge vun de Phasen 2 bis 6 eng Invitiation fir d'Impfung kréien.



Question urgente 3852 (15.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **répartition des vaccins contre la Covid-19 dans l'Union européenne** :

Den éisträichesche Bundeskanzler Sebastian Kurz huet den 12. März, no enger Pressekonferenz iwwer d'Verdeelung vun den Impfstoffen an der EU, op sengem Facebook-Profill dëst geschriwwen:

„Die letzten Wochen haben aber gezeigt, dass die Lieferungen nicht anhand des vereinbarten Bevölkerungsschlüssels durchgeführt werden und einige Staaten bedeutend mehr erhalten als andere. Dieses Verfahren widerspricht klar den Zielen der EU. Eine faire Verteilung muss sichergestellt werden, (...)“

Dës Ongläichgewichter géifen dozou féieren, datt verschidde Memberstaate méi séier wéi anerer kéinten hir Populatioun impfen, wat dem Zil vun der EU vun enger simultaner Impfdemarche géif widdersprechen.

Virrun hat den Här Bundeskanzler schonn de „Steering Board“ vun der EU kritiséiert a vun engem „Basar“ geschwat a méi Transparenz verlaangt:

„Doch in Nebenverhandlungen im sogenannten Steering Board der EU wurden anscheinend

durch Vertreter eigene Mengen mit den Pharmafirmen vereinbart und eigene Verträge geschlossen. Die Regierungschefs bekamen darüber offenbar keine Informationen.“

Déi Verträge wiere geheim an dowéinst géif den Här Bundeskanzler Kurz si selwer och net kennen. Hien hätt sech an deene leschten Deeg awer mat deenen anere Staats- a Regierungschefen iwwert dat Thema ennerhalen.

Dowéinst wollt ech dem Här Staatsminister, dem Här Bausseminister an der Madamm Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Kennt d'Regierung dës Kriticke vum eisträichesche Bundeskanzler, a wéi stellt si sech dozou?

2. Hat den Här Staatsminister dës Deeg zu deem Thema e Gespréich mam Här Bundeskanzler Kurz, an, wa jo, mat wéi enge Resultater?

3. Wie vertritt Lëtzebuerg am Steering Board vun der EU? Wéi beurteilt Lëtzebuerg d'Behuele vun den EU-Staaten an deem Grupp?

4. Wéi eng Liwwerquantitéiten, no Produit a par rapport zu senger Populatioun, huet Lëtzebuerg bestallt?

5. Wéi eng Staaten hunn Niewenofkommesse mat Pharmafirme getraff? Huet Lëtzebuerg och esou Verträge ofgeschloss?

6. Wéi verhalte sech déi Liwwerungen, déi Lëtzebuerg bis elo kritt huet, proportional zu de Quantitéiten, déi déi aner Memberstaate vun der EU kritt hunn?

Réponse commune (16.03.2021) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé :

ad 1. D'Regierung huet déi Kritik vun Eisträich an aneren EU-Memberlänner zur Kenntnis geholl.

ad 2. Nee, esou e Gespréich huet net stattfonnt.

ad 3. D'Lëtzebuenger Regierung ass an deem Steering-Grupp duerch Beamte vun der Direction de la santé vertrueden an trëtt a fir eng gerecht Verdeelung nom Prinzip vun der Proportionalitéit.

ad 4. Mir hunn, Stand haut, 2.025.683 Dose bestallt, woumat 1.237.205 Persounen geimpft kenne ginn. Dës Dose si folgendermoossen opgedeelt:

- Pfizer/BioNTech: 813.368

- Moderna: 219.462

- AstraZeneca: 415.048

- Johnson&Johnson: 276.156

- Curevac: 310.649.

Et sief ze bemerken, dass den Impfstoff vun Curevac nach net zougeloo ass vun der EMA.

ad 5. D'Regierung huet keng Kenntnis vun esou Niewenofkommessen an huet selwer kee getraff.

ad 6. De Gesamtiwwerbléck iwwert d'Liwwerungen an de verschidde Länner vun der EU fénnt een um Site vun der ECDC (Covid-19 Vaccine Tracker | European Centre for Disease Prevention and Control (europa.eu)).

Question urgente 3860 (16.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant le **retrait du vaccin AstraZeneca de la campagne de vaccination** :

An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3830 huet d'Madamm Ministesch confirméert, datt de Lot ABV5300 vum AstraZeneca-Impfstoff gestoppt ginn ass an deemno bis op Weideres net méi verimpft gétt. Laut der Madamm Ministesch wieren awer schonns 4.141 Dosen, vun am Ganzen 4.800 Dosen vum Lot ABV5300, administréiert ginn.

Ëmmer méi Länner setzen d'Impfung mam AstraZeneca-Impfstoff ganz aus, notamment Dänemark, Däitschland, Frankräich, Norwegen, Island, Bulgarien, Irland an Holland.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. An der Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 3830 huet d'Madamm Ministesch keng Präzisierung ginn zu deenen allgemengen Niewewierkunge mam AstraZeneca-Impfstoff. Kann d'Regierung eis soen, ob bei Patienten, déi mam AstraZeneca geimpft sinn Problemer mat Thrombosen etc. opkomm sinn, respektiv op d'Niewewierkunge méi bedeiend si wéi bei aneren Impfstoffen? Wa jo, wéi eng Niewewierkunge waren dat?

2. Wëssend, datt vill Länner d'Entscheidung geholl hunn den AstraZeneca-Impfstoff aussetzen, bis datt déi offiziell Analys vun der EMA

virläit, wäert d'Regierung den AstraZeneca nach weiderhin asetzen?

3. Huet dëst eventuell Konsequenzen op den Oflaf vun der Impfcampagne?

Réponse (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé :

ad 1. Bis haut gouf kee Fall vun Thrombos zu Lëtzebuerg gemellt. D'Niewewierkungen, déi fir d'AstraZeneca-Impfung opkomm sinn, entspriechen haaptsächlech Fall vu grippänleche Syndromen, déi meeschtens bannent 24 Stonnen optrieden. Dës Reaktiounen sinn heefeg, heiansdo mat héijer Intensitéit (héich Féiwer, Muskelpéng, Kappwéi). Se hunn awer kee schweierfällige Charakter an e séieren an favorable Verlaf. D'Reaktiounen op d'AstraZeneca-Impfung si souwäit net méi bedeiend gewiescht wéi mat den anere Covid-19-Impfstoffen.

ad 2. De Gesondheitsministère verweist op de Pressecommuniqué vum 15. Mäerz, wou präziséiert gétt, dass par principe de précaution, an esoulaang wéi d'Evaluatioun vun der europäescher Agence des médicaments EMA betreffend eventuell Risiken op schweier Niewewierkungen duerch den AstraZeneca-Impfstoff net ofgeschloss ass, den Asaz vun dësem Impfstoff komplett ausgesat gétt, souwuel wat d'Impfung mat enger eischer Dosis wéi och mat enger zweeter Dosis ubelaangt.

ad 3. Bis den Avis vun der EMA virläit, gétt mam Impfstoff vun Pfizer/BioNTech a Moderna geimpft. D'Regierung decidéiert en fonction vun der EMA hirer Stellungnam, ob de Verlaf vun der Impfcampagne ugepasst muss ginn.

Question urgente 3864 (16.03.2021) de **Mme Josée Lorsche** (déi gréng) concernant la **vaccination et invitation pour le large scale testing** :

Un des grands objectifs de l'assurance dépendance est le maintien à domicile, c'est-à-dire de permettre à toute personne dépendante de vivre aussi longtemps que possible dans de bonnes conditions à son domicile si elle le souhaite. Ainsi, l'assurance dépendance prend en charge, sous certaines conditions, les prestations d'intervenants qui assurent les aides et soins à une personne dépendante vivant à domicile. Ces intervenants bénéficient du statut d'aïdants. Actuellement, environ 6.500 des 14.800 bénéficiaires de l'assurance dépendance profitent de l'intervention régulière de tels aidants. Ces derniers constituent donc indéniablement un pilier important de notre système de soins et du maintien à domicile.

Or, il s'est avéré que les stratégies du large scale testing ainsi que de vaccination n'ont pas retenu les aidants comme groupe de personnes prioritaires. Ainsi, ils n'ont fait partie ni de la phase 1, ni de la phase 2 de vaccination et ne figurent toujours pas parmi les personnes qui ont été invitées à se faire vacciner. Néanmoins, les aidants assistent les personnes dépendantes dans l'exécution des actes essentiels de la vie, à savoir l'hygiène corporelle, l'évacuation des déchets de l'organisme, la nutrition et l'hydratation, l'habillement, les déplacements et les changements de position des personnes immobiles. Par tous ces actes, les aidants sont en contact physique direct avec les personnes dépendantes. Quant aux soins qu'ils dispensent, ceux-ci ne peuvent plus être assurés dans le cas où l'aidant se trouve en isolement, voire en quarantaine.

Pour toutes ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles les aidants qui constituent un pilier important de l'assurance dépendance et notamment du maintien à domicile n'ont pas été retenus au même titre que les professionnels de la santé et des soins comme groupes prioritaires dans le cadre des stratégies du large scale testing et de vaccination ?

2) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas qu'il existe une urgence manifeste d'intégrer les aidants à court terme dans les groupes prioritaires à vacciner et de les inviter de surcroît à un dépistage plus fréquent ?

Réponse commune (16.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) En ce qui concerne la vaccination, le Conseil de Gouvernement a, sur base de l'avis émis le 2 novembre 2020 par le Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), retenu une priorisation de la vaccination, justifiée par la pénurie de vaccins prévue pour le début de la campagne de vaccination, déclinée autour d'une première phase. Cette phase comprend

les personnes exposées à un haut risque d'infection et en contact étroit avec des personnes très vulnérables autour desquelles il faut mettre en place un cordon sanitaire, à savoir les professionnels de la santé et personnel du secteur hospitalier, les professionnels de la santé du secteur extrahospitalier (médecins et professionnels de santé libéraux) ainsi que le personnel des structures d'hébergement pour personnes âgées (personnel de santé et de soins travaillant dans les CIPA, maisons de soins et réseaux d'aides et de soins) sachant que dans ces structures existe un risque de cluster.

Les aidants ne correspondant pas exactement aux catégories de professionnels précitées ci-dessus, ils ne sont à l'heure d'aujourd'hui pas inclus dans cette première phase. Ils auront accès à la vaccination en fonction de leur âge et de leur éventuel degré de vulnérabilité.

Concernant le large scale testing, à l'heure actuelle, les aidants ne sont pas non plus listés comme groupe prioritaire et reçoivent partant des invitations à la même fréquence que les autres catégories de la population non classées comme prioritaires.

ad 2) Actuellement, il n'est pas prévu d'inclure les aidants dans un groupe prioritaire ni en matière de vaccination ni en matière de dépistage.

Question urgente 3868 (16.03.2021) de **M. Marc Hansen** (déi gréng) concernant la **démarche des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) en vue d'une commande de vaccins contre la Covid-19** :

Dans une interview publiée en date du 16 mars 2021 par le quotidien « L'essentiel », le directeur général des Hôpitaux Robert Schuman se prononce au sujet de la discussion actuelle autour d'une présumée prise de contact avec la société pharmaceutique Pfizer, le but étant apparemment de vérifier si le groupe HRS pouvait se faire livrer des doses de vaccins contre le Covid-19 en dehors des commandes publiques du Luxembourg.

Dans ce contexte, le directeur général des HRS a affirmé avoir eu écho du fait que le directeur général de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM) serait intéressé d'avoir, si c'était possible, des vaccins supplémentaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer les propos du directeur général des HRS quant à un prétendu intérêt du directeur général de la CMCM à avoir des vaccins supplémentaires ?

2) Dans l'affirmative, quelle est la position de Madame la Ministre face à une telle démarche qui se situe en dehors des commandes publiques et quelle suite entend-elle le cas échéant lui réserver ?

Question 3869 (16.03.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant l'intérêt de la CMCM pour la **commande de vaccins contre la Covid-19** :

Rezetent Aussoe vum Dr. Claude Schummer no, wier de Generaldirekter vun der Gesondheitsmutuelle CMCM (Caisse médico-complémentaire mutualiste) um Kaf vun zousätzleche Covidvaccinen interesséiert gewiescht.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis heivun a ka si déi Informatiounen bestätegen?

2. Wa jo, wëssend datt d'Statute vun der CMCM der Approbatioun vum Ministère vun der sozialer Sécherheet ennerleien, war d'Regierung am Virfeld informéiert ginn iwwert déi eventuell Demarche?

Réponse commune (18.03.2021) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **M. François Bausch**, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) La Direction de la santé avait été mise en relation par le directeur général de la CMCM avec un opérateur alléguant un prétendu accès à des doses supplémentaires de vaccins.

Cette piste n'a néanmoins pas abouti alors qu'il s'est avéré, après vérification par la Division des pharmacies et des médicaments, qu'il s'agit d'une offre non sérieuse. Cette information a été confirmée par le fabricant du vaccin en question.

ad 2) Le fabricant du vaccin ainsi que le parquet ont été informés par la Direction de la santé.

ad 3) Question supplémentaire n° 3869

Concernant l'approbation des statuts d'une mutuelle, la procédure et notamment la définition des objets qu'une mutuelle peut avoir sont définis dans la loi du 1^{er} août 2019 concernant les mutuelles qui est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

En application de cette législation, le Ministère de la Sécurité sociale contrôle si les statuts lui soumis sont conformes avec cette loi et notamment si ces statuts respectent les objets qu'une mutuelle peut avoir et qui sont définis à l'article 1^{er} de la loi précitée :

« Les mutuelles peuvent avoir pour seuls objets :

1. le versement d'indemnités en nature ou en espèces en cas de maladie, d'accident, d'invalidité, de vieillesse ou de décès ;

2. la prise en charge de frais pour soins de santé non couverts par l'assurance maladie obligatoire ;

3. le versement d'une indemnité en cas de naissance d'enfants ;

4. le versement d'allocations pour prendre en charge des frais de famille et d'éducation ;

5. la conclusion d'assurances de groupe auprès d'une entité dûment agréée. »

Le rôle du Ministère de la Sécurité sociale se limite donc au contrôle de l'application des dispositions de cette loi.

Dès lors, et tel que précisé dans la réponse à la première question, le directeur général de la CMCM avait informé les autorités compétentes de la démarche en question.

Question urgente 3874 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant le **formulaire relatif aux tests de dépistage de la Covid-19 effectués dans les écoles** :

An engem Lycée um Lampertsbiérg hunn d'Schüler e Formulaire ausgedeeelt kritt, dat mam Titel: Attestation de consentement pour les classes en scénario 1 qui sont testées dans l'enceinte de l'école. Déi betraffe Kanner krute vun hirer Regente gesot, datt si dat Dokument, vun engem Elterendeel, ausgefëllt an ennerschriwwwe spéitstens de Freideg, 19. Mäerz mussen ofginn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wat ass déi legal Basis vun dësem Dokument?

2. A wat fir enge Lycéeën oder Schoulen ass dëst Dokument ausgedeeelt ginn?

3. Wat geschitt mat deene Schüler, wou d'Elteren net averstane sinn, hiert Averständnes ze ginn, datt hir Kanner an der Schoul getest ginn?

4. Um Dokument steet net wien dat Dokument erausginn huet. Wann et de Schoulministère war, stellt sech d'Fro ob dat a Koordinatioun mat der Santé geschitt ass?

5. Firwat ass dat Dokument nëmmen an enger Sprooch, nämlech op Franséisch?

Réponse (18.03.2021) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Dëst Dokument freet d'Averständnes vun de legale Verrieder vun de Schüler fir de Fall, datt e PCR-Test an der Schoul vu mobillen Testekippen ugebuede gétt. Den Asaz vun den Testekippen ass am Zenario 1 vum Dispositif sanitaire (Stufeplang) vum Educatiounsministère définiert a gesäit vir, datt all Schüler vun der Klass kann an der Schoul getest ginn, an dat sechs Deeg nodeem e positive Fall an der Klass opgetrueden ass. Dësen Test berout um Prinzip vun der Fräiwëllegkeet a gétt opgrond vun enger Ordonnance duerchgefouert, déi vun der Direktioun vun der Santé ausgestallt ginn ass. Den Test gétt op der Basis vum „règlement grand-ducal du 5 mars 2021 modifiant le règlement grand-ducal du 10 février 2021 fixant les conditions de réalisation des tests de dépistage ou diagnostique de l'infection par virus Sars-CoV-2“ duerchgefouert.

ad 2. Dëst Dokument ass an alle Schoulen a Lycéeën ausgedeeelt ginn.

ad 3. Schüler, deenen hir Elteren hiert Averständnes net ginn, kréien eng Ordonnance ausgedeeelt, fir sech an engem Laboratoire testen ze loossen.

ad 4. Den Educatiounsministère huet dëst Dokument a Koordinatioun mat der Direktioun vun der Santé erausginn, dëst am Kader vum Dispositif sanitaire, deen an de Schoulen an an de Lycéeën applizéiert gétt.

ad 5. Aus zäitleche Grënn ass d'Dokument an enger eischer Phas just op Franséisch verfaasst ginn; meng Servicer schaffen un deenen néidegen Iwwersetzungen.